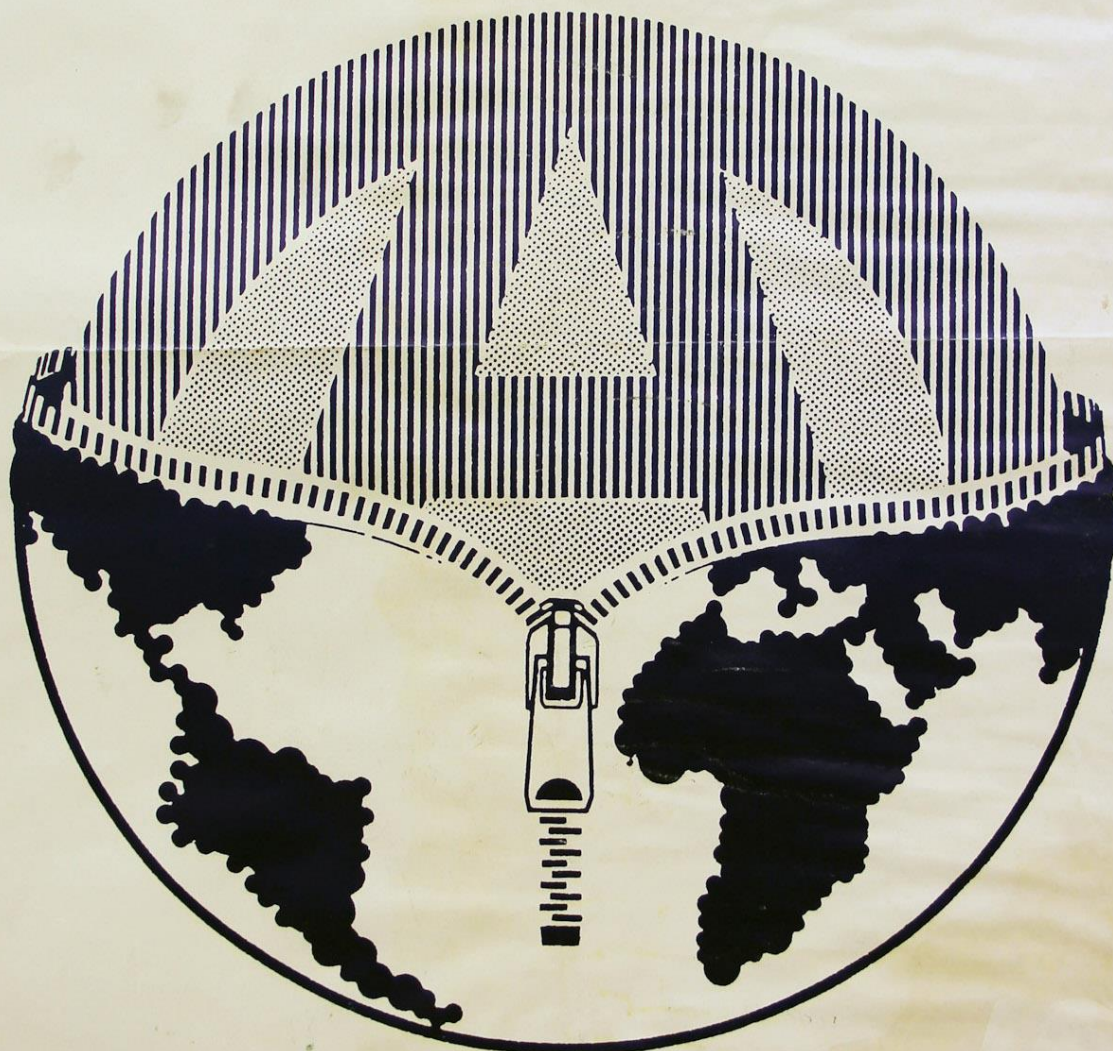


Jules Faucher

VIVEMENT DEMAIN !

Les milieux libertaires bordelais : réseaux, générations,
acteurs, lieux et pratiques

(1963-2003)



Mémoire de Master d'histoire sous la
direction de Christine Bouneau

Années universitaires
2019-2021

Université Bordeaux-
Montaigne

Image de couverture : affiche réalisée par le groupe Emma Goldman de Bordeaux en 1987

Les milieux libertaires bordelais : réseaux,
générations, acteurs, lieux et pratiques
(1963-2003)

Remerciements

J'adresse mes plus sincères remerciements à Thomas Aimar qui a été un des artisans bienveillants de ce mémoire par la communication de sources indispensables. Pour avoir démarré un nouveau cycle de recherches sur l'anarchisme à Bordeaux, ce travail lui est dédié. Il en va de même pour Ludovic Bonleux qui a permis, et c'est une chose précieuse, de mêler recherche historique d'hier et d'aujourd'hui.

Je souhaite saluer ici la mémoire de Joachim Salamero, qui a tant apporté au militantisme girondin, décédé peu de temps après notre entrevue.

Je remercie chaleureusement l'ensemble des membres de l'Athénée Libertaire, et tout particulièrement Hugues, qui m'ont témoigné leur confiance en m'ouvrant les portes de leurs fonds bibliographiques et d'archives. Ce mémoire n'aurait pas pu être réalisé sans leur complicité.

Les militants qui se sont confiés sur leur parcours ont toute ma gratitude pour avoir accepté cet exercice, toujours difficile, mais réalisé à chaque fois avec sympathie.

Je salue également le travail des équipes du Maitron et des Centres Internationaux de Recherches sur l'Anarchisme qui réalisent un travail de l'ombre indispensable pour faire connaître l'histoire de l'anarchisme. Plus particulièrement, merci au C.I.R.A. de Marseille pour m'avoir fait parvenir le document de Bernard Lareynie sans hésitation.

Mes remerciements vont aussi à mes amis de Bordeaux pour les expériences passées, et je l'espère, à venir.

Enfin, merci à mes relecteurs, à mes parents, et à Lou pour son soutien sans faille.

Liste des principaux sigles utilisés

A.I.T. : Association Internationale des Travailleurs

A.S. : Alliance Syndicaliste

A.S.R.A.S. : Alliance des Syndicalistes Révolutionnaires et Anarcho-Syndicalistes

C.A.L. : Cercle de l'Athénée Libertaire

C.A.N. : Comité Anti-Nucléaire

C.D.E.S. : Centre de Documentation et d'Études Sociales

C.E.L. : Cercle d'Études Libertaires

C.G.T. : Confédération Générale du Travail

C.I.R.A. : Centre International de Recherches sur l'Anarchisme

C.I.R.A.S. : Centre International de Recherches et d'Archives Sociales

C.L.É. : Coordination Libertaire Étudiante

C.L.É.A. : Coordination Lycéenne et Étudiante Anarchiste.

C.L.O. : Comité de Lutte des Objecteurs

C.N.T. : Confédération Nationale du Travail

F.A. : Fédération Anarchiste

F.L.S.M. : Front de Libération de Saint-Michel

F.O. : Force Ouvrière

G.A.B. : Groupe Anarchiste Bordelais

J.L. : Jeunes ou Jeuneses Libertaires

L.C.R. : Ligue Communiste Révolutionnaire

M.R.L.B. : Mouvement du Ras Le Bol

O.A.F. : On A Faim !

O.C.L. : Organisation Communiste Libertaire

R.A.I.L. : Réseau d'Action et d'Information Libertaire

S.C.A.L.P. : Section Carrément Anti Le Pen

S.C.E.G.I. : Société Civile d'Expansion et de Gestion Immobilière

U.A.S. : Union Anarcho-Syndicaliste

Sommaire

Remerciements.....	p. 5
Liste des principaux sigles utilisés.....	p. 7
Sommaire.....	p. 9
Introduction.....	p. 11
Première partie. Héritage, continuité, longévité : « un anarchisme typiquement bordelais ? »	p. 29
<u>Chapitre 1.</u> De la suite logique aux renouveaux : « historiquement ça continue ».....	p. 33
I – Les évènements de 1968 : un pont de départ ?.....	p. 33
II – Les liens indissolubles avec l’Espagne.....	p. 48
III – Bordeaux : une place forte de l’anarchisme ?.....	p. 61
<u>Chapitre 2.</u> L’Athénée Libertaire : lieu historique et pôle de l’anarchisme bordelais.....	p. 79
I – Étude de cas d’une structure libertaire : essai d’histoire politique générationnelle	p.79
II – Le fonctionnement d’un local libertaire : une histoire humaine.....	p. 96
Deuxième partie. Les réseaux de la colère organisés en une arborescence large, dense et solide	p.111
.....	
<u>Chapitre 1.</u> Des groupes aux unions locales : une première échelle de structuration politique	p. 115
I – La Fédération Anarchiste : le vivier bordelais.....	p. 115
II – La C.N.T. : entre essor et scission.....	p. 133
III – Le regroupement en Unions locales et en alliances : de nouveaux outils au service de nouveaux besoins.....	p. 147
<u>Chapitre 2.</u> Agrandir son réseau : l’organisation régionale et les liens internationaux	p. 159
I – La constitution d’une toile régionale : un réseau de coopération.....	p. 159
II – Les liens hors métropole : l’internationalisme politique.....	p. 167

<u>Chapitre 3.</u> En-dehors des organisations bordelaises, en-dehors des réseaux ?.....	p. 177
I – <i>La constante renaissance de l’anarchisme étudiantin : notions de temps et de coordination</i>	p. 177
II – <i>L’indépendance et l’autonomie : étude de deux cas particuliers</i>	p. 186
III – <i>Être constamment sur la brèche : la transversalité des luttes, des réseaux, des idées et des acteurs politiques</i>	p. 192
Troisième partie. Promotion libertaire de la culture et importance des lieux de savoir	p. 211
<u>Chapitre 1.</u> Du caractère politique de l’écrit : la littérature comme outil et action politique	p. 216
I – <i>Le livre et l’édition : des outils politiques au service d’une autre culture</i>	p. 216
II – <i>La presse et les bulletins : relais de l’information et organisations des liens</i> ...	p. 233
<u>Chapitre 2.</u> La diffusion du savoir et la conservation de la mémoire ou la condition de l’émancipation.....	p. 240
I – <i>La pédagogie et l’éducation : deux expériences autogérées</i>	p. 240
II – <i>Les archives libertaires bordelaises : quels enjeux et quels liens ?</i>	p. 247
<u>Chapitre 3.</u> Le dynamisme culturel de l’anarchisme bordelais.....	p. 260
I – <i>La musique et la radio : des vecteurs de la culture et de l’information</i>	p. 260
II – <i>Le cinéma et l’iconographie : l’utilisation politique de l’image</i>	p. 271
III – <i>Les festivités comme facteurs d’unité et de transmission</i>	p. 280
Conclusion	p. 291
Annexes	p. 297
Sources	p. 381
Bibliographie	p. 395
Sitographie	p. 403
Table des matières	p. 409

Introduction

« Nous devons construire des réseaux au lieu des pyramides. Toutes les institutions autoritaires sont organisées comme des pyramides : l'État, l'entreprise privée ou publique, l'armée, la police, l'Église, l'université, l'hôpital : ce sont toutes des structures pyramidales avec un petit groupe de décideurs au sommet et une large base de gens à la place desquels sont prises les décisions. L'anarchisme ne demande pas un changement d'étiquette sur les niveaux, il ne veut pas des gens différents au sommet, il veut que nous escaladions de là-dessous »¹.

L'anarchisme tel que le décrit Colin Ward est une remise en cause des structures politiques et intellectuelles au profit de nouvelles organisations des rapports humains sous toutes leurs formes. L'application de la pensée anarchiste serait une arborescence de réseaux latents, d'expressions différentes mais réunis par les mêmes désirs et conceptions. Le militant anarchiste bordelais Jean Barrué définissait l'anarchisme de la sorte : « L'anarchisme n'est pas une doctrine rigide, avec ses articles de foi, ses tables de Loi, ses prophètes et aussi ses excommunications, ses procès en hérésie et ses exécutions capitales... Il existe cependant un fonds commun d'idées et de principes, sur lesquels accorder tous les anarchistes, et les diverses tendances de l'anarchisme manifestent entre elles plus de communion spirituelle que les sectes issues du marxisme [...] »². Comprendre l'anarchisme est réaliser que cette idéologie est plurielle et poreuse, que les personnes qui s'en revendiquent sont membres de plusieurs cercles, de plusieurs groupes qui aspirent tous à défendre la liberté et à promouvoir les idées anarchistes. La plume de Jean Barrué relève cette nuance :

« Les anarchistes ne forment pas un parti monolithique et, tout en restant fidèles à quelques principes essentiels, il se divisent en bien des tendances plus encore au début de ce siècle que dans la période actuelle. Certains anarchistes s'orientent plus particulièrement vers la Libre-Pensée, vers le pacifisme, vers la non-violence, jadis vers l'antimilitarisme, l'illégalisme, la fondation d'ateliers libertaires. Et j'oublie les

¹ WARD. Colin, *Anarchy in Action*, Londres, Harper & Row, 1973, p. 22 dans Actes du colloque international, *La culture libertaire*, Grenoble, Mars 1996, Lyon, Atelier de création libertaire, avril 1997, p. 34.

² JIPÉPAK, *Abécédaire de la pensée anarchiste. Tome I : La parole est aux anarchistes*, Orthez, Abécédaire Éditions, 2010, p. 26.

malthusiens, les partisans de l'amour libre, les végétariens. Toutes ces activités sont compatibles avec l'anarchisme, mais ne sont pas nécessairement l'anarchisme. En mettant l'accent sur telle ou telle de ces tendances, les compagnons ont rendu un mauvais service à l'anarchisme proprement dit et en ont donné une image déformée pour le public mal instruit de ces questions »³.

Ainsi, au regard de cette multitude de trajectoires, peut-on parler d'« anarchismes » au pluriel ? Si pour autant les réseaux qui composent l'anarchisme peuvent former une nébuleuse, ce sont surtout les acteurs des réseaux eux-mêmes qui en constituent la diversité. L'anarchisme s'établit principalement sur l'émancipation de l'individu de toute aliénation. Une fois l'individu émancipé notamment par l'esprit critique, la culture, les valeurs et les convictions anarchistes, il contribue à fonder une société nouvelle vidée de toute domination autoritaire fondée sur le pouvoir. Plus qu'une doctrine politique de l'émancipation, l'anarchisme s'apparente à une philosophie de vie. En conséquence, la question du nombre se pose : peut-être il y a-t-il autant d'« anarchismes » que d'anarchistes. Ou alors, il n'y a pas d'« anarchismes » au pluriel mais des anarchistes qui composent cet ensemble, qui défendent et promeuvent une idéologie commune mais dont l'application ou les conceptions diffèrent d'une personne à une autre. La deuxième interprétation semble plus correcte mais dans les deux cas, considérer l'anarchisme comme un bloc « monolithique » serait donc un contresens conceptuel et une méconnaissance de la réalité militante. Cette étude de l'anarchisme bordelais sera placée alors sous le signe de la pluralité. En raison de la très grande hétérogénéité, de la porosité naturelle de l'anarchisme et de ses réseaux, nous parlerons de milieux libertaires bordelais au pluriel pour éviter de cacher la diversité sous une interprétation trop simpliste.

Dans le dernier quart du XX^e siècle et au XXI^e siècle, l'appellation *libertaire* fait de plus en plus son apparition dans l'utilisation sémantique de certaines organisations militantes, dans la culture et dans les médias pourtant en apparence très éloignés de l'idéologie anarchiste. Cette utilisation en-dehors du milieu politique d'origine opère un distinguo entre les termes *anarchiste* et *libertaire*. Le sociologue Jean-Pierre Garnier revient sur cette différenciation qui gomme la synonymie originelle entre les deux mots. Il rappelle que ce processus de différenciation s'est réalisé en dehors des organisations et acteurs anarchistes.

³ *Ibid*, p. 27.

La preuve en est, l'hebdomadaire français de la Fédération Anarchiste a conservé son titre sans opérer un quelconque changement de sens depuis sa création en 1954 : *Le Monde Libertaire*. Selon lui, il s'agit surtout d'un double processus : à la fois de diabolisation et de neutralisation par les partisans de l'ordre établi et les ennemis de l'anarchisme. En enlevant le caractère libertaire de l'anarchisme, ce qui revient à déposséder l'anarchisme de ce qu'il est – à savoir la défense et la promotion de la liberté sous toutes ses formes – il ne reste que la marque au fer rouge et indélébile du terrorisme qui colle à l'anarchisme depuis l'aube du XX^e siècle. Dans la même logique, étendre le terme libertaire à des organisations qui n'en n'ont que l'étiquette, vide de sens ce mot empreint des valeurs et convictions anarchistes⁴. En effet, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, le terme libertaire a été popularisé par Sébastien Faure pour se démarquer des anarchistes terroristes comme Ravachol ou Bonnot et sera même repris au profit du libéralisme⁵. À la suite de ces précisions, l'utilisation des termes anarchistes et libertaires au cours de notre étude sera équivalente de sens et interchangeable.

Le choix de la période d'étude s'est porté sur le dernier tiers du XX^e siècle. Plus précisément, il s'agissait au départ d'analyser les milieux libertaires à partir de Mai 68 jusqu'à nos jours. Principalement, deux mémoires de recherches historiques ont étudié l'anarchisme à Bordeaux en tant que tel : *Les anarchistes bordelais, 1880-1914*⁶ et *Le mouvement libertaire à Bordeaux, 1914-1968*⁷. Le second se place dans la continuité du premier en partant de sa borne finale. Il semblait pertinent de réaliser la même opération en prenant comme borne de départ les événements de Mai 68 que Ludovic Bonleux avait exclu de son étude. Aussi, le site internet du Cercle Libertaire Jean Barru⁸, groupe libertaire bordelais, consacre une rubrique au résumé des travaux de recherche sur l'anarchisme à Bordeaux. Il laisse entendre qu'il existe suffisamment de matière pour réaliser un troisième mémoire sur la période postérieure à Mai

⁴ GARNIER Jean-Pierre, « Les anarchistes. Appellations peu contrôlées », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2009, p. 17.

⁵ PASSETTI. Edson, « Par l'amitié », dans Actes du colloque international, Grenoble, Mars 1996, *La culture libertaire*, Lyon, Ateliers de création libertaire, avril 2007, p. 452.

⁶ GBENOU. Jacques-Henri, *Les anarchistes bordelais, 1880-1914*, mémoire de maîtrise sous la direction de Georges DUPEUX, Bordeaux III, 1975.

⁷ BONLEUX. Ludovic, *Le mouvement libertaire à Bordeaux, 1914-1968*, mémoire de maîtrise sous la direction de Bernard LACHAISE, Bordeaux III, 1998.

⁸ <https://cerclelibertairejb33.wordpress.com/nos-documents/les-anars-a-bordeaux/> [Consulté le 16 juillet 2019].

68. Ainsi, mis bout à bout, l'analyse historique d'un peu plus d'un siècle d'anarchisme à Bordeaux peut être réalisée. Ceci pourrait éventuellement faire l'objet d'un seul et même travail universitaire de recherche sur toute la période que couvrent ces deux mémoires et la présente étude. Après une analyse rigoureuse des sources, les événements de Mai 68 ont perdu en pertinence au profit de l'année 1963, date de l'ouverture du local de la rue du Muguet à Bordeaux qui constitue un changement plus important. Il est apparu plus sensé et novateur d'inclure dans le développement Mai 68 pour en démontrer une certaine vacuité militante libertaire plutôt que de réduire – de manière récurrente dans la recherche – cette période à un commencement ou une fin. L'achat puis l'ouverture d'un local par les libertaires bordelais est plus significatif à l'échelle locale qu'un événement national dont l'écho est variable dans le territoire français comme girondin.

Définir la borne de fin d'étude s'est avéré plus délicat en raison du manque de sources et du peu de recul pourtant nécessaire à l'analyse d'éventuelles ruptures. Le local de la rue du Muguet existe encore aujourd'hui et se trouve au cœur du sujet pour trois raisons : il représente un pôle politique et culturel attractif, il symbolise le dynamisme et la longévité de l'anarchisme bordelais, il possède un important fonds privé qui constitue l'apport principal du corpus de sources. Il peut donc servir de fil conducteur chronologique au cours de notre étude et la notion de réseau s'exprime clairement à travers lui. Une source audio-visuelle donne des éléments pour clôturer cette étude : la commémoration des 40 ans de l'ouverture de l'Athénée Libertaire en 2003⁹. Ce film revient sur les quarante années d'existence du local et montre que le début des années 2000 correspond à un renouveau militant : la disparition de groupes et la naissance d'autres, des changements dans l'organisation et l'application politique libertaire. L'année 2003 correspond également à l'ouverture de la librairie du Muguet, ce qui démarre un nouveau cycle militant à l'Athénée Libertaire. Sans pour autant réaliser un travail de recherche centré sur l'histoire du local de l'Athénée Libertaire, ces quarante années de 1963 à 2003 sont révélatrices de l'évolution de l'anarchisme et du militantisme, localement comme nationalement. Ces bornes paraissent donc davantage pertinentes et logiques au regard de la problématique de l'étude.

⁹ *40 ans de l'Athénée Libertaire, 17 mai 2003*, Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

Pour délimiter l'aire géographique de l'étude des milieux libertaires bordelais, il faut en premier lieu définir ce que désigne Bordeaux dans l'espace. Dans l'acception ordinaire, le terme « Bordeaux » désigne à la fois la municipalité de Bordeaux et les communes alentours sans tenir compte du découpage territorial. Les recherches effectuées ont mis en évidence l'existence de groupes à Libourne, à St Médard-en-Jalles, à Cadillac. Ainsi, est-il plus correct de placer l'objet de recherche dans le « bordelais », qui désigne à la fois Bordeaux et sa région, même si les principaux foyers libertaires se trouvent dans la municipalité de Bordeaux. L'étude est centrée sur les milieux libertaires bordelais mais analyse les rapports de ceux-ci avec l'échelle libertaire régionale, nationale et internationale. Elle ne se limite donc pas aux relations internes dans la région de Bordeaux.

L'anarchisme à Bordeaux comme en France se trouve pendant la deuxième moitié du XX^e siècle dans un contexte de construction idéologique et structurelle en raison de différents bouleversements. La Seconde Guerre mondiale a ébranlé les idées anarchistes tant par l'engagement militaire – en opposition au pacifisme – que par l'éparpillement et la traque des anarchistes par l'occupant. Aussi, l'élan libertaire provoqué par la révolution sociale espagnole réprimée par le franquisme a contraint les anarchistes à l'exil au moment de la Retirada¹⁰. Les idées libertaires portées par l'immigration espagnole trouvent un écho important avant et après la Seconde Guerre mondiale dans le sud-ouest, comme à Bordeaux où l'anarchisme était déjà implanté depuis la fin du XIX^e siècle. La (re)création de la C.N.T. espagnole en exil en France contribue à développer la C.N.T. française née en 1946. En raison de la forte diaspora espagnole, l'évolution conjointe des deux C.N.T. s'observe nettement à l'échelle locale du bordelais mais dans des proportions différentes. Parallèlement, la Fédération Anarchiste peine à gagner en stabilité et c'est après une scission en 1953 qu'elle parvient à mettre en cohérence ses conceptions synthésistes¹¹ avec son organisation. Les acteurs anarchistes bordelais ont fortement contribué à développer à la fois la C.N.T. française et la Fédération Anarchiste grâce à leur implantation et leur expérience ancienne. Cette implantation devient

¹⁰ La Retirada ou « retraite » désigne l'exode massif des Espagnols, notamment des républicains et militants politiques de l'opposition, après la victoire militaire de Franco au début de l'année 1939.

¹¹ La synthèse désigne une conception organisationnelle établie sur la décentralisation vis-à-vis de l'organisation nationale en faveur de l'autonomie des groupes. La conception inverse se nomme le platformisme. Le débat synthèse-platforme est un débat qui préoccupe les milieux libertaires depuis le début du XX^e siècle.

réellement concrète pour la Fédération Anarchiste – mais pas que – par l’achat d’un local commun et autogéré en 1963. Les ramifications anciennes des libertaires bordelais dans les milieux culturels et intellectuels comme à la Libre-Pensée sont des éléments qui apparaissent déterminants dans le dynamisme de ces milieux politiques. Au regard de son histoire passée et présente, il se dégage de l’anarchisme bordelais une grande vigueur et une longévité rare qu’il apparaît intéressant d’analyser pour la chronologie étudiée à travers le prisme du lien, du réseau.

Une importante partie des références bibliographiques correspond à des thèses et mémoires de recherche. Même si l’anarchisme demeure un objet d’étude mineur dans l’historiographie, il semble susciter un intérêt particulier chez les jeunes chercheurs. En effet, cette minorité politique, très active par rapport au nombre de militants réel, suscite dans la société la curiosité, la sympathie ou l’inquiétude (*cf.* les rapports du Service Régional de Police Judiciaire). Les différents travaux scientifiques comme la présente étude tentent de rendre concret l’anarchisme, souvent dévoyé par des visions fantasmées positives comme négatives, passées comme présentes.

L’historiographie sur l’anarchisme de manière générale peut être séparée en deux catégories : d’une part les travaux produits dans le cadre du cursus universitaire, de l’autre les travaux produits par des militants érudits. Ces deuxièmes, s’ils ne possèdent pas les codes universitaires, sont la plupart du temps pertinents et rigoureux. Ces catégories ne sont pas rigides pour autant car des chercheurs sont à la fois issus du cursus universitaire et sont militants. À titre d’exemple, l’historien Gaetano Manfredonia a été militant plusieurs années durant à la Fédération Anarchiste à Paris, présence retrouvée dans l’étude de nos sources. Il est aujourd’hui reconnu comme étant un des spécialistes de l’histoire de l’anarchisme français et italien ; c’est pourquoi ses travaux sont considérés comme des jalons historiographiques et figurent dans notre bibliographie. Cette symbiose entre chercheurs professionnels, chercheurs amateurs et militants éclairés s’est admirablement illustrée au cours du colloque international à Grenoble en mars 1996 consacré à *La culture libertaire*¹².

¹² Actes du colloque international, Grenoble, Mars 1996, *La culture libertaire*, Lyon, Ateliers de création libertaire, avril 2007.

L'étude de Jacques-Henri Gbenou présentée en 1975 constitue le premier jalon historique scientifique à propos des anarchistes bordelais. Il indique d'ailleurs dans l'avant-propos de ses recherches : « À notre grand étonnement en effet, nous avons constaté qu'aucune allusion, qu'aucune part [à Bordeaux] n'était faite aux anarchistes qui sur le plan national avaient pourtant marqué le mouvement ouvrier et syndical d'un sceau indélébile. Inexistence d'un parti anarchiste local, simple lacune ou négligence partisane ? Telle était l'énigme qu'il importait d'élucider »¹³. D'autres études ont ensuite succédé à celle-ci et témoignent d'un intérêt croissant pour ce sujet dans la recherche universitaire. Certaines recherches sur les anarchistes bordelais prennent la forme de monographie : *Anarchisme et antimilitarisme à Bordeaux, 1900-1914*¹⁴, *L'administration face à la menace anarchiste : surveillance et contrôle du mouvement anarchiste girondin (1890-1902)*¹⁵. D'autres comme celle de Jacques-Henri Gbenou abordent cet objet de manière globale sur des temps généralement plus longs pour en saisir les évolutions : *Le mouvement libertaire à Bordeaux, 1914-1968*¹⁶, *L'anarchisme à Bordeaux*¹⁷, *Les mouvances libertaires dans le Bordeaux de l'entre-deux-guerres*¹⁸. L'étude que nous présentons s'inscrit dans cette deuxième catégorie de recherches.

La logique voudrait que notre étude marque un point d'orgue dans l'historiographie sur le sujet des libertaires bordelais. En effet, deux facteurs vont dans ce sens : la chronologie d'étude clôture le XX^e siècle et nos recherches semblent marquer la fin d'une logique historiographique menée par Jacques-Henri Gbenou, Ludovic Bonleux ou encore Benoist Simmat. Or, si la problématique développée principalement autour des réseaux ne constitue pas un élément novateur dans l'historiographie générale française, il s'agit d'un angle d'approche inédit dans l'étude des milieux libertaires bordelais. Aussi, nous avons eu la volonté de réactualiser, dans le développement comme dans le corpus détaillé en fin d'étude,

¹³ GBENOU. Jacques-Henri, *op.cit.*, avant-propos.

¹⁴ GIL DE MURO. Luis, *Anarchisme et antimilitarisme à Bordeaux, 1900-1914*, mémoire de maîtrise sous la direction de André-Jean TUDESQ, Bordeaux III, 1976.

¹⁵ PERROT. Francis, *L'administration face à la menace anarchiste : surveillance et contrôle du mouvement anarchiste girondin (1890-1902)*, mémoire de maîtrise sous la direction de Bernard LACHAISE et Sébastien LAURENT, Bordeaux III, 2004.

¹⁶ BONLEUX. Ludovic, *op. cit.*

¹⁷ SIMMAT. Benoist, *L'anarchisme à Bordeaux*, mémoire de maîtrise sous la direction de Jean PETAUX, Bordeaux IEP, 1995.

¹⁸ SAGAERT. Théo, *Les mouvances libertaires dans le Bordeaux de l'entre-deux-guerres*, mémoire de maîtrise sous la direction de Dominique PINSOLLE, Bordeaux III, 2021.

les sources qui avaient déjà été identifiées. Puis, nous nous sommes attachés à mettre au jour de nombreuses sources inédites écrites et orales. L'identification de sources qui n'ont pas pu faire l'objet de consultation a constitué aussi un travail d'enrichissement du corpus de l'étude. Ces différentes missions de mises en valeur des sources sont le reflet de notre volonté de faire de cette étude non pas un point d'orgue historiographique mais un point de départ pour d'autres recherches, un jalon historiographique.

Une difficulté majeure dans la réalisation de ce mémoire concerne la pauvreté historiographique pour la période étudiée. Bien que la chronologie définie chevauche celle de Ludovic Bonleux sur six années (1963-1968), aucun mémoire d'histoire n'a été réalisé sur le dernier tiers du XX^e siècle. Il s'agit donc d'une étude en grande partie inédite tant par l'angle d'approche que par les sources utilisées. Le mémoire de recherche en sciences politiques de Benoist Simmat est tout de même à signaler puisqu'il apporte des éléments intéressants notamment pour les années 1980 et 1990. Mais, comme l'auteur réalise une étude sur l'ensemble de l'anarchisme à Bordeaux, c'est-à-dire depuis 1880 jusqu'aux années 1990, son contenu reste à la surface des choses en raison d'un sujet d'étude trop vaste par rapport aux contraintes d'un mémoire de recherche universitaire. Pour pallier ces carences historiographiques, des mémoires et thèses annexes constituent des renforts : les mémoires de Cédric Guérin¹⁹ et de Julien Loncle²⁰ et la thèse de Simon Luck²¹. Un autre obstacle a trait à l'historiographie ici présentée : l'accès à la propriété intellectuelle. Quand les mémoires de recherches ne sont pas égarés par l'Université Bordeaux-Montaigne elle-même, les universités d'autres villes sont réticentes à l'idée de prêter leurs mémoires qui sont leurs propriétés²².

Les ouvrages généraux comme les monographies à propos de l'anarchisme s'arrêtent bien souvent à la fin de la Seconde Guerre mondiale ou après Mai 68. Bon nombre d'études portent sur la fin du XIX^e siècle et sur le début du XX^e siècle, âge d'or de la pensée libertaire.

¹⁹ GUÉRIN. Cédric, *Pensée et action des anarchistes en France de 1950 à 1970*, mémoire de maîtrise sous la direction de Robert VANDENBUSSCHE, Lille III, 2000.

²⁰ LONCLE. Julien, *Histoire d'un courant anarcho-syndicaliste français : la CNT de 1945 à 1995*, mémoire de maîtrise sous la direction de Georges UBBIALI et Jean VIGREUX, Université de Bourgogne, 2002.

²¹ LUCK. Simon, *Sociologie de l'engagement libertaire dans la France contemporaine. Socialisations individuelles, expériences collectives et cultures politiques alternatives*, thèse de doctorat sous la direction d'Yves DÉLOYE, Paris I, 2008.

²² L'Athénée Libertaire et Thomas Aimar ont permis d'obtenir des travaux universitaires. Qu'ils en soient ici une nouvelle fois vivement remerciés.

Le dernier tiers du XX^e siècle quant à lui est peu étudié mis à part dans le champ de la sociologie politique. Les seuls garants de la continuité de l'histoire anarchiste de la fin du XX^e siècle et du XXI^e siècle sont les Centres Internationaux de Recherche sur l'Anarchisme de France et de Suisse, les Centres d'Histoire Sociale et le dictionnaire anarchiste du Maitron qui continue de produire des notices sur des acteurs récents. Il est nécessaire d'effectuer un renouvellement historiographique grâce à l'étude des périodes plus récente pour deux raisons. D'abord, parce que la pensée anarchiste perce de plus en plus le brouillard politique, se réactualise, depuis la fin des années 1990 et un renouvellement permettrait d'en étudier les causes et les mécanismes. Ensuite, car l'anarchisme n'est pas une pensée figée mais mouvante comme l'indiquaient Guillaume Davranche et Marianne Enckell dans le dictionnaire papier des anarchistes²³. Ronald Creagh relevait déjà dans les années 1990 cette mutation de l'anarchisme : « Par renoncement à la traditionnelle lutte des classes ou du fait de l'apparition d'objectifs nouveaux, par réflexe défensif ou à la suite d'une réflexion personnelle, une multitude de fractions se mirent à harceler le système. Une guérilla quotidienne multipliait les harcèlements et cherchait à mettre en évidence la nudité de nos rois. ». Il théorise aussi à propos de la multiplicité des luttes la notion de « zappeurs-pompiers » qui peut conduire à une dispersion des forces par la course d'un feu à l'autre²⁴. L'enjeu de ce mémoire est donc de donner corps à ce changement dans le militantisme, à cette réalité, conjointement avec le concept du lien, du réseau qui fait son apparition au même moment de cette mutation. Ainsi, il ne s'agira pas de s'appesantir sur la théorie anarchiste et les changements d'ordre philosophique mais plutôt de comprendre l'organisation de milieux libertaires d'implantation ancienne et leurs évolutions sur un temps long.

La proximité de la chronologie étudiée implique de s'intéresser aux méthodes et pratiques historiographiques de l'histoire du temps présent. Les différents ouvrages consacrés à l'approche de cette période comme *Question à l'histoire des temps présents*²⁵ apportent une réflexion pratique et théorique pour éviter les écueils. Les principales erreurs qu'il faut garder à l'esprit sont de ne pas se limiter à la description factuelle de l'objet d'étude induite par le

²³ DAVRANCHE. Guillaume, DUPUY. Rolf, ENCKELL. Marianne, LENOIR. Hugues (et al.), *Les anarchistes : Dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2015, p. 41.

²⁴ CREAGH. Ronald, « L'anarchisme en mutation » dans Actes du colloque international, Grenoble, Mars 1996, *La culture libertaire*, Lyon, Ateliers de création libertaire, avril 2007, p. 29.

²⁵ CHAUVEAU. Agnès, TÉTART. Philippe (dir.), *Questions à l'histoire des temps présents*, Bruxelles, Complexe, 1992.

manque de recul et de ne pas s'identifier au sujet et acteurs politiques étudiés au risque de verser dans la subjectivité. C'est pourquoi nous avons attaché une grande importance à éviter toute forme de chronique historique en demeurant le plus possible au contact de la problématique, problématique qui a été pensée pour englober les larges enjeux du sujet. Notons bien qu'il ne s'agit pas ici d'histoire immédiate mais bien d'histoire du temps présent qui se caractérise par la durée d'une vie humaine, c'est-à-dire par la capacité d'un témoin à partager son vécu.

Depuis la 3^e école des Annales notamment, le champ de recherche historique s'est ouvert aux autres disciplines. La pluridisciplinarité permet une analyse historique plus fine des objets d'étude et se retrouve désormais dans la plupart des sujets de recherche. L'étude des milieux libertaires bordelais offre la possibilité de mêler l'histoire politique avec d'autres champs scientifiques. La sociologie permet d'appréhender les acteurs politiques et le militantisme avec des outils d'analyse différents. Jean-Pierre Azéma a mis en évidence l'utilité de la notion de « clé générationnelle »²⁶ tandis que Gérard Mauger théorise l'usage de la génération comme outil scientifique²⁷. Simon Luck s'est intéressé dans son travail de recherche aux pratiques militantes dans les milieux libertaires pour dégager des caractéristiques et des pratiques propres à ce milieu politique²⁸. L'ouvrage de Luc Boltanski et d'Ève Chiapello, devenu une référence dans la recherche en histoire contemporaine, analyse notamment au prisme de la sociologie l'évolution structurelle et intellectuelle du système capitaliste dans la société occidentale contemporaine²⁹. Il sert de base de comparaison pour effectuer un contraste avec le sujet. Ces différentes analyses sociologiques ouvrent le spectre de la réflexion quant à l'étude locale du militantisme anarchiste bordelais et nourrissent en grande partie les interrogations exprimées par la problématique.

Les questionnements sur le sujet ont fait apparaître une dimension géographique importante. L'évolution et le développement dans le territoire et l'espace sont constamment présents dans les sources étudiées. Différentes échelles géographiques relatives au militantisme anarchiste coexistent et rentrent en interaction les unes avec les autres. Aussi, le

²⁶ AZÉMA. Jean-Pierre, « La clef générationnelle », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1989, n° 22, p. 3-10.

²⁷ MAUGER. Gérard, *Âges et générations*, Paris, La Découverte, 2015.

²⁸ LUCK. Simon, *op. cit.*

²⁹ BOLTANSKI. Luc, CHIAPELLO. Ève, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

contexte politique national et international a une incidence sur les milieux libertaires bordelais. Au regard de l'importance de la géographie pour cet objet d'étude, il convient d'inclure à notre analyse des notions et outils provenant de ce champ scientifique : échelle, espace, territoire, réseau, lien. Au contraire de la sociologie, il n'a pas semblé pertinent d'user d'études scientifiques poussées dans le domaine de la géographie pour l'élaboration de ce travail compte tenu des axes et des angles d'approche adoptés.

L'approche pluridisciplinaire permet de cerner avec plus de netteté et de pertinence les milieux anarchistes qui sont de manière générale difficiles à étudier en raison de la minorité politique qu'ils constituent, des sources peu nombreuses ou inexistantes et du caractère confidentiel inhérent à l'anarchisme. Dans le cas de ce travail, la pluridisciplinarité donne une légitimité intellectuelle et un ancrage théorique plus solide à défaut d'avoir une historiographie abondante.

Alors que la notion de réseau n'a pas été abordée en tant que telle dans les travaux de recherche sur l'anarchisme à Bordeaux, l'historiographie sur les libertaires bordelais identifiait déjà une organisation particulière, articulée en liens et en pôles. Jacques-Henri Gbenou indique qu'« Au fil des jours, des semaines, nous avons vu se dessiner, se préciser non pas un mouvement ou un parti politique structuré, organisé, mais une action tenace, opiniâtre, parfois inégale et incohérente, très souvent minoritaire et inopérante »³⁰. De manière plus précise, Benoist Simmat parle d'« archipel bordelais » à propos des milieux libertaires bordelais³¹. D'après un constat personnel établi dans la même veine, les groupes anarchistes sont aux réseaux ce que les champignons sont au mycélium, c'est-à-dire les fructifications visibles et éphémères mais qui sans cesse renaissent, temps après temps, générations après générations. L'anarchisme bordelais a plus d'un siècle d'existence attestée au cours duquel anonymes, sympathisants et personnalités reconnues ont fait vivre les idées libertaires à travers l'action, le débat, la controverse, la scission, l'éducation, la culture. Si l'historiographie, les lectures et nos recherches ont guidé notre réflexion vers la problématique du réseau, la

³⁰ GBENOU. Jacques-Henri, *op. cit.*, avant-propos.

³¹ SIMMAT. Benoist, *op. cit.*, p. 114.

construction de notre propre réseau de recherche au sein des milieux libertaires bordelais actuels participe inconsciemment à l'adoption de cet angle d'approche.

La citation de Colin Ward isolée en amorce apporte une définition de l'anarchisme dans laquelle le réseau occupe une place centrale ; à la fois comme forme d'organisation interne au mouvement libertaire et comme modèle général de société. L'ouvrage de Luc Boltanski et Ève Chiapello³² confirme la critique exprimée par Todd May³³ selon laquelle la forme de domination n'est pas seulement pyramidale et formelle mais se conçoit également par les réseaux de la société capitaliste ou du capitalisme en réseaux. Il s'agit donc pour la notion de réseau de constituer d'une part une forme d'organisation originale et d'autre part une forme de confrontation plus ou moins consciente entre modèle. *Le nouvel esprit du capitalisme* démontre qu'il existe une idéologie du réseau, ce qui signifie que le réseau devient une idéologie politique partagée entre plusieurs mouvements politiques et dépasse par là même le simple concept de l'organisation structurelle dont les libertaires semblaient avoir le monopole³⁴.

À l'instar d'autres historiens et sociologues, Bruno Frère montre que la question du réseau dans l'organisation des mouvements politiques prend une place de plus en plus importante depuis la fin des années 1990. Il rappelle que « cette ferveur pour le réseau, pour l'horizontalité et pour le dynamisme a-hiérarchique n'est pas neuve » et qu'il prend sa source chez les libertaires du XIX^e siècle qui eux ne se considéraient pas organisés spécifiquement en réseaux³⁵. Le terme réseau est élastique et les définitions comme l'attrait pour ce concept sont fluctuants. Alors qu'il désignait de manière négative les groupes clandestins, l'organisation mafieuse et les nébuleuses terroristes dans les deux premiers tiers du XX^e siècle, un glissement sémantique positif s'est opéré avec l'essor progressif de l'altermondialisme, des solidarités organisées, de la convergence des luttes et du capitalisme financier lui-même³⁶.

³² BOLTANSKI. Luc, CHIAPELLO. Ève, *op. cit.*

³³ MAY. Todd, *The Political Philosophy of Poststructuralist Anarchism*, University Park (Pennsylvania), The Pennsylvania State University Press, 1994, p. 52 dans Actes du colloque international, *La culture libertaire*, Grenoble, Mars 1996, Lyon, Atelier de création libertaire, avril 1997, p. 34.

³⁴ BOLTANSKI. Luc, CHIAPELLO. Ève, *op. cit.*

³⁵ FRÈRE. Bruno, « Une organisation politique libertaire est-elle possible ? », *Contretemps* [en ligne], Mai 2010. [Consulté le 14 novembre 2019].

³⁶ BOLTANSKI. Luc, CHIAPELLO. Ève, *op. cit.*, p. 214.

De nombreux débats conceptuels autour de la définition, de l'application du réseau, et des limites ont lieu dans les sphères universitaires et militantes c'est pourquoi il est difficile de se restreindre à une définition claire et stable. La définition basique d'un réseau est qu'il est constitué de plusieurs liens avec parfois un ou plusieurs pôles. Dans le cadre de ce mémoire en histoire politique, la définition proposée par Jérôme Bachet semble plus précise et plus pertinente avec le sujet. Il indique dans son ouvrage consacré à la rébellion zapatiste, révolution contemporaine à l'objet de cette étude : « Dépourvu de direction centrale, le réseau se définit comme un moyen de mettre en résonance, afin qu'elles s'appuient mutuellement et se renforcent les unes les autres, toutes les luttes de résistance qui, à travers le monde, s'affrontent au même ennemi, mais sans pour autant imposer qu'elles adoptent la même forme ni qu'elles se fondent dans le moule d'une organisation unique »³⁷. Bien que large, cette définition regroupe un grand nombre d'enjeux politiques présents dans les milieux libertaires bordelais et sert donc de base conceptuelle à cette étude. Pour autant, l'objectif de ce mémoire n'est pas de se concentrer uniquement à montrer de manière théorique les forces, les faiblesses et les limites de l'organisation en réseau. La forme du réseau implique également d'étudier les acteurs qui le composent et qui l'animent. Au cours de nos recherches, il est apparu nécessaire d'étendre l'étude des acteurs à l'analyse générationnelle, aux pratiques politiques, aux lieux militants pour comprendre de manière concrète et globale l'organisation des milieux libertaires. L'utilisation du terme réseau dans ce travail ne s'est pas faite de manière esseulée puisque suivent de près les concepts d'acteurs, de générations, de lieux, de pratiques politiques.

Parallèlement à l'écriture de l'histoire libertaire bordelaise sur quarante années, ce mémoire de recherche tente de répondre aux questionnements suivants : Un groupe peut-il subsister voire exister sans appartenir formellement ou non à un réseau ? Est-ce que le réseau est un pilier principal dans l'organisation libertaire bordelaise ou simplement une béquille de renfort ? Peut-on analyser la vigueur fluctuante et la longévité attestée de l'anarchisme bordelais grâce à la notion de réseau ? La problématique suivante regroupe donc ces questionnements en formulant des corrélations pertinentes : En quoi l'organisation en réseaux des milieux anarchistes bordelais constitue-t-elle le facteur principal de leur continuité ? Il s'agit donc de montrer si nos recherches corroborent l'hypothèse suivante : la

³⁷ BASCHET. Jérôme, *La rébellion zapatiste*, Paris, Flammarion, 2019, p. 131.

longévité et la continuité de l'anarchisme bordelais seraient dues à son organisation en réseaux.

La plus grande partie des sources du corpus provient du fonds privé de l'Athénée Libertaire. L'organisation de ce fonds est personnelle et ne suit pas les codes des archives publiques car elle n'a pas d'inventaire ou de classement précis ce qui rend la recherche plus chronophage. Avec la permission des collectifs actuels, nous avons pu y accéder et dépouiller une très grande quantité de sources. De nombreux problèmes liés à la méthode de référencement se sont posés lors de la rédaction de ce travail : absence de titre pour les liasses, titre de liasse non correspondant au contenu, absence de mention de date, d'auteur, de pagination, de titre pour des documents comme des tracts ou des courriers internes. En conséquence, il a fallu trancher pour une méthode s'approchant le plus possible de l'état du fonds. En ce qui concerne les notes de bas de pages, les indications sont les suivantes :

Le document-source, la liasse, le fonds

Il est à noter que les carences dans les notes de bas de pages reflètent les carences trouvées dans le fonds. Nous avons précisé autant que possible les renseignements à notre disposition ainsi que les carences. Les entraves provoquées par le contexte sanitaire n'ont pas permis d'explorer d'autres fonds privés que ceux de l'Athénée Libertaire et des témoins rencontrés à leur domicile. Il existe en effet un fonds provenant des milieux libertaires bordelais à la fondation Anselmo Lorenzo à Madrid, à la Fédération Anarchiste de Paris ainsi qu'au Centre d'Histoire Sociale de Nantes. Les C.I.R.A. ont également été fermé de longs moments pendant ces deux années ce qui a rendu impossible toute consultation des fonds sur place. L'absence de sources directes provenant de la Confédération Nationale du Travail (C.N.T.) bordelaise est l'exemple qui illustre un corpus de sources écrites insuffisamment diversifié, non représentatif de la diversité des milieux étudiés. Cette absence aboutit à un certain manque de perspectives qui nuit au recoupement des informations. Pour autant, d'autres supports et formats de sources s'offrent à nous pour tenter de corriger cet impair.

Un des principes de l'anarchisme consiste à transmettre et à rendre accessible la connaissance à tous dans l'objectif de libérer l'individu par le savoir. Des bases de données sont donc entièrement accessibles en ligne et mettent en consultation ou en simple

référencement de la littérature, des affiches, des cartes postales, de la presse, des biographies (cf. Sitographie). Cette richesse contrebalance les difficultés d'accès aux sources dues à la proximité chronologique entre l'objet d'étude et le chercheur. En plus de l'aspect dématérialisé, ces sites et bases de données en ligne se situent parfois à la frontière entre historiographie et sources c'est pourquoi ils sont réunis dans une catégorie à part. Ces formes de sources secondaires ont permis de recouper un grand nombre d'informations et de trouver des données inédites même si les renseignements sont parfois incomplets (date, lieu, auteur, provenance). En raison donc de certaines carences et en l'absence de méthodologie claire et universelle, nous avons réalisé les inventaires et les notes de bas de pages du mieux possible. Il est à signaler le rôle important des Centres Internationaux de Recherches sur l'Anarchisme (C.I.R.A.) dans la recherche sur ce sujet tant par la communication de leurs fonds sur internet que par les renseignements qu'ils donnent aux chercheurs lors d'échanges. Des militants isolés et des groupes constitués mettent également en ligne des contenus qui demeurent pertinents même s'il faut accroître la rigueur quant à leur manipulation.

En vertu de la chronologie du sujet, les sources audio-visuelles et le rapport au témoin font partie du processus de recherche. Nous n'avons pas pu mettre la main sur les entretiens menés par Ludovic Bonleux évoqués dans les sources de son travail³⁸ car les annexes n'étaient pas dans l'exemplaire que nous avons obtenu. Nous avons pu en revanche nous entretenir avec Ludovic Bonleux lui-même. En qualité d'ancien chercheur sur le sujet et d'acteur dans le militantisme libertaire à la fin des années 1990 et au début des années 2000, il a constitué le premier entretien, au format libre³⁹. En raison du contexte sanitaire dans lequel se sont déroulées les deux années de recherches, seuls quatre entretiens supplémentaires ont pu être menés avec Esmeralda et Progrès Travé, Philippe Arnaud, Joachim Salamero, Rémi Philton.

Plusieurs facteurs ont déterminé le choix de s'entretenir avec ces militants. D'abord, l'obtention des coordonnées grâce à la constitution en amont du réseau de recherche constitue le début de la démarche. Ensuite, pour diversifier le plus possible les apports d'informations, nous avons tenté de choisir les parcours militants les plus différents les uns des autres selon quelques critères : l'origine (espagnole ou française), l'appartenance aux collectifs (organisation fédérale et/ou syndicale), l'investissement politique (culturel,

³⁸ BONLEUX. Ludovic, *op. cit.*, p. 134.

³⁹ Ludovic Bonleux. Entretien informel du 17 octobre 2020.

intellectuel, action, syndicalisme), l'âge et la génération militante, les liens de connaissance dans les milieux libertaires (connaissance de militants emblématiques, réseau dans le monde associatif). Dans une moindre mesure et pour recouper les points précédents, il s'agissait aussi d'anticiper la qualité et la masse d'informations nouvelles susceptible d'être apportées. Les entretiens ont été menés de manière semi-directive, c'est-à-dire une discussion libre rythmée par des questions et des points précis élaborés à l'avance. Ils ont tous été filmés et enregistrés⁴⁰ conformément au consentement recueilli sous seing avant l'échange⁴¹. À l'aide d'une méthode particulière, les informations délivrées ont été recoupées avec d'autres sources pour vérifier la valeur et la véracité des propos. Il s'agit aussi dans la mesure du possible de déterminer si le récit livré n'est pas construit *a posteriori* des faits et si le ressentiment et l'émotion n'ont pas altéré le jugement des événements vécus par le témoin⁴². À ce propos, l'ouvrage de Florence Descamps⁴³ donne des clés scientifiques pour approcher ces sources orales. Les quatre entretiens ont aussi été retranscrits par nos soins le plus précisément possible (certains noms n'ont pas pu être identifiés ou correctement orthographiés) et figurent en annexes de l'étude. À l'issue de la soutenance, ce mémoire et ces entretiens feront l'objet d'un dépôt d'archives dans le fonds privé de l'Athénée Libertaire.

Thomas Aimar, militant de la C.N.T. Vignoles au moment de la rédaction de ces lignes, a commencé depuis quelques années un travail de recueil d'informations et de collecte de sources avec principalement la réalisation d'entretiens audio-visuels en collaboration avec Jean-Pierre Ramine, autre libertaire bordelais. Son travail a constitué un apport non-négligeable dans le processus de recherches et l'élaboration de ce travail. Idem pour les 40 ans de l'Athénée Libertaire au cours desquels les interventions de militants aujourd'hui disparus ont été enregistrées par Jean-Pierre Ramine⁴⁴. Ces différentes initiatives de certains militants sont des sources précieuses pour l'étude des milieux libertaires bordelais quelle que soit la période d'étude.

⁴⁰ L'autonomie de la caméra étant limitée, la vidéo s'est parfois interrompue au cours de l'entretien mais l'enregistrement audio est complet.

⁴¹ Cf. Annexe I. Un corpus d'affiches

⁴² Cf. le propos de Robert FRANK « Questions aux sources du temps présent » dans CHAUVEAU. Agnès, TÉTART. Philippe (dir.), *Question à l'histoire des temps présents*, Bruxelles, Complexe, 1992, p. 109-124.

⁴³ DESCAMPS. Florence, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, HEFF, 2001.

⁴⁴ 40 ans de l'Athénée Libertaire, 17 mai 2003. Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

Les archives publiques ne constituent pas un apport important dans le corpus de sources. Il est rapidement apparu en effet que les anarchistes ne versaient pas de fonds dans les organismes publics dédiés que ce soit dans le dernier tiers du XX^e siècle comme dans le siècle entier. Les rapports du Service de Régional de la Police Judiciaire donnent néanmoins des informations complémentaires malgré une demande de dérogation rejetée. Au regard du peu de résultats obtenus par rapport au temps mobilisé, il a été plus efficace de se concentrer sur le fonds privé de l'Athénée Libertaire. De manière générale, les archives fermées par les décisions sanitaires gouvernementales et les modalités de consultation contraignantes expliquent en partie le peu de liasses dépouillées.

Pour l'ensemble des sources, nous avons jugé pertinent d'indiquer les statuts des sources présentées, c'est-à-dire les modalités d'accès à ces données. Indiquer ces statuts fait partie intégrante de la démarche scientifique que nous avons développée au cours de ce travail à savoir la création d'un jalon pour les recherches futures. Les statuts ont été actualisés jusqu'à la fin de l'étude. En raison d'une grande agitation militante autour des sources et archives libertaires au cours de la période étudiée, une partie du développement analyse en profondeur et en lien avec la problématique ce rapport particulier aux sources⁴⁵.

La réflexion développée au cours de ce travail de recherche s'articule autour de trois axes. D'abord, en rapport avec la notion du réseau, il importe d'analyser si les liens perdurent entre la période antérieure et la chronologie étudiée. La première partie montre en effet que des mécanismes sociaux et politiques profonds empêchent toute fracture entre périodes : le faux point de départ de Mai 68, les générations libertaires, les liens avec l'Espagne. Une certaine suite logique s'impose d'elle-même et cet héritage libertaire semble être mis au service de la continuité par l'ouverture d'un local anarchiste à Bordeaux. Cette partie – qui prend la forme d'un plaidoyer anti-fracture – détermine l'importance qu'occupe Bordeaux dans la toile libertaire nationale et internationale grâce à l'étude des liens et du passé des acteurs politiques. Principalement dédiée au début chronologique de l'étude, la première

⁴⁵ Cf. dans le chapitre 2 de la troisième partie : « Les archives libertaires bordelaises : quels enjeux et quels liens ? »

partie s'attache à montrer l'origine des renouveaux en acte et en puissance qui marquent par la suite les deux dernières décennies du XX^e siècle de l'anarchisme bordelais.

Alors que la première partie précise le rôle des acteurs et des générations en mettant en avant un aspect social et sociologique, la deuxième partie renseigne davantage sur l'organisation structurelle, les pratiques militantes et les liens politiques des milieux libertaires bordelais. Plus que de réaliser la chronique des différents groupes et de leurs développements, il s'agit de comprendre par le prisme du réseau comment évolue l'organisation des anarchistes bordelais et de quelle manière les liens des réseaux sont des déterminants de l'action politique. L'étude des différentes échelles géographiques met en évidence que le cadre d'action des milieux libertaires bordelais ne se limite pas à la Gironde mais se déploie sur des territoires plus vastes. Réaliser une analyse par un concept tel que le réseau implique également d'effectuer une lecture en négatif, c'est pourquoi il s'agira de questionner l'appartenance et la non-appartenance aux réseaux. Cette fraction du mémoire tente donc de détailler et d'analyser l'expression et l'application multiformes de la notion de réseau politique.

Les sources ont mis en évidence que le mouvement libertaire bordelais n'avait pas une expression seulement politique mais également une expression culturelle. Passer sous silence l'aspect culturel aurait occulté une partie majeure de l'anarchisme à Bordeaux. Le troisième temps du développement de ce mémoire s'intéresse ainsi à la culture politique inhérente à l'anarchisme, mais aussi promue par le mouvement bordelais. À travers la promotion du savoir, d'une culture différente de la culture dominante, d'initiatives dans le domaine de l'éducation populaire, les anarchistes bordelais contribuent à développer leurs idées politiques et à diversifier la nature de leurs liens et réseaux. Des enjeux apparaissent autour des notions de la mémoire et du souvenir ce qui représente certains défis culturels et politiques pour les libertaires. À la confluence entre acteurs politiques et acteurs culturels, les anarchistes dans le bordelais montrent toute la richesse de leurs réseaux et leur ouverture de pensée.

PREMIÈRE PARTIE

HÉRITAGE, CONTINUITÉ, LONGÉVITÉ : « UN ANARCHISME
TYPIQUEMENT BORDELAIS ? »

PREMIÈRE PARTIE

HÉRITAGE, CONTINUITÉ, LONGÉVITÉ : « UN ANARCHISME TYPIQUEMENT BORDELAIS ? »

Le titre de la première partie reprend le nom d'une sous-partie du mémoire de Ludovic Bonleux⁴⁶ dans laquelle il s'interrogeait sur le caractère typique de l'anarchisme bordelais sur sa période. Il semblait intéressant d'approfondir cet aspect sur une partie entière du mémoire et tenter de le corrélérer à la longévité de l'anarchisme bordelais. Le fil conducteur de ce mémoire est le questionnement du rapport conceptuel réseau-continuité. Il s'agit d'abord de s'intéresser à la nature même de l'anarchisme bordelais pour mettre en lumière, s'ils existent, des particularismes ou des facteurs locaux décisifs au niveau de l'application de la pensée libertaire plutôt que de la pensée elle-même. L'historiographie précédente, notamment les travaux de Jacques-Henri Gbenou⁴⁷ et Ludovic Bonleux, analyse quasiment un siècle d'anarchisme bordelais (1880-1968). Il convient dans cette première partie de questionner ce temps long, cette longévité et d'examiner les différents héritages, quelle que soit leur nature, au cours de la chronologie de ce travail. L'objectif n'est pas de réaliser une contextualisation supplémentaire à celle effectuée en introduction. Il s'agit de comprendre certains processus de notre période dont le commencement est antérieur à celle-ci. L'utilisation de plusieurs grilles de lectures tente de révéler les différents mécanismes politiques et sociaux de transmission et de transition au sein des milieux libertaires bordelais.

⁴⁶ BONLEUX. Ludovic, *Le mouvement libertaire à Bordeaux, 1914-1968*, mémoire de maîtrise sous la direction de Bernard LACHAISE, Bordeaux III, 1998, p. 101.

⁴⁷ GBENOU. Jacques-Henri, *Les anarchistes bordelais, 1880-1914*, mémoire de maîtrise sous la direction de Georges DUPEUX, Bordeaux III, 1975.

Chapitre 1. De la suite logique aux renouveaux : « historiquement ça continue »

Ce premier chapitre est destiné à montrer qu'il n'y a pas de rupture entre les périodes d'études. Les mémoires de recherches doivent avoir une borne de fin mais pour autant, dans la réalité il demeure une continuité qui n'est pas toujours évidente à démontrer et à justifier. Il s'agit d'éclaircir la transition entre l'étude de Ludovic Bonleux et la nôtre pour remettre en perspective l'objet de nos recherches. Le rassemblement qui a eu lieu à l'Athénée Libertaire le 17 mai 2003 pour revenir sur les 40 années d'histoire du local⁴⁸ se concluait sur la formule suivante : « historiquement ça continue ». Cette formule est intéressante à deux niveaux puisqu'elle mêle temps passé, présent et futur. Elle montre également l'importance de l'héritage historique qui s'organise, à la manière des minéraux, en plusieurs strates qu'il convient de détailler.

I – Les évènements de 1968 : un point de départ ?

Les évènements de 1968 sont considérés, dans l'imaginaire collectif, comme une effervescence politique et syndicale, totale et homogène. Or, les recherches scientifiques développent des disparités de présence, de manifestations, d'implication. Dans le cas bordelais comme au plan national, les anarchistes sont assez discrets et frileux même si pour autant ils participent aux mouvements sociaux. Dans le processus de réflexion au cours de l'élaboration de cette étude, il semblait logique de reprendre la borne finale de l'étude de Ludovic Bonleux : les événements de 1968. Mais, au regard de l'état des recherches actuelles à propos des anarchistes sur ce thème, il convient d'analyser si Mai 68 est un point de départ pertinent pour notre étude et pour le renouveau de l'anarchisme bordelais.

A/ Mai 68 : la faillite des organisations anarcho-syndicalistes

Joachim Salamero réalise le 23 février 1969 au Centre d'Études Sociales de Bordeaux une conférence intitulée « Mai-juin 68, une faillite du syndicalisme ? »⁴⁹. Un an après le mouvement social de Mai 68, il revient sur l'investissement des syndicats pendant mais

⁴⁸ *40 ans de l'Athénée Libertaire, 17 mai 2003*, Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

⁴⁹ Sans titre. Local, Presse Mai 68, Gr. S. Faure. Fonds de l'Athénée Libertaire.

surtout avant cette lutte. À l'échelle nationale, il faut remonter quelques années en arrière pour comprendre l'irruption de Mai 68. Les années 1960 ont été une période de grands mouvements revendicatifs en France. En 1963, les mineurs en France se mettent en grève générale illimitée sous l'égide de la C.G.T.-F.O. et même de la C.F.T.C. Cette initiative rencontre un grand soutien populaire : collectes d'argent dans les usines, prise en charge des enfants de mineurs en grève, soutien des comités d'entreprises. En 1967, la grève des mensuels de la métallurgie de Saint-Nazaire dure 63 jours consécutifs pour demander l'équivalence avec les salaires pratiqués dans la région parisienne. La plupart de ces mouvements avaient des mots d'ordre centraux et portaient en eux une nette tendance à l'alliance entre syndicats et à la convergence des luttes⁵⁰. Dans la région de Bordeaux, une importante grève éclate aux usines Dassault de Mérignac à partir du 1^{er} décembre 1966 jusqu'à février 1967. À l'appel de la C.G.T., C.F.D.T. et de F.O., les grévistes demandent une mensualisation des salaires pour le personnel selon les accords obtenus le 7 décembre, une remise en ordre de toute la hiérarchie des salaires et une hausse de 0.50 franc de l'heure pour être à parité des établissements parisiens de la même société, la société des avions Marcel Dassault. À l'occupation de l'usine qui emploie 1500 ouvriers, l'entreprise oppose une stratégie de *lock-out*⁵¹. Ces quelques exemples nationaux et locaux montrent une effervescence syndicale et politique chez les travailleurs et laisse présager un large investissement des syndicats et des anarcho-syndicalistes dans le mouvement social de 1968.

Dans les faits, mis à part des occupations d'entreprises et des grèves importantes, les syndicats sont largement restés en retrait de toute tentative de nouvelle construction politique en France comme à Bordeaux. Les anarcho-syndicalistes présents mais largement minoritaires dans les syndicats réformistes F.O. et C.F.D.T. ne sont pas arrivés à influencer la position de ces centrales syndicales. Si la conférence de Joachim Salamero n'avait pas pour objet l'investissement des anarcho-syndicalistes pendant Mai 68, elle ouvre une piste de réflexion pertinente. En effet, Joachim Salamero indique que la C.N.T. de la Gironde, c'est-à-dire la C.N.T. française et espagnole en exil, comptait au moment de Mai 68 une centaine de militants avec un effectif beaucoup plus important à la C.N.T. en exil⁵². Mais il est peu fait

⁵⁰ Joachim Salamero. Entretien du 7 décembre 2020.

⁵¹ *La Nouvelle République du Centre Ouest* du 28 janvier 1967. Local, Presse Mai 68, Gr. S. Faure. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵² BRANA Pierre, DUSSEAU Joëlle, *Mai 68 à Bordeaux*, La Geste, 2017, Paris, p. 43.

mention de l'investissement des anarcho-syndicalistes cénétistes en tant que tel dans le mouvement politique. Julien Loncle explique dans son étude que la C.N.T. française a un effectif très faible en France à la veille de Mai 68 : trois adhérents à Lyon en 1967 à titre d'exemple et quelques faibles noyaux de militants dans les grandes villes comme Paris (une vingtaine d'adhérents), Toulouse (trois adhérents), Perpignan, Marseille et Bordeaux. Quand les événements de Mai 68 éclatent, la C.N.T. française n'a pas les effectifs suffisants et les ressources pour peser lourd dans la contestation politique et syndicale⁵³. D'ailleurs, l'auteur avance que la C.N.T. française compterait seulement quelques dizaines de membres dans toute la France sans les adhésions espagnoles qui la renforcent⁵⁴. Les principales actions de la C.N.T. française concernent la solidarité envers la C.N.T. espagnole en exil et la lutte antifranquiste⁵⁵. Les cénétistes ne sont donc ni tournés ni impliqués dans les luttes françaises de manière générale.

La priorité des moyens cénétistes en faveur de la cause espagnole éclaire le scepticisme et le sectarisme dont ont fait preuve certains membres de la C.N.T. au début du mouvement de Mai 68. Les organisations étudiantes cénétistes Jeunes Syndicalistes Révolutionnaires de Paris et Marseille considèrent Mai 68 comme étant au départ une agitation superficielle ou petite-bourgeoise. Ils changent de ton à la mi-mai 1968 et se positionnent en faveur de la lutte étudiante⁵⁶. Aucune source ne vient préciser l'implication de la C.N.T. Gironde dans la contestation de Mai 68 mais cette mise en contexte laisse penser que la C.N.T. Gironde, en tant qu'organisation syndicale, n'a pas eu une intervention importante dans le mouvement. Ludovic Bonleux résume les positions cénétistes bordelaises pendant Mai 68 en signalant dans la conclusion de son étude que la C.N.T. française était inexistante à Bordeaux à ce moment-là et que la C.N.T. espagnole en exil considérait toute activité militante en France hors de son ressort⁵⁷. À une échelle nationale comme locale, l'attitude de la C.N.T. s'est limitée à l'expectative, à un discours de commentateur et à des analyses parfois éloignées de la réalité militante⁵⁸. Une conférence organisée par la C.N.T.

⁵³ LONCLE. Julien, *Histoire d'un courant anarcho-syndicaliste français : la CNT de 1945 à 1995*, mémoire de maîtrise sous la direction de Georges UBBIALI et Jean VIGREUX, Université de Bourgogne, 2002, p. 49.

⁵⁴ *Ibid*, p. 50.

⁵⁵ *Ibid*, p. 48.

⁵⁶ *Ibid*, p. 51.

⁵⁷ BONLEUX. Ludovic, *Le mouvement libertaire à Bordeaux, 1914-1968*, mémoire de maîtrise sous la direction de Bernard LACHAISE, Bordeaux III, 1998, p. 125.

⁵⁸ LONCLE. Julien, *op. cit.*, p. 54.

A.I.T. bordelaise (la C.N.T. française) le 12 janvier 1969 et intitulée « Analyses et incidences de la révolte des jeunes générations » est éloquente sur le rôle passif de cette organisation syndicale⁵⁹. Elle est animée par J. Munoz Congost, une des figures de l'anarchisme étudiant en Espagne dans les années 1930.

Le constat est le même pour la première Union des Anarcho-Syndicalistes, union que plusieurs anarcho-syndicalistes de Bordeaux ont contribué à créer en 1962. Le « réveil provoqué par les événements de mai-juin 68 »⁶⁰ a amorcé une remise en question dans les mouvements anarcho-syndicalistes comme dans le mouvement libertaire en général avec toute une série de rencontres rétrospectives et des conférences de réflexion sur Mai 68. Ces questionnements aboutissent à la création de l'Alliance des Syndicalistes-Révolutionnaires et des Anarcho-Syndicalistes (A.S.R.A.S.) après la 4^{ème} conférence syndicale des 7 et 8 juin 1969⁶¹. Si l'épisode politique de Mai 68 a provoqué un réveil dans les cercles anarcho-syndicalistes bordelais, on peut en déduire qu'au moment des faits ces organisations étaient endormies et n'ont pas investi le terrain de la lutte politique.

Les différentes expressions et tendances de l'anarcho-syndicalisme au sein d'organisations sont donc restées à l'écart de la contestation de Mai 68. Pour autant, il ne faut pas occulter la présence des anarcho-syndicalistes en tant qu'individu dans les manifestations et la lutte politique. Un rapport de renseignement indiquait qu'une réunion commune s'est tenue à Bordeaux entre la Fédération des Étudiants Révolutionnaires (F.E.R.) et des éléments anarcho-syndicalistes. À cette occasion, un tract intitulé « Gauchiste » a été rédigé pour dénoncer le pouvoir bourgeois et l'État capitaliste et prôner le front uni des travailleurs⁶².

L'analyse du rôle des organisations anarcho-syndicalistes dans les événements de 1968 rejoint les constats déjà existant : ces organisations ne se sentent pas concernées ou ne sont pas assez puissante pour s'impliquer en tant que telles. En revanche, cette contestation a eu des effets bénéfiques *a posteriori* pour ces organisations ce qui rappelle qu'il ne faut pas limiter Mai 68 à Mai 68 mais qu'il faut l'analyser de manière globale en incluant dans le

⁵⁹ Tract présent dans la liasse 1979/022 art.18. A.D. 33.

⁶⁰ « À l'A.S.R.A.S. », *L'Anarcho-syndicaliste*, n°91, novembre 1969, p. 5.

⁶¹ « Vers un regroupement... », *L'Anarcho-syndicaliste*, n°88, juillet 1969, p. 4.

⁶² A.D. 33. 1419 AW 36. Synthèse quotidienne des R.G. du 15 mai 1968.

raisonnement les conséquences. Ce raisonnement s'applique à l'étude des étudiants libertaires pour laquelle les sources concernent la période postérieure. Ils ont eu un investissement important dans la contestation mais semblent également s'être détachés de toute organisation pour agir en tant qu'étudiant plutôt que militant.

B/ Les étudiants anarchistes et Mai 68 : du réveil à l'effervescence

Les différentes chronologies élaborées *a posteriori* de Mai 68 et l'analyse des rapports des services de surveillance et de renseignements généraux de la police sont assez pauvres sur la situation des étudiants libertaires dans la contestation politique de 1968. Il est fait mention de quelques éléments visibles comme ces drapeaux noirs accrochés avec des drapeaux rouges à la place des drapeaux tricolores sur la façade du grand théâtre de Bordeaux durant l'allocution mettant fin à la manifestation du 7 mai 1968⁶³. Dans les deux études chronologiques que nous avons pu consulter comme dans l'analyse des coupures de presse, aucune distinction n'est opérée entre les différents courants politiques étudiants⁶⁴. Lors des occupations de facultés, des boycotts d'examens, des manifestations, des grèves, des meetings, jusqu'à la nuit des barricades bordelaises du 25 mai, ce sont « les étudiants » qui sont les acteurs politiques⁶⁵. Seuls les syndicats étudiants sont identifiés selon leur participation, leur position et leurs initiatives. Mais, ils ne sauraient refléter toute la diversité politique estudiantine et suffire à l'élaboration d'une analyse politique détaillée.

Dans les années 1960, plusieurs courants politiques d'extrême-gauche se développent à Bordeaux en opposition aux communistes stalinien : les trotskystes s'affirment à partir de 1965, les maoïstes s'implantent à Bordeaux en 1967, puis les Jeunesses Libertaires dominées surtout par de jeunes Espagnols non-étudiants⁶⁶. Elles sont les seules représentantes réellement constituées d'un jeune mouvement anarchiste à Bordeaux et plus particulièrement dans le quartier Saint-Michel. En dehors de la Fédération des Étudiants Révolutionnaires qui côtoie des éléments anarcho-syndicalistes et des Jeunesses Libertaires

⁶³ A.D. 33. 1419 AW 36. Synthèse quotidienne des R.G. du 8 mai 1968.

⁶⁴ Institut Aquitain d'Études Sociales, *Mai 68 à Bordeaux : chronologie et documents*, Bordeaux, IAES, 1974. Livre extrait des bulletins n°17/18 du 1^{er} semestre 1974.

⁶⁵ Institut régional CGT d'histoire sociale d'Aquitaine, *1968. 30 ans après*, n°49-50-51 (numéro spécial), Bordeaux, Institut régional CGT d'histoire sociale d'Aquitaine, décembre 1998.

⁶⁶ A.D. 33, *Mai 68 en Gironde*, Exposition du 1^{er} décembre 2018 au 12 avril 2019.

(peu de sources), il n'est pas fait mention d'autres organisations étudiantes dans lesquelles les libertaires auraient pu s'investir. Le rapport de renseignement du 27 juin 1968 fait état du Comité d'Action Révolutionnaire sans aborder la présence anarchiste à ce moment-là⁶⁷. Que ce soit pour les étudiants de manière générale ou pour les étudiants libertaires en particulier, il semble qu'au moment de la contestation politique, il n'y ait ni organisations ni réseaux structurés d'individus à proprement parler.

Alors que la pensée libertaire était en déclin et mutique avant les événements, Mai 68 a permis ce « réveil » de l'idéologie libertaire. Jean Barraué écrivait le constat suivant à ce propos :

« Cet anarchisme, trop souvent défiguré et mal connu, est brusquement entré en Mai 68 dans l'actualité. Dans les manifestations de jeunes étudiants et ouvriers on a vu apparaître à côté des drapeaux rouges les drapeaux noirs, ce signe de ralliement des anarchistes et cette humble étoffe noire a créé dans le public un choc psychologique : déchaînant l'indignation des bien-pensants de toute obédience, frappant d'étonnement ceux qui croyaient l'anarchisme à jamais enterré et faisant naître chez certains le désir de s'instruire et de pénétrer la pensée libertaire. »⁶⁸

Le témoignage d'Esmeralda et Progrès Travé sur cette période appuie cette idée de redécouverte de l'anarchisme. En 1968, ils sont tous les deux étudiants en faculté et étaient militants libertaires en parallèle. Ils ont participé à des actions avant et pendant la contestation étudiante : diffusion de tracts, grèves à la faculté, occupation d'amphithéâtre, manifestations, présence aux barricades. À l'occasion des événements de mai-juin 1968, ils ont commencé à connaître d'autres étudiants dont ils n'auraient pas forcément soupçonné qu'ils pouvaient avoir une démarche réellement libertaire. À ce moment-là, beaucoup d'étudiants de journalisme ou de sociologie principalement se sont déclarés libertaires et ne se sont connus qu'à partir de Mai 68. Comme les époux Travé, ils n'agissaient pas en tant que militants libertaires mais comme étudiants libertaires, politisés aux idées libertaires. Un groupe s'est constitué à la faculté de manière très informelle, il n'avait pas de nom. Il s'agissait simplement d'une nébuleuse constituée par affinité politique. Ces personnes n'étaient ni

⁶⁷ A.D. 33. 1419 AW 36. Synthèse quotidienne des R.G. du 27 juin 1968.

⁶⁸ BARRUÉ. Jean, *L'Anarchisme aujourd'hui*, Paris, Spartacus, 1970, p. 8 dans MANFREDONIA. Gaetano, « Persistance et actualité de la culture politique libertaire », dans BERSTEIN. Serge (dir.), *Les Cultures politiques en France*, Paris, Éditions du Seuil, 2003, p. 293.

encartées dans un syndicat ni dans un groupe politique identifié⁶⁹. Elles n'étaient donc pas militantes d'organisations ou de réseaux formels et se découvraient pour certaines une sensibilité soudaine pour les idées libertaires. Pour d'autres, il semble qu'elles ne s'autorisaient pas à penser et pratiquer ouvertement l'anarchisme à la veille de Mai 68 comme ce courant était exsangue et moribond. La contestation de Mai 68 a été le cadre pratique pour saisir l'anarchisme. Des liens existaient aussi entre étudiants de différentes villes, les informations circulaient. Il existait des « personnes-navettes » entre Paris et Bordeaux pendant Mai 68 pour participer aux événements dans la capitale. Esmeralda et Progrès Travé sont allés voir des amis à eux, qui faisaient partie du mouvement du 22 mars, le lendemain de la nuit des barricades⁷⁰. Au regard de ces éléments et du manque de sources pertinentes pour réellement étudier les milieux libertaires bordelais avant et pendant mai-juin 1968, il apparaît judicieux d'en analyser les conséquences pour les étudiants libertaires.

L'étude des rapports de renseignement du Service Régional de Police Judiciaire (S.R.P.J.) sur l'année universitaire qui suit Mai 68 indique une évolution et un développement supposé des milieux libertaires étudiants bordelais. Après la rentrée universitaire de l'année 1968-1969, le Comité d'Action Révolutionnaire (C.A.R.) est composé de 60 membres dont un tiers est anarchiste⁷¹. Cinq mois plus tôt, l'édition d'un bulletin par le C.A.R. fait l'objet d'un rapport mais la présence des anarchistes dans ce comité n'est pas mentionnée alors qu'ils provoquent d'ordinaire une grande inquiétude dans les services de police et qu'ils sont sujets à un suivi rigoureux⁷². Si l'indicateur a jugé pertinent de préciser ce tiers libertaire cinq mois plus tard, on peut supposer que cette rentrée 1968 voit apparaître de nouveaux éléments anarchistes parmi les étudiants. En pratique, le C.A.R., très implanté à la faculté de droit de Pessac et « dirigé par des anarchistes », a pour tactique la création d'un climat d'agitation permanente par une intervention systématique dans le déroulement des cours⁷³. Le moyen le plus souvent utilisé est la contestation des exposés des professeurs par le chahut. L'indicateur rapporte qu'à l'occasion d'un cours d'histoire du droit du professeur Étienne Dravasa, « un des leaders du C.A.R. », l'anarchiste et étudiant en 4^{ème} année Paul Feuillette, a apporté un ouvrage sur les pensées de Karl Marx et en a lu le texte à haute voix pendant l'exposé du

⁶⁹ Esmeralda et Progrès Travé. Entretien du 19 octobre 2020.

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ A.D. 33. 1979/022 art.18. Synthèse quotidienne des R.G. du 27 novembre 1968.

⁷² A.D. 33. 1419 AW 36. Synthèse quotidienne des R.G. du 27 juin 1968.

⁷³ A.D. 33. 1979/022 art.18. Synthèse quotidienne des R.G. du 27 novembre 1968.

professeur. Il ajoute que « ce genre d'intervention est toujours effectué sous la protection d'une vingtaine d'éléments réputés pour leur esprit batailleur »⁷⁴. Le rapport indique également que le C.A.R. cherche à créer un incident grave susceptible d'être exploité pour la lutte étudiante comme réaliser une provocation extrême à l'égard d'un professeur de façon à entraîner celui-ci à porter des coups⁷⁵. Aussi, le comité fait circuler la rumeur selon laquelle il détiendrait des documents volés à la suite de l'occupation de la faculté mettant en cause une chargée de cours qui aurait perçu une année de traitement alors qu'elle était absente de la faculté⁷⁶. Ces quelques exemples montrent que le C.A.R., dirigé par les anarchistes ou qui compte en tout cas dans ses rangs une vingtaine d'étudiants anarchistes, cherche à créer un climat d'agitation politique pour relancer le mouvement de mai-juin 1968. Ce comité fait partie de ces structures dans lesquelles les anarchistes se fondent parmi d'autres étudiants politisés mais non-libertaires. Cette notion de réseau ouvert, c'est-à-dire la mixité avec d'autres militantismes et le refus de l'entre-soi, se retrouve dans les milieux libertaires avant, pendant et après la période d'étude. Les événements de 1968 ne constituent pas un point de départ pour cette caractéristique du mouvement libertaire dans sa globalité mais en sont une illustration au regard des masses mobilisées et de la diversité politique des acteurs engagés.

Dans les mois suivants, le télégramme du préfet de la Gironde au ministère de l'Éducation Nationale et au ministère de l'Intérieur du 14 décembre 1968 fait état d'une dégradation du climat dans les milieux universitaires et lycéens. Une des raisons de cette agitation des milieux étudiants a pour sujet des perquisitions, vécues comme une répression policière, aux domiciles de militants anarchistes bordelais dans le cadre de l'enquête sur Andrée Destouet⁷⁷. Cette étudiante toulousaine a plastiqué le 7 décembre 1968 trois banques à Paris avant d'être arrêtée. La Brigade Criminelle de Paris cherche des liens de complicité éventuels chez les libertaires bordelais. Les étudiants mobilisés cherchent à se servir de ce genre d'événements pour relancer la lutte. Ce caractère événementiel de la mobilisation des étudiants bordelais se retrouve lors de la série de rapports de la rentrée de janvier 1969. L'exclusion de deux lycéennes du lycée Magendie, membres du Comité d'Action Lycéen, a servi de thèmes de mobilisation aux groupements qui dirigent l'Assemblée Générale des

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ A.D. 33. 1979/022 art.18. Télégramme du cabinet du préfet daté du 14 décembre 1968.

Étudiants Bordelais (A.G.E.B.) où prédominent trotskystes, maoïstes et anarchistes⁷⁸. Aussi, l'ancienne faculté de Lettres cours Pasteur est occupée par 400 contestataires, dont principalement des marxistes, maoïstes et anarchistes, qui menacent de contaminer l'ensemble de la faculté avec leurs « menées anarchisantes » dans ce « quartier général de la contestation »⁷⁹. La contamination des idées d'extrême-gauche, dont les idées libertaires ici, reflète la pollinisation de l'anarchisme dans les mouvements étudiants depuis mai-juin 1968.

Le constat par les autorités d'un changement entre la situation antérieure et la situation postérieure à Mai 68 sur la question des idées libertaires montre bien la naissance d'une certaine effervescence libertaire dans les milieux estudiantins bordelais. Un rapport daté du 6 juin 1969 va dans ce sens et renseigne sur l'existence d'un groupe étudiant anarchiste à Bordeaux apparu au moment de mai-juin 1968. Ce groupe qui utilise le sigle anarchiste est composé surtout d'une base d'élève du C.R.E.P.S. Il se réclame et s'identifie parfois au mouvement du 22 mars et compte entre 40 et 50 personnes, filles et garçons, mais ce n'est ni une association ni un véritable groupement. Il peut rassembler dans certaines circonstances le double de personnes dont les « incontrôlés » qui n'ont pas de lien avec l'université⁸⁰. Cette description fait écho au témoignage d'Esmeralda et de Progrès Travé sur la constitution d'un groupe anarchiste étudiant informel à l'université mais aucune source n'a permis de vérifier s'il s'agit du même. Le rapport précise que ce groupe serait présent au centre de l'action politico-syndicale du monde étudiant et pèserait un poids lourd dans la bataille qui s'est instaurée depuis un an dans l'université. Malgré son « aspect folklorique », sa « philosophie négative » et sa « politique du contre-tout », il possède une véritable stratégie d'opposition allant de l'opposition verbale à la violence et à la destruction. Les étudiants anarchistes se sont faits remarquer notamment pendant la journée nationale des syndicats ouvriers du 11 mars 1969, la période électorale du référendum du 27 avril 1969 et le 1^{er} mai de l'année 1969 dont l'affaire du campus de Talence⁸¹. L'affaire du campus de Talence a lieu dans la soirée du 1^{er} mai 1969, soirée au cours de laquelle un bal était organisée au village III du campus de Talence par l'Association des Résidents de Talence (A.R.T.) dont la direction est dominée par l'Union des Étudiants Communistes (U.E.C.). « Un véritable

⁷⁸ A.D. 33. 1979/022 art.18. Courrier de la préfecture de la Gironde du 15 janvier 1969.

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ A.D. 33. 1979/022 art.18. Synthèse quotidienne des R.G. du 6 mai 1969.

⁸¹ *Ibid.*

commando anarchiste » d'une vingtaine d'éléments a fait irruption dans le bal en créant scandales et disputes par des comportements indécents : certaines personnes se sont déshabillées publiquement. Ce groupe a été expulsé par une courte échauffourée par l'A.R.T. Il revient une heure plus tard avec davantage de personnes qui n'étaient pas du milieu étudiant pour molester certaines personnes, briser toutes les vitres du local et saccager des arbustes d'agrément du terrain du campus. La Direction des Œuvres Universitaires a estimé le coût des dégradations à 150 000 anciens francs⁸². Cet exemple illustre une nouvelle fois les moyens d'action et les stratégies de perturbation pour maintenir un climat pré-révolutionnaire. Ce groupe est l'exemple type d'un groupe étudiant libertaire qui naît à l'occasion des événements de Mai 68, dont la composition est très hétérogène (étudiants-militants libertaires d'expérience, étudiants libertaires déclarés au moment de Mai 68, étudiants et « incontrôlés ») et qui ne vit qu'à travers la mobilisation étudiante qui dure depuis mars-mai-juin 1968. Dans le cas de ce groupe, on ne trouve en effet plus de traces dans les sources une fois le chapitre de Mai 68 complètement clos. Le groupe est né du mouvement, il semble disparaître avec lui et l'on peut qualifier ce type de groupe informel de « groupe événementiel ».

Les rapports du S.R.P.J. et du cabinet du préfet apportent des éléments nouveaux pour la compréhension des milieux étudiants libertaires bordelais mais ils doivent être manipulés avec précaution : une nuance s'impose. Il existe une certaine disproportion entre des rapports de renseignements alarmants et le réel danger des faits rapportés. D'ailleurs certains indicateurs tentent de tempérer ce qu'ils rapportent car les faits relèvent parfois plus de l'anecdote que d'une action révolutionnaire. Au regard des courriers de compte-rendu de situation de la préfecture vers le ministère de l'Intérieur et de l'Éducation Nationale, les moyens de surveillance paraissent démesurés. Ils laissent supposer que la création de rapports de renseignement sur la situation de la faculté est un attendu des ministères en question et que ces rapports doivent contenir de la matière révolutionnaire et de la peur pour satisfaire la chaîne de la hiérarchie. Il faut garder à l'esprit que dans une crise politique de cet ordre-là, l'amplification des faits et de leurs portées peut rapidement occulter la réalité politique de terrain. En l'absence d'autres sources venant infirmer ou confirmer les rapports et les points de vue des indicateurs, nous ne devons pas prendre les informations

⁸² *Ibid.*

communiquées pour vérité absolue. Par ailleurs, nous pouvons nous demander si les indicateurs identifient correctement les différentes compositions politiques dans les milieux étudiants. Le rapport du 12 avril 1969 éclaire sur la diffusion par les étudiants anarchistes bordelais d'un bulletin dirigé essentiellement contre l'U.N.E.F. et en particulier contre l'A.G.E.B. et son fonctionnement sur la base des Comités d'Action. Les étudiants anarchistes réclament la souveraineté de l'assemblée générale tendant à la démocratie directe et à l'autogestion des luttes. Ils souhaitent également saboter les cours et les assemblées pseudo-paritaires et renforcer la liaison étudiants-ouvriers⁸³. Ce rapport est en contradiction avec le rapport du 15 janvier 1969 qui, trois mois plus tôt, précisait que les étudiants anarchistes, maoïstes et trotskystes dirigeaient l'A.G.E.B.⁸⁴. À moins d'un changement politique dans l'A.G.E.B. au cours des trois mois suivants, les anarchistes ne peuvent s'opposer en théorie à l'assemblée qu'il contrôle en grande partie ou dans laquelle ils peuvent faire valoir leur pensée.

L'étude des milieux libertaires étudiants bordelais au cours des années universitaires 1968-1969 rend compte d'une évolution de la pensée libertaire dans ces cercles. Si des étudiants étaient déjà proches de la pensée libertaire voire militants libertaires avant les événements de 1968, de nombreux étudiants se sont déclarés libertaires à ce moment-là et ont intégré des groupes événementiels. Certains de ces groupes pouvaient rassembler plusieurs parties de l'extrême-gauche grâce à une conception ouverte du réseau et à la conjoncture politique et sociale. Ces compositions hétérogènes n'ont pas su dépasser le cadre événementiel et ont disparu par la suite. La plupart des groupes étudiants sur la période de ce mémoire sont des groupes événementiels et disparaissent en raison de la fin de l'événement ou de la fin du statut étudiant de ses membres. Les étudiants libertaires, comme les organisations anarcho-syndicalistes, interrogent sur la place de l'anarchisme dans la contestation de 1968 et sur les conséquences de ce mouvement dans les milieux libertaires bordelais. Il paraît alors pertinent de réaliser une analyse au prisme des concepts d'en-dehors et d'en-dedans pour donner quelques axes de perspectives.

⁸³ A.D. 33. 1979/022 art.18. Synthèse quotidienne des R.G. du 12 avril 1969.

⁸⁴ A.D. 33. 1979/022 art.18. Courrier de la préfecture de la Gironde du 15 janvier 1969.

C/ L'anarchisme en-dehors et en-dedans de la contestation

Les milieux libertaires en France sont marginaux à la veille de Mai 68 : le Parti Communiste Français et la C.G.T., dans lesquels domine la pensée soviétique du communisme, contrôlent la plupart des mouvements revendicatifs et des luttes sociales. Mais, c'est à partir de Mai 68 que se renouvelle la pensée libertaire et plus particulièrement en-dehors des cadres anarchistes déjà en place à la veille de la contestation. Les organisations anarcho-syndicalistes sont effacées dans le paysage politique à ce moment-là et les étudiants comme les militants libertaires agissent en tant qu'individus plutôt qu'en porte-drapeaux de leurs groupes ou structures. Gaetano Manfredonia précise le renouveau de l'anarchisme pendant et après Mai 68 selon trois points. D'un point de vue militant d'abord, la formation d'une mouvance libertaire fluide, ouverte et large est apparue, à côté des structures propagandistes anarchistes traditionnelles, qui se définit par les méthodes d'intervention et de lutte qui sont celles des anti-autoritaires. Au regard de la culture libertaire, se renouveau débarrasse l'anarchisme des références scientistes et positivistes les plus datées et modifie la manière d'envisager le combat social : critique des formes traditionnelles du militantisme libertaire jugées aliénantes et source de dérives bureaucratiques et autoritaires, élargissement et diversification des préoccupations militantes (s'ajoute à l'économie et à la lutte des classes l'écologie, le féminisme, la lutte anti-nucléaire entre autres). Enfin, l'aspect générationnel et sociologique se trouve bouleversé avec l'arrivée massive de jeunes militants sans formation politique particulière et par une diminution des composantes ouvrières au profit des étudiants et des classes moyennes salariées⁸⁵. Ces trois points reprennent notre constat selon lequel, à Bordeaux comme ailleurs, l'anarchisme pendant et après Mai 68 s'est réveillé en-dehors des cadres libertaires.

Pour autant, il subsiste un paradoxe notamment dans la C.N.T. française. Julien Loncle notait une importante croissance des adhésions dans cette organisation après Mai 68 avec l'arrivée d'une nouvelle génération de militants en raison de la réactualisation des thèmes anarcho-syndicalistes au cours de la mobilisation. La cellule parisienne croît d'une vingtaine d'adhérents à 150-200 au lendemain de Mai 68 ; idem pour Lyon qui se développe de trois

⁸⁵ MANFREDONIA. Gaetano, « Persistance et actualité de la culture politique libertaire », dans BERSTEIN. Serge (dir.), *Les Cultures politiques en France*, Paris, Éditions du Seuil, 2003, p. 296.

militants en 1967 à une trentaine après 1968⁸⁶. On peut supposer sans grande hésitation que cette dynamique d'accroissement fut la même à Bordeaux.

Comment expliquer qu'une organisation, qui est restée en retrait du mouvement de 1968, récolte les fruits du développement des idées libertaires ? La raison la plus tangible est que les nouveaux militants sensibles aux idées libertaires souhaitent continuer de s'investir dans le militantisme libertaire après le mouvement de Mai 68 mais n'ont pas assez d'expérience pour monter leurs propres structures ou organisations. Devant le faible nombre d'organisations libertaires existantes en France comme à Bordeaux, ces nouvelles générations s'investissent à la C.N.T. française et à la F.A. (dans une moindre mesure). Pour la F.A. à l'échelle nationale, s'il est certain qu'elle fut surprise et spectatrice des événements de 1968, elle n'a pas cherché non plus à profiter de la conjoncture particulière pour étoffer ses rangs⁸⁷. Elle bénéficie quand même, malgré elle en quelque sorte, de nouvelles adhésions compte tenu de la réactualisation de la pensée anarchiste. Pour relativiser quelque peu, ces nouveaux militants ne constituent pas pour autant des milliers de personnes mais se chiffrent en quelques dizaines seulement. Jean Barrué nuançait en effet dès 1970 cet accroissement militant dans les organisations anarchistes nationales en regrettant la confusion dans les esprits qui s'est manifestée en 1968 et le manque d'opportunisme des anarchistes. Il écrit : « Les anarchistes ont mal profité des événements. Ils ont laissé de côté l'occasion de faire pénétrer systématiquement leurs idées dans des milieux qui, au départ étaient nettement sympathisants. Quand on ne pratique pas la politique de présence, on est vite oublié » (*L'Anarchisme aujourd'hui*, 1970)⁸⁸. Au reste, la conception d'un militantisme autonome émerge après les événements de 1968 et conduit des militants à se détourner des organisations politiques et syndicales.

Si la C.N.T. bordelaise a pu ou su bénéficier de cet élan pour les idées libertaires, c'est-à-dire recadrer des trajectoires militantes dans une organisation traditionnelle, il n'en est pas de même pour la F.A. bordelaise. Rémi Philton analyse au cours de l'entretien réalisé pour cette étude qu'il existe un déficit générationnel dans les effectifs militants à l'Athénée

⁸⁶ LONCLE. Julien, *Histoire d'un courant anarcho-syndicaliste français : la CNT de 1945 à 1995*, mémoire de maîtrise sous la direction de Georges UBBIALI et Jean VIGREUX, Université de Bourgogne, 2002, p. 54.

⁸⁷ GUERIN. Cédric, *Pensée et action des anarchistes en France : 1950-1970*, mémoire de maîtrise sous la direction de Robert VANDENBUSSCHE, Lille III, 2000, p. 94.

⁸⁸ *Ibid*, p. 116.

Libertaire. À la fin des années 1980 et au début des années 1990, deux classes d'âge se distinguent : les jeunes militants d'expérience qui ont une vingtaine-trentaine d'années mais qui n'ont, de fait, pas participé à Mai 68 et la génération des fondateurs du local de la rue du Muguet qui ont entre 60 et 70 ans. Entre ces deux distinctions, il manque une génération, la génération de ceux qui avaient fait 1968, quand ils avaient une vingtaine d'années, en tant qu'étudiant ou jeune salarié. Ce lien manquant s'explique selon Rémi Philton parce que la génération des fondateurs n'a jamais laissé la place à la génération de 1968. Cette génération est partie ailleurs, est partie militer dans d'autres organismes, sous d'autres formes ou peut-être s'est détournée de l'anarchisme à cause de cet entre-soi. D'après le témoignage, il s'agissait du local détenu par la F.A. Bordeaux dans les années 1970 et les fondateurs n'étaient pas dans un esprit d'ouverture à de nouvelles formes de militantisme⁸⁹. Cette génération loupée montre que les acteurs du renouveau anarchisme vivent leur militantisme libertaire en-dehors des cadres traditionnels pendant la contestation de 1968 mais également après, à cause de la confrontation entre deux modèles ici représentés : un militantisme novateur, dépourvu d'expérience mais déterminé, contre un militantisme conservateur, d'expérience mais dont l'ouverture d'esprit politique est menacée par le poids du dogme libertaire ou la méfiance.

Gérard Mauger éclaire la définition de la génération par la notion d'événements fondateurs comme les crises politiques. Le moment de Mai 68 fait partie de ces événements fondateurs qui ont marqué toute une génération de militants⁹⁰. Karl Mannheim constatait que « la succession des générations apparaît plus clairement dans les regroupements libres (salons, cercles littéraires, etc.) qu'au sein des institutions qui prédéterminent habitus et manières de faire par des prescriptions ou des tâches collectives et occultent ainsi la nouveauté des générations montantes » (1928, éd. 2012, p.49)⁹¹. Il s'agit dans le cas du local de la rue du Muguet de regroupements libres et les creux comme les pleins sont nettement visibles.

⁸⁹ Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

⁹⁰ MAUGER. Gérard, *Âges et générations*, Paris, La Découverte, 2015, p. 64.

⁹¹ *Ibid*, p. 62.

Les recherches sur les événements de Mai 68 à Bordeaux dans les milieux libertaires ont révélé que les anarchistes d'expérience ou les nouveaux venus aux idées libertaires n'ont pas agi en-dedans de l'anarchisme : soit parce qu'ils ont préféré se fondre dans la mobilisation courante avec d'autres militantismes en tant qu'individu ou catégorie sociale (étudiant, ouvrier, salarié), soit parce que les organisations anarcho-syndicalistes et les groupes militants sont restés en retrait, soit parce que les novices n'adhéraient pas encore à une organisation. Cette génération de 1968 n'a pas eu la possibilité de s'investir réellement dans les cadres traditionnels de l'anarchisme à Bordeaux comme à la F.A. en raison de certains freins. Les conséquences de ce creux dans la démographie militante de la rue du Muguet feront l'objet d'autres analyses dans le développement.

Les événements de 1968 ne constituent pas un point de départ pertinent pour notre étude. Il n'y a pas d'actions collectives organisées à l'échelle des milieux libertaires bordelais. Il n'y a pas non plus de réseau libertaire pour l'occasion qui se développe formellement car les organisations ne sont pas impliquées en tant que telle. Le caractère spontané du mouvement a laissé davantage la place à l'individu dans une lutte collective plutôt qu'à des collectifs aux services des individus en lutte. Sans forces organisationnelles et sans réel réseau pour suivre la spontanéité, les milieux libertaires bordelais, au sens structurel du terme, sont restés en-dehors de la contestation. Ces absences peuvent également expliquer l'échec *a posteriori* de la concrétisation de projets libertaires dans la société au moment de la contestation de 1968. En conséquence, l'ouverture du local de la rue du Muguet en 1963 apparaît être un élément bien plus pertinent à l'échelle de l'anarchisme bordelais pour constituer la borne de départ de l'étude que les événements de 1968. Ce premier examen a mis aussi en évidence le rendez-vous manqué de l'anarchisme espagnol dans cette période-là alors que l'histoire libertaire de Bordeaux et de l'Espagne ont tissé des liens indissolubles depuis le début du XX^e siècle.

II – Les liens indissolubles avec l’Espagne

Ludovic Bonleux et les auteurs Lavallé⁹² ont montré les liens étroits qui unissent l’histoire espagnole et l’histoire bordelaise depuis le début du XX^e siècle jusqu’à aujourd’hui. Pour les milieux libertaires bordelais, ces liens peuvent être qualifiés d’indissolubles tant ils sont enchevêtrés et pérennes. Ludovic Bonleux comme Théo Sagaert⁹³ montrent l’intérêt que portent les anarchistes bordelais pour le conflit espagnol et de quelle manière la Retirada nourrit sur le long terme l’anarchisme à Bordeaux. La lutte antifranquiste comme les développements reliés entre C.N.T. en exil et C.N.T. française sont directement les conséquences de la présence espagnole à Bordeaux. Jean-Pierre Azéma distingue la notion de « clé générationnelle »⁹⁴ en ce qui concerne les acteurs politiques. Ce plaidoyer pour l’utilisation d’une lecture générationnelle a inspiré cette étude pour mettre en évidence l’effet à retardement, le contrecoup sur l’anarchisme bordelais de l’immigration espagnole : la première génération vieillissante et la jeune deuxième génération.

A/ La deuxième génération : transmission et militantisme

Avant d’étudier la deuxième génération espagnole dont il est question, il convient de préciser brièvement les différentes vagues migratoires au XX^e siècle de l’Espagne vers la France pour savoir de quoi nous ne parlons pas. Pendant et après la Première Guerre mondiale, une première migration à caractère économique s’implante en France et plus particulièrement dans la moitié sud. La neutralité de l’Espagne dans le conflit permettait aux Espagnols de remplacer dans les secteurs de l’agriculture et de l’industrie les Français partis combattre au front et de soutenir le rythme de fabrication dans les manufactures d’armes françaises. L’augmentation du prix des denrées alimentaires en Espagne provoquée par la vente de celles-ci aux belligérants a également conduit les couches les plus populaires à l’exil en France. La dictature de Miguel Primo de Rivera, qui dure de 1923 à 1930, amorce une nouvelle vague d’émigration vers la France, davantage politique puisque ce sont notamment

⁹² AGARD-LAVALLÉ. Francine, LAVALLÉ. Bernard, LAVALLÉ. Christophe, « *Car ce combat est aussi le nôtre* » : *Bordeaux, les Bordelais et la guerre d’Espagne*, Pessac, PUB, 2018.

⁹³ SAGAERT. Théo, *Les mouvances libertaires dans le Bordeaux de l’entre-deux-guerres*, mémoire de maîtrise sous la direction de Dominique PINSOLLE, Bordeaux III, 2021.

⁹⁴ AZÉMA. Jean-Pierre, « La clef générationnelle », *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*, 1989, n° 22, p. 3-10.

les intellectuels comme les militants politiques et les syndicalistes (anarchistes, communistes et républicains principalement) qui quittent leur pays. La fin de la révolution espagnole en 1939 provoque un nouvel exil de ces catégories de population qui viennent grossir les diasporas déjà existantes depuis les précédentes vagues migratoires, majoritairement dans le sud-ouest comme à Bordeaux. La deuxième génération concerne donc ici les enfants des anarchistes réfugiés à la suite de l'échec révolutionnaire, les enfants de la Retirada.

Afin de comprendre comment bon nombre de descendants d'immigrés Espagnols se sont investis dans les milieux libertaires bordelais dans cette étude, il convient d'analyser les mécanismes de transmissions sociaux et politiques antérieurs. Plusieurs profils d'acteurs libertaires de la deuxième génération vont être ainsi détaillés. La diaspora espagnole bordelaise ne se mélangeait pas réellement dans la société française. Il y avait un très fort entre-soi provoqué notamment par les réseaux de solidarité. C'est ainsi que le quartier Saint-Michel a pris le nom de Petite Espagne tant la concentration des immigrés était forte et les commerces en lien avec cette histoire nombreux. Joachim Salamero, qui n'est pas de cette deuxième génération, indique que sa famille accueillait les réfugiés d'Espagne de passage à Bordeaux pour quelques nuits au moment de la Retirada⁹⁵. Des collectes d'argent étaient également organisées pour soutenir les personnes en exil⁹⁶. Les enfants de militants anarchistes qui constituent cette deuxième génération ont baigné dans une atmosphère politique et culturelle fermée, en vase clos. Esmeralda et Progrès Travé indique qu'il existe dans ces milieux un fort déterminisme culturel : un certain nombre de ces enfants qui faisaient des études étaient destinés à devenir professeur d'espagnol⁹⁷. En est-il de même pour la transmission de la pensée libertaire ? Esmeralda Travé confie qu'elle a « hérité » de l'anarchisme dans sa famille puisque ses parents racontaient avec fierté leur investissement dans la révolution espagnole et contrairement à d'autres familles, ce n'étaient pas un sujet tabou⁹⁸. Mais, cette transmission par la parole ne se limitait pas au cercle familial. Il existait fréquemment des réunions avec d'autres Espagnols anarchistes dans lesquelles ils se racontaient à nouveau la saga révolutionnaire puisque chacun avait des histoires différentes. Ces Espagnols sortaient ensemble, faisaient des sorties l'été en autobus en chantant *A las*

⁹⁵ Joachim Salamero. Entretien du 7 décembre 2020.

⁹⁶ Esmeralda et Progrès Travé. Entretien du 19 octobre 2020. (Discussion hors entretien)

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ *Ibid.*

barricadas tandis que l'hiver ils réalisaient plutôt des activités culturelles⁹⁹. Si cette atmosphère a attiré « naturellement » Esmeralda Travé à l'anarchisme, il a fallu tout de même une adhésion d'esprit aux idées libertaires alors qu'au contraire, d'autres enfants d'Espagnols n'ont pas cherché à savoir et n'ont pas voulu connaître ce passé et ce présent¹⁰⁰. Le père de Progrès Travé parlait lui aussi avec fierté de son combat lors de la révolution espagnole alors que le sujet était davantage tabou pour sa mère qui avait subi les choses, car plus jeune à ce moment-là¹⁰¹. La promotion systématique de l'histoire politique familiale dans les cercles collectifs et le discours positif des parents qui l'accompagne facilitent la transmission des idées libertaires auprès des enfants.

Michel Caravera indique dans son parcours de vie que la transmission aux enfants n'était pas formelle et explicite. Il s'agissait plutôt d'observation dans le cadre d'un « bain familial » pas nécessairement palpable. Alors que lui s'est tourné vers le militantisme anarchiste au début de sa vie professionnelle, son frère ne s'y est pas intéressé¹⁰². Germinal Vallès appuie lui aussi sur le fait que certains enfants ne s'intéressent pas aux idées libertaires de leurs parents. Ses frères n'ont pas été militants même s'ils furent un peu intéressés. « Certains enfants gardent une partie de ça, d'autres non » car ils ne veulent « pas vivre dans le souvenir de leurs parents mais vivre par soi-même, ne pas vivre dans la révolution auréolée de leurs parents »¹⁰³. Il ajoute à son tour que la transmission n'est pas volontaire mais qu'elle a quand même lieu bien que tous les enfants ne s'en saisissent pas. Cette transmission environnementale provoquée par les nombreuses discussions dans les rues, les bars dédiés à la révolution espagnole et l'entre-soi politique et culturel peut revêtir un caractère attractif comme répulsif¹⁰⁴.

La venue aux idées libertaires de la jeune deuxième génération s'effectue de manière générale par l'entretien perpétuel du souvenir de la révolution espagnole par les parents et par la transmission mémorielle collective. Les enfants qui ont adhéré aux idées libertaires ont parfois voulu se détacher de la vision politique parentale par un autre militantisme : un autre

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² *Germinal Vallès & Michel Caravera, Athénée Libertaire, 15 mars 2013.* Entretien réalisé par Thomas Aimar, images Jean-Pierre Ramine.

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ *Ibid.*

groupe, une autre appartenance, une autre génération. Germinal Vallès renseigne que ces jeunes Espagnols libertaires étaient au départ regroupés à la vieille bourse du travail avec la C.N.T. en exil comme tutelle mais qu'ils ont déménagé à l'Athénée Libertaire avec leur groupe des Jeunes Libertaires, groupe qui travaillait en collaboration avec les Jeunesses Libertaires espagnoles en exil : la Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires (F.I.J.L.)¹⁰⁵. On observe donc un investissement non pas dans la lignée anarchiste espagnole en exil mais dans une organisation séparée. Joachim Salamero, Yves Peyraut et Christian Mériot ont créé et encadré les Jeunes Libertaires ou Jeunesses Libertaires (J.L.) de Bordeaux au début des années 1960. À la suite du camping annuel des J.L. de Paris à Saint-Ferréol auquel les bordelais se sont rendus, il a été décidé de créer d'autres J.L. dans d'autres villes : Marseille, Toulouse et Bordeaux. Bien que les J.L. de Paris sont l'expression militante de la F.I.J.L., ces nouvelles J.L. en sont dissociées et évoluent de manière autonome. Les J.L. de Bordeaux étaient constituées essentiellement de jeunes Espagnols, issus de l'immigration économique des années 1960, d'enfants voire petits-enfants d'Espagnols. Elles n'avaient pas d'activité à proprement parler : édition de bulletin, participation à des réunions coorganisées principalement avec la C.N.T. en exil, la C.N.T. française, les syndicats, Solidarité avec l'Espagne. Individuellement, certains adhéraient à la F.A., d'autres non, les jeunes Espagnols étaient quelques-uns à la C.N.T. française et à la C.N.T. espagnole en exil¹⁰⁶. La première mention des J.L. de Bordeaux date de l'année scolaire 1962-1963¹⁰⁷. L'étude des deuxièmes de couverture du *Monde Libertaire* qui renseignent sur la présence des groupes selon les villes révèle que les J.L. ne sont plus citées entre le n°159 (mars 1970) et le n°160 (avril 1970)¹⁰⁸. Le groupe des Jeunes Libertaires est un miroir de cette deuxième génération autant par sa composition que par son militantisme en dehors de l'organisation en exil. Le groupe Yéyé illustre aussi l'activité, culturelle surtout, de ces enfants de militants espagnols¹⁰⁹.

Alors que l'espoir d'un retour vers l'Espagne s'est éteint en raison de l'enracinement du régime franquiste, cette deuxième génération grandit en France et la question de la reconnaissance des enfants nés en France et des parents se pose. Beaucoup d'enfants seront naturalisés Français. Michel Caravera est donc naturalisé français mais son père s'est toujours

¹⁰⁵ *40 ans de l'Athénée Libertaire*, 17 mai 2003. Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

¹⁰⁶ Joachim Salamero. Entretien du 7 décembre 2020.

¹⁰⁷ Article 1244. <https://bianco.ficedl.info/>

¹⁰⁸ *Le Monde Libertaire*, n°159 et n°160.

¹⁰⁹ Cf. « Le groupe Yéyé : le rapport espagnol à la culture », chapitre 3, troisième partie.

revendiqué comme réfugié politique et Espagnol de nationalité¹¹⁰. Le constat est identique pour le père d'Esmeralda Travé qui décèdera avec le statut de réfugié espagnol alors qu'elle, a été naturalisée Française¹¹¹. Il existe alors un double écart entre la génération libertaire des enfants et des parents : vivre en-dehors du souvenir révolutionnaire pour vivre pleinement son militantisme libertaire et vivre en tant que Français de nationalité, ce qui implique d'autres positionnements culturels et politiques vis-à-vis de l'Espagne. Ce double écart se traduit dans le militantisme courant avec pour certains enfants de réfugiés espagnols une adhésion à la C.N.T. française et non espagnole en exil¹¹². À titre d'exemple, Michel Caravera monte avec ses collègues à la fin des années 1970 un syndicat du bâtiment à la C.N.T. française à Bordeaux¹¹³. D'une part l'investissement dans la C.N.T. espagnole en exil n'a pas réellement de sens pour eux puisqu'ils sont Français et souhaitent se détacher de l'histoire de leurs parents. Puis d'autre part, le choix de l'appartenance cénétiste est tranché à la mort de Franco en 1975 quand les deux C.N.T. prennent une totale indépendance.

La deuxième génération joue un rôle important dans l'anarchisme bordelais puisqu'elle constitue une forme de deuxième vague militante. Michel Caravera, Germinal Vallès, Esmeralda et Progrès Travé, sont quelques exemples de cette deuxième génération qui s'est investie dans les milieux libertaires bordelais, politique comme culturels¹¹⁴. On observe donc un contrecoup politique de la diaspora espagnole libertaire, arrivée à partir de 1939, incarné par les enfants. Il s'agit là d'un particularisme politique pour l'anarchisme bordelais. À l'instar de la deuxième génération, la lutte antifranquiste est un autre aspect des liens qui unissent libertaires bordelais et libertaires espagnols.

¹¹⁰ Michel Caravera, *Athénée Libertaire*, 1^{er} mai 2013. Entretien réalisé par Thomas Aimar, images Jean-Pierre Ramine.

¹¹¹ Esmeralda et Progrès Travé. Entretien du 19 octobre 2020.

¹¹² BONLEUX. Ludovic, *Le mouvement libertaire à Bordeaux, 1914-1968*, mémoire de maîtrise sous la direction de Bernard LACHAISE, Bordeaux III, 1998, p. 125.

¹¹³ Michel Caravera, *Athénée Libertaire*, 1^{er} mai 2013. Entretien réalisé par Thomas Aimar, images Jean-Pierre Ramine.

¹¹⁴ Cf. le chapitre « Le dynamisme culturel de l'anarchisme bordelais » pour retrouver les noms de la deuxième génération dans le domaine culturel.

B/ La lutte contre le franquisme et l'autoritarisme franco-espagnol

En raison de la proximité de Bordeaux avec la frontière espagnole, les milieux libertaires bordelais se sont largement investis dans la lutte antifranquiste. D'abord, des actions clandestines ont été organisées depuis le sud-ouest vers l'Espagne franquiste. À la fin des années 1960, Progrès Travé et son père Emilio Travé ont réalisé un voyage en Espagne franquiste à l'occasion d'une visite à la famille restée en Espagne. Au motif familial s'ajoutait aussi un motif politique. Dans les tabliers des portières, ils ont dissimulé des tracts, brochures et journaux antifranquistes. Dans la région de Barcelone et de Tabas, ils rencontraient des militants locaux pour leur remettre les documents¹¹⁵. En solidarité avec les Espagnols, certains militants de la C.N.T. française s'engagent physiquement dans la lutte antifranquiste. Ainsi, de 1968 à 1975, la C.N.T. espagnole de l'intérieur et plus exactement la Fédération Anarchiste Ibérique (F.A.I.) sont clandestines en Espagne et constituent un réseau en France avec des Français de la C.N.T. française ayant des origines espagnoles afin de renforcer la structure clandestine en Espagne¹¹⁶. Julien Loncle indique que ce réseau est surtout actif dans le sud-ouest et demeure secret autour des participants et des actions. La région sud-ouest servant de base arrière, des militants « porteurs de valises » faisaient passer de l'argent, du matériel de propagande, des papiers confédéraux et internationaux. Plus rarement, ils passaient des armes ou réalisaient des séjours de quelques mois en Espagne pour renforcer un syndicat. Ces actions concernent très peu de militants français et la mort de Franco en 1975 met fin à ces pratiques¹¹⁷. Joachim Salamero aurait eu avoir avec certains commandos vers l'Espagne mais nous n'en savons pas plus¹¹⁸. Ces actions clandestines ont créé un conflit interne dans la C.N.T. en exil entre 1965 et 1967. Des désaccords apparaissent autour de la lutte antifranquiste et de la projection politique après la mort de Franco. Les premières dissensions naissent quand le retour dans une Espagne libre devient impossible et deux visions s'affrontent alors. Une première partie des Espagnols en exil comme le père d'Esmeralda Travé souhaite continuer la lutte en envoyant des jeunes faire des attentats et harceler le régime franquiste. La deuxième partie prend position pour arrêter la lutte et le massacre et se résoudre à s'investir dans d'autres forme de luttes et soutiens, en rapport avec l'Espagne ou non. Émilio Travé, le père

¹¹⁵ Esmeralda et Progrès Travé. Entretien du 19 octobre 2020.

¹¹⁶ LONCLE. Julien, *Histoire d'un courant anarcho-syndicaliste français : la CNT de 1945 à 1995*, mémoire de maîtrise sous la direction de Georges UBBIALI et Jean VIGREUX, Université de Bourgogne, 2002, p. 47-48.

¹¹⁷ *Ibid*, p. 48.

¹¹⁸ Esmeralda et Progrès Travé. Entretien du 19 octobre 2020. (Discussions hors entretien)

de Progrès, soutient le retrait de la lutte clandestine bien qu'il ait hébergé des commandos de jeunes. Cette dernière position est celle adoptée par le fief de l'Espagne anarchiste en exil à Toulouse et est accusée d'immobilisme et de pacifisme par la première position. À Bordeaux, ces désaccords aboutissent à une scission interne à la C.N.T. en exil puisque le groupe pour le terrorisme et l'action armée quitte l'organisation et fonde dans la deuxième partie des années 1960 le Centre d'Études Sociales de Bordeaux au numéro 9 de la rue du Muguet. Ce centre n'a pas trait à la politique en Espagne mais se concentre sur la promotion de la culture libertaire et la culture espagnole¹¹⁹. Ces luttes directes contre le régime franquiste créent des réseaux entre l'Espagne et la France mais aussi dans l'ensemble des communautés d'Espagnols libertaires en exil en France, particulièrement implantées dans le sud-ouest.

Une autre forme de lutte s'est développée en parallèle de la lutte armée et clandestine et s'apparente davantage à un militantisme courant. En réaction à la répression violente du fascisme espagnol contre des opposants au régime, des mobilisations de soutien et des actions sont envisagées et organisées. Le 10 octobre 1964, une trentaine de membres des Jeunes Libertaires de Bordeaux a réalisé une action au consulat général d'Espagne à Bordeaux : tracts, banderole, cris contre l'Espagne franquiste. Peu avant cette manifestation, deux militants sont rentrés dans le consulat pour demander une audience immédiate au gouvernement de Madrid. Ils ont été reçus par le Chancelier. Cette action a été dispersée peu de temps après par la police¹²⁰. Dix ans plus tard, le tract « Marche sur l'Espagne » revient sur les différentes exactions du pouvoir franquiste. Le 27 septembre 1975, cinq hommes sont assassinés : Otaegui, Bravo, Blanco, Baena, Tovar ce qui fait écho aux assassinats antérieurs de Granados, Delgado, Grimau et du militant libertaire Puig Antich. Aux assassinats s'ajoutent les lourdes peines d'emprisonnement, les tortures et la répression contre les militants du Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriote (F.R.A.P.), de l'E.T.A. et les organisations syndicales clandestines comme la C.N.T. Le tract appel à marcher sur l'Espagne à partir d'Hendaye le 1^{er} novembre 1975 pour accentuer le boycott et l'isolement. À cette occasion, un comité bordelais pour la marche sur l'Espagne s'est constitué regroupant la C.F.D.T., le Comité Espagne Libre 74., la F.A., la L.C.R., l'École Émancipée entre autres¹²¹ Si rien n'indique le déroulé et l'issue de cette marche, les libertaires bordelais sont en première ligne dans

¹¹⁹ *Ibid.* (Discussions hors entretien)

¹²⁰ « Quand les franquistes ont peur », *Le Monde Libertaire*, n°107, décembre 1964, p. 4.

¹²¹ Tract « Marche sur l'Espagne ». Tracts 1976-1981 (1). Fonds de l'Athénée Libertaire.

l'organisation de celle-ci. Un comité Espagne Libre 74 s'est également constitué à Bordeaux au sein de l'A.S.R.A.S. au 7 rue du Muguet. Il s'est structuré à la suite de l'assassinat de Puig Antich le 2 mars 1974 et dépend d'un comité national situé à Paris. Il intime la nécessité pour les libertaires français comme bordelais de se mobiliser en rappelant qu'au procès de Burgos en 1970, l'opposant Izco et ses camarades avaient échappé à la peine de mort grâce à la mobilisation massive internationale¹²². Ces quelques éléments ne suffisent à eux seuls à montrer l'investissement des libertaires bordelais dans la lutte antifranquiste et dans le soutien aux victimes du régime franquiste. En revanche, ils indiquent que ces milieux libertaires de Bordeaux n'ont jamais cessé de lutter au sein d'un réseau de solidarité national voire international et que l'Espagne est intrinsèquement liée à l'anarchisme bordelais.

Dans la même logique, bien que Franco disparaisse le 20 novembre 1975, son régime avec lui, des luttes impliquant ressortissants Espagnols et libertaires bordelais ont perduré. La répression du gouvernement espagnol contre E.T.A. et les divisions internes à ce mouvement ont conduit certains militants basques à se réfugier à Bordeaux. La lutte anti-terroriste en France et en Espagne est acharnée et inculpe certaines personnes au seul titre de leurs idées et appartenance politique. Ainsi, le groupe Durruti de Bordeaux exige la libération et la levée des inculpations contre tous les militants de la C.N.T. d'Euskadi conformément aux consignes de solidarité données par la C.N.T. Un courrier avec cette requête est envoyé au Gobierno Civil de Alava (Vitoria) et au President del audience Nacional (Madrid)¹²³. De même, le groupe Emma Goldman demande la libération définitive des syndicalistes C.N.T. de Vitoria et l'arrêt des poursuites dont ils font l'objet. Le groupe dénonce l'abus de la loi anti-terroriste espagnole et française (septembre 1986) et adresse son courrier au ministre de la Justice espagnole¹²⁴. Un Comité Euskadi a été formé à Bordeaux pour soutenir la lutte basque contre l'autoritarisme franco-espagnol en raison de la proximité géographique avec l'Espagne et du nombre important de réfugiés politiques basques espagnols hébergés à Bordeaux. Certains libertaires bordelais comme des membres de l'O.C.L. y participent¹²⁵.

¹²² Feuille de juillet 1975 du comité Espagne Libre 74. Carton rose et blanc (sans titre). Fonds de l'Athénée Libertaire.

¹²³ Courrier du 1^{er} juillet 1985. Archives du secrétariat du groupe, Année 1985. Fonds de l'Athénée Libertaire.

¹²⁴ Courrier du 5 décembre 1987. Activités 1987 EG. Fonds de l'Athénée Libertaire.

¹²⁵ Bilan d'activités de l'année 89-90. Archives FA années 90. Fonds de l'Athénée Libertaire.

Bordeaux sert d'avant-poste pour les militants dans la lutte contre l'autoritarisme mais aussi d'avant-poste pour la répression des États en question. Le tract « Quatre républicains espagnols arrêtés à Bordeaux » du comité de soutien à la lutte des peuples d'Espagne à Bordeaux renseigne sur la place de Bordeaux dans ce système répressif. Des antifascistes espagnols ont été arrêtés le 14 avril 1978 en France et ils sont incarcérés dans la prison de Gradignan. Le tract mentionne les coordinations des polices françaises et espagnoles dans l'arrestation des membres de la Convention Républicaine en Espagne et de l'Alliance Ouvrière Anarchiste (A.O.A.), avec Bordeaux comme toile de fond¹²⁶. Le tract « Le droit d'asile politique n'existe plus en France ! » du Comité d'Étudiants Basques à Bordeaux renseigne sur le cas de Vicente Aldalur Larranaga. Il s'agit d'un militant antifasciste espagnol qui, le 12 avril 1978, a posé une bombe au siège du syndicat patronal Association Démocratique d'Entreprise de GUIpuzcoas (A.D.E.GUI.) à San Sebastian. Blessé, il force la frontière française et trouve refuge à Bordeaux où il est hospitalisé à l'hôpital Pellegrin. Il est renvoyé le 19 avril 1978, sans procédure d'extradition ni respect du droit d'asile politique, dans le plus grand secret et dans un état de santé grave, aux autorités espagnoles¹²⁷. Ces quelques exemples de luttes et soutiens montrent que de nombreux collectifs se forment ponctuellement ou durablement en réaction à cette lutte anti-terroriste aveugle. À Bordeaux, les libertaires sont très investis dans ces comités et dans ces réseaux de lutte anti-autoritaire entre la France et l'Espagne à l'image de la C.N.T. et des groupes Durruti et Emma Goldman qui s'opposèrent à l'arrestation arbitraire de la journaliste bordelaise Catherine Totorica, soupçonnée d'avoir hébergé avec son mari un réfugié basque¹²⁸. Idem avec le groupe Emma Goldman et le C.E.L. qui se sont investis dans le Comité de soutien à Jean-Philippe Casabonne à Bordeaux, étudiant bordelais emprisonné arbitrairement en Espagne du 6 juillet 1987 jusqu'en juin 1993 soupçonné à tort d'être en lien avec les actions terroristes de l'E.T.A.¹²⁹.

¹²⁶ Tract « Quatre républicains espagnols arrêtés à Bordeaux » (s.d.). Tracts 1976-1981 (2). Fonds de l'Athénée Libertaire.

¹²⁷ Tract « Le droit d'asile politique d'existe plus en France ! » (s.d.). Tracts 1976-1981 (2). Fonds de l'Athénée Libertaire.

¹²⁸ Sans titre. Durruti A. Fonds de l'Athénée Libertaire.

¹²⁹ *Nouvelles du Front* du 25 février 1991, n°1. CLEA 1981-1994 et Bilan d'activités de l'année 89-90. Archives FA années 90. Fonds de l'Athénée Libertaire.

Les liens entre les libertaires bordelais et l'Espagne sont très étroits et ne se limitent pas au contexte de la dictature de Franco. Ils sont probablement entretenus par le souvenir de la Retirada et des diasporas espagnoles à Bordeaux mais pas uniquement. Il apparaît clairement qu'il s'agit d'une longue tradition militante et de solidarité entre les militants des deux pays et plus particulièrement entre les deux Pays basques, avec Bordeaux en arrière-plan. Malgré la frontière géographique et étatique, les militants et les idées anti-autoritaires circulent entre deux espaces politiques. Les événements espagnols marquent particulièrement les milieux libertaires bordelais et participent à leur évolution. La conjoncture politique espagnole engendre des terrains de luttes dans lesquels les libertaires bordelais s'investissent. Elle contribue donc au dynamisme et à la vigueur des milieux libertaires girondins. Pour continuer d'approfondir ce point, intéressons-nous maintenant au développement parallèle de la C.N.T. en exil et de la C.N.T. française à Bordeaux au cours de notre période d'étude.

C/ La fin du régime franquiste : un bouleversement des rapports entre la C.N.T. espagnole et la C.N.T. française ?

Les deux C.N.T. évoluent à Bordeaux de manière parallèle ce qui engendre des liens de solidarité comme des tensions. Les parties précédentes ont déjà donné quelques éléments de réponse quant au développement conjoint de ces deux organisations syndicales. Il convient ici d'apporter quelques précisions sur les attaches qui existent entre elles et leur nature. La C.N.T. en exil adhéraient à la C.N.T. française surtout pour payer une cotisation symbolique ce qui explique pourquoi la C.N.T. française était majoritairement composée sur le papier d'Espagnols¹³⁰. Ce qui s'apparente à une coquille vide jusqu'à l'élan post-1968 s'investit donc dans la lutte antifranquiste et sert aussi de pilier pour l'édition des organes de presse de la C.N.T. en exil après l'interdiction de ceux-ci par le gouvernement gaulliste fin 1961¹³¹. Ces efforts solidaires de la C.N.T. française pour la C.N.T. en exil ont considérablement nui au développement de l'organisation française, ont épuisé ses maigres ressources et l'ont

¹³⁰ LONCLE. Julien, *Histoire d'un courant anarcho-syndicaliste français : la CNT de 1945 à 1995*, mémoire de maîtrise sous la direction de Georges UBBIALI et Jean VIGREUX, Université de Bourgogne, 2002, p. 45.

¹³¹ *Ibid*, p. 46-47.

détourné de son premier objectif défendu qui était le syndicalisme¹³². Au-delà de ces constats délétères, un dense réseau a perduré de longues années dans tout le sud-ouest autour de la solidarité entre anarchistes français et espagnols ; et principalement entre Bordeaux, lieu important de la Retirada et proche géographiquement de l'Espagne, et Toulouse, siège de la C.N.T. en exil.

Contrairement à la logique qui s'impose, la mort de Franco le 20 novembre 1975 et l'autorisation à nouveau des syndicats révolutionnaires en Espagne l'année suivante ne signifient pas la fin immédiate de la C.N.T. en exil à Bordeaux comme en France. Dans les faits, la dictature franquiste se prolonge jusqu'à la proclamation de la Constitution démocratique de 1978. Mais *de facto*, les deux organisations prennent rapidement une totale indépendance : la C.N.T. française se détourne de la lutte antifranquiste et les Espagnols se désengagent de la C.N.T. française. Mais, les militants espagnols investis dans cette organisation sont dans la deuxième moitié de leur vie et sont durablement implantés à Bordeaux. 35 ans après leur arrivée, très peu de ceux de la première génération de la Retirada rentrent au pays. Alors, ils continuent à s'investir de la même manière qu'avant la fin du régime franquiste jusqu'à ce que l'organisation en exil périclite, faute de raison d'exister et de nouveaux militants.

En 1978 (ou 1979), les deux C.N.T. bordelaises souhaitent organiser un meeting public sur une place de Bordeaux avec comme invité une figure révolutionnaire. Les Espagnols souhaitent faire venir Federica Montseny mais les cénétistes français, dont fait partie Michel Caravera, refusent car c'est une figure de la révolution espagnole. Les Français veulent une figure révolutionnaire davantage universelle pour ne pas se limiter à la révolution espagnole. Dans le cas du non-respect de cette exigence, la C.N.T. française ne participerait plus au meeting. Un mois plus tard, entre 70 et 80 Espagnols quittent le syndicat du bâtiment de la C.N.T. française à Bordeaux¹³³. De grandes tensions existent donc entre les deux C.N.T. bordelaises, notamment sur le sujet de la révolution espagnole alors que le régime franquiste n'existe plus. D'autres oppositions existent entre ces deux organes mais concernent surtout les relations humaines entre militants. Elles ne sont pas suffisamment documentées pour en

¹³² *Ibid*, p. 48.

¹³³ *Germinal Vallès & Michel Caravera, Athénée Libertaire, 15 mars 2013*. Entretien réalisé par Thomas Aimar, images Jean-Pierre Ramine.

faire état ici et ne doivent en aucun cas occulter la longue coopération entre les deux organisations. Par ailleurs, si aucune source n'a été trouvée pour déterminer la fin de la C.N.T. en exil à Bordeaux, le premier congrès en décembre 1978 à Madrid de la C.N.T. espagnole semble correspondre à un important déclin. À cette occasion, un accord était en effet en cours de négociation pour faire de la C.N.T. en exil un appendice régional extérieur de la nouvelle C.N.T. espagnole. Les militants libertaires bordelais Emilio Travé et Valeriano Espiga, pourtant l'un contre l'autre au sein de la C.N.T. en exil, refusent de reconstituer l'organisation sous cette forme et adhèrent à la C.N.T. française¹³⁴. La renaissance de la C.N.T. espagnole marque le début de la fin de la C.N.T. en exil et contraint les vieilles générations militantes espagnoles à modifier leur militantisme qui n'avait pas réellement changé depuis 1939.

Malgré la poursuite de l'activité de la C.N.T. en exil bordelaise au cours des années postérieures à la fin du régime franquiste, la recréation de la C.N.T. en Espagne suscite l'intérêt et la curiosité des acteurs libertaires bordelais. Le meeting du 27 mars 1976 à San Sebastian de los Reyes à Madrid est l'acte de renaissance officielle de la C.N.T. en Espagne. À cette occasion, des libertaires bordelais, comme Joachim Salamero et quelques-uns de ses camarades, se rendent en voiture sur place pour participer à cet événement historique et rapporter des informations dans les cercles bordelais¹³⁵. De la même manière, le premier meeting de masse de la C.N.T. à Montjuic le 2 juillet 1977 près de Barcelone réunit plus de 300 000 personnes (estimation médiane) dont plusieurs libertaires bordelais puisque des départs de cars étaient organisés par la C.N.T. en exil bordelaise¹³⁶. Joachim Salamero participe également à ce meeting puis se rend à Madrid avec Alexandre Hébert pour rencontrer le secrétariat national de la C.N.T. espagnole qui était en pleine reconstruction. En accord avec le bureau confédéral et l'union départementale F.O., la minorité anarcho-syndicaliste parvient à obtenir une aide financière du syndicat réformiste pour la nouvelle C.N.T. espagnole. Le bureau confédéral F.O. a en effet intérêt à la reconstitution de la C.N.T. en Espagne, c'est-à-dire une centrale syndicale indépendante, puisque le paysage syndicaliste européen est largement dominé par les chrétiens (C.F.T.C.) et les staliniens (C.G.T.). Deux entrevues ont été menées avec le secrétaire national de la C.N.T. espagnole qui aurait refusé

¹³⁴ Michel Caravera, *Athénée Libertaire*, 1^{er} mai 2013. Entretien réalisé par Thomas Aimar, images Jean-Pierre Ramine.

¹³⁵ Joachim Salamero. Entretien du 7 décembre 2020.

¹³⁶ Michel Caravera, *Athénée Libertaire*, 1^{er} mai 2013. Entretien réalisé par Thomas Aimar, images Jean-Pierre Ramine.

l'aide portée par Joachim Salamero et Alexandre Hebert en disant en substance : « Mais non camarades, bientôt c'est vous qui aurez besoin de nous »¹³⁷.

L'effervescence que soulève la renaissance de la C.N.T. en Espagne est à double tranchant pour les milieux libertaires bordelais. Cette résurgence concrétise une quarantaine d'années d'espoir et de lutte antifranquiste mais soustrait la légitimité de l'existence de la C.N.T. en exil. En revanche, la fin de l'organisation en exil permet à la C.N.T. française de se concentrer sur son développement, de capter davantage de militants en l'absence d'organisation concurrente et de pouvoir compter sur la centrale cénétiste espagnole voisine.

Les liens indissolubles entre les libertaires de Bordeaux et d'Espagne sont anciens et tenaces. Ils revêtent plusieurs aspects et perdurent jusqu'à notre période d'étude. L'apport des libertaires espagnols dans les milieux anarchistes bordelais est considérable et se cristallise dans ce mémoire autour du contrecoup politique apporté par la deuxième génération. La lutte contre le franquisme et contre l'autoritarisme franco-espagnol occupe une grande place dans le militantisme libertaire. Cette tradition de soutien de Bordeaux vers l'Espagne fait partie d'un vaste système et réseau de solidarité, majoritairement présent dans le sud-ouest de la France. Dans le prolongement de ces liens enchevêtrés, l'émergence de la C.N.T. en Espagne correspond à un moment de mutation des rapports militants dans les sphères libertaires. L'Espagne libertaire est un des points essentiels de cette étude et pourrait être le fil rouge d'une étude sur l'anarchisme bordelais au XX^e siècle tant la place qu'elle occupe est importante. À ce propos, il convient d'étudier la place qu'occupe Bordeaux dans le paysage anarchiste français pour déterminer s'il s'agit ou non d'une place forte.

¹³⁷ Joachim Salamero. Entretien du 7 décembre 2020.

III – Bordeaux : une place forte de l’anarchisme ?

Le musée d’Aquitaine montre que la région de Bordeaux occupe depuis longtemps un statut économique, géographique et politique important dans l’espace français. En est-il de même pour l’anarchisme ? Est-ce que Bordeaux constitue un pilier central pour l’anarchisme en France, et si oui, comment appréhender ce statut ? Malgré son riche passé anarchiste, il s’agit de savoir si l’on peut corrélérer longévité et importance du statut pour Bordeaux, et si le statut existant évolue avec les différents évènements contemporains.

A/ Les rassemblements libertaires et militants à Bordeaux

L’étude des rassemblements libertaires et militants à Bordeaux est un nouvel élément pouvant permettre de mieux comprendre les liens qui unissent la région bordelaise avec le paysage anarchiste national voire international. L’organisation des congrès dans des villes apparaît, au premier abord, être déterminée par un facteur purement aléatoire, la seule contrainte étant de varier les lieux pour impliquer tous les groupes militants d’une fédération nationale. Nous avons essayé dans cette partie d’analyser plus en profondeur les raisons politiques et le contexte temporel de ces rassemblements à Bordeaux pour tenter d’en extraire des éléments pertinents. L’hypothèse selon laquelle les rassemblements seraient liés à la stabilité des milieux libertaires bordelais guide notre raisonnement. L’analyse du contexte antérieur et contemporain est la méthode employée pour tenter d’y répondre. Il s’agit de comprendre également si le statut libertaire de Bordeaux évolue dans le temps.

Une part importante des milieux libertaires bordelais dans la deuxième moitié du XX^e siècle est membre de la F.A. Depuis le début des congrès de la F.A. en 1944, deux congrès ont été réalisés à Bordeaux avant la période de notre étude (1952 et 1959) et deux au cours de notre période d’étude : 1967 et 1993. Si nous n’avons pas d’informations équivoques sur les motivations du choix du lieu des congrès, quelques éléments permettent de guider nos suppositions. Le 21^e congrès de la F.A. se déroule du 13 au 15 mai 1967 à Bordeaux. Il rassemble environ 250 délégués de la fédération ainsi que quelques figures révolutionnaires comme Federica Montseny. Ce congrès tente de coordonner des nombreux groupes qui sont en train de sortir de la F.A. en raison de débats idéologiques provoqués en particulier par les idées situationnistes qui ébranlent l’orthodoxie anarchiste. De nombreux groupes et

individuels font scission avec la fédération pour tenter de se coordonner en dehors de celle-ci : Nanterre, Strasbourg, Toulouse, Hyères, Metz-Thionville pour les plus importants. Si les dissidents ne parviennent pas à monter une organisation concurrente de la F.A., la fédération sort tout de même très affaiblie et limitée du congrès de Bordeaux, aussi bien idéologiquement que politiquement, ce qui explique son faible rôle pendant les événements de 1968¹³⁸. Si la F.A. bordelaise ne sort pas de la fédération, c'est que les militants bordelais, et notamment les frères Lapeyre, ont largement contribué à la création et au développement de la F.A. en France. À l'issue du congrès de la F.A. qui s'est tenu à Bordeaux du 31 mai au 2 juin 1952, plusieurs militants sont exclus pour s'être opposés à George Fontenis parmi lesquels Paul et Aristide Lapeyre. Alors que George Fontenis transforme la F.A. en Fédération communiste libertaire, les exclus dont les Bordelais remontent la F.A. en 1953¹³⁹. Aristide Lapeyre a également la responsabilité de l'édition du *Bulletin Intérieur* de la F.A. de la mi-1956 à la mi-1967¹⁴⁰. Jean Barrué milite aussi activement dans la F.A. à partir de 1954 et devient, grâce à son engagement, responsable des relations internationales de la F.A. à partir de 1970¹⁴¹. En raison de l'implication de ces militants dans la recréation et le développement de l'organisation, la F.A. bordelaise ne se trouve logiquement pas dans l'opposition critique au cours du congrès de 1967. En ce sens, Aristide Lapeyre est désigné comme l'un des délégués de la F.A. française au congrès international de Carrare (Italie), organisé par l'Internationale des Fédérations Anarchistes (I.F.A.), qui se déroule du 31 août au 5 septembre 1968¹⁴². Cette nomination confirme les liens politiques pérennes entre la F.A. bordelaise et la fédération. Au regard de la stabilité politique à Bordeaux pour la fédération, on peut supposer que le choix du lieu du congrès de 1967 a pu être déterminé selon ce critère compte tenu de la tension au sein de l'organisation entre plusieurs groupes. De manière plus symbolique, le congrès de 1967 souligne le développement de la F.A. à Bordeaux depuis l'ouverture du local au 7 rue du Muguet en 1963.

De la même manière, le congrès de la F.A. qui se tient à Bordeaux-Cenon du 29 au 31 mai 1993 signifie les liens particuliers qu'entretient la F.A. bordelaise avec la fédération. Il

¹³⁸ ANTONY. Michel, *Chronologie de l'anarchisme francophone et des mouvements et activités utopiques et libertaires*, mise à jour le 19 janvier 2021. <http://www.acratie.eu/Biblio.htm> [Consulté le 10 mars 2021].

¹³⁹ « Paul Lapeyre ». <https://maitron.fr/spip.php?mot28> [Consulté le 10 mars 2021].

¹⁴⁰ « Aristide Lapeyre ». <https://maitron.fr/spip.php?mot28> [Consulté le 10 mars 2021].

¹⁴¹ « Jean Barrué ». <https://maitron.fr/spip.php?mot28> [Consulté le 10 mars 2021].

¹⁴² « Aristide Lapeyre ». <https://maitron.fr/spip.php?mot28> [Consulté le 10 mars 2021].

s'agit en effet du 50^e congrès national de la Fédération Anarchiste. Ce congrès est l'occasion de réaliser une vitrine de l'anarchisme bordelais. Une série de communiqués de presse réalisée par les groupes Emma Goldman et Sébastien Faure invite les journalistes à une conférence de presse organisée par la F.A. bordelaise à l'occasion du 50^e congrès national. La conférence de presse a lieu au 7 rue du Muguet le 30 mai 1993 et les destinataires des invitations sont : Radio Bordeaux Gironde, *Sud-Ouest*, France 3, *Le Monde*, Agence France Presse, TF1, M6, Sud-Radio, R.M.C., France 2, Fréquence 4, *Libération*, Europe 1, R.T.L., WIT.FM, *L'Humanité*, *Le Courrier Français*¹⁴³. Un dossier de presse est également rédigé par Edward Sarboni, secrétaire aux relations extérieures de la F.A., pour mettre en avant les différentes actions des groupes bordelais Emma Goldman et Sébastien Faure et leurs multiples implications¹⁴⁴. Hormis la promotion des groupes F.A. bordelais et l'aspect symbolique du 50^e congrès, ce rassemblement se déroule dans un contexte politique particulier. En effet, le *Journal Officiel* du 23 décembre 1992 annonce l'abrogation des lois anti-anarchistes qui avaient été votées en 1893 et 1894 soit exactement un siècle auparavant. L'article 372 de la loi du 16 décembre 1992 abolit les Lois scélérates qui avait été adoptées pour museler les voix politiques dissidentes, et principalement anarchistes, sous couvert de lutte contre les actes terroristes de la propagande par le fait. L'abrogation entre en vigueur le 1^{er} septembre 1993. Le 50^e congrès de la F.A. revêt donc un caractère historique et symbolique important et ce contexte législatif est largement exploité dans la communication de la fédération comme des groupes F.A. bordelais. Nous pouvons aussi supposer que ce congrès souligne une décennie de grande activité pour la F.A. de Bordeaux et pour l'anarchisme bordelais en général puisque les années 1980 et le début des années 1990 est une période très dynamique. Alors que les frères Lapeyre sont décédés, il apparaît clairement que Bordeaux occupe une place encore importante dans la Fédération Anarchiste, 25 ans après le dernier congrès. La démonstration a été faite que les lieux des congrès de la F.A. ne sont pas déterminés par le hasard mais sont les miroirs de situations politiques et militantes à plusieurs échelles.

Deux congrès de l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.) ont eu lieu à Bordeaux au cours de deux années consécutives. L'A.I.T. regroupe de nombreuses

¹⁴³ Série de courrier daté du 26 mai 1993. FA. EG. Fonds de l'Athénée Libertaire.

¹⁴⁴ Dossier de presse. Archives FA années 90. Fonds de l'Athénée Libertaire.

organisations anarcho-syndicalistes comme la C.N.T. A.I.T. en France et la C.N.T en Espagne. Le premier congrès se déroule du 1^{er} au 4 avril 1987 et rassemble de nombreuses délégations internationales dont la Confédération Ouvrière Brésilienne (C.O.B.) qui s'est reconstituée en 1986 et intègre l'A.I.T. à l'occasion de ce congrès¹⁴⁵. L'année suivante, le 18^e congrès de l'A.I.T. a lieu également à Bordeaux sur trois jours et réunit des anarchistes du monde entier¹⁴⁶. Si rien n'indique la raison de la tenue de ces deux congrès à Bordeaux d'une année sur l'autre, ils sont l'occasion d'aborder, de manière concise, le rôle de la C.N.T A.I.T. bordelaise dans l'anarcho-syndicalisme international. La C.N.T. française a largement soutenu la C.N.T. espagnole en exil au cours du régime franquiste, et notamment dans les villes de Bordeaux et Toulouse. À Bordeaux, Paul Lapeyre joue un grand rôle dans la formation de la C.N.T. française puisqu'il participe au congrès constitutif de la C.N.T. française en 1946 à Paris, puis devient secrétaire confédéral de la C.N.T. de la fin des années 1970 jusqu'au début des années 1980. Il est aussi à la tête d'un mandat international de l'A.I.T. au cours de cette période¹⁴⁷. Jean Barrué quant à lui est secrétaire de la 8^e Union régionale de la C.N.T. dans les années 1940-1950 dont Bordeaux fait partie. De la même manière que pour la F.A., les acteurs libertaires bordelais sont très impliqués dans la création et le développement de la C.N.T. A.I.T. française. Il s'agit d'une génération militante bordelaise très féconde politiquement puisqu'elle contribue à façonner l'anarchisme français voire international. L'action de ces figures motrices indique l'aura libertaire de la région bordelaise. L'organisation de ces deux congrès de l'A.I.T. à Bordeaux donne suite à ces investissements passés. De la même manière que pour la F.A., ces congrès coïncident avec un important développement de la C.N.T. à Bordeaux depuis les conflits et succès syndicaux du début des années 1980 : création de syndicats, grèves plus ou moins victorieuses, augmentation du nombre de syndiqués.

D'autres congrès de nature différente ont eu lieu à Bordeaux et donnent quelques clés de compréhension sur l'intensité des liens militants dans les cercles libertaires bordelais. Pour autant, ils ne feront pas l'objet d'une étude similaire à celle des congrès de la F.A. en raison d'un manque de sources ou d'une pertinence moins élevée. Du 24 au 28 août 1983, la Libre-Pensée organise son congrès national annuel à Bordeaux. Il rappelle les liens étroits

¹⁴⁵ *La Lettre du CDES*, n°4, avril-mai 1987. Tract Divers. Fonds de l'Athénée Libertaire.

¹⁴⁶ « L'AIT en congrès à Bordeaux », *Le Monde Libertaire* du 14 avril 1988, n°703, p.9.

¹⁴⁷ *Germinal Vallès & Michel Caravera, Athénée Libertaire, 15 mars 2013*. Entretien réalisé par Thomas Aimar, images Jean-Pierre Ramine.

qu'entretiennent libertaires bordelais et libre-penseurs, certains militants pouvant appartenir aux deux et promouvoir ces milieux qui partagent un grand nombre de points communs idéologiques. Les frères Lapeyre, Joachim Salamero, Marc Prévotel sont quelques-uns des militants libertaires qui ont activement développé et participé à la Libre-Pensée girondine. Aristide Lapeyre était conférencier national de la Libre-Pensée et a réalisé de nombreuses tournées dans toute la France¹⁴⁸. Joachim Salamero fut délégué de la Gironde à tous les congrès nationaux de 1970 à 2010, élu à la commission administrative nationale puis au bureau national durant plusieurs années et fut président de la fédération nationale entre 1996 et 2007¹⁴⁹. En somme, ce congrès organisé à Bordeaux gratifie l'implication girondine et libertaire, de date ancienne, dans la Libre-Pensée.

Les Sections Carrément Anti Le Pen (S.C.A.L.P.) de France réalisent leur coordination nationale à Bordeaux du 13 au 15 mai 1989. Une longue tradition antifasciste existe dans la région bordelaise depuis la lutte antifranciste menée principalement par les libertaires. Une Section existe à Bordeaux à la fin des années 1980 jusqu'à la fin des années 1990. Ces sections se développent de manière générale en lien avec une scène rock alternative et l'on peut observer ce même phénomène à Bordeaux avec On a Faim. Un Collectif Anti Fasciste (C.A.F.) existe au 7 rue du Muguet jusqu'à l'extrême fin des années 1990¹⁵⁰. Il rassemble divers collectifs et groupes militants antifascistes dont Ras l'front et la S.C.A.L.P. De nombreux libertaires font partie du mouvement antifasciste bordelais en raison de leur implication dans la scène *underground*. Ils partagent également les mêmes valeurs, la même culture politique, les mêmes luttes. Un article des libertaires bordelais dans *Le Monde Libertaire* indique en décembre 1989 que la S.C.A.L.P. de Bordeaux est un échec en raison de son isolement et que les libertaires ont pour ambition de créer un tissu antifasciste large, ancré dans la réalité, la vie associative et les quartiers¹⁵¹. Benoist Simmat renseigne effectivement que la S.C.A.L.P., née en 1986 à Bordeaux, « végète jusqu'à ce que les anarchistes la reprennent en main en lui ouvrant les portes du local de la rue du Muguet »¹⁵². Au tout début des années 1990, la F.A.

¹⁴⁸ Joachim Salamero. Entretien du 7 décembre 2020.

¹⁴⁹ « Joachim Salamero ». <https://maitron.fr/spip.php?mot28> [Consulté le 10 mars 2021].

¹⁵⁰ Le compte-rendu de la réunion du 20 décembre 2000 sur les relations militantes du groupe Emma Goldman indique qu'il n'y a plus d'antifascisme militante à Bordeaux. Fonctionnement Fédéral. Fonds de l'Athénée Libertaire.

¹⁵¹ « Antifascisme à Bordeaux », *Le Monde Libertaire* du 21 décembre 1989, n°770, p. 12.

¹⁵² SIMMAT. Benoist, *L'anarchisme à Bordeaux*, mémoire de science politique sous la direction de Jean PETAUX, Bordeaux, IEP, 1995, p. 120.

encadre la Section en créant le Comité Anti-Fasciste (C.A.F.), une structure de convergence dédiée à l'antifascisme et qui regroupent les acteurs politiques intéressés, principalement des libertaires et des marxistes. La Section bordelaise et le C.A.F. sont réunis dans le collectif S.C.A.L.P.-C.A.F. qui se donne pour missions d'informer l'opinion public sur le fascisme, de réaliser des actions directes contre le fascisme et de coordonner les différents acteurs et groupements¹⁵³. La coordination nationale des S.C.A.L.P. à Bordeaux en 1989 avait donc peut-être comme objectif de relancer la Section bordelaise. C'est en tout cas à partir de ce moment-là que l'antifascisme bordelais regagne en importance localement au sein de la F.A. comme dans les milieux étudiants jusqu'au début des années 2000.

Si Bordeaux est historiquement un bastion antifasciste et libertaire, le parti d'extrême-droite présidé par Jean-Marie Le Pen y réalise plusieurs interventions. Un meeting du Parti des Forces Nouvelles (P.F.N.) est organisé le 14 décembre 1984, puis un second avec Jean-Marie Le Pen se déroule le 4 janvier 1985¹⁵⁴. De même, le collectif unitaire antifasciste de Bordeaux manifeste le 23 juin 1987 contre la venue de J-M. Le Pen¹⁵⁵. Le président du Front National (F.N.) revient à Bordeaux le 26 janvier 1997 pour y réaliser un rassemblement¹⁵⁶. Enfin un tract de la Coordination Libertaire Étudiante (C.L.É.) intitulé « Le Pen à Bordeaux : Juppé collabo ! » indique la tenue d'un congrès à Bordeaux Lac du F.N. qui rassemblait 227 élus du parti dont J-M. Le Pen avec l'accord de la municipalité de Bordeaux¹⁵⁷. Si le tract n'est pas daté, on peut supposer que le congrès se déroule après l'élection d'Alain Juppé à la mairie de Bordeaux en 1995. Il existe peut-être d'autres interventions de l'extrême-droite à Bordeaux au cours de la période d'étude mais aucune trace supplémentaire n'a été trouvée. Le rassemblement des S.C.A.L.P. à Bordeaux souligne toute l'activité antifasciste bordelaise, qu'elle soit historique ou contemporaine et s'oppose symboliquement aux interventions fréquentes de l'extrême-droite. Alors que les Sections ne sont pas libertaires à proprement parler, les anarchistes bordelais s'intègrent dans les réseaux antifascistes au nom d'une certaine tradition historique et en raison d'affinités politiques et culturelles partagées. Le choix de Bordeaux pour cette coordination fait écho au contexte politique antifasciste et anarchiste.

¹⁵³ *Ibid*, p. 120-121.

¹⁵⁴ Sans titre. Archives du secrétariat du groupe, Années 1985. Fonds de l'Athénée Libertaire.

¹⁵⁵ Source non classée. Fonds de l'Athénée Libertaire.

¹⁵⁶ Compte rendu de réunion de la C.L.É. du 21 janvier 1997. Archive de la CLE. Fonds de l'Athénée Libertaire.

¹⁵⁷ Tract « Le Pen à Bordeaux : Juppé collabo ! » (s.d.). Archives CLE. Fonds de l'Athénée Libertaire.

L'étude des différents rassemblements libertaires et proches du mouvement libertaire bordelais renseigne sur la place qu'occupe la région bordelaise dans le militantisme national. Les cercles anarchistes de Bordeaux font partie d'autres réseaux militants que des réseaux purement libertaires. Même si chaque point abordé mériterait d'être approfondi¹⁵⁸, nous avons montré que Bordeaux est une place forte militante et libertaire au regard des quelques rassemblements détaillés. Il n'y a pas de rupture ou de bouleversement de statut identifié entre l'après-guerre et notre période d'étude. Il n'y aurait pas de congrès organisés s'il n'y avait pas de socle militant suffisamment solide et pérenne. À l'échelle locale maintenant, il s'agit de déterminer s'il y a une place forte dans la place forte avec l'étude du quartier Saint-Michel.

B/ Le quartier Saint-Michel : la place dans la place

Le quartier Saint-Michel de Bordeaux est depuis le début du XX^e siècle un quartier d'immigration. Au cours des nombreuses vagues d'immigration successives, de nombreux Espagnols s'y étaient établis ou tenaient des commerces. Le quartier Saint-Michel ou la « Petite Espagne » accueillait déjà après la Retirada de nombreux militants libertaires espagnols. Ce vivier politique et libertaire est entretenu par les étudiants qui habitent en nombre dans ce quartier. Au cours des événements de Mai 68, ce quartier est un bastion pour les étudiants en révolte, et plus particulièrement pour les étudiants d'extrême-gauche¹⁵⁹.

L'étude des lieux du militantisme anarchiste à Bordeaux est un moyen d'étayer la présence libertaire dans ce quartier. Si la rue du Muguet n'est pas dans le quartier Saint-Michel puisque la convention veut que le cours Victor Hugo constitue la limite nord, on peut tout de même incorporer l'Athénée Libertaire dans cet ensemble en raison de sa proximité. Le salon de coiffure des frères Lapeyre qui servait aussi de lieu de rendez-vous militant était situé au 44 rue de la Fusterie. De même, les deux adresses successives de la librairie l'En-dehors étaient situées dans le quartier : elle déménage dans les années 1980 du 46 rue du Mirail au 6 rue Saint-François. Le Cercle d'Étude Libertaire possédait son premier local dans la rue Permentade puis s'établit après avec l'O.C.L. au 36 rue Sanche de Pomiers. La C.N.T.

¹⁵⁸ Certains aspects sont en marge du sujet ou en marge de la chronologie de l'étude.

¹⁵⁹ A.D. 33, *Mai 68 en Gironde*, Exposition du 1^{er} décembre 2018 au 12 avril 2019.

Vignoles occupe aujourd'hui cet endroit. L'adresse référencée d'On a faim, le collectif musical en lien étroit avec les libertaires, se trouvait au 35 rue des Faures à la fin des années 1990¹⁶⁰. Des collectifs non-libertaires ont aussi leurs locaux dans ce secteur géographique. L'Association de Solidarité avec Tous les Immigrés (A.S.T.I.), dans laquelle les groupes Durruti et Emma Goldman sont investis, possède son local 11 rue Camille Sauvageau. À l'instar de la rue du Muguet, l'emplacement de la vieille bourse du travail rue Lalande, qui abritait la C.N.T. en exil et la C.N.T. française, n'appartient pas au quartier Saint-Michel mais demeure très proche. Si tous les lieux libertaires ne sont pas implantés dans ce quartier, on observe une forte concentration de ces lieux dans le quartier Saint-Michel et dans les alentours proches tout au long de la période d'étude¹⁶¹.

Cette localisation militante particulière au quartier Saint-Michel s'explique par l'héritage espagnol libertaire mais aussi par un aspect sociologique. Rémi Philton parle d'un « biotope de révoltés dans un Saint-Michel qui n'avait pas été requalifié à l'époque, qui était en travaux et où beaucoup d'étudiants habitaient » dans les années 1980¹⁶². L'épicentre de ce biotope libertaire était la librairie l'En-dehors où enfants d'ouvriers, classe moyenne blanche et petite bourgeoisie intellectuelle, libertaires, situationnistes, cénétistes créaient une dynamique militante très importante. Ces militants, impliqués dans les mouvements de solidarité avec le Nicaragua, dans les luttes de libération nationale, dans les mouvements antimilitaristes, dans des projets autogestionnaires, dans les luttes étudiantes, essayaient de construire des structures politique d'organisation de masse comme celle du Front de Libération de Saint-Michel (F.L.S.M.)¹⁶³. Ce quartier était le dernier quartier de Bordeaux populaire où existait une certaine mixité sociale alors que le reste du centre-ville avait subi une transformation dans le cadre d'une politique d'aménagement urbain menée par la Communauté Urbaine de Bordeaux (C.U.B.). Le F.L.S.M., animé par des libertaires et des jeunes de la C.N.T., s'oppose à la spéculation foncière, à la gentrification provoquée par cette campagne de réhabilitation et lutte pour le droit au logement en général. Il organise trois

¹⁶⁰ *Le Croche-Pattes*, n°0, avril-mai 1999. Le Croche-Pattes. Fonds de l'Athénée Libertaire.

¹⁶¹ Pour davantage de précisions sur les sources, les adresses et les dates, se référer à la partie intitulée « Les déménagements et les scissions : des pertes collatérales ».

¹⁶² Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

¹⁶³ *Ibid.*

journées contre la réhabilitation à Saint-Michel du 8 au 10 mars 1990¹⁶⁴. Ce collectif agrège autour de la lutte contre la réhabilitation du quartier une grande diversité militante et reflète le biotope politique du quartier Saint-Michel.

En l'absence d'autres équivalences trouvées, le quartier Saint-Michel constitue une place forte dans la place forte. Géographiquement d'abord, la concentration des lieux militants libertaires en fait un espace – si ce n'est un territoire – dans la continuité historique des occupations libertaires précédentes. Politiquement ensuite, cette concentration est propice à la lutte, à la solidarité et à la création de réseaux avec d'autres militantismes. Ce biotope fécond amorce des dynamiques susceptibles de renforcer les milieux libertaires à Bordeaux. L'étude spatiale atteint néanmoins une limite puisqu'elle passe sous silence la réalité humaine des cercles militants : les effectifs numériques.

C/ Un cercle réduit de militants : estimations et limites méthodologiques

Les tentatives de calcul du nombre de militants sont des procédés d'analyses courants dans les études sur les libertaires. Elles sont motivées de manière générale par la volonté de quantifier l'action politique. En raison de la grande effervescence de ces milieux politiques et de l'écho provoqué par certains coups d'éclat, la tentation est grande d'imaginer des cohortes de centaines d'anarchistes. Dans la réalité, l'anarchisme en France, quel que soit la période, est porté par un très faible nombre d'individus et les tentatives de chiffrage mettent régulièrement en avant le paradoxe d'une activité politique très soutenue par un faible nombre de militants. Si les analyses numériques sont parfois fondées sur des suppositions ou des approximations, les sources de notre corpus indiquent des chiffres clairs et non sujets à l'exagération.

Les préparations et les comptes rendus des congrès nationaux de la F.A. sont régulièrement l'occasion de faire un état des lieux du militantisme anarchiste bordelais. Dans le compte rendu du congrès de la F.A. à Lyon en 1990, le groupe Emma Goldman, qui est le

¹⁶⁴ « Quartier St Michel à Bordeaux : un petit air de zone libérée durant trois jours », *Courant Alternatif*, n°95, avril 1990, p. 9.

groupe le plus transparent sur son activité, rédige un bilan d'activité de l'année 1989-1990. Ce bilan indique de manière détaillée le nombre de militants par structure et par événements organisés. Le groupe Organisation Communiste Libertaire (O.C.L.) regroupe « quelques militants », c'est-à-dire moins d'une dizaine¹⁶⁵. Le Cercle d'Études Libertaires possède à la mi-temps des années 1990 un noyau dur de 20 adhérents auquel s'ajoutent 30 sympathisants avec un effectif croissant¹⁶⁶. L'école Jacques Prévert est un lieu anti-autoritaire très réceptif aux idées anarchistes et en lien étroit avec le groupe Emma Goldman : une quinzaine d'animateurs principalement libertaires ont en charge 80 élèves. La source indique que la F.A. bordelaise, composée à ce moment-là des groupes Sébastien Faure et Emma Goldman ainsi que de quelques individuels, représente « une vingtaine de militants ». Cet effectif est annoncé « stable depuis quelques années » en raison du relatif succès du local du 7 rue du Muguet. Dans la partie « Atouts du mouvement libertaire à Bordeaux », il est mis en avant une « mouvance numérique assez forte », ce qui doit correspondre à la capacité de mobilisation par les milieux libertaires. Si le groupe Emma Goldman équivaut à une quinzaine de personnes sans les sympathisants, les événements qui mobilise son réseau ouvert attirent davantage de personnes. Une rencontre avec des représentants du S.M.O.T. (Union interprofessionnelle libre des travailleurs – syndicat libre d'URSS) réunit 80 personnes. Deux vidéo-débats sur l'antifascisme amènent au 7 rue du Muguet entre 30 et 40 personnes. Une journée d'information sur le protocole d'accord armée-éducation rassemble 40 personnes. La soirée de soutien à un projet Nicaragua est le plus grand succès de la F.A. bordelais pour cette année puisque 200 personnes viennent au local. La soirée de soutien à la librairie l'En-dehors qui connaît des difficultés mobilise 50 personnes. Enfin, le cortège du 1^{er} mai du groupe Emma Goldman est constitué de 50 personnes également¹⁶⁷. Ces quelques données arrondies à la dizaine permettent de réaliser sur l'année une moyenne de capacité de mobilisation de 40 à 50 personnes, variable selon l'événement et le contexte.

En 1996, la F.A. bordelaise rédige la « Préparation du Congrès extraordinaire de la F.A. d'Automne 1996 » dans laquelle elle indique le nombre de militants de l'organisation à Bordeaux. Le groupe Emma Goldman est composé de sept personnes, le groupe Sébastien

¹⁶⁵ Rémi Philton avance les chiffres de deux-trois personnes. Entretien du 27 janvier 2021.

¹⁶⁶ SIMMAT. Benoist, *L'anarchisme à Bordeaux*, mémoire de science politique sous la direction de Jean PETAUX, Bordeaux, IEP, 1995, p. 131.

¹⁶⁷ Compte rendu du congrès de Lyon FA 1990. Archives FA années 90. Fonds de l'Athénée Libertaire.

Faure de quatre personnes et les individuels sont chiffrés entre quatre et cinq personnes¹⁶⁸. Le groupe Emma Goldman indique que jusqu'à novembre 1995, le groupe « vivotait » puisqu'après le congrès de Bordeaux en 1993, la dizaine de militants du groupe est passée à deux-trois. Il informe également dans ce même document que l'année 1997 a été dure pour le groupe puisque deux militants historiques sont partis. À la suite de ces départs, le groupe décide de créer une nouvelle structure associative qui regroupe une quinzaine de personnes environ à la fin des années 1990 : il s'agit sur Cercle de l'Athénée Libertaire (C.A.L.)¹⁶⁹.

De la même manière que pour d'autres parties de cette étude, le manque de sources à propos de la C.N.T. empêche d'avancer des chiffres fiables. Le Groupe Anarchiste Bordelais (G.A.B.) a été composé d'une dizaine de membres selon la mémoire de Bernard Lareynie¹⁷⁰. Le collectif O.A.F. rassemblerait quant à lui une dizaine de personnes depuis sa création¹⁷¹. Nous n'avons pas trouvé les chiffres des groupes qui ne sont pas mentionnés dans ce propos mais selon les comptes rendus de réunion qui indiquent les présents et les absents, des groupes comme la C.L.É., Durruti, Pépin Cadavre, Soleil Noir, Jeunes Libertaires ont des effectifs qui ne dépassent pas la dizaine hors sympathisants.

Même si l'on peut avancer des chiffres avec précision, il faut utiliser ces données avec précautions, de manière relative. En raison des scissions, des créations de nouveaux groupes ou au nom d'activités libertaires en réseaux, des militants peuvent faire partie de plusieurs groupes pendant la même période, peuvent se retirer d'un groupe pour en intégrer un autre ou continuer de s'investir dans un groupe au nom de la camaraderie sans réelle action. Rémi Philton nuance à juste titre la question de la fin d'un groupe qui ne doit pas obligatoirement se limiter à un aspect purement factuel. Dans le cas du groupe Sébastien Faure, le dernier tract sorti à l'occasion de la guerre du Golfe en 1991 peut être utilisé comme point d'orgue du groupe. Pour autant, le groupe d'amis continue de se voir, continue ses causeries philosophiques et le groupe poursuit sa structure organisationnelle : un noyau dur de militants qui se voit de manière régulière, des sympathisants continuent de graviter autour du groupe et certains payent des cotisations jusqu'à la fin de leur vie à la F.A. au nom du groupe Sébastien

¹⁶⁸ Préparation du Congrès extraordinaire de la F.A. Automne 1996. FA. Fonds de l'Athénée Libertaire.

¹⁶⁹ Compte rendu des activités multi-chouettes du groupe Emma Goldman (s.d.). Courrier FA 1999. Fonds de l'Athénée Libertaire.

¹⁷⁰ LAREYNIÉ. Bernard, *Documents pour servir à l'histoire du Groupe Anarchiste de Bordeaux [GAB] [1980-1985]*, Th245, C.I.R.A. Marseille, p. 68.

¹⁷¹ *La Lettre d'Emma*, n°19, juillet août 1996. Circulaire 97. Fonds de l'Athénée Libertaire.

Faure. La fin de l'activité politique ou du militantisme actif ne signifie pas la fin du groupe en tant que tel¹⁷². Il s'agit donc d'un paramètre à prendre en compte pour une comptabilité très précise. De la même manière, compter les anarchistes, à l'échelle d'une ville par exemple, signifierait que l'anarchisme est une fonction et non une philosophie politique personnelle. Ainsi, à quel moment cesse-t-on d'être militant anarchiste alors que les anarchistes individualistes considèrent par exemple que le militantisme est quotidien ? À cet égard, la plupart des vieilles générations d'anarchistes bordelais sont décédés sans s'être dépourvues des idées libertaires.

Il ne faut donc en aucun cas procéder à une addition simple pour obtenir une estimation totale du nombre de militants libertaires à Bordeaux. Quantifier à l'unité près ces milieux politiques est impossible puisque les éléments qui gravitent autour et les réseaux politiques sont très poreux et variables. D'ailleurs, la notion de sympathisant elle-même peut changer, ce qui modifie de fait la valeur numérique. Dans le cadre du développement de la nouvelle Union Régionale (U.R.) F.A. sud-ouest dont la F.A. bordelaise fait partie, le groupe Durruti participe aux discussions sur la redéfinition du statut de sympathisant de la F.A. et des groupes pour savoir qui accepter ou non dans l'U.R. La définition retenue est celle de personne gravitant autour des groupes et pouvant être inclus à l'U.R. En conclusion de ces discussions, la décision d'inclure ou non les sympathisants appartient aux groupes¹⁷³. Ce débat sur l'intégration ou non des sympathisants dans l'U.R. montre que la définition même de sympathisant est délicate à déterminer puisque ceci induit d'établir des degrés d'implication. En raison de l'élasticité sémantique de ce terme (comme du terme anarchiste), la part des sympathisants dans les milieux libertaires bordelais est difficile à préciser. Aussi, le procédé de quantifier les militants libertaires de l'étude perd de sa pertinence en l'absence de données d'autres villes, à cette période et avec ce dynamisme, pour comparer.

Les milieux libertaires bordelais constituent un cercle réduit de militants au regard des chiffres avancés si l'on effectuait un pourcentage par rapport à la population de Bordeaux et des alentours. Mais, le paradoxe détaillé en début de propos se révèle exact et inaltérable. Les anarchistes continuent de constituer une très petite minorité politique d'un point de vue

¹⁷² Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

¹⁷³ Sans titre. Archives Durruti 1986. Fonds de l'Athénée Libertaire.

numérique. Mais d'un point de vue militant, ils parviennent à constituer de nouveaux modèles politiques et culturels, à s'investir dans de nombreuses luttes, à créer des réseaux de solidarité comme de résistance, le tout sur leur temps libre et sans rémunération. La répression et la surveillance démesurées de la grande dynamique anarchiste par les instances étatiques ou le patronat épousent pleinement ce paradoxe puisqu'à l'origine de l'effervescence, il n'y a qu'une poignée d'individus. Mais certaines figures militantes ont à elles seules un rôle moteur et fédérateur.

D/ Le charisme et le rayonnement de certaines figures libertaires de Bordeaux : le cas particulier du procès d'Aristide Lapeyre

Certains militants anarchistes bordelais sont très impliqués personnellement dans les organisations libertaires et dans le militantisme courant. Ils constituent les moteurs de ces milieux tant par leurs capacités intellectuelles que par leur énergie militante. Une personne se dissocie du nombre par son charisme et son aura fédératrice : Aristide Lapeyre. Seule la fin de sa vie concerne notre étude mais la procédure judiciaire dont il est sujet au cours de ce temps-là sert de cas particulier pour montrer l'étendue des liens qui entoure cette figure.

Le 14 juin 1973, Aristide Lapeyre est appelé à comparaître à la cour d'Assises de Bordeaux pour avortement clandestin ayant entraîné la mort de la bordelaise de 21 ans Jeanine Miqueau. Mère d'un enfant de neuf mois, elle se retrouve à nouveau enceinte en octobre 1971 et décide de se faire avorter. Elle entre alors en contact avec Mme Thiriet, trois fois avortée par Aristide Lapeyre, qui la met en contact avec le militant et prête son logement pour les manœuvres. La première manœuvre abortive du 29 octobre 1971 n'ayant pas fonctionné, Aristide Lapeyre renouvela l'opération le 6 novembre 1971. L'injection provoqua une embolie gazeuse intra-cardiaque et la patiente décéda. Son mari porta plainte et Aristide Lapeyre fut inculpé de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner. Outre les dommages et intérêts en faveur de la famille de la défunte, Aristide Lapeyre est condamné le 19 juin 1973 à une peine de cinq ans de prison ferme à l'âge de 74 ans puis emprisonné¹⁷⁴.

¹⁷⁴ *Sud-Ouest* du 20 juin 1973.

Aristide Lapeyre était connu dans les milieux militants pour ses avortements clandestins et ses actions néo-malthusiennes. Il avait déjà été inquiété en mars 1935 dans l'affaire des stérilisés de Bordeaux pour des faits de vasectomies. Il fut remis en liberté en juillet 1935 après quelques mois de détention¹⁷⁵. L'accident de 1971 est le seul incident qu'a connu Aristide Lapeyre dans sa longue activité d'avortement clandestin qui dura 50 ans. Le néo-malthusianisme consiste à limiter le nombre des naissances en prônant l'usage de procédés contraceptifs ou abortifs, pour les hommes comme pour les femmes. Il est porté par les milieux anarchistes français dès la fin du XIX^e siècle en opposition aux politiques natalistes prônées par l'idéologie bourgeoise, patriotique et industrielle. Aussi, est-il un moyen militant pour libérer la femme de son destin de mère : le contrôle de leur corps est un pas supplémentaire vers l'émancipation. Les anarchistes, dont Aristide Lapeyre, constitue une avant-garde dans le processus de légalisation du droit à l'avortement. Aristide Lapeyre est condamné en 1973, soit deux ans avant la loi Veil de janvier 1975 qui légalise l'Interruption Volontaire de Grossesse (I.V.G.). Par son activité militante clandestine comme par l'écho de son procès, Aristide Lapeyre alimente les débats publics en faveur de la légalisation d'une pratique à laquelle de nombreuses femmes ont recours de manière clandestine. Ce procès a eu un large écho puisqu'il s'inscrit dans une période médiatique propice au débat sur le sujet de l'avortement : la contraception est légalisée en 1967, le Manifeste des 343 est publié en 1971, le procès de Bobigny en 1972 attise le débat public, puis peu de temps avant la condamnation d'Aristide Lapeyre, le Manifeste des 331 de février 1973 montre l'hypocrisie du corps médical et de l'illégalité du procédé. Les années 1960 et le début des années 1970 représentent un véritable point de bascule en faveur de la légalité de l'I.V.G. et les anarchistes, sans avoir le monopole des pratiques abortives, en sont une des dynamiques.

L'analyse du procès en lui-même puis des conséquences donne des éléments pour l'étude des liens qui gravitent autour de la personne d'Aristide Lapeyre et plus largement autour des cercles libertaires bordelais. Au cours du procès, plusieurs témoins à décharge ou témoins de moralité en lien avec le militantisme de l'accusé interviennent à la barre pour défendre leur camarade. Federica Montseny intervient en qualité d'ancienne ministre de la santé publique en Espagne, Alexandre Hébert en tant que secrétaire de l'Union Départementale F.O. de Loire Atlantique, Georges Martron aussi comme président de la

¹⁷⁵ « Aristide Lapeyre ». <https://maitron.fr/spip.php?mot28> [Consulté le 16 mars 2021].

fédération girondine de la Libre-Pensée et président de sa mutuelle nationale, Georges Fumé fait partie de ce groupe en fonction de secrétaire départemental du Syndicat National des Instituteurs en Gironde, et enfin Joachim Salamero en tant que secrétaire de l'école rationaliste Francisco Ferrer¹⁷⁶. Les fonctions des témoins de moralité résument à elles seules les principales implications militantes des milieux libertaires bordelais au début des années 1970 : la Libre-Pensée, l'anarcho-syndicalisme dans le syndicat F.O., le milieu de l'éducation populaire et institutionnelle laïque, l'anarchisme espagnol en exil. Avant comme après l'énoncé du verdict du procès, une vaste campagne de solidarité s'organise sous l'impulsion des groupes de la F.A., de la Libre-Pensée nationale et de la Ligue des Droits de l'Homme pour faire libérer Aristide Lapeyre. En effet, peu de temps après son incarcération en juillet 1973, il est victime d'une attaque hémiplegique et la campagne de solidarité met alors la pression sur les pouvoirs publics pour obtenir une grâce médicale du prisonnier. Un Comité de Défense pour Aristide Lapeyre a été constitué autour du procès de l'inculpé. Il regroupe principalement toutes les organisations pour l'avortement libre et gratuit. Une large rencontre est décidée à la fin du mois de juin 1973 entre plusieurs collectifs et mouvements politiques : le Mouvement Libertaire (qui regroupe les anarchistes du sud-ouest), Choisir, le Planning Familial, la C.F.D.T., le P.S., Lutte Ouvrière, les groupes maoïstes, le Groupe Information Santé, le Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception, l'Alliance Marxiste Révolutionnaire, le Mouvement de Libération de la Femme, le P.S.U. Le secrétaire général de F.O. André Bergeron envoie aussi une lettre au ministre de la justice M. Taittinger. Ce comité a également le soutien de la Ligue des Droits de l'Homme, de la confédération F.O., de l'A.S.R.A.S., de l'Organisation Communiste Internationaliste¹⁷⁷. Ce comité pour défendre Aristide Lapeyre montre que le militant est une figure fédératrice et ce contexte si particulier réalise un consensus et une unanimité extraordinaire dans les milieux politiques de gauche et d'extrême-gauche. Dans le même ordre d'idées, André Arru, compagnon de longue date d'Aristide Lapeyre, indique qu'un autre comité de défense se constitue à Marseille à l'initiative de la fédération départementale de la Libre-Pensée des Bouches-du-Rhône dans l'intention d'effectuer une propagande commune avec le comité de défense de Bordeaux¹⁷⁸. Aristide Lapeyre bénéficie

¹⁷⁶ Joachim Salamero. Entretien du 7 décembre 2020.

¹⁷⁷ Courrier du 28 juin 1973 de la fédération de Gironde du P.S.U. Avortement - Contraception. Fonds de l'Athénée Libertaire.

¹⁷⁸ Courrier du 3 juillet 1973 de la fédération départementale de la Libre-Pensée des Bouches-du-Rhône. Avortement – Contraception. Fonds de l'Athénée Libertaire.

d'une grâce médicale à la fin de l'année 1973 mais décède quelques mois plus tard à son domicile des conséquences de l'accident hémiparétique le 23 mars 1974 à l'âge de 75 ans. Il a légué son corps à la faculté de médecine. De nombreux hommages et oraisons funèbres de plusieurs organisations ont été rédigés pour saluer la vie militante et les qualités humaines d'Aristide Lapeyre. Serge Mahé écrit après sa mort « On ne pleure pas Aristide Lapeyre, on essaie de l'imiter »¹⁷⁹. Le procès et la fin de vie d'Aristide Lapeyre mettent en évidence le charisme du militant et l'importance qu'il a joué dans l'opposition politique et l'esprit critique à Bordeaux comme en France. Il illustre à lui seul les notions de réseau ouvert et de porosité militante.

D'autres éléments indiquent qu'Aristide Lapeyre était la grande figure de l'anarchisme bordelais. Joachim Salamero témoigne que c'est par le biais d'Aristide Lapeyre qu'il a adhéré aux idées libertaires et à la Libre-Pensée¹⁸⁰. Des rites sociaux confirment le statut du militant dans ces milieux. Selon ses camarades, les jeunes anarchistes devaient se faire coiffer au moins une fois par les Lapeyre à leur salon de coiffure, 44 rue de la Fusterie pour être en quelque sorte intronisés¹⁸¹. Progrès Travé rapporte aussi que lors de son arrivée à Bordeaux dans les années 1960, son père l'a présenté à Aristide, comme s'il s'agissait d'une forme de reconnaissance politique par la figure charismatique¹⁸². Un groupe libertaire nommé Aristide-Paul Lapeyre voit le jour à partir de l'année 2000 et l'on trouve sa trace à Bègles jusqu'en 2002 mais peu d'informations ont été trouvées à son sujet. Selon Philippe Arnaud, ce serait plus ou moins une suite du groupe Sébastien Faure, ce dernier ayant changé de nom en raison de dettes avec la F.A. mais rien n'est moins sûr¹⁸³. Ce groupe au nom des frères Lapeyre est l'ultime forme d'hommage chez les libertaires. L'utilisation du nom d'une figure libertaire reconnue pour nommer un groupe est un procédé très courant et très symbolique. Aristide Lapeyre « avait assumé la succession de Sébastien Faure dont il parlait toujours avec admiration »¹⁸⁴. Le groupe Sébastien Faure s'était nommé en hommage à celui-ci et a changé peut-être de nom pour ceux des frères Lapeyre. Si rien n'indique qu'il s'agit du même groupe, Aristide Lapeyre a acquis le même statut que son maître à penser, celui d'égérie militante et

¹⁷⁹ « Aristide Lapeyre est mort... », *L'Anarcho-Syndicaliste*, n°9, avril 1974, p. 1.

¹⁸⁰ Joachim Salamero. Entretien du 7 décembre 2020.

¹⁸¹ *40 ans de l'Athénée Libertaire, 17 mai 2003*. Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

¹⁸² Esmeralda et Progrès Travé. Entretien du 19 octobre 2020.

¹⁸³ Philippe Arnaud. Entretien du 21 octobre 2020.

¹⁸⁴ « Aristide Lapeyre est mort... », *L'Anarcho-Syndicaliste*, n°9, avril 1974, p. 1.

intellectuelle libertaire. Le même procédé d'hommage par utilisation du nom du défunt – ou nécronyme – s'observe pour Jean Barrué. Philippe Arnaud fonde le cercle Jean Barrué en 2002 pour rendre hommage au militant qui l'a inspiré et qui a activement milité dans les milieux anarchistes bordelais et français¹⁸⁵.

Aristide Lapeyre est une figure militante qui agrège et fédère autour d'elle plusieurs fractions politiques et militantes. Le cas particulier de son procès et de la fin de sa vie est l'épisode le plus éloquent. Le décès de cette figure marque un tournant dans le collectif humain bordelais puisqu'il s'agissait d'un des militants les plus expérimentés et les plus reconnus à Bordeaux, en France voire à l'international. Pour autant, il ne faut pas considérer Aristide Lapeyre comme la seule figure charismatique. Les différentes oraisons funèbres et hommages que nous avons pu consulter distinguent d'autres acteurs majeurs et moteurs sur la période comme Jean Barrué, Gilles Durou, Marc Prévôtel, Joachim Salamero entre autres. La force des milieux libertaire vient autant – si ce n'est plus – de la conviction motrice des militants que des organisations politiques et syndicales anarchistes.

Les analyses des différents éléments mis en avant indiquent bien que Bordeaux est une place forte libertaire ou revêt en tout cas un statut particulier dans les réseaux libertaires et sympathisants. L'accueil de rassemblements importants, le quartier Saint-Michel comme cadre pérenne, un effectif réduit mais stable, efficace et déterminé, des figures fédératrices et d'envergure à l'image d'Aristide Lapeyre sont d'autant de facteurs qui appuient cette thèse. Le statut de l'anarchisme bordelais n'a pas réellement changé depuis l'après-guerre, ce qui en fait à la fois une force de stabilité mais aussi un frein aux changements militants.

Pour conclure ce premier chapitre, nous pouvons réaffirmer la formule de départ : « historiquement ça continue ». Il existe bel et bien une suite logique avec la période qui précède notre étude. Il n'y a pas de réelle fracture dans le temps causée par des événements tels que ceux de Mai 68. Les liens et les réseaux qui régissent tacitement les milieux libertaires bordelais ont perduré dans le temps grâce aux générations de militants et à la constance de l'engagement des acteurs. L'analyse de l'histoire de Bordeaux apporte des éléments de réponses avec notamment l'immigration espagnole qui diffuse ses idées libertaires tout au

¹⁸⁵ Philippe Arnaud. Entretien du 21 octobre 2020.

long du milieu du XX^e siècle. L'anarchisme espagnol enrichit celui de Bordeaux et réciproquement. Ceci contribue au statut de l'anarchisme bordelais et l'on peut avancer avec certitude que les milieux libertaires à Bordeaux seraient bien plus moribonds et moroses sans l'influence ibérique. Si l'anarchisme à Bordeaux n'a pas le même statut que celui à Paris au regard des effectifs et de l'influence, il possède une identité bien marquée et donc une culture politique anarchiste spécifique : des militants reconnus, un enchevêtrement libertaire franco-espagnol, une scène *underground* unique, un local rue du Muguet vieux de près de 60 ans.

Chapitre 2. L'Athénée Libertaire : lieu historique et pôle de l'anarchisme bordelais

Le local de l'Athénée Libertaire, situé au 7 rue du Muguet à Bordeaux, est une des pierres angulaires de l'anarchisme bordelais. Il constitue le facteur principal de sa continuité malgré les scissions, les conflits, les crises et les renouveaux. Ce local est conçu dès le départ dans sa gestion pour durer et pour accueillir toutes les tendances anarchistes de Bordeaux. Espace autogéré, son ouverture d'esprit militante a fluctué en grande partie par deux positions générationnelles différentes dans le militantisme. Le local demeure pour autant un pôle de convergence, une sorte de carrefour de l'anarchisme, un lieu dans lequel les groupes et collectifs peuvent s'implanter et évoluer. Ce lieu est encore ouvert aujourd'hui ce qui témoigne de son importance et de sa vitalité. Pour autant, la longévité du local a pu être parsemée de problèmes qui éclairent les relations au sein des réseaux entre les différentes organisations et groupes. L'Athénée Libertaire regroupe en lui de nombreux enjeux politiques qui ont animé le dernier tiers du XX^e siècle, propres à l'anarchisme comme à l'histoire politique en général. Ce local est à la fois un lieu d'expérimentation politique et sociale, un lieu de vies militantes et un pôle structurel.

I – Étude de cas d'une structure libertaire : essai d'histoire politique générationnelle

L'achat d'un local est un but partagé entre de nombreux libertaires puisqu'il apparaît souvent nécessaire pour ces milieux politiques de créer un lieu dans lequel les idées et valeurs libertaires peuvent être expérimentées et développées. Ce n'est pas une fin mais un moyen, un outil politique desservant un projet politique et un projet de vie. Dans le cas de l'Athénée Libertaire, plusieurs enjeux découlent de l'acquisition du local et animent la période d'étude : investissement politique sur un pôle, réflexion *via* la génération, questionnement structurel.

A/ L'achat d'un local rue du Muguet : un investissement politique

Le souhait d'acquérir un local pour les libertaires bordelais ne date pas des années 1960 car une première tentative eut déjà lieu au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Le projet débute grâce à l'initiative d'Aristide Lapeyre et non pas vraiment par une volonté collective du futur groupe Sébastien Faure. Après 1945, Aristide Lapeyre adresse une lettre

aux libertaires bordelais ou de Gironde pour l'achat d'un local commun à tous les mouvements libertaires¹⁸⁶. Cette première tentative fut un échec. Aristide Lapeyre renouvelle la demande en 1960 auprès de ses camarades du groupe Sébastien Faure au cours d'une réunion qui, faute de local, se réunissait dans une salle à l'Athénée municipal retenue au nom de l'école rationaliste Francisco Ferrer, association déclarée. Devant 10 ou 15 de ses camarades, il informe l'assemblée qu'un ami, qui souhaite garder l'anonymat, fait don d'une certaine somme d'argent à la condition d'organiser une souscription dans le groupe jusqu'à l'achat d'un local. Les membres du groupe et tous ceux qui le souhaitent s'engagent à verser par mois une somme d'argent à la trésorerie du groupe en fonction de leurs moyens. En 1962, ils décident d'acheter un local au 7 rue du Muguet¹⁸⁷. Le don anonyme s'élevait à 500 000 francs anciens et provenait d'Aristide Lapeyre. Il aurait acquis en partie cette somme par les multiples avortements clandestins qu'il pratiquait. S'il ne faisait pas payer les ouvriers et les anarchistes, les autres – dont certaines bonnes familles catholiques – devaient payer l'intervention médicale¹⁸⁸. Le contexte était favorable à l'acquisition d'un bien immobilier puisqu'à l'après-guerre, les prix dans le secteur foncier étaient extrêmement bas encore au début des années 1960. Dans les années 1990, acheter le même local argent comptant dans le même secteur aurait été impossible compte tenu de l'évolution du marché de l'immobilier et des politiques publiques d'aménagement.

Les statuts sont déposés devant le notaire bordelais M^e Georges Petges le 29 octobre 1962. Les acquéreurs se sont constitués en Société Civile d'Expansion et de Gestion Immobilière (S.C.E.G.I.). Dans les statuts, sont spécifiés les noms des propriétaires et le nombre de parts qu'ils obtiennent en fonction de leur apport financier. Le bien est divisé en 127 parts d'intérêts de 50 nouveaux francs chacune. Le capital social est donc fixé à la somme de 6 350 nouveaux francs. La constitution d'une société d'actionnaires par des anarchistes peut sembler contradictoire. Ludovic Bonleux avance que la constitution en société immobilière était censée contourner les Lois scélérates encore en vigueur, lois qui entraveraient l'acquisition d'un local pour les anarchistes¹⁸⁹. Mais, ces lois n'interdisant pas

¹⁸⁶ *40 ans de l'Athénée Libertaire, 17 mai 2003*. Images et montage par Jean-Pierre Ramine. Nous n'avons pas trouvé la lettre d'Aristide Lapeyre à propos de cette première tentative.

¹⁸⁷ Joachim Salamero. Entretien du 7 décembre 2020.

¹⁸⁸ *40 ans de l'Athénée Libertaire, 17 mai 2003*. Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

¹⁸⁹ BONLEUX. Ludovic, *Le mouvement libertaire à Bordeaux, 1914-1968*, mémoire de maîtrise sous la direction de Bernard LACHAISE, Bordeaux III, 1998, p. 97.

aux anarchistes de posséder un local, l'explication n'est pas valable. Joachim Salamero argumente lui en avançant l'aspect légal : contrairement à la coopérative, la création et le dépôt de statuts de la S.C.E.G.I. devant notaire permet de ne pas être attaqué sur le plan juridique et légal¹⁹⁰. Le siège social de la S.C.E.G.I. est fixé au 44 rue de la Fusterie, c'est-à-dire au domicile d'Aristide Lapeyre. Nous avons évoqué ci-dessous les différents investissements militants des participants à l'acquisition de ce local pour essayer d'en dégager des conclusions¹⁹¹.

- Jean Barrué : ancien communiste, il milite à la F.A. et à la C.N.T. puis au G.A.B., groupe autonome de toute organisation (né en 1902)
- André Dumas : aucune information (né en 1906)
- Gérard Escoubet : militant F.O., il s'investit également dans la F.A. et à la Libre-Pensée (né en 1925)
- Odette Estrade : aucune information (née en 1913)
- Justin, Aristide Lapeyre : militant F.A., libre-penseur, pacifiste, syndicaliste (né en 1899)
- Laurent Lapeyre : militant à la C.N.T., libre-penseur (né en 1913)
- Paul Lapeyre : militant à la C.N.T. et à la F.A., libre-penseur (né en 1901)
- Roger Lehmann : aucune information (né en 1898)
- Vicente Mari : militant de la F.A. (né en 1914)
- Christian Mériot : militant de la F.A., encadre les J.L. (né en 1934)
- François Miller : aucune information (né en 1912)
- Edgard Mouras : aucune information (né en 1906)
- Yves Peyraut : militant à la F.A., la C.N.T., à la L.D.H., à SAT-Amikaro (Union des Travailleurs Espérantistes de Langue Française), encadre les J.L. (né en 1934)
- Joséphine Prévôtel : militante F.O. et F.A. (née en 1912)
- Gabriel Rabeau : aucune information (né en 1900)
- Joséphine Rubiol : aucune information (née en 1926)

¹⁹⁰ Joachim Salamero. Entretien du 7 décembre 2020.

¹⁹¹ Statuts de la S.C.E.G.I. du 29 octobre 1962, p. I - Bis. Archives Statuts. Fonds de l'Athénée Libertaire.

- Joachim Salamero : militant F.O., à l'U.A.S., l'A.S.R.A.S., à la F.A., à la Libre-Pensée, encadre les J.L. (né en 1931)
- Emiliano Vicente : aucune information (né en 1915)
- Jules Vicente : aucune information (né en 1922)

Parmi cette liste des 19 actionnaires anarchistes, deux catégories se détachent : les noms de militants connus sur l'ensemble de la période d'étude et les noms de militants pour lesquels nous n'avons trouvé aucune information dans les sources et dans l'historiographie précédent notre étude. Pour ces derniers, il semble qu'ils se soient investis seulement dans l'achat du local, en qualité de sympathisants des libertaires ou en tant que proches des principaux militants connus. Le groupe Lucifer de la Libre-pensée bordelaise aurait participé à l'acquisition du local et ces militants en font peut-être partie. En revanche, le parcours militant des acteurs connus est cohérent avec la volonté de faire du local de la rue du Muguet un lieu ouvert et partagé entre toutes les tendances de l'anarchisme : anarcho-syndicalistes, individualistes, partisans de l'organisation ou autonomes, éducationnistes. L'ouverture du local en 1963 ne rompt pas les liens antérieurs qui existent comme avec la Libre-Pensée ; et en ce sens ce nouveau local ne constitue pas un renouveau. Il sert de support pour la création de nouveaux projets et pour la construction de nouveaux réseaux : il a une fonction structurelle des liens dans les milieux libertaires. C'est un pôle qui se constitue. Pour autant, cette fonction structurelle apparaît bien plus nettement à la fin des années 1980 et dans les années 1990 qu'au moment de l'ouverture du local. En effet, il n'existe qu'un seul groupe à Bordeaux jusqu'à l'apparition du G.A.B. en 1980, une grande partie de l'énergie est dirigée dans la solidarité avec les Espagnols en exil et contre le régime franquiste, la C.N.T. française est moribonde. Mise à part l'école rationaliste Francisco Ferrer, le Ciné-club du 19 juillet et d'autres actions ponctuelles ou rassemblements, l'achat du local correspond davantage à un investissement politique sur le long terme plutôt qu'un nouveau champ des possibles qui s'ouvre dans l'immédiat en 1963.

Deux phases se distinguent en réalité sur les quarante années d'étude et reflètent un contexte militant propre à Bordeaux. La première, qui s'étend de l'ouverture du local en 1963 à l'apparition du groupe du G.A.B. en 1980 constitué d'une nouvelle génération de militants, correspond à un militantisme libertaire principalement intellectuel, axé sur la culture, l'éducation, la réflexion et la théorie politique. Le militantisme de la deuxième période, de

1980 à 2003, conserve les axes de la culture et de l'éducation mais mute de la forme intellectuelle en une forme mouvementiste : investissement plus important sur le terrain, dans les réseaux de solidarité, forte implication dans les collectifs et associations en lutte. Cette deuxième forme est portée par des militants qui ont une vingtaine-trentaine d'années au milieu des années 1980 et dans les années 1990. Sous la forme mouvementiste, la fonction structurelle du local apparaît bien plus utilisée, notamment à partir des années 1990, que sous la forme intellectuelle par la création de liens davantage réticulaires. En effet, les libertaires, comme l'extrême-gauche dans son ensemble, sont tributaires du mouvement social, ils évoluent avec lui et doivent donc coller à cette réalité pour éviter qu'un décalage se produise. Gaetano Manfredonia identifiait que le projet révolutionnaire libertaire et la propagande qui l'accompagne sont progressivement mis de côté à partir des années 1970 (mais surtout 1980 à Bordeaux) pour privilégier un investissement dans les mouvements sociaux du moment. Ce sont dans les années 1990 que s'amplifient ces changements « devant l'éloignement de l'espoir de voir un changement rapide dans la société française que Mai 68 avait fait naître ». Il ne s'agit plus d'être seulement une force d'opposition mais aussi une force de proposition, sans pour autant rentrer en contradiction avec le projet révolutionnaire¹⁹².

L'achat du local de la rue du Muguet marque un tournant certain pour les milieux libertaires mais ne constitue pas un renouveau militant direct. Cet effet à retardement prend ses sources dans une conception différente du militantisme liée à la génération. La S.C.E.G.I. est le collectif indépendant qui gère le local de la rue Muguet et qui représente donc un volet administratif au sein de l'Athénée Libertaire. Elle a été constituée pour gérer rigoureusement le local mais cristallise autour d'elle certaines tensions.

¹⁹² MANFREDONIA. Gaetano, « Persistance et actualité de la culture politique libertaire », dans BERSTEIN. Serge (dir.), *Les Cultures politiques en France*, Paris, Éditions du Seuil, 2003, p. 298.

B/ La S.C.E.G.I. et la génération : de la forme intellectuelle à la forme mouvementiste

La S.C.E.G.I. existe depuis l'ouverture du local de la rue du Muguet ce qui signifie que ce sont principalement des militants historiques qui en sont membres. Sur le principe, ce collège est indépendant des groupes installés dans le local puisqu'il regroupe les propriétaires des parts du bâtiment. De manière générale, tous sont libertaires et font partie des groupes de la rue du Muguet, surtout du groupe Sébastien Faure à l'origine de l'achat du local. La S.C.E.G.I. s'occupe principalement des volets finance et comptabilité, entretien, travaux, aménagement, et perçoit la cotisation des groupes installés. Au cours de la forme intellectuelle (1963-1980) peu de changements interviennent dans la S.C.E.G.I. La scission qui s'opère au sein du groupe Sébastien Faure en 1980 a peu de conséquences au départ sur ce collège puisque le Groupe Anarchiste Bordelais (G.A.B.) demeure rue du Muguet¹⁹³. La gestion du local et l'appartenance au groupe sont deux choses qui ont été volontairement séparées lors de l'écriture des statuts. En revanche, les relations entre le G.A.B. et la S.C.E.G.I. se sont dégradées et le G.A.B. a décidé de ne pas payer sa part de charges, sa cotisation, et menace de squatter le local de la rue du Muguet, c'est-à-dire d'en interdire l'accès aux autres. Paul Lapeyre, alors président de la S.C.E.G.I., indique que ces menaces sont « pour nous faire céder et obtenir plus de parts de la maison »¹⁹⁴. Si militantisme et gestion sont séparées en apparence, certains groupes souhaitent davantage participer à la prise de décision du collège ou *a minima* être représentés.

Le système de la transmission des parts est juridiquement défini dans les statuts : « Les parts sont librement cessibles entre associés mais, dans le but de conserver à la société son caractère d'association de personnes, il est formellement convenu qu'elles ne peuvent être cédées à des personnes étrangères à la société qu'avec le consentement des associés donné par décision extraordinaire [...] »¹⁹⁵. En cas de décès d'un associé, « la société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants-droit de l'associé décédé et, éventuellement, son conjoint survivant commun en biens, lesquels héritiers ayants-droit et conjoint survivant

¹⁹³ LAREYNIE. Bernard, *Documents pour servir à l'histoire du Groupe Anarchiste de Bordeaux [GAB] [1980-1985]*, Th245, C.I.R.A. Marseille, p. 2.

¹⁹⁴ Sans titre. Archives Durruti 1985. Fonds de l'Athénée Libertaire.

¹⁹⁵ Statuts de la S.C.E.G.I. du 29 octobre 1962, article onze, paragraphe 1^{er}. Archives Statuts. Fonds de l'Athénée Libertaire.

ne sont pas soumis à l'agrément des associés survivants »¹⁹⁶. En dehors des statuts, il existe pourtant une règle tacite déterminée entre les premiers associés pour la transmission de parts quand un militant se retire de la S.C.E.G.I. ou lors d'un décès. Joachim Salamero indique que des précautions écrites étaient prises à l'avance en cas de décès pour transmettre les actions à des camarades du mouvement libertaire bordelais. Cette règle évite le partage des parts avec des héritiers qui ne partagent pas forcément les idées libertaires de leurs parents voire avec des personnes totalement extérieures qui menaceraient les intérêts des milieux libertaires bordelais¹⁹⁷. Ce système tacite a été élaboré dans le but de protéger le local de la rue du Muguet, pour acquérir une stabilité et une pérennité dans le temps. Pour autant, il a pu contribuer à créer une forme d'entre-soi au sein de la S.C.E.G.I. et donc au sein du local. Il a également nui à l'ouverture militante puisque le collège s'est peu à peu réduit en nombre de personnes et les parts se sont concentrées dans quelques mains. La contestation du G.A.B. pour l'obtention de plus de parts met en lumière ces ambiguïtés causées par cette règle tacite. Gérard Mauger note que la probabilité de conflits entre générations augmente si le « droit d'entrée » n'est pas précisément constitué et s'il subit des fluctuations :

« À l'échelle d'un champ, les différences entre les générations (et la potentialité de conflits de générations) sont d'autant plus grandes que sont plus importants les changements survenus dans la définition des postes ou des voies d'accès. Ainsi, les fluctuations du « droit d'entrée » (revu à la hausse ou à la baisse) permettent d'y délimiter des générations qui diffèrent au moins par leur mode de génération. Si bien que les conflits récurrents qui les traversent, entre « détenteurs » des places et des responsabilités et « prétendants » à ces mêmes places, opposent en fait des modes de générations différents : les vieux renvoient les jeunes à leur inexpérience et les jeunes renvoient les vieux à leur archaïsme. C'est ainsi que la probabilité d'apparition d'une nouvelle génération et de conflits de générations dans un champ est d'autant plus élevée que le droit d'entrée et l'ordre des successions sont moins expressément réglés par des normes juridiques explicitement constituées »¹⁹⁸.

La scission du G.A.B. en 1980 a amené la plupart des jeunes militants de la F.A. bordelaise à quitter le groupe Sébastien Faure. Philippe Arnaud, qui a alors 24 ans au moment de la

¹⁹⁶ Statuts de la S.C.E.G.I. du 29 octobre 1962, article onze, paragraphe trois. Archives Statuts. Fonds de l'Athénée Libertaire.

¹⁹⁷ Joachim Salamero. Entretien du 7 décembre 2020.

¹⁹⁸ MAUGER. Gérard, *Âges et générations*, Paris, La Découverte, 2015, p. 60-61.

séparation, indique que Jean Barrué était le seul militant âgé de la scission¹⁹⁹. Gilles Durou, principal animateur de la scission, a 26 ans en 1980. Cette fracture générationnelle d'ordre politique ne se focalise pas sur la S.C.E.G.I. mais elle conduit certains de ces jeunes militants à ne plus s'investir au sein de l'Athénée Libertaire. À titre d'exemple, Gilles Durou intègre l'Organisation Communiste Libertaire après la dissolution du G.A.B. et Philippe Arnaud cesse pour un temps son militantisme à partir de 1981. Même si les questions politiques priment largement sur les questions générationnelles pour cette scission, il s'agit tout de même d'une première remise en cause des membres fondateurs et de leur militantisme par des jeunes militants.

La présidence de la S.C.E.G.I. n'a pas beaucoup alterné au cours de la période étudiée ce qui montre *de facto* une certaine inertie. Le président de la S.C.E.G.I. n'a pas de pouvoir particulier mais c'est lui qui convoque les différentes réunions et qui réalise les différents rappels de cotisations ou rappels à l'ordre. Il impulse en quelque sorte le dynamisme de la S.C.E.G.I. et l'ouverture militante. Le premier président du collège serait logiquement Aristide Lapeyre même si nous n'en avons pas trouvé explicitement la mention. Après son procès et son décès, Paul Lapeyre lui a succédé jusqu'à la fin des années 1980 et peut-être jusqu'à son décès en 1991. Par la suite, Gérard Escoubet assume la charge de président jusqu'à sa mort en 1999. Germinal Vallès succède ensuite, au tournant du siècle, à la tête de la S.C.E.G.I. Si les changements à la présidence du collège n'ont pas réellement d'effets d'un point de vue structurel, l'analyse par le biais générationnel montre qu'ils ont une incidence dans le militantisme courant.

Depuis l'ouverture du local en 1963 jusqu'en 1999, la S.C.E.G.I. a été menée par des militants du groupe Sébastien Faure de la même génération. Rémi Philton, militant de la jeune génération dans les années 1990, rapporte que les membres fondateurs qui étaient des personnes âgées dans les années 1990 ne permettaient pas d'avoir les mains libres au sein du local. Ils donnaient ou non leur assentiment symbolique pour les initiatives de la nouvelle génération qui avait entre vingt et trente-cinq ans. Elle n'avait que peu de marge de manœuvre pour la réalisation de travaux et donc de projets puisque le lieu appartenait symboliquement et historiquement aux membres fondateurs. La nouvelle génération a

¹⁹⁹ Philippe Arnaud. Entretien du 21 octobre 2020.

pourtant pu accéder à la S.C.E.G.I. ce qui montre que ce n'est pas une instance hermétique et purement conservatrice. En 1988, une répartition des parts par achat intègre Carole Louvet (26 ans) et Philippe Boursier (28 ans) du groupe Durruti au collège de gestion²⁰⁰. Rémi Philton renseigne également que Fernando Bronchal, principal animateur du collectif musical On a Faim, faisait lui aussi partie de la S.C.E.G.I. à la fin des années 1980²⁰¹. Pour autant, il semble que l'intégration de ces jeunes qui ont entre 25 et 30 ans n'a pas pu amorcer à ce moment-là la dynamique qui a lieu une dizaine d'années plus tard. Pierre Bourdieu éclaire ce conflit tacite en théorisant les oppositions jeunes et vieux :

« Dans les situations de crise spécifique où l'ordre des successions est menacé, les jeunes qui n'entendent pas se laisser renvoyer à la jeunesse tendent à renvoyer les vieux à la vieillesse ; voulant prendre les responsabilités qui définissent les adultes (au sens de personnes socialement accomplies), ils doivent renvoyer les détenteurs des responsabilités dans cette autre forme d'irresponsabilité qui définit la vieillesse ou mieux la retraite. La sagesse et la prudence que revendiquent les responsables se retournent alors en conservatisme, en archaïsme ou, tout simplement en irresponsabilité sénile. Les derniers venus [...] n'hésitent pas à se pousser, à brûler les étapes et à déterminer avant l'heure la chute dans le passé, le dépassé, bref la mort sociale de leurs prédécesseurs »²⁰².
(P. Bourdieu, 1979a, p.557).

Si cette lecture sociologique ne reflète pas en totalité les rapports humains au sein de l'Athénée Libertaire, elle donne à voir les mécanismes d'opposition qui peuvent exister autour des formes de responsabilité, ici la S.C.E.G.I., et des formes naissantes de paternalisme voire de conservatisme. Une militante signalait pourtant lors des quarante ans du local que Paul Lapeyre a voulu partager le local entre toutes les générations et que l'Athénée Libertaire doit sa survie en majeure partie à Paul Lapeyre et à sa tolérance²⁰³. Ainsi, peut-être que toutes les tensions qui ont perduré depuis des nombreuses années autour de la gestion du local se sont cristallisées autour de la personne de Gérard Escoubet dans les années 1990.

L'entretien avec Rémi Philton informe que l'actuelle librairie du Muguet était squattée dans les années 1990 par une trentaine de chats que les membres fondateurs ainsi que

²⁰⁰ Courrier du groupe Emma Goldman du 16 décembre 1988. Archives 1988. Fonds de l'Athénée Libertaire.

²⁰¹ Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

²⁰² MAUGER. Gérard, *Âges et générations*, Paris, La Découverte, 2015, p. 61.

²⁰³ *40 ans de l'Athénée Libertaire, 17 mai 2003*. Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

d'autres personnes âgées du quartier venaient nourrir tous les jours. La nourriture attirait des rats et les déjections des chats rendaient difficile toute attractivité du lieu²⁰⁴. En parallèle de la nutrition des chats, les membres fondateurs qui dominaient la S.C.E.G.I. étaient en décalage politique avec la jeune génération. Rémi Philton indique qu' « en fait on avait des gens qui étaient âgés mais qui étaient d'un autre monde que le nôtre »²⁰⁵. Il met également en avant que les militants de son âge étaient acceptés parce que le groupe Durruti puis Emma Goldman, dans lesquels ils militaient, faisaient partie de la F.A., de la même organisation que le groupe Sébastien Faure²⁰⁶. Une certaine forme de pouvoir inconscient émanait de la S.C.E.G.I. entre membres fondateurs et nouvelle génération des années 1980-1990. Ce pouvoir est en grande partie fondé sur l'incompréhension causée par un fossé générationnel, politique, militant et culturel. Il existe donc une tension théorique et réelle entre la forme intellectuelle héritée de la première moitié du XX^e siècle et la forme mouvementiste ancrée dans l'extrême-gauche ou gauchisme des années 1980-1990, portée sur l'action directe et l'investissement massif du terrain militant. Pour autant, il n'y a pas une seule façon de militer et de « vivre l'anarchie », toute les formes et applications sont en droit d'exister et de cohabiter²⁰⁷.

D'après les sources, les statuts de la S.C.E.G.I. ne seront mis à jour devant notaire que le 23 mars 2011²⁰⁸. Or, nous avons trouvé en ligne la trace d'une mise à jour plus ancienne des statuts : le 11 juin 2002²⁰⁹. Les statuts ne sont donc mis à jour que quarante ans après leur premier dépôt devant notaire (en l'absence d'autres dates antérieures trouvées pour invalider cette affirmation). La mise à jour de 2002 est écrite à la main à même le texte original des statuts de 1962 ce qui peut indiquer qu'il s'agit là de la première modification. On peut supposer que les parts étaient concentrées entre quelques mains avant 2002 et que cette mise à jour visait à les redistribuer. Le capital social s'élève à 969,01 euros soit 127 parts de 7,63 euros et les détenteurs des parts de la S.C.E.G.I. sont précisés :

- Patrick Aguiar (né en 1959)
- Benjamin Andrieux (né en 1978)

²⁰⁴ Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

²⁰⁵ *Ibid.*

²⁰⁶ *Ibid.*

²⁰⁷ *Ibid.*

²⁰⁸ Sans titre. Archives Statuts. Fonds de l'Athénée Libertaire.

²⁰⁹ <http://entreprises.lefigaro.fr/soc-civile-expansion-gestion-immobilier-scegi-33/entreprise-429132061>

[Consulté le 11 avril 2021]. Les statuts de 2002 sont librement consultables en suivant ce lien.

- Philippe Arnaud (né en 1956)
- Jean-Claude Bernard (né en 1961)
- Laurence Bertier-Peyraut (née en 1967)
- Philippe Boursier (né en 1960)
- Fernando Bronchal (né en 1959)
- Christian Chanteau (né en 1949)
- Julien Deysson (né en 1978)
- José Duran (né en 1934)
- Ronan Goadsoué (né en 1963)
- Jeanine Gonzalez (née en 1930)
- Carole Louvet (née en 1962)
- Élise Mouraz (née en 1913), épouse d'Edgar Mouraz
- Asucena Perez (née en 1941)
- José Maria Perez (né en 1939)
- Rémi Philton (né en 1969)
- Muriel Roblin (née en 1965)
- Joachim Salamero (né en 1931)
- Claire Salardenne (née en 1966)
- Françoise Sicilia (née en 1943)
- Jacky Sicilia (né en 1932)
- Catherine Tenneguain (née en 1960)
- Germinal Vallès (né en 1937)

La modification des statuts intervient au moment de la présidence de Germinal Vallès et donc de l'avènement de la forme mouvementiste au sein de l'Athénée Libertaire et de la S.C.E.G.I. Ceci indique le début d'une nouvelle période militante et politique. En effet, la liste ci-dessus des détenteurs des parts en 2002 montre que la majorité de ceux qui possèdent les parts sont des militants qui avaient entre vingt et trente ans dans les années 1980-1990. La disparition progressive et naturelle des membres fondateurs a bel et bien laissé la place à la génération porteuse de la forme mouvementiste. Dans la logique de notre démonstration, la mise à jour de 2002 intervient avec un retard d'une quinzaine d'années par rapport aux aspirations des

jeunes militants des années 1980-1990. Pour autant, la liste de 2002 indique qu'il ne s'agit pas d'un phénomène absolu puisque des personnes plus âgées possèdent aussi des parts.

L'étude de la S.C.E.G.I. montre qu'en l'espace de quarante ans, deux conceptions militantes se sont succédées de manière naturelle (décès des membres fondateurs) mais aussi structurellement au sein du collège de gestion. Ces changements générationnels ont eu un certain effet dans le militantisme courant. La mort de Gérard Escoubet et l'arrivée de Germinal Vallès à la tête de la S.C.E.G.I. ouvre un champ des possibles et une nouvelle période militante. Si Germinal Vallès ne fait pas partie de la jeune génération (né en 1937), il partage et soutient son ouverture et son dynamisme. Une certaine effervescence naît à la fin des années 1990 et au début des années 2000 autour des trentenaires et de jeunes d'une vingtaine d'années qui s'empare d'un militantisme établi autour de la notion de réseau.

C/ L'avènement de la forme mouvementiste à l'Athénée Libertaire : une nouvelle période politique

La forme mouvementiste, portée principalement par les groupes Durruti, Pépin-Cadavre puis Emma Goldman du milieu des années 1980 aux années 2000, se réalisait au départ dans le militantisme courant mais hors de l'Athénée Libertaire. Alors que l'Athénée Libertaire était fermé la plupart du temps, la librairie l'En-dehors représentait le véritable creuset militant pour les jeunes militants et la forme mouvementiste, un autre pôle²¹⁰. En parallèle, la création de l'association Athénée Libertaire à la mi-temps des années 1980 était une première tentative pour participer à la gestion du local. La collégialité de l'association, la campagne de travaux de 1985-1986 et l'ouverture d'une première librairie garantissaient théoriquement plus de rapports avec la S.C.E.G.I. mais ce fut un échec d'après une militante²¹¹.

Le changement de situation à la S.C.E.G.I. à partir de Germinal Vallès permet aux projets en couaison de se réaliser pleinement entre 2000 et 2010, période au cours de

²¹⁰ Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

²¹¹ *40 ans de l'Athénée Libertaire*, 17 mai 2003. Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

laquelle l'Athénée Libertaire prend sa forme actuelle et où la librairie du Muguet (ouverte en 2003) permet une ouverture régulière du lieu²¹². Ce virage s'observe à travers la consultation par la nouvelle S.C.E.G.I. des militants de la rue du Muguet grâce à un questionnaire sur les travaux et le projet d'aménagement du rez-de-chaussée²¹³. Si ce questionnaire n'est pas daté, des éléments écrits le situe juste avant les travaux pour la Librairie du Muguet, donc aux alentours de l'année 2000. À partir de ce moment-là, un renouveau militant s'observe : des soirées annuelles dites « garbure » sont organisées, des appels à projet militants sont lancés, les 1^{ers} mai sont l'occasion de pots et de rencontres au local, des libertaires d'horizons différents investissent l'Athénée Libertaire. Une certaine effervescence de création politique et culturelle naît en dehors d'une quelconque organisation politique définie. D'après Rémi Philton, il y a la volonté de faire de l'Athénée un lieu semblable aux centres sociaux comme il en existe en Italie ou des maisons du peuple comme au pays basque. Le local de la rue du Muguet peut réellement devenir un centre autogéré, d'expérimentation et un outil pour toutes les luttes²¹⁴, local dans lequel la notion de réseau peut pleinement s'exprimer.

Cette dynamique militante n'est pas sans fondement puisqu'elle est issue directement des mouvements de contestations de 1995 contre le plan Juppé qui amène une nouvelle vague militante rue du Muguet. Il s'agit aussi d'une stratégie d'ouverture politique et militante portée par le groupe Emma Goldman qui souhaite attirer un maximum de personnes, libertaires ou non, grâce à des projets et des animations dans le but de faire vivre le local de la rue du Muguet²¹⁵. Il n'existe pas de fracture brutale entre la présidence de Gérard Escoubet et celle de Germinal Vallès. En 1997, le groupe Emma Goldman décide de créer le Cercle Athénée Libertaire (C.A.L.), une structure associative où les sympathisants peuvent s'investir sans obligatoirement adhérer à la F.A²¹⁶. Ce cercle prend peu à peu de l'importance puisqu'au début de l'année 2000, le C.A.L. est composé de cinq groupes : Emma Goldman, la cantine Mc No, le collectif Chiapas, le Collectif Jeunes Libertaires (C.J.L.) et Nick Latol²¹⁷. Selon la même source, l'Athénée Libertaire – donc la S.C.E.G.I. – a un droit de véto sur les groupes et les

²¹² Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

²¹³ « Projet d'aménagement de l'Athénée Libertaire. Questionnaire. » (s.d.). Sans nom (1). Fonds de l'Athénée Libertaire.

²¹⁴ Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

²¹⁵ *Ibid.*

²¹⁶ Compte rendu des activités multi-chouettes du groupe Emma Goldman (s.d.). Courrier FA 1999. Fonds de l'Athénée Libertaire.

²¹⁷ *Le Croche-Pattes*, n°4, février-mars 2000. Le Croche-Pattes. Fonds de l'Athénée Libertaire.

décisions, il évolue de manière autonome. Il semble donc que le C.A.L. ne remplace pas la S.C.E.G.I. mais qu'il est un outil pour structurer les relations, les liens entre groupes et militants. Le C.A.L. s'inspirerait de l'organisation d'un local libertaire à Nantes²¹⁸. L'alternance de présidence amorce par ailleurs une nouvelle réflexion sur la gestion collective de l'Athénée Libertaire. Le groupe Emma Goldman décide de créer un nouveau compte bancaire en septembre 1999 intitulé Groupe de Réflexion et d'Expression Libertaire. Ce nouveau compte a été créé dans le but de séparer administrativement le groupe Emma Goldman de l'Athénée Libertaire pour un souci de responsabilité : les actions des groupes ne doivent pas avoir de conséquences sur le local²¹⁹. La séparation entre militantisme et gestion est clarifiée et effective. Le comité de gestion comme les groupes souhaitent également doter l'Athénée Libertaire d'une charte précise qui définit les différentes modalités du lieu : cotisations, règles, principes fondateurs, projet politique²²⁰. Une charte est déjà constituée lors de la rétrospective des 40 ans du local²²¹.

Avant 1999, deux des cinq groupes libertaires du C.A.L. de 2000 sont déjà installés aux côtés des groupes Emma Goldman et Sébastien Faure rue du Muguet et font la jonction entre les deux présidences : le collectif Chiapas et Nick Latol. Le collectif Chiapas est né après la révolte au Chiapas mexicain en 1994 dans le but de soutenir cette lutte politique. On trouve sa trace à l'Athénée Libertaire dans les sources en 1996. Il crée une émission de radio nommée *Ya Basta*, parfois *Viva Zapata !* sur la Clé des Ondes²²². Nick Latol est un collectif qui vient en soutien aux prisonniers depuis 1997 (1^{ère} trace trouvée) avec sa revue *Brûlons toutes les prisons*²²³. Il anime une émission de radio *Le bruit et les odeurs* sur la Clé des Ondes à partir du premier semestre 1999²²⁴. Ces deux groupes démontrent qu'il n'y a pas de désert politique avant le décès de Gérard Escoubet, qu'il n'y a pas de tyrannie des anciens sur les nouveaux et que la présidence de la S.C.E.G.I. ne dicte pas de ligne politique. Le collectif musical et libertaire On a faim qui existe du milieu des années 1980 jusqu'au début des années 2000

²¹⁸ Compte rendu de la réunion du groupe Emma Goldman du 23 septembre 1999. Chemise FA Emma Goldman. Fonds de l'Athénée Libertaire.

²¹⁹ *Ibid.*

²²⁰ Compte rendu de la réunion du C.A.L. du 12 avril 1999. Le Croche-Pattes. Fonds de l'Athénée Libertaire. Nous n'avons pas trouvé cette première charte.

²²¹ *40 ans de l'Athénée Libertaire, 17 mai 2003*. Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

²²² *Le Croche-Pattes*, n°0 (avril-mai 1999) et n°6 (avril-mai 2000). Le Croche-Pattes. Fonds de l'Athénée Libertaire.

²²³ *Brûlons toutes les Prisons*, n°4, octobre 1997. Courrier 97. Fonds de l'Athénée Libertaire.

²²⁴ *Le Croche-Pattes*, n°1, mai-juin 1999. Le Croche-Pattes. Fonds de l'Athénée Libertaire.

organise de nombreux concerts à l'Athénée Libertaire. Il montre à lui seul qu'il n'y a pas de changement binaire : d'une période sombre à un âge d'or. L'alternance de la présidence en 1999 marque surtout la fin d'une époque et un changement de mentalité à l'Athénée Libertaire. Une vision commune est désormais partagée entre les différents acteurs politiques de la rue du Muguet.

De manière plus marquée, ce renouveau militant à partir de 1999 s'observe par la création de plusieurs groupes qui portent de nouveaux projets. Dans les mois qui suivent le décès de Gérard Escoubet le 2 février 1999, deux nouveaux groupements sont créés sans qu'il y ait pour autant nécessairement une relation de cause à effet. En premier lieu, le *Croche-Pattes* est créé, un journal libertaire satirique dont les membres se regroupent en un groupement appelé Collectif Jeunes Libertaires (C.J.L.), majoritairement composé d'étudiants²²⁵. Le C.J.L. a comme objectifs la création et l'édition du journal *Croche-Pattes* mais aussi de « recréer un pôle d'attraction des groupes à tendance libertaire dans le cadre de l'Athénée Libertaire »²²⁶. Le C.J.L. travaille à « la mise en place effective d'un réseau » puisqu'il regroupe déjà des militants F.A., C.N.T. et des non organisés²²⁷. La cantine Mc No quant à elle naît après le débat du 27 novembre 1999 « Les résistances au néolibéralisme » à l'Athénée Libertaire et continue son activité jusqu'en 2003. Son nom est une référence à l'anarchiste Nestor Makhno et un moyen d'exprimer son refus des grandes chaînes de distribution de la malbouffe comme Mac Do. Ce collectif apparaît dans un contexte mondial de contestation de la mauvaise alimentation comme les manifestations anti-Mac Do, anti-Organisation Mondiale du Commerce ou encore *Food's not bomb* aux États-Unis. Elle organise des repas collectifs et participatifs à prix libre le dernier samedi de chaque mois à l'Athénée Libertaire ; la première tentative se déroule le 26 février 2000²²⁸. Ils se déroulent en lien avec d'autres initiatives comme des débats, des concerts, des projections, des conférences. La cantine s'inscrit dans la démarche libertaire en raison de son organisation autogérée et par sa volonté de contrer le néo-libéralisme par la suppression des intermédiaires puis la création d'alternatives à la grande distribution. Il s'agit de lier bonne alimentation, responsabilité et conscience politique.

²²⁵ *Le Croche-Pattes*, n°0, avril-mai 1999. Le Croche-Pattes. Fonds de l'Athénée Libertaire.

Il ne faut pas confondre ce collectif avec le Collectif Jeunes Libertaires, section dédiée aux jeunes militants de l'U.T.C.L., qui fusionne en 1991 au profit d'Alternative Libertaire.

²²⁶ *Ibid.*

²²⁷ *Ibid.*

²²⁸ Sans titre. Cantine Mc No. Fonds de l'Athénée Libertaire.

Dans cette logique, des projets de coopérative et de potager autogéré sont entrepris avec l'initiative « potager nature ». Des contacts avec des producteurs locaux sont noués (produits bio et éthique dans la mesure du possible), des réseaux alternatifs liés à l'alimentation sont constitués et des paniers de légumes sont en vente rue du Muguet²²⁹. Cette cantine est directement issue du collectif Chiapas et une partie des recettes servait à financer le projet zapatiste du collectif Chiapas²³⁰. La cantine Mc No comme le collectif Chiapas se situent eux-mêmes dans le courant altermondialisme, en grand essor dans les années 1990. Il permet de transcender les frontières politiques et de s'ouvrir au public. Ceci rejoint la ligne prônée par le groupe Emma Goldman qui a pour but d'encourager le plus possible de personnes à investir l'Athénée Libertaire, et par là même de diffuser les idées libertaires. En somme, la forme mouvementiste se caractérise par son ouverture militante, sa volonté de dépoussiérer l'anarchisme, de redorer l'image politique auprès du public ; et ceci se réalise à travers la création de liens. De nouvelles initiatives politiques, une certaine richesse militante, des projets libertaires en formation, des travaux d'aménagement, une grande diversité de supports utilisés et d'idées défendues sont bel et bien le signe d'un renouveau militant, d'une vigueur politique, d'une nouvelle période politique.

Cette nouvelle période politique semble marquée du sceau du réseau puisque sa mention est récurrente dans les motivations et objectifs des groupes à partir du milieu des années 1990. À titre d'exemple, le groupe Emma Goldman contribue à créer le Réseau d'Action et d'Information Libertaire (R.A.I.L.) en 1995 pour faciliter la coordination des anarchistes bordelais. Cela ne signifie pas que ces groupes et milieux libertaires sont organisés de manière plus horizontale que leurs prédécesseurs. Cette mention indique que c'est à cette période que le réseau devient une idéologie politique commune et partagée avec le reste de la société organisée : les libertaires n'ont plus le monopole des rapports horizontaux.

Ce constat fait écho au phénomène des tiers-lieux en plein essor à partir des années 2010. Si ce phénomène est postérieur aux faits étudiés, il paraît pertinent de déterminer si cette notion peut caractériser le local de la rue du Muguet au tournant du siècle comme dans les années 2010. Dans un numéro de *L'Observatoire* dédié au sujet, Christine Liefoghe définit le tiers-lieu comme « un espace hybride susceptible de faciliter la transition de populations en

²²⁹ *Ibid.*

²³⁰ Entretien informel avec Ludovic Bonleux du 17 octobre 2020.

difficulté, à commencer par les jeunes, vers des pratiques numériques, écologiques et solidaires (réparation, jardins biologiques, etc.) »²³¹. Ces structures protéiformes vont de pair avec le développement généralisé de la société organisée en réseaux. L'apparition des tiers-lieux est le résultat de politiques publiques et d'aménagement du territoire menées tambour battant par l'État notamment sur la promotion du numérique. Laurent Vergnaud détaille les Lieux Intermédiaires et Indépendants, autre application des tiers-lieux, et explique qu'ils « ne récusent pas l'intervention de l'État et des collectivités, au contraire, ils revendiquent la subvention [...] »²³². Si les militants de l'Athénée Libertaire, et les réseaux qui en découlent, partagent les valeurs du collaboratif, du faire soi-même, des communs, du collectif, de l'associatif avec les tiers-lieux, leur militantisme ne s'inscrit pas dans cette mutation des politiques publiques vers l'investissement des territoires. Alors que les tiers-lieux dépendent en grande partie (voire entièrement) des fonds publics, les milieux libertaires prônent l'autogestion et l'auto-financement. Un des pans de la stratégie du développement des tiers-lieux est de légitimer la co-construction des politiques publiques par l'expertise citoyenne, par la (re)création de liens, par le développement de réseaux horizontaux, par la promotion de dynamiques collectives²³³. En raison de la grande dépendance avec l'État, le tiers-lieu de manière générale est vide de toute critique politique et de toute promotion d'un modèle différent puisqu'il évolue dans le cadre même de politiques publiques. À l'inverse, des lieux comme l'Athénée Libertaire promeuvent d'autres modes de fonctionnement fondés sur les valeurs et idées anarchistes. Leur action permet d'élaborer une critique de l'idéologie dominante à deux égards : parce que la critique formulée par ces lieux est extérieure au cadre, à l'objet critiqué, et parce que la création, l'expérimentation et la réussite d'autres modèles sont elles-mêmes une critique. Aussi, l'usage sémantique du troisième lieu, qui vient donc après la maison et le lieu de travail, est difficilement transposable dans les milieux libertaires tant investissement militant et vie personnelle sont parfois entremêlés. En conséquence, quelle que soit la période au cours de laquelle nous étudions l'Athénée Libertaire, ce lieu ne peut en aucun cas être qualifié de tiers-lieu.

²³¹ LIEFOOGHE. Christine, « Le tiers-lieu, objet transitionnel pour un monde en transformation », *L'Observatoire*, n°52, 2018, p. 9-11.

²³² VERGNAUD. Laurent, « Les lieux intermédiaires et indépendants », *L'Observatoire*, n°52, 2018, p. 26.

²³³ *Ibid.*

L'achat d'un local par les libertaires bordelais est l'élément clé qui a permis à l'anarchisme de perdurer à Bordeaux. Il a constitué un pôle attractif sur toute la période mais cette attractivité a pu varier en intensité et en nature. La forme intellectuelle a su tirer profit du local dans les années 1960 et 1970 en lien notamment avec l'important bagage culturel de la diaspora espagnole issue de la Retirada (première et deuxième génération). Mais, l'étude de la S.C.E.G.I. a montré que les membres fondateurs n'ont pas su s'adapter aux aspirations des nouveaux militants des années 1980-1990 de la même manière qu'ils n'ont pas su se positionner aux événements de Mai 1968 et composer avec cette génération militante soixante-huitarde. Progressivement, un décalage s'est instauré entre vieille génération et jeune génération même si la vision binaire est à proscrire. Ce fossé qui a commencé à se réduire à partir de 1995 a été définitivement comblé dans le fond comme dans la forme à partir de 1999 et de ce que nous avons appelé l'avènement de la forme mouvementiste. À la suite de ces analyses fondées sur la structure et la génération, il s'agit de comprendre plus en profondeur le fonctionnement d'un local libertaire.

II – Le fonctionnement d'un local libertaire : une histoire humaine

L'angle d'analyse structurelle peut avoir comme effet délétère de passer sous silence l'histoire humaine. L'histoire politique et *a fortiori* l'histoire du temps présent doivent garantir la place à l'acteur politique en tant que tel, avec ses faces positives comme négatives. Au travers du fonctionnement de l'Athénée Libertaire, il est davantage question du quotidien du militant que l'on perçoit d'ordinaire difficilement dans les sources : la recherche d'un local, la réputation, l'entretien et le financement, les conflits et les esclandres.

A/ Un pôle de regroupement ou une pépinière ?

Le local de la rue du Muguet a été ouvert pour accueillir toutes les tendances anarchistes. C'est un local « mis à disposition » des libertaires ce qui permet à de jeunes groupes de trouver un premier lieu avant d'investir leurs propres locaux comme ce fut le cas pour les Amis de la Terre²³⁴ ou la nouvelle C.N.T. Vignoles au début des années 2000.

²³⁴ 40 ans de l'Athénée Libertaire, 17 mai 2003. Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

L'Athénée Libertaire sert aussi de lieu de permanences pour les groupes sans locaux et d'adresse postale, de boîtes aux lettres militante. Une permanence est le moment où se réunissent les militants d'un groupe, une fois par semaine de manière générale. Il est systématiquement précisé la périodicité des permanences des groupes à la fin de chaque publication (tracts, articles) ou dans chaque deuxième de couverture du *Monde Libertaire* pour les groupes F.A. C'est en effet lors des permanences que de nouveaux éléments peuvent intégrer un groupe ou venir tisser de nouveaux liens militants. Il est effectivement rare qu'un groupe perdure sans lieu où se rassembler. Les groupes de lycéens ou d'étudiants sont la plupart du temps hébergés dans des locaux stables, ouverts et pérennes. Le groupe anarchiste lycéen de Bordeaux tient sa permanence à l'Athénée Libertaire²³⁵ tout comme la Coordination des Lycéens et des Étudiants Anarchistes²³⁶, tandis que la Coordination Libertaire Étudiante (C.L.É.) tient sa permanence au milieu des années 1990 au 27 de la rue Louis Le Foix, local de la C.N.T. puis à l'Athénée Libertaire²³⁷. Lors de la création de la liaison F.A. à Saint-Médard-en-Jalles, les militants n'avaient provisoirement pas de lieu dédié à leur militantisme. Le courrier était donc adressé au groupe F.A. Durruti de l'Athénée Libertaire puis transmis à la liaison à l'occasion de réunion commune²³⁸. La liaison F.A. de Périgueux a aussi son adresse à l'Athénée Libertaire en 2002²³⁹. Cette situation s'explique par des liens libertaires anciens entre Bordeaux et Périgueux et montre que l'anarchisme bordelais fonctionne en lien avec d'autres groupements libertaires extérieurs.

L'identification des pôles libertaires bordelais se réalise en fonction du nombre de permanences sur la durée et de la diversité des groupes installés. Dans le cas de l'Athénée Libertaire, sur l'ensemble de la période, de nombreux collectifs se succèdent : antifascisme, objection de conscience, anti-nucléaire, musique, alimentation etc. Certains sont éphémères comme des comités de soutien, d'autres tiennent leur permanence sur le long terme, en fonction de la cause défendue la plupart du temps. Ainsi, les principaux pôles identifiés sont la rue du Muguet, la librairie l'En-Dehors pour les plus importants, et, dans une moindre mesure, le local de la C.N.T., le local du Cercle d'Études Libertaires (C.E.L.). L'accueil de permanence n'est donc pas propre aux principes fondateurs de la rue du Muguet. Cette

²³⁵ Tract « Anfigueille, Quelle Éducation ? » (s.d.). Tract 1976-1981 (2). Fonds de l'Athénée Libertaire.

²³⁶ Sans titre. Archives FA Bordeaux années 80. Fonds de l'Athénée Libertaire.

²³⁷ Sans titre. Archives CLÉ N°1. Fonds de l'Athénée Libertaire.

²³⁸ Sans titre. Archives du secrétariat du groupe, Année 1985. Fonds de l'Athénée Libertaire.

²³⁹ « Agenda », *Le Monde Libertaire*. Hors-série du 19 décembre 2002, n°22, p. 23.

solidarité militante provient de l'anarchisme même et les groupes déjà existants ont tout intérêt de pouvoir compter de nouveaux alliés politiques afin de continuer à diffuser les idées libertaires dans la société. Est-ce à dire pour autant que ces pôles sont des pépinières ? Il existe dans certains cas des temps de formation entre un groupe d'expérience et un nouveau groupe, comme il existe des notes de correction entre ces mêmes groupes lors de l'écriture de tracts. Mais, ces éléments étant relativement peu significatifs, on ne peut pas considérer qu'il y ait un programme formel et explicite tel que le terme « pépinière » le laisse entendre. Il s'agit surtout d'une forme de cooptation qui s'observe dans tout militantisme politique : transmission des codes, des pratiques et de la culture politique. Dans le cas de l'Athénée Libertaire, le levier culturel semble davantage utilisé pour diffuser les idées anarchistes, surtout en direction de l'extérieur plutôt que vers l'intérieur du pôle.

Le local de la rue du Muguet est un pôle majeur au sein des milieux libertaires bordelais au regard du nombre de permanences qui se tiennent dans ses murs. Si ce nombre s'explique par la durée d'existence du local, nous n'avons pas trouvé d'équivalence avec d'autres lieux libertaires sur des périodes plus courtes hormis éventuellement l'En-dehors dans les années 1980. Pour autant, il ne s'agit pas d'un centre de formation mais plutôt d'un point de chute et donc d'un point de départ pour le militantisme de nombreux groupes en formation. Malgré l'ouverture affichée et réelle, il a existé une réputation tenace d'entre-soi de la Fédération Anarchiste.

B/ L'entre-soi supposé de la Fédération Anarchiste

Le local de la rue du Muguet est fondé par des militants du groupe Sébastien Faure, ce qui a pu être interprété comme la fondation d'un local par la F.A. pour la F.A. Nous avons vu en réalité qu'il n'y avait pas d'exclusivité politique au local. Alors, nous avons cherché à connaître les multiples facteurs de cette perception dans le militantisme extérieur. Pour rappel, « la notion d'entre-soi désigne le regroupement de personnes aux caractéristiques communes, que ce soit dans un quartier, une assemblée politique, ou encore un lieu culturel.

Elle sous-entend l'exclusion, plus ou moins active et consciente des autres »²⁴⁰. L'entre-soi supposé de la F.A. à l'Athénée Libertaire rentrerait alors en contradiction avec le modèle d'organisation libertaire qui suit une logique réticulaire.

L'animation du Ciné-club du 19 juillet à la fin des années 1960 par de jeunes libertaires attirait de nombreux militants à l'Athénée Libertaire, issus des tendances anarchistes, trotskystes, situationnistes, communistes, maoïstes. Esmeralda et Progrès Travé, investis dans le Ciné-club, indiquent que les vieux anarchistes ne voyaient pas d'un bon œil leur activité en raison du grand nombre de trotskystes et de marxistes qui participaient à l'animation ou qui venaient en simple spectateur. Plusieurs réticences sont formulées par les plus anciens libertaires du local à l'égard d'un des animateurs du 19 juillet, Alain Marty, marxiste ouvert aux idées libertaires et proche du milieu situationniste²⁴¹. Cette opposition se fonde sur deux choses : il n'est pas libertaire et il est marxiste. Une nouvelle fois, deux discours générationnels cohabitent : l'un provenant de jeunes militants à l'initiative de la dynamique qui souhaitent ouvrir leur militantisme ou leur action, l'autre provenant des militants historiques, réticents à l'ouverture et politiquement méfiants. Cette méfiance politique concerne en grande partie le communisme et le marxisme alors que sur le plan idéologique, anarchisme et communisme ont de nombreux points communs. Cette aversion peut s'expliquer en raison du grand nombre d'Espagnols libertaires qui gravitent autour du local et pour qui les conflits avec les communistes pendant et après la révolution espagnole de 1936-1939 ont laissé des traces indélébiles. Ces comportements dogmatiques sont les premiers pas vers un entre-soi militant que le militantisme extérieur attribue par la suite à la F.A.

La quasi-totalité des groupes politiques traditionnels anarchistes du local de la rue du Muguet sont en effet des groupes appartenant à la Fédération Anarchiste sur la période : Sébastien Faure, Durruti, Pépin-Cadavre, Emma Goldman. Seul le G.A.B. ne fait pas partie de la F.A. puisqu'il a fait scission. Mis à part certains groupes ou collectifs indépendants, les autres organisations bordelaises ne sont pas représentées comme la C.N.T. ou l'O.C.L. en raison de mauvais rapports entre militants. Rémi Philton rapporte que « les gens ne l'appelaient pas l'Athénée, ils l'appelaient la F.A. J'ai encore des gens de ma génération qui disent "on va à la F.A. ?". Nous [Emma Goldman] on a cassé ce truc-là en disant "c'est pas que la F.A., il faut que

²⁴⁰ TISSOT. Sylvie, « Entre soi et les autres », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 204, 2014, p. 4.

²⁴¹ Esmeralda et Progrès Travé. Entretien du 19 octobre 2020.

ça soit un lieu de rencontre” »²⁴². On observe que la réputation de l’entre-soi de la F.A. est à mettre en relation avec la forme intellectuelle et la forme mouvementiste. Cet entre-soi apparaît dans la génération des membres fondateurs et des militants âgés sous la forme d’une méfiance vis-à-vis de la différence et de la nouveauté militante : refus inconscient d’accepter la génération de Mai 68 influencée par d’autres idées et militantismes comme les situationnistes, oppositions générationnelles, réticence à passer la main à la forme mouvementiste. Il s’agit d’ailleurs peut-être davantage d’un entre-soi personnel entre militants aux parcours communs qui s’est ensuite transposé en un entre-soi politique ayant pour étendard la Fédération Anarchiste. L’entre-soi formé progressivement à partir des années 1960 n’est déconstruit que par l’ouverture militante de la forme mouvementiste, d’abord dans les années 1980-1990 puis de manière plus marquée à l’aube des années 2000.

Un autre facteur va dans le sens du repli sur soi-même : jusqu’aux grands travaux des années 2000, l’Athénée Libertaire n’est pas un lieu très accueillant. Philippe Arnaud indique : « Plusieurs fois j’avais voulu, avant 1974-1976, aller rue du Muguet mais à chaque fois, j’ai buté devant la porte. Ce n’était pas nécessairement très accueillant. Déjà, la porte était en bois [on ne voyait pas au travers comme aujourd’hui] et ça ne donnait pas envie de franchir la porte quand on ne connaissait pas l’endroit ou les gens à l’intérieur. En plus en cul de sac, ça participe à ça »²⁴³. Rémi Philton ajoute quant à lui qu’en plus de l’occupation d’une trentaine de chats, le local de la rue du Muguet était en travaux très régulièrement et que la cour était occupée par du matériel, un tas de sable²⁴⁴. Pour autant, ce facteur n’a pas empêché des collectifs de s’établir à l’Athénée Libertaire mais il a contribué à ce que le militantisme extérieur considère la rue du Muguet comme un entre-soi militant.

Le dynamisme et les relations extérieures de l’Athénée Libertaire ont pu pâtir de cette réputation d’entre-soi. Elle naît en grande partie en raison du fossé générationnel entre anciens et jeunes militants. Les anciens ne semblent pas s’adapter à la mutation militante qui émerge à partir de Mai 68 : le militantisme ne se réalise plus de manière esseulée mais en réseaux de lutte, de solidarité et en convergence. Cette réputation cesse réellement par la

²⁴² Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

²⁴³ Philippe Arnaud. Entretien du 21 octobre 2020.

²⁴⁴ Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

stratégie d'ouverture de la forme mouvementiste. Un autre problème tenace occupe les libertaires de l'Athénée tout le long de la période : le souci d'argent.

C/ Les travaux et la course après l'argent

L'accès à la propriété a comme effet bénéfique de pérenniser le militantisme libertaire mais impose un coût financier important pour l'entretien du local. La propriété et la course après l'argent peut apparaître comme un double paradoxe, comme une incompatibilité avec les idées anarchistes. Pour ce qui est de la propriété, nous avons vu que le système de gestion a été pensé de manière collégiale et partagée. La question de l'argent quant à elle n'a jamais fait l'objet d'un rejet total des milieux libertaires quels qu'ils soient. L'autogestion n'implique pas de se passer d'argent, dans la mesure où celui-ci est indispensable dans cette époque, mais mise sur d'autres modes de fonctionnement comme l'entraide, la solidarité, l'autofinancement et la mutualisation des moyens.

Le local de la rue du Muguet est un grand bâtiment ancien, soumis à l'humidité et l'achat par souscription en 1962 n'a pas permis de réaliser dans la foulée les travaux nécessaires. Les travaux sont une question qui revient sans cesse dans les sources internes à l'Athénée Libertaire et sont réalisés tout au long des quarante années étudiées. Ils étaient effectués régulièrement mais surtout quand la situation financière le permettait et quand les compétences dans le bâtiment étaient mobilisables. En effet, les militants et sympathisants qui avaient des compétences étaient sollicités au nom de la solidarité et de l'autogestion ainsi que pour limiter les coûts. Un questionnaire diffusé à la fin des années 1990 ou au début des années 2000 demande aux militants l'avis sur la prochaine campagne d'aménagement (2000-2010) et sollicite l'aide de personnes ayant des connaissances dans le bâtiment²⁴⁵. Il s'agit véritablement de la mobilisation d'un réseau de solidarité autour de l'aménagement du local. Progrès Travé et son fils ont d'ailleurs réalisé le carrelage du sol de la future Librairie du Muguet²⁴⁶. Le grand chantier de l'Athénée Libertaire a lieu entre l'année 1985 et l'année 1986. Six mois de travaux ont été nécessaires pour restaurer le local et plus particulièrement la toiture qui avait perdu son étanchéité. L'inauguration se déroule le 10 mai 1986 autour de la

²⁴⁵ « Projet d'aménagement de l'Athénée Libertaire. Questionnaire. » (s.d.). Sans nom (1). Fonds de l'Athénée Libertaire.

²⁴⁶ Esmeralda et Progrès Travé. Entretien du 19 octobre 2020.

venue d'Hélène Sarrazin et de la présentation de son livre *Élisée Reclus ou la passion du monde*²⁴⁷. Il se pourrait que ce soit à partir de ce moment-là que le local de la rue du Muguet prenne le nom d'Athénée Libertaire en raison de la constitution d'une association pour le café-librairie associatif qui existe à partir de 1986. Plusieurs éléments vont dans ce sens mais en l'absence de sources explicites nous ne pouvons l'affirmer. Bernard Lareynie indique que « l'association a été créée en 1987-1988 car le mode de gestion du local était remis en cause à un niveau libertaire » et qu'« il y avait la volonté de réhabiliter la bibliothèque et le local »²⁴⁸. Ceci correspond à la campagne de travaux de 1986 donc nous retenons cette date dans la chronologie. Quelle que soit l'année choisie, il est certain que le local de la rue du Muguet ne s'appelait pas l'Athénée Libertaire lors de son ouverture et qu'une association « Athénée Libertaire » s'est constituée au milieu des années 1980. Le nom de l'association Athénée Libertaire a pu devenir progressivement le nom du local de la rue du Muguet par analogie.

De grands problèmes se posent pour financer les travaux et réaliser l'entretien courant du bâtiment. Les cotisations ou souscriptions, les dons d'argent ou en nature ne suffisent pas à surmonter les coûts. Rémi Philton indique d'ailleurs que « les membres fondateurs mettaient de l'argent de leurs poches pour s'arranger, pour faire tous les travaux qu'il fallait »²⁴⁹. Le local de la rue du Muguet loue les appartements du deuxième et troisième étage à faible loyer dès l'ouverture des lieux dans les années 1960²⁵⁰. Ces locations ont duré jusque dans les années 1990 sous la tutelle de la S.C.E.G.I.²⁵¹. Dans le cadre d'une politique d'autogestion, ces loyers permettent un revenu plus ou moins fixe. Les événements et les soirées organisés au 7 rue du Muguet sont aussi l'occasion de rentrées d'argent comme les concerts organisés par On a Faim ou encore les repas de la Cantine Mc No dont une partie des recettes était aussi versée à l'Athénée Libertaire²⁵².

Cette situation financière constamment difficile aboutit à l'apparition de tensions et de deux discours. Le premier discours défend l'implantation des libertaires dans le lieu coûte

²⁴⁷ Sans titre. Archives Durruti 86. Fonds de l'Athénée Libertaire.

²⁴⁸ LAREYNIÉ. Bernard, *Documents pour servir à l'histoire du Groupe Anarchiste de Bordeaux [GAB] [1980-1985]*, Th245, C.I.R.A. Marseille, p. 61.

²⁴⁹ Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

²⁵⁰ Procès-verbaux des conseils d'administration 1962-1982. Chemise blanche. Fonds de l'Athénée Libertaire.

²⁵¹ Sans titre. Archives SCEGI. Fonds de l'Athénée Libertaire.

²⁵² Sans titre. Cantine Mc No. Fonds de l'Athénée Libertaire.

que coûte au nom de l'histoire, du symbole et de l'emplacement du lieu. Le deuxième discours quant à lui tente de convaincre l'ensemble des militants que ce local est un gouffre financier en raison de la vétusté et qu'il est trop à l'écart, enclavé. Joachim Salamero a porté avec d'autres, comme Marc Prévôtel, une proposition de déménagement dans un quartier plus accessible car les libertaires ne sortaient pas vraiment du quartier Saint-Michel. D'autres lui auraient répondu en substance : « non, parce qu'ici avec tous les immigrés qu'il y a, c'est bien »²⁵³. Après ces désaccords, il quitte le groupe Sébastien Faure à la fin des années 1990 après une quarantaine d'années d'adhésion. Jean-Jacques Réal, militant libertaire et membre de la S.C.E.G.I., portait aussi le discours en faveur du déménagement et de la vente du local en raison d'un coût d'entretien exorbitant qui menace grandement la politique d'autogestion²⁵⁴. Les deux positions en faveur et contre un déménagement exacerbent les tensions déjà existantes entre militants compte tenu d'une situation financière critique qui empêche la réalisation de projets politiques concrets.

Malgré la campagne de travaux de 1985-1986, l'état général du local et la situation financière pointée par la S.C.E.G.I. n'est plus tenable en 1988 et des campagnes de souscriptions sont régulières. Deux solutions s'offrent aux militants : garder l'immeuble, ce qui implique une ligne de politique financière différente, ou le vendre. Après concertation, aucune solution n'est apparue meilleure que l'autre. Des visites d'agences immobilières, de promoteurs fonciers et de particuliers sont organisées. Une seule offre d'achat sérieuse a été retenue en août 1988 avec un prix proposé de 30u (unités), soit 300 000 nouveaux francs (1u = 10 000 nouveaux francs). La S.C.E.G.I. convoque les différents collectifs et militants installés rue du Muguet pour en discuter et éventuellement trouver un autre local²⁵⁵. L'assemblée générale du comité de gestion du 29 janvier 1989 indique que l'offre d'achat a été rejetée et par conséquent que les libertaires restent dans ce local²⁵⁶. Il arrive parfois que la chance frappe à la porte de l'Athénée Libertaire. Au cours de l'été 2000, le réalisateur Pitof tourne une partie de son film *Vidocq* (2001) à Bordeaux et dans la rue du Muguet. La société Rigolo

²⁵³ Joachim Salamero. Entretien du 7 décembre 2020.

²⁵⁴ Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

²⁵⁵ Courrier de convocation de la S.C.E.G.I. du 9 septembre 1988. Archives 1988. Fonds de l'Athénée Libertaire.

²⁵⁶ Procès-Verbal de l'A.G. du 29 janvier 1989. Chemise blanche. Fonds de l'Athénée Libertaire.

Films productions verse pour l'exploitation de l'image de la rue du Muguet et de l'Athénée Libertaire une somme importante à la S.C.E.G.I. en août 2000²⁵⁷.

Le local est donc un paradoxe en lui-même. Il est la source de la pérennité des libertaires de la rue du Muguet et permet l'expérimentation de projets anarchistes mais, en même temps, le risque de fermeture menace la vie militante même et la charge financière compromet un grand nombre d'initiatives. Cette épée de Damoclès semble disparaître, s'atténuer du moins, avec le changement à la tête de la S.C.E.G.I. en 1999 ce qui implique une nouvelle gestion : grande ouverture militante, stabilisation financière, diversification des activités avec entre autres l'ouverture de la librairie en 2003. Cette question des travaux et donc de l'argent donne à voir une autre facette du milieu de l'Athénée Libertaire et rappelle qu'il s'agit avant tout d'une histoire humaine contrastée.

D/ Des affaires militantes et des tensions personnelles : des repoussoirs pour la création de liens

L'histoire du milieu militant de l'Athénée Libertaire possède comme tout collectif une face plus sombre qu'il paraissait nécessaire de rapporter pour contraster notre propos. Une des « casseroles » du mouvement libertaire bordelais est l'adhésion du groupe Sébastien Faure à un journal d'extrême-droite aux positions antisémites : *L'Homme Libre*. Certains militants comme Marc Prévôtel auraient signé certains écrits en signature de soutien. Le groupe Sébastien Faure aidait à financer le journal par une souscription de soutien²⁵⁸. Le dernier numéro de *L'Homme Libre* paraît en 1953, soit 10 ans avant le début de notre travail. Si cette anecdote ne rentre pas dans la chronologie de l'étude, elle concerne un groupe politique et des militants actifs sur les quarante années analysées. La posture de Sébastien Faure fait écho aux positions négationnistes de certains membres fondateurs, investis dans le groupe Sébastien Faure pour la plupart. Rémi Philton rapporte l'existence de ces dérives négationnistes et du manque de clarté à propos de ces sujets des membres fondateurs dont

²⁵⁷ Sans titre. Archives SCEGI. Fonds de l'Athénée Libertaire.

²⁵⁸ *Germinal Vallès & Michel Caravera, Athénée Libertaire, 15 mars 2013*. Entretien réalisé par Thomas Aimar, images Jean-Pierre Ramine.

Gérard Escoubet. Certains auraient été proches également de la Vieille Taupe²⁵⁹ : une librairie parisienne d'ultra-gauche à l'origine qui prit un important virage négationniste à partir des années 1970 et posa les bases idéologiques d'un négationnisme d'ultra-gauche. Cette position politique n'est pas réellement une adhésion consciente. Il se peut que certains furent séduits à titre individuel par l'idéologie négationniste d'ultra-gauche. Mais la raison la plus plausible tiendrait en l'incompréhension et la méconnaissance du contexte et des évolutions politiques contemporaines. Ainsi que le dit Rémi Philton, il existe un fossé important entre le bagage intellectuel et politique des membres fondateurs âgés dans les années 1980 – 1990 et la réalité militante et politique de leur temps²⁶⁰. Selon nous, il peut s'agir des mêmes mécanismes de confusion idéologique que pour le conflit israélo-palestinien : des militants d'extrême-gauche soutiennent des thèses antisémites prônées par l'extrême-droite au nom de la défense des Palestiniens alors qu'ils ne sont fondamentalement pas antisémites.

Une des grandes peurs des milieux libertaires se porte sur l'infiltration. Philippe Arnaud rapporte qu'un des groupes de Bordeaux a été noyauté par un indicateur de la police. En raison de la suspicion, le groupe s'est empêché d'agir et l'ambiance s'est rapidement dégradée. La suspicion « était justifiée mais il ne faut pas que ça devienne un obstacle à accueillir des nouveaux. Je ne pense pas que ça soit propre aux anarchistes, c'est propre à la taille des groupes. Un groupe qui se sent fort, il n'a pas ces problèmes-là. Ce ne sont pas des conséquences idéologiques mais sociologiques »²⁶¹. En l'absence de datation et d'autres sources, nous ne savons pas de quel groupe il s'agit sur la période mais le témoignage rend compte de cette méfiance politique. La police n'est pas la seule à s'intéresser aux activités des anarchistes. L'infiltration de ces milieux par des militants d'extrême-droite est une pratique qui existe. Un courrier de l'union locale C.N.T. A.I.T. de Bordeaux indique qu'elle a fait parvenir un dossier sur l'infiltration des milieux anarchistes par l'extrême-droite à la F.A., la C.N.T. Vignoles et à l'O.C.L. Le dossier met en cause plusieurs camarades et un débat est organisé entre toutes les organisations libertaires bordelaises le 26 février ou le 4 mars 2000²⁶². La mise en cause des camarades concernerait, pour partie seulement, les positions douteuses de certains membres fondateurs du groupe Sébastien Faure. La peur de l'infiltration peut

²⁵⁹ Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

²⁶⁰ *Ibid.*

²⁶¹ Philippe Arnaud. Entretien du 21 octobre 2020.

²⁶² Courrier de l'union local C.N.T. A.I.T. (s.d.). Chemise A2 non titrée. Fonds de l'Athénée Libertaire.

paralyser l'ouverture militante et détériorer les relations entre militants et entre militantismes.

Il existe des tensions entre individus au sein des milieux libertaires, davantage d'ordre personnel que d'ordre politique. Les tensions politiques sont réglées de manière générale par une scission ou par le départ de militants en désaccord. Les milieux libertaires comptent un petit nombre d'individus qui se croisent régulièrement au cours de campagnes, de conférences, de manifestations. Ainsi, les tensions d'ordre personnel qui peuvent exister sont tenaces et durent de nombreuses années. Rémi Philton rapporte que d'anciennes querelles ont duré du début des années 1980 à la mi-temps des années 1990 et ont dégradé l'ambiance militante. Ces oppositions aboutissent à la création d'un état de scission permanent où les insultes fusent régulièrement. Ces histoires se fondent sur l'accusation de vols de livres et d'archives, sur la création d'un centre documentaire en dehors de l'Athénée Libertaire, sur des rancunes personnelles²⁶³. Gilles Durou, militant provocateur et investi, cristallise autour de lui les différentes tensions et devient progressivement marginalisé des milieux libertaires bordelais. Il incarne depuis l'animation de la scission du G.A.B. du groupe Sébastien Faure le rôle du mouton noir pour la vieille génération de militants de l'Athénée Libertaire. Ces tensions divisent en profondeur les milieux libertaires bordelais et fractionnent les liens comme les réseaux à l'intérieur des milieux libertaires. À cause de raison personnelle, l'unité et le commun politiques se diluent dans plusieurs organisations et plusieurs partis pris alors que le fond idéologique est largement partagé entre tous. Il s'agit donc en grande partie d'une division qui porte sur l'application de l'idéologie et l'organisation de l'application elle-même : liens, réseaux, espaces, ouverture, investissement politique. Le groupe Emma Goldman renseigne dans son bilan d'activité de l'année 1989-1990 les relations entre organisations militantes. À cette période et selon l'interprétation du groupe, la C.N.T. est assez sectaire malgré plusieurs tentatives de créer des espaces de coopérations avec la F.A. Elle considère la F.A. comme une organisation rivale. Il existe une grande hostilité d'un noyau de membres groupés autour de l'ex-secrétaire confédéral de la C.N.T. Concernant un groupe de l'O.C.L. investi à la C.N.T., plusieurs contentieux et une grande animosité ancienne avec la F.A. perdurent ce qui exclut toute collaboration avec le groupe Emma Goldman²⁶⁴.

²⁶³ Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

²⁶⁴ Bilan d'activités de l'année 89-90. Archives FA années 90. Fonds de l'Athénée Libertaire.

Dans un autre registre, une affaire mettant en cause un militant du groupe Sébastien Faure a surpris le milieu de l'Athénée Libertaire. Les faits sont singuliers, exceptionnels et ils illustrent le fait qu'à la différence d'un parti politique, un milieu libertaire n'existe pas seulement par sa structure mais aussi par ses acteurs. Un parti politique est une coquille robuste dans laquelle les acteurs défilent sans grande conséquence sur la structure, sans qu'il y ait de grands liens d'interdépendance. Pour un milieu libertaire, les acteurs sont la condition *sine qua non* de l'existence de la structure. Les liens d'interdépendance sont extrêmement forts. L'extrapolation possible de ce constat signifierait qu'un anarchiste individualiste qui organise son propre militantisme autour de liens avec d'autres milieux militants constitue déjà un milieu en lui-même. Le numéro du *Monde Libertaire* du 4 mai 1978 revient sur le déroulement des faits sur une « Agression contre un camarade de Bordeaux »²⁶⁵. Le groupe Sébastien Faure réalise une campagne antifasciste de boycott contre la coupe du monde de football qui se déroule en cette année 1978 en Argentine dictatoriale. L'arrivée d'une lettre de menace au 7 rue du Muguet contre le local, le Ciné-club, Serge Utgé-Royo et Michel Duchène (secrétaire du groupe Sébastien Faure) jette le trouble. Par la suite, l'appartement de Michel Duchène est saccagé et un début d'incendie se déclare. Dans le même temps, un coup de téléphone anonyme à la police entraîne la perquisition du domicile de trois militants libertaires ainsi que des interrogatoires à propos des attentats contre la centrale nucléaire Golfech et la destruction d'une installation E.D.F. À cette période, les libertaires bordelais sont très investis dans la lutte anti-nucléaire notamment dans le Comité Anti-Nucléaire (C.A.N.) créé en 1977. Aucun lien n'a pu être établi entre ces attentats et les milieux libertaires bordelais. Une nouvelle lettre de menace de mort est reçue et concerne la tenue de la journée du 29 avril 1978 en faveur du boycott de la coupe du monde de football qui doit se tenir salle Quintin Loucheur. La lettre est signée « Alliance Anti-Communiste Argentine » et « Mondial OUI ». Michel Duchène est agressé par des membres d'extrême-droite, son visage est tailladé le 28 avril 1978²⁶⁶. Cette version des faits a été rédigée avant de connaître tous les éléments de l'affaire. En effet, Philippe Arnaud revient sur certains détails dont la presse libertaire n'a pas eu connaissance. L'agression de Michel Duchène la veille du meeting et les menaces de mort contraignent des militants de la F.A. de Bordeaux à défendre le local pendant que la journée anti-mondial se déroule. Au cours d'une réunion du groupe Sébastien Faure, Michel

²⁶⁵ « Agression contre un camarade de Bordeaux », *Le Monde Libertaire* du 4 mai 1978, n°267, p. 3.

²⁶⁶ *Ibid.*

Duchène souhaite modifier la une du journal du groupe, *La Révolte*, qui doit paraître en remplaçant l'actualité antifasciste anti-mondial par son visage tailladé. Contre l'avis général et en catimini, le journal est tiré le lendemain avec en une la photo de l'agression du militant. Mais, Gilles Durou qui est en conflit avec Michel Duchène pour des raisons personnelles a un doute et fait réaliser une analyse graphologique des lettres de menaces. Il s'avère que l'auteur de ces lettres de menace et des divers rebondissements n'est autre que Michel Duchène, que l'affaire est montée de toute pièce depuis le départ et que ses blessures sont du maquillage. Après cette découverte, des camarades dont Jean Barrué et Serge Utgé-Royo s'entretiennent avec lui et le menace d'éventer la supercherie s'il ne quitte pas le groupe Sébastien Faure et par conséquent l'ensemble de son réseau²⁶⁷. La chronique de ce cas particulier illustre qu'au-delà de l'histoire politique pour laquelle un certain recul est nécessaire, se trouve le quotidien de militants. L'étude des acteurs et donc des rapports humains dans ces milieux libertaires est d'autant plus nécessaire que le militantisme anarchiste s'apparente à une philosophie de vie, philosophie qui transparaît nettement dans les relations sociales.

Les tensions entre militants et certaines affaires peuvent nuire à la création de liens et à l'ouverture militante. En raison du microcosme que représente les milieux libertaires bordelais, la réputation d'un groupe ou d'une structure peut rapidement s'entacher et les rancunes contaminer d'autres militants. Pour autant, ces animosités et ces affaires font partie de la vie militante de ces milieux comme d'autres. Elles rappellent que ce sont les relations humaines qui façonnent les milieux, les structures et les liens qui les régissent, et ce, de manière plus marquée dans le militantisme anarchiste.

Le propos sur le fonctionnement d'un local libertaire remet au centre du sujet le rôle des acteurs politiques. Il est nécessaire de ne pas se limiter à une étude purement structurelle, réticulaire, mais d'étudier les relations militantes afin de ne pas faire l'impasse sur l'aspect biologique, vivant du militantisme. Chaque structure libertaire est unique précisément en raison d'une application des idées anarchistes différente selon les acteurs, leurs bagages intellectuels, leurs parcours.

²⁶⁷ Philippe Arnaud. Entretien du 21 octobre 2020.

Ce chapitre consacré à l'étude de l'Athénée Libertaire a mis en évidence que le local était un investissement politique qui a porté ses fruits sur la période et bien après. Il est à la fois un point de départ politique certain mais également un outil précieux dans le militantisme. Sans lieu fixe et sans identité spatiale, il est plus difficile à l'anarchisme, quel qu'il soit, de perdurer sur un temps long et de gagner en intensité militante. La notion d'héritage transparaît nettement grâce à l'analyse générationnelle et les mécanismes de transmissions sont bien visibles. Le local de la rue du Muguet incarne véritablement la continuité et la longévité de l'anarchisme à Bordeaux. Ce lieu est un carrefour militant, un pôle majeur, qui organise les milieux libertaires bordelais que ce soit en qualité de repoussoir ou en qualité d'animateur.



La longévité de l'anarchisme bordelais s'explique par la volonté de transmettre dès le départ des idées, des structures et des réseaux. Des événements de l'histoire viennent renforcer l'anarchisme français comme bordelais qui était en période de crise et de profonde remise en question. Les membres fondateurs anarchistes de Bordeaux ont œuvré pour que l'anarchisme s'ancre de manière durable et stable dans l'histoire politique de la ville et de la région avec comme point fondamental l'achat d'un local au service de toutes les tendances anarchistes. À la question « existe-il un anarchisme typiquement bordelais ? », la réponse est positive. Les milieux libertaires bordelais, quels qu'ils soient, sont en autonomie partielle voire totale et ne sont pas formatés par des structures nationales rigides. Ils développent alors des particularismes qui se transmettent entre générations de militants et une identité propre à chaque milieu : implantation du local, membres historiques et reconnus, héritage de pratiques voire de lignes politiques, luttes particulières. En revanche, la transmission ne signifie pas la reproduction. L'application politique diffère entre les acteurs et plus largement entre les générations en lien avec l'évolution du contexte politique global. Le caractère typique de l'anarchisme bordelais s'observe dans l'espace, localement comme à des échelles plus vastes, dans les rapports politiques et les liens militants avec ces échelles, dans l'organisation, les lieux, l'étude des acteurs et l'héritage entre générations sur plusieurs décennies. Une identité particulière naît progressivement dans les deux premiers tiers du XX^e siècle mais s'enracine véritablement par l'achat de l'Athénée Libertaire et le développement des activités dans tous

les milieux libertaires bordelais. Cette identité est d'ailleurs davantage exploitée par la forme mouvementiste que par la génération des membres fondateurs. Si l'héritage, la continuité et la longévité politique constituent la force des milieux libertaires, ils s'appuient aussi sur des réseaux divers et variés qu'il convient dès à présent de décortiquer pour en identifier les particularités et les nouveaux enjeux politiques.

DEUXIÈME PARTIE

LES RÉSEAUX DE LA COLÈRE ORGANISÉS EN UNE ARBORESCENCE LARGE, DENSE ET SOLIDE

DEUXIÈME PARTIE

LES RÉSEAUX DE LA COLÈRE ORGANISÉS EN UNE ARBORESCENCE LARGE, DENSE ET SOLIDE

L'expression « les réseaux de la colère » est empruntée au réalisateur Tancrède Ramonet qui nomme ainsi le quatrième épisode (en préparation) de sa série documentaire *Ni Dieu ni maître : une histoire de l'anarchisme*. Cet *opus* se déroule dans une chronologie allant de 1965 à 2011 ce qui montre que notre étude n'est pas totalement isolée dans le paysage des sciences humaines et que le réseau tient une place prépondérante dans les réflexions contemporaines. Luc Boltanski et Ève Chiapello montraient déjà à la fin des années 1990 l'effervescence scientifique mais aussi idéologique qui se produisait autour de la notion du réseau dans plusieurs disciplines et milieux intellectuels²⁶⁸. Alors que le capitalisme et le militantisme en général adoptent parallèlement, et dans le même temps, des formes rhizomatiques et réticulaires, les auteurs relient les deux processus. Ils reconnaissent une « homologie morphologique entre les nouveaux mouvements protestataires et les formes du capitalisme qui se sont mises en place au cours des vingt dernières années »²⁶⁹. Cette homologie permet d'ailleurs aux mouvements protestataires très mobiles de supplanter sur le terrain les organisations traditionnelles quelque peu dépassées par ce nouveau fonctionnement²⁷⁰. En lien avec cette mobilité, « les nouveaux dispositifs en réseau favorisent l'apparition et le développement d'une forme originale d'opportunisme [...], c'est-à-dire pouvant prendre place dans une grande variété de situations dont la transaction marchande n'est que l'un des cas de figure possibles »²⁷¹. Le succès du réseau auprès des militants s'explique aussi par sa dimension stratégique : une diversité d'organisations reliées entre elles par plusieurs pôles rend la répression plus difficile et donc l'action plus efficace²⁷². Aussi, au sein d'un mouvement social, une organisation en réseau permet « aux acteurs de s'unir tout en préservant la spécialisation, la spécificité et l'autonomie de chacune de ses

²⁶⁸ BOLTANSKI Luc, CHIAPELLO Ève, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, p. 208-209.

²⁶⁹ *Ibid*, p. 434.

²⁷⁰ *Ibid*.

²⁷¹ *Ibid*, p. 437.

²⁷² LEMERCIER. Claire, « Analyse de réseaux et histoire », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 52-2, 2005, p. 110.

composantes »²⁷³. Les enjeux sont multiples et les nombreuses recherches sur le réseau et son application en milieu politique sont très hétérogènes. Ainsi, le réseau est caractérisé d'abord par l'objet d'étude et non l'inverse ; c'est pourquoi les milieux libertaires bordelais appartiennent à des réseaux qui ont leurs caractéristiques propres et ne suivent pas des lois d'analyse rigides.

En ce qui concerne l'anarchisme bordelais, les liens et réseaux sont difficiles à distinguer car ils ne transparaissent pas dans les sources en tant que tels. Ils sont très enchevêtrés, très poreux, et des militants peuvent appartenir à plusieurs réseaux en même temps ce qui rajoute de la confusion à l'analyse. L'analyse du discours peut permettre de reconstituer des relations entre groupes sociaux, organisations ou institutions²⁷⁴. Mais, une des clés pour gagner en clarté est de procéder par échelles géographiques et entités politiques croissantes. En effet, à chaque échelle géographique correspond une structure politique libertaire organisée comme un outil, un réseau. Si le maillage de l'anarchisme bordelais devait être graphiquement représenté, il serait à la fois large et épais en raison de la porosité des milieux libertaires et des échelles géographiques successives qui se superposent. Au cours de notre étude, les entités anarchistes bordelaises se structurent de plus en plus pour semble-t-il rechercher de la stabilité. Paradoxalement, elles ont pour certaines une durée de vie courte à l'échelle du temps mais parviennent sans cesse à se réincarner. Il s'agit alors de comprendre si la structure du réseau joue un rôle essentiel dans cette réincarnation et dans cette survivance de l'anarchisme à Bordeaux. Enfin, pour appréhender complètement le concept, une lecture en négatif de la notion de réseau, s'appuyant sur le clivage des en-dehors et des en-dedans, interrogera sur l'exclusion ou l'appartenance de certains milieux.

²⁷³ PLEYERS. Geoffrey, « Horizontalité et efficacité dans les réseaux altermondialistes », *Sociologie et sociétés*, vol. 41, n° 2, automne 2009, p. 98.

²⁷⁴ LEMERCIER. Claire, *art. cit.*, p. 108.

Chapitre 1. Des groupes aux unions locales : une première échelle de structuration politique

Les deux principales organisations anarchistes de Bordeaux se structurent en leur sein pour gagner en puissance, c'est-à-dire philosophiquement en potentiel d'action. C'est une forme de mutualisation politique pour les groupes de la Fédération Anarchiste comme pour les différentes branches anarcho-syndicalistes de la C.N.T. Les deux organisations se développent sensiblement dans le même temps, dans les années 1980. Il est donc pertinent de s'intéresser au processus qui a conduit au regroupement en Unions locales et d'interroger ce modèle politique. De la naissance et de la vie des groupes à ces phénomènes de structuration, il s'agit de comprendre les motivations et les nécessités de constituer ces pôles militants qui appuient la thèse d'une organisation de plus en plus réticulaire.

I – La Fédération Anarchiste : le vivier bordelais

La Fédération Anarchiste est très représentée dans les milieux libertaires bordelais et ce depuis sa création et la participation d'acteurs bordelais à son développement national. Des périodes fastes et des périodes plus difficiles se succèdent en fonction des rapports entre l'organisation et les groupes bordelais. Selon les groupes et les générations, ces rapports sont acceptés ou remis en question. Avec l'avènement d'un militantisme en forme de rhizome, des tensions entre le modèle du réseau et le modèle de l'organisation fédérative émergent. Ces questionnements naissent au sein des jeunes militants du groupe Sébastien Faure puis se poursuivent sur l'ensemble de la période et sur des sujets variés. Pourtant, la Fédération Anarchiste demeure en apparence toujours aussi implantée à Bordeaux au début qu'à la fin de la période étudiée.

A/ De l'unité fédérative du groupe Sébastien Faure à la scission

Le groupe Sébastien Faure réalise le pont entre la chronologie de ce travail et l'époque antérieure. C'est un groupe qui prend son nom en 1951 et se constitue dans la continuité de groupes antérieurs. Son nom est un hommage au pédagogue, théoricien et militant libertaire qui a vécu un temps à Bordeaux et qui a influencé les pratiques comme les acteurs des milieux bordelais. Les membres du groupe sont pour la plupart également investis au groupe Lucifer

de la Libre-Pensée girondine. Ce sont ces deux groupements qui sont à l'origine de l'achat de l'Athénée Libertaire en octobre 1962. Selon Bernard Lareynie, « le groupe est resté actif jusqu'à la fin des années 1970, époque à laquelle il comptait encore une vingtaine de membres et qui correspond à une période d'activisme forcené (boycott de la coupe du monde en Argentine, journée sur la dissidence dans les pays de l'Est, manifestation anti-viol à Saint-Michel, antimilitarisme, antinucléaire etc.) »²⁷⁵. Diverses actions ont été menées en plus de la forte activité intellectuelle. La journée sur la dissidence en U.R.S.S. en 1978 s'est accompagnée de l'édition d'une affiche (affiche n°3, Annexe I)²⁷⁶. La campagne de boycott contre la coupe du monde a été le théâtre d'une manipulation militante qui a conduit à l'expulsion de Michel Duchène du groupe comme de l'organisation F.A. Une journée en faveur du boycott a lieu le 29 avril 1978 à Bordeaux²⁷⁷. L'article « Des navires russes à Bordeaux » revient sur l'action des militants du groupe en opposition au passage de deux navires militaires soviétiques au port de Bordeaux. Ils lancèrent un appel aux Bordelais à ne pas les visiter pour boycotter le régime russe. Puis, ils montèrent distribuer des tracts rédigés en français et en russe aux marins pour inciter à la dissidence contre le fascisme rouge, sous l'œil des journalistes locaux et de l'Agence France Presse. Ils ont été expulsés courtoisement par les officiers russes puis violemment par la police, sûrement prévenue par les staliniens locaux²⁷⁸. L'année 1978 a donc été placée sous le sceau de l'antifascisme : d'abord contre le fascisme brun pour la coupe du monde en Argentine, à cette époque dirigée par une junte militaire, puis contre le fascisme rouge soviétique qui écrase toute forme de contestation du régime. Dans un autre registre, le groupe s'illustre à Bordeaux contre la loi sur l'affichage n°79-1150 du 29 décembre 1979 qui interdit l'affichage sauvage. Le collectif national Fête le Mur organise une journée d'affichage public en France le 2 février 1980. À Bordeaux, ce sont plusieurs groupes qui participent à cette journée dont le Comité Anti-Nucléaire (C.A.N.), le Comité de Lutte des Objecteurs (C.L.O.), les Comités Communistes pour l'Autogestion et le groupe Sébastien Faure²⁷⁹. Le groupe

²⁷⁵ LAREYNIÉ. Bernard, *Documents pour servir à l'histoire du Groupe Anarchiste de Bordeaux [GAB] [1980-1985]*, Th245, C.I.R.A. Marseille, p. 60.

²⁷⁶ *Le Monde Libertaire* du 16 mars 1978, n°260, p. 2.

²⁷⁷ « Agression contre un camarade de Bordeaux », *Le Monde Libertaire* du 4 mai 1978, n°267, p. 3.

²⁷⁸ « Des navires russes à Bordeaux », *Le Monde Libertaire* du 19 mai 1978, n°269, p. 2.

²⁷⁹ « Loi sur l'affichage, loi scélérate ! », *Le Monde Libertaire* du 28 février 1980, n°347, p. 3.

Sébastien Faure a également fortement contribué à la fondation et à l'activité du C.L.O. et du C.A.N.²⁸⁰.

Le groupe Sébastien Faure n'évolue pas de manière esseulée. Son réseau politique est constitué en premier lieu de la Libre-Pensée, de camarades espagnols investis dans la C.N.T. en exil ou dans la C.N.T. française. Dans le cadre des luttes, des ponts existent avec d'autres militantismes : antinucléaire, écologie, objection de conscience, antifascisme, la culture populaire. Dans la Gironde, il n'est d'ailleurs pas le seul groupe de la F.A. Le groupe Sébastien Faure contribue au développement du groupe libertaire lycéen de Libourne de la F.A. Il aide ces lycéens à l'organisation d'une réunion publique à la fin de l'année 1975²⁸¹. D'après la consultation des numéros du *Monde Libertaire*, ce groupe F.A. de lycéens serait né en septembre-octobre 1975 et aurait duré jusqu'en 1977, soit l'équivalent d'une scolarité classique au lycée. Un groupe F.A. est aussi créé à Cadillac en septembre 1978, *Soleil Noir*, et se réunit au 26 rue de Branne²⁸². Une fête organisée à Cadillac les 21 et 22 juillet 1979 rassemble des libertaires de tous les horizons dont le groupe Sébastien Faure de Bordeaux. Tous ces éléments indiquent que le groupe Sébastien Faure ne fonctionne pas en vase clos, en réseau fermé jusqu'à la fin des années 1970. Mais, il ne s'insère pas réellement pour autant dans les luttes sociales. Le départ des jeunes militants du groupe et de Jean Barrué à partir de 1980 limite le potentiel d'action en raison du vieillissement des militants historiques de Sébastien Faure. En ce sens, le groupe historique de la F.A. bordelaise se limite à un militantisme dirigé vers la réflexion, la théorie et ce de manière plus réduite au fil du temps.

Le groupe appartient à l'organisation de la Fédération Anarchiste car des militants du groupe se sont beaucoup investis dans le développement de la structure, notamment après la scission de 1953. Paradoxalement, la F.A. est aussi à l'origine de la scission du G.A.B. Pour Philippe Arnaud, plusieurs causes sont à l'origine. D'abord, il y a un désaccord sur la une du *Monde Libertaire* de Floréal Melgar qui titre « Le triomphe de l'anarcho-syndicalisme » par rapport aux journées de Barcelone qui ont rassemblé plus d'un demi-million de personnes après la mort de Franco. Les critiques des libertaires bordelais, marqués par l'histoire libertaire espagnole encore vive, se cristallise autour du « triomphe ». Est-ce un triomphe dirigé vers le

²⁸⁰ Cf. « Le C.A.N. et le C.L.O. : deux comités investis par les libertaires », chapitre 3, deuxième partie.

²⁸¹ *Le Monde Libertaire*, n°217, décembre 1975, p. 12.

²⁸² *Le Monde Libertaire* du 27 septembre 1978, n°280, p. 2.

passé ou vers le futur ? Aussi, il y avait de grands conflits politiques entre Jean Barrué et Maurice Joyeux, un des piliers de la F.A. parisienne et de la F.A. nationale. Lors du jour de décision du congrès de la F.A. à Angers qui se déroule du 15 au 18 mai 1980, la salle a été réservée jusqu'à midi. Or, aucun secrétaire n'est désigné à midi, les débats traînent en longueur et l'ensemble des décisions sont prises dehors sous un arbre. Certaines personnes contestent donc la validité des décisions adoptées. À la suite de ces problèmes administratifs, Gilles Durou souhaite que le groupe Sébastien Faure quitte la F.A. Jean Barrué rejoint cette proposition car son abonnement au *Monde Libertaire* est suspendu. Lui interprète ça comme un acte politique de défiance alors que c'est un abonné de longue date et qu'il a fortement contribué au développement de la F.A. comme à l'organe du *Monde Libertaire*²⁸³. Alors que la scission ne provient pas du groupe Sébastien Faure lui-même, un débat naît et oppose les militants bordelais entre ceux qui souhaitent quitter l'organisation et ceux qui souhaitent y rester. Ainsi, Joachim Salamero s'oppose à ce départ et s'efforce de garder le groupe dans l'aire de la fédération pour ne pas diviser les forces libertaires à Bordeaux malgré les désaccords²⁸⁴. Le groupe Sébastien Faure publie le communiqué suivant dans *Le Monde Libertaire* n°372 du 23 octobre 1980 : « Contrairement à des informations fantaisistes qui circulent, le groupe Sébastien Faure de Bordeaux n'a pas quitté la F.A., et n'a pas l'intention de le faire. Des adhérents du groupe l'ont effectivement proposé mais ils n'ont pas fait l'unanimité. Ils ont donc quitté le groupe, ce qui est leur droit le plus strict »²⁸⁵. Gilles Durou, Jean Barrué et les jeunes militants quittent la fédération pour fonder le Groupe Anarchiste Bordelais et pour certains la librairie l'En-dehors à la fin de l'année 1980, en dehors de toute organisation nationale. En supplément des causes évoquées plus haut, le G.A.B. critique entre autres la fédération sur son engagement syndical et sur l'existence d'un certain sectarisme parisien. La fracture entre militants bordelais se réalise sur le terrain politique mais non de manière spatiale : le G.A.B. siège comme le groupe Sébastien Faure au 7 rue du Muguet²⁸⁶. Dans les sources, un autre G.A.B. existe dans la mi-temps des années 2000 et peut induire en erreur. Il s'agit ici du G.A.B., premier du nom, dont l'autodissolution intervient en 1986.

²⁸³ Philippe Arnaud. Entretien du 21 octobre 2020.

²⁸⁴ Joachim Salamero. Entretien du 7 décembre 2020.

²⁸⁵ LAREYNIE. Bernard, *Documents pour servir à l'histoire du Groupe Anarchiste de Bordeaux [GAB] [1980-1985]*, Th245, C.I.R.A. Marseille, p. 4.

²⁸⁶ *Ibid*, p. 2.

Le collectif qui souffre le plus de cette scission est le groupe Sébastien Faure car il s'est vidé de ses éléments les plus actifs, notamment les jeunes. Cette fuite militante accentue encore davantage le décalage générationnel déjà préexistant. L'année 1980 marque réellement le début de la fin du groupe Sébastien Faure. La dissolution du G.A.B. ne comble pas pour autant le fossé militant entre générations. Les militants du G.A.B. qui restent dans les milieux bordelais réintègrent pour certains la F.A. rue du Muguet mais dans d'autres groupements, plus jeunes et plus impliqués dans le tissu militant et les mouvements sociaux.

B/ L'essor du militantisme mouvementiste à la F.A. bordelaise

La scission au sein du groupe Sébastien Faure n'a pas limité l'attractivité de la F.A. en tant qu'organisation libertaire. Alors que le Groupe Anarchiste Bordelais connaît un certain succès malgré certaines tensions, de nouveaux groupes F.A. apparaissent à l'Athénée Libertaire. En mai 1984, un communiqué dans *Le Monde Libertaire* annonce la création du groupe Durruti de la F.A. à Bordeaux²⁸⁷. En lien avec les enjeux générationnels et politiques, il est à forte majorité composé de jeunes militants qui souhaitent se détacher du militantisme de réflexion du groupe Sébastien Faure. Le groupe Durruti joue un rôle majeur dans le développement de la F.A. à Bordeaux puisqu'il soutient la création de nouveaux groupements. À la suite d'une réunion-repas organisée le 7 septembre 1985 par le groupe Durruti, la liaison F.A. de Saint-Médard-en-Jalles est créée. Un projet d'association est envisagé entre les deux collectifs pour travailler plus étroitement avec Bordeaux. Quelques projets concrets sont déjà précisés après cette réunion : formation théorique avec notamment des sessions collectives de lectures d'ouvrages, formation pratique (militante) avec un travail commun, et une réunion mensuelle entre les deux groupes est prévue²⁸⁸. Le groupe Durruti agit dans ce cas comme un formateur politique : transmission de l'expérience, transmission des pratiques, transmissions des codes et de la culture politique, aide au développement structurel des groupes.

Dans le même temps, un autre groupe F.A. émerge à Bordeaux en octobre 1985 : le groupe Pépin-Cadavre, nom en référence au pseudonyme de plume utilisé par Georges

²⁸⁷ *Le Monde Libertaire*, du 17 mai 1984, n°558, p. 2.

²⁸⁸ Compte rendu de la réunion du 7 septembre 1985. Archives du secrétariat du groupe, Année 1985. Fonds de l'Athénée Libertaire.

Brassens. Il s'agit d'un groupe étudiant qui investit le terrain politique universitaire²⁸⁹. Le groupe étudiant a demandé à adhérer à la F.A. et suscite une démarche de cooptation par le groupe Durruti. De manière générale, l'adhésion à la F.A. ne se fait pas par cooptation mais par adhésion seule du groupe. Le groupe Durruti indique aux relations intérieures de la F.A. et *via* un communiqué dans *Le Monde Libertaire* : « Nous appuyons donc leur adhésion »²⁹⁰. Pour aider ces militants étudiants, une assemblée générale bordelaise est mise en place tous les 1^{ers} vendredis du mois au cours de laquelle se retrouvent donc le groupe Durruti, la liaison Saint-Médard-en-Jalles et Pépin-Cadavre. Le groupe Durruti souhaite également intégrer à l'assemblée le groupe Sébastien Faure, notamment à propos des questions logistiques et administratives comme la campagne de travaux de la rue du Muguet qui débute le 19 octobre 1985²⁹¹. Le groupe Durruti, récemment créé un an plus tôt, endosse un rôle de tuteur politique comme pour la liaison Saint-Médard-en-Jalles. Ce rôle est motivé par plusieurs éléments à mettre en lien avec une conception militante mouvementiste : la solidarité entre militants, la diffusion et le développement d'une pensée critique, la volonté de multiplier les alliés et les terrains de luttes comme stratégie d'efficacité. Malgré des débuts difficiles pour s'insérer dans la politique étudiante, Pépin-Cadavre parvient à élargir ses sympathisants et à susciter de nouvelles adhésions à partir du milieu d'année 1986. Le groupe travaille d'ailleurs avec la coordination nationale des étudiants libertaires. À l'image de son succès, un « pôle libertaire » a été constitué au sein du comité de grève dont la présidence a été confiée plusieurs fois à des militants étudiants de la F.A.²⁹².

La formation de ces nouveaux groupes se réalise grâce à l'arrivée de nouveaux militants à Bordeaux (étudiants ou jeunes professionnels). Ils souhaitent relancer la F.A. somnolente bordelaise en se détachant de l'inactivité en matière d'action sociale du groupe Sébastien Faure. Pourquoi s'investir dans l'organisation de la F.A. pour ces jeunes militants ? La C.N.T. bordelaise est en plein essor au début des années 1980, depuis la fin de la lutte antifranquiste, mais s'implique beaucoup sur le terrain professionnel et syndical, et moins dans le mouvement social. Cette organisation n'est donc pas tout à fait conforme aux aspirations des jeunes groupes qui sont composés en grande partie d'étudiants ou de jeunes

²⁸⁹ Note interne. Archives du secrétariat du groupe, Année 1985. Fonds de l'Athénée Libertaire.

À ne pas confondre avec un groupe du même nom à Istres, lui aussi à la F.A.

²⁹⁰ *Ibid.*

²⁹¹ *Ibid.*

²⁹² Bilan de l'année 86-87. Archives Durruti 86. Fonds de l'Athénée Libertaire.

travailleurs. Ils sont peut-être moins sensibles à l'anarcho-syndicalisme même si des collaborations existent entre les deux organisations. L'anarcho-syndicalisme n'est d'ailleurs pas synonyme dans la pensée comme dans la pratique à l'anarchisme puisqu'il considère le secteur professionnel comme terrain de lutte privilégié.

En ce qui concerne le G.A.B., il existerait un certain « clanisme » selon Benoist Simmat, entretenu par des tensions personnelles entre militants du G.A.B. et militants du groupe Sébastien Faure²⁹³. Philippe Arnaud renseigne en ce sens que d'autres militants de la F.A. d'autres villes sont arrivés à Bordeaux et ont rejoint le G.A.B. peu après sa création comme Fernando Bronchal et d'autres. Certaines tensions éclatent car le bureau du G.A.B. n'accepte pas qu'il y ait des militants de la F.A. qui rejoignent le G.A.B. puisqu'ils avaient la double appartenance²⁹⁴. N'étant pas les bienvenus et en l'absence d'autres organisations, les nouveaux militants créent en premier lieu le groupe Durruti, à l'Athénée Libertaire pour le local et à la F.A. pour les atouts qu'offre cette organisation. La rumeur selon laquelle il existerait un monopole de la F.A. à l'Athénée Libertaire est l'arbre qui cache la forêt. Les causes sont plus profondes qu'une simple histoire de local. En somme, dire que les groupes de l'Athénée Libertaire sont tous F.A. parce que la F.A. exerce un monopole au 7 rue du Muguet occulte les analyses par les biais suivants : la génération, les différents groupements et leurs rapports entre eux, le contexte anarchiste national et local. Le G.A.B. demeure d'ailleurs à l'Athénée Libertaire, preuve de l'inexistence du monopole. La position exclusive du G.A.B. vis-à-vis de la F.A. se poursuit dans le temps, non pas en raison du groupe puisqu'il se dissout en 1986 mais en raison des acteurs. Philippe Arnaud décide de fonder le Cercle Jean Barrué à la F.A. en 2002 en hommage à ce militant qui a eu un rôle de formation important pour plusieurs militants. Certaines personnes ont reproché d'avoir réintégré Jean Barrué dans la F.A. à titre posthume alors qu'il l'avait quittée en 1980 sans jamais y participer de nouveau jusqu'à sa mort. C'est une forme résiduelle du « clanisme » de Benoist Simmat qui semble subsister dans le temps.

À propos de la vie des groupes F.A. : le groupe de Cadillac semble disparaître aux alentours de mai 1983 après étude des numéros du *Monde Libertaire*. Le groupe Durruti quant

²⁹³ SIMMAT. Benoist, *L'anarchisme à Bordeaux*, mémoire de science politique sous la direction de Jean PETAUX, Bordeaux, IEP, 1995, p. 55.

²⁹⁴ Philippe Arnaud. Entretien du 21 octobre 2020.

à lui disparaît dans le deuxième semestre de l'année 1988 en raison de nombreux départs aux motifs professionnels²⁹⁵. Nous n'avons plus trouvé de traces de la liaison Saint-Médard-en-Jalles après 1987. Il est possible que la dissolution du groupe Durruti ait fait vaciller dans le même temps la liaison en raison du rôle moteur de Durruti. Ce n'est pas le cas pour le groupe Pépin-Cadavre. Il change de nom à la rentrée de l'année 1987 par l'arrivée de nouveaux membres non-étudiants et devient le groupe Emma Goldman, toujours à la F.A.²⁹⁶. Le groupe Emma Goldman ne disparaît qu'aux alentours des années 2003-2004. À partir de 1988, le groupe Emma Goldman devient le principal groupe libertaire qui s'investit politiquement dans l'action sociale. Il s'agit du collectif qui porte le plus le militantisme mouvementiste, dans le sillage du groupe Durruti, et qui par conséquent est le plus investi dans les réseaux de luttes. En 1990, il identifiait déjà certaines faiblesses, certaines carences propres à l'anarchisme français et non bordelais : le manque d'ancrage social, une réflexion stratégique insuffisante, une image déplorable dans le grand public²⁹⁷. Pour changer l'image auprès du public et des acteurs politiques, le groupe Emma Goldman s'appuie sur un militantisme réticulaire, garant d'une ouverture politique. Il s'agit-là d'une réelle fracture avec la mouvance intellectuelle ce qui souligne le décalage entre la jeune et la vieille génération.

En l'espace de cinq années, de nombreux groupes et structures se sont formés dont la majorité à la F.A. Les nouveaux collectifs sont composés de jeunes militants qui adhèrent à l'organisation F.A. alors que le seul représentant à Bordeaux est le groupe Sébastien Faure, quelque peu éloigné des aspirations de la jeune génération. Ce constat pose donc question sur les atouts que la Fédération Anarchiste offre à ces milieux libertaires mouvementistes.

²⁹⁵ SIMMAT. Benoist, *op. cit.*, p. 57.

²⁹⁶ *Le Monde Libertaire* du 10 septembre 1987, n°672, p. 2.

²⁹⁷ Bilan d'activités de l'année 89-90. Archives FA années 90. Fonds de l'Athénée Libertaire.

C/ La Fédération Anarchiste, une organisation au service d'un militantisme mouvementiste ?

La Fédération Anarchiste est organisée selon une conception fédéraliste et synthésiste, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une organisation privilégiant le plus possible l'autonomie des groupes sur le principe du fédéralisme libertaire ou du libre fédéralisme. Nous n'allons pas détailler ici le fonctionnement interne de la F.A. mais plutôt questionner la cohabitation entre la forme réticulaire et la forme fédérative. Pour aller plus loin, le site internet de la F.A. met en libre consultation son pacte associatif ainsi que des explications supplémentaires à propos de son fonctionnement qui n'a pas fondamentalement changé depuis le début des années 1980²⁹⁸.

Irène Pereira rappelle la différence entre la fédération et le fédéralisme libertaire. Jacques Ion oppose dans son ouvrage *La fin des militants* (1997) la fédération au réseau. Pour lui, la fédération renvoie à une forme traditionnelle de militantisme reposant sur la hiérarchie alors que le réseau serait propre à de nouvelles formes horizontales de militantisme²⁹⁹. En réalité, le fédéralisme libertaire fait référence aux théories développées par Proudhon, notamment dans son ouvrage *Du principe fédératif* (1863). Pour Irène Pereira, « au strict point de vue juridique, la notion anarchiste de fédération correspond à ce que les juristes appellent une confédération, c'est-à-dire une forme d'organisation dans laquelle l'échelon de base est considéré comme ayant toujours plus de pouvoir de décision que l'échelon supérieur »³⁰⁰. Enfin, l'auteure constate grâce à ses enquêtes de terrains que « le mode d'organisation en réseau était plutôt revendiqué par des activistes libertaires, au sens large, plutôt que par les militants liés aux organisations anarchistes traditionnelles. Pour ces derniers le modèle organisationnel n'est pas le réseau, mais la fédération telle qu'elle a été théorisée par Proudhon »³⁰¹. Ce constat conforte notre postulat à propos de la forme intellectuelle et de la forme mouvementiste. Mais, dans ce cas, pourquoi les groupes composés de jeunes militants à partir des années 1980 adhèrent-ils à la F.A. ? Une contradiction semble exister autour de ces deux pratiques militantes : le réseau privilégie la mobilité, le mouvement alors que le fédéralisme libertaire s'appuie sur la concertation, le débat.

²⁹⁸ https://www.federation-anarchiste.org/?g=FA_mode_emploi [Consulté le 11 mai 2021].

²⁹⁹ PEREIRA. Irène, « La fédération libertaire contre le réseau. Des pratiques organisationnelles anarchistes dans le renouveau de la contestation. », *Réseaux*, n° 181, 2013, p. 154.

³⁰⁰ *Ibid.*

³⁰¹ *Ibid.*

L'adhésion des jeunes groupes de l'Athénée à la F.A. s'expliquent en premier lieu par la transmission consciente ou inconsciente d'une culture politique libertaire fédéraliste. L'implication des anciens militants dans la F.A. a été importante et les pratiques des jeunes groupes ont pu être influencées. Aussi, certains nouveaux militants provenant d'autres villes sont déjà des militants de la F.A. quand ils arrivent à Bordeaux. Enfin, l'organisation F.A. est attrayante pour les jeunes groupes car elle assure le développement même si certains ont privilégié l'indépendance comme le G.A.B. Philippe Arnaud détaille les atouts de cette organisation en particulier au moment de la création du Cercle Jean Barrué en 2002 :

« Pourquoi cette ligne-là [de la F.A.] ? Il y a le fait de la notion de non-isolement, la nécessité d'être en lien avec d'autres ce qui implique une organisation à ce titre-là. Pas nécessairement pour donner une direction mais pour échanger. Un réseau le pourrait mais il y a la pérennité, la force d'une organisation. Ensuite par rapport aux autres organisations, c'est une organisation qui est incluse dans des cercles internationaux etc. Elle a un potentiel de richesses avec ses militants, plus les militants d'ailleurs que l'organisation en tant que telle. Elle a des difficultés de fonctionnement mais elle a, à l'intérieur, un certain nombre de richesses. Les autres organisations sont soit trop minoritaires (O.C.L., Union des anarchistes) ou au contraire, avec l'U.C.L. ou Alternative Libertaire à l'époque, plus contraignantes avec un pacte collectif et des résolutions contraignantes. En fonction de ça, la F.A. continuait de me convenir avec toutes les déceptions qu'elle peut causer »³⁰².

En vertu de son esprit de synthèse et de l'autonomie garantie aux groupes, l'adhésion ne signifie pas nécessairement l'implication. Une nouvelle fois, Philippe Arnaud renseigne sur ce degré d'autonomie :

« Nous, on a repris au cercle Jean Barrué les principes du groupe Sébastien Faure selon lesquels il n'est pas nécessaire d'adhérer à la F.A. Il suffit d'accepter que le groupe soit représentant de la F.A. en Gironde. [...] Quand j'ai créé le cercle Jean Barrué, j'ai dit que quand on fonctionnera suffisamment on verra si l'on peut s'impliquer dans la F.A. Donc de fait on a été adhérent sans être impliqué dans le vie fédérale. Certains ont participé un peu à l'union régionale mais on n'a jamais dû participer à un congrès. Notre implication fédérale, c'est essentiellement recevoir des contacts locaux etc. On n'a pas une

³⁰² Philippe Arnaud. Entretien du 21 octobre 2020.

implication fédérale plus importante. Aujourd'hui, je considère que ce n'est pas indispensable vu notre engagement. On relaye un certain nombre d'informations, on reçoit des informations de la F.A. C'est une richesse qui est apportée mais il n'y a pas une nécessité par rapport à notre activité. Il n'y a pas de campagnes particulières qui nous engagent. [...] À partir de là, chacun peut puiser dedans pour s'en servir si elle n'a pas de rôle directeur »³⁰³.

En effet, des campagnes de lutte ou de solidarité peuvent être organisées à l'échelle fédérale pour gagner en efficacité. Elles sont soumises à la discussion et à l'accord de la plupart des militants. En 1985, le groupe Durruti donne son accord pour le nouveau projet de campagne « Anti-Apartheid » et sur celle du tiers-monde. Il se dit prêt à commander 800 affiches à la fédération³⁰⁴. Les œuvres fédérales (*Le Monde Libertaire*, Radio Libertaire, la librairie Publico, les services communs d'édition et d'impression) sont très importantes pour la vitalité des groupes et leur développement : échanges d'informations et de matériels entre groupes, amélioration de la communication, meilleure coordination des actions, facilités économiques. De fait, la Fédération Anarchiste représente donc un atout pour le développement structurel des groupes mouvementistes bordelais, pour dynamiser l'action et la réflexion politique tout en gardant son autonomie. Et surtout, la fédération donne un cadre et des outils propices à l'échange entre groupe, à la communication, à la création de liens et réseaux politiques informels. De liens ponctuels ou réguliers ont été trouvés entre les différents groupes F.A. (Lille, Aquitaine, Sud-Ouest, Creuse, la Roche-sur-Yon, Nantes, La Rochelle etc) et ils n'auraient sûrement pas existé en dehors du cadre fédératif.

Dans les faits, les groupes mouvementistes s'impliquent peu dans l'organisation fédérale en comparaison avec l'action dans les mouvements sociaux bordelais. Il apparaît que l'autonomie et le détachement politique sont plus importants pour ces jeunes groupes que pour le groupe Sébastien Faure. Malgré une implication indéniable dans l'organisation, les jeunes groupes en question sont surtout représentants de la F.A. localement qu'acteurs dans l'organisation fédérale. Des critiques émergent vis-à-vis de la F.A. et s'illustrent à Bordeaux par la scission du G.A.B. Le groupe Sébastien Faure, alors encore entier, rédige en 1979 dans *Libre Opinion* un article intitulé « Autonomie ou fédéralisme libertaire ». Il invite à un débat

³⁰³ *Ibid.*

³⁰⁴ Sans titre. Archives du secrétariat du groupe, Année 1985. Fonds de l'Athénée Libertaire.

en profondeur sur l'organisation de la F.A. Il critique également la conception et la position de Maurice Joyeux, peu ouvert et tolérant sur les autres tendances et conceptions anarchistes de son temps³⁰⁵. En 1967, il critique violemment au congrès F.A. de Bordeaux (13-15 mai 1967) les jeunes groupes influencés par le situationnisme et annonceurs des événements de Mai 68, il attaque l'Union des Groupes Anarchistes et Communistes ainsi que d'autres militants dont Marc Prévôtet du Groupe des Liaisons Internationales (G.L.I.). Ces attaques sont à l'origine du départ et de l'exclusion de plusieurs individus et groupes comme celui de Nanterre. Au congrès international anarchiste de Carrare en septembre 1968, il s'opposa notamment aux idées de Daniel Cohn-Bendit³⁰⁶. L'article du groupe Sébastien Faure a été refusé à la publication dans *Le Monde Libertaire* car il est trop critique envers Maurice Joyeux. Ainsi, Sébastien Faure soulève aussi la question de la censure dans *Libre Opinion* ce qui participe aussi à la scission du G.A.B. quelques temps plus tard. Le groupe Nestor Makhno de Saint-Étienne questionne également l'organisation de la F.A. en 1980 dans son article du *Lien* « Où va-t-elle, la Fédération ? »³⁰⁷. Des critiques dans le militantisme quotidien portent sur la bureaucratie qui naissante à la fédération à mesure que l'organisation se développe. Philippe Arnaud indique : « En plus, un des éléments était que quand on était au groupe Sébastien Faure, on épluchait tous les textes, les débats internes à la F.A. ce qui nous bouffait beaucoup de temps au lieu d'agir. Plus les engueulades entre nous mais surtout avec les autres »³⁰⁸. La préparation des congrès, les comptes rendus, les articles, les débats, les discussions, les mandats, les rotations des tâches, les communiqués, l'édition du bulletin intérieur sont quelques exemples des tâches qui demandent beaucoup de temps aux groupes ce qui les éloignent quelque part du terrain local et de l'action politique et sociale. Rémi Philton se souvient :

« Dans les années 1990, la F.A. fait un bon en termes de militants. On va à un congrès à Montpellier, on était plus de 250, ce qui est énorme, de Bordeaux on était 3-4 à y aller. Il y avait quelque chose, une présence avec des groupes à Lyon qui tenait... On sortait un journal, un hebdo (*Le Monde Libertaire*). Il y avait vraiment des militants qui étaient encore sur des modes moines-soldats, qui bossaient énormément pour l'organisation. La F.A. dans sa structuration s'oblige de faire la synthèse, elle est synthésiste, et donc ça

³⁰⁵ « Autonomie ou fédéralisme libertaire », *Libre Opinion*, 1979.

³⁰⁶ « Maurice Joyeux », <https://maitron.fr/spip.php?mot28> [Consulté le 12 mai 2021].

³⁰⁷ « Où va-t-elle, la Fédération ? », *Le Lien*, n°174, octobre 1980.

³⁰⁸ Philippe Arnaud. Entretien du 21 octobre 2020.

n'avance pas. C'est-à-dire qu'il y a les moyens militants pour lancer des campagnes, pour structurer, ça attire du monde, il y a des gens qui rentrent à la F.A. et ça n'avance pas, ça se tire dans les pattes déjà au départ sur la question du féminisme et du féminisme radical. [...] Donc on est traversé par une transition sociétale que l'on n'arrive pas à régler et qui crée des tensions et ça n'avance pas. C'est une organisation politique pour moi qui n'avancait pas. Justement, on est à un moment donné une génération de jeunes trentenaires, où moi j'ai envie que ça avance et il y a plein de dynamiques qui se créent : il y avait le local rue de Tauzia, des dynamiques culturelles et politiques, il y avait plein de squats, de lieux associatifs. Sur Bordeaux, ça rayonnait autour des cultures *underground* qui étaient vraiment très dynamiques. On avait le sentiment, en tout cas moi, que si on arrivait à coordonner ça ou à proposer une structure politique, donc l'Athénée Libertaire, on pourrait rassembler encore plus de gens. Mais c'était pas à la F.A., c'était pas dans cette organisation. Je crois que j'ai écrit un texte là-dessus en disant : on n'y arrivera pas, il faut qu'on arrive à ouvrir plus largement, même si les gens ne sont pas complètement libertaires »³⁰⁹.

Cette analyse personnelle montre qu'il y a une tension entre deux modèles : le réseau et l'organisation. En 1986, l'Union régionale F.A. du sud-ouest questionnait déjà l'évolution du fonctionnement de la fédération. Des réflexions et discussions communes sont organisées entre militants de l'Union régionale par rapports aux œuvres fédérales qui « échappent » aux militants de provinces, en raison de l'éloignement géographique et d'un certain centralisme parisien de la F.A. malgré elle. Elles pointent aussi les différents problèmes de fonctionnement et de communication au sein de la F.A. malgré les congrès³¹⁰. Irène Pereira montre que « la forme réseau a pu apparaître comme un antidote aux organisation bureaucratiques centralisée et verticales »³¹¹. Alors, si la F.A. tend inconsciemment vers une bureaucratisation et une centralisation, un antagonisme entre modèles devient inévitable. Pourtant, le groupe Sébastien Faure et le groupe Emma Goldman demeurent à la F.A. jusqu'à leur dissolution. Le premier continue de payer ses adhésions par fidélité, amitié, tradition ou soutien mais n'a plus vraiment d'action politique et devient surtout un représentant symbolique de la F.A. en Gironde. Le groupe Lapeyre de la F.A. créé vers 2000 serait plus ou moins une continuité du groupe Sébastien Faure. Le groupe Emma Goldman quant à lui s'investit surtout en dehors de

³⁰⁹ Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

³¹⁰ Sans titre. Archives Durruti 1986. Fonds de l'Athénée Libertaire.

³¹¹ PEREIRA. Irène, art. cit. *Réseaux*, n° 181, 2013, p. 149.

l'organisation sur un terrain local. La fédération lui sert notamment dans l'échange et le lien avec d'autres groupes mais plus particulièrement à l'échelle régionale du sud-ouest. Le groupe tente également de faire passer ses idées dans l'organisation fédérale comme ses positions sur le féminisme mais sans grande réussite puisque ces positions créent de grandes tensions. Ces tensions, sur le féminisme notamment, conduisent à une fracture et le groupe Emma Goldman réfléchit à quitter la F.A. vers 2003-2004 pour construire avec la nouvelle Coordination des Groupes Anarchistes (C.G.A.), issue d'une scission avec la F.A. en 2002³¹².

Au regard des différents éléments avancés et des témoignages des militants, il semble difficile de rendre une conclusion tranchée. Les groupes mouvementistes de l'Athénée Libertaire ont adhéré à la fédération car ils y ont trouvé un intérêt certain pour se structurer et se développer. Mais, l'évolution politique de l'organisation fédérale conduit à une forme d'antagonisme sous-jacent entre l'organisation et le modèle du réseau. Cet antagonisme produit un éloignement des groupes privilégiant le terrain par rapport à l'organisation F.A. L'éloignement se trouve néanmoins limité puisque le réseau de communication interne de l'organisation (liens entre groupes) et les liens entre militants (débat, participation aux congrès) sont plus ou moins maintenus. En effet, des organes de presse spécifiques aux organisations régionales F.A. se développent et sortent des canaux fédéraux la communication et l'information entre groupes régionaux³¹³. L'organisation et la question de l'autonomie sont des débats qui ont agités les mouvements libertaires pendant tout le XX^e siècle. Après des décennies de discussions sur ces thèmes, les problématiques semblent ne pas avoir changées. L'énergie militante se dilue dans ces oppositions intellectuelles et les militants se fatiguent dans une bureaucratisation croissante du militantisme. Ceci aboutit à un délaissement de l'action comme du terrain politique et par conséquent, des fractures se créent entre une organisation centrée sur elle-même et des groupes en constant mouvement. L'étude des communications, mises en rapport avec l'évolution technologique, procure un autre angle d'approche sur l'antagonisme croissant entre réseau et fédération.

³¹² Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

³¹³ Cf. la partie « Un outil de structuration des réseaux ».

D/ La communication au sein de la F.A. et l'arrivée des nouvelles technologies dans le militantisme

Au cours de l'analyse des sources, il est apparu que la communication entre groupes F.A. à Bordeaux était parfois délicate alors qu'ils partagent un lieu commun. Ce constat est le point de départ d'une réflexion sur les moyens de communication. Ces moyens subissent un bouleversement important en raison de l'avènement des nouvelles technologies dans la dernière décennie du XX^e siècle et l'ensemble des pratiques militantes s'en trouve modifié.

À l'échelle locale d'abord, plusieurs cas renseignent sur la communication entre groupes F.A. Le groupe Durruti a ouvert un courrier adressé au groupe Sébastien Faure mais dont l'adresse était « ambiguë ». Il joint un mot d'excuse en transmettant ce courrier au véritable destinataire³¹⁴. Le secrétaire du groupe Sébastien Faure, Gérard Escoubet, adresse une invitation par courrier à Durruti (et à travers lui Pépin-Cadavre et la liaison Saint-Médard) à propos de l'exposé de Joachim Salamero qui se déroule le 31 octobre 1985³¹⁵. De même, Durruti adresse un courrier au groupe Sébastien Faure pour l'informer de l'assemblée générale de l'Union locale F.A. du 1^{er} août 1987 ce qui paraît étrange compte tenu que les deux groupes partagent le même local rue du Muguet³¹⁶. Il ne semble donc pas exister au premier abord de communication physique entre ces deux groupes. Dans la même logique, toutes les convocations de la S.C.E.G.I. sont adressées en courrier aux autres groupes de l'Athénée Libertaire. Plusieurs explications peuvent être apportées : les militants du groupe Sébastien Faure ne s'investissent plus physiquement au 7 rue du Muguet à partir des années 1980, les permanences des différents groupes sont étalées sur la semaine et ne permettent pas aux militants de se croiser, le format papier est privilégié dans une logique administrative et par formalité. Il s'agit probablement d'une combinaison de ces facteurs mais nous ne pouvons pas apporter une vision nuancée à ces relations écrites. En effet, nous n'avons bien évidemment pas pu avoir accès aux communications orales, si elles ont existé, car elles n'ont pas laissé de traces exploitables. Lors de la réfection de la porte d'entrée du local de la rue du Muguet dans les années 1980, le résultat ne respecte pas les décisions collectives adoptées en assemblée générale de la S.C.E.G.I. Un reproche est formulé aux militants-artisans en

³¹⁴ Sans titre. Archive SF. Fonds de l'Athénée Libertaire.

³¹⁵ *Ibid.*

³¹⁶ Courrier du 15 juillet 1987. Relation intérieures EG 1987. Fonds de l'Athénée Libertaire.

charge des travaux car ils n'ont pas utilisé le téléphone pour demander un avis ou une confirmation des décisions prises³¹⁷. L'usage d'autres moyens de communication n'est donc pas systématique. Pour autant, les relations physiques ont bien existé au cours d'actions, de réflexions collectives, d'assemblées mais les premières prises de contact s'effectuent systématiquement au format papier. Que ce soit par courrier ou par feuille d'information, l'utilisation de la communication écrite s'observe dans l'ensemble du spectre militant bordelais, dans les milieux libertaires comme ailleurs, et comporte son lot d'erreurs et d'incompréhensions. Dans un autre registre, des intéressés demandent des renseignements sur les groupes F.A. bordelais dans le but éventuellement de les rejoindre. Ces échanges se réalisent d'abord par courrier avant qu'une rencontre physique lors de la permanence d'un groupe ne soit proposée.

À une échelle plus large, la pratique de l'envoi postal est généralisée à l'ensemble du militantisme car c'est le moyen le plus efficace pour transmettre un communiqué, un article (au *Monde Libertaire* par exemple), pour échanger du matériel de propagande ou de réflexion entre groupes. Ces relations orientées sur l'écrit (manuscrit ou tapuscrit) ne sont pas exclusives au militantisme mais sont la norme dans l'ensemble de la société. Conjointement à ces pratiques, il existe une forte dimension temporelle qui rythme la vie militante : délais importants de réponse, organisation davantage anticipée. Cette dimension temporelle n'est révélée que par l'arrivée de moyens de communication plus rapides : le réseau internet et informatique. Dans le cadre de la mise en place de listes d'échanges de mails au sein de la F.A., Philippe Arnaud explique : « Avant, quand j'ai commencé, il fallait écrire un texte, l'envoyer au bulletin intérieur qui arrivait un mois après, même si on répondait ça arrivait un mois après. Aujourd'hui c'est dans la journée. Il y avait un change sur les listes. Il aurait fallu mettre des freins c'est-à-dire que les listes ne devraient avoir des diffusions que 24h après. Ça laisse le temps, ça ralentit les choses »³¹⁸. La démocratisation progressive d'internet réduit donc le temps d'exécution des différentes tâches et modifie en conséquence les pratiques comme les rapports. Le réseau informatique porte en lui la promesse de liaisons plus intenses et d'une collaboration plus étroite et fructueuse entre militants libertaires, pouvant dépasser

³¹⁷ Sans titre. Relations intérieures années 1989 EG. Fonds de l'Athénée Libertaire.

³¹⁸ Philippe Arnaud. Entretien du 21 octobre 2021.

éventuellement certains clivages. Dans les faits, ces nouvelles technologies s'avèrent à double tranchant comme l'indique Rémi Philton :

« 1997, c'est le début où beaucoup de militants commençaient à avoir des adresses mails, soit à leur travail, soit ils se payent eux-mêmes un abonnement internet. Jusque-là, entre 1996 et 1998, la plupart des gens qui travaillent dans des bureaux ou dans des lieux ont un accès internet et commencent à avoir une adresse mail. Très vite, le mouvement libertaire commence à faire une liste de diffusion pour discuter. Là ça ouvre un champ des possibles de dingue. C'est-à-dire que jusque-là on envoyait par la poste des courriers à des gens pour expliquer le R.A.I.L., on mettait sous plis, on essayait de trouver des systèmes par la poste et tout ça. Et là du jour au lendemain, on arrive à pouvoir toucher une partie des gens, puis tout le monde commence à discuter. Très vite, ça permet de voir aussi les caractères de certains militants de la F.A. [...] Ça débride et c'est des gens qui commencent à s'exprimer un peu sur tout comme aujourd'hui on le sait. On le voit très bien sauf qu'au départ, c'est le début. On les connaît parce qu'on les voit mais on voit à quel point ils peuvent manipuler la langue, jouer de l'insulte, il y a toute cette tendance libertaire qui aime bien manier l'insulte, le parler franc. Maintenant on le sait très bien que c'est un mode d'expression qui crée de la souffrance chez les gens. Très vite, on a vite vu qu'il fallait des modérateurs, qu'il fallait des choses. Ça n'a pas fait du bien forcément. Je ne pense pas que ça a fait du bien parce que ça a mis à jour aussi... Tu te dis : " il y a telle personne, j'ai pas aimé ce qu'il a dit au congrès ". Et après chacun rentre dans sa ville. En fait ça réduit les distances et on voit qu'on se retrouve avec des gens dont on est très loin dans le mode de pensée. Si ça permet aux outils de communication du journal, des choses comme ça : d'écrire des mails, d'envoyer, d'écrire des articles, c'est bien plus facile. On écrivait des articles, on les envoyait par fax et eux les recopiaient, ou on les envoyait par courrier et ils les retapaient. C'était un boulot dingue. Donc très vite les choses font qu'on peut arriver à faire quelque chose mais ça prend énormément de temps en groupe de discuter de ce qui s'est dit, de ce que les gens pensent etc. Ça fait que tu passes énormément de temps à gérer des conflits en interne de ton organisation politique et ça t'éloigne du développement local. [...] C'est ce qui fait le plus de mal les mails. Ça fait très mal. Ça fait qu'on se retrouve dans des postures de petits commissaires du peuple qui sont là et qui disent ce qu'il faut penser au lieu de discuter. C'est un travers qui existe encore aujourd'hui »³¹⁹.

³¹⁹ Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

Si les nouveaux moyens de communication simplifient les tâches en lien avec les œuvres fédérales comme la production écrite, ils complexifient sensiblement les rapports entre militants et exacerbent les tensions déjà existantes dans le cadre de la F.A. La réduction du temps imparti au dialogue en est la cause principale. En ce qui concerne l'organisation en réseau, les nouvelles technologies ouvrent de nouvelles perspectives mais dont les fruits ne s'observent réellement qu'après notre chronologie par la généralisation à l'ensemble de la société. Un des paradoxes à retenir est que la nouvelle proximité proposée éloigne du terrain et de l'action. Le réseau militant ne peut donc se concevoir dans l'univers virtuel car il s'établit sur des luttes concrètes en lien direct avec d'autres acteurs. La mutation progressive de rapports concrets entre militants vers des rapports virtuels peut également aboutir à des formes de dépossession comme c'est le cas pour les archives : la virtualisation des échanges limite la production de sources écrites et leur classement en archives.

La communication au sein des milieux évoqués n'a pas évolué brutalement. Il s'agissait de montrer dans ce propos dans quelle mesure l'arrivée des nouvelles technologies bouleverse les pratiques militantes. La F.A. est le cas particulier désigné en raison des sources et témoignages plus abondants mais il ne saurait refléter une généralité. Cette évolution ne fait pas table rase sur le recours aux courriers papiers pour la chronologie étudiée puisque ce ne sont que les débuts d'internet. S'ajoute à cela une dimension générationnelle car chaque génération possède ses propres pratiques. La génération anarchiste bordelaise inscrite dans la forme mouvementiste conserve une certaine distance à la fin du siècle sur ces nouveaux outils car ils tendent à éloigner celle-ci de son militantisme de terrain.

La Fédération Anarchiste est donc relativement bien représentée à Bordeaux avec un groupe historique et des nouveaux groupes. Mais, en réalité, il s'agit d'un vernis qui se craquèle à partir des années 1980. La scission du G.A.B. constitue la première expression d'une critique vis-à-vis de la fédération. Les nouvelles générations, qui portent en elles une action dirigée vers le terrain, éprouvent quelques difficultés à se positionner au sein de l'organisation (communication nouvelle, bureaucratisation croissante). Pourtant, la F.A. constitue tout de même le vivier le plus important de la chronologie, preuve d'une certaine force ou stabilité procurée à ces groupes. La F.A. est d'ailleurs encore aujourd'hui représentée à Bordeaux avec le Cercle Jean Barrué ce qui montre une certaine filiation avec les périodes politiques

antérieures. Une autre organisation se renforce à partir des années 1980 et constitue aussi un réservoir militant : la C.N.T. française.

II – La C.N.T. : entre essor et scission

L'histoire de la C.N.T. est fortement liée à celle de Bordeaux. De création espagnole, elle s'exporte pendant la guerre d'Espagne à Bordeaux et pendant quelques années deux C.N.T. cohabitent : la C.N.T. en exil et la C.N.T. française. La C.N.T. française est une organisation anarcho-syndicale très minoritaire en France contrairement en Espagne. Mais, il ressort de nos recherches que celle-ci parvient progressivement à émerger dans le paysage syndical et à s'inscrire dans des réseaux de luttes à partir de la mort de Franco. Un communiqué dans *Le Monde Libertaire* revient sur l'intense activité et les différents conflits syndicaux qui occupent l'Union locale C.N.T. de Bordeaux au cours de l'année 1983 : lutte à la clinique des Orangers, à la société d'ambulance, conflit aux cinémas, problème de représentativité à l'usine SAFT, difficulté avec la mairie de Bordeaux et F.O. qui veulent expulser les cénétistes des locaux de la vieille bourse du travail³²⁰. Si dans l'ensemble, les années 1980 constituent une période faste, le dynamisme n'est pas maintenu sur le long terme.

A/ Les premiers succès syndicaux après la mort de Franco

La mort de Franco et la renaissance de la C.N.T. en Espagne permet à la C.N.T. française de se détourner du destin cénétiste espagnol même si les liens ne sont pas rompus. Les effectifs espagnols au sein de la C.N.T. française baissent également car il n'est plus nécessaire pour beaucoup de s'investir dans l'organisation française : les deux C.N.T. se séparent progressivement. Pour autant, les événements nationaux et internationaux ne doivent pas occulter l'action locale qui existe avant et après 1975. Une grève est décrétée par des employés espagnols dans le secteur du bâtiment en mai-juin 1976 à Bordeaux pour dénoncer le « travail à la tâche » destiné à accélérer la cadence sur le chantier. Il n'existe pas encore de section C.N.T. dans le secteur du bâtiment mais cette grève est accompagnée des cénétistes

³²⁰ « Communiqué », *Le Monde Libertaire* du 17 novembre 1983, n°505, p 3.

dont le jeune militant Michel Caravera mais également de la C.F.D.T. et de la C.G.T. À la suite de ce conflit, Michel Caravera et ses camarades grévistes fondent le syndicat du bâtiment C.N.T. française à Bordeaux³²¹.

La C.N.T. bordelaise est intervenue dans plusieurs conflits opposants les employés avec leur hiérarchie. En octobre 1983, deux conflits dans le domaine de la santé ont éclaté à Bordeaux, avec dans les deux cas une implication cégétiste. Le premier a pour cadre la clinique à but lucratif des Orangers, située à Mérignac, dans laquelle les conditions de travail sont désastreuses pour le personnel soignant. Une section syndicale C.N.T. a été créée un an avant que n'éclate le conflit, à l'occasion d'une réorganisation des services imposée par le patron. Cette réorganisation aggrave les conditions de travail et le mécontentement du personnel est lisible dans l'organe de presse de la section syndicale C.N.T. *La Presse Orange* : une seule heure pour le repas des malades, un seul aide-soignant la nuit par étage, le personnel de maintenance verrait ses fonctions élargies à la répartition des repas dans les étages. À ce durcissement des conditions de travail s'ajoutent le non-respect des qualifications, celles-ci ne sont pas mentionnées dans les contrats de travail, manque fréquent de matériel, manque de personnel, salaires gelés au Smic, manque de confort et manque de respect des malades par voie de conséquence. La majorité du personnel aide-soignant, une partie du personnel infirmier et d'entretien débutent donc une grève le 3 octobre 1983 après le refus de la part de la direction des revendications de la section syndicale C.N.T., principale animatrice de la grève. De nombreuses démarches sont réalisées pour faire connaître le conflit, plusieurs soirées et manifestations de soutien sont organisées par des collectifs, des associations et des groupes. L'inspection du travail est intervenue dans cette structure et a permis d'établir un protocole d'accord le 26 octobre avec satisfaction des grévistes notamment sur les problèmes d'horaires, de roulements, d'effectifs et de qualification. Après la reprise du travail, le P.D.G. n'a pas respecté le protocole établi ce qui provoque une reprise de la grève le 31 octobre. En parallèle de la grève à la clinique des Orangers, un deuxième conflit syndical est mené sous l'égide de la C.G.T. dans la société d'ambulances SOS-Ambulances depuis le 19 octobre pour des raisons similaires. Les grévistes ambulanciers sont rapidement rentrés en relation avec les

³²¹ Michel Caravera, *Athénée Libertaire*, 1^{er} mai 2013. Entretien réalisé par Thomas Aimar, images Jean-Pierre Ramine.

grévistes C.N.T. des Orangers pour un syndicalisme d'action commun et des convergences d'idées³²².

Pour la grève à la clinique, il s'agit d'une victoire pour le personnel soignant car les revendications ont été satisfaites sur le plan des horaires et des conditions de travail. Cependant, ce succès est en demi-teinte compte tenu de la répression patronale sur les grévistes les plus actifs après la reprise du travail. Le docteur Monod, le P.D.G. de la clinique, licencie en décembre 1983 deux grévistes, la lassitude des 34 jours de grève n'ayant pas pu permettre la création d'une riposte. La C.N.T. a engagé des actions en justice en raison du motif antisyndical de ces licenciements. La première : une procédure au tribunal des Prud'hommes pour licenciement abusif visant à obtenir un jugement ordonnant la réintégration. En cas de victoire, la direction peut payer des indemnités plutôt que de réintégrer les licenciés. La deuxième : une procédure en référé devant le tribunal de grande instance de Bordeaux pour la discrimination syndical et le préjudice moral causé aux deux personnes licenciées et au syndicat. Le jugement a été rendu le 15 mai 1984 et le docteur Monod a été relaxé par le tribunal. Les entreprises judiciaires ont été un échec mais la section syndicale est de plus en plus active et investie par les syndiqués au regard du succès général de la grève³²³.

À propos de ces deux conflits, Benoist Simmat apporte quelques éléments supplémentaires. La section syndicale de la clinique compte une dizaine d'adhérents et s'est rapprochée elle-même de la C.N.T. malgré une tentative antérieure d'approche de la C.G.T. La grève aurait concerné la moitié de l'effectif du personnel soit une cinquantaine de personnes, à majorité des aides-soignants. Cette grève est exceptionnelle à plusieurs niveaux puisqu'elle dure au total 35 jours consécutifs et la C.N.T. a réussi à redonner la moitié du salaire des jours de conflits au personnel grâce aux collectes dans diverses entreprises comme la Compagnie Générale Française des Transports et Entreprises (C.G.F.T.E.) et Dassault. Elle aurait même été soutenue de l'extérieur par des inspecteurs de la direction départementale du travail. La lutte dans l'entreprise SOS-Ambulance, une des plus grosses sociétés d'ambulances de la Gironde, est soutenue par un militant C.N.T. et deux militants C.G.T. Les deux luttes se rapprochent et

³²² « Bordeaux : Les parias de la santé en lutte », *Courant Alternatif*, n°32, janvier 1984, p. 11-12.

³²³ « Clinique des Orangers à Bordeaux : La CNT sur le terrain judiciaire », *Courant Alternatif*, n°38, été 1984, p. 12.

s'entraident ce qui se concrétise par une manifestation commune qui rassemble environ 150 participants et contribue à la réussite de la lutte sur le plan médiatique. Sur le plan judiciaire, la C.N.T. perd son procès au Prud'hommes pour le licenciement de deux aides-soignantes très impliquées dans le militantisme anarcho-syndicaliste au cours de la grève des Orangers. En ce qui concerne la société ambulancière, la grève est un échec puisque le patron choisit de liquider sa société et d'en recréer une autre ailleurs. Les contrats de cette société avec le secteur public sont annuels (ici avec le C.H.R. Pellegrin) et permettent sans difficulté de fermer l'entreprise et de renvoyer l'ensemble du personnel³²⁴. La C.N.T. française bordelaise qui était auparavant enfermée dans la lutte antifranquiste s'ouvre au mouvement social au début des années 1980. De la même manière que pour d'autres tendances libertaires, un changement dans le militantisme s'observe. Les pratiques ne sont plus à l'entre-soi cénétiste franco-espagnol mais à l'investissement du terrain, à la réalisation de ponts militants et de composition avec d'autres tendances politiques au nom de la lutte en cours. La collaboration entre militants C.N.T. et militants C.G.T. comme l'élan de solidarité financier au cours des grèves en sont quelques signes visibles.

Dans la foulée du conflit à la clinique des Orangers et dans la société d'ambulances, la C.N.T. s'investit dans les cinémas bordelais de quartier Concorde du groupe « Les Variétés » et notamment dans l'ancien ABC de la rue Saint-Catherine, le Concorde 3. Cette implantation cénétiste est possible grâce à la présence de militants chez les employés, notamment les projectionnistes, et à la taille relativement petite des structures. En effet, la C.N.T. bordelaise n'arrive pas à s'implanter dans le secteur public face aux grandes centrales syndicales, comme la C.G.T. ou F.O. Elle parvient cependant à s'impliquer dans le secteur privé duquel les grandes centrales sont absentes. Selon ses principes de bases cénétistes, elle est davantage portée à défendre d'abord les travailleurs individuels et les petites entreprises. C'est pourquoi la plupart des conflits et des investissements syndicaux de la C.N.T. bordelaise dans les années 1980 se déroulent dans ces structures. La lutte dans les cinémas Concorde et Club se cristallise sur les licenciements anticipés des ouvreuses et sur le respect du droit et des conditions de travail. Un syndicat est constitué dont une partie des membres est déjà syndiquée au Syndicat

³²⁴ SIMMAT. Benoist, *L'anarchisme à Bordeaux*, mémoire de science politique sous la direction de Jean PETAUX, Bordeaux, IEP, 1995, p. 135-136.

du spectacle et de la culture C.N.T.³²⁵. Le moyen privilégié pour faire pression est le boycott devant l'entrée des salles ce qui entraîne la désertion des salles par le public et une baisse des rentrées d'argent. Grâce à ce moyen, la C.N.T. obtient soit la réintégration à leur poste de travail des ouvrières abusivement licenciées, soit des licenciements avec indemnités³²⁶. Nous avons peu d'informations sur ce conflit mais il s'agit d'un autre succès de la C.N.T. bordelaise. Il contribue à son essor et à sa publicité chez les travailleurs girondins. Mais paradoxalement, l'organisation devient très surveillée par le patronat qui se méfie de plus en plus de l'anarcho-syndicalisme qu'il ne connaissait jusqu'alors quasiment pas, si ce n'est au sein des grandes centrales comme à F.O.

Michel Caravera fait mention d'un autre conflit syndical au cinéma Gaumont au début des années 1980 (Gaumont Bordeaux au 9 cours Clémenceau ou au Gaumont-Club au 26 cours de l'Intendance). Une section syndicale de la C.N.T. est créée mais n'est pas reconnue par la direction du cinéma donc les salles et les séances sont boycottées par les militants. Des tracts et des affiches de Gaumont sont diffusés pour discréditer les syndicalistes ce qui provoque une bousculade un soir au cinéma. Un procès est intenté contre la section syndicale au cours duquel la C.N.T. choisit de se défendre sans avocat, conformément aux valeurs de la C.N.T. contre la justice bourgeoise. La section C.N.T. n'est pas reconnue et deux employées militantes sont renvoyées, comme d'autres employés seulement sympathisants³²⁷. Il s'agit d'un nouvel épisode de répression patronale. Nous avons là aussi peu d'éléments mais il semble que les événements se déroulent dans la même chronologie que pour les cinémas Concorde et Club et selon les mêmes pratiques militantes. Dans le même temps, en 1983, la C.N.T. française est expulsée de son local historique rue Lalande par la mairie bordelaise et par F.O., autre locataire de la vieille bourse du travail. Les raisons sont peu claires mais il pourrait s'agir de conflits personnels. La C.N.T. réintègre finalement la rue de Lalande mais provisoirement au n°34³²⁸. L'expulsion dans ce contexte syndical témoigne de la solidité des bases de la C.N.T. bordelaise qui parvient à résister sur le front syndical comme sur le plan militant.

³²⁵ *Le Dégel*, n°4, octobre-novembre 1983.

³²⁶ SIMMAT. Benoist, *op. cit.*, p. 135-136.

³²⁷ Michel Caravera, *Athénée Libertaire*, 1^{er} mai 2013. Entretien réalisé par Thomas Aimar, images Jean-Pierre Ramine.

³²⁸ *Ibid.*

Ces différents conflits syndicaux donnent à voir une évolution rapide de la C.N.T. à Bordeaux, à la fois dans sa stratégie comme dans ses objectifs. Moins de dix ans après la mort de Franco, la C.N.T. française bordelaise a su changer de cap politique : de l'antifranquisme et de l'antifascisme international, elle s'est recentrée sur le but premier de l'organisation syndicale à savoir la défense des travailleurs. Plusieurs explications peuvent être apportées : la séparation nette entre la C.N.T. française et espagnole notamment provoquée par le départ des Espagnols après 1975, l'arrivée d'une nouvelle génération de militants qui ne s'est jamais investie dans le soutien aux Espagnols, le tournant néo-libéral dans les années 1980 qui fragilise voire brave les droits des travailleurs dans une logique de profit et plus particulièrement dans le secteur privé. Aussi, la désyndicalisation générale et progressive des travailleurs dessert les grandes centrales syndicales et favorise de fait l'implantation d'autres modèles syndicaux comme l'anarcho-syndicalisme. Contre la violence du néo-libéralisme qui s'observe par les licenciements abusifs et la répression patronale, les modes d'action cénétistes peuvent apparaître plus appropriés et plus audacieux pour la défense des droits des travailleurs.

B/ La faillite des centrales syndicales au bénéfice de la C.N.T.

Le développement de la C.N.T. bordelaise à partir des années 1980 peut aller de pair avec l'avènement d'une forme militante mouvementiste mais ceci ne peut constituer la seule explication. D'autres facteurs éclairent ce changement politique comme la faillite des centrales syndicales. Mais, ce développement rencontre des freins sur le terrain de l'entreprise et plus particulièrement en ce qui concerne la représentativité syndicale.

Dans la revue d'O.C.L. *Courant Alternatif*, le représentant syndical cénétiste au comité d'entreprise détaille la naissance de la section syndicale dans l'usine SAFT de Bordeaux. Cette usine employait 1400 personnes en 1978 mais l'effectif a reculé à 1100 en 1983 en raison de départs non remplacés et d'une gestion d'entreprise selon le modèle néo-libéral. C'est dans ce contexte qu'a lieu pendant cinq ans une campagne de propagande C.N.T. interne, diffusée auprès des travailleurs. Une élection de délégués du personnel a lieu dans l'entreprise en juin 1982 soit un mois avant la création officielle. Sans aucun appel officiel de la C.N.T., 42 bulletins de la C.N.T. sont mis dans l'urne. Compte tenu du caractère non officiel de la section syndicale

cénéviste, ces bulletins sont considérés comme nuls (cf. le tableau ci-dessous³²⁹). Fort de ce succès, une section syndicale cénéviste est créée en juillet 1982, des délégués et un représentant sont désignés pour participer au comité d'entreprise.

Pour donner une idée de l'influence des différents syndicats à la SAFT, voici les résultats des élections de délégués du personnel de juin 1982 (collège ouvrier).	
Inscrits : 761	
Abstentions : 187	
Votants : 577	
Nuls : 64 *	CGT : 290
Suffrages exprimés : 513	CFDT : 154
	FO : 38
	CFTC : 31
* Parmi ces 64 bulletins nuls : 42 en-têtes du journal CNT	

L'entreprise S.A.F.T. intente deux procès contre la section C.N.T. début juillet 1982 dans le but de nier leur représentativité et de réduire au silence la voix cénéviste. Ils se déroulent le 3 et le 7 septembre 1982. Le premier procès (le 7 septembre) est contre les deux délégués syndicaux élus. La justice a statué contre la C.N.T. malgré un rapport correct et favorable d'un expert indépendant, une pétition signée par 165 travailleurs et un texte visant à soutenir la légalité de la création qui a recueilli plus de 100 signatures. La C.N.T. lance en conséquence un appel au boycott des prochaines élections au comité d'entreprise. Le deuxième qui devait se tenir le 3 septembre concerne le représentant syndical au comité d'entreprise mais n'a pas encore eu lieu au moment de l'écriture de l'article en raison des différents renvois³³⁰. Nous n'avons pas pu trouver les conclusions définitives de la justice pour ce dernier procès après l'écriture de l'article. Sans reconnaissance légale, ici validée ou non par la justice, la section syndicale ne peut avoir d'activité et de représentativité au sein de l'entreprise. Dans l'article, le témoin rapporte également des collusions pénalisant la C.N.T. entre le patronat et la justice, entre le patronat et la section C.G.T. qui conforte le sentiment de répression antisyndicale.

Michel Caravera avance quant à lui qu'un conflit avec la C.F.D.T. à partir de 1978 aurait été à l'origine de la création de la section C.N.T. à la S.A.F.T. Elle n'a pas été reconnue officiellement car selon lui elle n'aurait pas voulu donner les noms de ses adhérents. Aussi, la loi de nationalisation du 13 février 1982 nationalise la Compagnie Générale d'Electricité dont l'entreprise S.A.F.T. Ainsi, la création d'une section C.N.T. dans une entreprise publique aurait

³²⁹ « SAFT Bordeaux : pour un autre syndicalisme... », *Courant Alternatif*, n°28, été 1983, p. 8-9.

³³⁰ *Ibid.*

joué en sa défaveur lors des procédures judiciaires de reconnaissance légale³³¹. Cet épisode syndical montre que la C.N.T. ne s'investit pas uniquement sur le terrain des petites entreprises mais se taille une part au milieu des centrales syndicales. En effet, le contexte général syndical est propice à cette apparition. Pour l'interrogé de l'article, l'implication du parti communiste dans la C.G.T. depuis plusieurs décennies a rebuté plusieurs travailleurs qui se sont impliqués à F.O., certains en raison de leur exclusion de la C.G.T., d'autres car ils y trouvaient davantage de libertés syndicales³³². La C.F.D.T. a également récupéré une certaine partie de la gauche et de l'extrême gauche syndicale après 1968 en employant un vocabulaire révolutionnaire et en axant son discours sur l'autogestion. À partir de 1974 et des Assises du socialisme, la C.F.D.T. amorce son virage réformiste en se rapprochant du Parti Socialiste de François Mitterrand. La rupture de l'Union de la gauche en 1977 et l'échec aux élections législatives entérine le virage réformiste à droite. Ceci aboutit à de nombreux désaccords et à de nombreuses expulsions de syndicalistes révolutionnaires comme celle de l'Union Départementale de Gironde C.F.D.T. dans les années 1970. Le représentant syndical cégétiste interrogé dans l'article était effectivement à la C.F.D.T. dans l'entreprise S.A.F.T. Face à la ligne politique de la centrale, à la bureaucratie et aux conflits entre les intérêts du syndicat et les intérêts des travailleurs, il a quitté ce syndicat pour participer à la création de la section C.N.T. avec la volonté d'avoir un outil de lutte propre aux travailleurs³³³. La ligne politique, les modes d'action et les valeurs défendues par la C.N.T. apparaissent plus appropriés pour défendre les travailleurs plutôt que ceux des grandes centrales. Un autre événement renseigne sur le bénéfice à la C.N.T. de la faillite des centrales syndicales.

Le syndicat Santé Social Éducation (S.S.E.) C.N.T. de Bordeaux et de la région existe depuis la fin des années 1970 ou le début des années 1980. Il s'agit de la branche syndicale qui s'est illustrée dans la grève de la clinique des Orangers en 1983. Depuis ce conflit, son activité s'est réduite car les militants sont souvent isolés dans leurs entreprises ou professions. Mais, ce syndicat avait réussi à nouer autour de ses militants un large réseau de sympathisants grâce à des activités de réflexion en collaboration avec l'Union locale C.N.T. et le Centre de Documentation et d'Études Sociales. En 1986, le Syndicat Général de l'Éducation Nationale

³³¹ Michel Caravera, *Athénée Libertaire*, 1^{er} mai 2013. Entretien réalisé par Thomas Aimar, images Jean-Pierre Ramine.

³³² « SAFT Bordeaux : pour un autre syndicalisme... », *Courant Alternatif*, n°28, été 1983, p. 8-9.

³³³ *Ibid.*

(S.G.E.N.) girondin de la C.F.D.T. a été un des lieux de l'opposition à la ligne confédérale de la centrale notamment sur une conception de la pratique du terrain différente. L'opposition a été importante surtout chez les instituteurs et deux militants actifs ont été exclus du S.G.E.N. girondin ce qui a entraîné la démission syndicale massive d'un grand nombre de ceux-ci et quelques-uns d'autres branches. Les exclus et sortis du S.G.E.N. ont continué de participer à la lutte contre le statut de Maître-Directeur en janvier-février 1987, et ont repensé leur conception du syndicalisme comme les réalités du terrain : critique du syndicalisme dominant, minorité oppositionnelle au sein même de leur syndicat, convergence avec les points fondamentaux de la C.N.T. Les anciens syndiqués au S.G.E.N. adhèrent donc au syndicat S.S.E. de la C.N.T. Ces nouvelles adhésions relancent une dynamique et provoquent un autre élan d'adhésion chez les sympathisants. Un des atouts du syndicat S.S.E. est la diversité des travailleurs et des métiers ce qui rompt avec le corporatisme des autres syndicats : en 1987-1988, 42 syndicats agissent dans le cadre de la Fédération de l'Éducation Nationale pour la seule défense de l'Éducation Nationale³³⁴. Une fracture se crée donc entre les syndiqués et la centrale. Les premiers critiquent les pratiques et le cadre de leur organisation tandis que la seconde confirme malgré-elle leurs critiques en réagissant avec autorité. Les séparatistes s'investissent alors dans un nouveau cadre davantage en accord avec leurs aspirations syndicales et avec leurs critiques.

Ce nouvel essor se concrétise par un succès syndical. En décembre 1987, le S.S.E. de la C.N.T. participe aux élections de la Commission Administrative Paritaire Départementale (C.A.D.P.) de Gironde. Cette participation est singulière car d'ordinaire, la C.N.T. se refuse de participer aux élections professionnelles. Mais, la stratégie politique l'emporte. Ces élections permettent de diffuser une profession de foi du syndicat et de la documentation. Il y a là aussi une nécessité d'obtenir une représentativité administrative et la volonté de connaître l'audience potentielle du syndicat. Une liste a réussi à être constituée avec dix titulaires et dix suppléants. Les résultats généraux de l'élection sont les suivants : 80,75 % de participation au vote, 12,05 % de bulletins invalidés. La C.N.T. parvient à obtenir 232 voix soit 5,4 % des suffrages exprimés alors que la liste n'est apparue que trois mois avant l'échéance électorale. Le vote C.N.T. n'aurait pas été un vote de rejet des autres syndicats, rejet qui s'est davantage exprimé dans les absentions, les blancs ou les nuls dont certains bulletins déchirés. Il s'agirait

³³⁴ « L'essor du S.S.E. », *Courant Alternatif*, n°74, mars 88, p. 16-17.

surtout d'un vote en faveur des principes anarcho-syndicalistes énoncés dans les professions de foi et les textes. Ces élections sonnent comme une victoire pour le S.S.E. qui continue son développement et affirme l'existence d'un réel courant autogestionnaire, et non pas l'autogestion promue par la C.F.D.T.³³⁵.

Les deux événements syndicaux, à la S.A.F.T. et au S.G.E.N., illustrent la faillite des centrales syndicales et plus particulièrement en ce qui concerne la C.F.D.T. L'illusion autogestionnaire promue par la centrale entre la fin des années 1960 et la fin des années 1970 a abusé un grand nombre d'anarcho-syndicalistes, de syndicalistes-révolutionnaires et de militants de la gauche radicale. Le virage à droite ou « recentrage » est vécu comme une trahison par de nombreux travailleurs de même que les exclusions arbitraires pour délit d'opinion, comme la C.G.T. communiste a pu également le faire. La C.N.T. bordelaise est apparue comme une organisation syndicale pouvant défendre efficacement les travailleurs tout en garantissant l'autogestion. À l'inverse des centrales, la C.N.T. s'appuie sur un réseau militant large composé de sympathisants, de différents corps de métier, de structures politiques et culturelles diverses. L'action directe, l'autogestion, la collégialité et le réseau « ouvert » sont très présents dans les années 1980 et ce, dans plusieurs secteurs. Défense d'un projet politique sur le long terme et mode militante se mêlent alors. Mais l'essor des années 1980 n'est pas entériné dans les années 1990 en raison de nombreux départs de militants peu investis.

C/ De l'élan à la perte de vitesse

Les différents cas syndicaux que nous avons développé indiquent un réel essor de la C.N.T. à partir de la fin des années 1970. De manière concrète, différents éléments appuient cet essor. Plusieurs sections de la C.N.T. sont relancées ou créées grâce à la popularité des succès syndicaux et aux nouvelles adhésions. En 1984, la fédération syndicale des P.T.T. est réactivée nationalement et une antenne en Gironde est créée : le syndicat C.N.T. P.T.T. d'Aquitaine siège au 34/42 rue de Lalande à Bordeaux³³⁶. Cette réactivation indique que

³³⁵ *Ibid.*

³³⁶ « Fédération Syndicale CNT PTT » (s.d.). Archives CNT. Fonds de l'Athénée Libertaire.

l'essor cénétiste n'est pas limité à la Gironde mais concerne l'ensemble de l'organisation. Quelques temps plus tard, un nouveau syndicat C.N.T. P.T.T. est créé en 1988-1989 au centre de tri Jean-Jacques Bosc à Bègles³³⁷. Après une implantation primaire dans le secteur privé, la C.N.T. bordelaise s'investit également dans le domaine public : après l'Éducation Nationale, le service des P.T.T. Une autre création est plus significative encore : vers 1985, la C.N.T. bordelaise relance les jeunesses libertaires. Elles animent le débat « France 1985 : une société anti-jeunes ? » lors du pique-nique du 23 juin 1985 à Lectoure organisé par la C.N.T. A.I.T.³³⁸. Nous avons peu d'informations sur le devenir de ces jeunesses libertaires mais cette création est le signe de la vigueur de la C.N.T. bordelaise. Il apparaît certain que la C.N.T. souhaite s'implanter dans le milieu étudiant et élargir son champ d'action. Ce faisant, elle parvient à capter la jeune génération, leurs aspirations spécifiques, pour rester au contact de son temps. Ainsi, elle peut effacer le décalage politique qui peut se créer en raison de trous générationnels, ce que n'a pas réussi à réaliser la F.A. girondine. Ces quelques créations complètent le dynamisme cénétiste girondin dans la sphère syndicale, dans les différents réseaux de l'Union locale et de la structure du grand sud-ouest. Pour autant, ce dynamisme perd en intensité localement à la fin des années 1980 et au début des années 1990.

L'étude du groupe Emma Goldman donne quelques éléments de réponse sur cette perte de vitesse. Un bilan d'activité de l'année 1989-1990 que nous avons déjà évoqué indique que la C.N.T. bordelaise est relativement « sectaire » avec les autres tendances libertaires et notamment avec la F.A. Elle considère cette dernière comme une organisation rivale et des hostilités historiques nuisent aux bonnes relations et aux actions communes³³⁹. Pourtant, le groupe Durruti affirmait sa volonté en 1986 de travailler ensemble avec la C.N.T. sans concurrence aucune³⁴⁰. Le défilé systématique de la C.N.T. en dehors du cortège lors des 1^{ers} mai confirme l'appréciation du groupe F.A. Si la C.N.T. bordelaise semble très ouverte lors d'actions syndicales (collaboration avec d'autres syndiqués, ouverture aux parias des grandes centrales), l'action politique dans le militantisme courant semble fonctionner davantage en vase clos, en réseau fermé. Il y a une différence politique entre l'anarcho-syndicalisme et l'anarchisme qui sont deux tendances anarchistes et qui ont de fait des pratiques et

³³⁷ *La Lettre du CDES* du 8 mars 1989. Mémoire du groupe anar de Bonleux. Fonds de l'Athénée Libertaire.

³³⁸ *Le Combat syndicaliste*, n°49 bis, 2^{ème} quinzaine de mai 1985.

³³⁹ Bilan d'activités de l'année 89-90. Archives FA années 90. Fonds de l'Athénée Libertaire.

³⁴⁰ Compte rendu de l'AG du 17 juin 1986 (circulaire n°4). Archives Durruti 86. Fonds de l'Athénée Libertaire.

conceptions différentes. Le groupe Emma Goldman indique en 2000 qu'il possède des contacts fréquents individuels avec la C.N.T. A.I.T. mais celle-ci fait peu d'apparitions dans le militantisme, mise à part dans un collectif anticapitaliste. Les liens avec le milieu syndical du groupe Emma Goldman sont tournés vers le syndicat Sud mais également avec la future C.N.T. Vignoles qui s'installe dans les prochains mois à l'Athénée Libertaire³⁴¹.

Le lien privilégié entre Emma Goldman et Sud s'explique par le syndicalisme du militant Philippe Arnaud. La fédération Sud P.T.T. est créée en décembre 1988 et Philippe Arnaud ouvre la section Sud P.T.T. à Bordeaux en 1991. Il indique : « Beaucoup de militants de la C.N.T. incitaient à les rejoindre. Je me suis considéré comme syndicaliste anarchiste. Je considérais que, par rapport aux pratiques de la C.N.T., être syndicaliste c'était agir dans l'entreprise. Certains militants C.N.T. disaient qu'il ne fallait pas se dévoiler auprès de l'employeur pour ne pas être victime de répression »³⁴². L'émergence de Sud dans le paysage syndical entrave le développement de la C.N.T. qui jusque-là s'était frayée un chemin au milieu des centrales syndicales. Le syndicat Sud est à l'origine le regroupement de dix syndicats indépendants et autonomes dans le but d'organiser les actions, de développer l'entraide et de peser plus de poids face aux centrales. Sud garantit l'autonomie et l'indépendance des syndicats qui le composent, regroupent en grande partie des syndiqués exclus ou en scission avec leur centrale syndicale – principalement la C.F.D.T. – et établit son syndicalisme sur la solidarité, l'entraide, et le rejet du modèle de la confédération syndicale entre autres. Il apparaît évident que sur de nombreux points, la naissance du syndicat dans la deuxième moitié des années 1980 et son rapide développement dans les années 1990 fait de Sud une organisation rivale de la C.N.T. à l'échelle nationale comme à l'échelle locale. À la suite de F.O., de la C.F.D.T. et de la C.N.T., l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme-révolutionnaire voient apparaître un nouveau cadre syndical dans lequel ils peuvent s'exprimer, au détriment de la seule organisation anarcho-syndicaliste en tant que telle, la C.N.T.

Un autre facteur est déterminant dans la baisse d'activité de la C.N.T. : les nouveaux militants ne restent pas sur le long terme. Benoist Simmat revient sur l'exclusion dans le S.G.E.N. en Gironde en 1986. Il indique qu'à la suite de la dissolution du bureau dirigeant du S.G.E.N. Gironde par la centrale, 80 des 150 adhérents du S.G.E.N. Gironde quittent le syndicat

³⁴¹ Compte rendu de la réunion du 20 décembre 2000. Fonctionnement Fédéral. Fonds de l'Athénée Libertaire.

³⁴² Philippe Arnaud. Entretien du 21 octobre 2020.

et partent en quête d'un nouveau syndicat, ce sera la C.N.T. Le chercheur indique que les nouveaux arrivants sont peu motivés et que les effectifs à la C.N.T. baissent rapidement. En 1986, 40 des anciens C.F.D.T. adhèrent à la C.N.T. Il n'en reste que cinq au milieu des années 1990. La C.N.T. recherche en effet des militants plutôt que des adhérents, des acteurs plutôt que des spectateurs. Les effectifs s'appauvrissent : à la mi-temps des années 1990, la C.N.T. bordelaise compterait une quinzaine de militants actifs³⁴³. L'autogestion et l'auto-organisation en dehors de la confédération nécessite en effet un investissement plus prononcé ce qui rebute certains syndiqués habitués au fonctionnement confédéral et aux lignes nationales dictées par les centrales syndicales. Malgré les succès syndicaux et une certaine audience chez les travailleurs, la C.N.T. n'arrive pas à conserver ses nouveaux militants probablement en raison d'un fossé entre l'attrait d'un fonctionnement syndical différent et la réalité militante qui implique davantage de contraintes que d'autres organisations syndicales.

Enfin, des problèmes internes à la C.N.T. à l'échelle nationale apparaissent à partir de 1989. Ils donnent lieu à une scission au printemps 1993 entre deux conceptions différentes de l'anarcho-syndicalisme. Une première tendance est attachée au principe de non-participation aux élections professionnelles et affirme son antipolitisme, c'est-à-dire le refus de collaborer avec des organisations politiques, considérées comme ennemies des travailleurs au même titre que les autres défenseurs du capitalisme. La deuxième tendance s'autorise à participer aux élections professionnelles et plus particulièrement dans les entreprises où la lutte est difficile et pourrait être vouée à l'échec sans acquisition d'un statut légal protégeant la section syndicale. Cette deuxième tendance s'autorise également à s'investir sur le terrain de la lutte sociale en participant aux intersyndicales et en affrontant les arguments des organisations politiques. Après la scission nationale de 1993, une deuxième scission a lieu au XX^e congrès de l'A.I.T. à Madrid en 1996 et éloignent davantage les deux C.N.T. françaises. La deuxième tendance est exclue car sa position est jugée incompatible avec les principes anarcho-syndicalistes défendus par l'A.I.T. Le vote est contesté et l'A.I.T. adopte une résolution contraignant les anarcho-syndicalistes français à rejoindre la seule tendance française demeurant à l'A.I.T. Ceux qui refusent, majoritairement des syndicalistes-révolutionnaires et

³⁴³ SIMMAT. Benoist, *L'anarchisme à Bordeaux*, mémoire de science politique sous la direction de Jean PETAUX, Bordeaux, IEP, 1995, p. 138.

des membres d'organisations politiques anarchistes comme la F.A., restent au sein du bureau confédéral de la rue des Vignoles, bureau qui devient la C.N.T. Vignoles ou C.N.T. française en opposition à la C.N.T. A.I.T.³⁴⁴. Nous n'avons pas connaissance de la position cénétiste bordelaise au cours de ces deux scissions mais il est certain qu'elles ont nui au dynamisme. D'abord, elles ont logiquement divisé les forces avec l'apparition d'une nouvelle organisation. Aussi, les débats comme les activités ont probablement été obnubilés par ces deux séparations très rapprochées dans le temps. La bonne santé des années 1980 laisse la place à de profondes dissensions qui affaiblissent pendant un temps relativement long les forces cénétistes. En nuance, notons tout de même un conflit syndical qui se déroule en février 1997 dans deux Mac Donald de Bordeaux dont celui de la rue Sainte-Catherine. Des militants C.N.T. sont en conflit avec leur direction à propos des méthodes de gestion de l'entreprise car les accords d'entreprise sont inférieurs à ce qui est prévu par la convention collective et le code du travail. Dans le cadre d'une campagne de dénonciation, des tracts sont distribués, les passants et les membres du personnel sont sensibilisés³⁴⁵. Ce conflit signifie peut-être un regain de dynamisme des forces cénétistes bordelaises à l'aube du XX^e siècle.

La dynamique des années 1980 s'est essoufflée à partir des années 1990 en raison de multiples facteurs. Un certain enfermement a été constaté à l'échelle locale dans le militantisme courant même s'il n'est pas total et que la C.N.T. intervient néanmoins dans le militantisme quotidien. L'émergence d'un autre syndicat proche par certains aspects du syndicalisme cénétiste freine l'élan impulsé depuis une dizaine d'années. Enfin, la difficulté de garder les militants sur le long terme et les deux scissions dans les années 1990 affaiblissent considérablement l'organisation comme les militants. Pour nuancer, l'activité de la C.N.T. bordelaise demeure importante sur le plan régional et notamment dans les années 1990. Aussi, l'absence de sources directes provenant de la C.N.T. empêche de livrer une analyse définitive.

Le développement rapide de la C.N.T. bordelaise à partir de la mort de Franco trouve sa source dans l'héritage historique cénétiste de la Gironde. L'influence et la force militante

³⁴⁴ [https://fr.wikipedia.org/wiki/Conf%C3%A9d%C3%A9ration_nationale_du_travail_\(France\)#Les_scissions](https://fr.wikipedia.org/wiki/Conf%C3%A9d%C3%A9ration_nationale_du_travail_(France)#Les_scissions) [Consulté le 31 mai 2021].

³⁴⁵ *CNT Info*, n°2, juin 1997.

des cénétistes espagnols s'affaiblissent au fil du temps et les gains comme les acquis sont moindres dans les années 1990. Pour confirmer cette spécificité régionale qui fait la force de la C.N.T. bordelaise, il faudrait réaliser une étude comparative avec une C.N.T. d'une ville semblable dans une autre région. Dans les années 1980, un courant autogestionnaire est en pleine effervescence à Bordeaux, notamment autour de la culture *underground* au sens large du terme, pétrie d'indépendance, de révolte et de Do It Yourself. Même si ce courant est marginal, il peut, l'espace d'une décennie, influencer les modes, les pratiques militantes et syndicales. Il s'agit d'un facteur mineur qui peut rentrer en ligne de compte dans le succès de la C.N.T. bordelaise. De manière paradoxale, les multiples procès et la répression patronale dont est victime la C.N.T. illustrent cet essor et l'efficacité de son action. Les différentes dynamiques, pour l'anarcho-syndicalisme comme pour la F.A., sont concrétisées par des regroupements militants. Ces regroupements sont l'expression d'une nécessité de se structurer et de densifier les liens.

III – Le regroupement en Unions locales et en alliances : de nouveaux outils au service de nouveaux besoins

Trois formes de regroupements militants ont été identifiées parmi nos recherches et questionnent sur la raison de ces structurations collectives. Ces trois regroupements s'effectuent au sein de trois groupes politiques différents : la F.A., la C.N.T. et l'anarcho-syndicalisme dans les grandes centrales syndicales. La spécificité de chacun et la comparaison entre les trois formes permettent de questionner ce modèle et de dégager ses enjeux.

A/ L'Union locale de la F.A. bordelaise

La naissance et l'organisation de l'Union locale F.A. est bien documentée grâce à la circulaire n°5 d'août 1986, rédigée par la F.A. bordelaise, dont suivent ci-dessous les éléments les plus importants³⁴⁶. Une assemblée générale est convoquée le 25 août 1986 et rassemble les groupes et individuels de la F.A. bordelaise. Depuis le début de l'année 1986, des assemblées générales des groupes F.A. ont lieu avec les nouveaux groupes : le groupe Durruti,

³⁴⁶ Circulaire n°5, août 1986. Archives Durruti 86. Fonds de l'Athénée Libertaire.

Pépin-Cadavre, la liaison Saint-Médard-en-Jalles. Le groupe Sébastien Faure a été convié mais reste en-dehors de ces réunions. Ce retrait peut être mis en lien avec la dimension générationnelle développée tout au long de cette étude. Ces assemblées ont été un réel succès au regard des échanges, des dialogues et du travail collectif accompli. En conséquence, l'assemblée générale du 25 août 1986 est destinée à concrétiser ces améliorations militantes par la création d'une fédération locale de la F.A. à Bordeaux. Plusieurs objectifs sont énoncés :

- « Rendre l'apparition extérieure des groupes et des individus sur Bordeaux plus homogène et plus cohérente ». Les militants pointent du doigt des problèmes de représentations, de signatures et de relations avec d'autres organisations.
- « Un meilleur fonctionnement interne de la F.A. sur Bordeaux ». Il y a une réelle nécessité de perfectionner la circulation de l'information, de faciliter la prise de décision collective et d'améliorer la structure et la solidarité entre les groupes.
- Développer la « formation de militants » car « sur la petite trentaine d'adhérents que nous serons à la rentrée, près de la moitié aura moins d'un an d'adhésion ». Il existe donc une réelle volonté de former en pratiques et en théorie les militants puis de partager les expériences et les acquis entre les groupes.
- « Créer une dynamique au sein de la F.A. ». Plus largement, il s'agit de la question de l'organisation de comités de relation élargis voire d'un congrès fédéral à l'échelle locale. Cette conception nouvelle de l'organisation a pour but de faire école au sein de la F.A. et d'être un exemple grâce à l'efficacité de l'intervention militante.

Dans la pratique, l'organisation suit le principe du fédéralisme libertaire, c'est-à-dire que l'autonomie des groupes est préservée. Des assemblées générales mensuelles sont mises en place dans la salle de réunion de la rue du Muguet, avec des décisions prises à l'unanimité. Une circulaire mensuelle de la fédération locale est créée à destination de tous les adhérents bordelais de la F.A. Jusqu'à présent, les circulaires étaient informelles puisqu'elles étaient produites pour les A.G. entre groupes F.A. de Bordeaux. Une trésorerie est ouverte avec une estimation de 50 francs par an par militants. Le secrétaire de la fédération locale a le rôle de

coordonnateur de la fédération locale, c'est-à-dire qu'il s'occupe de l'envoi des circulaires après rédaction, de la proposition d'un ordre du jour après consultation des militants. Son mandat est fixé à un an et le premier à occuper cette fonction est Fernando Bronchal. Un rappel est effectué dans le document : la fédération locale n'a qu'un rôle local c'est-à-dire que les groupes maintiennent des rapports directs avec les secrétariats nationaux de la F.A. et le congrès. En somme, la fédération locale n'est pas un intermédiaire entre les militants et la F.A. nationale³⁴⁷.

La fédération locale prend finalement le nom d'Union locale mais le fond reste le même. Le terme de fédération locale est néanmoins intéressant. Il laisse transparaître une volonté de réduction et d'adaptation du modèle de la F.A. nationale à échelle locale : un secrétariat, une trésorerie, organisation hypothétique de comités de relation élargis ou de congrès fédéral. Il ne s'agit pas d'un modèle original puisqu'au même moment le groupe Pierre Besnard et le groupe La Cécilia sont eux aussi sur le point de créer une fédération locale ou Union locale dans le XIX^e arrondissement de Paris. Mais, contrairement à l'Union régionale, l'Union locale en tant que cadre semble apparaître dans cette période-là, autour des années 1980.

Pour les groupes F.A. de Bordeaux et alentours, « l'année 86-87 a été une année de stabilisation de la F.A. sur Bordeaux » avec la création de l'Union locale³⁴⁸. En effet, devant la croissance rapide de la F.A. bordelaise (naissance de trois groupes en deux ans), il est apparu nécessaire de se structurer à l'aide d'un nouveau cadre, de nouveaux outils. Il s'agit bien d'outils car l'Union locale n'a pas de rôle politique en tant que telle, l'autonomie des groupes étant préservée. En parallèle de cet essor militant, se développe une conception réticulaire, mouvementiste, du militantisme en général. Ce militantisme a davantage vocation à se mouvoir et à s'adapter plutôt qu'à résister aux aléas sociaux. L'Union locale clarifie donc les relations avec les autres organismes militants en collectivisant certaines actions et implications. Ainsi, des tracts sont édités ou signés collectivement, des luttes sont soutenues par l'ensemble des groupes de l'Union ce qui permet de peser plus lourd dans les différents combats politiques et de soigner l'image auprès du public comme auprès des autres militants. Il s'agit là d'une structuration par la mutualisation des moyens et des militants. La création

³⁴⁷ *Ibid.*

³⁴⁸ Bilan de l'année 86-87. Archives Durruti 86. Fonds de l'Athénée Libertaire.

d'une Union locale est la manifestation d'une réponse structurelle à un besoin militant. Ce besoin militant émerge en raison d'un changement dans les pratiques militantes qui, selon nous, doit être attribué à l'ouverture et au partage du champ des luttes sociales à d'autres militantismes. La dernière trace que nous ayons trouvée de l'Union locale F.A. remonte à 1989 ce qui signifie que le groupe Emma Goldman n'est pas seul et que le groupe Durruti (disparition estimée au deuxième semestre 1988) ou la liaison Saint-Médard (disparition estimée en mai 1987) existent encore. Il peut également s'agir d'individuels de la F.A. bordelaise. Il est néanmoins certain qu'à partir des années 1990, l'Union locale F.A. de Bordeaux disparaît car n'existent que le groupe Emma Goldman et le groupe Sébastien Faure, ce dernier n'ayant jamais voulu participer à l'Union locale.

L'émergence de ce nouvel outil est concomitante à l'émergence d'une conception du militantisme en réseau. L'organisation en Union locale n'est pas propre à la Fédération Anarchiste puisque la même structure est utilisée du côté de la C.N.T. à la même période, à partir de la première moitié des années 1980. Il est donc nécessaire d'observer si l'Union locale cénétiste bordelaise suit la même logique que celle de la F.A.

B/ L'Union locale C.N.T. : étude comparative avec l'Union locale F.A.

En raison du peu de sources éloquentes sur ce point, nous ne pourrions pas autant approfondir le fonctionnement interne de l'Union locale cénétiste comme nous l'avons fait pour celle de la F.A.

L'Union locale C.N.T. est le rassemblement des différents syndicats et sections de la C.N.T. dans le bordelais. Des assemblées communes sont organisées ponctuellement pour réunir l'ensemble des acteurs anarcho-syndicalistes cénétistes girondins³⁴⁹. L'Union regroupe les syndicats suivants : Santé Social Éducation, le syndicat du spectacle et de la culture et le syndicat C.N.T. P.T.T. D'autres syndicats cénétistes ont pu faire partie de cette Union ainsi que des individuels. L'article du *Monde Libertaire* du 17 novembre 1983, qui renseigne sur les

³⁴⁹ *Germinal Vallès & Michel Caravera, Athénée Libertaire, 15 mars 2013. Entretien réalisé par Thomas Aimar, images Jean-Pierre Ramine*

différents conflits dans lesquels est impliquée l'Union locale, correspond à la première trace trouvée³⁵⁰. Nous pouvons donc dater la naissance approximative de cette Union à une ou deux années antérieures. La présence d'une Union locale C.N.T. dans cette période syndicale marquée par une forte intensité et densité d'actions confirme le postulat que nous avons développé en ce qui concerne la F.A. Similairement à la F.A. bordelaise, la C.N.T. se développe très rapidement, en l'espace de deux à trois années, avec la naissance de nombreuses sections syndicales et de plusieurs syndicats. De nouveaux besoins militants émergent, en particulier ceux d'une meilleure communication entre les cellules anarcho-syndicalistes, une meilleure coordination des actions, le renforcement de l'entraide et de la solidarité au cours des luttes. De la même façon que pour l'Union locale F.A., la création d'une Union est une réponse structurelle à un besoin. Cette réponse va dans le sens d'une organisation collective des liens et du militantisme. L'Union cénétiste signe également des tracts et organise des événements publics en son nom, regroupant l'ensemble des acteurs de la C.N.T. bordelaise.

L'Union locale à la C.N.T. est-elle pour autant un modèle nouveau à Bordeaux ? En 1947 et en 1949, une Union locale existait déjà à Bordeaux et occupait un statut non négligeable dans les débats nationaux avec le regroupement de sept syndicats³⁵¹. Bordeaux était une place importante pour la C.N.T. après la Seconde Guerre mondiale en raison des nombreux réfugiés espagnols cénétistes et de la participation des acteurs bordelais à la création de la C.N.T. française comme Paul Lapeyre. L'Union locale semble bel et bien concrétiser une période faste et dynamique, tant du point de vue des acteurs (effectifs, motivation, investissements personnels) que de l'activité syndicale (implantation dans les structures, grèves, conflits syndicaux). Si l'Union en tant que structure est relativement ancienne à la C.N.T. et non à la F.A. c'est peut-être en raison d'un fonctionnement différent entre les deux organisations. La C.N.T. – comme les autres syndicats – ne peut se contenter d'une seule entité politique à l'échelle locale et doit multiplier de fait les sections et les syndicats en rapport avec l'investissement du terrain, des entreprises et des métiers. Cette multiplication entraîne logiquement l'apparition d'outils militants collectifs. Pour la F.A., un seul groupe peut exister localement malgré des effectifs abondants ; c'est le cas un temps du groupe Sébastien Faure. Ce n'est que lorsque différentes entités F.A. naissent que s'imposent la nécessité d'une forme

³⁵⁰ « Communiqué », *Le Monde Libertaire* du 17 novembre, n°505, 1983, p. 3.

³⁵¹ CNT-AIT, *Histoire de la CNT française. Première partie (1945-1993)* [en ligne], CNT-AIT Toulouse, 2018, p. 7, 12 et 14.

de structuration comme ce fut le cas au milieu des années 1980. Une supposition peut être formulée mais demeurera sans réponse : la F.A. bordelaise a-t-elle pu s'inspirer de la structuration locale de la C.N.T. qui est antérieure chronologiquement ? Nous pensons que c'est possible mais qu'il ne s'agit pas là de la seule explication. L'Union régionale F.A. sud-ouest est également antérieure à l'Union locale et peut constituer un élément de réponse supplémentaire.

L'étude de l'Union locale C.N.T. mise en comparaison avec celle de la F.A. à Bordeaux permet de comprendre que chaque structuration est le reflet d'une dynamique, d'un renouveau, d'une période faste, à échelle locale comme nationale. En négatif, cela signifie que l'absence de ce type de structure (à l'échelle locale, départementale ou régionale) indique un militantisme et une action politique plus fragiles et plus esseulés. Pour poursuivre dans le regroupement des anarcho-syndicalistes, un autre regroupement existe mais diffère par bien des aspects : l'alliance syndicaliste.

C/ Les alliances syndicalistes : une structure-organisation originale

L'anarcho-syndicalisme ne se développe pas uniquement au sein de la C.N.T. puisqu'il est représenté et promu au sein des grandes centrales. En effet, un grand nombre d'anarcho-syndicalistes et de syndicalistes-révolutionnaires sont impliqués dans la C.G.T., F.O. et un peu plus tard la C.F.D.T. Cette implication s'explique selon plusieurs facteurs. Historiquement d'abord, la création de la C.N.T. française en 1946 ne fonctionne réellement que quelques années jusqu'au tout début des années 1950 avant de s'écrouler d'elle-même par l'importance de la C.N.T. espagnole en exil. Pour réaliser leur militantisme hors de la clandestinité, les Espagnols s'investissent massivement dans l'organisation française et la C.N.T. française devient un appendice de la C.N.T. en exil. La solidarité avec les Espagnols et la lutte contre le franquisme deviennent les seules préoccupations et empêche tout développement. Joachim Salamero fait dire au *Libertaire* de l'époque « En France, actuellement, malgré la présence des camarades espagnols à la C.N.T. en exil, il n'y a pas de

place [pour l'expression de la C.N.T. française] »³⁵². En conséquence de ce manque de place, bon nombre d'anarcho-syndicalistes français portent leurs idées dans les centrales qui semblent un terrain plus fertile. Après son exclusion de la C.G.T. en 1962, Joachim Salamero adhère pour cette raison à la C.G.T.-F.O. et non à la C.N.T. et d'autres anarcho-syndicalistes en France optent pour cette stratégie politique³⁵³. La stratégie politique qui émerge en conséquence de l'histoire cénétiste de l'après-guerre constitue un second facteur explicatif. Un large courant ouvrieriste, interne à l'anarcho-syndicalisme, développe l'idée selon laquelle le syndiqué anarcho-syndicaliste doit s'impliquer dans les syndicats où sont massivement syndiqués les autres salariés. En raison d'une légitimité inexistante, d'une force d'action insuffisante et d'un certain sectarisme à l'égard des différentes tendances anarcho-syndicalistes, la C.N.T. ne représentait pas une organisation d'avenir pour ces syndiqués dans les années 1950-1960-1970. Cette stratégie politique conduit inévitablement à un éclatement des forces anarcho-syndicalistes mais permet de mieux faire valoir ses idées et offre davantage de moyens d'action.

Pour parer l'éclatement des forces et améliorer le dialogue entre les différents acteurs syndiqués, des structures sont créées. Les anarcho-syndicalistes bordelais font partie des artisans de cette organisation originale. Le 21 janvier 1962, une assemblée à Niort réunit des anarcho-syndicalistes de Niort, de Saintes, de Bordeaux, de Nantes et aboutit à la création de la première Union Anarcho-Syndicaliste (U.A.S.) avec pour organe *L'Anarcho-Syndicaliste*, journal d'expression pour tous les anarcho-syndicalistes, journal antérieur à l'U.A.S. Cette création et la mise en place d'une charte est l'aboutissement d'un an de travail consacré à la création de liaisons, au renforcement des liens et au développement du journal. Pour l'U.A.S., « le poste de combat se situe là où se trouve organisée la classe ouvrière », c'est-à-dire dans les centrales syndicales³⁵⁴. « Il apparaît néanmoins que les travailleurs répondent, quand les objectifs leur semblent accessibles, aux mots d'ordre lancés par les centrales syndicales ; que les syndicats sont incontestablement les seules organisations ayant la possibilité d'entraîner

³⁵² Joachim Salamero. Entretien du 7 décembre 2020.

³⁵³ *Ibid.*

³⁵⁴ « Résolutions... », *L'Anarcho-Syndicaliste* n°17, février 1962, p. 2-3.

la masse des travailleurs dans une action »³⁵⁵. Des rencontres avec des abonnés au journal sont organisés dans le but « de participer au regroupement des anarcho-syndicalistes »³⁵⁶.

En juin 1969, 35 anarcho-syndicalistes et syndicalistes-révolutionnaires de huit départements se retrouvent pour une série de conférences et de débats à l'issue desquels est créée l'Alliance des Syndicalistes-Révolutionnaires et Anarcho-Syndicalistes (A.S.R.A.S.)³⁵⁷. Cette création est directement influencée par les événements de Mai 68 comme nous l'avons développé à propos du réveil post-68. Elle se définit ainsi :

« Nous sommes arrivés aujourd'hui à la décision de constituer un organisme d'entente, de liaison, de contacts permanents, ou d'alliance syndicale qui, par des conférences périodiques régionales et nationales tentera de tenir à jour nos informations sur la situation de la classe ouvrière, de ses problèmes et de ses luttes, afin de mener les actions nécessaires les plus cohérentes possibles. Cette entente, cette alliance syndicale n'a pas l'intention de doubler aucune des formations syndicales existantes. La plate-forme ou les points de ralliement de ceux qui vont constituer l'Alliance Syndicaliste sont : action directe et révolutionnaire, gestion ouvrière directe, réunification de la classe ouvrière avec libre représentation de toutes ses tendances, non-cumul des mandats politiques et syndicaux, internationalisme ouvrier, antimilitarisme et fédéralisme, rejet de toute subvention officielle »³⁵⁸.

La création de l'A.S.R.A.S. est singulière puisqu'il existe déjà l'U.A.S. depuis 1962 ce qui signifie que deux regroupements anarcho-syndicalistes cohabitent au sein desquels Bordeaux semble être représentée. L'A.S.R.A.S. change de nom et devient l'Alliance Syndicaliste (A.S.) lors d'une conférence constitutive à Paris le 31 janvier 1970 qui regroupe Bordeaux, Toulouse, Marseille, Poitiers, Niort, Limoges, Paris, Courson et Perpignan³⁵⁹. L'assemblée générale de l'U.A.S. du 5 et 6 septembre 1970 à Chef-Boutonne aboutit à la décision « de fusionner avec l'Alliance Syndicaliste » et « que le bulletin *L'Anarcho-Syndicaliste* continue de paraître en se transformant officiellement en tribune libre de discussion des anarcho-syndicalistes »³⁶⁰. La

³⁵⁵ *Ibid.*

³⁵⁶ *Ibid.*

³⁵⁷ « Vers un regroupement... », *L'Anarcho-Syndicaliste*, n°88, juillet 1969, p. 4-6.

³⁵⁸ « À l'Alliance des Syndicalistes-Révolutionnaires et Anarcho-Syndicalistes », *L'Anarcho-Syndicaliste*, n°91, novembre 1969, p. 5.

³⁵⁹ « Conférence constitutive de l'Alliance Syndicaliste (A.S.R.A.S.) », *L'Anarcho-Syndicaliste*, n°94, février 1970, p. 2.

³⁶⁰ « Résolution de l'assemblée générale de l'U.A.S. », *L'Anarcho-Syndicaliste*, n°100, septembre 1970, p. 1.

création de l'A.S.R.A.S. en 1968 est la conséquence de l'arrivée de nouveaux syndicalistes libertaires et révolutionnaires issus directement des événements de 1968 mais également des « ambiguïtés du syndicalisme révolutionnaire » de la part de la première U.A.S.³⁶¹. Alors que la première U.A.S. semblait être surtout une structure dite « molle » de coordination, l'A.S.R.A.S. ou A.S. semble une forme de scission organisée en organisation politique et non plus en structure. L'A.S.R.A.S. « essayait de faire venir des militants d'autres organisations syndicales et bataillait contre les autres confédérations syndicales qui étaient incapables d'organiser les travailleurs »³⁶². Son organisation sur le principe fédératif et sa référence à la plate-forme laisse supposer une fonction militante plus offensive, plus coordonnée et plus organisée. Le développement de la C.F.D.T. dans les rangs anarcho-syndicalistes fait vaciller les certitudes. Des dissensions apparaissent rapidement autour du fondement clérical réel ou non de la C.F.D.T. entre les anarcho-syndicalistes adhérents à la C.F.D.T. et les anarcho-syndicalistes anticléricaux et libres-penseurs, notamment les bordelais Joachim Salamero et Marc Prévôtel. Une nouvelle séparation se produit et mène à la reconstitution d'une deuxième U.A.S. à Limoges en 1975 avec Serge Mahé, Alexandre Hébert, Marc Prévôtel et Joachim Salamero pour les plus connus. Le bulletin *L'Anarcho-Syndicaliste* est relancé et la deuxième U.A.S. est reconnue comme une alliance de militants se réclamant de l'anarcho-syndicalisme plutôt qu'une tendance organisée³⁶³. Parallèlement, l'A.S. périclité et disparaît dans la deuxième moitié des années 1970 en raison de l'échec du regroupement des anarcho-syndicalistes, objectif fixé à sa création. La deuxième U.A.S. perdure encore aujourd'hui. Les figures anarcho-syndicalistes bordelaises ont grandement participé à ces différents groupements et aux débats qui les ont animés. La présence de Bordeaux au sein de ceux-ci témoigne que la vigueur de l'anarcho-syndicaliste de la première moitié du XX^e siècle à Bordeaux est toujours aussi vivace sur le plan local comme national. Que ce soit la première ou la deuxième U.A.S. ou encore l'A.S., il s'agit de regroupement au statut bâtard tant au niveau de l'échelle géographique (ni réellement régionale, ni réellement nationale) qu'au niveau organisationnelle (ni réellement un simple cadre structurel de coordination des liens, ni réellement une organisation politique définie).

³⁶¹ « Continuité... », *L'Anarcho-Syndicaliste*, n°1, octobre 1975, p. 1.

³⁶² Joachim Salamero. Entretien du 7 décembre 2020.

³⁶³ *Ibid.*

Après cette longue contextualisation pourtant nécessaire pour clarifier la complexité de ces différents groupements et l'implication de militants girondins, il s'agit d'analyser les positions bordelaises autour de ces alliances. Localement et en dehors des centrales syndicales, les alliances syndicalistes n'ont pas une réelle action ni représentativité si ce n'est que l'A.S.R.A.S. siège au 7 rue du Muguet et compte entre une dizaine et une quinzaine d'adhérents bordelais³⁶⁴. Des oppositions théoriques, pratiques et personnelles avec la C.N.T. française bordelaise existent néanmoins et divisent un peu plus les intérêts anarcho-syndicalistes. La C.N.T. française bordelaise se développe à partir de la deuxième moitié des années 1970 et devient une organisation active dorénavant propice à l'expression de l'anarcho-syndicalisme. Pourtant, les alliances gardent leur distance et n'épousent pas l'essor cénétiste. Du côté cénétiste, Julien Loncle montre qu'à partir de 1968 et de la reconsidération des thèses anarchistes, la C.N.T. en France a toujours refusé de participer à la constitution d'un pôle anarcho-syndicaliste. L'organisation considère vain d'impulser une dynamique syndicaliste-révolutionnaire dans les centrales traditionnelles au regard de l'échec de Mai 68 et devient hostile à toute union anarcho-syndicaliste hors de la C.N.T.³⁶⁵.

Pour Michel Caravera comme pour d'autres cénétistes, il existe une réelle incompréhension politique entre l'objectif des alliances, brandit en étendard, d'allier tous les anarcho-syndicalistes et le refus de se joindre à la C.N.T. bordelaise en plein développement. Ils laissent sous-entendre aussi que les alliances auraient même entravé sciemment la C.N.T. française girondine³⁶⁶. Ils avancent l'exemple de Yves Peyraut, anarcho-syndicalistes bordelais à la création de l'A.S.R.A.S., qui n'a jamais soutenu la C.N.T. nationalement comme localement et qui a pris néanmoins la direction du journal de la C.N.T., *Le Combat Syndicaliste*, au moment de la scission de 1993 jusqu'en 2002³⁶⁷. L'opposition des alliances de s'allier avec la C.N.T. à Bordeaux, mais aussi nationalement, tient par le fait que, pour les alliances, l'anarcho-syndicalisme ne se conçoit que dans les grands foyers du syndicalisme et de la classe ouvrière c'est-à-dire dans les centrales syndicales. La C.N.T. française, malgré un essor certain, est jugée inopérante, inorganisée voire dogmatique en raison de pratiques et d'implications différentes.

³⁶⁴ 40 ans de l'Athénée Libertaire, 17 mai 2003. Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

³⁶⁵ LONCLE. Julien, *Histoire d'un courant anarcho-syndicaliste français : la CNT de 1945 à 1995*, mémoire de maîtrise sous la direction de Georges UBBIALI et Jean VIGREUX, Université de Bourgogne, 2002, p. 53.

³⁶⁶ *Germinal Vallès & Michel Caravera, Athénée Libertaire, 15 mars 2013*. Entretien réalisé par Thomas Aimar, images Jean-Pierre Ramine.

³⁶⁷ *Ibid.*

À ne vouloir concevoir l'anarcho-syndicalisme que dans les grandes centrales et dans l'ouvriérisme, les alliances sont elles aussi peut-être devenues dogmatiques en se privant des alliés cénétistes et autres. En effet, une grande quantité d'articles dans *L'Anarcho-Syndicaliste* ont pour sujet la critique des positions de tel ou tel militant, de tel ou tel syndicat, ce qui aboutit nécessairement à une alliance non-inclusive voire exclusive. Le dialogue n'est pas rompu pour autant car les militants anarcho-syndicalistes à Bordeaux se connaissent dans le militantisme courant, dans les luttes et partagent parfois les mêmes locaux comme à la vieille bourse du travail. Des conférences ponctuelles à l'échelle nationale organisées par les alliances réunissent également des membres de la F.A. et de la C.N.T.

La création des diverses alliances est le résultat de l'éparpillement des forces anarcho-syndicalistes au sein de grandes centrales. Plus particulièrement, la création de l'A.S.R.A.S. à partir de 1969 répond à un besoin de coordination plus étroit et important. Et ceci, en raison de la nouvelle audience des idées libertaires dans la société post-68 et de l'essor de l'anarcho-syndicalisme par les discours autogestionnaires de la C.F.D.T. à partir de la fin des années 1960. La Gironde, déjà un foyer important de l'anarcho-syndicalisme en partie grâce aux Espagnols, a largement participé à la vie de ces alliances. Leur étude donne un éclairage sur la vie politique anarcho-syndicaliste bordelaise et les diverses conceptions qui se côtoient. Ces alliances sont l'expression de la volonté de créer des liens politiques pérennes, d'organiser de manière réticulaire les relations, hors d'un cadre géographique et d'un cadre politique rigide.

Le développement des deux organisations anarchistes à Bordeaux se fait dans la même période, dans les années 1980. Les raisons de cette temporalité commune s'expliquent en partie par l'enracinement de l'anarchisme dans la région bordelaise et par la visibilité procurée par les succès anarcho-syndicalistes. Aussi, nationalement, les idées anarchistes connaissent un nouvel élan qui est profitable pour l'ensemble des collectifs français anarchistes. D'autres facteurs viennent renforcer cet élan (néolibéralisme, mort de Franco, nouvelle génération etc). Ce développement dans la décennie 1980 coïncide avec l'avènement d'une conception mouvementiste et réticulaire dans le militantisme en général. Mais, nous ne pouvons déterminer si ce sont les acteurs qui sont volontairement à l'origine de cette nouvelle conception ou si cette conception est latente dans la société, au sein des nouvelles générations, et influence le militantisme. Une tendance au regroupement s'opère donc pour

répondre aux nouveaux besoins et pour gagner en potentiel d'action. Il s'agit là de la création officielle, et non plus officieuse, d'un réseau politique local. Il est complété dans les mêmes temps d'un réseau régional et de liens internationaux qui constituent une toile dense et résistante.

Chapitre 2. Agrandir son réseau : l'organisation régionale et les liens internationaux

Les milieux libertaires bordelais ne restreignent pas leurs relations militantes à la Gironde. Au sein des organisations telles que la F.A. et la C.N.T., ils tissent des relations à travers la France et à l'international. À partir des années 1980, de nouvelles structures politiques apparaissent : les Unions régionales. Même si l'autonomie semble garantie et les principes libertaires respectés dans les organisations anarchistes, il semble nécessaire de créer de nouveaux cadres supplémentaires pour exprimer le militantisme anarchiste. La naissance d'un réseau à l'échelle régionale soulève des questions d'organisation interne, à propos des besoins rencontrés par les militants et les contraintes du militantisme local. L'étude du contexte d'apparition et du caractère novateur ou non de ce modèle donne des clés de compréhension pour mieux appréhender ces structures politiques inédites sur la chronologie de ce mémoire.

Un recul supplémentaire permet d'obtenir une nouvelle échelle d'analyse des liens qu'entretient l'anarchisme bordelais avec le reste du monde. L'internationalisme constitue dès le départ les fondements de l'anarchisme mais il est pertinent de croiser les travaux et les analyses des sources pour observer si la naissance d'un « capitalisme en réseaux »³⁶⁸ mondialisé influence également les réseaux de luttes par la création de nouveaux schémas internationaux.

I – La constitution d'une toile régionale : un réseau de coopération

La Fédération Anarchiste et la C.N.T. bordelaises s'investissent dans des réseaux régionaux de proportions différentes mais dont les caractéristiques et les objectifs coïncident. L'analyse des structures régionales éclaire sur les capacités d'auto-organisation des libertaires, sur la genèse de ces outils régionaux et sur la place qu'occupe l'anarchisme bordelais en dehors de l'échelle locale. Déjà, une première structure qui ne dépend d'aucune organisation constitue un précédent en 1982, la Liaison Régional Anarchiste (L.R.A.) dans le sud-ouest³⁶⁹. Le recul géographique de l'analyse politique permet de replacer l'objet d'étude

³⁶⁸ PEREIRA. Irène, « La fédération libertaire contre le réseau. Des pratiques organisationnelles anarchistes dans le renouveau de la contestation. », *Réseaux*, n° 181, 2013, p. 151.

³⁶⁹ *Le Dégel*, n°4, octobre-novembre 1983.

dans un ensemble politique plus vaste dans lequel le concept de militantisme en réseau se développe pleinement dans les deux dernières décennies du XX^e siècle.

A/ L'Union régionale de la F.A. sud-ouest

L'Union régionale de la F.A. sud-ouest naît à la suite d'une réunion à Angoulême qui se déroule du 8 au 9 novembre 1985. Elle réunit le groupe Berkman de Poitiers, le groupe Bakounine de Rochefort, la liaison d'Angoulême, le groupe Durruti de Bordeaux qui représente également la liaison Saint-Médard-en-Jalles. Tous sont membres de la Fédération Anarchiste. Cette réunion est l'occasion de faire le bilan de quasiment une année de fonctionnement en rencontres régionales entre ces groupes dont les premières ont commencé en 1984. Déjà, une réunion de travail organisée par la liaison d'Angoulême le 16 mai 1985 souhaitait « définir une stratégie régionale commune d'intervention au congrès » de la F.A. du 25-27 mai suivant à Paris sans qu'il soit pour autant question de « prendre une quelconque décision régionale »³⁷⁰. Le rassemblement du 8 et 9 novembre 1985 fut l'occasion pour les groupes de se questionner sur les possibilités d'une amélioration de leur entente militante. En effet, plusieurs projets voient le jour dans cette période dans les différents groupes : la F.A. bordelaise aménage son local rue du Muguet en débutant une campagne de travaux, le groupe de Poitiers a acheté récemment son propre local et doit l'aménager, la liaison d'Angoulême réfléchit à ouvrir elle-aussi un local, le groupe de Rochefort est sur le point d'ouvrir un centre de documentation et d'animation. Ces projets nécessitent donc une entraide et une solidarité accrues pour qu'ils se concrétisent. En réponse « au désir et au besoin de l'existence de ces rencontres, ces groupes décidèrent de se structurer en vue d'une plus grande rigueur et d'une plus grande efficacité »³⁷¹. L'acte fondateur de cette Union est la création du bulletin *Le Lien Régional* dans le but de favoriser l'échange d'informations entre groupes et individus sur les activités de la F.A. et sur la région elle-même. Notons que le nom du bulletin de l'Union reprend le nom du bulletin de la F.A. nationale *Le Lien*. Le coordonnateur du bulletin régional diffuse aux autres groupes les articles et les informations envoyés par les groupes eux-mêmes³⁷². Le premier numéro du *Lien Régional* à la fin de l'année 1985 ou au

³⁷⁰ Sans titre. Archives du secrétariat du groupe, Année 1985. Fonds de l'Athénée Libertaire.

³⁷¹ Compte rendu de la réunion du 8 et 9 novembre 1985. Archives Durruti 85. Fonds de l'Athénée Libertaire.

³⁷² *Ibid.*

début de l'année 1986 est envoyé à la liaison d'Angoulême, à Poitiers, à Rochefort, aux groupes Durruti, Sébastien Faure, Pépin-Cadavre et Saint-Médard de Bordeaux, au groupe Maurice Fayolle de Tours qui est chargé des relations entre l'Union régionale du Centre et la région sud-ouest, aux relations intérieures de la F.A. nationale³⁷³. La création de l'Union régionale F.A. sud-ouest officialise la coopération et les liens entre ces différents groupes vis-à-vis des autres militants et de l'organisation fédérative nationale. Il semble que dans la plupart des cas de création de structures, quelle qu'elles soient, il y ait un temp officieux qui précède : la structuration directe existe peu.

Dans son fonctionnement interne, l'Union régionale est une structure souple et unifiante, c'est-à-dire que les groupes gardent leur autonomie tout en échangeant, en s'informant sur les réalités et les diversités locales. L'entraide et la réflexion sont désormais pensées régionalement. Ainsi, il ne s'agit pas d'une fusion des groupes et en cela, l'Union régionale suit le principe du fédéralisme libertaire de la F.A. Le compte rendu de la réunion rappelle bien qu'il ne s'agit en aucun cas d'une organisation dans l'organisation : l'Union régionale ne concurrence pas la F.A. nationale en son sein. L'Union n'adopte pas d'organisation formelle car il n'y a pas de secrétariat, de trésorerie, ou autres, définis. C'est une structure et non une organisation. Au nom de la solidarité et de l'entraide entre groupe, une caisse régionale est créée pour développer les différents projets locaux et régionaux avec un versement mensuel de 100 francs de chaque groupe à partir de janvier 1986³⁷⁴. En complément des assemblées générales de l'Union régionale F.A. sud-ouest, un des principaux objectifs avancés est la mise en place régulière de week-ends de formation-réflexion. Des thèmes sont déjà convenus lors de la création de l'Union. Le premier week-end a pour thème le syndicalisme et se déroule le 18 et 19 janvier 1986 au 7 rue du Muguet. D'autres portent sur l'Espagne 36 et son cinquantenaire, la crise économique³⁷⁵. Après un an de fonctionnement, les groupes tirent un bilan négatif de ces week-ends de formation-réflexion car ils mobilisent beaucoup d'efforts pour peu de résultats et d'implication de la part des membres. En conséquence, l'Union régionale opère une redéfinition et une modification de ces week-ends³⁷⁶. Il est à relever que l'Union locale de la F.A. créée à Bordeaux en août 1986

³⁷³ *Ibid.*

³⁷⁴ *Ibid.*

³⁷⁵ *Ibid.*

³⁷⁶ Compte rendu de l'Union régionale du 18 avril 1987. Archives Durruti 87. Fonds de l'Athénée Libertaire.

adopte pratiquement le même fonctionnement et a pu s'inspirer de la création régionale compte tenu que les groupes bordelais sont les mêmes pour les deux Unions.

L'Union régionale au sein de la F.A. n'est pas un modèle nouveau car il existe déjà une Union régionale Centre, une Union régionale sud-est au moment où celle du sud-ouest est créée. De manière générale le découpage régional jalonne l'histoire de la F.A. et des organisations antérieures. Avant comme après la Deuxième Guerre mondiale, Bordeaux garde une place importante au niveau régional. En 1947, le groupe bordelais était le groupe principal de la 9^e région de la F.A. qui comprenait la Charente, la Charente-Maritime, la Dordogne, la Gironde, les Landes et le Lot-et-Garonne³⁷⁷.

Les rapports entre la F.A. nationale et les Unions régionales ont évolué favorablement dans le temps et il apparaît que l'Union régionale F.A. sud-ouest a participé à ce changement. En 1972, en raison de conflits internes entre la F.A. nationale et le découpage régional, l'Union Anarchiste d'Alsace (U.A.A.) décide à l'unanimité au cours de l'assemblée générale du 23 avril 1972 de se retirer de la F.A. et d'abroger l'article 1 de ses statuts, relatif à son organisation régionale vis-à-vis de la F.A. nationale³⁷⁸. Mais, une dizaine d'années plus tard lors du 42^e congrès F.A. de Perpignan du 17 au 19 mai 1986, le secrétariat confie à l'Union régionale F.A. Aquitaine-Poitou (comprendre sud-ouest) la rédaction du bulletin intérieur de la F.A. nationale à la suite du groupe de Rouen. Cette responsabilité est confiée à un groupe différent chaque année dans le principe de la rotation des tâches et d'une participation collective à la vie fédérale. Le rapport des mandatés bordelais au congrès de Perpignan indique que confier la responsabilité de la rédaction du bulletin intérieur à une Union régionale est une reconnaissance dans les termes des Unions régionales dans leur ensemble³⁷⁹. Cette reconnaissance officielle des réseaux régionaux en parallèle de l'organisation nationale est nouvelle et concrétise le dynamisme des groupes F.A. bordelais et de l'Union sud-ouest en général. La rédaction du bulletin intérieur pose néanmoins de nouveaux questionnements au sein de l'Union régional sud-ouest quant à la gestion collective de la rédaction et aux différents frais conséquents. Malgré l'acquisition d'un nouveau matériel d'impression à l'Athénée

³⁷⁷ BONLEUX. Ludovic, *Le mouvement libertaire à Bordeaux, 1914-1968*, mémoire de maîtrise sous la direction de Bernard LACHAISE, Bordeaux III, 1998, p. 77 (note de bas de page 254).

³⁷⁸ Sans titre. Sébastien Faure FA 1960-1970. Fonds de l'Athénée Libertaire.

³⁷⁹ Compte rendu du 42^e congrès F.A. de Perpignan. Archives Durruti 86. Fonds de l'Athénée Libertaire.

Libertaire, Poitiers prend en charge l'impression du bulletin intérieur pour l'amener et le présenter au congrès F.A. d'Angers du 6 au 8 juin 1987³⁸⁰.

La création d'une Union régionale est apparue également comme une nécessité des groupes à partir des années 1980. En effet, elle constitue une échelle intermédiaire entre les groupes et la F.A. nationale. L'Union régionale devient un outil politique nécessaire en réaction au développement d'un certain centralisme parisien de la F.A. malgré elle, les œuvres fédérales à Paris (imprimerie, Radio Libertaire, librairie Publico, *Le Monde Libertaire*) échappant aux militants de provinces en raison de l'éloignement géographique³⁸¹. Ainsi, dans le souci de préserver l'autonomie militante locale et d'améliorer les liens avec la F.A. nationale, l'organisation d'une Union régionale F.A. sud-ouest vise à pallier l'écart qui se creuse à l'aide de nouveaux outils (imprimerie, caisse régionale, rédaction collective du bulletin) et d'une pratique militante régionale.

La géographie de l'Union régionale sud-ouest n'est pas fixe, rigide et ne correspond pas un espace donné et encore moins à une région territoriale définie. Lors de sa création, il est déjà signalé que la limite géographique de l'Union régionale sud-ouest est celle des groupes présents³⁸². En conséquence, cette géographie est très mouvante, très variable et très poreuse. La liaison F.A. de Pau composée de deux membres contacte le groupe Durruti en 1987 pour la création d'une Union régionale avec Bordeaux³⁸³. Cette demande montre que la structure d'Union régionale est lâche et inclusive. Dans le sens de ce constat, le groupe Berkman de Poitiers organise une réunion régionale à Lavaux le 5 novembre 1989 de l'Union régionale du grand Centre-Sud-ouest avec des groupes provenant de : Nantes, Tours, Angers, Bordeaux, la liaison Creuse, Poitiers, Angoulême, Oléron³⁸⁴. Depuis 1985, l'aire géographique s'est considérablement élargie avec la fusion entre l'Union régionale Centre et sud-ouest. Notons que l'Union régionale qui nous intéresse a pris plusieurs noms différents selon son aire géographique : au départ du sud-ouest (1985) puis Aquitaine-Poitou (1986-1987), ensuite du grand Centre-Sud-ouest (1989), et du sud-ouest à nouveau (1990). En effet, comme en 1987, une nouvelle Union régionale F.A. sud-ouest est créée en 1990 avec comme membres des

³⁸⁰ Compte rendu de l'Union régionale du 18 avril 1987. Archives Durruti 87. Fonds de l'Athénée Libertaire.

³⁸¹ Compte rendu de la réunion du 8 et 9 novembre 1985. Archives Durruti 85. Fonds de l'Athénée Libertaire.

³⁸² *Ibid.*

³⁸³ Courrier du 2 juillet 1987. Archives Durruti 1987. Fonds de l'Athénée Libertaire.

³⁸⁴ Courrier du 27 octobre 1989. Relations intérieures année 1989 EG. Fonds de l'Athénée Libertaire.

groupes de Pau, Agen, Toulouse, Perpignan et Bordeaux³⁸⁵. En 1991, l'Union est composée de Toulouse, Bordeaux, Perpignan, Auch, Agen, Pau, Albi³⁸⁶. En 1993, l'Union régionale F.A. sud-ouest est composée de groupes de Perpignan, de l'Aude, de l'Ariège, de Toulouse, d'Agen, de Pau et de Bordeaux³⁸⁷. Nous supposons que le va-et-vient des groupes est très important dans ces différentes Unions régionales « sud-ouest » et que la restructuration de l'Union régionale se fait au gré de la vie et de la mort des groupes. Comme il s'agit d'une structure fondée sur la coopération et non d'une organisation politique stricte, les départs et les arrivées des groupes n'ont pas de réelle incidence sur l'Union régionale. Les groupes restants peuvent aisément dissoudre l'Union pour en recréer une nouvelle car rien n'est en jeu, si ce n'est la caisse régionale. Une Union régionale F.A. sud-ouest existe encore en octobre 2000 car elle demande au cours des débats de la F.A. nationale à propos de la présence des groupes F.A. belges dans l'organisation, le changement du nom « F.A. francophone » en « F.A. française »³⁸⁸.

De Pau ou Perpignan, à Nantes ou la Creuse en passant par Bordeaux, l'Union régionale sud-ouest est protéiforme et illustre l'étendue et l'efficacité du réseau régional de la F.A. bordelaise. C'est à la fois un outil qui renforce le militantisme de chaque groupe membre, grâce à la coopération, mais aussi une structure qui renforce plus largement l'organisation F.A. nationale. Ce réseau régional se limite aux groupes de la F.A. mais ne doit pas occulter les liens régionaux qui peuvent exister entre un groupe F.A. bordelais et d'autres groupes, d'Aquitaine ou d'ailleurs. Notre comparaison entre structure réticulaire F.A. et structure réticulaire C.N.T. se poursuit puisque la C.N.T., elle aussi, développe officiellement son réseau régional.

³⁸⁵ *La Lettre d'Emma*, n°8, 1990.

³⁸⁶ *Infos et analyses libertaire*, n°29, 1991.

³⁸⁷ Dossier de presse. Archives FA années 90. Fonds de l'Athénée Libertaire.

³⁸⁸ Compte rendu de la réunion du 4 octobre 2000. Chemise FA Emma Goldman. Fonds de l'Athénée Libertaire.

B/ L'Union régionale de la C.N.T. sud-ouest

La C.N.T. bordelaise s'investit dans une structure régionale à partir de la deuxième moitié des années 1990. Les sources à notre disposition permettent de distinguer schématiquement deux phases. La première dans les années 1980 correspond à un développement local et à un investissement syndical forts : nombreux conflits, création d'une Union locale. Pour autant, la C.N.T. A.I.T. montrait déjà son intérêt pour la collaboration régionale en organisant une rencontre régionale des autogestionnaires à Bordeaux du 17 au 19 mai 1986³⁸⁹. La deuxième s'établit dans la deuxième moitié de la décennie 1990 : les crises nationales et internationales traversées par la C.N.T. française conduisent à un affaiblissement général et à la nécessité de se renforcer à une échelle différente : la région.

La première mention trouvée à propos d'une Union régionale C.N.T. concernant Bordeaux date de 1996. *Le Combat Syndicaliste Aquitaine*, bulletin régional du journal de la C.N.T. A.I.T. évoquait une entente entre quatre C.N.T. A.I.T. locales : Pau, Bayonne, Périgueux et Bordeaux³⁹⁰. En 1998, dans le contexte du trentième anniversaire des événements de 1968, une première rencontre officielle de la C.N.T. grand sud-ouest se déroule à Auch le 14 mars 1998 et réunit des militants de Bordeaux, Perpignan, Auch, Toulouse, Carcassonne, Tarbes, Tonneins. Les objectifs de cette rencontre sont de faire connaissance entre les différentes C.N.T. locales, de mieux s'organiser et de faciliter le développement par la mise en place d'un réseau régional. Les militants font également le point sur les interventions syndicales à l'échelle nationale comme à l'échelle locale³⁹¹. La coopération régionale s'étend donc par l'entente de deux entités régionales déjà existantes : Aquitaine et Midi-Pyrénées. Si seule la C.N.T. de Bordeaux représente l'Aquitaine, les autres C.N.T. existent toujours puisqu'en 1999, la C.N.T. A.I.T. Aquitaine regroupe : Bayonne, Bordeaux, les Landes, Pau, Périgueux, Tarbes, le syndicat Sud de la Gironde-Bordeaux. La rédaction du journal régional est implantée à Pau³⁹². Ces différentes entités régionales qui existent ou coexistent dans un temps court montrent le caractère protéiforme de la coopération régionale dans le sud-ouest. De la même manière que pour l'Union régionale F.A., cette coopération régionale est en constante restructuration et en mouvement perpétuel. Les analyses géographiques que nous avons développées pour

³⁸⁹ Sans titre. Archives Durruti 86. Fonds de l'Athénée Libertaire.

³⁹⁰ *Le Combat Syndicaliste Aquitaine*, janvier-février 1996.

³⁹¹ *CNT Info*, n°4, juin 1998.

³⁹² *Le Temps des Radis*, n°29, 2^{ème} quinzaine d'avril 1999, supplément au *Combat Syndicaliste* n°166.

la régionalisation F.A. sont également valables dans le cas de l'Union régionale C.N.T. sud-ouest. Nous n'avons pas d'éléments aussi concrets concernant le fonctionnement interne mais il semble identique : meilleure coopération, meilleure organisation, mise en place d'un réseau régional, participation aux projets des entités locales, appui dans les actions syndicales et politiques. À la différence de la F.A., la C.N.T. fonctionne moins en relation avec l'organisation nationale ce qui laisse une marge de manœuvre plus ample pour une organisation régionale.

En ce qui concerne le modèle, les Unions régionales ne sont pas des structures inédites. Dès la création de la C.N.T. française, le territoire français était découpé par les cénétistes en Unions régionales. À titre d'exemple, en 1949, la 2^{ème} Union régionale était celle de la région parisienne, la 6^{ème} celle de Midi-Pyrénées, la 8^{ème} celle de la région bordelaise³⁹³. Tout au long de la deuxième moitié du XX^e siècle, des Unions régionales cénétistes ont existé, ont disparu, ont été recrées. À Bordeaux, il apparaît que la structure officielle régionale a disparu en même temps que l'échec de la C.N.T. française dans les années 1950. Elle ne réapparaîtrait pour le bordelais, selon les éléments trouvés, qu'à partir de 1996. Les années 1990 correspondent globalement à un développement de ces Unions régionales en France pour la C.N.T. ce qui démontre une réelle nécessité de se renforcer localement par la création d'une échelle régionale, peut-être pour pallier un affaiblissement local en raison des scissions.

La réapparition de l'Union régionale sud-ouest en 1996 ne signifie pas l'absence de liens entre les différentes entités locales. Il s'agit comme pour la F.A. d'une officialisation du réseau, de la coopération et de l'entraide à une échelle régionale. Des liens ponctuels et courants existaient entre les entités locales cénétistes depuis la création de la C.N.T. française en raison de la forte implantation d'exilés espagnols cénétistes dans le sud-ouest. Une coopération entre cénétistes espagnols et français a perduré jusqu'à la fin du régime franquiste avec comme pôles principaux Bordeaux et Toulouse. Dans son histoire, la C.N.T. bordelaise est donc naturellement tournée vers le sud-ouest et les différentes formes d'Unions régionales des années 1990 sont des reliquats de ce passé cénétiste dans le sud-ouest. Plus récemment, dans les années 1970 et début des années 1980, des liens militants régionaux se sont intensifiés entre la C.N.T. bordelaise et la C.N.T. de Bayonne (C.N.T. Euskadi).

³⁹³ CNT-AIT, *Histoire de la CNT française. Première partie (1945-1993)* [en ligne], CNT-AIT Toulouse, 2018, p. 23-24.

L'exil de militants du Pays basque espagnol vers le sud-ouest français et la répression antiterroriste aveugle contre l'E.T.A. a conduit à une coopération plus étroite entre militants cénétistes.

L'Union régionale C.N.T. sud-ouest adopte les mêmes caractéristiques que l'Union régionale F.A. ce qui permet d'obtenir une définition générale de ce qu'est une Union régionale militante libertaire. Dans les deux cas, la mise en place d'une structure réticulaire à l'échelle régionale répond au besoin de renforcer le militantisme local par des liens régionaux. Aussi, il s'agit de définir des stratégies politiques régionales pour peser davantage dans les projets comme dans les actions de chacun des membres. Si les modèles ne sont pas nouveaux, le champ lexical du réseau apparaît inédit. Après l'échelle locale et l'échelle régionale, un recul plus important permet de situer l'anarchisme bordelais dans une toile politique internationale. Cette étude sur l'internationalisme des liens dessine un tableau triptyque d'échelles géographiques fonctionnant en interaction permanente.

II – Les liens hors métropole : l'internationalisme politique

Dans le dernier quart du XX^e siècle, une internationalisation des luttes s'observe dans les différents cercles politiques dont les cercles libertaires. Alors que l'internationalisme du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle tentait d'organiser la classe ouvrière mondiale dans le but de la défense, de la révolution ou de l'insurrection du prolétariat, l'internationalisme politique mute. Il mute en multiples réseaux de soutien politique organisés mondialement, en même temps que mute le capitalisme industriel en capitalisme financier mondialisé à partir de la fin des années 1970. L'internationalisme de la fin du XX^e siècle, que l'on pourrait qualifier selon notre logique de mouvementiste, se caractérise par une implication dans des luttes locales étrangères, dans le soutien aux minorités opprimées et contre l'injustice, en dehors d'organisations politiques traditionnelles et dans des structures politiques dédiées comme des comités. Ce militantisme international se réalise dans la plupart des cas hors du territoire en lutte, il s'agit d'un soutien extérieur mais effectif : matériel, moyens financiers, reportages, propagande. Les libertaires bordelais s'investissent dans des réseaux internationaux de luttes en lien avec les idées et principes politiques qu'ils défendent et cherchent à tisser des relations politiques fécondes à l'étranger.

A/ Les luttes, le syndicalisme et l'anarcho-syndicalisme à l'étranger

Le dernier tiers du XX^e siècle est le temps de la mondialisation des luttes. Si l'internationalisme existait déjà un siècle avant, avec l'implication socialiste, communiste et anarchiste dans des Internationales, une nouvelle conception de l'internationalisme naît dans la fin des années 1960 et se concrétise à partir des années 1980. Les événements mondiaux de 1968, la lutte contre la guerre du Vietnam, les processus de décolonisation, les événements de la guerre froide, sont quelques exemples émergés de contestations à l'échelle internationale. L'essor de la presse, des moyens de communications et des transports plus rapides constitue le principal facteur de la mondialisation des luttes. Selon Irène Pereira, qui reprend les thèses d'Antonio Negri et Michael Hardt, « le capitalisme connexionniste fournit les conditions de possibilité matérielles, avec les nouvelles technologies de l'information, des formes actualisées d'organisations militantes réticulaires »³⁹⁴. Des liens libertaires bordelais existaient déjà auparavant avec l'anarchisme étranger. La lutte antifranquiste et le soutien à la C.N.T. espagnole en sont les expressions les plus fortes. Aussi, la F.A. possède un secrétariat dédié aux relations internationales qui fonctionne selon les mêmes logiques que le premier internationalisme : l'organisation du militantisme international au sein d'une organisation politique définie. Le militant bordelais et germanophile Jean Barrué en a eu la responsabilité dans les années 1970 en ce qui concerne les groupes de langue allemande, les groupes suisses, belges et la fédération anarchiste hollandaise. Mais localement et en lien avec la forme militante mouvementiste, il s'agit de mettre en lumière la nouvelle conception internationaliste.

À l'échelle d'une zone géographique délimitée et réduite comme le bordelais, les groupes ou individus libertaires parviennent à s'insérer dans des réseaux de luttes internationales. Les positions politiques américaines vis-à-vis des indiens d'Amérique ont constitué un motif de protestation pour les groupes F.A. de Bordeaux. Il s'agit d'apporter un soutien politique et symbolique aux résistances indiennes par la communication en France sur les différentes luttes ou injustices en cours et par une protestation officielle par l'envoi d'une lettre au consul des États-Unis. Ces procédés sont courants dans le militantisme libertaire bordelais et s'inscrivent parfois dans des campagnes amorcées par la F.A. nationale. Les

³⁹⁴ PEREIRA. Irène, « La fédération libertaire contre le réseau. Des pratiques organisationnelles anarchistes dans le renouveau de la contestation. », *Réseaux*, n° 181, 2013, p. 153.

groupes de la forme mouvementiste s'investissent dans divers comités de soutien ou de défense à Bordeaux comme le Comité Anti-Apartheid Bordelais (C.A.A.B.) créé à Bordeaux en 1983. Il s'agit d'une implication bien réelle mais c'est le comité qui pilote les actions et les soutiens.

Les réseaux internationaux deviennent plus concrets avec un échange physique et une implication plus importante des acteurs politiques. Dans le contexte de la révolution au Nicaragua et du courant politique sandiniste, le groupe Durruti s'investit dans le soutien de la lutte auprès du comité Salvador Amérique central de Bordeaux. Daniel Noël, un des membres du groupe Durruti, réalise un voyage au printemps 1985 sur place au Nicaragua pour connaître la réalité du terrain politique³⁹⁵. Il réalise plusieurs voyages et à chaque retour du militant, son expérience est partagée. Un débat est organisé à Bordeaux fin mars-début avril 1985 pour que le « militant anarcho-syndicaliste de retour du Nicaragua apporte son témoignage sur le sandinisme et la révolution agraire. Ce débat a pour objectif d'apporter un réel soutien aux militants libertaires nicaraguayens »³⁹⁶. En lien avec des mouvements révolutionnaires d'Amérique centrale, nous pouvons rappeler ici les liens étroits entre le comité Chiapas en soutien aux zapatistes du Mexique et les groupes de l'Athénée Libertaire dans la deuxième moitié des années 1990 : jumelage politique, envoi de matériels et financement³⁹⁷.

À titre personnel, des militants libertaires s'investissent pleinement dans des collectifs non-libertaires. Ce fut le cas de Gilles Durou qui s'est investi dans le collectif girondin pour le Rwanda dont il fut le président. Le collectif avait ses locaux au 36 rue Sanche de Pomiers, locaux de l'O.C.L. et du C.E.L. Le collectif a accusé Sosthène Munyemana, un gynécologue rwandais réfugié à Talence depuis 1994, d'avoir planifié le génocide tutsi dans son village de Tumba. Gilles Durou et un autre membre du collectif se sont rendus sur place à Tumba en 1995 pour collecter des témoignages des survivants pour confondre l'accusé³⁹⁸. Grâce à ce travail et au dépôt d'une plainte, une enquête a été ouverte par le parquet de Bordeaux le 9 novembre 1995. Le médecin vit toujours libre aujourd'hui en France plus de 20 ans après les preuves et ce, malgré les procédures judiciaires françaises et deux condamnations par contumace par les tribunaux rwandais. Le travail du collectif girondin pour le Rwanda illustre

³⁹⁵ Sans titre. Archives du secrétariat du groupe, Année 1985. Fonds de l'Athénée Libertaire.

³⁹⁶ *Le Monde Libertaire* du 21 mars 1985, n°567, p. 2.

³⁹⁷ Entretien informel avec Jean-Pierre et Josefa Ramine du 13 octobre 2020.

³⁹⁸ *Le Parisien* du 15 novembre 1995.

que le militantisme libertaire comme non-libertaire n'est pas circonscrit à une échelle locale et qu'il peut réagir très rapidement aux événements contemporains internationaux, organiser l'action, le soutien, les procédures et s'inscrire dans une démarche militante collective internationale.

Les réceptions d'acteurs politiques et libertaires étrangers sont plus courantes que les voyages de militants. À la faveur du congrès de l'A.I.T. qui se déroule à Bordeaux début avril 1987, la nouvelle Confédération Ouvrière Brésilienne (C.O.B.) est invitée dans les cercles anarcho-syndicalistes. Une rencontre-débat est organisée le 3 mai 1987 à la vieille bourse du travail rue Lalande pour que le syndicat anarcho-syndicaliste brésilien détaille l'histoire de sa reconstitution en 1986 et son investissement dans les grèves victorieuses des transports ferroviaires de Sao Paolo en septembre 1986³⁹⁹. De nombreux échanges ont lieu avec d'autres syndicalismes étrangers, qu'ils soient libertaires ou non. Le groupe Durruti participe à une réunion-débat organisée le 22 mai 1985 à l'Union départementale de la C.F.D.T. Gironde à propos de la grève des mineurs anglais avec interventions des mineurs eux-mêmes⁴⁰⁰. La politique néolibérale de Margaret Thatcher, les grandes manifestations syndicales et la répression féroce contre les oppositions a multiplié l'intérêt du syndicalisme international. Le groupe Emma Goldman quant à lui organise le 6 janvier 1990 une rencontre-débat au 7 rue du Muguet avec un militant du S.M.O.T. (Union inter-professionnelle libre des travailleurs), syndicat libre russe, pour faire le point sur les événements qui secouent l'U.R.S.S. et les pays de l'est en 1989-1990⁴⁰¹. Le S.M.O.T. est un syndicat autonome et fédéré hors du parti et de l'État en U.R.S.S. qui subit depuis sa création dans les années 1980 une forte répression étatique comme la condamnation et l'enfermement de nombreux syndiqués. Le mouvement libertaire français et international a alerté de nombreuses fois, notamment dans la presse, sur la situation de ce syndicat rebelle. Dans le cas de la rencontre de 1990, le syndicat russe constitue un témoin privilégié du contexte géopolitique de l'U.R.S.S. et sa parole critique trouve un public comme des échos dans les milieux anarchistes bordelais.

La plupart des rencontres avec les acteurs étrangers ne se déroulent pas dans le cadre d'une relation étroite entre les milieux bordelais et les acteurs étrangers. De manière

³⁹⁹ *La Lettre du CDES*, n°4, avril-mai 1987.

⁴⁰⁰ Sans titre. Archives du secrétariat du groupe, Année 1985. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁴⁰¹ Courrier du 29 novembre 1989 au *Monde Libertaire*. Relations intérieures année 1989 EG. Fonds de l'Athénée Libertaire.

générale, les acteurs étrangers se rendent à Bordeaux dans le contexte d'un événement bien précis comme un congrès ou dans le cadre de tournées politiques européennes ou spécifiquement françaises. C'est bien lors d'une tournée que O. Ortia, secrétaire national du Mouvement Libertaire Chilien (M.L.C.), réalisa une rencontre-débat au 7 rue du Muguet et à Bordeaux III (faculté de Lettres) le 16 mars 1987⁴⁰².

Malgré la mort de Franco, les liens entre Bordeaux et l'Espagne ont perduré comme nous l'avons déjà montré. Mais la venue de Gomez Casas, secrétaire de la C.N.T. en Espagne, à Bordeaux le 1^{er} avril 1978 pour une conférence de presse organisée à la vieille bourse du travail indique un changement de la nature des liens⁴⁰³. Pendant le régime franquiste, les liens avec la C.N.T. espagnole en exil étaient surtout officieux étant donné l'enchevêtrement avec la C.N.T. française et le caractère clandestin de certaines actions. Après la renaissance officielle de la C.N.T. en Espagne à la mort du dictateur, les liens se sont internationalisés et officialisés. Plus le temps écoulé depuis la mort de Franco et depuis la séparation entre les C.N.T. française et espagnole est important, plus les liens s'internationalisent entre les deux C.N.T. En 1997, une marche européenne vers Amsterdam contre le chômage, l'exclusion et la précarité est organisée. La caravane des marcheurs dont fait partie la C.G.T. espagnole (une scission de la C.N.T.) a fait étape à Bayonne, Agen et Bordeaux. La C.N.T. bordelaise a pu rencontrer la C.G.T. espagnole pour confronter leur point de vue et resserrer les liens entre les deux syndicats. Le cortège est attendu le 16 juin 1997 à Amsterdam. Ce rassemblement européen est l'occasion de donner une idée des forces d'actions directes dans l'Europe et de créer les conditions d'un travail conjoint de ces forces en présence. Il s'agit d'une volonté de créer une véritable internationale syndicaliste⁴⁰⁴. Le contexte et les générations ayant changés, les rapports privilégiés entre l'anarcho-syndicalisme bordelais et espagnol se sont effacés devant un syndicalisme international plus officiel. Au-delà du cas espagnol, la marche vers Amsterdam montre que Bordeaux occupe néanmoins une place particulière dans le militantisme européen et s'inscrit, de manière concrète ici, dans des réseaux de luttes internationaux.

⁴⁰² Bilan de l'année 86-87. Archives Durruti 86. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁴⁰³ *La Révolte*, n°10, 1978.

⁴⁰⁴ *CNT Info*, n°2, juin 1997.

Au travers des quelques cas étudiés, nous avons montré la nouvelle dimension internationale dans le militantisme libertaire bordelais en particulier mais aussi dans le militantisme en général. Si des liens internationaux existaient déjà auparavant, ils étaient limités au cadre des organisations nationales (F.A., C.N.T.) ou étaient noués dans le contexte d'événements politiques bien particulier comme la révolution espagnole en 1936. À partir des années 1980, l'internationalisme des luttes a lieu dans le militantisme courant avec divers degrés d'implication : voyages, participation à un comité de soutien, campagnes d'information, réception d'un représentant politique, soutien direct, collaboration sur le long terme. Relevons que l'Amérique latine est très représentée dans le militantisme libertaire bordelais ce qui indique que ces régions du monde sont les plus impliquées dans des réseaux internationaux, à la recherche de soutien, et qu'elles sont les plus vivaces. Une hypothèse cette fois peut être également avancée : la culture espagnole qui s'est longtemps infusée dans les milieux libertaires a pu conduire à un attrait culturel pour les luttes de ces pays de langue latine mais nous n'en sommes pas vraiment convaincus. Dans une partie du monde différente, un autre volet de l'internationalisme doit être étudié séparément compte tenu de sa particularité : le cas de l'Outre-mer français.

B/ L'Outre-mer français dans l'internationalisme ?

Les territoires français hors métropole ont été dès le début de la colonisation française des lieux de subordination, d'injustices et de luttes. Mais, ces territoires faisant partie de la France, est-ce que le concept d'internationalisme politique s'applique ? L'investissement des libertaires bordelais dans les luttes de ces territoires donne quelques éléments de réponse à cette question.

En 1986, à l'occasion du vingtième anniversaire du premier essai atomique en Polynésie française, une série de manifestations et de campagnes antinucléaires a lieu en France métropolitaine. L'artiste-peintre JAD réalise une tournée dans l'hexagone pour sensibiliser l'opinion publique sur les dérives nucléaires qui ont lieu dans les territoires d'Outre-mer. Des artistes, militants et collectifs métropolitains participent également à cette commémoration qui se déroule dans plusieurs villes tout au long de l'année 1986. À Paris, se déroulent le festival SOS Tahiti du 4 au 6 juillet 1986 et une manifestation avec les tableaux

de JAD pour l'arrêt des essais atomiques en Polynésie et ailleurs a lieu le 25 octobre 1986. À Bordeaux, l'artiste JAD tient une exposition du 18 au 25 avril 1986 intitulée « L'art contre l'apocalypse nucléaire ». Une manifestation avec les tableaux se tient le 26 avril 1986 à Bordeaux en lien avec différents soutiens : le comité jeunesse pour la paix de Gironde, le G.A.B., les antifascistes d'U.J.A. F.A.I., la F.A., le comité antimilitariste de l'En-dehors, la C.N.T., le P.S.U., les Verts et bien d'autres. En soirée est prévu un débat avec projection à la vieille bourse du travail⁴⁰⁵. Ironie de l'histoire, le 26 avril 1986 avait lieu la catastrophe nucléaire de Tchernobyl. La commémoration de 1986 s'inscrit dans un contexte militant national, en France, mais sur un sujet international. Le combat contre l'armement et les essais nucléaires est engagé par les militants de divers mouvements politiques depuis les années 1960. À Bordeaux, les libertaires s'investissent grandement dans les différents Comités Anti-Nucléaire de la Gironde à partir des années 1970 et luttent sur leur propre terrain, principalement contre les centrales de Golfech dans le Tarn-et-Garonne, de Braud-et-Saint-Louis dans le Blayais. La lutte contre le nucléaire se cristallise en effet sur l'implantation de nouvelles centrales. Les oppositions politiques sont semblables dans plusieurs pays développés comme ce fut le cas pour la centrale nucléaire de Lemoiz dans le Pays basque espagnol. L'opposition des militants anarchistes bordelais contre le nucléaire en Gironde ou ailleurs comme en Polynésie s'inscrit dans une lutte politique internationale. L'internationalisme de la lutte anti-nucléaire se trouve renforcé par la catastrophe de Tchernobyl car les conséquences toxiques ne se sont pas limitées aux frontières de l'U.R.S.S. occidentale.

L'histoire anarchiste et l'histoire néo-calédonienne se rencontrent après l'écrasement de la Commune de Paris en 1871. Certains communards anarchistes ont été bannis en Nouvelle-Calédonie dont la fameuse Louise Michel. Elle contribua à faire connaître dans les cercles anarchistes métropolitains l'histoire canaque et les luttes politiques de ces peuples contre la colonisation française grâce à son ouvrage *Légendes et chansons de gestes canaques* (1885) et ses différentes mémoires. Le groupe Durruti s'investit dès 1985 dans les campagnes fédérales de la F.A. pour dénoncer la répression contre les partisans de l'indépendance et soutenir la lutte d'émancipation des Kanaks dans le contexte des « événements » (1984-1988). Le groupe Durruti adresse un courrier aux trois autres groupes F.A. du bordelais pour coordonner une campagne sur la Nouvelle-Calédonie : prise en charge financière, collages,

⁴⁰⁵ Sans titre. Archives Durruti 1986. Fonds de l'Athénée Libertaire.

diffusion de tracts et débats publics communs à venir⁴⁰⁶. Le groupe Emma Goldman s'investit dans de nombreux comités de soutien et notamment dans le comité du Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste (F.L.N.K.S.) bordelais à partir de 1987. Il s'agit d'une antenne du parti indépendantiste dit d'« extrême-gauche » kanak. Dans le cadre du référendum pour l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie qui se déroule le 13 septembre 1987, les libertaires bordelais exprimèrent leur soutien en faveur de l'indépendance. Il a été question aussi d'envoyer une militante sur place pour récolter des informations. Plus qu'un soutien spécifique aux Kanaks, le conflit néo-calédonien s'inscrit plus largement dans l'anticolonialisme libertaire et la lutte contre la souveraineté étatique. La lutte en faveur de cette indépendance canaque de l'État français s'inscrit de fait dans l'internationalisme politique. Notons également que la ville de Bordeaux a toujours été tournée vers l'Outre-mer français ce qui explique à la fois la présence de nombreux ultramarins comme les Kanaks en Gironde et l'intérêt particulier des libertaires bordelais pour la politique canaque.

Le soutien aux luttes de l'Outre-mer français ne peut être placé sur le même plan que le soutien aux luttes métropolitaines. Logiquement, la géographie particulière marque cette différence. Mais, s'ajoute également une forte dimension internationaliste liée à la nature des luttes engagées (anticolonialisme, antiétatisme, antinucléaire). Les luttes dans l'Outre-mer portent de manière générale les germes de l'indépendance face à un État davantage prédateur ou autoritaire dans ces territoires ultramarins. En comparaison avec des luttes étrangères comme le Chiapas, on observe des pratiques similaires de la part des acteurs politiques : tournées militantes pour faire connaître les luttes et les enjeux politiques, recherche de soutien financier et matériel, conférences avec le public, organisations de relais, propagande, culture quotidienne d'un terreau politique favorable, investissement dans le réseau, le comité adéquat, voyage politique sur place éventuellement.

L'internationalisme mouvementiste est l'application du militantisme courant mouvementiste à l'échelle internationale. Principalement porté par les jeunes générations militantes, ce nouvel internationalisme politique s'inscrit principalement dans la solidarité, l'entraide et le soutien extérieur qui sont déjà des formes de luttes. Fortement développé au

⁴⁰⁶ Courrier du 11 octobre 1985. Archives du secrétariat du groupe, Année 1985. Fonds de l'Athénée Libertaire.

XXI^e siècle, l'internationalisme politique que l'on pourrait également qualifier de « moderne » naît au moment où le capitalisme sort de l'État pour s'organiser en réseaux mondiaux, notamment en ce qui concerne la prédation de ressources, l'optimisation fiscale, la corruption et le *dumping* social. La critique et l'opposition politique s'adapte donc à cette métamorphose en s'investissant plus que jamais dans les combats à l'étranger. Paradoxalement, le développement des flux nécessaires à la mondialisation du capitalisme a permis l'avènement de l'internationalisme moderne : nouvelles technologies, nouvelles communications, nouveaux transports, accélération du temps, meilleure capacité d'organisation et de mobilisation. Le militantisme anarchiste bordelais ne se trouve donc pas dans une dynamique isolée mais prend part à la mondialisation politique du dernier quart du XX^e siècle, ce que l'on appelle l'altermondialisme ou encore la convergence des luttes à l'échelle mondiale.

Les différents élargissements du réseau militant des milieux libertaires bordelais répondent à plusieurs phénomènes. La mise en place d'un réseau régional renforce localement chaque membre du réseau par l'entraide, la solidarité, une capacité d'action et de mobilisation plus importante. Aussi, il s'agit de définir une stratégie régionale en cohérence avec une certaine identité et culture politique commune comme c'est le cas pour le sud-ouest. Le développement d'un réseau quel qu'il soit est la manifestation d'une puissance, d'une croissance, d'un essor. À l'échelle internationale, les jeunes générations militantes transposent leur militantisme mouvementiste local vers l'international. Les bénéfices de cet élargissement des liens sont moins importants que pour une Union régionale mais le but de l'internationalisme politique n'est pas de se renforcer soi-même mais de renforcer les autres. Les nouvelles générations militantes ont pris conscience de la mutation du capitalisme en capitalisme mondialisé et ont dû adapter leur militantisme comme la critique aux nouveaux enjeux politiques. Le réseau militant et la multiplicité des liens de solidarité contre le capitalisme en réseaux et la multiplicité des flux. Après analyse des réseaux libertaires bordelais à des échelles variées, il se dégage une forte densité et une solidité apparente. La diversité comme l'intensité des rapports avec des acteurs politiques de nature différente indiquent bel et bien que le réseau et l'ouverture militante sont les nouvelles formes de militantisme. Ces formes nouvelles, nées de l'altermondialisme, de la mutation du capitalisme et des changements profonds dans la société, prennent racines à partir des années 1970-1980 et sont toujours vivaces aujourd'hui, plus que jamais. Les raisonnements précédents étaient

principalement établis sur les deux principales organisations libertaires à Bordeaux, la F.A. et la C.N.T. Il convient d'élargir le spectre d'analyse à propos des milieux libertaires bordelais autonomes ou indépendants. Dans leurs cas, l'indépendance ou la non-appartenance politique signifie-t-elle un fonctionnement hors des réseaux ?

Chapitre 3. En-dehors des organisations bordelaises, en dehors des réseaux ?

L'étude d'Anne Steiner sur les individualistes anarchistes de la Belle Époque⁴⁰⁷ a permis de dégager un clivage intéressant : celui des en-dehors et des en-dedans. Dans le cadre de notre réflexion, il semblait pertinent de coupler ce clivage avec la notion de réseau en formulant le questionnement suivant : l'indépendance vis-à-vis d'une organisation anarchiste signifie-t-elle une mise à la marge de ces milieux libertaires ? La question de l'organisation est une nouvelle fois abordée, cette fois-ci à travers la notion d'appartenance. Il s'agit de d'observer s'il existe d'autres activités militantes anarchistes possibles en dehors des principales organisations bordelaises à savoir la C.N.T. et la F.A. L'anarchisme étudiantin est l'objet d'étude privilégié pour l'analyse en raison des contraintes et des particularismes de ce milieu. Les milieux libertaires bordelais comptent également parmi eux la présence de deux groupements, le G.A.B. et l'O.C.L. qui évoluent tous deux dans une conception politique d'indépendance ou d'autonomie exacerbée dont la singularité mérite d'être éclaircie. Enfin, pour proposer un autre angle d'approche, certaines luttes significatives de l'anarchisme bordelais seront détaillées pour étudier les interactions entre en-dehors et en-dedans au sein de réseaux.

I – La constante renaissance de l'anarchisme étudiantin : notions de temps et de coordination

Les évènements de 1968 ont montré que les milieux étudiants pouvaient être des foyers de luttes et d'idées contestataires importants. La mémoire collective comme l'histoire limitent l'anarchisme étudiantin à cet épisode politique. Pourtant, les idées libertaires ont continué de vivre dans les milieux étudiants malgré les différentes générations. Après l'effervescence politique de 1968, comment ces idées évoluent-elles et s'appliquent-elles dans les dernières décennies du deuxième millénaire ? Surtout, il s'agit de comprendre si les milieux libertaires étudiants sont isolés des autres milieux libertaires et de savoir s'il faut les considérer comme des milieux à part du fait de certains particularismes.

⁴⁰⁷ STEINER. Anne, *Les En-dehors : Anarchistes individualistes et illégalistes à la « Belle Époque »*, Paris, L'Échappée, 2019.

A/ Les groupes étudiants éphémères

Les groupes libertaires étudiants sont les plus difficiles à identifier et à appréhender. La plupart de ces groupes sont éphémères car la durée de vie du collectif est corrélée à la durée des études de leurs membres. La fin du cycle universitaire marque donc de façon systématique la fin du groupe. Rares sont les groupes étudiants à appartenir à une organisation politique. Deux raisons expliquent cette indépendance. La première concerne cette durée de vie limitée qui empêche de se projeter politiquement dans une organisation sur le long terme. La seconde explication porte sur l'environnement social. Les groupes étudiants fonctionnent davantage en vase clos au sein de leurs milieux sociaux étudiants et s'investissent peu sur les terrains politiques des autres organisations ce qui limite les interactions et les points de convergence. Les seules exceptions trouvées sont le groupe Pépin-Cadavre de la F.A. et les Jeunesses Libertaires ou sections étudiantes cénétistes, la C.N.T. étant la seule à réellement investir le terrain universitaire. Mais cette notion de fonctionnement en vase clos de ces groupes éphémères étudiants est-elle fondée ?

Nous l'avons observé pour les événements de 1968, les groupes étudiants éphémères laissent très peu de traces et de sources exploitables. Les seuls écrits qui demeurent sont ceux des renseignements généraux, quand ils existent, et ce ne sont que des regards extérieurs et politiquement éloignés. Aussi, les groupes étudiants libertaires ne se composent pas exclusivement d'étudiants mais de non-étudiants : jeunes après leur cycle universitaire, jeunes sur le marché du travail, jeunes travailleurs. À l'inverse, des étudiants libertaires ne s'investissent pas dans des groupes étudiants mais dans des groupes « conventionnels ». Il existe une grande porosité dans les milieux étudiants libertaires mais deux schémas peuvent être distingués en résumé : les étudiants libertaires investis dans des groupes dont l'action est concentrée dans le milieu universitaire, et les étudiants libertaires investis dans des groupes « conventionnels » ou organisations dont le terrain d'action est plus diversifié, plus général.

La vie politique du G.A.B., indépendant de toute organisation politique, apporte une nuance bienvenue à ces schémas rigides. Dès le départ, le groupe compte parmi sa dizaine de membres au moins quatre étudiants⁴⁰⁸. Bernard Lareynie indique qu'en 1983, des militants

⁴⁰⁸ LAREYNIÉ. Bernard, *Documents pour servir à l'histoire du Groupe Anarchiste de Bordeaux [GAB] [1980-1985]*, Th245, C.I.R.A. Marseille, p. 68.

du G.A.B. participent au Groupe d'Étudiants Libertaires (G.E.L.) ce qui montre bien que des interactions entre groupes « conventionnels » et groupes étudiants existent⁴⁰⁹. Le G.E.L., créé en janvier 1981, n'évolue pas de manière isolé et s'incorpore donc à des réseaux déjà existants. Nous pouvons tout de même nous poser la question si le G.E.L. n'est pas un appendice étudiant du G.A.B. avec une double appartenance des membres étudiants à l'un et à l'autre. Le G.E.L. se réunit d'ailleurs à l'En-Dehors, librairie fondée majoritairement par des membres du G.A.B. Aussi, l'acronyme G.E.L. fait directement référence au journal du G.A.B. *Le Dégel* mais ce ne sont là que des suppositions. *Le Dégel* nous renseigne d'ailleurs que le G.E.L. fait partie de la Coordination Libertaire Étudiante (siège à Paris) qui coordonne à l'échelle nationale les autres groupes et universités de France⁴¹⁰. Notons qu'il s'agit déjà d'une première participation à une coordination étudiante ; mais le nom dissocié de celui de la coordination montre que le groupe conserve son identité, privilégiant les liens avec le G.A.B.

Plus récemment, le Collectif Jeunes Libertaires (C.J.L.), fondé à l'occasion du lancement du journal étudiant anarchiste *Le Croche-Pattes* en 1999, regroupe surtout des étudiants, des militants de la F.A., de la C.N.T. et des non-organisés⁴¹¹. Établi à l'Athénée Libertaire, il met en lumière les relations qui existent entre les milieux étudiants libertaires et les autres milieux militants anarchistes bordelais. Si les deux schémas décrits plus hauts permettent de mieux appréhender cet objet d'étude difficile, ils ne recouvrent qu'une vision partielle des choses en occultant les rapports qui existent entre les deux.

Le groupe La Vérole est emblématique de ces groupes éphémères étudiants. Il n'a duré qu'une année scolaire de 1972 à 1973 et était composé d'une vingtaine d'étudiants et d'un enseignant. Le groupe a publié le journal *La Vérole* au cours de son existence⁴¹² ; à ne pas confondre avec le journal du même nom, publié en 1973 à Lyon. En 1973, à la fin de l'année scolaire, le groupe ne comptait plus que quatre membres en raison de la fin d'étude et du retour dans les départements d'origine des autres membres. Les membres restants se fondent dans le groupe Sébastien Faure ce qui acte définitivement la dissolution de La Vérole⁴¹³. Nous n'avons pas trouvé d'éléments supplémentaires concernant ce groupe. Le procédé de « se

⁴⁰⁹ *Ibid*, p. 11.

⁴¹⁰ *Le Dégel*, n°4, octobre-novembre 1983.

⁴¹¹ *Le Croche-Pattes*, n°0, avril-mai 1999.

⁴¹² LAREYNIE. Bernard, *op. cit.*, p.61.

⁴¹³ *40 ans de l'Athénée Libertaire*, 17 mai 2003. Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

fondre » dans un groupe plus important et « conventionnel » est un procédé qui paraît courant pour les groupes étudiants en perte de vitesse ou en fin d'étude. Nous pouvons supposer que des liens déjà préexistants contribuent à ce procédé d'absorption militante. Notons que la dissolution en fin d'étude par le départ des membres vers leur département d'origine est un phénomène amplifié dans les villes étudiantes comme Bordeaux.

En 1964, il existait un Cercle des étudiants libertaires à Bordeaux⁴¹⁴. La probabilité est élevée qu'il se soit fondu dans le groupe Sébastien Faure, très dynamique à cette période, puisqu'aucune mention du Cercle apparaît par la suite. C'est cette même année d'ailleurs que ce sont constitués la Liaison des Étudiants Anarchistes et le Comité de Liaison des Jeunes Anarchistes, premières formes de coordinations à l'échelle de la France⁴¹⁵. Mais, nous ne savons pas si le Cercle a participé à ces collectifs de liaison entre jeunes anarchistes.

D'autres groupes éphémères ont existé pour lesquels nous n'avons aucune information, tels que la Brigade Anarcho-Rigolarde des Jeunes Occitans (B.A.R.J.O.) qui n'a existé semble-t-il qu'en 1995. Un groupe situationniste-anarchiste nommé le G.A.G. (Groupe Anarchie Dure, inspiré du film *Le Péril Jeune* de Cédric Klapisch) a existé après 1994 à la fac de Lettres de Bordeaux dont Pierre Ramine faisait partie. Le groupe « s'amusait à créer et coller des affiches contre le syndicat l'UNEF, pour le carnaval, pour la fête »⁴¹⁶. Le collectif a duré peu de temps. Les milieux libertaires étudiants qualifiés d'éphémères sont inqualifiables et non quantifiables par l'absence de sources. Ils font bel et bien partie du tissu politique étudiant et parviennent à se recréer sans cesse, en lien avec l'antifascisme, en lien avec les différents courants et foyers de contestation étudiants.

La force de l'anarchisme éphémère étudiant ne se situe finalement pas dans les groupes eux-mêmes mais dans cette capacité à recréer des structures malgré les générations d'étudiants différentes et à porter les idées libertaires dans ce milieu sur un temps long. Ce vivier étudiant éphémère bénéficie souvent par la suite aux milieux associatifs, syndicaux ou

⁴¹⁴ « Boulevard Saint-Michel, les fascistes n'imposent pas leur loi (Bordeaux) », *Le Monde Libertaire*, n°98, février 1964, p.2.

⁴¹⁵ GUERIN. Cédric, *Pensée et action des anarchistes en France : 1950-1970*, mémoire de maîtrise sous la direction de Robert VANDENBUSSCHE, Lille III, 2000, p. 81.

⁴¹⁶ <http://imprimerienocturne.com/2017/02/01/pierre-ramine-interview-rennes-dessin/>
[Consulté le 9 octobre 2020].

politiques une fois les études terminées. Les coordinations des étudiants libertaires tentent de structurer ces renaissances et ces existences fugaces, d'organiser ce militantisme en apparence hors des réseaux, de tisser des liens pour renforcer l'anarchisme étudiant fragile de nature.

B/ Les coordinations étudiantes libertaires : la structuration des militants et des liens

1) Les Coordinations Lycéennes et Étudiantes Anarchistes

Les différentes coordinations ne sont pas des organisations en tant que telles mais des structures au même titre que des Unions locales et régionales. La Coordination Lycéenne et Étudiante Anarchiste (C.L.É.A.) est la première structure étudiante libertaire observée sur la période. Elle a été créée à Bordeaux comme dans d'autres villes vers 1989 à la suite de la loi d'orientation sur l'éducation du 10 juillet 1989 dite loi Jospin. Dans ce cas comme dans d'autres, le dynamisme créé par la contestation sociale accouche de cadres, de structures militantes. La C.L.É.A. possède ses quartiers à l'Athénée Libertaire non sans ambiguïtés. Les étudiants cherchent à se positionner avec la S.C.E.G.I. du local de la rue du Muguet car ils ne payent pas de loyer mais participent quand même à la vie du local et souhaitent s'impliquer dans la gestion administrative du lieu. Les conditions de leur présence à l'Athénée Libertaire sont si floues que les étudiants de la coordination bordelaise s'interrogent s'ils sont locataires ou non et s'ils doivent l'être⁴¹⁷. La C.L.É.A. est une structure qui se crée et se défait selon les dynamiques militantes, les départs d'étudiants et le vivier disponible. Il est donc possible que d'autres C.L.É.A. aient existé à Bordeaux avant la loi Jospin sur l'éducation, comme le laisse supposer la liasse intitulée *CLEA 1981-1994*, mais nous n'en avons pas trouvé la trace. À Paris, une C.L.É.A. existait déjà dès 1985⁴¹⁸.

La C.L.É.A. Bordeaux se recrée au cours d'une réunion le 24 mars 1992 dans le contexte d'un autre projet de réforme de l'enseignement supérieur mené par Lionel Jospin, ministre de l'Éducation Nationale. Cette seconde coordination se réunit également à l'Athénée Libertaire et s'associe généralement aux actions de la F.A. bordelaise. Elle est en

⁴¹⁷ Compte rendu de la réunion du 16 février 1990. *CLEA 1981-1994*. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁴¹⁸ « CLEA », <https://bianco.ficedl.info/> [Consulté le 25 juin 2021].

contact avec la C.L.É.A. nationale à Paris, avec les C.L.É.A. de Brest, de Perpignan, de Nice pour ne citer qu'elles. Les différentes C.L.É.A. s'échangent des tracts, des informations mais c'est surtout la C.L.É.A. parisienne, nationale, qui distribue ses tracts et la propagande aux autres coordinations. Si au départ les coordinations existaient pour s'opposer à la loi Jospin, il s'agit maintenant de représenter les anarchistes présents au lycée et à l'université en suivant le mot d'ordre général « Autogérons l'éducation »⁴¹⁹. Les C.L.É.A. de 1989 étaient plusieurs structures implantées dans les villes étudiantes, liées entre elles par un contexte et une même dynamique mais qui fonctionnaient surtout localement et indépendamment. La C.L.É.A. refondée en 1992 est davantage en interaction avec les autres coordinations et la C.L.É.A. parisienne semble prendre un rôle coordinateur plus marqué. Nationalement, au regard de son fonctionnement, la C.L.É.A. s'apparente à une organisation comme la Fédération Anarchiste. Le pacte associatif de la C.L.É.A. nationale indique effectivement qu'elle est organisée selon le principe du fédéralisme libertaire⁴²⁰.

Il s'observe donc un changement de modèle : la coordination locale en lien avec d'autres coordinations locales laisse place à un réseau bien défini, aux liens étroits, à une organisation politique étudiante libertaire. Les deux C.L.É.A. bordelaises appartiennent au réseau national étudiant propre à leur structure-organisation mais aussi s'inscrivent dans les réseaux militants locaux et plus particulièrement ceux en lien avec l'Athénée Libertaire. D'autres structures succèdent aux C.L.É.A. qui sont tout autant les témoins d'une vitalité des milieux étudiants anarchistes.

2) La Coordination Libertaire Étudiante

Deux ans plus tard, la C.L.É.A. bordelaise semble avoir disparue mais le militantisme libertaire étudiant paraît toujours aussi dynamique car une nouvelle structure naît : la Coordination Libertaire Étudiante (C.L.É.). La C.L.É. de Bordeaux est fondée en 1994 et regroupe des étudiants des différentes universités de Bordeaux (I, II, III, IV). Elle possède ses

⁴¹⁹ Compte rendu de la réunion du 24 mars 1992. CLEA 1981-1994. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁴²⁰ Pacte associatif de la C.L.E.A. (s.d.). Chemise A2 non titrée. Fonds de l'Athénée Libertaire.

locaux au siège de la C.N.T. A.I.T., 27 rue Louis de Foix⁴²¹. Plus précisément, cette coordination est née fin novembre – début décembre 1994⁴²² et viendrait concrétiser presque une année d’opposition au Contrat d’Insertion Professionnelle (C.I.P.). Bernard Lareynie indique que la C.L.É. est créée en 1995 à la suite de la rencontre entre des militants de diverses organisations : C.N.T., F.A., O.C.L. et une indépendantiste basque. Leur objectif était de diffuser les idées anarchistes dans l’Université. Ils se réunissaient en alternance à l’Athénée Libertaire et au local de la C.N.T. Progressivement, ils se sont intéressés à des luttes extérieures à la faculté : antifascisme, anti-sectes, sans papiers, monde du travail entre autres. Les membres de la C.L.É. ont été les principaux acteurs du R.A.I.L. et le groupe a existé jusqu’en 1997⁴²³. Si la date de création est incorrecte puisque la C.L.É. a bien été fondée en 1994 à Bordeaux, les autres données semblent exactes. Leurs locaux étaient en effet partagés entre le siège de la C.N.T. et l’Athénée Libertaire puisque la F.A. propose aux étudiants le local du 7 rue du Muguet une semaine sur deux en octobre 1995⁴²⁴. D’après les sources, la C.L.É. apparaît à l’initiative de la création du R.A.I.L. puisqu’en décembre 1995, elle propose des réunions aux autres milieux libertaires bordelais et développe l’idée de la création d’un réseau inter-libertaire entre la F.A., la C.N.T. A.I.T., l’O.C.L. et la C.L.É.⁴²⁵.

D’après ses statuts, cette coordination adopte un fonctionnement anarcho-syndicaliste, prône l’autogestion et n’est affiliée à aucune organisation syndicale ou militante⁴²⁶. À la différence de la C.L.É.A., cette coordination ne fonctionne pas en lien avec d’autres C.L.É. en France ; elle n’est tournée que vers le militantisme local. D’ailleurs, la seule autre C.L.É. contemporaine trouvée se situe à Pau. Elle a été créée en 1992 et il s’agit de la section étudiante de la C.N.T. A.I.T. mais n’est pas exclusivement composée de cénétistes. La C.L.É. béarnaise existe encore de nos jours⁴²⁷. Il se peut que le modèle béarnais ait influencé la création d’une C.L.É. à Bordeaux. En effet, la coordination bordelaise est particulièrement tournée vers la C.N.T. A.I.T. D’abord en raison de la défense des idées anarcho-syndicalistes mais aussi parce qu’un des membres de la C.L.É., un certain « Manu », est militant cénétiste

⁴²¹ « Vivre la fac autrement », tract de la C.L.E. Tract Divers. Fonds de l’Athénée Libertaire.

⁴²² Compte rendu de la réunion du 7 février 1995. CLÉA. Fonds de l’Athénée Libertaire.

⁴²³ LAREYNIÉ. Bernard, *Documents pour servir à l’histoire du Groupe Anarchiste de Bordeaux [GAB] [1980-1985]*, Th245, C.I.R.A. Marseille, p. 61.

⁴²⁴ Compte rendu de la réunion du 24 octobre 1995. Archives CLE. Fonds de l’Athénée Libertaire.

⁴²⁵ Compte rendu de la réunion du 12 décembre 1995. Archives CLE. Fonds de l’Athénée Libertaire.

⁴²⁶ Statuts de la C.L.E. Archives CLE. Fonds de l’Athénée Libertaire.

⁴²⁷ <https://www.univ-pau.fr/fr/vie-associative/annuaire-alphabetique/cle.html> [Consulté le 25 juin 2021].

et fait le lien entre les étudiants et les cénétistes. Si en décembre 1996 la C.N.T. A.I.T. ne cache pas sa volonté de monter une section syndicale à la fac, le départ de « Manu » remet en cause les rapports entre la coordination et la C.N.T. Son retrait de la C.L.É. redéfinit la présence étudiante au local de la C.N.T. ce qui montre tout le bénéfice mais aussi toute la fragilité d'un réseau⁴²⁸. Ce peut être une des causes du déclin progressif de la coordination en 1997. Le cas du militant « Manu » aborde le concept d'intermédiation qui définit selon Claire Lemerancier la position du *broker*. Le *broker* est celui qui représente le seul lien, le passage obligé entre deux groupes qui s'ignorerait en l'absence de celui-ci⁴²⁹. Le nombre de membres dans les groupes libertaires étant limité, chaque lien avec d'autres collectifs est souvent réalisé par une seule personne à la fois.

Dans son militantisme, cette coordination s'est beaucoup investie dans le mouvement de contestation de fin d'année 1995 contre le plan Juppé. Elle participe à l'occupation du Crous en novembre et aux assemblées générales permanentes et autogestionnaires. En effet, le Crous de Bordeaux III est occupé par le N.E.O.C. (Nous Étudiants Occupant le Crous) qui regroupe plusieurs tendances politiques mais pas la C.L.É. en tant que telle⁴³⁰. Les étudiants libertaires de la C.L.É. prennent part aux diverses manifestations comme le blocage du péage de la Brède le 28 novembre qui permet de récupérer environ 7 000 francs. La C.L.É. bordelaise publie également son propre journal : *L'Acrate*. Elle adopte un militantisme particulier dans les mouvements de contestation puisqu'elle « s'est investie par ses militants sans se mettre en avant autrement qu'individuellement »⁴³¹. Autrement dit, il ne s'agit ni d'un groupe, ni d'une organisation mais bien d'une structure, d'un cadre politique. Elle permet de donner une force militante plus importante et une forme de crédit à des étudiants libertaires d'horizons différents, réunis dans un contexte particulier de lutte.

De manière générale, ce type de collectif fondé dans la lutte s'essouffle quand la lutte est terminée (gagnée ou perdue) et ne survit pas dans la durée à moins de parvenir à se redéfinir. En juin 1996, une réunion faisait le point sur les actions de la coordination en cours ou futures : boycott des élections à la faculté, promotion de l'autogestion et des idées

⁴²⁸ Compte rendu de la réunion du 17 décembre 1996. Archives CLE. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁴²⁹ LEMERCIER. Claire, « Analyse de réseaux et histoire », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 52-2, 2005, p. 93.

⁴³⁰ Courrier du 26 novembre 1995. Matos CLÉ. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁴³¹ Compte rendu de la réunion du 28 novembre 1995. Archives CLE. Fonds de l'Athénée Libertaire.

anarchistes, opposition à la présence de l'Église de la Scientologie à Bordeaux, actions antifascistes contre le Renouveau Étudiant – antenne étudiante du Front national ayant un local à Bordeaux IV, manifestation anti-G7 le 27 juin, participation à une grève à la Fnac d'une durée de plus de douze jours en lien avec la F.A., la C.N.T. A.I.T. et l'O.C.L.⁴³². La coordination ne se limite pas qu'aux étudiants puisqu'elle regroupe aussi les Lycéens Anti-Fascistes. Elle est également très proche de la F.A. bordelaise (cosignature de tracts, appels communs à manifester), du comité anti-sectes bordelais et du comité Chiapas. Selon les circonstances, la coordination se lie avec d'autres associations comme lors de la semaine contre le racisme qui se déroule du 17 au 23 mars 1997 lors de laquelle la C.L.É. milite de manière commune avec le Cri, de Science Politique – Bordeaux III qui regroupe une vingtaine de personnes⁴³³. La coordination s'oppose aussi systématiquement aux projets de loi et aux lois du gouvernement passées comme contemporaines : la circulaire Marchand (1992), la loi Pasqua (1993), loi Toubon (1994), plan gouvernemental Vigipirate (1995). Conformément à ce qu'avancait Bernard Lareynie, la coordination a ouvert son militantisme étudiant à un militantisme plus large et général, gage de pérennité.

La C.L.É. est donc une nouvelle coordination qui diffère peu des C.L.É.A. précédentes hormis quelques nuances d'ordre organisationnel. Elle est souvent qualifiée dans les sources de C.L.É. n°1 ou « première » puisqu'une autre C.L.É. est refondée après 2000 à Bordeaux mais nous n'avons pas d'autres informations à ce propos. La C.L.É. première met en lumière toute la richesse des liens qui existent entre les milieux libertaires étudiants et les milieux libertaires bordelais, les premiers faisant naturellement partie des deuxièmes.

Les coordinations étudiantes qui se sont succédées sur la dernière décennie du siècle ont diffusé les idées anarchistes dans les cercles étudiants souvent au sein d'un mouvement de contestation plus large. Ce faisant, elles étaient ancrées dans un tissu social et politique étudiant qui dépassait le simple cadre de la promotion des idées libertaires. Aussi, les coordinations sont-elles parvenues à s'extraire d'un militantisme exclusivement étudiant pour

⁴³² Compte rendu de la réunion du 11 juin 1996. Archives CLE. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁴³³ Sans titre. Archives CLE. Fonds de l'Athénée Libertaire.

s'ouvrir à un militantisme plus général en lien avec d'autres acteurs libertaires du bordelais au sein de réseau politique en formation ou bien déjà formés.

Dans le cas des groupes étudiants éphémères, ou de courte durée, comme dans le cas des coordinations, concevoir les milieux anarchistes étudiants indépendamment des autres milieux libertaires représente un écueil dans le raisonnement. Les milieux étudiants ont leurs particularismes politiques et sociaux mais ne fonctionnent pas en vase clos, de manière isolée. Comme dans les autres cas que nous avons développés, ils s'inscrivent dans des réseaux politiquement proches pour en tirer de manière très pratique un local et l'expérience militante d'autres groupes, mais aussi une stabilité, une force, l'entraide, la solidarité, la pérennité. Chaque membre déjà engagé dans un autre militantisme hors de l'Université apporte son propre réseau, comme c'est le cas pour la C.N.T. Si officiellement les milieux étudiants appartiennent rarement aux réseaux d'organisations politiques, les liens sont officieusement courants entre les deux (phénomène d'absorption, mutualisation des moyens, actions communes, entraide). Après ce constat dans les milieux étudiants, il convient de savoir si des groupes « conventionnels », qui optent pour une autonomie ou une indépendance exacerbée, sont réellement en-dehors de tout réseau.

II – L'indépendance et l'autonomie : étude de deux cas particuliers

Ne pas faire partie d'une structure nationale comme une fédération relève bel et bien d'un choix pour ces groupes en-dehors : le G.A.B. et l'O.C.L. Ce sont à la fois des raisons idéologiques, personnelles et d'organisation qui déterminent l'orientation de ces deux groupes. Analysés au prisme du réseau, il s'agit de comprendre les intérêts de ce modèle. Les individuels et les sympathisants auraient pu avoir leur place dans l'analyse qui suit mais l'absence de sources et de traces rend l'étude impossible. Ils occupent pourtant une place importante dans le militantisme bordelais.

A/ Le Groupe Anarchiste Bordelais : indépendance et créativité

Le Groupe Anarchiste Bordelais (G.A.B.) est issu d'une scission avec le groupe bordelais Sébastien Faure de la F.A. ce qui, de fait, le prive du réseau que proposait l'organisation fédéraliste. L'indépendance politique assumée du G.A.B. est-elle synonyme d'un isolement militant ?

Dès sa création, le groupe est composé d'une dizaine de militants. Parmi eux se trouvent un syndiqué de la C.N.T., Alain Dobigny, et un militant de l'Organisation Communiste Libertaire (O.C.L.), Bernard Lareynie⁴³⁴. Ainsi, malgré la non-appartenance à une organisation nationale, le G.A.B. s'inscrit tout de même dans les réseaux locaux de ces organisations, surtout celui de la C.N.T. Le groupe ayant son adresse à l'Athénée Libertaire, nous pouvons supposer que des liens devaient exister avec les jeunes groupes de la F.A. du début des années 1980. Aussi, au pôle de l'Athénée Libertaire s'ajoute le pôle de l'En-Dehors que le G.A.B. a largement contribué à fonder. Nous avons vu également que des liens étroits existaient avec les milieux étudiants libertaires et plus particulièrement avec le G.E.L. Ces éléments indiquent dès lors que le groupe évolue en interaction avec d'autres collectifs et groupes.

Dans le militantisme courant et tout au long de son existence, le groupe participe à plusieurs processus de création. En janvier 1981, le G.A.B. milite aux côtés de la C.N.T., de l'Alliance Syndicaliste, de l'association l'En-Dehors et d'inorganisés pour soutenir les militants des Groupes d'Action Révolutionnaire Internationalistes (G.A.R.I.) dont le procès se tient dans le courant du mois⁴³⁵. Le 19 du mois de mai de la même année, le groupe appelle à manifester pour « une Irlande libre sans I.R.A. et sans Britanniques » et se regroupe pour l'occasion avec d'autres anarchistes dans le Collectif Anarchiste de Bordeaux qui rassemble une centaine de personnes⁴³⁶. Le G.A.B. ne fait pas exception dans le paysage des divers groupes anarchistes étudiés. En effet, il participe à de nombreux collectifs, associations et comités éphémères ou de plus longue durée. Nous pouvons citer le comité maîtres-auxiliaires dans l'Éducation Nationale, l'A.S.T.I., le Groupe de Recherche et d'Action Antimilitariste de Bordeaux (G.R.A.A.B.), le C.A.N. et l'opposition à la centrale de Golfech. Le G.A.B. est également acteur

⁴³⁴ LAREYNIÉ. Bernard, *Documents pour servir à l'histoire du Groupe Anarchiste de Bordeaux [GAB] [1980-1985]*, Th245, C.I.R.A. Marseille, p. 2.

⁴³⁵ *Ibid*, p. 5.

⁴³⁶ *Ibid*.

dans la création en juin 1982 du comité de soutien à un objecteur-insoumis, Régis Guilcher, aux côtés du G.R.A.A.B., des Amis de la Terre, du Mouvement pour une Alternative Non-violente (M.A.N.), du P.S.U., de la L.D.H. et du Syndicat des Avocats de France⁴³⁷. Le G.A.B. participe aussi à la création du Collectif pour l'abrogation du protocole Hernu-Savary en mai 1983 avec la C.N.T., le S.G.E.N.-C.F.D.T., le G.R.A.A.B. et d'autres⁴³⁸. Le groupe est aussi à l'initiative de la création d'un Collectif Anti-Fasciste lors d'un meeting à Bordeaux du Parti des Forces Nouvelles (P.F.N.) le 12 janvier 1984. La manifestation aux côtés d'inorganisés, de militants des J.C.R., de l'U.J.A.F.A.I., de l'A.S.T.I. et d'organisations d'étudiants étrangers rassemble environ 250 personnes⁴³⁹. Ces quelques exemples ne sont pas exhaustifs de l'activité du G.A.B. en matière de création militante et ne sauraient refléter toutes les implications du groupe dans les différents réseaux déjà existants. Plusieurs éléments se dégagent de cette intense activité. D'abord, il paraît évident que le G.A.B. adopte une pratique mouvementiste dans son militantisme. Ceci transparait d'autant plus par l'absence d'affiliation à une organisation libertaire nationale. En effet, le groupe éprouve une certaine nécessité de créer des structures et des réseaux pour réaliser son militantisme. Au reste, nous n'avons pas trouvé d'autres groupes qui s'impliquent avec autant de frénésie dans la création de cadres structurels et ceci pour la raison suivante : le G.A.B. est le seul groupe totalement indépendant (actif sur une durée suffisamment longue pour être étudié). Il semble donc que la création de cadres, et les liens qui en découlent, pallie l'absence d'un réseau national propre à une organisation.

En conséquence, le G.A.B. est davantage tourné vers un militantisme local et régional que national et international. Le groupe organise à Bordeaux une réunion régionale des groupes libertaires le 25 avril 1982 au cours de laquelle sont également décidées une brochure et une affiche collective. Sont présents seulement le G.A.B., le G.R.A.A.B., le groupe F.A. d'Agen et le collectif libertaire Côté Basque⁴⁴⁰. L'édition de la brochure et de l'affiche contre les ordonnances de 1959 en France a réuni le collectif libertaire 82 (Béarn, Landes, Pays Basque), le G.A.B., le G.R.A.A.B., des militants de l'O.C.L., le Collectif Autonome Périgourdin (C.A.P.), le Collectif Ouvriers Paysans Anarchistes (C.O.P.A.) de Cadillac, « Émancipation »

⁴³⁷ *Ibid*, p. 9.

⁴³⁸ *Ibid*, p. 11.

⁴³⁹ *Ibid*, p. 12.

⁴⁴⁰ *Ibid*, p. 33.

(Landes), l'Association Pacifistes des Landes (A.P.L.), Eco-Rupture (Bayonne)⁴⁴¹. Le G.A.B., une nouvelle fois à l'initiative, s'insère donc également dans des réseaux régionaux bien avant que naissent les réseaux régionaux de la F.A. ou C.N.T. bordelaise. La non-appartenance à un organisation nationale ne représente pas non plus une entrave à cette échelle-là.

Est-ce à dire que le groupe n'a pas d'activité en-dehors des réseaux, qu'il n'a pas de militantisme propre ? Pour le G.A.B. comme pour les autres groupes libertaires, il existe un terrain militant propre au collectif. Pour le groupe en question, nous citerons l'action du 22 janvier 1984 à l'occasion de la manifestation pour l'école libre à Bordeaux en opposition au projet de loi Savary et qui a réuni entre 60 et 80 000 personnes des académies de Limoges, Poitiers et Bordeaux. Sept ou huit militants du G.A.B. déguisé en C.H.R.I.S.T. (Compagnie Hérétique de Rééducation des Ignares en Soutane par le Travail) ont diffusé un communiqué de presse et des mini-tracts anticléricaux lors du parcours du défilé tels que « La seule école libre, c'est l'école buissonnière », « Dieu go Rome » ou encore « Dieu n'existe pas, rentrez chez vous »⁴⁴². Des coups ont été échangés avec le service d'ordre de la manifestation, avec les policiers et trois militants ont été arrêtés puis relâchés⁴⁴³. Ce coup d'éclat militant montre qu'une lecture de l'histoire militante au prisme du réseau ne doit pas occulter pour autant le militantisme propre au groupe et par conséquent son identité politique.

Le Groupe Anarchiste Bordelais a choisi l'indépendance politique et militante vis-à-vis des organisations libertaires nationales ce qui induit un certain coût : être davantage acteur dans les tissus militants pour pouvoir réaliser pleinement son militantisme. Dans les faits, le groupe n'est pas totalement neutre puisque des membres sont dans plusieurs organisations sauf à la F.A. En effet, le groupe refuse toute double appartenance de ses membres avec la F.A. Cette posture fait naître une mauvaise réputation du G.A.B. dans les cercles et les sources de la F.A. bordelaise : le groupe est qualifié de claniste ou sectaire. L'aversion mutuelle ne se fonde que sur l'épisode de la scission de 1980 alors que les faits montrent une ouverture militante importante du G.A.B. vis-à-vis d'autres acteurs politiques. Très proche du groupe,

⁴⁴¹ *Ibid*, p. 36.

⁴⁴² *Ibid*, p. 54-55.

⁴⁴³ *Ibid*, p. 13.

l'O.C.L. possède un statut politique bâtard entre autonomie, indépendance et organisation nationale qu'il paraît opportun d'étudier selon la logique précédente.

B/ L'Organisation Communiste Libertaire : une organisation autonome locale

L'Organisation Communiste Libertaire est une organisation nationale issue d'une double scission de la F.A. En 1970, l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste (O.R.A.), tendance platformiste née au sein de la F.A., prend son indépendance de l'organisation fédéraliste. Au sein de l'O.R.A., une scission intervient en 1976 et l'O.R.A. se retrouve partagée en deux camps. Le premier fonde l'Union des Travailleurs Communistes Libertaires (U.T.C.L.) en s'établissant toujours sur les principes du platformisme, de l'ouvriérisme et du syndicalisme-révolutionnaire. Le deuxième devient l'Organisation Communiste Libertaire et rejette l'ouvriérisme de l'O.R.A. pour s'impliquer dans tous les mouvements sociaux. Aussi, l'O.C.L. se débarrasse de l'organisation platformiste pour miser sur une organisation dont l'autonomie et l'indépendance des groupes sont poussées au paroxysme. La naissance de l'O.C.L. illustre le tournant, mais aussi la fracture, qui s'opère dans le militantisme libertaire avec le changement des pratiques militantes existantes vers des pratiques mouvementistes. Au regard de l'autonomie exacerbée des cellules locales de l'O.C.L. et de leur caractère extrêmement minoritaire, nous avons fait le choix de l'incorporer dans cette partie du développement bien qu'il s'agisse d'une organisation d'échelle nationale.

Les groupes appartenant à l'O.C.L. sont quasiment totalement indépendants de l'organisation nationale. Cette dernière s'apparente davantage à un réseau de groupes locaux qui privilégient les luttes autonomes et locales. En conséquence, ils ne peuvent compter sur un réseau national propre à l'organisation puisqu'il n'existe pas. Seul un journal fait office de liaison et de coordination, *Courant Alternatif*, rédigé par une commission journal qui se réunit un week-end par mois dans une ville différente. Une réunion de l'ensemble des groupes a lieu tous les deux ans et un camping-congrès annuel fait aussi se rencontrer les militants de

l'organisation de régions différentes. Très décentralisée, l'O.C.L. adopte plus la forme d'une confédération ou d'une coordination de groupes autonomes que d'une fédération⁴⁴⁴.

À Bordeaux, on retrouve la trace de l'O.C.L. au sein du G.A.B., c'est-à-dire dans la première moitié des années 1980. Bernard Lareynie est le seul militant connu à porter les idées de l'organisation à Bordeaux jusqu'à ce qu'il soit rejoint par Gilles Durou après la dissolution du G.A.B. et plutôt vers la fin des années 1980. Benoist Simmat indique dans son étude que c'est Gilles Durou qui fonde la section bordelaise de l'O.C.L. en 1990 mais cette information paraît erronée⁴⁴⁵. Gilles Durou participa d'ailleurs grandement au tirage et maquettage du mensuel *Courant Alternatif*⁴⁴⁶. C'est surtout lui qui représente l'organisation en Gironde dans les années 1990. Établie au 36 rue Sanche de Pomiers, l'O.C.L. de Bordeaux est très proche du Cercle d'Études Libertaires puisqu'il partage les mêmes locaux que l'organisation. Gilles Durou est le militant qui lie les deux collectifs ce qui permet à l'O.C.L. de ne pas évoluer de manière isolée.

La section bordelaise est très investie dans les mouvements sociaux des années 1990, au même titre que les autres collectifs libertaires mouvementistes. Elle devient rapidement un acteur incontournable du militantisme bordelais libertaire et s'associe régulièrement avec les autres acteurs anarchistes. Les rencontres libertaires de Bordeaux qui se déroulent le 12 et 13 janvier 1991 à l'Athénée Municipal sont organisées par les principaux acteurs libertaires bordelais à savoir : l'En-Dehors, la F.A., le C.E.L., la C.N.T. et l'O.C.L.⁴⁴⁷. L'organisation adhère d'ailleurs au R.A.I.L. dans la deuxième moitié des années 1990 ce qui confirme son statut de groupe libertaire dynamique. Nous ne savons pas quand disparaît l'organisation à Bordeaux mais nous perdons sa trace après 2000.

Sans énumérer les diverses luttes dans lesquelles l'O.C.L. est impliquée, nous observons des similitudes avec le G.A.B. : l'absence de réseau national est un facteur qui

⁴⁴⁴ LUCK. Simon, *Sociologie de l'engagement libertaire dans la France contemporaine. Socialisations individuelles, expériences collectives et cultures politiques alternatives*, thèse de doctorat sous la direction d'Yves DÉLOYE, Paris I, 2008, p. 145.

⁴⁴⁵ SIMMAT. Benoist, *L'anarchisme à Bordeaux*, mémoire de science politique sous la direction de Jean PETAUX, Bordeaux, IEP, 1995, p. 56.

⁴⁴⁶ « Gilles Durou », <https://maitron.fr/spip.php?mot28> [Consulté le 30 juin 2021].

⁴⁴⁷ Programme des rencontres libertaires de Bordeaux de 1991. CLEA 1981-1994. Fonds de l'Athénée Libertaire.

favorise l'implication du groupe dans le tissu socio-politique local. L'énergie militante est moins divisée entre les différentes échelles géopolitiques et l'absence même du réseau national oblige à créer ou à s'investir dans des réseaux propres. En ce qui concerne l'O.C.L., nous n'avons pas trouvé d'implication à l'échelle régionale, nationale et internationale ce qui indique que l'action est uniquement tournée vers le bordelais et la Gironde.

Les deux cas particuliers que nous avons développés indiquent que l'indépendance et l'autonomie ne sont pas des repoussoirs aux réseaux politiques. Elles sont au contraire des *stimuli* pour un fonctionnement réticulaire de l'activité politique. Il apparaît alors que la forme mouvementiste est la forme la plus en adéquation avec ce type de groupement. Un collectif fondé sur l'autonomie totale et l'indépendance qui n'adopterait pas un militantisme mouvementiste, qui ne s'inscrirait pas réellement dans un tissu socio-politique, ne serait pas viable sur le moyen et long terme en raison de son isolement. Les luttes et la solidarité entre acteurs politiques constituent donc les fondements de la pérennité des groupes mouvementistes, qu'ils soient indépendants ou non. Certaines luttes ont d'ailleurs marqué du sceau de la coopération le militantisme bordelais.

III – Être constamment sur la brèche : la transversalité des luttes, des réseaux, des idées et des acteurs politiques

Des formes d'organisation particulières se multiplient en même temps que s'enracine une conception réticulaire du militantisme en général : les formes du comité et du collectif. Elles regroupent de multiples acteurs politiques qui habituellement ne font pas partie des mêmes réseaux. Ils se regroupent autour du principe de solidarité dans une lutte commune, l'idéologie politique étant mise légèrement en retrait. Ces formes d'organisation sont transversales aux réseaux ordinaires et mettent en évidence la porosité des milieux libertaires bordelais. Plus que de simples regroupements, il s'agit de ponts entre militantismes qui permettent de s'opposer plus efficacement aux dégâts provoqués par le néolibéralisme des dernières décennies du XX^e siècle. Alors que les anciennes générations de militants libertaires s'attaquaient principalement par les idées à leurs adversaires, notamment l'ordre capitaliste, les nouvelles générations s'opposent par l'action et l'investissement du terrain en étant constamment sur la brèche.

A/ Le C.A.N. et le C.L.O : deux comités investis par les libertaires

Les deux comités étudiés ne sont en apparence pas animés par les idées libertaires et pourtant ils se situent au 7 rue du Muguet et les militants libertaires sont grandement impliqués dans ceux-ci. Si les luttes concernées sont transversales et partagées entre les différents militantismes et collectifs bordelais, il s'agit de comprendre les raisons qui ont poussé les libertaires à créer leurs propres structures militantes.

1) Le Comité Anti-Nucléaire

Pour Bernard Lareynie, le Comité Anti-Nucléaire de Bordeaux (C.A.N.), créé en 1978, entendait apporter une perspective anarchiste sur la problématique de l'utilisation de cette énergie dangereuse qui impliquait la militarisation de la société. Ce comité s'est mobilisé principalement contre la centrale de Braud-Saint-Louis en Gironde dont la construction débute en 1976 et la centrale de Malville en Isère dont la construction début en 1976 aussi⁴⁴⁸. Les années 1970 et le début des années 1980 correspondent à l'âge d'or du nucléaire en France avec la multiplicité des projets, des constructions, et donc des oppositions. Il existe également le Comité de Lutte Anti-Nucléaire Girondin (C.L.A.N.G.) mais nous pensons qu'il est antérieur au C.A.N. En effet, un premier collectif anti-nucléaire apparaît à Bordeaux à l'occasion de la construction de la première centrale bordelaise : Braud-Saint-Louis. Benoist Simmat indique qu'il s'agit d'un premier C.A.N. mais il est possible que ce soit en réalité le C.L.A.N.G. En lien avec d'autres collectifs de la lutte anti-nucléaire en France comme les Amis de la Terre, le premier collectif bordelais auquel participent certains libertaires agit sur le site de Gironde mais aussi en Isère sur le site de Malville. Toujours selon Benoist Simmat, le premier C.A.N. organise des manifestations à répétition avec une forte capacité de mobilisation : jusqu'à 50 000 personnes⁴⁴⁹. Si le chiffre paraît important, il demeure plausible. Une répression importante de l'État accompagne chaque manifestation ou action forte des opposants. La violence de l'État s'illustre notamment lors d'une manifestation à Malville fin juillet 1977 où 90 000 personnes sont réprimées par des forces de l'ordre agressives au cours

⁴⁴⁸ LAREYNIÉ. Bernard, *Documents pour servir à l'histoire du Groupe Anarchiste de Bordeaux [GAB] [1980-1985]*, Th245, C.I.R.A. Marseille, p. 61.

⁴⁴⁹ SIMMAT. Benoist, *L'anarchisme à Bordeaux*, mémoire de science politique sous la direction de Jean PETAUX, Bordeaux, IEP, 1995, p. 133.

de laquelle un manifestant est tué par la police (Vital Michalon, membre de la Fédération Anarchiste) et d'autres gravement blessés⁴⁵⁰. En raison de cette forte répression, de nombreux collectifs et C.A.N. disparaissent en France et le premier C.A.N. bordelais disparaît en 1977. Mais, les libertaires présents dès le départ dans les luttes collectives anti-nucléaires comme à la « bataille de Malville » décident de relancer à leur compte le C.A.N. la même année au 7 rue du Muguet⁴⁵¹. D'ailleurs, le nouveau C.A.N. investi par la tendance anarchiste s'oppose aux différentes suites judiciaires de la manifestation de Malville⁴⁵². Contrairement à ce qu'avance Bernard Lareynie, le C.A.N. de la rue du Muguet est donc fondé en 1977 et non en 1978.

Le deuxième C.A.N. comme le premier n'a pas d'orientation politique affichée si ce n'est la lutte contre la politique publique nucléaire. Pourtant, en raison de la démobilisation, les anarchistes bordelais deviennent grâce au C.A.N. de la rue du Muguet des acteurs majeurs et meneurs de l'anti-nucléaire en Gironde et dans le sud-ouest à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Même si le C.A.N. de la rue du Muguet est largement investi par les libertaires, il n'est pas sous la coupe exclusive des anarchistes et regroupe d'autres tendances militantes et politiques. Un nouveau lieu de lutte émerge dans les mêmes années à Golfech (Tarn-et-Garonne) où le projet d'une centrale nucléaire se concrétise de plus en plus à la fin des années 1970. La lutte dans ce territoire existe depuis le début des années 1970 mais la résistance se radicalise et s'élargit à la fin de la décennie. Un C.A.N. à Toulouse avait d'ailleurs été créé en juillet 1975 et a perduré les années suivantes pour s'opposer à cette centrale. Comme pour Malville, des collaborations entre les différents collectifs de France s'opèrent, Bordeaux ne faisant pas exception. Des sabotages, dont certains à l'explosif, et des occupations ont lieu dans l'ensemble des chantiers nucléaires français, notamment par des groupes anarchistes ou anarchisants⁴⁵³. Certains libertaires bordelais, notamment du G.A.B., sont suspectés d'avoir participé ou d'être en rapport avec des attentats, des sabotages, à Golfech en raison de leur investissement important dans la lutte.

⁴⁵⁰ DEBOUZY. Marianne, *La désobéissance civile aux États-Unis et en France, 1970-2014*, Rennes, PUR, 2016, p. 101.

⁴⁵¹ SIMMAT. Benoist, *op. cit.*, p. 133.

⁴⁵² *La Révolte*, n°8, novembre 1977.

⁴⁵³ DEBOUZY. Marianne, *op. cit.*, p. 101.

Plusieurs éléments conduisent néanmoins au déclin du C.A.N. dans les sphères libertaires bordelaises. Michel Duchène, membre du groupe Sébastien Faure, s'investit également contre le nucléaire dans le C.A.N. de la rue du Muguet en 1979⁴⁵⁴. Il est exclu du groupe Sébastien Faure et de la F.A. nationale après avoir proféré des menaces de mort et simulé une agression en 1978. Après son éviction vers 1979, il entraîne avec lui le C.A.N. de la rue du Muguet et l'implante au 12 rue Planterose à Bordeaux. Les militants du groupe Sébastien Faure ne s'y sont pas opposés car ils avaient commencé à désertier le collectif lui reprochant son inertie et inefficacité⁴⁵⁵. La réputation de Michel Duchène étant faite dans les milieux libertaires bordelais, les relations avec le C.A.N. se compliquent, notamment après l'apparition du G.A.B. Le groupe Sébastien Faure n'ayant plus réellement d'activités à partir de ce moment-là, le G.A.B. prend le flambeau de la lutte anti-nucléaire avec notamment l'investissement prononcé de Gilles Durou. Le G.A.B. lutte sur le terrain de Golfech sans entrer dans le C.A.N., Gilles Durou et Michel Duchène ayant des relations très conflictuelles. Le C.A.N. qui avait été implanté dans les milieux libertaires bordelais par la création d'un collectif rue du Muguet est désormais ressorti du giron anarchiste. L'élection de Mitterrand en 1981 s'est appuyée en partie sur l'opposition anti-nucléaire des années 1970 et du début des années 1980. Le candidat à la présidentielle promet l'arrêt de la construction de centrales et s'engage à organiser un grand débat démocratique sur le nucléaire. Certains antinucléaires et écologistes sont séduits et s'engagent auprès du candidat ce qui crée un clivage entre les partisans d'une lutte molle (négociation politique avec l'État socialiste et les différents acteurs des projets nucléaires) et les partisans d'une lutte dure (sabotage, propagande, action directe, mobilisation). Malgré l'élection d'un président socialiste allié aux communistes, l'industrie nucléaire continue de se développer et l'intérêt de l'opinion publique diminue. Il s'agit de la naissance de l'écologie politique française. À Bordeaux, le parti socialiste et les « notables locaux » se rallient au nucléaire ce qui produit une forte démobilisation⁴⁵⁶.

Au reste, les militants du G.A.B. ne peuvent progressivement plus s'investir aussi efficacement qu'avant face à la « concurrence » de mouvements alternatifs spécialisés dans l'écologie et donc dans l'anti-nucléaire⁴⁵⁷. Le C.A.N. de Michel Duchène, qui « monopolisera

⁴⁵⁴ SIMMAT. Benoist, *op. cit.*, p. 134.

⁴⁵⁵ *Ibid.*

⁴⁵⁶ *Ibid.*

⁴⁵⁷ *Ibid.*

l'action anti-nucléaire de Bordeaux », se transforme dans les années 1980 en Mouvement des Luites Alternatives (M.L.A.) après la création de la librairie Vent Debout⁴⁵⁸. Les libertaires bordelais se sont donc progressivement éloignés du C.A.N. à partir du début des années 1980. L'investissement militant ne sera plus jamais aussi important qu'à la charnière des années 1970 et des années 1980. Ils abandonnent même quasiment le terrain de la lutte anti-nucléaire après la disparition du G.A.B. jusqu'à la fin des années 1990 même si quelques actions et réflexions ponctuelles ont pu être réalisées notamment en lien avec les essais nucléaires dans le Pacifique. D'autres luttes ayant trait à l'écologie sont tout de même engagées : lutte contre le projet de métro de la communauté urbaine bordelaise, soutien à la lutte béarnaise contre le percement du tunnel de Somport dans la vallée d'Aspe⁴⁵⁹. C'est à la toute fin des années 1990 que la lutte anti-nucléaire renaît, dans les pas des différents C.A.N. Le 15 décembre 1999 est fondée l'association Tchernoblaye, appelée également Collectif girondin pour la sortie du nucléaire. Après la lutte massive mais infructueuse contre l'entrée de la Gironde dans le nucléaire avec la centrale de Braud-Saint-Louis dans le Blayais, le militantisme bordelais accouche d'une structure pour en sortir. Peu après sa création, de nombreux libertaires s'investissent dans le collectif et notamment l'O.C.L. et la C.N.T. Une manifestation régionale contre le nucléaire et pour une sortie progressive se déroule à Blaye le 23 avril 2000, à l'occasion de l'anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl⁴⁶⁰. La ville de Blaye intente d'ailleurs un procès en avril 2000 à l'association Tchernoblaye en raison du nom qui dégrade l'image de la municipalité. Le verdict du jugement indique que la liberté d'expression prévaut et que l'association peut conserver son nom⁴⁶¹.

La lutte contre le nucléaire est très présente dans les milieux libertaires bordelais, que ce soit contre l'entrée ou pour la sortie. Le ou les C.A.N., notamment celui de la rue du Muguet, montre réellement cette implication. L'opposition des libertaires ne se situe pas réellement au départ sur les enjeux environnementaux mais plutôt sur les enjeux politiques à savoir le capitalisme financier et industriel, la militarisation de la société, la lutte contre l'État et sa

⁴⁵⁸ *Ibid.*

⁴⁵⁹ « La F.A. et les anarchistes sur Bordeaux », *Le Monde Libertaire* du 10 juin 1993, n°918, p. 4.

⁴⁶⁰ Compte rendu de la réunion du 17 février 2000 du groupe Emma Goldman. Chemise FA Emma Goldman. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁴⁶¹ <http://tchernoblaye.free.fr/coltcher/coltcher.htm> [Consulté le 1^{er} juillet 2021].

politique à marche forcée, la confrontation de deux visions de la démocratie. En raison de la multiplicité des enjeux, la lutte anti-nucléaire a constitué des ponts avec d'autres militantismes, non-libertaires, et a œuvré à la porosité des milieux anarchistes et donc des réseaux. Le même constat peut être établi avec le Comité de Lutte des Objecteurs.

2) Le Comité de Lutte des Objecteurs

Bordeaux est une place importante de l'opposition contre le service militaire et de soutien à l'objection de conscience. De nombreux Comités de Soutien aux Objecteurs de Conscience (C.S.O.C.) naissent dans les grandes villes de France comme à Bordeaux après les événements de 1968 et la ville de Bordeaux est choisie pour implanter le siège national des C.S.O.C. pendant un temps. Ces comités ont trois objectifs : faire connaître la loi du 21 décembre 1963 sur l'objection de conscience, faire la promotion alors interdite du statut d'objecteur, aider les objecteurs dans leurs démarches pour obtenir le statut et les soutenir en cas de procès⁴⁶². Le C.S.O.C. s'inscrit dans la non-violence et envisage la possibilité d'un service civil autogéré par les objecteurs mais il ne possède pas le monopole de l'antimilitarisme en France. Il côtoie d'autres collectifs nationaux à Bordeaux comme le Comité Martinez à la fin des années 1960 et au début des années 1970 ou encore le Collectif de Lutte Anti-Militariste (C.L.A.M.) de Bordeaux. Les militants anarchistes s'investissent d'ailleurs régulièrement voire systématiquement dans les comités de soutien en faveur d'un objecteur arrêté ou condamné comme pour Jean Coulardeau (1967-1968), Patrick Destruhaut (1977-1978), Guy Goujon (1979-1980), Fabien Duplaa (1985), Bruno Poirier (1985-1986) et bien d'autres anonymes.

Si les libertaires ont pu s'investir dans ces divers comités bordelais, les conceptions libertaires antimilitaristes ont du mal à s'exprimer dans ces collectifs, qualifiés de « réformistes »⁴⁶³. En effet, anarchisme et objection de conscience sont définitivement liés depuis la grève du libertaire Louis Lecoin en 1963 qui permit d'obtenir l'adoption de la loi du 21 décembre 1963 relative au statut. Le groupe Sébastien Faure bataillait déjà dans la lutte de l'objection et de l'insoumission en 1969 mais l'action et le soutien, limités à un groupe,

⁴⁶² SIMMAT. Benoist, *L'anarchisme à Bordeaux*, mémoire de science politique sous la direction de Jean PETAUX, Bordeaux, IEP, 1995, p. 119.

⁴⁶³ *Ibid.*

n'avaient pas une grande portée⁴⁶⁴. Déjà, une cellule antimilitariste se tenait au 7 rue du Muguet en 1978 : Le Collectif Régional d'Information Antimilitariste⁴⁶⁵. À la rentrée scolaire de 1979, un ancien militant de la F.A. et un objecteur de conscience décident de créer le Comité de Lutte des Objecteurs (C.L.O.) qui s'établit et tient ses permanences au 7 rue du Muguet⁴⁶⁶. Les objectifs défendus sont les mêmes que les C.S.O.C. puisque les C.L.O. remplacent au niveau national les C.S.O.C. à partir de 1974 mais des différences majeures s'observent à Bordeaux entre les deux structures. Le C.L.O. bordelais est un collectif ouvert qui possède une portée plus importante qu'un groupe seul. Il est pour autant largement composé de militants ou sympathisants libertaires qui portent un discours antimilitariste plus critique et radical. D'abord, le C.L.O. tente de faire revendiquer l'existence du statut d'objecteur de conscience pour des raisons politiques alors que seules les raisons religieuses ou philosophiques étaient reconnues comme valables⁴⁶⁷. Il s'agit aussi de refuser l'idée d'un service civil en remplacement du service militaire car le compromis ne peut exister dans la lutte contre l'armée et l'État ; seule l'annulation du service militaire obligatoire et/ou l'assouplissement radical du statut d'objecteur peuvent répondre réellement aux objectifs des militants du C.L.O. Aussi, le comité refuse tout lien avec les autres milieux antimilitaristes qui ne se rallient pas au mot d'ordre « À bas toutes les armées ! », le compromis là aussi ne pouvant être trouvé avec des collectifs réformistes⁴⁶⁸. Enfin, dans l'esprit de la philosophie libertaire et à l'inverse du C.S.O.C., il faut faire des objecteurs de conscience des acteurs de leur propre lutte et non militer en faveur d'une lutte tout en étant en dehors ; Benoist Simmat oppose à ce propos une « attitude qui s'apparente à l'humanisme et aux droits de l'homme [...] à l'implication »⁴⁶⁹. Le soutien n'est donc plus en dehors mais en dedans la lutte.

Le C.L.O. est investi par les militants du groupe Sébastien Faure puis par ceux du G.A.B. après la scission en 1980 mais le comité ne se veut pas exclusivement libertaire. Il compte une vingtaine de personnes au plus fort de son activité⁴⁷⁰. Mais, l'élection du président socialiste en 1981 essouffle le collectif bordelais comme l'antimilitarisme général en France avec d'une

⁴⁶⁴ « Information objecteurs », *Le Monde Libertaire*, n°150, avril 1969, p. 11.

⁴⁶⁵ *La Révolte*, n°10, 1978.

⁴⁶⁶ SIMMAT. Benoist, *op. cit.*, p. 118.

⁴⁶⁷ LAREYNIE. Bernard, *Documents pour servir à l'histoire du Groupe Anarchiste de Bordeaux [GAB] [1980-1985]*, Th245, C.I.R.A. Marseille, p. 61.

⁴⁶⁸ SIMMAT. Benoist, *op. cit.*, p.119.

⁴⁶⁹ *Ibid.*

⁴⁷⁰ *40 ans de l'Athénée Libertaire*, 17 mai 2003. Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

part l'adoption de la loi d'amnistie du 4 août 1981 qui efface les délits commis en matière d'objection de conscience et d'autre part la loi Joxe du 8 juillet 1983 qui assouplit considérablement les conditions d'obtention du statut d'objecteur de conscience. L'objection de conscience tombe dans le domaine civil donc l'antimilitarisme dans cette lutte n'a plus d'intérêt. Le C.L.O. bordelais aurait disparu en 1981⁴⁷¹ mais il n'est pas exclu que ses activités perdurent jusqu'en 1983. Après sa disparition, les libertaires bordelais continuent de s'investir en faveur de l'objection de conscience, en soutien aux condamnés, contre le service militaire et à travers lui l'État. Un C.L.O. existe en 1989-1990 dans lequel s'investit le groupe Emma Goldman mais ce nouveau C.L.O. semble sorti du giron libertaire puisqu'il est absent des sources⁴⁷².

Le constat est donc le même que pour le C.A.N. et la lutte anti-nucléaire et plusieurs étapes s'identifient : d'abord une participation dans les réseaux larges et primaires de la lutte, puis la création d'une structure de lutte principalement libertaire pour avancer les idées anarchistes, et enfin, un nouvel éclatement politique dans lequel les libertaires s'investissent dans d'autres cadres que le leur, revenant à la manière d'un cycle à la première phase. De manière sporadique, l'objection de conscience, le refus de porter les armes et l'antimilitarisme trouvent encore un écho dans les milieux libertaires à Bordeaux jusqu'à la fin de la chronologie de l'étude. Citons la création d'une bibliothèque antimilitariste et du groupe Objection-Insoumission en septembre 1985 au 7 rue du Muguet qui, s'il n'est pas proprement libertaire, réintroduit la question de l'objection dans les cercles libertaires bordelais⁴⁷³.

L'investissement prononcé des libertaires dans le C.A.N. et dans le C.L.O. bordelais révèle un élément nouveau de l'étude. Dans une période donnée et un contexte précis, les anarchistes bordelais décident de se retirer des réseaux existants d'une lutte pour créer leur propre structure et cadre d'investissement, leur propre réseau. Ce faisant, ils prennent la lutte à bras-le-corps de manière structurelle afin de défendre et de promouvoir les conceptions libertaires, dans des canaux adaptés et réceptifs. L'intérêt n'est pas de réduire la portée de la lutte aux seuls cercles libertaires mais plutôt de toucher un public différent qui ne se

⁴⁷¹ LAREYNIE. Bernard, *op. cit.*, p. 61.

⁴⁷² Bilan d'activités de l'année 89-90. Archives FA années 90. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁴⁷³ *Liberatures*, n°3, 1985.

reconnaîtrait pas dans les comités « réformistes » déjà existants et de tisser des liens avec des collectifs politiquement plus proches. Notons également que la constance et la force des milieux libertaires ont pu permettre de reprendre le flambeau d'une lutte à leur compte alors que les autres militantismes concernés se sont essouffés dans le temps. Au reste, le militantisme de plus en plus mouvementiste des jeunes générations dans les années 1980 et surtout dans les années 1990 rompt avec ces conceptions d'organisation. Il consiste surtout à s'investir dans les structures de lutte déjà existantes, sans diviser ou affaiblir le mouvement par l'ouverture d'un collectif différent.

B/ Des luttes significatives d'un contexte tournée vers la convergence : le cas du Mouvement du Ras Le Bol et des sans-logis

Les étapes que nous avons pu identifier pour le C.A.N. ou le C.L.O. ne se retrouvent pas pour les groupes des jeunes générations dans les quinze dernières années du millénaire. Ils s'investissent au sein de luttes animées par d'autres collectifs, non politisés ou non libertaires. Ces changements ont lieu grâce à l'arrivée de nouvelles générations et donc de nouvelles pratiques propres à un contexte socio-politique contemporain comme l'effondrement du bloc communiste, qui ouvre le champ social et politique pour d'autres courants comme l'anarchisme. Mais, l'implosion de l'U.R.S.S. ne saurait suffire à éclairer ce nouveau militantisme. Il s'agit surtout de l'apparition d'un militantisme établi contre l'exclusion comme le montrent Luc Boltanski et Ève Chiapello. « Selon E. Didier (1995), le thème de l'exclusion, très marginal pendant les dix années qui suivent la publication du livre de R. Lenoir, *Les Exclus* (1974), prendra vraiment un essor au milieu des années 1980 dans une conjoncture toute différente marquée par le développement du chômage et par ce que l'on a identifié d'abord sous l'expression "nouvelle pauvreté" »⁴⁷⁴. Le terme d'exclu désigne ceux laissés en marge de la société qui ne bénéficie d'aucune représentation, qui se trouvent abandonnés « y compris par les instances critiques issues des luttes ouvrières et réduits à l'assistance, humiliante et inopérante »⁴⁷⁵. « L'exclu est défini d'abord par le fait d'être sans : sans parole, sans domicile, sans papiers, sans travail, sans droits »⁴⁷⁶. En somme, « dans une représentation de la société

⁴⁷⁴ BOLTANSKI Luc, CHIAPELLO Ève, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, p. 426.

⁴⁷⁵ *Ibid*, p. 427.

⁴⁷⁶ *Ibid*, p. 429.

adossée à la métaphore du réseau, l'exclusion comme son contraire, l'insertion, font directement référence aux formes du lien social dans un monde conçu sur le mode du réseau. L'individu désaffilié est celui dont les connexions se sont rompues les unes après les autres, qui n'est plus inséré dans aucun réseau [...] »⁴⁷⁷. Le militantisme bordelais, dont les libertaires font partie, se trouve être le fruit de ce contexte dans la deuxième moitié des années 1980 et dans toute la décennie 1990.

Aussi, l'économie néo-libérale qui s'enracine dans cette fin de siècle exerce une grande violence si bien que l'action humanitaire qui s'était occupée en premier des exclus est peu à peu discréditée en raison de son apolitisme. La réorientation du militantisme politique général vers le domaine de l'action humanitaire à partir du milieu des années 1980 permet la naissance d'un nouveau milieu, duquel la critique sociale est relancée notamment dans les années 1990. « Ce milieu est très diversifié voire hétérogène tout en formant un tissu continu à l'intérieur duquel peuvent s'établir des contacts, se former des oppositions et se nouer des accords partiels, pour des opérations ponctuelles sur des points précis »⁴⁷⁸.

Le Mouvement du Ras Le Bol (M.R.L.B.) de Bordeaux est un exemple de la collaboration de plusieurs militantismes politiques et associatifs au sein d'une lutte des « sans ». Le M.R.L.B. naît durant l'hiver 1991 à Bordeaux dans un local du quartier Saint-Michel. Le point de ralliement du mouvement et des manifestations devient l'église et sa flèche⁴⁷⁹. Le quartier Saint-Michel est un des derniers quartiers populaires et cosmopolites de la métropole bordelaise dans les années 1990 ce qui en fait un des lieux privilégiés de la lutte contre la nouvelle pauvreté. Le M.R.L.B. tire son origine en réalité d'une rencontre au tout début des années 1990 entre différentes organisations sociales et politiques : la L.C.R., les Verts, les mouvements alternatifs, des revendicatifs individuels, la F.A. et l'O.C.L. qui sont déjà impliquées dans des mouvements sociaux de quartier. Il s'agit pour l'ensemble des militants de créer et d'intensifier les mouvements de quartier, principalement à Saint-Michel, à l'aide d'actions et de revendications sur des terrains essentiels de luttes sociales comme le logement ou le chômage. Benoist Simmat indique que le M.R.L.B. naît à la suite de cette concertation

⁴⁷⁷ *Ibid*, p. 428.

⁴⁷⁸ *Ibid*, p. 432.

⁴⁷⁹ VILLENEUVE. Muriel, « Heurs et malheurs d'une mobilisation inattendue : le mouvement des squatters de Bordeaux », *Revue française des affaires sociales*, n°2, 2002, p. 26 (note 1).

en 1990 des différents acteurs politiques et sociaux⁴⁸⁰ mais il semble néanmoins que l'hiver 1991 représente l'élément déclencheur qui marque la naissance du collectif. En effet, cinq sans-abris ont péri dans les rues de Bordeaux dans les derniers mois de l'année 1991 dans un contexte d'importantes tensions foncières et immobilières : spéculation hors norme, gentrification à marche forcée, hausse considérable du prix de l'immobilier avec la complicité de la C.U.B. et de la mairie de Bordeaux⁴⁸¹.

Ce contexte particulier conduit à l'occupation pendant 40 jours de la flèche de Saint-Michel pendant l'hiver 1991-1992 ce qui correspond à la première grande mise en avant du problème du mal-logement⁴⁸². Les militants souhaitent attirer l'attention des pouvoirs publics sur ces exclus. Un campement est établi au pied de la flèche Saint-Michel où les militants de plusieurs mouvements contre les exclusions tentent de faire le lien avec la population, les pouvoirs publics et les sans-abris. Aussi, il s'agit de transformer les S.D.F. en acteurs de leur propre lutte en faisant valoir leurs opinions et leurs revendications⁴⁸³. Dès le départ, les militants libertaires sont très investis dans cette lutte et plus particulièrement le groupe Emma Goldman qui s'allie à d'autres mouvements et organisations. Il s'agit pour eux de modifier l'imaginaire social à propos de l'anarchisme auprès du public, de se faire reconnaître comme acteur des luttes par les autres militantismes et de faciliter l'action générale par l'unité militante. De manière concrète, le militant F.A. Patrick Aguiar, un des membres fondateurs du groupe Emma Goldman, est l'interlocuteur privilégié avec le M.R.L.B. Philippe Arnaud, du même groupe, agit également au sein d'AC ! Gironde qui lutte contre le chômage et l'exploitation des salariés⁴⁸⁴. Le chômage et le mal-logement étant lié, AC ! Gironde s'implique également dans la lutte sociale. Le groupe Sébastien Faure est également représenté indirectement dans ces revendications puisque Jean-Jacques Réal édite les tracts du M.R.L.B. jusqu'en 1993. Mais, Patrick Aguiar critique fortement le militant et cette participation éloignée qui contraste avec l'implication énergique des membres d'Emma Goldman et Jean-Jacques Réal ne participe plus au mouvement de 1994-1995⁴⁸⁵. L'hiver 1993-1994 voit se

⁴⁸⁰ SIMMAT. Benoist, *op. cit.*, p. 149.

⁴⁸¹ Courrier de la F.A. Bordeaux aux sympathisants du 28 avril 1992. Archives FA années 90. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁴⁸² SIMMAT. Benoist, *op. cit.*, p. 149.

⁴⁸³ VILLENEUVE. Muriel, *art. cit.*, p. 26.

⁴⁸⁴ SIMMAT. Benoist, *op. cit.*, p. 149.

⁴⁸⁵ *Ibid*, p. 150.

dérouler une nouvelle tentative d'occupation et la renaissance d'un mouvement de contestation. Un immeuble de la rue des Vignes tente d'être occupé mais les forces de l'ordre avortent rapidement l'initiative⁴⁸⁶.

L'hiver 1994-1995 suscite un renouveau de la question du mal-logement en raison de la mort une nouvelle fois d'un S.D.F. à Bordeaux en décembre 1994. Diverses actions sont réalisées pour montrer la vacuité des logements et demander l'application de la loi de réquisition dans le contexte hivernal : squat d'un immeuble vide de la C.U.B. (gaz de France) et manifestation devant les logements effectivement vides le 15 décembre 1994 comme devant l'ancien hôpital des enfants de Bordeaux⁴⁸⁷. Un groupe de sans-abris, dont certains ont connu les précédentes mobilisations, établissent un campement place Pey-Berland le 27 décembre 1994, face à l'hôtel de ville dans l'idée de faire face aux pouvoirs publics, mais également à Artigues. Un nouveau mouvement est lancé qui fait suite au M.R.L.B. auquel de nombreux militants et associations se rallient pour doter de logements les sans-logis : le collectif Un toit un droit, AC ! Gironde, le Droit Au Logement (D.A.L.), et les acteurs politiques et syndicaux traditionnels⁴⁸⁸. Les libertaires sont investis de deux manières : en tant que militant anarchiste et en tant que participant (directement ou indirectement) aux collectifs précédemment cités. Philippe Arnaud indique :

« À l'hiver 1994-1995, il y a l'occupation de la place Pey-Berland. Un sans-abri était hébergé chez des militants d'AC ! Gironde qui l'on convaincu de faire quelque chose. Donc il y a ce village de tentes sur la place Pey-Berland plus l'occupation de l'immeuble de la rue des Vignes et l'ouverture d'un accueil des sans-logis à côté du marché des Capucins. Il y a eu un mouvement qui a eu des réalisations assez vite. Il y avait des accueils au local [à l'Athénée Libertaire]. On se mélangeait »⁴⁸⁹.

Le 27 décembre 1994, les sans-logis créés la coordination des S.D.F. sous l'impulsion du collectif fondé en 1992, Un toit un droit. Cette coordination regroupe les Verts, le Squat des douves, le M.R.L.B. qui existe encore, AC ! Gironde, la F.A. et l'O.C.L., le P.C.F., la C.G.T., les secours religieux entre autres⁴⁹⁰. De promesses en négociations, des pétitions militantes

⁴⁸⁶ VILLENEUVE. Muriel, *art. cit.*, p. 27.

⁴⁸⁷ *Ras le Bol*, n°6, janvier 1995.

⁴⁸⁸ VILLENEUVE. Muriel, *art. cit.*, p. 27.

⁴⁸⁹ Philippe Arnaud. Entretien du 21 octobre 2020.

⁴⁹⁰ SIMMAT. Benoist, *op. cit.*, p. 145.

aux blocages de la part des pouvoirs publics notamment la mairie, la lutte s'étend jusqu'à la fin de l'hiver 1995. La venue de Jacques Higelin le 1^{er} février 1995 au campement de la place Pey-Berland marque les 35 jours d'occupation et médiatise considérablement la lutte. Le 8 mars 1995, après 72 jours de campement, une réunion décrète une date pour la levée du camp et à la suite d'une manifestation, un immeuble rue des Vignes est occupé : un squat autogéré est né⁴⁹¹. La coordination des S.D.F. est recréée avec un statut associatif et négocie avec les pouvoirs publics la réquisition de deux immeubles pour en faire des structures d'accueil : aux Capucins et à la porte de Monnaie⁴⁹². Les libertaires restent présents et actifs du début jusqu'à la fin de la lutte au cours de l'année 1995. À propos du M.R.L.B. qui participe au mouvement de 1994-1995, Rémi Philton raconte :

« Parce que le mouvement du Ras le Bol est un mouvement qui a duré à peine deux ans et demi – trois ans, où je me suis retrouvé à être le dernier à tenir ce mouvement. Tout le monde est parti mais on avait fait des choses, on avait milité comme des dingues pour le droit au logement, on avait ouvert un squat. C'était assez générationnel, on devait avoir entre 24 et 30 ans. [...] On est un groupe mouvementiste à l'époque c'est-à-dire qu'on est dans les mouvements sur l'immigration, sur l'antimilitarisme, sur les prisons, sur tout ça. On est présent à toutes les manifestations avec des tracts et des choses comme ça. On est inscrit, on est reconnu, il y avait une reconnaissance des anarchistes puisqu'on allait dans des collectifs pour le droit des femmes, sur la question des sans-papiers, on était là. [...] On était beaucoup en relation avec toutes l'extrême gauche »⁴⁹³.

Le M.R.L.B. comme la lutte des sans-logis sont des oppositions de longue durée qui rompent radicalement avec les luttes précédentes au regard de la multiplicité des réseaux et des acteurs engagés. Les libertaires se sont insérés de manière active dans ces luttes, et ce, du début jusqu'à la fin, sans s'approprier les choses et sans renier leurs idées et identités politiques. Ces différents épisodes de luttes sont donc l'expression même d'un militantisme établi sur les mouvements sociaux et politiques contemporains.

⁴⁹¹ VILLENEUVE. Muriel, *art. cit.*, p. 29.

⁴⁹² *Ibid*, p. 38.

⁴⁹³ Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

Les luttes hivernales du début des années 1990 ont eu des conséquences positives pour les milieux libertaires en général. D'abord, elles ont permis de confirmer l'orientation militante mouvementiste des jeunes milieux anarchistes notamment le groupe Emma Goldman et l'O.C.L. Aussi, la convergence et la collaboration des différents acteurs politiques ont modifié l'imaginaire social des autres militantismes qui étaient enfermés dans un mythe négatif à propos de l'anarchisme. De même, ces luttes consacrent les libertaires investis comme étant des acteurs forts de la contestation, en raison de leurs modes d'action, de réflexion et de leurs expériences politiques propres. Enfin, ces différents hivers ont considérablement développé les réseaux et les contacts si bien que les oppositions au plan Juppé en 1995 et la mise en place du R.A.I.L. s'en trouveront facilitées. La diversité des contacts et la multiplicité des réseaux dans lesquels les acteurs sont investis ont toute leur importance lorsque les militants eux-mêmes doivent se défendre.

C/ La répression des idées ou le risque de l'engagement : les réseaux de solidarité et de défense

Quelques militants libertaires bordelais ont été victimes du patronat ou de l'État pour la seule raison de leurs idées et de leur investissement politique. Si nous avons pu observer précédemment des entraves ou des formes de répression à l'encontre de structures anarcho-syndicalistes, l'attaque contre des militants est généralement suivie de la création d'un réseau de solidarité dans les milieux libertaires mais pas seulement.

Jean Coulardeau est un étudiant en psycho-sociologie à l'université de Bordeaux et membre de la F.A. et du groupe Sébastien Faure. En 1967, il refuse d'accomplir son service militaire et se fait arrêter le 27 novembre de la même année. Enfermé à la caserne de Libourne, il n'a pas demandé à bénéficier du statut des objecteurs de conscience car il s'agit pour lui d'un « marché de dupes qui étouffe la voix de ceux qui l'acceptent et ne permet plus de dénoncer la militarisation croissante du pays » depuis les ordonnances de 1959 relatives à la défense nationale⁴⁹⁴. À la date prévue du commencement de son service, le 1^{er} septembre 1967, il envoie une lettre au ministre des Armées qui expose ses arguments et devient un

⁴⁹⁴ « Refus de militarisation », *Anarchisme et Non-violence*, avril 1968, n°13, p. 15-19, dans « Jean Coulardeau », Fonds privé numérique de Thomas Aimar.

manifeste vibrant de l'antimilitarisme comme de l'objection de conscience en Gironde (voir l'article en question). En raison d'un durcissement de ses conditions de détention, Jean Coulardeau entame une grève de la faim le 30 décembre 1967. Le comité de soutien bordelais aux objecteurs tente une manifestation devant la caserne de Libourne mais le transfert à la prison de Gradignan dans le même temps annule cette démonstration de soutien⁴⁹⁵. Condamné à un an de prison avec sursis le 25 avril 1968 pour avoir renvoyé son livret militaire, l'intervention de ses professeurs lui a permis d'échapper aux seize mois de prison ferme demandés par le commissaire du gouvernement⁴⁹⁶. Il fut définitivement réformé car inadaptable à l'armée et fut libéré immédiatement. De son incarcération, il publia un livre en 1972 : *111 jours à la prison modèle de Bordeaux-Gradignan* (cf. Bibliographie). Un compte rendu et des commentaires du procès ont été publiés par le Comité de soutien qui s'était formé à Bordeaux⁴⁹⁷. Nous n'avons pas eu accès à ces derniers documents. Un véritable réseau de soutien et de solidarité a vu le jour à l'occasion de cet événement : à l'université, dans les sphères antimilitaristes et anticarcérales, dans les milieux d'objection de conscience, dans le militantisme libertaire, certains de ces domaines étant entremêlés.

Le 3 décembre 1981, Gilles Durou est enlevé en pleine rue par quatre policiers en civil. Cet enlèvement intervient peu de temps après les violents affrontements au site nucléaire en construction à Golfech entre militants et forces militaires le 29 novembre. Au prétexte d'un faux accrochage automobile, les policiers attirent le militant anarchiste et antinucléaire dans la rue où une voiture s'arrête à la hauteur de Gilles Durou. Les quatre hommes l'enlèvent à bord de cette voiture et l'emmène à l'extérieur de Bordeaux. Les policiers très renseignés sur le militant cherchent à obtenir de lui des renseignements à propos d'auteurs d'attentats antinucléaires et autres dans la région de Toulouse. Étant très connu dans le milieu de la lutte antinucléaire du sud-ouest, les policiers tentent de faire de lui un indicateur pour la police en le menaçant de le jeter dans le Garonne en cas de refus ou de le retrouver plus tard. Après avoir faussement accepté l'accord, l'intimidation ne fonctionne pas et Gilles Durou porte plainte le lendemain mettant en cause les policiers. Certains policiers bordelais sont d'ailleurs connus pour avoir gardé des liens étroits avec le S.A.C. ou d'autres mouvements de même sensibilité. L'enquête interne n'aboutit pas réellement et l'identité des hommes n'est pas

⁴⁹⁵ *Ibid.*

⁴⁹⁶ *Ibid.*

⁴⁹⁷ « Militants anars », Fonds privé numérique de Thomas Aimar.

connue mais aucunes représailles n'ont lieu par la suite à l'encontre du militant⁴⁹⁸. Plus que le militant, c'est surtout son réseau personnel et militant qui est la cible des policiers. Une nouvelle fois, les multiples réseaux d'appartenance qui s'enchevêtrent comme une toile permettent un certain soutien : antinucléaire, anarchiste (G.A.B., librairie l'En-Dehors), la presse qui joue ici un rôle majeur pour éventer l'affaire (*Courant Alternatif, Libération, Le Matin* et d'autres).

Dans le cadre du travail, on observe plusieurs cas de licenciements de militants libertaires, certains pour des raisons politiques. En juin-juillet 1978, Alexandre Yotis, militant du groupe Sébastien Faure, est licencié des P.T.T. sans raison. La seule explication qui lui a été donnée concerne un avis défavorable de la préfecture de Gironde sur sa personne. Un recours est mené et une action de soutien engagée par le groupe libertaire de Bordeaux et ses réseaux, qui soupçonnent un délit d'opinion⁴⁹⁹. Au début de l'année 1988, Fernando Bronchal, membre du groupe Durruti et responsable de la direction de la C.G.T. de son service, a été licencié de son poste de surveillant au foyer Leydet de Bordeaux. Une lettre-type de protestation (déjà écrite) est diffusée dans les cercles militants pour un envoi massif à Chaban-Delmas, président du C.C.A.S. dans le but de demander la réintégration de Fernando Bronchal. Un comité de soutien s'est d'ailleurs constitué à l'Athénée Libertaire⁵⁰⁰. Le 22 février 1989, l'infirmier Patrick Aguiar, membre du groupe Emma Goldman, est licencié de la clinique du Tondu à Bordeaux pour un problème de tenue : il serait mal rasé d'après la direction. L'ironie du patronat ne parvient pas à occulter les raisons plus plausibles de son licenciement : Patrick Aguiar est à la tête du Syndicat des Travailleurs du Tondu (S.T.T.) et est membre de la coordination infirmière, un syndicat professionnel issu des mouvements de grève infirmiers de 1988 auxquels le licencié a activement participé⁵⁰¹. Un comité de soutien à Patrick Aguiar s'est constitué, également dans ce cas-ci, à l'Athénée Libertaire et mène les différents recours et campagnes de soutien. Il dénonce le licenciement abusif pour délit d'opinion et demande la réintégration de l'infirmier dans son service et le respect du droit syndical⁵⁰². Le groupe Emma Goldman faisait d'ailleurs le point dans son bilan de l'année 1988-1989 : trois de ses membres ont été licenciés en deux ans alors que ceux-ci participent tous individuellement à des luttes

⁴⁹⁸ Coupures de presse de plusieurs journaux dans LAREYNIÉ. Bernard, *op. cit.*, p. 6-7.

⁴⁹⁹ « Interdiction professionnelle ? », *Le Monde Libertaire* du 13 juillet 1978, n°277 (marqué n°276), p. 8.

⁵⁰⁰ Circulaire n°13 du 16 février 1988. Archives 1988. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵⁰¹ « Le cas Patrick », *Le Monde Libertaire* du 9 mars 1989, n°742, p. 5.

⁵⁰² Courrier du 13 mars 1989. Activités EG année 1989. Fonds de l'Athénée Libertaire.

syndicales. D'abord Fernando Bronchal puis Patrick Aguiar (qui a gagné son procès) et Dominique, licenciée par la nouvelle mairie à Bègles de Noël Mamère en 1989 qui congédie 23 ou 24 animateurs de la ville⁵⁰³. Dans les cas détaillés ci-dessus, les motifs de licenciements sont si flous que l'engagement syndical et/ou l'opinion politique des licenciés constituent l'explication la plus plausible du licenciement. Pour chaque licencié appartenant aux milieux libertaires, un comité de soutien se constitue et mobilise des militants et sympathisants de plusieurs tendances libertaires et politiques. Ces réseaux de solidarité prennent forme au sein de structures poreuses comme des comités et finalement, chaque comité est l'expression visible de la solidarité et de la lutte, qu'importe le motif ou le dessein.

Finalement, la force de solidarité des acteurs libertaires dans la défense des membres ou dans une lutte tient par la multiplicité des réseaux dans lesquels ils s'impliquent. La diversité des réseaux d'appartenance augmente le nombre et l'intensité des rapports entre militants, ce qui est indispensable dans le cadre d'un comité de soutien. La solidarité qui découle de l'arrestation, du procès et de l'emprisonnement d'Aristide Lapeyre au début des années 1970 est l'emblème de ce fonctionnement et révèle que ces mécanismes socio-politiques sont antérieurs à un militantisme mouvementiste, à la différence qu'Aristide était nationalement voire internationalement connu.

Les diverses brèches provoquées par des économies et des politiques néolibérales ont conduit à modifier les pratiques militantes. Sans restreindre l'analyse au seul champ du militantisme libertaire, la défense d'une pensée politique laisse la place à la fin des Trente Glorieuses à l'occupation du terrain : l'acteur prend le pas sur l'idée. Cela ne signifie pas qu'un militantisme intellectuel n'agit pas sur le terrain et que le militantisme mouvementiste renonce à promouvoir une pensée politique intellectualisée. Mais, ce basculement qui se produit à partir du milieu des années 1970 a comme conséquence un changement des pratiques au nom de la convergence des luttes face un capitalisme de plus en plus désincarné et insaisissable. Les réseaux formels ou informels qui se mettent en place à Bordeaux comme ailleurs sont la face visible de ces convergences d'intérêts militants. Les milieux libertaires

⁵⁰³ Bilan d'activités de l'année 89-90. Archives FA années 90. Fonds de l'Athénée Libertaire.

bordelais sont acteurs de ces convergences en raison d'une porosité plus ou moins évidente qui s'explique par une pensée politique non exclusive malgré quelques dérives dogmatiques.

Cet ultime chapitre révèle qu'hors des organisations libertaires, il n'existe pas de stérilité politique. Il n'existe pas non plus de règle ou de schéma d'analyse que l'on pourrait édicter à la suite de notre examen pour faciliter l'appréhension des en-dehors. Effectivement, la porosité et la transversalité mises en avant dans les milieux libertaires des vingt dernières années de la chronologie signifient de multiples et récurrentes interactions entre en-dehors et en-dedans. Les liens suivent une intensité différente : simple collaboration ponctuelle, collaboration rapprochée, lutte collective, forme de tutorat (étudiant), partage de moyens, double appartenance. Aussi, le changement des pratiques militantes à partir des années 1980 voit apparaître de nouveaux paradigmes : les en-dedans décident de se mettre en-dehors. C'est le cas pour le M.R.L.B., de la lutte avec des sans-logis, des réseaux de solidarité en faveur des militants lésés. Pour des explications différentes, il s'agit du même résultat pour le G.A.B. et l'O.C.L. qui choisissent volontairement de s'extirper d'organisations trop contraignantes et bureaucratiques. En somme, il ressort de ce chapitre une telle diversité de situation, une telle variété d'interaction qu'il est indispensable de reconsidérer le clivage de l'étude d'Anne Steiner au regard de notre chronologie. Si la grille de lecture semblait plus nette à la Belle Époque pour déterminer des schémas d'analyse tels que les en-dehors et en-dedans, la complexification des relations militantes et du monde politique rend caduc ce clivage dans les dernières décennies du XX^e siècle.



Les réseaux politiques inhérents aux milieux libertaires bordelais sont divers, solides, denses et nombreux. L'enchevêtrement qui en résulte s'explique par les superpositions des réseaux des différentes échelles géographiques et des milieux politiques. La formation des réseaux eux-mêmes répond à des besoins de fonctionnement divers avec comme idée principale de développer le collectif au profit de tous. La porosité joue un rôle également essentiel dans les interactions entre réseaux et entre acteurs politiques et représente la clé de voûte de la pérennité. Si les milieux libertaires étaient en vase clos et ne misaient que sur un entre-soi strict, ils déclinaient et ne supporteraient pas les conséquences des scissions et

des départs. Par ailleurs, le facteur d'appartenance à une organisation principale n'a finalement que peu d'importance car les réseaux arrivent à s'imbriquer les uns dans les autres par intérêt militant ou affinité politique. L'autonomie plus ou moins garantie dans les sphères libertaires facilite un militantisme tourné vers une conjoncture locale et régionale et la convergence des luttes. Des formes ponctuelles de regroupement stimulent les rencontres et les échanges et créent un mille-feuille de réseaux qui constituent réellement la force et la pérennité des milieux libertaires. Cette force d'organisation collective des liens par les réseaux ne viendrait d'ailleurs pas du centre, des pôles, mais des marges et des différents maillages progressivement construits. L'organisation des relations de manière réticulaire n'est pas propre à Bordeaux puisqu'elle est le résultat d'un contexte social, politique et économique qui bouleverse le militantisme dans l'ensemble des pays occidentaux. Comme un refus de la philosophie de l'institution, l'organisation des rapports entre militants se conscientise et se politise dans le but de l'incorporer au projet et à la critique politique. Ces nouvelles pratiques, mouvementistes ou du moins en réseau, ont réussi à s'implanter dans les sphères libertaires bordelaises, propices à l'ouverture politique et à l'horizontalité des rapports. Alors que le réseau correspondait à une organisation floue et tacite des relations socio-politiques, un processus de conceptualisation et de définition débute à partir des années 1970. Le réseau en tant que modèle devient alors une stratégie politique d'organisation généralisée véritablement à partir des années 1990 si bien que l'ordre capitaliste dominant et ses critiques adoptent le même modèle d'efficience. Ce modèle ne se limite pas strictement au champ du politique mais se décline. L'analyse de la culture politique des milieux libertaires bordelais renseigne sur les enjeux des réseaux de ce domaine-là, à la fois éléments de structuration et maillon essentiel dans les pratiques politiques.

TROISIÈME PARTIE

PROMOTION LIBERTAIRE DE LA CULTURE ET IMPORTANCE
DES LIEUX DE SAVOIR

TROISIÈME PARTIE

PROMOTION LIBERTAIRE DE LA CULTURE ET IMPORTANCE DES LIEUX DE SAVOIR

Nos recherches et différentes lectures ont mis en évidence un intérêt tout particulier des milieux libertaires en général pour la culture et l'éducation quelle que soit la période. Dans le projet anarchiste, l'émancipation de la société de toute tutelle, religieuse et étatique notamment, n'est possible que par l'émancipation de l'individu. La culture et l'éducation dominantes ne réalisent pas pleinement cette émancipation alors les anarchistes produisent une autre culture, promeuvent des principes éducatifs différents. Fernand Pelloutier disait de l'anarchisme que « c'est l'art de se cultiver et de cultiver les autres »⁵⁰⁴. Il faut s'intéresser à la culture libertaire en ayant au préalable réalisé un travail de définition de cette notion, à différencier du terme contre-culture et d'anti-culture. Claire Auzias livre un plaidoyer pour une culture libertaire et non une contre-culture libertaire. Elle commence son propos par l'approche anthropologique de la culture qui se distingue en sept points selon le *Dictionnaire de l'anthropologie* aux éditions P.U.F.⁵⁰⁵ :

1. La culture est inhérente à la condition humaine collective
2. L'une des caractéristiques fondamentales de la culture est sa transmissibilité
3. La culture s'inscrit dans l'histoire comme diversité des cultures : c'est le fondement du relativisme culturel développé par Lévi-Strauss dans *Race et Histoire* (1952)
4. L'identification des cultures est un résultat de l'analyse et non une donnée
5. Les cultures sont des réalités autonomes (versions américaines : *sub-cultures*)
6. Toute culture est légitime
7. Aucune culture n'est un isolat mais en permanente interaction entre les cultures

D'après l'auteure, l'anarchisme n'est pas une idéologie de classe, ce n'est pas un mouvement ouvrier. L'anarchisme est une pensée de l'émancipation et donc à ce titre une culture⁵⁰⁶. Elle indique :

⁵⁰⁴ GRINBERG. Daniel, « La culture anarchiste et le monde des valeurs » dans Actes du colloque international, Grenoble, Mars 1996, *La culture libertaire*, Lyon, Ateliers de création libertaire, avril 2007, p. 214.

⁵⁰⁵ AUZIAS. Claire, « Qu'est-ce qu'une culture libertaire ? Comment se transmet-elle ? » dans Actes du colloque international, *op. cit.*, p. 384.

⁵⁰⁶ *Ibid*, p. 385.

« L'anarchisme offre tous les dehors d'une culture mineure, au sens de Deleuze et Guattari défini dans *Kafka : pour une littérature mineure* (1975). C'est ce qui constitue sa force inaliénable sur tous les autres mouvements d'émancipation qui visent la majorité (le pouvoir). Ce mineur de Deleuze et Guattari n'aspire pas à devenir majeur, dominant, il est mineur sur tous les fronts. La culture mineure chez ces auteurs signifie la déterritorialisation, tout y est politique, c'est un agencement collectif d'énonciation »⁵⁰⁷.

Pour conclure ces précisions sur la culture libertaire, l'historienne rappelle que « la culture libertaire est humaniste délibérément, explicitement puisque c'est une culture qui met l'homme au centre de ses préoccupations et qui le met de plus en plus fermement à la fin du XX^e siècle et au XXI^e siècle [...] »⁵⁰⁸. Si la définition de Claire Auzias paraît expliquer au mieux ce qu'est la culture libertaire, d'autres conceptions existent. Thomas Ibañez parle d'un contre-sens à propos de la notion de culture libertaire. Pour lui, il ne s'agit ni d'une culture, ni d'une contre-culture, ni d'une culture alternative : c'est avant tout une anti-culture. Il met en comparaison le pluriel des pratiques libertaires et le singulier de la culture libertaire et interroge ce monolithisme dans le langage. La culture entre anarcho-syndicalistes, communistes-libertaires, stirnériens et autres tendances possède des différences. Ainsi, parler de cultures libertaires au pluriel semble plus approprié pour l'auteur⁵⁰⁹. Dans ce travail, nous suivrons la définition proposée par Claire Auzias, autrement résumée en introduction de ce colloque : « c'est une culture au sens large, pas seulement une production d'œuvres culturelles mais un ensemble de comportements, d'attitudes novatrices qui sont moteurs du changement social »⁵¹⁰.

Il émerge des sources une diversité culturelle et une richesse insoupçonnée, quoiqu'en marge, dont l'organisation suit une logique réticulaire. Cette culture est à la fois replacée dans un contexte local et dans un contexte plus large : elle suit l'arborescence et le maillage des réseaux des milieux libertaires bordelais. Le savoir, la culture, l'éducation, l'accès à l'esprit critique, l'organisation d'autres modèles en lien avec ces domaines, occupent une place de plus en plus importante dans le militantisme. En effet, le capitalisme s'investit activement

⁵⁰⁷ *Ibid*, p. 387.

⁵⁰⁸ *Ibid*, p. 392.

⁵⁰⁹ IBAÑEZ. Thomas, « La culture libertaire ? Non merci ! » dans Actes du colloque international, *op. cit.*, p. 19-20.

⁵¹⁰ PESSIN. Alain, PUCCIARELLI. Mimmo, « Introduction » dans Actes du colloque international, *op. cit.*, p. 6.

dans la culture, dans le savoir, pour en vider tout sens critique au profit d'une rentabilité et d'une domination culturelle, à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale et de manière plus prononcée à partir des années 1960-1970. Le développement de la culture libertaire suit un développement généralisé de la culture dans le dernier tiers du XX^e mais se positionne également comme une réponse à l'essor du capitalisme dans le secteur de la culture, autrement appelé le *soft power*. Les enjeux politiques sont donc multiples et les analyses suivantes donnent un éclairage sur ce terrain d'histoire politique tantôt occulté, tantôt étudié séparément d'un système, d'une pensée.

Chapitre 1. Du caractère politique de l'écrit : la littérature comme outil et action politique

L'anarchisme est une pensée politique fondée dès ses premiers jalons sur l'écrit et la nécessité de diffuser le savoir critique au plus grand nombre en dehors des cadres intellectuels dominants. Ce rapport littéraire à la pensée politique est transmis, *via* la pratique, entre les générations de militants. Ainsi, les acteurs libertaires du dernier tiers du XX^e siècle continuent de porter cette conception, plus intensément encore avec le développement des moyens d'impression et d'édition mais en des formes différentes. Des initiatives politiques littéraires ont existé, avec plus ou moins de succès selon la structure, pour renforcer l'organisation des milieux libertaires bordelais et pour accompagner le bras politique d'un bras culturel et intellectuel. Sous toutes ses formes, l'aspect littéraire n'est pas séparé de l'aspect politique puisque l'un et l'autre s'auto-fécondent.

I – Le livre et l'édition : des outils politiques au service d'une autre culture

Le livre en tant qu'objet politique revêt une grande importance pour les milieux libertaires de manière générale. Il permet de diffuser les idées anarchistes dans une logique de propagande assumée et de fournir des outils critiques pour se forger une opinion personnelle dégagée des archétypes de savoir dominant. L'analyse structurelle des librairies indique qu'elles sont les conséquences d'un changement de pratiques dans le militantisme libertaire. La mise en valeur des livres et du savoir écrit proposant une pensée différente fait partie d'une stratégie politique qui vise à émanciper l'individu de toute forme d'aliénation et de pouvoir. Le domaine de la production et de l'édition littéraire révèle la vigueur intellectuelle des milieux libertaires et témoigne qu'anarchisme, vie intellectuelle et littérature politique sont intrinsèquement liés.

A/ L'En-dehors : librairie libertaire et creuset de la forme mouvementiste

La librairie de l'En-dehors est créée en septembre 1980 et prend la forme d'une association loi 1901. Elle est conçue pour être un relais d'une culture différente de la culture dominante et un relais des luttes par l'investissement personnel de ses membres. Il s'agit pour ce lieu d'être « partie prenante de l'ensemble des courants et expériences anti-autoritaires

actuels [...] »⁵¹¹. Elle est fondée par un cercle de militants dont des membres du G.A.B. qui ont fait scission avec le groupe Sébastien Faure ; Gilles Durou en est d'ailleurs le principal membre fondateur et le permanent bénévole⁵¹². Dans un article du *Dégel*, le journal du G.A.B., il indique que la librairie porte ce nom car « elle se situe en dehors de toute organisation politique. Ce n'est pas une chapelle. Nous avons voulu que ce soit un lieu ouvert, de rencontres, d'informations ». Il ajoute : « Ainsi, des associations très diverses se réunissent ici occasionnellement ou même régulièrement (groupe antimilitariste, comité des maîtres auxiliaires, comité de soutien au Coral...). C'est aussi l'activité culturelle avec l'organisation de conférences-débats [...] et d'expositions »⁵¹³. Elle s'inscrit dans les traces de la librairie Lib 33, librairie bordelaise engagée mais non libertaire de la deuxième moitié des années 1970 dont l'existence fut courte. L'En-dehors diffuse toute presse libertaire, française comme étrangère, « sans exclusive ni sectarisme » mais également de la presse « marginale » concernant des sujets plus précis comme le féminisme, la lutte anti-nucléaire, antimilitariste, santé etc⁵¹⁴. De nombreux livres, bande-dessinées et disques complètent l'offre de la librairie. Il est également prévu d'éditer ou de rééditer des ouvrages d'auteurs anarchistes mais les contraintes financières ne permettent pas au projet d'édition de voir le jour⁵¹⁵. Un autre pan de l'activité de l'En-dehors se consacre à l'animation culturelle et politique. D'après les sources excavées par Bernard Lareynie et d'après l'auteur lui-même, 26 animations ont été organisées entre le 31 janvier 1981 et le 21 juin 1985 et ce n'est qu'une donnée non exhaustive⁵¹⁶. Ces animations prennent la forme de débats, invitations d'auteurs et de chercheurs, expositions, soirées musicales et participation à des événements extérieurs à la librairie. En comparaison avec l'Athénée Libertaire à cette période, l'En-dehors semble plus dynamique avec l'organisation d'événements diversifiés à un rythme soutenu. Elle devient au fur et à mesure de son développement un pôle majeur de l'anarchisme bordelais, et ce, en un temps relativement court.

⁵¹¹ Tract de présentation de l'En-dehors. Chemise A2 non titrée. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵¹² LAREYNIE. Bernard, *Documents pour servir à l'histoire du Groupe Anarchiste de Bordeaux [GAB] [1980-1985]*, Th245, C.I.R.A. Marseille, p. 68.

⁵¹³ « En dehors et alentour », *Le Dégel*, n°2/3, mai-août 1983.

⁵¹⁴ CPCA, n°12, mai-juin 1981 dans LAREYNIE. Bernard, *op. cit.*, p. 70.

⁵¹⁵ *Ibid.*

⁵¹⁶ CPCA, n°20, avril-mai-juin 1983 dans LAREYNIE. Bernard, *op. cit.*, p. 71-72.

Malgré ce dynamisme, il s'agit d'une structure fragilisée. Dès le départ, la situation de la librairie est précaire. Au début de l'année 1984, les dettes s'élevaient à 4 millions (d'anciens francs probablement) sans compter les prêts à rembourser. Aussi, la librairie, qui est locataire des locaux, est en instance de procès depuis 3 ans (1981) avec le propriétaire qui souhaite expulser cette activité de ses murs. Financièrement toujours, les impôts assimilent la librairie à un commerce et souhaite appliquer la taxe correspondante : en 1984 la somme à devoir atteint, avec l'effet rétroactif, plus d'un million d'anciens francs. Un problème dans le collectif s'est également posé au cours de cette année 1984 car le permanent bénévole de la librairie se retrouvera bientôt au chômage et ne pourra plus assurer les permanences. Dans le même ordre d'idée, de nombreuses personnes investies dans la structure sont étudiantes et quitteront à la fin de leurs études Bordeaux⁵¹⁷. Pour soutenir ce lieu autogéré et anti-autoritaire, quelques campagnes de solidarité sont organisées comme lors de l'année 1989-1990 où une soirée de soutien rassemble une cinquantaine de personnes⁵¹⁸. Les différents problèmes que connaît la librairie conduisent tout de même à un déménagement en septembre 1986 : du 46 rue du Mirail au 6 rue Saint-François. Ce déménagement ne freine pas pour autant le développement de la structure puisque l'En-dehors s'agrandit avec l'ouverture d'un café dans ses nouveaux locaux⁵¹⁹. Malgré les difficultés financières dès son ouverture, la librairie continue son activité jusque dans les années 1993-1995, période estimée de sa fermeture. L'En-dehors peut être considérée comme un véritable moteur, sur le plan de la vie culturelle, des milieux libertaires, notamment dans la décennie 1980.

Politiquement, les militants de l'En-dehors sont investis dans les luttes avec d'autres organisations et collectifs. Le nom de la librairie est régulièrement dans la liste des signataires de tracts et de tribunes. Alors que le collectif qui gère la librairie est composé de militants aux profils différents et aux appartenances politiques diverses, on observe qu'ils agissent au nom de l'En-dehors. En conséquence, l'association à la tête de la librairie agit comme un groupe à part entière. La structure fait office de groupe. Elle peut être considérée comme un groupe libertaire indépendant de toute organisation, au même titre qu'un groupe comme le G.A.B. À titre d'exemple, l'En-dehors participe au collectif pour le droit à la contraception et à

⁵¹⁷ Communiqué de l'En-dehors du 28 mai 1984 dans LAREYNIE. Bernard, *op. cit.*, p. 74-75.

⁵¹⁸ Bilan d'activités de l'année 89-90. Archives FA années 90. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵¹⁹ LAREYNIE. Bernard, *op. cit.*, p. 72.

l'avortement⁵²⁰. Elle coorganise aussi les rencontres libertaires de Bordeaux qui se déroule les 12 et 13 janvier 1991 à l'Athénée municipal⁵²¹. Lors de l'arrestation de Guiliano Cavaterra en 1992, soupçonné d'avoir hébergé un militant basque, un comité de soutien est créé et animé à l'En-dehors⁵²². La librairie héberge aussi le Groupe de Réflexion et d'Action Antimilitariste de Bordeaux (G.R.A.A.B.)⁵²³. L'association est également la principale animatrice avec l'Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (A.S.T.I.) du réseau de solidarité contre les expulsions des étrangers hors du territoire⁵²⁴. Le journal libertaire bordelais *Maquisard* utilise les locaux de l'En-dehors pour la réunion constitutive de son association le 20 février 1989⁵²⁵. Ces quelques exemples, non exhaustifs de l'activité politique de la librairie, mettent en évidence que le rôle de l'En-dehors n'est pas réellement défini. Le rôle se situe à la frontière entre acteur politique et structure culturelle. Elle est à la fois le relais de la culture et de l'information libertaire, elle héberge des activités militantes et s'investit de manière prononcée dans le militantisme extérieur, c'est-à-dire en lien avec d'autres militantismes. En raison de la diversité des actions, des investissements et des luttes défendues, l'En-dehors doit être considérée comme un pôle important dans les milieux libertaires bordelais. Elle accueille et développe la forme mouvementiste des années 1980.

L'En-dehors est un creuset pour les jeunes militants qui ne peuvent pas réellement s'investir à l'Athénée Libertaire compte tenu de l'inertie et du manque d'ouverture militante des membres fondateurs. Rémi Philton informe qu' « il y avait pas mal de jeunes étudiants qui avaient été des animateurs du mouvement de novembre-décembre 1986 »⁵²⁶. Des membres de la C.N.T., de la F.A., de l'O.C.L., des individuels, des situationnistes, des militants investis à l'A.S.T.I., dans le soutien aux luttes au Nicaragua, dans le Mouvement du Ras le Bol, dans le Front de Libération de Saint-Michel (F.L.S.M.) se côtoyaient dans les années 1980 et au début des années 1990 dans un « biotope de révolté » : le quartier Saint-Michel⁵²⁷. Alors que l'Athénée Libertaire était pratiquement fermé tous les jours, l'En-dehors était ouverte toute la semaine grâce aux permanents. La librairie est donc le point de convergence pour la

⁵²⁰ Sans titre. CLEA 1981-1994. Fonds e l'Athénée Libertaire.

⁵²¹ Programme des rencontres libertaires de Bordeaux. CLEA 1981-1994. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵²² Tract « Liberté pour Guiliano Cavaterra ». MRLB Clé des Ondes. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵²³ Sans titre. Tracts 1976-1981 (2). Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵²⁴ Courrier du 25 juin 1987. Relations extérieures E.G 1987. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵²⁵ *Maquisard*, n°0 (s.d.). Relations extérieures EG 1989. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵²⁶ Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

⁵²⁷ *Ibid.*

génération de militants née dans les années 1950-1960 et qui souhaite réaliser des ponts dans leur militantisme, alimenter la dynamique, s'investir tous azimuts dans des mouvements de solidarité et de lutte.

La librairie l'En-dehors a donc un double statut : celui d'acteur politique et culturel puis celui de structure, de pôle organisant les liens militants, un nouveau carrefour militant. Il concentre les attentes de la nouvelle génération militante dont le militantisme ne peut s'exprimer dans d'autres structures. L'association qui gère la librairie a su s'adapter aux changements de la société, aussi bien culturels que politiques, en portant un nouveau militantisme, reflet des jeunes générations. Alors que la librairie l'En-dehors disparaît au milieu des années 1990, la Librairie du Muguet occupe la place vacante et prend le statut de promoteur de la forme mouvementiste en 2003. Si une dizaine d'années sépare les deux librairies, la première a fortement influencé la deuxième dans son application militante.

B/ Des prémices à la Librairie du Muguet : l'influence de l'En-dehors

La grande campagne de restauration de l'Athénée Libertaire en 1985-1986 a permis l'ouverture d'un café-librairie, sur le même modèle que l'En-dehors. Le café-librairie est principalement porté par le groupe Durruti puis Emma Goldman, composés majoritairement de jeunes militants⁵²⁸. Autour de ce café-librairie s'articulent une bibliothèque de revues, la diffusion de fanzines, des soirées diverses, des débats, des ventes de disques, de cassettes, des posters, des badges et autocollants⁵²⁹. Il coexiste donc dans les années 1980 deux cafés-librairies libertaires à Bordeaux : l'En-dehors et à l'Athénée Libertaire. Dans le cas de l'Athénée Libertaire, il semble que la fonction de librairie soit mineure en comparaison avec l'En-dehors. Il s'agit davantage d'un groupement d'activités de taille réduite menée par l'association Athénée Libertaire plutôt qu'une spécialisation dans un domaine. Les deux structures littéraires sont en bon terme notamment avec le groupe Emma Goldman qui s'investit dans l'une comme dans l'autre. Le groupe écrit en 1990 qu'il entretient d' « excellente relation avec

⁵²⁸ Circulaire n°1 : compte rendu de l'AG des groupes du 25 mars 1986. Archives Durruti 86. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵²⁹ Bilan d'activité de l'année 89-90. Archives FA années 90. Fonds de l'Athénée Libertaire.

l'En-dehors et que les coopérations sont régulières »⁵³⁰. Rémi Philton, membre du groupe Emma Goldman, indique que pour pallier son effectif réduit, le groupe Emma Goldman s'investit dans le creuset militant de la librairie l'En-dehors⁵³¹. Ce groupe se sert du pôle de convergence pour enrichir son militantisme politique et réciproquement. Nous ne savons pas quand se termine le café-librairie de l'Athénée Libertaire mais à partir de 1990, nous n'avons plus trouvé sa trace dans les sources et il semble disparaître en raison d'un certain échec.

En raison d'une conception mouvementiste partagée entre les militants des deux cafés-librairies, des liens se sont noués. Le succès et la longévité de l'En-dehors (plus d'une dizaine d'années) ont largement influencé les jeunes militants qui ont continué de s'investir par la suite dans les milieux anarchistes bordelais. À titre d'exemple, Rémi Philton s'est formé politiquement à l'En-dehors et a participé à son fonctionnement dans les années 1980⁵³². Pour la création de la librairie du Muguet, l'expérience de Rémi Philton dans le fonctionnement de la librairie libertaire l'En-dehors a été un argument supplémentaire pour ouvrir cette structure. Malgré l'arrêt de l'En-dehors, son influence perdure encore *via* la génération et les acteurs, à la manière d'un contrecoup, d'un héritage politique. L'analyse structurelle montre qu'il y a un glissement de pôle de la forme mouvementiste. Si l'on considère que la forme mouvementiste écloso au début des années 1980 dans les milieux libertaires bordelais, nous observons que, faute de moyen d'expression, cette forme cherche une autre structure que l'Athénée Libertaire. La scission du G.A.B. en 1980 a comme conséquence directe la création de la librairie l'En-dehors, qui devient progressivement un pôle militant. Une première tentative de développer la forme mouvementiste s'opère à l'Athénée Libertaire avec la création de l'association et l'ouverture du café-librairie mais l'expérience n'est pas pérenne. Dans le même temps, des militants des groupes mouvementistes de l'Athénée Libertaire se nourrissent de l'expérience autogérée, politique et culturelle proposée par l'En-dehors. L'En-dehors se termine à la mi-temps des années 1990 et l'ouverture du champ des possibles à l'aube des années 2000 aboutit à la création de la Librairie du Muguet à l'Athénée Libertaire. À la manière d'un cycle, le pôle que représentait l'En-dehors, elle-même sortie du local de la rue du Muguet, réintègre l'Athénée Libertaire sous une autre forme. Ce glissement ou scission de pôle (rue du Muguet – En-dehors et En-dehors – rue du Muguet) est à mettre en relation

⁵³⁰ *Ibid.*

⁵³¹ Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

⁵³² *Ibid.*

directe avec le développement de la forme mouvementiste. La librairie du Muguet, ouverte le 22 mars 2003, se comporte de la même manière que son homologue l'En-dehors à savoir une frontière floue entre structure et acteur politique.

La librairie du Muguet, qui marque la fin de la chronologie de ce travail, ne naît pas *ex nihilo*. Elle est principalement l'héritière de l'En-dehors en qualité de librairie, d'expérience libertaire, mais également en qualité de pôle mouvementiste. Elle deviendra la principale structure d'animation politique et culturelle de l'Athénée Libertaire et des milieux anarchistes bordelais en général. Le statut de carrefour militant s'est établi à nouveau à l'Athénée Libertaire, et ce de manière pérenne. Outre la diffusion de livres dans les structures littéraires, les milieux libertaires font la promotion de toute une littérature militante et critique.

C/ De la conférence publique à l'invitation d'auteurs, de la pédagogie orale à la pédagogie par le livre

La diffusion d'une culture et d'un savoir différents de l'idéologie dominante représente une grande part de l'activité militante. Dans la pensée libertaire comme dans la pensée marxiste, l'émancipation de l'individu passe nécessairement par la prise de conscience de son aliénation par l'État et le capitalisme, que ce soit dans le domaine du travail, de la culture, le domaine social, la vie quotidienne. La prise de conscience ne peut se réaliser que par le développement d'esprits critiques. Les anarchistes, de toutes tendances, ne réalisent pas un endoctrinement idéologique à marche forcée. À la manière d'un relais, ils apportent les matériaux pour la naissance de pensées critiques, ils créent le pont entre une pensée critique en dehors du cadre intellectuel dominant et l'individu déjà conscient de son aliénation. Malgré le ton propagandiste assumé, il ne s'agit pas d'un endoctrinement puisque la diffusion de la pensée n'est pas institutionnalisée, il n'existe pas de participation obligatoire, pas de système de sanction et seuls les individus déjà réceptifs participent aux événements. Principalement, deux catégories d'événements sont identifiées : des exposés ou conférences par les militants et la présentation d'ouvrages avec venue de l'auteur.

Dans le cas de la conférence, Sébastien Faure influence considérablement les pratiques dans les milieux bordelais anarchistes. Conférencier professionnel, pédagogue et

propagandiste libertaire de renommée internationale, il exerce jusqu'à la fin des années 1930 et laisse à sa mort des héritiers de sa méthode et de son talent. Aristide Lapeyre assume pleinement ce rôle d'héritier dans une société où la télévision n'existe pas et où les conférences publiques connaissent une grande fréquentation. Benoist Simmat avance qu'il aurait réalisé 390 conférences ou allocutions publiques de 1929 à 1971⁵³³. L'auteur ne cite pas ses sources et nous n'avons pas trouvé d'éléments pour confirmer ces chiffres. Mais, ces chiffres semblent tout à fait plausibles voire non exhaustifs compte tenu de l'activité intense du militant. Dans le sillon d'Aristide Lapeyre, d'autres conférenciers s'illustrent à Bordeaux comme ailleurs : Paul Lapeyre, Jean Barrué, Joachim Salamero pour les plus reconnus. Ils œuvrent dans les milieux libertaires bordelais comme nationaux, dans le milieu syndical, dans la Libre-Pensée qui joue d'ailleurs un rôle essentiel dans ces aisances oratoires. Ces militants possèdent également une plume de qualité, qui alliée au talent oratoire, contribue à une certaine renommée des bordelais libertaires dans le militantisme national et international. Le Cercle d'Études Libertaires (C.E.L.) publie d'ailleurs en 1969 des conférences données à Paris par Jean Barrué au format papier : *Max Stirner : Johan-Caspar Schmidt, 1806-1856* (conférence du 27 février 1969), *Max Stirner et le problème de l'éducation* (conférence du 19 juin 1969)⁵³⁴.

Il existe une réelle tradition d'orateurs et de conférences à Bordeaux qui faiblit à partir des années 1960 et cesse définitivement à partir des années 1980. Le militantisme par la parole perd de son écho en raison de la mutation du militantisme intellectuel vers un militantisme mouvementiste et la non transmission de la tradition oratoire entre militants. Ces pratiques oratoires s'arrêtent aussi par le développement des médias de masse (la télévision et la radio notamment) qui enterrent définitivement tout intérêt pour la conférence publique ouverte. Désormais, les exposés et les conférences-débats se déroulent à huis clos ou dans un cercle politique identifié de sympathisants et d'habitues. Le groupe Sébastien Faure organise un exposé-débat le 27 juin 1987 animé par Claudie Perals « L'entraide selon Kropotkine ». L'invitation est adressée aux autres groupes F.A. et aux sympathisants⁵³⁵. Dans la même logique de cercle restreint, le secrétaire du groupe Sébastien Faure, Gérard Escoubet,

⁵³³ SIMMAT. Benoist, *L'anarchisme à Bordeaux*, mémoire de science politique sous la direction de Jean PETAUX, Bordeaux, IEP, 1995, p. 54.

⁵³⁴ Cgécaf, notice 0106q1.

⁵³⁵ Sans titre. Archives SF. Fonds de l'Athénée Libertaire.

invite les autres groupes F.A. Durruti, Pépin Cadavre et la liaison Saint-Médard-en-Jalles à l'exposé de Joachim Salamero sur « la situation sociale et politique actuelle ». Cette conférence se déroule le 31 octobre 1985 et donne lieu à un débat par la suite⁵³⁶. Ces exposés publics sont une pratique utilisée par les militants qui portent la forme intellectuelle du militantisme. Une partie des activités du Cercle d'Études Libertaires s'inscrit dans cette idée avec la programmation de séries d'exposés, de présentations⁵³⁷. Ce sont des reliquats de l'âge d'or de la conférence publique mais en raison du désintérêt des individus en dehors des milieux libertaires, une certaine forme d'entre-soi politique s'est développée.

Les nouvelles générations militantes mouvementistes changent de pratiques culturelles : l'exposé-conférence devient la présentation d'ouvrages avec la venue de l'auteur. Si le débat et la discussion suivent toujours dans les deux cas l'exercice intellectuel, l'interlocuteur change. Les militants de la forme intellectuelle assuraient la charge de la transmission de la pensée critique car la plupart des auteurs présentés étaient des théoriciens anarchistes décédés : Élisée Reclus, Pierre-Joseph Proudhon, Pierre Kropotkine, Max Stirner, Michel Bakounine... Le monde de l'édition du livre s'est élargi dans le dernier tiers du XX^e siècle et l'offre littéraire ne se limite plus aux théoriciens libertaires. En lien avec la forme mouvementiste et en adéquation avec leur temps, les nouvelles générations de libertaires bordelais présentent des auteurs et des pensées d'actualité, contemporains avec leur militantisme. Ce changement de pratique est à mettre directement en lien avec l'émergence des librairies libertaires bordelaises. La librairie l'En-dehors organise une rencontre-débat avec Alexandre Skirda le 27 avril 1987 au local de la rue du Muguet intitulé « Les anarchistes et l'organisation »⁵³⁸. La même année, l'historien publie son ouvrage *Autonomie individuelle et force collective : les anarchistes et l'organisation de Proudhon à nos jours*. Les exemples d'invitation d'auteurs dans les milieux anarchistes bordelais peu de temps après la parution d'ouvrages se multiplient : Hélène Sarrazin, *Élisée Reclus ou la passion du monde* (paru en 1985, invitée en 1986), Claude Sigala, *Vivre Avec* (paru en 1987, invité en 1987), Jean-Marc Raynaud, *T'are ta gueule à la révo !* (paru en 1987, invité en 1987). Évoquer la liste exhaustive s'avère impossible tant les auteurs intervenus sont nombreux. Il n'y a pas de comparaison possible dans ce domaine avec les pratiques des générations antérieures. Une effervescence

⁵³⁶ *Ibid.*

⁵³⁷ Programme du mois d'avril 1971 du C.E.L. Sébastien Faure FA 1960-1970. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵³⁸ *La Lettre du CDES*, n°4, avril-mai 1987. Tract Divers. Fonds de l'Athénée Libertaire.

littéraire se produit dans les jeunes milieux libertaires qui gravitent autour des librairies anarchistes. À partir de 2003, la Librairie du Muguet poursuit les pratiques culturelles d'invitation d'auteurs. Ces pratiques s'intègrent plus largement dans une démarche politique de promotion de pensées différentes en lien avec les idées et valeurs anarchistes.

Le changement de pratiques autour de la présentation d'une pensée montre plusieurs éléments. Les militants les plus anciens restent fidèles à une tradition oratoire et présentent essentiellement des auteurs classiques de la théorie anarchiste. Ils se positionnent dans de nombreux cas comme des pédagogues au cours d'exposés-conférences. Même si elles ne seront jamais obsolètes, ces militants sont tournés vers les pensées du passé. Ils ont des difficultés à s'adapter aux changements dans le militantisme qui émergent à la fin des années 1960 (Mai 68) puis se concrétisent dans les années 1980 : fin de la conférence publique, fin du statut du pédagogue libertaire, naissance de nouvelles pensées et nouvelles critiques, émergence de nouveaux auteurs. Les militants mouvementistes ont des pratiques en accord avec leur temps et offrent des tribunes aux nouvelles pensées. Ils accordent une place particulière au média littéraire et privilégient l'intervention d'un tiers dans la transmission de la pensée critique. Cette mutation des pratiques est directement liée à la génération mais aussi aux nouvelles critiques du savoir formulées par de nouveaux penseurs comme M. Foucault, G. Deleuze ou F. Guattari. Elle n'est pas totale car la place du débat public et de la discussion est la même quelle que soit la période. Les tentatives de bibliothèques, de centres de documentation et l'édition littéraire dans les milieux anarchistes bordelais témoignent aussi d'un intérêt pour le savoir écrit qui n'a pas faibli dans le temps.

D/ Les centres de documentation, les bibliothèques et l'édition libertaire à Bordeaux : un militantisme littéraire

Les milieux libertaires de manière générale possèdent une grande quantité et variété de livres en raison de leur curiosité politique et d'une forme de veille intellectuelle. En l'absence d'autres canaux pour accéder à des pensées et des analyses différentes du cadre intellectuel dominant, l'achat de livres est primordial pour alimenter la réflexion comme l'activité culturelle. Ces masses d'ouvrages ont fait l'objet à plusieurs reprises de tentatives de

valorisation et d'attractivité. Diverses structures ont été créées dans ce but. Le Centre d'Étude et de Documentation Anarchiste (C.E.D.A.) est une bibliothèque ouverte pour permettre, principalement aux militants, l'accès aux différentes pensées des courants libertaires. Le C.E.D.A. aurait été remplacé par la suite par le Centre de Documentation Anarchiste (C.D.A.)⁵³⁹. Il se situait au premier étage de l'Athénée Libertaire et regroupait plus de 3000 ouvrages, revues et articles⁵⁴⁰. La première mention trouvée date de 1978⁵⁴¹ et la dernière en 1991 par son organe *Nouvelles du Front*⁵⁴².

En 1986, l'Union locale de la C.N.T. de Bordeaux possède le Centre de Documentation et d'Études Sociales (C.D.E.S.) au sein duquel se trouve une bibliothèque. Aussi, des débats, des sorties, des projections, des animations sont organisés comme d'autres structures libertaires qui possèdent un axe culturel⁵⁴³. Le centre est autogéré, autofinancé et implanté dans les locaux de la vieille bourse du travail. Il se situe dans la même ligne que les centres précédents sauf sur la question de la ligne politique affichée. Même si des militants anarchistes sont investis dans cette structure et que la proximité avec la C.N.T. et les idées anarchistes ne fait aucun doute, le centre ne se revendique pas comme un centre libertaire à l'inverse du Cercle d'Études Libertaires (C.E.L.) par exemple. En lien avec le développement d'un militantisme mouvementiste, la question de l'identité politique se pose dans ces structures. Alors que les milieux libertaires fonctionnaient davantage en réseaux fermés, l'ouverture militante à partir des années 1980 influence le positionnement des structures (mais non des militants et des groupes). Ainsi, l'identité anarchiste affichée en façade recule au profit d'une identité plus lâche, plus large, qui peut davantage s'insérer dans les réseaux de luttes altermondialistes alors que dans le fond les idées libertaires restent les mêmes. C'est le cas pour le C.D.E.S. mais aussi pour la librairie l'En-dehors et la Librairie du Muguet. Nous n'avons pas trouvé de dates de fondation et de dissolution mais l'activité de ces centres se concentre dans les années 1980 et au début des années 1990. Sans pour autant être en capacité de l'affirmer, il semble que dans cette période, l'ouverture de centres de ce type soit en vogue dans le militantisme libertaire, hormis le C.E.L. qui a un statut particulier (cf. propos

⁵³⁹ « Bordeaux Blues », *Le Lien*, n°263, septembre 1989, p. 83.

⁵⁴⁰ *La lettre d'Emma*, n°3, décembre 1989.

⁵⁴¹ *La Révolte*, n°10, 1978.

⁵⁴² *Nouvelles du Front* du 25 février 1991, n°1.

⁵⁴³ Compte rendu des rencontres autogestionnaires de Bordeaux du 17 au 19 mai 1986. Chemise A2 non titrée. Fonds de l'Athénée Libertaire.

sur l'école Francisco Ferrer). En 1985, le groupe F.A. de Rochefort a lui aussi le projet d'ouvrir un centre de documentation et d'animation⁵⁴⁴. Aussi, hormis la renaissance du C.D.E.S., aucune trace d'autres centres ont été trouvées avant et après les années 1980 – début 1990 ce qui renforce l'hypothèse d'une forme d'expérimentation militante éphémère.

Lors de l'inauguration des nouveaux locaux de la rue du Muguet en 1986, une bibliothèque de revues complète l'espace librairie et la diffusion des fanzines⁵⁴⁵. L'Athénée Libertaire accueille également à partir de la rentrée de septembre 1985 le groupe Objection-Insoumission, engagé contre le service militaire obligatoire. Ce groupe possède une bibliothèque axée sur l'antimilitarisme⁵⁴⁶. Dans ce cas précis, la tenue d'une bibliothèque permet de renseigner les personnes qui désirent connaître les différentes procédures pour se soustraire au service national. Une décennie plus tard, lors de l'inauguration de leur nouveau local au 239 rue d'Ornano le 13 décembre 1997, la C.N.T. A.I.T. indique l'existence d'une bibliothèque ainsi que d'un nouveau laboratoire de photographie⁵⁴⁷. Dans cette dynamique, la confédération relance en 1998 le C.D.E.S. qui avait cessé son activité à la fin des années 1980 ou au début des années 1990⁵⁴⁸. Dans le quotidien militant, ils semblent que les bibliothèques ont peu servi en dehors des cercles militants. Des systèmes de consultations et d'emprunts ont pu exister mais seuls les militants et les sympathisants semblent avoir utilisé les ressources des bibliothèques. Ceci s'explique non pas par la mise en place d'une quelconque restriction mais par l'absence d'un réel intérêt des individus étrangers aux idées anarchistes. À l'instar des centres, il semble que les bibliothèques n'ont pas duré dans le temps. Si les librairies ont pu occulter ces structures littéraires, le faible intérêt dans le militantisme courant pour celles-ci a vraisemblablement conduit surtout à un arrêt progressif de cette activité.

L'écriture et l'édition de livres a permis aux libertaires bordelais de diffuser leurs idées, leurs luttes et d'alimenter la réflexion politique et la pensée libertaire. Les militants les plus anciens publient certains ouvrages de théorie politique. Jean Barrué fut le plus prolifique dans ce domaine à partir de sa retraite en 1966 grâce notamment à sa connaissance de la langue

⁵⁴⁴ Compte rendu de la réunion de l'union régionale à Angoulême du 8 novembre 1985. Archives Durruti 1985. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵⁴⁵ Bilan de l'année 86-87. Archives Durruti 87. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵⁴⁶ *Liberatures*, n°3, 1985.

⁵⁴⁷ Courrier (s.d.) de la C.N.T. A.I.T. Courrier 87. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵⁴⁸ *La Lettre du Réseau*, n°11, mars 1998.

allemande. Il publia *L'Anarchisme aujourd'hui* (Spartacus, 1970), son œuvre majeure, puis *Morale sans obligation ni sanction ou morale anarchiste* (Le Vent du Ch'min, 1986) ainsi que de nombreuses traductions en français de théoriciens : *Bakounine et Netchaïev : Trois études sur Bakounine – Le catéchisme révolutionnaire de Netchaïev* (Les Amis de Spartacus, 1971), *De l'éducation – Le Faux principe de notre éducation – Les lois de l'école* (œuvres de Max Stirner, Spartacus, 1974), *La réaction en Allemagne* (œuvre de Michel Bakounine, Spartacus, 1976), *Anarchisme et marxisme dans la révolution russe* (œuvre d'Arthur Lehning, Les Amis de Spartacus, 1984). Il collabore également à des ouvrages collectifs dans les années 1970 et 1980. Notons également le livre de Marc Prévôtel, un autre militant bordelais : *Cléricalisme moderne et mouvement ouvrier* (Groupe Fresnes-Antony [F.A.], 1983) qui reflète les liens entre le militantisme anticlérical de la Libre-Pensée et les anarchistes du groupe Sébastien Faure⁵⁴⁹. Il illustre aussi la méfiance des anarcho-syndicalistes et des libre-penseurs à l'égard du développement de la Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.) dans le milieu syndical, scission de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.) en 1964. Dans le domaine de l'édition, le militant Gilles Durou a fondé la maison d'éditions Analis à Bordeaux. Deux ouvrages ont été publiés : *L'incroyable anarchisme* de Louis Mercier Vega en 1988, il s'agit d'une réédition, et *Liberté sur paroles* de Christophe Soulié en 1995 à propos du monde carcéral⁵⁵⁰. Ces différentes réalisations dans le domaine de la littérature témoignent d'une certaine stabilité des milieux libertaires bordelais, d'un certain ancrage et de l'aura de certains militants de la forme intellectuelle.

De manière générale, l'édition anarchiste connaît un véritable essor à partir des années 1980. Le tableau suivant reprend les chiffres issus de la bibliographie annuelle du C.I.R.A. de Marseille établie par Philippe Éguy et analysés par René Bianco⁵⁵¹.

⁵⁴⁹ Catalogues en ligne des C.I.R.A. de Lausanne et de Marseille.

⁵⁵⁰ « Gilles Durou ». <https://maitron.fr/spip.php?mot28> [Consulté le 28 avril 2021].

⁵⁵¹ BIANCO René, « Regards sur l'édition libertaire en France » dans Actes du colloque international, Grenoble, Mars 1996, *La culture libertaire*, Lyon, Ateliers de création libertaire, avril 2007, p. 340-341.

Année	Titres par année	Remarques
1983-1988	Moyenne d'une quarantaine de titres par an	
1989	55 titres (45 livres et 10 brochures) Moyenne d'une cinquantaine de titres par an	1989-1990 : Moyenne pour les deux années sur 129 titres de 64,5 références soit largement le double d'avant 1914 avec une moyenne de 25,3 par an.
1990	74 titres (61 livres et 10 brochures) Moyenne d'une soixantaine de titres par an	
1991	Moyenne d'une centaine de titres par an	Contexte exceptionnel d'édition : - dixième anniversaire de la mort de Georges Brassens, - publication importante sur Octave Mirbeau - hommage à Félix Fenéon - forte production écrite de Michel Ragon
1993	127 références	
1994	103 références	
1995	101 références	
1991-1995 (5 ans)	546 titres (soit la moitié des références des 90 ans d'étude de Jean Maitron)	Moyenne de 109 par an contre 25 références moyennes annuelles avant 1914.

Le développement technique des moyens d'impression et la démocratisation de l'édition hors du milieu professionnel donnent un nouvel outil au militantisme libertaire pour diffuser ses idées. Le coût éditorial reste malgré tout élevé au regard des politiques financières d'autogestion. Les chiffres nationaux avancés ci-dessus ne doivent pas masquer une édition relativement faible à l'échelle locale des milieux, à Bordeaux comme ailleurs.

Le Centre International de Recherches et d'Archives Sociales (C.I.R.A.S.) joue également un rôle important dans l'édition, notamment des tracts. Ce centre a été créé officieusement en 1983-1984 et dissout en 2004 à la mort de son fondateur Jean-Jacques Réal. Il était situé à la mi-temps des années 1990 au 61 rue de Pauly à Bègles, au domicile de son fondateur. Le centre recouvre deux nécessités selon lui : la conservation de la mémoire anarchiste (*cf.* propos sur les archives libertaires) et la propagation des idées par l'écrit. Malgré les nombreuses dissensions qu'a provoqué ce centre dans les milieux militants, il s'agit ici de restituer l'action de celui-ci dans la production de tracts. En plus de la collecte de tracts pour archives des différentes luttes, le C.I.R.A.S. fournissait les tracts pour certaines luttes syndicales. En 1989, une lutte dans le milieu hospitalier bordelais dure deux mois et l'information comme la propagande sur la lutte sont assurées par le centre. Idem à la mi-temps des années 1990 pour la communication de la Coordination Infirmière. La proximité entre le monde hospitalier et le centre est d'autant plus forte que Jean-Jacques Réal est un infirmier de l'hôpital Pellegrin. Lors du Mouvement du Ras-Le-Bol dans les années 1991-1993, le C.I.R.A.S. a fourni tous les tracts du collectif et s'est également impliqué en tant que structure pendant l'occupation de la flèche de Saint-Michel au cours de l'hiver 1991-1992. En revanche, le centre a refusé l'action et le soutien pendant l'occupation de la place Pey Berland en 1995 en raison de conflits d'ordre relationnel avec d'autres militants⁵⁵². À la manière d'une maison d'édition, le C.I.R.A.S. réédite des brochures importantes pour la vulgarisation de la pensée anarchiste comme *Le petit manuel anarchiste individualiste* (Le Chat Noir, mai 1988). Le Chat Noir est le nom d'édition des productions du centre ; il existe d'ailleurs un bulletin du Chat Noir. La plupart des productions sont au format de petits livrets comme *La Brochure individualiste et anarchiste* qui connaît un succès important sur le plan de l'anarchisme national⁵⁵³. Le C.I.R.A.S. édite ou réédite des écrits à propos de l'anarchisme ou du syndicalisme dans Les Cahiers du C.I.R.A.S. (15 occurrences)⁵⁵⁴. Le centre prépare aussi certaines manifestations intellectuelles ou congrès en publiant par exemple le bulletin de la fédération girondine de la Libre-Pensée en août 1983. Enfin, le centre s'implique dans quelques cas dans la production de journaux de milieu associatif comme la *Revue info santé*, trimestriel sur l'environnement qui paraît pendant neuf mois en 1984-1985 puis des bulletins

⁵⁵² SIMMAT. Benoist, *L'anarchisme à Bordeaux*, mémoire de science politique sous la direction de Jean PETAUX, Bordeaux, IEP, 1995, p. 122-123.

⁵⁵³ *Ibid*, p. 126.

⁵⁵⁴ Cgécaf, notice 0106q2.

et affiches du Sennacieca Asocio Tutmonda (S.A.T.), le milieu espérantiste⁵⁵⁵. L'implication éditoriale du C.I.R.A.S. dans les milieux militants et associatifs est très hétérogène. Elle renseigne sur la porosité des milieux libertaires bordelais où chaque militant possède un réseau, ici milieu hospitalier, espérantiste, Libre-Pensée, libertaire, mouvements de lutte divers. Ces liens sont propres à l'individu et peuvent bénéficier ou non aux milieux libertaires bordelais en fonction de l'investissement politique de l'acteur.

La réalisation de production écrite est aussi un moyen d'alimenter la trésorerie dans une logique politique d'autogestion et d'autofinancement. De la même façon que la production iconographique (affiches, calendriers), ces pratiques sont présentes dans la plupart des milieux libertaires et notamment à la F.A. puisque ce réseau facilite les échanges des diverses productions entre groupes. Dans les années 1980, les groupes F.A. de Bordeaux rééditent *L'Encyclopédie anarchiste* de Sébastien Faure, quatre volumes parus entre 1925 et 1934. Sa vente aux autres camarades militants, de la F.A. ou non, permet de maintenir la trésorerie de l'Athénée Libertaire hors déficit⁵⁵⁶. Selon le même fonctionnement, des brochures d'information et d'analyse sont éditées en réaction à un événement politique. En 1980, le groupe Sébastien Faure édite la brochure « Réflexions sur l'institution sport » qui tente de montrer les limites politiques des événements sportifs d'ampleur. Une nouvelle publicité de cette brochure est réalisée dans *Le Monde Libertaire* en 1982 à l'occasion du mondial de football en Espagne⁵⁵⁷. En 1987, le groupe Durruti crée la brochure « Les S.I.V.P. : une aubaine pour le patron ». Institués en janvier 1985, les Stages d'Initiation à la Vie Professionnelle sont destinés à faire découvrir la vie en entreprises aux 16-25 ans en difficulté. La rémunération se situe entre un tiers et la moitié du Smic. Cette brochure s'échange entre milieux militants et milieux militants littéraires : la librairie La Gryffe à Lyon passe une commande pour acheter cinq exemplaires de la brochure sur les S.I.V.P. Pour diffuser au maximum l'information de la parution de la brochure, le groupe Durruti a demandé de faire passer un communiqué dans *Le Monde Libertaire*. La brochure est en vente au local de la rue du Muguet mais aussi à la librairie Publico à Paris, librairie de la F.A.⁵⁵⁸. Le parcours de cette brochure indique que réseau militant et réseau littéraire ne font qu'un et s'alimente

⁵⁵⁵ SIMMAT. Benoist, *op. cit.*, p. 126.

⁵⁵⁶ Sans Titre. Archives Durruti 1987. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵⁵⁷ « Communiqué », *Le Monde Libertaire* du 3 juin 1982, n°447, p. 2.

⁵⁵⁸ *Ibid.*

mutuellement. Une forme d'économie gravitant autour de la littérature semble fonctionner de manière fermée, cyclique dans le militantisme : un groupe produit et vend à un autre groupe qui lui-même produit et vend une autre production littéraire à un autre groupe et ainsi de suite. Cette économie cyclique entre plusieurs partenaires peut permettre de réduire le poids des coûts quotidiens voire soulager momentanément le déficit.

À travers des structures et des activités diversifiées (centres, bibliothèques, éditions), les milieux anarchistes promeuvent une autre culture, un autre savoir, une autre pensée. Le militantisme littéraire est bel et bien politique et inséparable de l'action politique. Il s'agit là de l'investissement d'un terrain de lutte traditionnel : celui du développement de l'esprit critique dans le but de l'émancipation de l'individu puis de la société. Les lieux de savoirs détaillés indiquent que l'anarchisme du dernier tiers du XX^e siècle n'est pas une pensée volatile et fugace mais bien assise et ancrée dans un sol de connaissances dont les strates s'accumulent au fil du temps.

Il existe une véritable richesse dans le domaine de la production littéraire et de la promotion de la pensée. Que ce soient l'évolution des pratiques ou l'ouverture de structures littéraires, les milieux libertaires se sont adaptés aux changements militants. Ils ont saisi toute l'importance d'accompagner l'action de la réflexion et, en faisant cela, ils s'insèrent dans la culture politique anarchiste originelle. Alors que les liens entre le pouvoir étatique-capitaliste et les médias se multiplient progressivement en raison de l'essor du capitalisme financier, la maîtrise de l'information devient un enjeu politique de plus en plus important. Au même titre que la culture et le savoir écrit, la propagande et l'accès aux informations qui concernent les milieux anarchistes nécessitent la création de nouveaux canaux et une certaine structuration.

II – La presse et les bulletins : relais de l’information et organisations des liens

Une étude politique de la presse libertaire bordelaise et du rapport des acteurs à celle-ci est incontournable compte tenu qu’elle constitue une partie importante des sources de ce travail. Au-delà de sa fonction principale et historique, l’information, d’autres rôles lui sont associés à mesure que les pratiques militantes changent. La presse écrite est un élément relativement fiable pour identifier ces mutations : élément identitaire, changements de la nature de l’information elle-même, fonction organisationnelle.

A/ Un groupe, un journal, une identité : essor de la presse libertaire et multiplicité des supports

La presse a toujours revêtu une grande importance dans les milieux anarchistes. Il s’agit du principal moyen pour réaliser la propagande des idées libertaires et pour rallier de nouveaux militants et sympathisants. Elle a pour but aussi de proposer une lecture politique différente de l’information par rapport au traitement médiatique des grands médias comme *Sud-Ouest*.

Dans le cadre de la F.A., *Le Monde Libertaire* est la référence d’information pour la presse anarchiste. Il n’existe pas d’organe de presse libertaire national aussi important dans le militantisme en général. Ce journal a deux fonctions : apporter un autre regard sur l’information et les luttes puis relayer l’activité des différents groupes de la fédération. Pour les groupes F.A. de Bordeaux, une des premières missions est de contribuer à faire connaître *Le Monde Libertaire*. Ainsi, le groupe Durruti gère un point de vente chaque vendredi à la gare Saint-Jean de Bordeaux en 1985⁵⁵⁹. De la même façon, la liaison Saint-Médard-en-Jalles constitue un point de vente du titre tous les samedis matin au marché de Saint-Médard-en-Jalles⁵⁶⁰. Dans ces deux cas, les groupes sont récemment créés et la vente du titre de la F.A. semble être une première activité militante en attendant d’avoir des objectifs politiques plus précis. Dans une note interne, le groupe Sébastien Faure précisait lui aussi que la campagne d’abonnement au *Monde Libertaire* est « une des premières activités que se fixe le

⁵⁵⁹ Sans titre. Archives du secrétariat du groupe, Année 1985. Fonds de l’Athénée Libertaire.

⁵⁶⁰ Courrier du 10 mai 1987. Archives Durruti 1987. Fonds de l’Athénée Libertaire.

groupe »⁵⁶¹. Cette activité comme les points de vente ne perdurent pas réellement dans le temps. Par la suite, ce sont les librairies et les points de vente au local qui continuent de faire connaître le titre.

En 1981, après les rencontres libertaires de Montpellier de Lyon, le bordelais Gilles Durou réalisait le constat d'un nouvel éparpillement des forces militantes libertaires à l'échelle de la France. Pour lui, la conséquence de cet éparpillement est la multiplication des journaux et revues libertaires ce qui conduit de fait à un appauvrissement du contenu. Il en résulte également un certain isolement des groupes et un manque de réactivité, de concertation et d'efficacité entre les différents acteurs et courants libertaires. Pour pallier ce problème, dont la presse est la face émergée, Gilles Durou propose de créer « un journal du mouvement avec un grand M, propriété de personnes ou de tous, un journal d'informations, de réflexions, de débats, d'échanges... »⁵⁶². Il s'agit pour lui d'avoir un outil indépendant, qui dépasserait donc les appartenances à tel courant ou à telle organisation. Cette indépendance permettrait d'attirer des lecteurs extérieurs au mouvement libertaire français, de garantir une liberté d'expression politique en évitant le sectarisme et d'impulser une certaine cohésion par l'échange sur des luttes sociales particulières ou générales⁵⁶³. Ce projet aux allures vertueuses ne voit finalement pas le jour, probablement en raison d'un manque de volonté collective.

À l'échelle des groupes, la production d'un papier est à la fois nécessaire pour se faire connaître dans le militantisme mais donne également une identité aux groupes. Chaque groupe et organisation possède un journal dont la fréquence de tirage varie. Pour la F.A. *Liberatures* est le journal de Durruti, *La Révolte* pour Sébastien Faure, *Idées Noires* puis *La Lettre d'Emma* pour Emma Goldman. *Le Dégel* est l'organe du G.A.B. Des structures possèdent également un papier comme l'En-dehors avec son journal du même nom ou *La Lettre du C.D.E.S.* du centre du même nom. La C.N.T. A.I.T. ne possède pas réellement de papier à l'échelle locale ; elle écrit surtout dans des bulletins nationaux et régionaux. De la même manière que pour les librairies, des journaux militants agissent comme des groupes en s'investissant dans des luttes et des collectifs. C'est le cas du *Croche-Pattes* et du *Maquisard* qui illustrent ce statut bâtard entre groupe et structure. Ce statut est peu courant dans le

⁵⁶¹ Note interne. Archives SF. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵⁶² LAREYNIE. Bernard, *Documents pour servir à l'histoire du Groupe Anarchiste de Bordeaux [GAB] [1980-1985]*, Th245, C.I.R.A. Marseille, p. 24-25.

⁵⁶³ *Ibid*, p. 28-29.

militantisme antérieur aux années 1980, antérieur à la forme mouvementiste, puisque le cloisonnement était plus important entre militantisme intellectuel (dont la presse) et le militantisme pratique. Le caractère identitaire inhérent aux titres de presse est valable pour l'ensemble des groupes mais s'observe particulièrement pour les collectifs et groupes éphémères. La Brigade Anarcho Rigolarde des Jeunes Occitans (B.A.R.J.O.) indique qu'elle n'édite qu'un numéro unique de son papier *Le Canard Noir*⁵⁶⁴. En 1990, la mobilisation du F.L.S.M. dans le quartier Saint-Michel contre la réhabilitation du quartier et la politique de gentrification se dote de l'imprimé *La Mère Michel* qui n'a été tiré lui aussi que pour un seul numéro connu⁵⁶⁵. L'aspect identitaire se trouve dans le titre, l'iconographie propre au journal et le ton d'écriture employé : provocateur, sarcastique, humoristique, sérieux, analytique etc. Chaque groupe ou structure possède un papier car il est l'émanation, la partie émergée de son identité politique. Cette identité est d'autant plus importante dans les milieux libertaires car chaque collectif est plus ou moins autonome et indépendant, quand bien même appartiennent-ils à des structures comme la F.A.

Dans le fond, l'édition de journaux permet d'informer les autres acteurs militants et de faire connaître les activités du groupe concerné. Les papiers des groupes davantage axés sur une pratique mouvementiste relayent les informations liées directement au militantisme. Il n'y a pas ou peu de théories et d'analyses critiques d'événements généraux. Dans ces feuilles, il est surtout question des rendez-vous militants (conférences, débats, projection, assemblées générales, pots de soutien, concerts), des activités du groupe (soutien, implication dans une lutte, occupation) et la promotion systématique d'autres acteurs militants, libertaires ou non (encarts avec adresses, permanences, émissions de radio, activités). Ces catégories de feuilles apparaissent à partir de la fin des années 1970 et se multiplient dans les décennies suivantes. Les titres évoqués plus haut en sont quelques exemples. Les feuilles sont donc des outils militants destinés à créer des liens, des ponts entre acteurs et pratiques militantes avec comme objectif principal le développement du mouvement, du milieu, du soutien aux luttes.

D'autres supports de communication apparaissent comme la radio libre au début des années 1980. Les nouvelles générations de militants libertaires sont d'ailleurs très présentes sur les canaux de la Clé des Ondes jusqu'au début des années 2000. Pour autant, ces supports

⁵⁶⁴ *Le Canard Noir*, février 1995.

⁵⁶⁵ *La Mère Michel*, n°1, (s.d.).

ne remettent pas en question la presse écrite et le rapport à l'information écrite. L'évolution des moyens techniques et la possibilité de s'autoproduire conduit à un véritable renouveau de la presse en général comme de la presse anarchiste en particulier⁵⁶⁶. Les titres de périodiques ont considérablement augmenté en l'espace de 50 ans : 183 publications recensées pour la période allant de 1940 à 1967, 730 titres de 1968 à 1983, 1710 titres de 1983 à 1994⁵⁶⁷. Les supports écrits se diversifient avec l'apparition des fanzines qui naissent directement du développement technique des moyens d'impression. Ainsi, le fanzine occupe une place de plus en plus importante dans la presse libertaire à partir des années 1980 grâce notamment à la bande-dessinée. Le décryptage de l'information générale et la théorie intellectuelle libertaire sont éclipsés par l'apparition de la satire en image et de la provocation humoristique. Tout en conservant un sens politique, les fanzines offrent une autre lecture par rapport aux autres supports de presse. Ils séduisent notamment le jeune public en lien avec l'effervescence de la culture *underground*. Pour Bordeaux, beaucoup de fanzines existent en dehors comme dans les milieux libertaires ; notons l'organe d'On a Faim : *Saduraskesadura*. Le fanzine est le format qui illustre la proximité culturelle comme politique entre les milieux libertaires et les milieux *underground*. C'est aussi le format qui possède le plus fort caractère identitaire. Sans être un fanzine, le *Croche-Pattes* est un nouveau format de presse qui combine l'analyse politique, la satire et la caricature à la fin des années 1990 et au début des années 2000.

Dans les vingt dernières années du XX^e siècle, la presse libertaire à Bordeaux est partagée entre la presse mouvementiste très ancrée dans le tissu militant, la presse intellectuelle qui possède peu d'audience auprès des jeunes générations, les fanzines inscrits dans une forme esthétique de divertissement politique et *Le Monde Libertaire* qui est le principal organe d'information anarchiste en France. Quel que soit son format, la presse anarchiste est un outil politique à part entière pour réaliser la propagande des idées anarchistes, pour constituer consciemment ou inconsciemment une identité politique, pour

⁵⁶⁶ BIANCO René, « Regards sur l'édition libertaire en France » dans Actes du colloque international, Grenoble, Mars 1996, *La culture libertaire*, Lyon, Ateliers de création libertaire, avril 2007, p. 339.

⁵⁶⁷ MANFREDONIA. Gaetano, « Persistance et actualité de la culture politique libertaire », dans BERSTEIN. Serge (dir.), *Les Cultures politiques en France*, Paris, Éditions du Seuil, 2003, p. 299.

analyser l'information à l'aide d'un autre esprit critique, pour organiser et créer des ponts dans le militantisme, pour structurer des réseaux.

B/ Un outil de structuration des réseaux

Certains journaux ou bulletins accompagnent le développement réticulaire des milieux libertaires bordelais et régionaux. Ils servent de relais de l'information entre tous les acteurs d'un réseau et constituent une forme de ciment des relations militantes. En plus du caractère identitaire que représente un papier pour un collectif, cette presse spécifique coordonne les différents investissements des militants et des structures au travers du partage de l'information.

Le mouvement social de 1995 contre le plan Juppé sur les retraites et la sécurité sociale produit à la fois une prise de conscience des forces militantes et également une volonté de s'organiser plus efficacement. Ainsi, en novembre 1995, le groupe Emma Goldman et la C.L.É. prennent l'initiative de créer le Réseau d'Action et d'Information Libertaire (R.A.I.L.), c'est-à-dire une structure où tous les libertaires peuvent se rencontrer sur un terrain neutre. En effet, les relations entre libertaires à Bordeaux n'étaient plus conviviales et d'anciennes querelles avaient arrêté toutes communications entre les différents acteurs. Aussi, Emma Goldman réalisait déjà le constat suivant en 1989 : il existe un manque de visibilité sur les activités du groupe vis-à-vis des autres groupes et du public ainsi qu'une mauvaise circulation des informations en général⁵⁶⁸. Il s'agit donc d'améliorer la communication au sein des milieux libertaires par la création d'un nouveau canal. Ce R.A.I.L. a une lettre d'information *La Lettre du réseau R.A.I.L.* et un projet de réseau téléphonique est même envisagé⁵⁶⁹. L'avantage principal de ce tirage commun est de concentrer les informations de tous les groupes et structures à Bordeaux. Cette lettre ne remplace pas les tirages déjà existants des groupes mais complète, organise l'information – et donc l'action – en supplément des différentes réunions physiques entre les acteurs.

⁵⁶⁸ Bilan de l'année militante 88/89. Activités EG année 1989. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵⁶⁹ Compte rendu des activités multi-chouettes du groupe Emma Goldman (s.d.). Courrier FA 1999. Fonds de l'Athénée Libertaire.

L'étude des bulletins auxquels participent la C.N.T. bordelaise renseigne sur le rôle de la presse dans l'organisation en réseau. De nombreux titres ayant pour zone géographique le sud-ouest ont existé et témoignent d'une organisation régionale, notamment dans les années 1990. Le *C.N.T. Info* est le bulletin syndical de l'union régionale du grand sud-ouest de la C.N.T. dont le siège est à Bordeaux. D'après les éléments trouvés, il est tiré de 1997 à 1998. Nous avons trouvé un autre bulletin qui semble cohabiter avec le *C.N.T. Info* pour l'année 1998 : *Le Temps des Radis*. Il s'agit d'un bimensuel anarcho-syndicaliste de la C.N.T. A.I.T. du grand sud-ouest dont la première publication daterait de 1998⁵⁷⁰. Un agrandissement de l'union régionale du grand sud-ouest a pu conduire à cette cohabitation jusqu'à ce que l'un des deux titres s'impose naturellement. La première rencontre de la C.N.T. grand sud-ouest à Auch le 14 mars 1998 entre cénétistes de plusieurs villes du sud-ouest peut correspondre à cet agrandissement⁵⁷¹. En ce qui concerne la F.A., *Le Monde Libertaire* joue déjà ce rôle de structuration. Mais, dans le cadre des unions régionales qui se forment, des organes de presse sont créés. Pour l'union régionale F.A. du sud-ouest dans laquelle le groupe Emma Goldman fait partie, *Infos et analyses libertaires* est l'outil désigné⁵⁷². Il s'agit en effet du journal du groupe Puig Antich de Perpignan dont l'aire géographique et la participation sont donc élargies à une conception militante régionale dans les années 1990. Il existe aussi le *Lien Régional* un peu plus tôt, créé à l'occasion de la fondation de l'Union régionale F.A. en 1985. Des papiers accompagnent systématiquement donc la constitution d'un ensemble libertaire régional. Ils disparaissent de manière générale en même temps que cesse ou se recompose l'ensemble régional, signe d'une dépendance de l'outil à la structure.

Une analyse de la presse libertaire au seul prisme du vecteur d'informations ferait l'impasse sur sa fonction politique. Au regard de ces organes militants particuliers, la presse possède un rôle de structuration des liens entre les différents acteurs. À partir notamment des années 1990 et de l'essor de l'idéologie politique du réseau, ces types de bulletins se multiplient. La communication étant un élément indispensable dans un réseau, ces bulletins

⁵⁷⁰ Catalogue en ligne. C.I.R.A. Lausanne.

⁵⁷¹ *C.N.T. Info*, n°4, juin 1998.

⁵⁷² *Infos et analyses libertaires*, n°29, 1991.

constituent un outil fondamental, si ce n'est la condition *sine qua non* de l'efficacité et de la pérennité du dit réseau.

La littérature au sens de culture politique est indissociable des milieux libertaires. C'est le support principal pour la diffusion des idées anarchistes. Elle constitue l'une des activités principales, de près ou de loin, des milieux libertaires de manière générale. C'est également un outil indispensable dans la vie d'un groupe ou d'une association militante : la bonne santé d'un groupement s'observe à la fois par sa capacité d'action et à la fois par sa capacité de réflexion, c'est-à-dire par sa production littéraire, presse comprise. Au-delà de la création de pensée, la littérature se mêle à l'action dans le cadre d'expérimentation sociale et politique : librairies, centres de documentation, bibliothèques, maison d'édition en autogestion. La presse joue un rôle fondamental dans la circulation de l'information militante à l'intérieur des réseaux. Plus que de diffuser l'information, elle structure les liens, organise la vie militante et devient également un outil non plus passif mais actif, un outil d'action. En dehors de la production écrite, la diffusion du savoir et la conservation de la mémoire jouent un rôle tout aussi important pour l'émancipation de l'individu, au sens libertaire du terme.

Chapitre 2. La diffusion du savoir et la conservation de la mémoire ou la condition de l'émancipation

Les sciences et le savoir occupent une place importante dans l'anarchisme dès sa création. Les théoriciens du XIX^e siècle et du début du XX^e fondent de manière générale leur argumentation sur les sciences et la raison pour lutter contre les thèses religieuses et politiques. En exemple, nous pouvons citer les plus connus : Pierre Kropotkine et le girondin d'origine Élisée Reclus. Cet aspect scientifique infuse encore dans les milieux libertaires et se manifeste par l'attrait à la pédagogie, à l'éducation, à l'étude. Proche de cet aspect, la question des traces et de la conservation semble très importante pour certains groupes et certaines personnes en raison de la marginalisation de l'histoire de ces milieux. La frilosité de déposer les archives dans des organismes publics aboutit à un système de conservation privé avec les enjeux que celui-ci implique. La relation particulière qu'entretiennent les milieux libertaires bordelais avec la temporalité montre qu'ils sont attentifs à cette forme d'héritage et aux traces laissées dans l'histoire afin de garder la main mise sur leur propre passé. La conservation du passé au service du présent et du futur parce que la lutte se situe également dans la mémoire et l'histoire, dans une temporalité éclatée.

I – La pédagogie et l'éducation : deux expériences autogérées

Les anarchistes à Bordeaux accordent une grande importance à l'éducation populaire, à l'instruction des masses par le développement de l'esprit critique auto-déterminé. Cette attirance pour la pédagogie et l'éducation provient à la fois d'un héritage des acteurs antérieurs comme Aristide Lapeyre et Jean Barrué, d'une tradition anarchiste, de l'héritage espagnol, mais aussi d'une remise en cause du système éducatif. Comme le montrent Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron⁵⁷³, l'éducation est pourvoyeuse d'une idéologie bourgeoise et reproduit les inégalités sociales entre les générations. Les milieux libertaires bordelais ont donc développé, en parallèle, des systèmes liés à l'éducation avec pour objectif principal l'émancipation de la société par l'émancipation de l'individu. Deux expériences mettent en

⁵⁷³ BOURDIEU. Pierre, PASSERON. Jean-Claude, *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Minuit, 1970.

application les idées libertaires d'un rapport différent au savoir, aussi bien sur la manière d'enseigner que sur le contenu lui-même.

A/ L'école Jacques Prévert : une expérience d'inspiration libertaire

L'école Jacques Prévert est un établissement privé et organisé en Association pour Développer l'Éducation Alternative (A.D.E.A.). On trouve parfois le nom d'école émancipée. Formée en 1984, elle compte en 1990 une quinzaine d'animateurs, principalement des libertaires et 80 scolaires, de la sixième à la terminale. Ce n'est pas un espace qui se revendique anarchiste mais qui constitue plutôt un lieu anti-autoritaire, une expérience politique et sociale. Il s'agit d'un endroit très réceptif aux idées anarchistes. Le groupe Emma Goldman a des militants et des sympathisants actifs dans cette école⁵⁷⁴. Un professeur d'histoire de l'école Jacques Prévert réalise d'ailleurs au local de la rue du Muguet un cours de formation sur l'histoire de l'anarchisme et des mouvements populaires par le biais du groupe Emma Goldman⁵⁷⁵.

Rémi Philton a été élève dans cette école durant quatre ans jusqu'à l'obtention du baccalauréat. Il explique : « Dans l'école Jacques Prévert, l'école émancipée, c'était de la pédagogie alternative, un rapport à l'élève différent, [afin] d'essayer de développer des séances pédagogiques où l'élève était un peu au centre. Donc ça s'influçait de Freinet, de tout un tas de choses. Des fois, ça reproduisait aussi des schémas qui étaient propres à des cours un peu institutionnels de l'éducation nationale mais avec des gens qui avaient un autre rapport, une autre relation avec les élèves »⁵⁷⁶. C'est dans ce milieu qu'il rencontre des militants de la F.A. comme Fernando Bronchal alors jeune enseignant et animateur de l'émission de radio On a Faim. Ce sont d'ailleurs tous de jeunes enseignants qui ont une trentaine d'années dans les années 1980. Son professeur d'histoire et de français Dominique Montentou a également eu une grande influence sur son engagement politique. À la différence de l'institution publique, « tout était politique, c'est-à-dire qu'à Jacques Prévert, on

⁵⁷⁴ Bilan d'activités de l'année 89-90. Archives FA années 90. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵⁷⁵ *Ibid.*

⁵⁷⁶ Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

parlait politique »⁵⁷⁷. L'école s'implique également dans le mouvement étudiant à la fin de l'année 1986 contre le projet de loi Devaquet.

L'école Jacques Prévert se situe à la fois en dehors du cadre étatique mais ne se revendique également d'aucune organisation malgré l'appartenance militante de certains animateurs à la F.A. ou au syndicat Santé-Social-Éducation de la C.N.T. Sans être un lieu anarchiste à Bordeaux, l'école partage une proximité politique avec les milieux libertaires notamment le rapport au savoir et au système éducatif. Son fonctionnement est établi sur l'autogestion et donc l'autonomie financière. Les frais de scolarité restent modulables selon les revenus des familles pour éviter le plus possible la sélection d'entrée par l'argent. L'équipe pédagogique est organisée de manière associative, ce qui signifie que tous les membres de l'équipe sont également associés, et ce au même titre. Les associés ont le même pouvoir et les décisions nécessaires au fonctionnement de la structure sont prises lors de réunions hebdomadaires. Au-delà des différents cycles d'apprentissage, les élèves sont remis au centre du projet pédagogique et sont davantage impliqués dans la participation à la vie de l'établissement. Les rapports traditionnels de fonction à fonction, c'est-à-dire d'élève à professeur, sont abolis. Des réunions communes entre enseignants et élèves sont organisées pour développer le projet éducatif et améliorer l'organisation de l'école⁵⁷⁸. Cette structure d'éducation alternative est la manifestation des idées libertaires. Elle met en garde contre la catégorisation politique : la pensée libertaire ne se réalise pas avec des A cerclés et des drapeaux noirs mais par l'expérimentation politique et sociale.

L'école Jacques Prévert est toujours en activité aujourd'hui et continue de promouvoir une autre façon d'enseigner et un autre modèle d'organisation dans le domaine éducatif. Une structure d'éducation alternative a été ouverte par les libertaires bordelais à la mi-temps des années 1960 et rappelle la part importante de l'éducation dans le projet politique libertaire : l'école rationaliste Francisco Ferrer. À la différence de l'école Jacques Prévert, elle s'inscrit dans le traditionnel rapport libertaire à la diffusion du savoir avec la figure du pédagogue.

⁵⁷⁷ *Ibid.*

⁵⁷⁸ <http://prevert.canalblog.com/> [Consulté le 4 mai 2021].

B/ De l'école rationaliste Francisco Ferrer au C.E.L.

L'école Francisco Ferrer est une école animée par le groupe Sébastien Faure de Bordeaux au 7 rue du Muguet. Créée en février 1964, elle a pour objectif d'organiser des cours gratuits pour enfants et pour adultes suivant la méthode du pédagogue libertaire Francisco Ferrer⁵⁷⁹. Cette école ouverte est dite rationaliste car elle s'inspire de l'École moderne, fondée à Barcelone par Francisco Ferrer en 1901. Elle porte un projet éducatif rationaliste, c'est-à-dire qui pose la raison discursive comme la seule source possible de toute connaissance du monde. Autrement-dit, la réalité ne serait connaissable qu'en vertu d'une explication par les causes qui la déterminent et non par la révélation divine. Cette structure promeut aussi, dans le sillon libertaire, la mixité, l'égalité sociale, la transmission d'un enseignement rationnel, l'autonomie et l'entraide. La proximité intellectuelle avec Francisco Ferrer, libre-penseur et libertaire espagnol, n'est pas anodine. Cette figure rappelle les liens étroits entre les anarchistes bordelais et la Libre-Pensée mais aussi l'histoire partagée entre libertaires girondins et libertaires espagnols. Les libertaires bordelais s'inscrivent dans une tradition éducationniste-réalisatrice, un des trois idéaux-types théorisés par Gaetano Manfredonia. En effet, Ludovic Bonleux montre qu'il existe une continuité d'éducation populaire dans les cercles libertaires depuis *l'école du militant* du Club des réfractaires dans les années 1920 jusqu'aux années 1970 avec comme personnage central Aristide Lapeyre⁵⁸⁰.

D'après Joachim Salamero, c'était une école en concurrence avec l'école laïque officielle. En début d'année scolaire, au mois de septembre, les militants du groupe Sébastien Faure se réunissaient et préparaient un programme pour l'école rationaliste à raison d'une soirée par semaine, les jeudis, d'abord à l'Athénée municipal puis rue du Muguet. Le programme était conçu pour toute l'année et portait principalement sur l'histoire politique et sociale. Plusieurs thèmes étaient abordés : l'histoire du mouvement ouvrier, l'anarchisme, le marxisme, la révolution russe, la Commune de Paris. La révolution espagnole de 1936-1939 a fait l'objet de six séances avec des pour et des contre, en raison de la présence de partisans des différents courants qui avaient existé au cours de la révolution espagnole. L'école était animée par les militants eux-mêmes comme Aristide et Paul Lapeyre, Jean Barrué, des

⁵⁷⁹ Sans titre. Archives SF. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵⁸⁰ BONLEUX. Ludovic, *Le mouvement libertaire à Bordeaux, 1914-1968*, mémoire de maîtrise sous la direction de Bernard LACHAISE, Bordeaux III, 1998, p. 94.

Espagnols responsables de la C.N.T. en exil à Bordeaux. Les cours du soir étaient accompagnés de lecture et l'école possédait sa propre bibliothèque. En qualité de conférencier national de la Libre-Pensée, Aristide Lapeyre avait monté également un cours pour apprendre à devenir orateur : organiser sa pensée de manière logique et la restituer clairement dans le but de convaincre⁵⁸¹. Le contenu de l'enseignement dispensé par l'école Francisco Ferrer ne déroge pas à la vieille pédagogie anarchiste. Elle se limite à transmettre une culture politique et historique seulement dans le cadre révolutionnaire ce qui peut conduire à un enfermement intellectuel, à une forme de dogmatisme, à une mythification culturelle.

Joachim Salamero situe la fin des cours donnés par l'école en 1975 tout comme Bernard Lareynie⁵⁸². Mais la fin des cours ne signifie pas la fin de la structure, structure qui a d'ailleurs changé de nom. En 2003, les militants indiquent que l'école rationaliste change de nom vers 1969-1970 car des brochures portent désormais le nom du Cercle d'Études Libertaires⁵⁸³. La recherche dans les différents numéros du *Monde Libertaire* confirme cette information car un changement apparaît dans les informations de la deuxième de couverture. Entre le n°159 de mars 1970 et le n°160 d'avril 1970, l'école Francisco Ferrer n'est plus mentionnée mais une nouvelle structure fait son apparition : le C.E.L.⁵⁸⁴. Il s'agit donc probablement de la même structure mais le nom comme l'équipe d'animation a pu changer. Notons que le C.E.L. édite déjà en son nom des conférences de Jean Barrué en 1969 donc le changement dans *Le Monde Libertaire* se produit en décalage et non en instantané (envoi d'un communiqué puis changement de l'information dans le mensuel).

En 1978, le C.E.L. est réouvert à l'Athénée Libertaire selon le papier du groupe Sébastien Faure, *La Révolte*⁵⁸⁵. En 1981, le nom de l'école rationaliste réapparaît dans la deuxième de couverture des numéros 389, 390 et 391 du *Monde Libertaire*. Il se peut alors que, selon les militants, ces deux noms cohabitent ou que la prise en charge par le G.A.B. change à nouveau le nom. D'après la lecture du travail de Benoist Simmat, le C.E.L. et l'école rationaliste sont bel et bien la même structure. Au départ animé par le groupe Sébastien Faure, l'école ou le centre est placé sous l'égide du G.A.B. et de Jean Barrué, principal

⁵⁸¹ Joachim Salamero. Entretien du 7 décembre 2020.

⁵⁸² LAREYNIÉ. Bernard, *Documents pour servir à l'histoire du Groupe Anarchiste de Bordeaux [GAB] [1980-1985]*, Th245, C.I.R.A. Marseille, p. 60.

⁵⁸³ *40 ans de l'Athénée Libertaire, 17 mai 2003*, Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

⁵⁸⁴ *Le Monde Libertaire*, n°159 (mars 1970) et n°160 (avril 1970).

⁵⁸⁵ *La Révolte*, n°9, 1978.

animateur. Lors de la dissolution du G.A.B. en 1986, le C.E.L. prend son indépendance, son autonomie⁵⁸⁶. L'article « Bordeaux Blues » indique en 1989 que l'école rationaliste à laquelle participa Jean Barrué vient de disparaître⁵⁸⁷. L'école rationaliste ou le C.E.L. ne disparaît pas longtemps puisque Gilles Durou s'investit dans la section bordelaise de l'O.C.L. vers 1990 et reprend également la structure du C.E.L. pour s'installer au 36 rue Sanche de Pomiers jusqu'en décembre 2000 (dernière trace trouvée du centre). Une confusion peut exister dans l'analyse des sources entre le Comité Espagne Libre, qui possède une antenne active à bordeaux dans les années 1970, et le Cercle d'Études Libertaires qui ont tous deux les mêmes acronymes C.E.L.

Les activités du nouveau C.E.L. ne se limitent pas à l'enseignement sur le principe de la pédagogie. Il s'implique dans différents réseaux de luttes comme le R.A.I.L., la préservation de la vallée d'Aspe, le nucléaire, les sans-papiers et dans les actions des différents groupes comme l'O.C.L. Deux militants de l'O.C.L. et un militant du C.E.L. sont arrêtés dans la nuit du 21 février 1991 pour collages d'affiches contre la guerre. Ils sont relâchés dans la nuit mais des suites pénales sont envisagées pour « propos subversifs en temps de guerre » en rapport avec l'engagement de la France dans la guerre du Golfe⁵⁸⁸. Cette même année, toutes les salles municipales de Bordeaux sont interdites aux manifestations contre la guerre. Le C.E.L. a demandé une salle sans préciser le motif. Il s'agissait d'un meeting de soutien à Jean-Philippe Casabonne, emprisonné injustement en Espagne. La salle leur a été refusé au simple énoncé du groupement C.E.L. Ce meeting a lieu finalement à la vieille bourse du travail le 13 mars 1991⁵⁸⁹. Sur le plan culturel, le centre propose un planning régulier, tous les trimestres, dont le contenu n'est pas spécifiquement libertaire : les thèmes sont multiples, les supports variés (débat, projections, lectures), l'éclectisme et l'ouverture culturelle sont privilégiés. Benoist Simmat, chercheur contemporain au centre, présente les quatre fonctions essentielles du nouveau C.E.L. :

- Fonction de rencontre et de débat (fonction originelle)
- Fonction de diffusion de l'information

⁵⁸⁶ SIMMAT. Benoist, *L'anarchisme à Bordeaux*, mémoire de science politique sous la direction de Jean PETAUX, Bordeaux, IEP, 1995, p. 131.

⁵⁸⁷ « Bordeaux Blues », *Le Lien*, n°263, septembre 1989, p. 83.

⁵⁸⁸ *Nouvelles du Front*, n°1, 25 février 1991.

⁵⁸⁹ *Ibid.*

- Fonction d'éducation à l'écoute
- Maintenir en vigueur toutes les luttes sociales (sous-jacentes de l'antimilitarisme).

Le C.E.L. n'appelle pas aux manifestations car il considère que ce n'est pas son rôle même contre le Front National, sauf à l'occasion de la mort d'Ibrahim Ali. Il estime qu'il faut plutôt comprendre et lutter contre l'essor du F.N. par l'étude⁵⁹⁰. Le centre souhaite donner une autre source d'informations au public pour échapper au monopole de l'information grâce à des liens avec des médias étrangers ou aux témoignages de certains journalistes. En mai 1995, une conférence-débat est organisée sur le Rwanda avec la participation de la fameuse journaliste belge Collette Braeckman, auteure de *Rwanda, histoire d'un génocide* (1994)⁵⁹¹.

La structure école Francisco Ferrer – C.E.L. témoigne à elle seule le changement des pratiques et conceptions militantes entre les années 1960 et 1990. Elle rappelle une nouvelle fois la mutation d'une vision intellectuelle à une vision pratique, inscrite dans le mouvement social, dans la lutte en faveur des « sans ». Malgré ce changement, elle reste fidèle à l'importance que les anarchistes accordent au savoir et à l'éducation.

Les deux expériences autogérées aux pratiques libertaires rendent compte du rapport étroit entre l'anarchisme et l'éducation populaire. Cette culture éducationniste-réalisatrice a traversé l'ensemble du XX^e siècle et a succédé aux différentes générations de militants. Ceci signifie qu'il s'agit là d'un point fondamental de la pensée anarchiste : la théorie critique n'a aucun intérêt si elle reste confidentielle et c'est aux acteurs politiques de la diffuser. Le but principal de l'éducation populaire est d'apporter les matériaux propices à développer la capacité de réflexion de l'individu pour qu'il se libère de toutes formes de pouvoirs. C'est pourquoi l'éducation menée par les libertaires se situe en dehors de l'institution et constitue son propre réseau. L'éducation populaire est donc un levier nécessaire pour la réalisation des projets libertaires. En parallèle de cette dimension pédagogique, la question du savoir se porte aussi sur les archives du passé libertaire bordelais. Elles cristallisent de nombreux enjeux qui mêlent militantisme passé, présent et futur.

⁵⁹⁰ SIMMAT. Benoist, *op. cit.*, p. 131.

⁵⁹¹ *Ibid*, p. 130.

II – Les archives libertaires bordelaises : quels enjeux et quels liens ?

Les fonds et les archives des milieux libertaires constituent une partie non négligeable des sources de notre étude. La critique de ces sources a mis en évidence que les archives représentaient un enjeu pour certains militants anarchistes. Benoist Simmat précisait au milieu des années 1990 que les archives des milieux libertaires bordelais étaient réparties entre le C.E.L., la rue du Muguet et des fonds chez des particuliers comme le C.I.R.A.S.⁵⁹². Il convient vingt ans après ce premier constat d'apporter un renouvellement des données sur ce point. L'étude de l'histoire des archives libertaires bordelaises en tant qu'objet historique renseigne sur la dimension spatiale des organisations et sur les liens en rapport avec cet objet. Les déménagements et les scissions sont des moments d'instabilité pour les groupes et les organisations qui aboutissent la plupart du temps à des pertes, des éparpillements voire des vols. Par ailleurs, la question de la propriété, question centrale dans l'anarchisme, est également au cœur de cette analyse avec les cas particuliers de l'héritage du fonds Lapeyre et du fonds Barrué. Au-delà de cet aspect de la propriété, il s'agit de mettre en avant la volonté des milieux libertaires bordelais de valoriser personnellement ou collectivement les fonds privés de militants.

A/ Les déménagements et les scissions : des pertes collatérales

L'étude des lieux en rapport avec l'anarchisme à Bordeaux a révélé de nombreuses adresses pour une même organisation au cours de notre période d'étude. Ce constat constitue la base de la réflexion sur la question des archives des milieux libertaires bordelais et apporte un éclairage sur les lacunes pour les sources de ce travail.

Si les groupes de la Fédération Anarchiste de Bordeaux ont tenu leurs permanences au 7 rue du Muguet depuis 1963 sans exception jusqu'au début des années 2000, la situation pour la C.N.T. a été sensiblement différente. De nombreux déménagements, volontaires ou contraints, ont multiplié les adresses et les locaux. En ce qui concerne la C.N.T. espagnole en exil, elle a toujours eu sa résidence à la vieille bourse du travail aux côtés de la C.G.T.-F.O. 34/42 rue Lalande jusqu'à sa disparition par son auto-dissolution dans les années 1980. Pour

⁵⁹² *Ibid*, p. 115.

la C.N.T. française, elle eut également à partir de 1977 sa permanence avec F.O. à la vieille bourse du travail jusqu'en 1983, date à partir de laquelle la C.N.T. française est expulsée sous l'impulsion de Joachim Salamero⁵⁹³. Finalement, elle est réintégrée provisoirement au numéro 34 de la rue Lalande puis est relogée par la mairie au prétexte de travaux au cours des années suivantes au 27 rue Louis de Foix⁵⁹⁴. La scission de la C.N.T. française en 1993 aboutit à la création de deux C.N.T. : la C.N.T. A.I.T. et la C.N.T. Vignoles. Ces changements internes conduisent à des changements de locaux. La première tient un local au 239 rue d'Ornano qu'elle inaugure le 13 décembre 1997⁵⁹⁵. Elle l'occupe jusqu'en 2002, date à laquelle elle reçoit des propositions de relogement par la mairie car son local devait être rasé⁵⁹⁶. Elle se situe de nos jours au numéro 8 place Louis Barthou à la barrière Saint-Genès. La seconde a été hébergée à partir de 2001 à l'Athénée Libertaire après sa création à Bordeaux vers 2000⁵⁹⁷. Elle s'est ensuite installée jusqu'à aujourd'hui au local de l'ancien C.E.L. 36 rue Sanche de Pomiers.

En janvier 2002, les différents syndicats et groupes politiques de Bordeaux apprennent par voie de presse que la vieille bourse du travail rue Lalande a été vendue il y a un mois. La vente a été décidée depuis un an et demi par une délibération du conseil municipal sans en avertir quiconque. Des jeunes militants de la C.N.T. A.I.T. de Bordeaux ont décidé d'occuper cette ancienne faculté de médecine pour s'opposer. Elle avait été octroyée en 1897 aux syndicats ouvriers puis utilisée depuis la Libération jusqu'à 2001-2002 par le syndicat C.G.T. F.O. Dans un contexte de pénurie de locaux associatifs et culturels, la vente de ce lieu historique du mouvement ouvrier aquitain est vécue comme une trahison de la municipalité qui repousse chaque demande de nouveaux locaux. Le projet des nouveaux propriétaires, la S.C.I. Or Akiva, est de réaliser une école privée et un centre culturel juif⁵⁹⁸. Un collectif est né au sein de l'occupation pour la création d'un centre syndical et culturel populaire. Il souhaite

⁵⁹³ Michel Caravera, *Athénée Libertaire*, 1^{er} mai 2013. Entretien réalisé par Thomas Aimar, images Jean-Pierre Ramine.

⁵⁹⁴ Compte-rendu de l'AG à la vieille bourse du travail du 26 janvier 2002. Autres Collectifs. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵⁹⁵ Courrier sans date. Courrier 97. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵⁹⁶ Compte-rendu de l'AG à la vieille bourse du travail du 26 janvier 2002. Autres Collectifs. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵⁹⁷ Compte-rendu de la réunion du 20 décembre 2000. Fonctionnement Fédéral. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁵⁹⁸ « Occupation de l'ancienne bourse du travail de Bordeaux », *Le Monde Libertaire* du 17 janvier 2002, n°1264, p. 3. Voir aussi « La vieille bourse du travail : donnée, vendue = volée », *Le Monde Libertaire* du 7 février 2002, n°1267, p. 8.

casser la vente pour que le lieu reste public, laïc, ouvert à tous et permettre la réhabilitation officielle de la bourse du travail. La mobilisation s'organise avec différentes organisations : Sud Solidaires, AC !, la F.A., la C.N.T. A.I.T. de Bordeaux et de Pau⁵⁹⁹. L'occupation prend fin en raison de son illégalité, la vente étant effective. Une évacuation par la police et une remise officielle des clés entre la municipalité et les nouveaux propriétaires enterrent définitivement toute issue favorable pour les occupants⁶⁰⁰. La vente de la vieille bourse du travail marque un tournant dans l'histoire politique et syndicale de Bordeaux. Pour les libertaires, c'était le lieu où la C.N.T. espagnole avait trouvé refuge, où la jeunesse libertaire pouvait se réunir, où l'anarcho-syndicalisme s'était développé au sein de la C.G.T. F.O. En somme, un pôle historique disparaît définitivement après avoir progressivement décliné.

Les déménagements successifs génèrent inmanquablement des pertes de données, d'archives qui sont égarées, confiées à des particuliers, disséminées entre plusieurs endroits, puis oubliées. Au regard donc de ces nombreuses adresses, on peut établir une corrélation entre les lacunes et les multiples locaux. Pour l'étude de la C.N.T. à Bordeaux, très peu de sources écrites directes ont été trouvées à l'inverse de l'Athénée Libertaire et des groupes qui ont occupé ces murs. Ces lacunes et difficultés d'accès pour le chercheur s'expliquent donc en partie par l'instabilité du lieu et les pertes associées.

Dans le cas du C.E.L., l'éparpillement des archives est lié de la même manière à son instabilité spatiale. Au départ, le cercle possédait ses locaux rue du Muguet puis rue Permentade. Il quitte les locaux de l'Athénée Libertaire à la suite de la scission entre le G.A.B. et le groupe Sébastien Faure en 1980 pour aller s'installer au début des années 1990 au 36 rue Sanche de Pomiers⁶⁰¹. Selon Benoist Simmat au moment de ses recherches, le cercle possède un fonds d'archives très diversifié : supports écrits et audiovisuels, tracts, affiches, autocollants, revues, journaux, vidéos, ouvrages. En tout, 10 000 pièces sont réunies mais en constant rangement donc inaccessibles au public⁶⁰². Si l'auteur a pu y avoir accès, la fermeture

⁵⁹⁹ Compte rendu de l'AG à la vieille bourse du 26 janvier 2002. Autre Collectif. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁶⁰⁰ Michel Caravera, *Athénée Libertaire, 1^{er} mai 2013*. Entretien réalisé par Thomas Aimar, images Jean-Pierre Ramine.

⁶⁰¹ SIMMAT. Benoist, *L'anarchisme à Bordeaux*, mémoire de science politique sous la direction de Jean PETAUX, Bordeaux, IEP, 1995, p. 129.

⁶⁰² *Ibid*, p. 129.

du C.E.L. au début des années 2000 a conduit à l'éparpillement de ses archives dans des endroits inconnus à ce jour.

Les scissions diverses sont sources également de tensions autour de la question des archives. En 1986, la F.A. bordelaise rédige une lettre demandant à Gilles Durou et au G.A.B. de rendre les archives qu'ils avaient décidé de prendre bien que le G.A.B. possède son adresse au 7 rue du Muguet. Les archives sont rendues à l'Athénée Libertaire le 28 juin 1986⁶⁰³. Pourtant, l'article « Bordeaux Blues » indique en 1989 qu'un ancien camarade qui avait monté le groupe autonome G.A.B. est parti avec une grosse partie des collections de journaux de l'époque (Père Peinard, l'En-dehors...)⁶⁰⁴. S'agit-il de Gilles Durou ? D'après le témoignage de Rémi Philton, Gilles Durou serait venu avec des voitures prendre des mètres-cubes d'archives à l'Athénée Libertaire pour les soustraire à de mauvaises conditions de conservation. La toiture n'était pas encore terminée et un dégât des eaux avait mis en péril les archives⁶⁰⁵. Même si certaines archives auraient été rendues, ce retrait en catimini a engendré des tensions tenaces : lors de la soirée des rencontres libertaires bordelaises de 1991 ou de 1993, un vieil Espagnol du nom de Pépito Duran traite Gilles Durou de voleur et veut en découdre avec lui⁶⁰⁶. La possession voire la confiscation des archives libertaires pèse donc dans les relations internes des milieux bordelais. En 1999, le Cercle de l'Athénée Libertaire (C.A.L.) tente de renouer un contact avec Jean-Jacques Réal et Gilles Durou pour récupérer des livres mais sans succès apparent⁶⁰⁷. L'étude des fonds libertaires révèle que les changements politiques internes aux milieux libertaires bordelais affectent l'intégrité des archives. Un tel lien semble ténu mais bien réel au regard de la proportion importante d'éléments trouvés dans les sources sur la question des archives.

L'instabilité spatiale, les scissions et la disparition de collectifs montrent la difficulté pour les chercheurs comme pour les militants d'exploiter les archives des milieux libertaires bordelais. L'étude des fonds met au jour des enjeux plus ou moins importants selon leur préciosité. Ceux des frères Lapeyre et de Jean Barrué cristallisent autour d'eux à la fois les

⁶⁰³ Circulaire n°4 : compte-rendu de l'AG du 17 juin 1986. Archives Durruti 86. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁶⁰⁴ *Le Lien*, n°263, septembre 1989, p. 83. Durruti A. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁶⁰⁵ Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

⁶⁰⁶ *Ibid.*

⁶⁰⁷ Compte rendu de la réunion du C.A.L. du 12 avril 1999. Le Croche-Pattes. Fonds de l'Athénée Libertaire.

tensions et les intérêts des militants. L'étude de ces deux cas particuliers interrogent sur l'enjeu mémoriel des fonds de ces militants d'envergure.

B/ Les fonds Lapeyre et Barrué : étude de deux cas particuliers

1) Le fonds Lapeyre : de Bègles à Madrid

Le fonds Lapeyre est constitué d'archives personnelles des frères Lapeyre et plus particulièrement d'Aristide. Un premier fonds provient de la bibliothèque d'Aristide peu après son décès et est entreposé à l'Athénée Libertaire. Il s'agit d'un fond riche, ancien, hétérogène et précieux⁶⁰⁸. Des travaux urgents au local de la rue du Muguet ont contraint de confier temporairement ce fonds au C.I.R.A.S. de Bègles de Jean-Jacques Réal. Ce centre était destiné également à recevoir la majeure partie du fonds d'Aristide Lapeyre qui se trouvait encore dans des archives parisiennes⁶⁰⁹, peut-être celles de la F.A. Après les travaux effectués, Jean-Jacques Réal n'a pas voulu rendre le fonds Lapeyre que l'Athénée Libertaire lui avait confié⁶¹⁰. Malgré plusieurs demandes, le fonds était gardé au C.I.R.A.S., c'est-à-dire au domicile de Jean-Jacques Réal. Dans les recherches de Benoist Simmat, un état des lieux des fonds du C.I.R.A.S. en 1995 fait mention d'une partie du fonds d'Aristide Lapeyre, qui serait constitué d'un millier d'ouvrages ainsi que des journaux et des manuscrits divers⁶¹¹. La question se pose, s'agit-il du fonds de l'Athénée Libertaire ou bien du résultat d'une collecte personnelle provenant d'autres fonds ? La fermeture du C.I.R.A.S. à la mort en 2004 de Jean-Jacques Réal vient clore tout débat entre militants puisque conformément aux vœux de son fondateur, l'ensemble des fonds du C.I.R.A.S. est transféré à la fondation Anselmo Lorenzo de Madrid qui appartient à la C.N.T. d'Espagne⁶¹². Ainsi, ni les fonds généraux sur les milieux libertaires bordelais, ni la partie du fonds d'Aristide Lapeyre ne sont redistribués dans les fonds des différents groupes et organisations de Bordeaux. Ce choix personnel s'explique en partie par des tensions avec d'autres militants libertaires et un attrait prononcé de Jean-Jacques Réal pour l'Espagne anarchiste.

⁶⁰⁸ *40 ans de l'Athénée Libertaire, 17 mai 2003*. Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

⁶⁰⁹ SIMMAT. Benoist, *L'anarchisme à Bordeaux*, mémoire de science politique sous la direction de Jean PETAUX, Bordeaux, IEP, 1995, p. 123.

⁶¹⁰ *40 ans de l'Athénée Libertaire, 17 mai 2003*. Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

⁶¹¹ SIMMAT. Benoist, *op. cit.*, p. 122.

⁶¹² Cgécaf, notice 0106q2.

Pour autant, l'Athénée Libertaire a conservé des éléments dans ses archives de la vie d'Aristide Lapeyre et le décès de son frère Paul Lapeyre en 1991 vint enrichir le fonds Lapeyre. Des ouvrages anciens et d'une grande rareté dans le domaine de l'édition libertaire ont été entreposés au 7 rue du Muguet. Des militants mettent en évidence la disparition de certains éléments, plus particulièrement des livres inestimables qui ont été retrouvés sur les étals des marchés et foires aux livres à Bordeaux⁶¹³.

Joachim Salamero indique qu'après le décès d'Aristide Lapeyre, sa compagne Odette s'était occupée de ses archives sans communiquer leur destination à ses amis militants les plus proches. Il pense que ce serait à l'époque un des grands amis d'Aristide Lapeyre, Pedro Buron, qui en aurait temporairement hérité. Ainsi, tous les plans de ses nombreuses conférences ainsi que sa collection de livres n'ont pas pu bénéficier d'une valorisation au sein du mouvement libertaire bordelais⁶¹⁴. Il explique aussi que l'Association des Amis d'Aristide Lapeyre s'est servie du fonds de Marc Prévôtel et non du fonds d'Aristide Lapeyre pour éditer les *Cahiers de l'Association des Amis d'Aristide Lapeyre*⁶¹⁵. Les pérégrinations du fonds d'Aristide Lapeyre sont encore floues mais ces archives sont le témoin des nombreux échanges et liens qui s'agrègent ou se rompent autour de cet objet culturel, politique, historique et mémoriel.

Plus qu'un simple fonds privé d'archives, le fonds Lapeyre représente un pan entier de l'histoire et de la mémoire de l'anarchisme français et bordelais mais aussi d'autres courants comme celui de la Libre-Pensée. La contribution politique et intellectuelle des frères Lapeyre dans les milieux libertaires suffit à cerner les enjeux autour de la possession de leur héritage. Le cas des archives de Jean Barrué reprend quelques éléments semblables mais éclaire un nouvel angle de la gestion des archives chez les libertaires bordelais.

⁶¹³ 40 ans de l'Athénée Libertaire, 17 mai 2003. Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

⁶¹⁴ Joachim Salamero. Entretien du 7 décembre 2020.

⁶¹⁵ *Ibid.*

2) Jean Barraué : « comme un vol de charognard »

Un texte intitulé « Comme un vol de charognards... », dont la date de parution est estimée vers 1991, revient sur la gestion des archives de Jean Barraué après son décès en 1989. Il est écrit par le C.E.L. et les Amis de Jean, une association fondée sur le même principe que l'association des Amis d'Aristide Lapeyre. Comme le titre le suggère, il est question du « vol » des archives de Jean Barraué par Gérard Escoubet quelques jours seulement après la mort du militant. Gérard Escoubet a payé 4000 francs une douzaine de cartons de livres, de brochures et de correspondances à la fille de Jean Barraué. Puis, il l'a versée à la commission Histoire de la F.A. pour sauvegarde. Cette transaction financière en catimini a été perçue comme une trahison par d'autres libertaires et comme une marque d'irrespect en raison du peu de temps entre la mort du militant et « le vol ». Il est précisé que plus d'une quinzaine de cartons d'archives a été récupérée par le C.E.L. et les Amis de Jean gratuitement mais après le passage de Gérard Escoubet. En 1991, soit deux ans après, les procédures tentées pour récupérer la partie du fonds envoyée à la F.A. à Paris n'ont pas abouti⁶¹⁶. Le paradoxe autour de la possession des archives libertaires semble davantage lié à la charge affective et mémorielle du fonds ainsi qu'au caractère précieux (apport scientifique, édition rare) qu'au désir de vouloir réaliser du profit ou d'en accaparer l'usage. Il est également possible qu'en raison de lieux délétères à la conservation, certains préfèrent garder les fonds chez eux ou les déplacer dans des endroits favorables.

Les recherches dans les fonds de l'Athénée Libertaire ont mis au jour des contrats de garde de livres, non datés et informels mais couchés sur papier. Des engagements signés entre Christian Mériot et Paul Lapeyre (alors président de la S.C.E.G.I.) signifient que des livres de la S.C.E.G.I. sont entreposés chez Christian Mériot. Il peut s'agir de la mise en sécurité par rapport au vol d'archives mais il est plus probable d'une protection des livres en rapport avec les travaux du local⁶¹⁷.

L'épisode de cette course aux archives du fonds Barraué rend compte d'une division militante sur ce point-là voire d'une absence de concertation. Plusieurs conceptions de gestion et de sauvegarde semblent s'opposer. L'impossibilité pour les militants de récupérer les

⁶¹⁶ « Comme un vol de charognard... » (s.d.). Archives SCEGI. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁶¹⁷ Sans titre. Archives SCEGI. Fonds de l'Athénée Libertaire.

archives à la F.A. de Paris fait écho au silence que nous avons rencontré dans l'élaboration du corpus de sources de ce travail.

Tant par la préciosité et la diversité que par la charge mémorielle du fonds, l'héritage Lapeyre a suscité un grand intérêt sans commune mesure avec celui d'autres militants. Il a fait l'objet d'un large éparpillement qui reflète les parcours et la vie d'Aristide et Paul Lapeyre. L'événement concernant le fonds Barrué rappelle certaines divisions des anarchistes bordelais, davantage humaines que politiques, qui n'ont pas su s'entendre sur un sujet en apparence neutre : les archives. L'étude de l'histoire de ce fonds soulève de nouveaux questionnements à propos de la valorisation, des liens sous-jacents et des enjeux qui en découlent.

C/ Les lieux de valorisation des fonds : projets, réalisations et liens

L'instabilité du lieu pour une organisation empêche donc toute tentative de classement et de valorisation de leurs fonds. La gestion des archives – quand elles existent – apparaît souvent comme une contrainte pour les organisations ce qui entraîne la plupart du temps une négligence et une mauvaise conservation. À l'initiative personnelle d'un militant averti, un classement et un inventaire sont parfois réalisés. Mais, d'après notre constat personnel, la plus grande proportion des archives des milieux libertaires se trouve au domicile des militants ou de leur entourage.

Les recherches menées dans les archives publiques n'ont pas permis de trouver des fonds versés par des militants libertaires bordelais, pour notre période d'étude du moins. Cet aspect du militantisme libertaire se justifie par un rejet de l'État, de ses institutions, de ses établissements et donc les centres d'archives publics. Un paradoxe existe donc entre la volonté de valoriser les archives libertaires et l'impossibilité de pouvoir pleinement la réaliser au nom du dogme anarchiste antiétatique. Pour répondre à cette contradiction, des structures privées autogérées relatives à la conservation et à la valorisation se sont constituées. Pour nuancer l'effet du dogme, d'autres mouvements politiques ont recours à ce genre de pratique comme l'Institut C.G.T. d'histoire sociale (fondé en 1982) ou la Fondation Jean Jaurès (fondée en 1992) pour le parti socialiste. On peut donc supposer qu'il s'agit davantage de garder au

sein du milieu politique les archives émanant de celui-ci, d'avoir le contrôle des sources, de maîtriser la façon dont s'écrit l'histoire des anarchistes. Il semble qu'il s'agit là du véritable enjeu des archives libertaires en général comme le résume cette phrase du C.I.R.A. de Limoges qui éclaire sur la pensée libertaire à ce sujet : « Si les anarchistes ne disent pas leur histoire, d'autres le feront à leur place... trompeusement ! »⁶¹⁸. Dans notre cas, les Centres Internationaux de Recherches sur l'Anarchisme de Lausanne (fondé en 1957), Marseille (fondé en 1965) et Limoges (fondé en 2008) sont les exemples les plus importants mais à l'échelle de Bordeaux, le C.E.L. et le C.I.R.A.S. remplissaient ce rôle.

La collection du C.I.R.A.S. ne se limitait pas à une partie du fonds Lapeyre. Benoist Simmat indique en 1995 que le C.I.R.A.S. possédait environ 15 000 pièces accumulées depuis son ouverture officielle en 1983-1984. Il précise qu'environ 11 000 pièces ont été accumulées par son fondateur Jean-Jacques Réal. Le centre accueillait également une partie des archives de la C.N.T. espagnoles bordelaises ainsi qu'une partie de la bibliothèque du groupe Sébastien Faure (environ 2000 pièces), le reste de cette bibliothèque étant dispersé entre le C.E.L. de l'O.C.L. et la faculté d'ethnographie⁶¹⁹. Ce centre était destiné à la conservation de la mémoire des anarchistes de Bordeaux et avait réuni cette collection dans le but de centraliser ces archives dans un lieu pérenne. Mais la méthode de collecte a pu apparaître douteuse puisque Jean-Jacques Réal aurait détourné des fonds de leurs locaux d'origine au bénéfice de son centre : des valises de livres seraient sorties de l'Athénée Libertaire sans accord préalable⁶²⁰.

À Bordeaux, l'association des Amis d'Aristide Lapeyre créée en 1985 s'est donnée pour mission de rassembler les écrits du militant ainsi que sa collection personnelle sur l'anarchisme. Elle édite six numéros sur la vie d'Aristide Lapeyre : *Les Cahiers des Amis d'Aristide Lapeyre* (cf. sources). L'association connaît des difficultés en raison de la réticence de certains militants à communiquer leurs archives et leurs informations⁶²¹. L'association disparaît et laisse le fonds accumulé aux soins du C.I.R.A. de Marseille⁶²². Le conseil d'administration de l'association était principalement composé, d'après leurs six bulletins, de

⁶¹⁸ Infos pratiques CIRA Limousin.

https://ciralimousin.ficedl.info/IMG/pdf/depliant_acces_cira_limousin_modif_jln_3-2.pdf
[Consulté le 22 février 2021].

⁶¹⁹ SIMMAT. Benoist, *op. cit.*, p. 122.

⁶²⁰ Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

⁶²¹ *40 ans de l'Athénée Libertaire, 17 mai 2003*. Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

⁶²² Catalogue en ligne. C.I.R.A. Marseille.

René Bianco, Gérard Escoubet, Yves Peyraut, Marc Prévotel, Jo Salamero, Jean-René Saulière/André Arru, Jean-Jacques Réal⁶²³. Ce conseil d'administration montre les liens privilégiés entre Bordeaux et Marseille à propos de la valorisation des archives et de la vie d'Aristide Lapeyre. René Bianco a été l'un des fondateurs du C.I.R.A. de Marseille et un militant actif des Bouches-du-Rhône à l'instar de Jean-René Saulière, qui a milité également aux côtés des frères Lapeyre. Ces attaches avec Marseille au temps d'Aristide Lapeyre perdurent après lui dans le militantisme courant mais également autour de sa vie. Certains militants prévoyants ont déjà prévu de léguer leur fonds à des établissements : Marc Prévotel décédé en 2010 avait prévu en 2003 de donner ses archives personnelles au C.I.R.A. de Marseille⁶²⁴. Par ailleurs, le C.I.R.A. Marseille réalise ponctuellement des inventaires auprès des groupes anarchistes. Un courrier adressé aux groupes de l'Athénée Libertaire demande des informations sur la presse anarchiste bordelaise et plus particulièrement sur *La Lettre d'Emma* et *La Lettre du R.A.I.L.* dans le cadre de l'inventaire « Presse et édition libertaire en France 1983-1994 »⁶²⁵.

Peut-on considérer cet ensemble de structures comme étant un réseau de valorisation des archives libertaires ? Si des liens existent, il semble que ces structures internationales et bordelaises agissent de manière autonome et en dehors de circuits organisés voire institutionnalisés. Dans ce cas, la notion de réseau ne peut caractériser ces circulations du savoir mais cette prudence sémantique ne doit pour autant pas occulter les relations créées pour ces circonstances.

Les recherches dans les fonds de l'Athénée Libertaire ont montré que les groupes F.A. des jeunes générations avaient une exigence à classer les archives de manière précise. Alors que le groupe Sébastien Faure n'avait pas adopté de classement rigoureux, les groupes Durruti et Emma Goldman classent leurs archives en suivant le même schéma que l'organisation de la F.A. à Paris : relations internationales, activités, contacts, relations intérieures, relations extérieures⁶²⁶. Il peut y avoir plusieurs explications : les groupes adoptent une rigueur personnelle pour leur propre fonds ou bien la F.A. de Paris encourage cet usage pour l'aligner

⁶²³ Influences/Liaison anarcho-syndicaliste/Les Cahiers d'Aristide Lapeyre (CAAL)/Sud-Ouest Alternatives. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁶²⁴ *40 ans de l'Athénée Libertaire, 17 mai 2003*. Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

⁶²⁵ Courrier du 29 novembre 1999. Autres Collectifs. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁶²⁶ Cf. sources.

sur son propre fonctionnement dans le but de faciliter les dépôts d'archives des groupes au siège parisien. Un courrier daté du 27 octobre 1989 donne un élément de réponse allant dans ce sens. Le groupe Emma Goldman s'adresse à Publico, c'est-à-dire le secrétariat histoire et édition à cette période, et joint un exemplaire de *La Lettre d'Emma* pour les archives⁶²⁷. Il y a donc des échanges réguliers entre les groupes et le siège dans le but de réaliser progressivement une base d'archives. En conséquence de ces informations, nous avons contacté plusieurs fois la F.A de Paris pour connaître l'étendue et le contenu de leurs archives à propos de la F.A. de Bordeaux en vain. Certaines archives seraient conservées dans les locaux parisiens mais également au Centre de Documentation Anarchiste qui se trouve au sein du Centre d'Histoire du Travail de Nantes.

Quelques projets de valorisation des fonds ont existé mais n'ont pas réellement été concrétisés. Une première intention consistait à créer une bibliothèque à la suite du décès d'Aristide Lapeyre en 1974 mais elle n'a jamais réellement été mise en place. Il y eut de même un projet similaire d'ouverture d'un centre de documentation avec les fonds de l'Athénée Libertaire qui proviennent en grande partie des frères Lapeyre mais il n'a pas abouti⁶²⁸. Une commission archives s'est constituée à la fin des années 1980 pour réaliser un tri, un inventaire, un classement et des règles de consultation. Il est proposé aussi de « se mettre en relation avec d'autres centres de documentation, d'archives comme le C.I.R.A. pour échanges éventuels » par l'intermédiaire du *Monde Libertaire*⁶²⁹. Un communiqué dans *Le Monde Libertaire* du 11 février 1988 fait mention du désir « d'ouvrir une salle de lecture où les chercheurs et les militants pourront consulter les nombreuses archives accumulées par des générations de libertaires »⁶³⁰. Une décennie plus tard, la question du traitement des archives reste d'actualité. En 1996, le groupe Emma Goldman souhaite organiser une valorisation des archives du local et propose une réunion des militants libertaires à ce sujet⁶³¹. En 1997, à la suite de ce courrier, tous les jeudis de la semaine une équipe s'occupe de mettre en valeur le fonds de l'Athénée Libertaire. Les militants ont la volonté de récupérer les archives

⁶²⁷ Courrier du 27 octobre 1989. Relations intérieures année 1989 EG. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁶²⁸ *40 ans de l'Athénée Libertaire, 17 mai 2003*. Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

⁶²⁹ Compte-rendu de la réunion du 24 septembre 1988 de la commission archives. Relations intérieures. Archives 1988. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁶³⁰ « Communiqué », *Le Monde Libertaire* du 11 février 1988, n°694, p. 2.

⁶³¹ Communiqué interne du 21 décembre 1996. Archives CLÉ N°1. Fonds de l'Athénée Libertaire.

disséminées dans d'autres lieux⁶³². Le tract « L'Athénée Libertaire » dont la date de parution est estimée au début des années 2000 indique « la possibilité de consulter (pour le moment) les ouvrages du Centre d'Archives Libertaires »⁶³³. Durant une vingtaine d'années, les initiatives des militants pour valoriser les archives du local montrent deux aspects contradictoires. D'abord, il y a une volonté et une détermination certaine pour faire du fonds d'archives un élément clé du local. Mais, il s'agit aussi d'un échec au regard des multiples tentatives qui n'ont pas abouti à une valorisation pérenne du fonds.

L'intérêt porté aux lieux de valorisation et aux liens qui gravitent autour met en lumière une volonté personnelle et collective de s'intéresser au passé et à la mémoire anarchiste. Sur ce point précis, l'activité des milieux libertaires bordelais ne constitue pas une avant-garde puisque la valorisation des archives libertaires est une dynamique qui est apparue à la fin des années 1950 et n'a pas cessé de se développer depuis. La possession et la gestion des fonds est un véritable enjeu pour le mouvement anarchiste en général dans la conservation de leur mémoire et l'écriture de leur histoire.

La comparaison entre l'instabilité des locaux de la C.N.T. et la volonté récurrente de valoriser les archives au local de la rue du Muguet prouve que la préoccupation pour les archives des milieux libertaires bordelais ne peut avoir lieu que dans le cadre d'un local pérenne dans le temps. La réactualisation des données sur les archives libertaires bordelaises, que le travail de Benoist Simmat avait amorcé, a été l'occasion d'aborder une autre facette des liens entretenus par les libertaires bordelais. Ces nouvelles données montrent que ces liens ne se limitent pas à la région bordelaise mais sont nationaux voire internationaux. Pour autant, il n'y a pas d'organisation suffisante de ces liens pour évoquer l'existence d'un réseau constitué.

Les anarchistes accordent une place toute particulière au savoir : hors du cadre institutionnel et hors du cadre de pensée dominant. C'est ainsi que l'on retrouve à Bordeaux à la fois des pratiques et des organisations qui promeuvent une autre façon de diffuser le savoir, hors des chemins classiques d'apprentissage. Diverses initiatives sont entreprises pour

⁶³² Compte-rendu de la réunion du C.A.L. du 15 décembre 1997. Circulaire 97. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁶³³ Tract « L'Athénée Libertaire » (s.d.). Sans nom (1). Fonds de l'Athénée Libertaire.

forger l'esprit critique avec une organisation portée par une intelligence collective. L'enjeu de l'éducation se retrouve aussi dans la gestion et la valorisation des archives libertaires. Le rapport au passé et au futur montre bien le poids de l'héritage des générations antérieures sur les générations actuelles : héritage symbolique mais aussi physique avec les différents fonds. Pour les anarchistes, le temps étant aussi une institution de domination, la maîtrise de l'histoire est fondamentale. De cet attrait pour la culture et le savoir, au sens large du terme, résulte un dynamisme paradoxal car important mais peu connu.

Chapitre 3. Le dynamisme culturel de l'anarchisme bordelais

Les anarchistes bordelais sont des acteurs politiques mais aussi des acteurs culturels puisqu'ils s'investissent dans la promotion d'une culture différente. Cette culture n'est pas limitée à l'anarchisme politique mais se veut éclectique et accessible au plus grand nombre. Thomas Ibañez explique que la culture libertaire n'est pas une condition nécessaire pour être libertaire. Il n'existe pas selon lui de liaison interne entre être libertaire et la culture libertaire, les deux phénomènes sont indépendants et le fait d'être libertaire ne garde qu'un rapport circonstanciel avec la culture libertaire. Pour imaginer son propos, il prend l'exemple de la relation entre le cancer et la cigarette : fumer n'est pas une condition suffisante et pas une condition nécessaire pour développer un cancer même s'il y a une relation⁶³⁴. Cette culture n'est pas figée, au contraire il ressort de nos recherches un dynamisme certain en raison de la diversité des supports utilisés et de la longévité de certaines pratiques. La culture libertaire bordelaise serait donc un facteur de l'élargissement des réseaux et le gage d'une certaine solidité des milieux anarchistes. Les différentes études et analyses sur la culture libertaire permettent de replacer la culture bordelaise dans un contexte plus large.

I – La musique et la radio : des vecteurs de la culture et de l'information

La contre-culture musicale du dernier quart du XX^e siècle a trouvé un écho important dans les milieux libertaires bordelais et notamment au local de la rue du Muguet qui est une salle de concert reconnue dans le milieu musical *underground* encore aujourd'hui. Les radios sont également utilisées pour diffuser des informations relatives aux activités militantes et animer des émissions régulières sur des thèmes et des luttes défendus par les milieux libertaires.

⁶³⁴ IBAÑEZ. Thomas, « La culture libertaire ? Non merci ! », dans Actes du colloque international, *La culture libertaire*, Grenoble, mars 1996, p. 20-21.

A/ On a faim ! Bordeaux

Le collectif On a Faim ! (O.A.F.) naît à Rouen après la longue grève des mineurs anglais de 1984-1985 et la série de concerts de soutien organisés en France. Au commencement, seul le militant anarchiste et ouvrier Jean-Pierre Levaray publie à partir de 1984⁶³⁵ un fanzine intitulé On a Faim ! Ce nom original vient d'un graffiti relevé par Jean-Pierre Levaray sur un mur dans une rue de Rouen⁶³⁶. Pour le collectif, il exprime d'un côté la volonté de se rapprocher des couches populaires, puis dans la même logique, la faim de culture dans une société où la culture dominante, qui provient surtout des couches bourgeoises de la société, est fortement contrôlée et conservatrice au regard des nouveautés culturelles qui apparaissent comme la culture punk⁶³⁷.

Au fil de plusieurs rencontres dans le cadre de la Fédération Anarchiste au début des années 1980, le collectif se développe dans plusieurs villes : Rouen, Paris, Poitiers, Bordeaux, Marseille, Lyon, et se diversifie sans réelle structure. C'est au congrès de la F.A. à Toulouse en 1984 que Fernando Bronchal, membre du groupe Durruti de Bordeaux, rencontre Jean-Pierre Levaray. Cette rencontre aboutit à la création par Fernando Bronchal d'une émission radiophonique à Bordeaux du même nom que le fanzine⁶³⁸. Même si la F.A. est le lieu de socialisation primaire de O.A.F., le collectif reste toujours indépendant de l'organisation sauf à Poitiers où le groupe F.A. crée un label indépendant à la fin des années 1980 : O.A.F. ! Label⁶³⁹.

Au départ, O.A.F. Bordeaux rédige ses propres pages dans le fanzine de Rouen, intitulées « On a Soif ! », qui renseignent sur l'actualité musical du sud-ouest et de sa scène alternative musicale. Mais comme les branches des autres villes, O.A.F. Bordeaux est en

⁶³⁵ Une incertitude demeure sur la date. Dans l'autobiographie de Jean-Pierre Levaray (http://www.cret-culturecommune.fr/bio_levaray.htm) et dans l'entretien sur l'histoire de O.A.F. (<http://www.nyarknyark.fr/spip.php?article22>), la date avancée est 1984 alors que dans *On a faim, Anarchy and Musik*, n° 4, novembre 1993, une information revient sur la célébration des 10 ans d'OAF avec un marathon musical de 21h à 5h dans la nuit du 22 au 23 octobre 1993. Peut-être est-ce seulement une question de mois entre le début de la conception et la parution du premier fanzine.

⁶³⁶ <http://www.nyarknyark.fr/spip.php?article22> [Consulté le 16 novembre 2020].

⁶³⁷ SIMMAT. Benoist, *L'anarchisme à Bordeaux*, mémoire de science politique sous la direction de Jean PETAUX, Bordeaux, IEP, 1995, p. 141.

⁶³⁸ *Ibid*, p. 141.

⁶³⁹ <http://www.nyarknyark.fr/spip.php?article22> [Consulté le 16 novembre 2020].

autonomie complète et créé au fur et à mesure de son développement ses propres fanzines avec *La Peau de ça craint* et *Saduraskesadura* (SDKD).

La création d'O.A.F. Bordeaux s'inscrit plus largement dans un renouvellement de la culture libertaire au début des années 1980, lié à une nouvelle génération, surtout musicale. La génération des Trente Glorieuses avait comme principaux ambassadeurs de la culture libertaire musicale des Georges Brassens et Léo Ferré dont les sympathies pour les idées libertaires sont avérées⁶⁴⁰. Les nouvelles générations de militants libertaires ou révoltés n'ont pas vécu les événements de Mai 68 et le vent de révolte qu'ils ont produit. Elles ne se reconnaissent pas dans ces artistes en décalage avec ces nouvelles aspirations et se servent de la musique comme vecteur de leur révolte. Alors que Georges Brassens, qui décède en 1981, n'était que le porte-parole, au sens propre du terme, des idées et des valeurs anarchistes, les nouvelles générations d'artistes de ces milieux souterrains – *underground* – ont pour volonté de mêler création musicale et action politique. Ce besoin d'être acteur politique de A à Z dans le processus musical (création, promotion, diffusion) se résume dans l'acronyme anglo-saxon D.I.Y., *Do It Yourself*, c'est-à-dire *Fais-le toi-même*. La création musicale, partie instrumentale et enregistrement, se faisait de manière artisanale ce qui rendait des sonorités particulières. La promotion et la diffusion se réalisaient par le biais de fanzines, de Radios Locales Privées (R.L.P.), de cassettes et compilations faites-maisons, de concerts hors salles (squats, locaux d'associations, à l'occasion de fêtes militantes). Le caractère autogéré revendiqué et le souci d'indépendance vis-à-vis des *majors* musicales sont à l'origine de la création de nombreux labels indépendants, qui rejettent les principes et les valeurs de l'industrie musicale.

En France, la référence musicale de cette conception artistique et politique de liberté culturelle dans les années 1980 est le groupe Bérurier Noir, qui joue dans des squats, refuse les cachets, contribue à faire émerger d'autres groupes musicaux. Le collectif bordelais O.A.F. est d'ailleurs le principal support de sa diffusion à Bordeaux. En 1985, la culture rock d'origine anglo-saxonne n'est pas encore très enracinée en France mais elle se développe rapidement par la suite grâce aux relais et promoteurs culturels comme O.A.F. ou Maloka créé à Dijon en 1989. Les débuts de O.A.F. coïncident donc avec le sentiment de révolte qui explose et

⁶⁴⁰ SIMMAT. Benoist, *L'anarchisme à Bordeaux*, mémoire de science politique sous la direction de Jean PETAUX, Bordeaux, IEP, 1995, p. 140.

s'exprime notamment par le biais de la musique au milieu des années 1980 mais qui n'est pas obligatoirement de nature libertaire⁶⁴¹. Les principales activités de O.A.F. Bordeaux se concentrent sur la diffusion musicale, le commentaire d'actualités musicales et le commentaire d'événements politiques⁶⁴². Le collectif bordelais a pour volonté de médiatiser des petits groupes d'origines multiples avec pour principe fondamental de ne pas diffuser de groupes affiliés aux *majors* mais des groupes indépendants avec un message politique effectif. Il fait connaître à son public de nouveaux genres musicaux comme le *hard-core* mais aussi les productions musicales des pays étrangers dans le style *Rock Rebel* ou *Anarchy and Music* : O.A.F. fut le premier à diffuser des morceaux de groupes espagnols tels que les Cortatou. Le collectif bordelais écrit également beaucoup dans ses fanzines sur les pays de l'est, toujours dans l'objectif de faire connaître de nouveaux groupes et messages politiques. Mais, la rigidité de ce principe fondamental s'est affaiblie au fil des années⁶⁴³. Des groupes, aux débuts dans des labels indépendants très nombreux et vigoureux dans le milieu des années 1980, sont passés aux mains des grosses *majors* qui ont su s'adapter et récupérer une partie de cette effervescence artistique. Les labels indépendants ont peu résisté dans le temps à la pression exercée par l'industrie musicale et ont presque tous disparu à la fin des années 1980. La dissolution de Bérurier Noir en 1989 marque aussi, pour un temps, la fin de cette époque d'effervescence culturelle et politique, et d'indépendance artistique. Ainsi, le groupe fétiche de O.A.F. Bordeaux, Les Thugs, très engagé politiquement, a signé chez la *major* Roadrunner Records mais continue à être diffusé par O.A.F.⁶⁴⁴.

La première émission de radio de O.A.F. date du 26 novembre 1985 et se tient sur les ondes de la seule R.L.P. à Bordeaux susceptible d'accueillir un discours libertaire et qui refuse la diffusion publicitaire : la Clé des Ondes⁶⁴⁵. Au début du collectif bordelais, O.A.F. avait des difficultés à remplir ses deux heures d'émissions hebdomadaires, il se contentait davantage de diffuser un esprit musical. Dans les années 1990, une nouvelle explosion de cette culture et la hausse constante de sa diffusion contraignent O.A.F. à réaliser un tri quantitatif et qualitatif dans son émission en raison de la masse très importante de la production musicale. À la tête de l'émission radiophonique se trouve une équipe d'une demi-douzaine de personnes, à

⁶⁴¹ *Ibid*, p. 142.

⁶⁴² *Ibid*, p. 145.

⁶⁴³ *Ibid*, p. 142.

⁶⁴⁴ *Ibid*, p. 144.

⁶⁴⁵ *Ibid*, p. 141.

majorité étudiante et davantage engagée dans l'anarchisme culturel que dans une réelle activité politique militante. L'anarchisme culturel et le militantisme politique libertaire sont deux formes de l'anarchisme qui coexistent librement et peuvent se compléter⁶⁴⁶.

Le collectif bordelais n'a en réalité pas une position retirée vis-à-vis du militantisme libertaire bordelais. En plus d'être le relais de certaines luttes dans ses émissions de radio et ses fanzines, O.A.F. Bordeaux est très investi au local de l'Athénée Libertaire, 7 rue du Muguet où il tient une permanence une fois par semaine. Ce local permet l'organisation de concerts de divertissement et de concerts de soutien à une lutte politique afin de récolter des fonds pour le collectif concerné. En août 1996, O.A.F. Bordeaux avait organisé 53 concerts depuis sa création en 1985, sans compter les concerts de soutien, et la plupart au 7 rue du Muguet. O.A.F. a réalisé aussi 400 émissions, 800 heures d'émissions, a diffusé plus de 4000 groupes et 9000 morceaux et a réalisé une centaine d'interviews⁶⁴⁷. Sans être véritablement le promoteur de l'idéologie libertaire, O.A.F. Bordeaux crée un réseau de sympathisants autour des idées et des valeurs libertaires. Le groupe bordelais de la F.A. Emma Goldman précise dans ses bulletins d'information qu'il participe à l'émission O.A.F.⁶⁴⁸. Il contribue également à faire connaître les groupes indépendants bordelais et l'Athénée Libertaire au-delà de la ville de Bordeaux. À la fin des années 1980 et au début des années 1990, c'est un véritable réseau national O.A.F. qui s'est constitué, sans véritable noyau et sans réelle organisation, avec plusieurs échelles d'échanges, le tout fonctionnant grâce au volontariat. Le dynamisme de la période O.A.F. en France s'entrevient par la richesse et la diversité des réalisations : l'échange et la vente de cassettes, de compilations, l'organisation de concerts, la production de fanzines (29 numéros), les réseaux musicaux et artistiques, les bandes-dessinées, les interviews, les chroniques, le label (37 disques produits)⁶⁴⁹. C'est un maillage supplémentaire dans la nébuleuse libertaire bordelaise. O.A.F. a permis également à l'Athénée Libertaire d'exister grâce à une activité soutenue et constante dans les années 1990, période dans laquelle il y avait peu de militants⁶⁵⁰.

⁶⁴⁶ *Ibid*, p. 144

⁶⁴⁷ *La Lettre d'Emma*, n°19, juillet-août 1996. FA. EG. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁶⁴⁸ *La Lettre d'Emma*, n° 1, septembre 1989. Activités EG année 1989. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁶⁴⁹ http://www.cret-culturecommune.fr/bio_levaray.htm [Consulté le 3 novembre 2020].

⁶⁵⁰ Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

Les recherches n'ont pas permis de mettre en évidence la date de fin de O.A.F. Bordeaux mais plusieurs éléments indiquent que le collectif n'existe plus en tant que tel à la fin des années 1990 même si l'on trouve encore sa trace en décembre 2000⁶⁵¹. Un nouveau collectif organise des concerts, dans le même esprit de D.I.Y. et de non-profit que O.A.F., à l'Athénée Libertaire depuis 1996 : Mankind, pour lequel peu d'informations ont été trouvées à ce jour⁶⁵². Il semble peu probable qu'il y ait suffisamment de place dans l'espace musical et libertaire bordelais pour deux collectifs du même type. L'hypothèse d'une transition douce entre les deux collectifs est plausible, où le nouveau collectif prend progressivement la place de l'ancien autour des années 1997-1999, ce qui signifierait donc une conservation des acquis et du réseau. Rémi Philton indique que « Mankind est une association, un groupement de musique plutôt orientée vers le *hardcore*. Ils sont des groupes qui se disent libertaires, qui sont dans une idéologie D.I.Y. donc contre le système capitaliste et contre les *majors*. Ils créent des espaces de concerts à prix libre, très influencés par le mouvement des squats, très influencés par la culture berlinoise, anar, libertaire ». La passation se réalise par le biais d'une ou deux personnes qui font le lien entre les deux collectifs par l'organisation de concerts. Outre ses activités musicales, Mankind s'investit dans la Librairie du Muguet puis cesse ses activités en 2014-2015⁶⁵³.

O.A.F. Bordeaux a donc participé au dynamisme de la culture libertaire à Bordeaux en investissant les ondes radiophoniques et les scènes. L'Athénée Libertaire, la plus importante d'entre elles, acquiert une solide réputation dans le domaine musical *underground* en France, ce qui contribue à son rayonnement dans la sphère militante culturel nationale voire mondiale et attire de nombreux sympathisants.

⁶⁵¹ *Le Croche-Pattes*, n°8, décembre 2000.

⁶⁵² <http://www.atheneelibertaire.net/index.php/mankind> [Consulté le 17 juin 2020].

⁶⁵³ Rémi Philton. Entretien du 27 janvier 2021.

B/ Une scène *underground* bordelaise : relais des valeurs et des convictions libertaires

Le local de l'Athénée Libertaire et la salle de concert Krakatoa ouverte en 1990, située à Mérignac, sont suffisamment grands et équipés pour accueillir des concerts. Ils servent de lieu d'expression artistique et de tremplin dans l'univers *underground* pour les groupes musicaux locaux. Ils sont nombreux et variés dans leurs approches musicales et sont le reflet du dynamisme de cette culture dite souterraine – car en dehors des circuits visibles de l'industrie musicale – au cours des années 1980 et des années 1990 dans les pays occidentaux. La mouvance punk, *hardcore*, ska et métal est d'une telle effervescence que dans les années 1990, pour la seule ville de Bordeaux, des dizaines de groupes se forment chaque mois : Les Tue Ton Patron (T.T.P.), Yo Pizza Jump, Opstand, Face Up To It, Lareplik, les Have Nots à titre d'exemples⁶⁵⁴. Le groupe punk-rock Camera Silens originaire de Bordeaux accède à une notoriété particulière par l'histoire de son membre fondateur : Gilles Bertin. Le groupe est actif entre 1981 et mai 1988 à Bordeaux et en Gironde. En 1988, Gilles Bertin, déjà écarté du groupe en 1986, participe à un braquage du dépôt toulousain de la Brink's avec une dizaine d'autres braqueurs dont certains artistes, militants d'extrême gauche ou anciens membres de l'E.T.A. Il est le seul à ne pas être arrêté et s'enfuit en Espagne et au Portugal jusqu'en 2016. Il est condamné en 2004 par contumace à dix ans de prison ferme⁶⁵⁵. Cette cavale rappelle la proximité géographique et historique entre Bordeaux et la péninsule ibérique.

Les activistes de la culture *underground* et les moteurs de la culture libertaire se confondent à l'occasion de plusieurs événements dont le Forum Ouvert des Cultures Underground (F.O.C.U.) organisé par l'association bordelaise Bad Karma. Deux éditions sont organisées dans la salle du Krakatoa : en février 1996 et en février 1997. Ce forum a pour principaux objectifs de se faire rencontrer les activistes de la culture underground française (labels, fanzines, groupes) et de présenter leurs productions au public. Le forum, aux allures de salon du livre du fanzine, regroupe des collectifs de Lille, Saint-Étienne, Marseille, Rennes pour les plus lointains⁶⁵⁶. L'article de Guillaume Gouardes consacré à la scène bordelaise dans le fanzine *Tranzophobia* donne un aperçu sommaire du dynamisme de Bordeaux dans

⁶⁵⁴ Ludovic Bonleux. Entretien informel du 17 octobre 2020.

⁶⁵⁵ *Ibid*

⁶⁵⁶ L'ère du globocus 2, partie 2. Plateforme Vimeo.

l'*underground* français au milieu des années 1990⁶⁵⁷. Des groupes de toute la France et de l'étranger portent leurs messages politiques sur les scènes bordelaises comme lors d'un concert au théâtre Barbey le 4 janvier 1992 à l'occasion du 500^e anniversaire de la découverte de l'Amérique et en soutien aux luttes amérindiennes à la fin du XX^e siècle avec les Kochises (Agen), les Agent 86 (États-Unis) entre autres⁶⁵⁸. Des groupes d'Angleterre, du Québec et amérindiens se produisent aussi ponctuellement, au gré des luttes et des événements de soutien. L'appartenance de Bordeaux à ce réseau culturel français et mondial, qui porte en lui les idées et les valeurs libertaires sans pour autant se revendiquer réellement anarchiste, ouvre une fenêtre sur le militantisme libertaire bordelais et lui procure une stabilité bienvenue. Les locaux de l'Athénée Libertaire se remplissent de groupes et de spectateurs, les sympathisants sont plus nombreux, ce mouvement apporte de modestes retombées économiques. Cette salle de concert atypique, dans le recoin d'une ruelle humide, connaît un très grand succès et demeure encore aujourd'hui une scène musicale et politique incontournable dans la culture *underground*, ce qui témoigne, à l'instar de l'anarchisme bordelais, d'une durée et d'une stabilité dans le temps.

La dynamique de cette effervescence culturelle sert donc de caisse de résonance aux valeurs et aux convictions anarchistes. Certaines personnes ont effectivement été marquées et initiées aux idées libertaires par le biais de la musique, comme moyen de politisation⁶⁵⁹. L'animation d'émissions radiophoniques à l'antenne de la Clé des Ondes depuis les années 1980 joue également ce rôle d'écho.

⁶⁵⁷ GOUARDES. Guillaume, « Bordeaux », *Tranzophobia*, n°7, mai 1997.
https://fanzinotheque.centredoc.fr/doc_num.php?explnum_id=1000

⁶⁵⁸ Sans titre. CLEA MRLB. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁶⁵⁹ PUCCIARELLI. Mimmo, « L'anarchisme, une denrée pour les classes cultivées ? Les libertaires aujourd'hui. », dans Actes du colloque international, *La culture libertaire*, Grenoble, mars 1996, p. 413.
Il fait référence à un article que nous n'avons pas trouvé : « Alternative dans la musique » de Fernando Bronchal dans *L'Anarchisme, images et réalités*, édition du *Monde Libertaire*, Paris, 1996.

C/ Les Radio Locales Privées : le cas particulier de la Clé des Ondes

La Clé des Ondes, qui existe depuis 1981, fait partie de la catégorie des Radios Locales Privées (R.L.P.), en opposition au radio officielles et publiques. La radio a longtemps été un enjeu de contrôle et d'encadrement de la société pour l'État français, mais aussi dans d'autres pays occidentaux comme l'Angleterre. Aucune radio privée n'est tolérée en dehors du cadre étatique qui exerce un monopole total des ondes et fréquences radiophoniques par le biais de l'Office de Radiodiffusion-Télévision Française (O.R.T.F.) créé en 1964. Son auto-dissolution en 1974 n'entraîne pas pour autant une libéralisation de l'espace radiophonique et certaines radios privées sont contraintes d'émettre depuis les pays frontaliers pour échapper à l'interdiction : Radio Monte-Carlo (R.M.C.), Radio Télé Luxembourg (R.T.L.) pour les plus connues. Celles qui restent sur le territoire français sont obligées d'émettre dans la clandestinité (radios dites « pirates ») et sont la cible de diverses formes de répression de la part du pouvoir exécutif. La loi n° 81-994 du 9 novembre 1981 met fin au monopole d'État sur la radio conformément à la promesse électorale du nouveau gouvernement socialiste. Cette loi porte dérogation au monopole d'État de radiodiffusion et transforme les radios dites libres en R.L.P. D'autres lois régissent l'espace radiophonique au cours des années 1980 dont la loi du 1^{er} août 1984 régissant la publicité sur les ondes des R.L.P.⁶⁶⁰. La création de la Clé des Ondes intervient donc dans ce contexte de libéralisation des ondes et s'inscrit dans un mouvement national d'ouverture de R.L.P. : pour le seul département de la Gironde, le nombre de R.L.P progresse de 28 stations en 1981 à 35 en 1986⁶⁶¹. Une autre radio, orientée politiquement à l'extrême gauche, existe à Bordeaux en 1978 puis de 1981 à 1985 : Radio Oxygène⁶⁶². Au départ clandestine puis légale, ses locaux était au 48 rue Moulinié à Bordeaux. Elle est reprise en 1985 par N.R.J. Aucun lien probant n'a été trouvé entre cette radio et les milieux libertaires bordelais hormis dans le travail de Benoist Simmat qui évoque l'existence d'émissions libertaires à Radio Oxygène dans les années 1970, sans plus de précisions⁶⁶³. Un tableau statistique réalisé par IFOP-ETMAR rend compte de la notoriété de quelques R.L.P. à Bordeaux entre 1983 et 1986 dont Radio Oxygène et la Clé des Ondes. Les erreurs

⁶⁶⁰ ROBINE. Nicole, THIBAUT. Georges, « Radios locales privées : le public aquitain », *Communication & Langages*, n° 80, 1989, p. 90.

⁶⁶¹ *Ibid*, p. 96.

⁶⁶² https://www.schoop.fr/ficheradio.php?id_radio=2210 [Consulté le 27 septembre 2020].

⁶⁶³ SIMMAT. Benoist, *L'anarchisme à Bordeaux*, mémoire de science politique sous la direction de Jean PETAUX, Bordeaux, IEP, 1995, p. 115.

méthodologiques et les mauvaises conditions du sondage pointées par Nicole Robine et Georges Thibault dans leur article justifie son absence dans la présente étude⁶⁶⁴.

La Clé des Ondes est une des rares R.L.P. qui refuse la publicité, moyen privilégié pour la survie des radios privées. Elle s'organise donc de manière autonome, en association pour pallier les différents coûts de fonctionnement et se veut une « radio populaire, pluraliste de gauche, ouverte à tous les mouvements s'inscrivant dans ce cadre (entendu au sens large du terme) et n'appartenant pas à aucun en particulier. La Clé des Ondes doit être un outil pour les forces du mouvement populaire et doit favoriser le débat entre ses composantes »⁶⁶⁵. Le rapprochement entre les libertaires bordelais et la radio se réalise sur le plan de valeurs et de convictions communes et sur une vision de la liberté partagée. Ainsi, en plus de relayer les luttes et les actions de divers collectifs et organisations, des émissions auxquelles participent le groupe Emma Goldman sont programmées de manière régulière. À la fin des années 1980 et dans les années 1990, il s'agit du groupe le plus actif et le plus ouvert aux autres militantismes. En effet, il ne dirige pas d'émissions réellement mais participe avec d'autres acteurs, du milieu militant et associatif notamment, à des émissions à thème au studio de la Clé des Ondes, sur le modèle de sa participation à l'émission O.A.F. Les bulletins d'information du groupe renseignent sur la diversité des émissions et sur la durée de participation au fil des années. En 1989, le groupe Emma Goldman participe à 3 émissions de radio sur la Clé des Ondes dont Prisons, sur l'univers carcéral, On a Faim !, sur la culture *underground*, et le Forum des Humeurs, qui organise des débats entre acteurs politiques de gauche et d'extrême gauche autour de sujets de société⁶⁶⁶. En 1996, le groupe Emma Goldman participe toujours aux émissions Prisons et On a Faim ! et s'investit dans de nouvelles : Kolkhoze, relais des informations des différents collectifs bordelais impliqués dans les luttes, et Ya Basta ! sur le zapatisme, mouvement révolutionnaire mexicain qui a émergé en 1994⁶⁶⁷. De manière plus rare, le groupe Emma Goldman est intervenu à la radio La Vie au Grand Hertz (La V.A.G.H.) en 1988-1989⁶⁶⁸. La V.A.G.H. est une radio alternative et éclectique créée en 1981⁶⁶⁹. En

⁶⁶⁴ ROBINE. Nicole, THIBAUT. Georges, *art. cit.* p. 104.

⁶⁶⁵ Site Internet de la Clé des Ondes : <https://www.lacledesondes.fr/la-radio> [Consulté le 15 août 2020]. Le site internet est récent mais les valeurs et les convictions défendues n'ont pas changé depuis 1981.

⁶⁶⁶ *La Lettre d'Emma*, n° 1, septembre 1989. Activités EG année 1989. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁶⁶⁷ *La Lettre d'Emma*, n°19, juillet-août 1996. FA. EG. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁶⁶⁸ Bilan de l'année militante 88/89. Activités EG année 1989. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁶⁶⁹ https://www.schoop.fr/histos/33_lavieaugrandhertz.php [Consulté le 27 septembre 2020].

s'investissant sur les ondes radios, le groupe Emma Goldman dresse des ponts avec d'autres formes de militantisme et continue à tisser son réseau. Il affirme aussi les idées libertaires dans le paysage politique bordelais à l'occasion de ses émissions et les diffuse par ce même biais aux auditeurs. Au même titre que la propagande au format papier, la libéralisation des R.L.P ouvre des canaux pour propager les idées anarchistes et une nouvelle culture du politique.

Dans la plupart des recherches effectuées, les groupes créent leur propre journal d'expression. Pourquoi n'en est-il pas de même pour la radio ? D'une part, l'animation d'une radio demanderait un investissement trop important pour des militants trop peu nombreux et déjà investis sur d'autres supports, et d'autre part, il faudrait pouvoir fournir suffisamment de contenu pour animer de manière constante une radio. Aussi, les fréquences de radio sont limitées et leur attribution est très encadrée. Le pouvoir exécutif livre également une guerre sur les ondes pour conserver l'hégémonie du groupe Radio-France⁶⁷⁰. Il voit d'un mauvais œil l'expression libertaire au grand jour de Radio Libertaire, R.L.P. de la Fédération Anarchiste fondée en 1981 qui ne diffuse initialement qu'à Paris puis s'élargit au reste de la France. Elle sert d'outil de communication pour les groupes F.A. et permet de faire passer des messages sur leurs activités comme le groupe Durruti de Bordeaux qui demande de faire la promotion de la rencontre autour du Nicaragua organisée le 5 avril 1985 à l'Athénée Libertaire sur les thèmes du sandinisme et de la révolution agraire⁶⁷¹. Le gouvernement socialiste lance une politique générale de mise en ordre des émissions de la bande F.M. ce qui implique de réorganiser les fréquences et la fermeture de certaines radios comme Radio Libertaire. Devant la réticence, le 28 août 1983, des C.R.S. enfoncent la porte des locaux de Radio Libertaire, frappent et interpellent des animateurs, saisissent du matériel, sectionnent le câble d'antenne et le pylône⁶⁷². Cet usage de la force de l'État socialiste allié aux communistes est perçu comme une répression et une trahison par les libertaires de la F.A. de toute la France. Plusieurs manifestations et communiqués de dénonciation sont dirigés contre cette atteinte à la liberté. À Bordeaux, les groupes de la F.A., et notamment le groupe Durruti, se positionnent dans cette voie⁶⁷³.

⁶⁷⁰ ROBINE. Nicole, THIBAUT. Georges, *art. cit.* p. 91.

⁶⁷¹ Sans titre. Archives du secrétariat du groupe, année 1985. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁶⁷² <https://www.radio-libertaire.net/historique/> [Consulté le 29 octobre 2020].

⁶⁷³ Sans titre. Archives du secrétariat du groupe, années 1985. Fonds de l'Athénée Libertaire.

Les R.L.P. jouent donc un rôle important dans la vitalité des milieux libertaires bordelais, autant par leur présence dans le paysage politique que par la diffusion des idées libertaires et des informations de luttes. La libéralisation des ondes a ouvert un autre canal original pour la propagande des idées, susceptibles de toucher un autre public en sortant des rencontres traditionnelles du milieu militant. Elles font également le pont entre les différents militantismes et les différents acteurs des luttes, et donc est un ciment dans le réseau militant.

Sans constituer une généralité, une partie de la culture underground et certaines R.L.P. ont été des supports d'expression pour les milieux libertaires bordelais. Leur constitution et leur structure souples et ouvertes ont permis d'agrandir et de renforcer les réseaux anarchistes de Bordeaux. Ces affinités entre l'anarchisme et la culture se retrouvent dans le domaine non plus du son mais de l'image. Elle sert à exprimer l'aspect politique de la culture libertaire, une image valant mille mots.

II – Le cinéma et l'iconographie : l'utilisation politique de l'image

L'image est utilisée à plusieurs fins dans les sources que nous avons pu étudier. La projection du cinéma d'art et d'essai sert d'abord au divertissement pour ouvrir l'accès à la culture aux personnes dépourvues de télévision ou absentes des salles de cinéma. Ensuite, l'image fait partie du système de propagande assumé des idées anarchistes à travers les affiches, les sérigraphies et des projections de films politiques et militants.

A/ Le Ciné-club du 19 juillet

L'Athénée Libertaire a accueilli dans ses murs un cinéma amateur : le Ciné-club du 19 juillet. Il s'agit à la fois d'un cinéma ouvert à tous et d'un club, d'une petite équipe à la tête de l'organisation. La date du 19 juillet fait référence sans équivoque au début de la Révolution espagnole en 1936. Ce nom rappelle une nouvelle fois les liens très étroits entre les libertaires espagnols, leurs descendants et les libertaires bordelais. La date de fondation de cette salle de projection non professionnelle se situe au milieu des années 1960 mais n'est pas

réellement précise. Deux dates sont avancées dans les différentes sources : 1964⁶⁷⁴ et 1965⁶⁷⁵. Plusieurs équipes et personnes se succèdent à la tête de son organisation et comme dans bien des cas, les projets et initiatives vivent de la motivation et de la présence de leurs artisans. Des périodes de fermetures marquent les changements d'équipes : il semblerait au départ que ce sont les J.L. qui animaient le Ciné-club au milieu des années 1960⁶⁷⁶. En 1970, le groupe du Ciné-club en exercice, dans lequel les époux Travé sont investis, cesse son activité et le Ciné-club ne réouvre que quelques temps après (mois ou années), animé par de nouvelles personnes réunies autour d'un nommé Guevara⁶⁷⁷.

Le Ciné-club du 19 juillet n'est pas un ciné-club anarchiste, il n'a pas été créé comme un vecteur de propagande libertaire destiné à diffuser l'idéologie par l'image. Sa programmation est éclectique et diversifiée et il se place dans l'esprit d'ouverture culturelle du local de l'Athénée Libertaire, esprit voulu dès sa création⁶⁷⁸. Les principaux objectifs du Ciné-club sont d'organiser des rencontres autour de films, toute personne étant la bienvenue dans la limite des places disponibles, et de susciter des débats et des discussions. À ses débuts, le Ciné-club souhaitait rendre accessible la culture cinématographique et plus particulièrement le cinéma d'art et d'essai à ceux qui n'y avaient pas forcément accès. Dans les années 1960, la télévision n'est pas encore largement répandue et les cinémas de quartier sont encore nombreux. La première chaîne de télévision de l'O.R.T.F. est créée en 1964 et n'est pas encore suffisamment développée pour concurrencer le cinéma. Le 19 juillet s'inscrit dans une démarche d'éducation par la culture, chère aux libertaires, et d'égalité dans l'accès à cette culture. Les films étaient obtenus au départ à l'Office Régional des Œuvres Laiques d'Éducation par l'Image et le Son (O.R.O.L.E.I.S.) de Bordeaux qui était acteur de cette dynamique d'accès au cinéma ou d'éducation à l'image par l'organisation de stages et de ciné-clubs. L'emprunt et la location de films permettaient de réaliser une projection par semaine⁶⁷⁹. Des films érotiques, dans la définition et les codes cinématographiques de l'époque, étaient aussi diffusés et le Ciné-club participait à quelques festivals de tout genre comme le festival

⁶⁷⁴ *40 ans de l'Athénée Libertaire*, 17 mai 2003. Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

⁶⁷⁵ *Germinal Vallès & Michel Caravera, Athénée Libertaire*, 15 mars 2013. Entretien réalisé par Thomas Aimar, images Jean-Pierre Ramine.

⁶⁷⁶ Joachim Salamero. Entretien du 7 décembre 2020.

⁶⁷⁷ Esmeralda et Progrès Travé. Entretien du 19 octobre 2020.

⁶⁷⁸ *La Révolte*, n°3, avril 1977.

⁶⁷⁹ *Germinal Vallès & Michel Caravera, Athénée Libertaire*, 15 mars 2013. Entretien réalisé par Thomas Aimar, images Jean-Pierre Ramine.

de cinéma érotique de 1967. L'activité cinéphile du 7 rue du Muguet procurait au local des sources de revenus non négligeables⁶⁸⁰.

Les époux Travé, alors étudiants, font partie en 1969-1970 du Ciné-club du 19 juillet animé par Alain Marty, lui-même enseignant. Ce groupe peut être considéré comme étant la relève du premier Ciné-club de l'Athénée Libertaire. L'obtention des films se faisait par le biais d'Alain Marty qui, en qualité d'enseignant, avait accès au Centre Régional de Documentation Pédagogique (C.R.D.P.), cours Alsace-Lorraine, et pouvait donc bénéficier du fonds cinématographique de cette structure⁶⁸¹. Les films sélectionnés sont diversifiés (westerns, films fantastiques, science-fiction etc) mais la discussion de l'après-projection est davantage politisée. Peut-être est-ce une conséquence de Mai 68 mais ce groupe composé de marxistes, situationnistes et libertaires a pour volonté de politiser cette éducation par l'image. Sans s'enfermer dans la propagande et l'entre-soi libertaire, il s'agit d'analyser et de décortiquer la manière dont est véhiculée l'idéologie selon le film. Un western donne à voir par exemple le libéralisme triomphant, véhicule l'idéologie d'un capitalisme et d'un impérialisme américain tout-puissant. Ces projections servent à déconstruire le capitalisme dominant et à montrer la manière dont il est promu dans le cinéma⁶⁸². Si le concept de *soft power* n'est pas encore réellement utilisé, le Ciné-club du 19 juillet à la fin des années 1960 avait bien compris l'enjeu politique de la culture et de l'image. Le cinéma du 7 rue du Muguet connaît un réel succès puisque jusqu'à 200 personnes pouvaient venir dans sa salle de projection et étaient parfois obligées de ramener leurs propres chaises en raison de l'affluence. Les séances de projections se préparaient en amont la plupart du temps chez Alain Marty qui habitait près de la rue de la Rousselle, non loin de l'Athénée Libertaire : sélection, premier visionnage, analyses, discussions et des affiches de promotion étaient réalisées à la main⁶⁸³. Des collaborations avec des cinémas de quartier ont lieu au cours de festivals cinématographiques puisque le Ciné-club du 19 juillet participe à un festival au cinéma Victoria, rue René Roy de Clotte à Bordeaux, organisé à la fin des années 1960⁶⁸⁴.

⁶⁸⁰ 40 ans de l'Athénée Libertaire, 17 mai 2003. Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

⁶⁸¹ Esmeralda et Progrès Travé. Entretien personnel du 19 octobre 2020.

⁶⁸² *Ibid.*

⁶⁸³ *Ibid.*

⁶⁸⁴ *Ibid.*

La fin du Ciné-club du 19 juillet n'est pas précisément datée elle aussi mais se situerait au cours des années 1980⁶⁸⁵ et particulièrement au début des années 1980⁶⁸⁶. L'article « Bordeaux Blues » dans le journal *Le Lien* en 1989 revient sur les différentes activités de l'Athénée Libertaire qui ont disparu. Il précise que le ciné-club est fermé et qu'il a fonctionné plus d'une dizaine d'année sans apporter davantage de précisions⁶⁸⁷. Les raisons de sa fermeture sont à recontextualiser dans le développement technique et technologique liée à la télévision : multiplication des chaînes, apparition de la couleur, baisse du coût d'achat d'un téléviseur, démocratisation générale mais pas totale. Comme les cinémas de quartier et les cinémas indépendants, le ciné-club du 7 rue du Muguet périclité et n'a pas les moyens de suivre la modernisation de l'équipement et des supports des films : son matériel est vieillissant⁶⁸⁸. Le public reste aussi davantage seul devant son téléviseur plutôt que de se rendre dans des projections collectives. À l'instar des conférences publiques, la généralisation de la télévision dans les foyers à partir des années 1970 étouffe progressivement toute vie collective et toute politisation collective.

Le Ciné-club du 19 juillet est donc un outil culturel animé par les libertaires du 7 rue du Muguet sur un temps relativement long. Les différentes équipes à la tête de son organisation ont toute la volonté de réaliser une forme d'éducation populaire par l'accessibilité à la culture, éducation et culture qui sont indispensables dans le processus libertaire d'émancipation personnelle et donc collective. La période des époux Travé éclaire sur l'utilisation politique de l'image, qui prend une importance particulière par le cinéma.

B/ Le cinéma comme outil politique

Si le Ciné-club du 19 juillet se place davantage dans une démarche d'éducation et d'éducation politique, il réalise quelques actions politiques à proprement parlé. Dans les années 1969-1970, le groupe du 19 juillet des époux Travé réalise au moins une fois une

⁶⁸⁵ *Germinal Vallès & Michel Caravera, Athénée Libertaire, 15 mars 2013*. Entretien réalisé par Thomas Aimar, images Jean-Pierre Ramine.

⁶⁸⁶ *40 ans de l'Athénée Libertaire, 17 mai 2003*. Images et montage par Jean-Pierre Ramine.

⁶⁸⁷ *Le Lien*, n°263, septembre 1989, p. 83. Durruti A. Fond de l'Athénée Libertaire.

⁶⁸⁸ *Germinal Vallès & Michel Caravera, Athénée Libertaire, 15 mars 2013*. Entretien réalisé par Thomas Aimar, images Jean-Pierre Ramine.

agitation politique lors d'une séance de projection dans un cinéma de quartier à Bacalan : il s'agit peut-être du Rénova rue Pourmann à Bacalan ou du Familia rue Charlevoix de Villiers.

Le groupe des perturbateurs avait acheté leurs places et s'était disséminé dans l'ensemble de la salle. Le film en question mettait en scène des truands poursuivis par des policiers. Les commentaires et les remarques des militants sur le film gagnaient de l'ampleur en volume sonore au fur et à mesure de l'avancée du film et se transformaient en chahut général avec des complices qui se répondaient aux quatre coins de la salle. Les perturbateurs prenaient parti pour les truands et critiquaient le point de vue du film. Au départ étonnés, les autres spectateurs finissaient par s'en amuser et adhéraient à la critique formulée. Le directeur du cinéma, une première fois intervenu pour faire cesser le chahut, revint accompagné de deux policiers pour interrompre la séance et expulser les perturbateurs. Les spectateurs ont pris alors le parti des membres du groupe, comme si la critique à l'encontre du film à propos des truands et des policiers se rejouait dans la salle du cinéma. Une femme aurait injurié un policier et aurait fait tomber son képi au sol. Finalement, il n'y eut pas d'arrestations et le film fut interrompu. L'objectif pour le groupe était de donner du recul aux spectateurs en formulant un esprit critique au moment même de la projection de sorte que chacun rentre chez soi en ayant d'une part ce que montre le film et d'autre part sa contradiction⁶⁸⁹. Cette lutte contre la passivité du spectateur face à la culture n'est pas sans rappeler la position situationniste sur ce sujet. L'éducation politique par l'image s'est réalisée par le biais de l'action politique collective en dehors du cadre de l'Athénée Libertaire. La culture en général et le cinéma en particulier sont donc des leviers politiques pour les libertaires mais aussi pour d'autres courants politiques.

Le tract intitulé « Ils continuent » émanant probablement de la direction du cinéma Marivaux montre que l'extrême droite a aussi recours à ce genre d'agitation politique. Lors de la projection en 1977 du film *La Question* de Laurent Heynemann à la salle Marivaux, rue Condillac, une cinquantaine de militants d'extrême droite présente dans la salle a interrompu la projection en lançant des slogans racistes et nationalistes puis en menaçant physiquement le personnel du cinéma⁶⁹⁰. Le film a pour sujet l'attitude de l'armée française en Algérie et se positionne contre les exactions commises au cours de la guerre d'Algérie, notamment la

⁶⁸⁹ Esmeralda et Progrès Travé. Entretien du 19 octobre 2020.

⁶⁹⁰ Tract « Ils continuent » (s.d.). Tracts 1976-1981 (1). Fonds de l'Athénée Libertaire.

torture, sujet encore tabou. Quinze ans après les accords d'Évian de 1962, ce que l'on nomme davantage comme « les évènements » d'Algérie reste un thème brûlant en France et particulièrement dans les milieux d'extrême droite. Les évènements de la salle Marivaux et le chahut de Bacalan se répondent et pointent deux positions militantes très différentes. Là où le 19 juillet souhaite éduquer par la critique et l'accès à la culture, l'extrême droite censure avec violence dans une position d'intolérance et de racisme. Les milieux libertaires bordelais se sont emparés de cet évènement pour montrer la progression en France d'une extrême droite de plus en plus audacieuse et décomplexée et donc de plus en plus visible. Ils pointent du doigt également le retard d'intervention sur les lieux de la police et le sous-effectif évident de l'escouade⁶⁹¹. Plus que de la promouvoir, il s'agit aussi pour les libertaires de défendre la culture comme la liberté d'expression face au fascisme et à l'obscurantisme.

Malgré la fermeture définitive du ciné-club du 7 rue du Muguet, l'activité cinématographique perdure grâce à la projection ponctuelle de films ayant davantage des sujets sociaux et politiques. Ces projections séduisent surtout plus les militants et sympathisants que le tout public même s'il n'y a aucun repli ou fermeture sur soi-même de la part de l'Athénée Libertaire. Le 17 mars 1989, deux films suivis de débats sont proposés à la projection au local sur l'Irlande du Nord : *Mourir à Belfast* (1981) de Tony Luraschi et *Balls in plastic* (inconnu) à propos du conflit nord-irlandais pour l'indépendance de l'Irlande du Nord⁶⁹². Ce registre de films a davantage un rôle d'information sur les luttes ou les évènements politiques distants qu'une fonction d'éducation à l'image ou par l'image. Quelques collaborations entre l'Athénée Libertaire et le cinéma l'Utopia Bordeaux, fondé en 1999, ont également eu le même but : montrer la lutte. En 2000, cette collaboration souhaite projeter, suivi d'un débat, le film *La Commune (Paris, 1871)* de Peter Watkins, diffusé en deux volets sur Arte en 2000 mais sorti en salle seulement sept ans plus tard, en 2007. Ce film est à la fois réalisé comme une critique du cinéma dominant et comme une nouvelle vision de la Commune de Paris. Cette projection s'inscrit donc dans une démarche politique et militante. Toutefois, au fil de la collaboration, l'Utopia ne souhaite plus de débats en fin de séance en raison du faible nombre de participants. Ceci montre dans un certain sens l'échec de la volonté

⁶⁹¹ *Ibid.*

⁶⁹² *Maquisard*, n°2, 15-30 mars 1989. Relations extérieures EG 1989. Fonds de l'Athénée Libertaire.

d'échanger et de propager un discours politique dans ce cadre-là⁶⁹³. Pour alimenter la diversité de l'offre culturelle proposée, des échanges avec d'autres groupes ont pu avoir lieu. En 2000, il est prévu de faire tourner les cassettes vidéo, notamment les films, pour les débats et également de faire tourner les conférenciers entre l'Athénée Libertaire et les locaux libertaires de Saint-Étienne, Lyon et Grenoble⁶⁹⁴.

Hors du Ciné-club du 19 juillet, le cinéma est utilisé par les libertaires pour transmettre une vision et un discours critique de la culture dans le dernier tiers du XX^e siècle au cours duquel le cinéma est un maillon essentiel du *soft power* américain dans la diffusion de son idéologie. Il constitue l'un des vecteurs des valeurs libertaires tout comme la production iconographique.

C/ La production iconographique : un corpus d'affiches

Au cours des recherches, un corpus d'affiches a été constitué à partir de la base de données Placard de la Fédération Internationale des Centres d'Études et de Documentation Libertaires (F.I.C.E.D.L.) au mot-clé « Bordeaux »⁶⁹⁵. Les notes de bas de pages ne renvoient pas à cette base mais font référence aux annexes dans lesquelles les affiches sont référencées dans l'ordre chronologique. Ce corpus n'est pas exhaustif et ne représente pas l'intégralité des productions iconographiques au cours des 40 années de la période d'étude. Il permet toutefois d'appréhender autrement la culture politique libertaire bordelaise et d'examiner les liens dans les procédés de fabrication et de diffusion des affiches.

Le corpus des dix affiches retenues a une amplitude chronologique allant de 1964 à 1987. Aucune affiche en lien avec les milieux libertaires bordelais n'est identifiée dans cette base de données de l'après-guerre à 1964 et de 1987 à 2003⁶⁹⁶. Ces deux périodes nulles de résultat ne signifient pas pour autant l'absence de production d'affiches mais il s'agit de

⁶⁹³ Compte rendu de réunion EG du 16 mars 2000 dans le cahier des réunions du groupe EG. Chemise FA Emma Goldman. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁶⁹⁴ Compte rendu de réunion du 6 mars 2000 dans le cahier des réunions du groupe EG. Chemise FA Emma Goldman. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁶⁹⁵ <https://placard.ficedl.info/>

⁶⁹⁶ Cf. Annexe I. Un corpus d'affiches

questionner ces creux en négatif qui ressortent des recherches. Au cours des années 1950, le mouvement anarchiste français est en pleine reconstruction et en quête de stabilité. Les libertaires bordelais contribuent largement à cette entreprise et publient dans le même temps leurs organes de presse libertaires locaux. En 1963, ils font l'acquisition du local du 7 rue du Muguet et cette stabilité nouvelle pourrait peut-être justifier la fin du premier creux en 1964. L'explication du second creux à partir de 1987 est un peu plus tangible puisque c'est à partir de cette date que l'Athénée Libertaire acquiert une nouvelle imprimerie⁶⁹⁷. Dans un compte rendu d'assemblée générale de l'Union locale, le groupe Emma Goldman indique qu'il va réaliser des affiches A3⁶⁹⁸. Cette acquisition signifie que les groupes peuvent imprimer en interne des journaux et des affiches, sans passer par des intermédiaires. Un nombre élevé d'intermédiaires laisse davantage d'archives ce qui rend les affiches susceptibles d'intégrer des centres de documentation comme les C.I.R.A. et donc la base de données Placard F.I.C.E.D.L. Certaines affiches indiquent des lieux d'imprimeries bordelaises non-libertaires : l'imprimerie coopérative du Loup, rue du Loup (affiche n°6), l'imprimerie Alex Jarlet, 71 rue Gretiolet (affiches n°1)⁶⁹⁹. En ce qui concerne les affiches produites dans le cadre de la Fédération Anarchiste, l'impression a pu être réalisée dans ses locaux à Paris grâce aux œuvres fédérales, terme qui englobe Radio Libertaire, *Le Monde Libertaire* et l'imprimerie principalement.

L'étude du contenu des affiches distingue trois registres qui font tous partie d'une logique de propagande : celui de la promotion d'un journal ou d'un évènement (affiches n°5, n°7, n°8, n°9), celui de la dénonciation d'un évènement ou d'une situation (affiches n°1, n°2, n°6) et celui de la transmission d'un message politique, davantage graphique et esthétique (affiches n°3, n°4, n°10). Certaines affiches semblent être réalisées par les militants bordelais eux-mêmes mais un nom revient régulièrement : Jean-Pierre Ducret. Il s'agit d'un dessinateur militant de la Fédération Anarchiste à proximité de la Suisse et du Jura. Plusieurs de ses affiches ont été tirées par la F.A. et plusieurs commandes ont été réalisées pour faire la promotion d'évènements particuliers⁷⁰⁰. On observe donc beaucoup d'échanges, de

⁶⁹⁷ Compte rendu de l'Union Régionale du 18 avril 1987 à Angoulême. Archives Durruti 87. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁶⁹⁸ Compte rendu assemblée générale de l'Union Locale F.A. Bordeaux du 3 octobre 1987. Relations Intérieures E.G 1987. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁶⁹⁹ Cf. Annexe I. Un corpus d'affiches

⁷⁰⁰ « Jean-Pierre Ducret », <https://maitron.fr/spip.php?mot28> [Consulté le 16 décembre 2020].

commandes, de promotion, de créations d'affiches dans les groupes de la F.A. Des groupes font la promotion de leurs affiches dans *Le Monde Libertaire* comme le groupe Emma Goldman avec son poster « Vivement demain ! »⁷⁰¹. Des affiches s'échangent entre groupes par le réseau de la F.A. Le groupe Durruti de Bordeaux donne en 1985 son accord à la F.A. Paris pour le nouveau projet de campagne « Anti-Apartheid » et sur celle du Tiers-Monde. Il commande à la F.A. dans les mois suivants environ 800 affiches sur la Nouvelle-Calédonie⁷⁰². S'il y a tant de dynamisme autour des affiches, c'est qu'elles sont sources de revenus et permettent de pallier, dans bien des cas, les problèmes de trésorerie des groupes⁷⁰³.

Au cours de l'élaboration de ce corpus, nous avons également observé un changement graphique dans les affiches. De moins en moins de place est accordée à l'écrit au bénéfice du dessin et de l'image. Au cours du XIX^e siècle et jusqu'aux années 1950-1960, les affiches étaient exclusivement constituées de textes. À partir des années 1960, l'image gagne en importance et semble être plus efficace pour transmettre facilement un message politique de près comme de loin. L'affiche n°1 marque bien ce changement dans le corpus : il s'agit de la plus ancienne et de celle qui ne comporte aucune représentation graphique. À l'inverse, l'affiche n°10, la plus récente, est l'une des plus dépouillées et simples.

La grande absente de ce corpus est la C.N.T. bordelaise dans son ensemble. Les seules occurrences dans la base de données sont postérieures à 2003. Pour autant, comme dans le cas des groupes bordelais de la F.A, l'absence ne signifie pas la stérilité. Cette étude s'est concentrée sur les affiches car le corpus de sources était plus pertinent à analyser mais la production iconographique ne se limite pas aux posters. Elle englobe également les dessins de presse et les autocollants qui commencent à faire leur apparition dans le dernier quart du XX^e siècle et sont eux aussi une source de revenus.

À partir d'un corpus d'affiches, nous avons essayé de montrer l'étendue des échanges qui se déroulent, tant pour les processus de création que de diffusion. Outre la dimension économique, c'est véritablement la culture politique qui est au cœur de ces réseaux d'échanges. Il demeure une vraie richesse et inventivité dans l'iconographie libertaire que les

⁷⁰¹ Cf. Annexe I. Un corpus d'affiches

⁷⁰² Archives du secrétariat du groupe, Année 1985. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁷⁰³ Archives Durruti 1987. Fonds de l'Athénée Libertaire.

techniques de reproduction comme la sérigraphie rendent de plus en plus facile à diffuser. Le deuxième G.A.B. à Bordeaux après 2003 s'illustre d'ailleurs dans la réalisation d'affiches.

Il existe autour de l'image plusieurs enjeux pour les milieux anarchistes bordelais : accès à la culture, éducation populaire, développement de l'esprit critique, diffusion de message politique, source de revenu. Il ne s'agit pas réellement de la promotion d'une culture libertaire mais de la promotion d'une vision libertaire de la culture. Dans ce cas, ce modèle pétri de la pensée libertaire tend à l'universalité et à l'inclusion. Les préoccupations des libertaires pour l'image créent un maillage supplémentaire dans les relations du militantisme anarchistes bordelais, de la même manière que les festivités.

III – Les festivités comme facteurs d'unité et de transmission

De nombreuses fêtes sont organisées tout au long de la période. La culture libertaire se fonde en partie sur des valeurs de camaraderie et d'amicalité. Ces festivités, qui englobent également les commémorations, ont un rôle social important et permettent d'unir les divers acteurs politiques et d'enraciner les réseaux grâce à la socialisation collective. Les commémorations et le souvenir entretiennent une base commune de références culturelles et nourrissent les questionnements des liens avec le passé anarchiste.

A/ Les fêtes libertaires et élargies

Dans les pratiques des partis et des mouvements politiques, les fêtes sont un procédé courant pour faire se rencontrer les militants et pour faire prendre conscience d'appartenir à un socle commun. Les milieux libertaires ne dérogent pas à ces rassemblements qui sont l'occasion d'échanger sur les différents militantismes, de mieux se coordonner et de construire des affects communs.

Le week-end des 21 et 22 juillet 1979 a lieu une grande fête anarchiste au parc municipal de Cadillac organisé par les groupes F.A. de Bordeaux [Sébastien Faure] et de Cadillac [Soleil Noir]. Au programme, musique, théâtre, bal folk, films, débats, expositions et

stands de livres⁷⁰⁴. Cette fête organisée par la F.A. bordelaise avait pour but de renforcer les liens entre les anarchistes de la région et de se faire rencontrer les militants de toute la France. Dans un article du journal *Libre Opinion*, daté de 1979, des organisateurs reviennent sur la fête de Cadillac. Selon eux, ce rassemblement est un échec car peu de personnes sont venues. Aucun lien ne s'est réellement tissé entre les différents groupes et individus. D'un point de vue général, il n'y a pas eu d'échanges et d'organisation réelle à la suite de cette manifestation. Les auteurs tirent de cette expérience un constat plus large en pointant une léthargie et une trop grande dispersion des anarchistes de la région du sud-ouest. Ils réaffirment les objectifs de départ de ce week-end qui était organisé surtout pour prendre contact et organiser les anarchistes de la région. En revanche, des liens se sont créés avec les groupes de l'extérieur qui étaient venus comme Tours, Paris, Amiens, Rennes, Besançon entre autres ce qui constitue un point positif⁷⁰⁵. L'organisation d'une fête anarchiste n'est donc qu'un prétexte pour créer de nouveaux liens et agrandir le réseau dans un souci d'organisation et de coordination.

Dans le même registre, plusieurs invitations sont adressées aux groupes de la F.A. de Bordeaux pour des fêtes d'autres mouvements politiques non-libertaires. Le groupe Durruti est invité à la fête régionale annuelle de Lutte Ouvrière le 22 septembre 1985 à Cenon pour tenir leur table de presse et réaliser un meeting sur la Nouvelle-Calédonie avec le groupe F.A. d'Angoulême⁷⁰⁶. Idem pour l'année suivante et la fête de Lutte Ouvrière du 14 septembre 1986 à Cenon où la F.A. Bordeaux est invitée pour tenir une table de presse et animer un débat sur un sujet de leur choix⁷⁰⁷. Une nouvelle fois, la F.A. Bordeaux [invitation adressée au groupe Durruti] est conviée à la fête régionale annuelle de Lutte Ouvrière à Bègles les 16 et 17 septembre 1989⁷⁰⁸. Dix ans plus tard, le groupe Emma Goldman est invité par la Ligue Communiste Révolutionnaire (fédération de la Gironde) à sa « Fête des révolutionnaires » les 30 septembre et 1^{er} octobre 2000 avec là aussi la possibilité de tenir une table de presse⁷⁰⁹. Idem l'année suivante à Pessac. Même si rien n'indique explicitement que les invitations ont été acceptées, la multiplicité des invitations semble indiquer des réponses favorables. Ces

⁷⁰⁴ *Sud-Ouest* du 21 juillet 1979.

⁷⁰⁵ « Fête populaire anarchiste à Cadillac les 21-22 juillet », *Libre opinion*, 1979 [sans numéro].

⁷⁰⁶ Sans titre. Archives du secrétariat du groupe, Année 1985. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁷⁰⁷ Sans titre. Archives Durruti 1986. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁷⁰⁸ Sans titre. Relations extérieures EG 1989. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁷⁰⁹ Courrier du 12 septembre 2000. FA. EG. Fonds de l'Athénée Libertaire.

différents exemples mettent en lumière la volonté de s'ouvrir aux autres mouvements politiques et d'entretenir de bonnes relations avec l'extrême-gauche française. Les groupes Durruti et Emma Goldman sont des groupes composés majoritairement de jeunes militants qui ont à cœur de s'investir dans des mouvements de lutte et de soutien transversaux dans lesquels se retrouvent mouvements politiques libertaires et non-libertaires. L'invitation à ces fêtes apparaît donc être un moyen de réaffirmer et de consolider les liens puis de surmonter d'éventuelles tensions en rapport avec les divers enjeux militants.

L'organisation de fête est utilisée aussi dans le cadre de soutien à une lutte ou à un journal. L'En-Dehors, la Clé des Ondes et le comité de solidarité avec les peuples du Salvador et de l'Amérique centrale de Bordeaux organisent la fête NICA en solidarité avec les luttes du Nicaragua le 9 décembre 1989 à l'Athénée Libertaire⁷¹⁰. La même année, le journal bordelais Maquisard organise une fête à l'Athénée Libertaire le 28 avril 1989⁷¹¹. Ces deux événements sont organisés dans le but de faire connaître l'activité des comités et du journal. Ils permettent également de réunir quelques fonds pour encourager leurs initiatives.

Les fêtes auxquelles les milieux libertaires bordelais participent ont un rôle politique évident à la fois entre les acteurs et à la fois entre les organisations. Il s'agit notamment de créer et d'entretenir des liens au cours d'une socialisation collective ponctuelle. Les événements festifs sont l'occasion de dépasser certaines frontières politiques et de soutenir des initiatives militantes. Le groupe dit Yéyé dans les années 1960 illustre le rapport des libertaires espagnols à la culture et comment le divertissement festif peut créer un creuset militant.

⁷¹⁰ *La Lettre d'Emma*, n° 2, novembre 1989. Activités EG année 1989. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁷¹¹ Sans titre. Relations extérieures EG 1989. Fonds de l'Athénée Libertaire.

B/ Le groupe Yéyé : le rapport espagnol à la culture

L'étude du groupe Yéyé dans les années 1960 est l'occasion d'évoquer le rapport entre les immigrés espagnols et la culture au sens large du terme. Le groupe Yéyé désigne à Bordeaux le rassemblement de jeunes fils et filles, pour la plupart enfants d'immigrés espagnols anarchistes de la Retirada.

Ces adolescents et jeunes adultes se connaissent et jouent ensemble depuis l'enfance puisque leurs parents se côtoyaient dans les rassemblements libertaires et à l'Athénée Liberaire à partir de 1963. C'est un groupe qui s'est constitué malgré lui puisqu'il s'agissait surtout d'une « bande de copains » qui s'était retrouvée selon deux critères principaux : ils appartenaient à une même classe d'âge entre 1964 et 1967, de 15 à 20 ans, et ils descendaient de parents militants libertaires⁷¹². Il était difficile pour eux de s'impliquer avec leurs parents en raison de la différence d'âge et de générations. Le groupe ne se revendiquait pas libertaire puisque la plupart des jeunes qui l'avaient rejoint par la suite ne l'étaient pas. Il y avait en effet des jeunes français, des sympathisants, des sympathisants de sympathisants, des jeunes Espagnols et Portugais de l'immigration économique des années 1960, des jeunes qui voulaient seulement s'amuser et puis les enfants de militants qui constituaient le socle, le noyau libertaire⁷¹³. À partir de 1965, le groupe comptait environ une trentaine de jeunes personnes même si les chiffres pouvaient être à géométrie variable⁷¹⁴.

Le groupe Yéyé s'inspire des rassemblements festifs des adultes et notamment de la place très importante du théâtre. Les enfants de militants ont eux-mêmes commencé à jouer et à s'investir dans les pièces de théâtre montées par les espagnols libertaires plus âgés en jouant des rôles mineurs, des rôles d'enfants⁷¹⁵. Pour les libertaires et notamment les immigrés espagnols, il était très important de transmettre, développer, acquérir et partager la culture au sens large du terme. Le théâtre n'était pas propre à Bordeaux mais était généralisé dans ces milieux libertaires espagnols et ces générations car il permettait de s'impliquer en tant qu'acteur. Il constituait aussi une introduction à la culture la plus vivante

⁷¹² Esmeralda et Progrès Travé. Entretien 19 octobre 2020.

⁷¹³ *Ibid.*

⁷¹⁴ *Ibid.* Un intervenant de la rétrospective des *40 ans de l'Athénée Liberaire*, 17 mai 2003. Images et montage par Jean-Pierre Ramine avance un nombre variable entre 30 et 60 personnes ce qui paraît important. Dans les années 1960, il existe les Jeunesses Libertaires et il devait exister des liens avec le groupe Yéyé lors des sorties et fêtes ce qui viendrait confirmer la valeur haute de ces chiffres.

⁷¹⁵ *Ibid.*

qui soit en l'absence de cinéma. Les représentations étaient une réalisation collective qui permettait de se retrouver, d'échanger lors de ces événements culturels à caractère festif⁷¹⁶. Les Espagnols montaient des pièces de théâtre du répertoire espagnol classique, des grands auteurs, donc le but n'était pas de diffuser les idées anarchistes. En revanche, les textes étaient parfois modifiés pour adapter la pièce au nombre d'acteurs mais aussi pour supprimer des interjections religieuses et la présence du clergé en général. Le catholicisme espagnol était différent et plus dur que le catholicisme français et ces générations d'immigrés avaient lourdement subi le pouvoir, l'influence et les exactions du clergé en général comme du curé du village avant, pendant et après la révolution espagnole. Les pièces jouées n'étaient donc pas politiques mais il y avait un sursaut anticlérical par la rature des tirades et interjections qui faisaient référence par exemple à Dieu, Jésus ou Marie⁷¹⁷.

Le rapport à la culture chez les Espagnols libertaires prend donc sa source dans les principes fondateurs anarchistes mais aussi par la prise de conscience du retour impossible au pays natal. Une grande majorité de parents espagnols ont eu une grande exigence intellectuelle et culturelle pour leurs enfants qu'ils ont élevés selon le proverbe espagnol « Aller vers la liberté par les sentiers de la culture »⁷¹⁸. Les études pour leurs enfants constituaient un moyen de montrer qu'ils n'étaient pas des « sales Espagnols », des « espadrilles » ou des « espingouin », de se sortir de la condition d'étranger, dans laquelle on les avait plongés, grâce à la culture⁷¹⁹. Ces générations de parents n'avaient pas pu s'intégrer puis se soustraire au racisme par la culture en raison de la barrière de la langue et du décalage culturel. La perte de statut social et professionnel entre le pays d'origine et le pays d'immigration constitue également un frein dont les enfants peuvent s'affranchir par les études. Une petite minorité de militants libertaires voyait toutefois dans cette voie culturelle le danger d'un embourgeoisement et préférait tracer un sentier prolétaire pour leurs enfants en leur faisant suivre une formation d'ouvrier⁷²⁰.

Cette transmission à la fois familiale et collective du théâtre aboutit à la création chez ces jeunes du groupe Yéyé de leurs propres pièces, qui s'inscrivaient néanmoins dans le

⁷¹⁶ *Ibid.*

⁷¹⁷ *Ibid.*

⁷¹⁸ *Ibid.*

⁷¹⁹ *Ibid.*

⁷²⁰ *Ibid.*

programme des adultes. Le groupe d'Esmeralda et Progrès Travé a mis en scène et créé le décor de la pièce de Federico Garcia Lorca, *Les Amours de Don Perlimplin avec Bélise en son jardin*, et celle de Georges Courteline, *Le Commissaire est bon enfant*⁷²¹. En plus du théâtre, le groupe Yéyé réalisait des sorties à Floirac, à la plage ou à la piscine en bus ou en voiture quand les plus vieux commençaient à avoir leur permis. Le groupe se réunissait les dimanches après-midi à l'Athénée Libertaire car c'était le seul créneau laissé vacant par les plus vieux. Les fils et filles de militants anarchistes facilitaient l'accès au local. Ils amenaient un tourne-disque, des disques et organisaient des booms et dansaient le twist et le rock'n roll. Ce groupe se caractérisait par son ambiance festive et sa bonne humeur. Les militants de trente ans et plus les appelaient donc le groupe « des Yéyé » en référence au courant musical du même nom des années 1960⁷²². Ce n'était ni péjoratif ni laudatif dans leur bouche, les militants les plus vieux qui avaient contribué à fonder l'Athénée Libertaire étaient dans l'attente de voir ce qu'allait devenir ce groupe de jeunes. Certains étaient aussi réticents, dubitatifs voire méfiants vis-à-vis de ce collectif rigolard qui s'opposait à l'anarchisme sérieux et intellectuel des militants bordelais historiques. Il ne s'agissait pas d'un conflit entre générations mais plutôt d'aspirations différentes et d'incompréhension. Le groupe a d'ailleurs souvent entendu dire à son encontre « La liberté oui, le libertinage non »⁷²³. Des parents espagnols, surtout les pères, n'étaient pas réellement ouverts au groupe Yéyé et venaient chercher leurs filles à la fin des fêtes à l'heure convenue⁷²⁴.

Selon les mêmes pratiques que leurs parents et des vieux militants bordelais, les libertaires du groupe Yéyé réalisaient des exposés les samedis à l'Athénée Libertaire mais aussi dans des salles à la vieille bourse du travail, 42 rue Lalande, qui abritait la C.N.T. en exil et donc auxquelles ils avaient accès. Il s'agissait de construire autre chose que de se limiter à l'aspect festif. Les époux Travé ont réalisé des exposés sur Georges Bataille, Roger Caillois et *L'homme et le Sacré*, Lao Tseu. Ces exposés sont pour eux l'occasion de se différencier de l'idéologie de leurs parents. Ils ne la renient pas pour autant mais ils veulent sortir de ce cadre intellectuel libertaire familial et s'ouvrir à la culture en général⁷²⁵.

⁷²¹ *Ibid.*

⁷²² *Ibid.*

⁷²³ *Ibid.*

⁷²⁴ *Ibid.*

⁷²⁵ *Ibid.*

Le groupe Yéyé a donc été actif dans la deuxième moitié des années 1960 mais seule la génération d'enfants des immigrés espagnols faisait vivre le collectif. Étant tous du même âge ou presque, les choix de vie de chacun ont conduit à la fin du groupe, probablement à la fin des années 1960 ou au tout début des années 1970.

Le groupe Yéyé a été un collectif qui a rassemblé une génération qui avait les mêmes aspirations puis des sympathisants autour des milieux libertaires bordelais. C'est aussi un exemple d'un rapport au militantisme par le divertissement et le mélange culturel, politique et social. Ce creuset montre toute la place et la diversité de la culture libertaire dans les milieux anarchistes, qu'ils soient bordelais ou espagnols. Cette capacité fédératrice et ce creuset se retrouve également dans la commémoration et le souvenir révolutionnaire.

C/ La place de la commémoration et du souvenir

Les rassemblements à l'occasion de célébrations d'événements passés sont ritualisés et sont fortement ancrés dans les pratiques militantes. Le rassemblement le plus représentatif dans le militantisme politique est celui du 1^{er} Mai en référence à la journée de lutte des travailleurs américains en 1886. À Bordeaux, de nombreux courants politiques et syndicaux, dont les milieux libertaires, perpétuent ce qui est devenu une tradition politique. Les défilés du 1^{er} Mai donnent un éclairage sur les relations entre les différents collectifs libertaires bordelais. Après le défilé du 1^{er} Mai 1976, la C.N.T. espagnole en exil convoque la C.N.T. française à la vieille bourse du travail car la C.N.T. française a défilé derrière la C.G.T. stalinienne alors que d'habitude la C.N.T. défile de son côté dans le quartier Saint-Michel. Cet épisode a créé de grandes tensions entre la C.N.T. française et les autres courants anarcho-syndicalistes proches de la C.N.T. espagnole : C.G.T.-F.O., l'A.S.R.A.S. et l'Alliance Syndicaliste⁷²⁶. Cette division au sujet de la manifestation du 1^{er} Mai ne se limite pas aux rangs de la C.N.T. mais oppose aussi la C.N.T. et la F.A. de Bordeaux. Deux appels à manifester sont lancés pour le 1^{er} Mai 1989 : d'un côté la C.N.T. pour faire son cortège en marge des organisations syndicales depuis la place saint Michel, rejointe par l'Union des anarchistes des

⁷²⁶ *Germinal Vallès & Michel Caravera, Athénée Libertaire, 15 mars 2013. Entretien réalisé par Thomas Aimar, images Jean-Pierre Ramine.*

Landes et des libertaires de Bordeaux⁷²⁷ ; de l'autre l'Union locale de la F.A. Bordeaux appelle l'ensemble du mouvement libertaire et ses sympathisants à rejoindre son cortège place Jean Jaurès pour fermer la marche du cortège officiel⁷²⁸. Ces deux positions de manifestation semblent être fixes depuis quelques années puisque la F.A. a toujours défilé au sein du cortège mais en fin de marche. Cette clôture de défilé est à la fois un choix politique et symbolique : refuser de défiler aux côtés d'organisations syndicales réformistes ou ennemies comme la C.G.T. communiste stalinienne mais sans pour autant se couper du militantisme bordelais en général. Dans son bilan d'activité de l'année 1989-1990 présenté dans le compte rendu du congrès de la F.A. de Lyon en 1990, le groupe Emma Goldman de Bordeaux critique la position de la C.N.T. bordelaise lors de la manifestation du 1^{er} Mai 1989. Cette critique formulée dans le paragraphe « Faiblesse » du compte rendu montre que l'attitude « seule contre tous » de la C.N.T. conduit à un manque d'unité du mouvement libertaire bordelais⁷²⁹. Un tract du 1^{er} Mai 1986 apporte néanmoins une nuance à ses divisions formelles puisque toutes les organisations libertaires bordelaises en sont les signataires : la C.N.T., l'O.C.L., le G.A.B. et la F.A. Il est distribué en direction du cortège syndical avec pour thèmes principaux le racisme et le centenaire de Chicago⁷³⁰. Le 1^{er} Mai est aussi la circonstance pour réaliser des actions politiques concrètes comme cette année 1986 qui est l'occasion pour la F.A. de Bordeaux [groupes Durruti, Pépin Cadavre, Saint-Médard-en-Jalles] de commémorer le centenaire des martyrs de Chicago en 1886. Le 29 avril 1986, cinq mannequins à l'effigie des cinq condamnés à mort de Chicago sont pendus sur le grand pont de Mériadeck à Bordeaux⁷³¹.

Les épisodes historiques liés à l'histoire du mouvement libertaire occupent une place importante dans les célébrations. Gaetano Manfredonia montre que la culture politique libertaire a été construite selon un socle de références historiques communes qui créé une mythologie libertaire⁷³². La commémoration de la révolution espagnole de 1936 en fait intégralement partie ce qui amène les libertaires bordelais fortement imprégnés de l'histoire espagnole à organiser une exposition en 1986 à l'occasion du cinquantième. Tout au long de

⁷²⁷ Aucune information n'a été trouvée sur cette union mais il ne s'agit *a priori* pas de la F.A. de Bordeaux. Peut-être est-ce un regroupement de la C.N.T.

⁷²⁸ *Maquisard* n° 4, 25 avril-9 mai 89. Relations extérieures EG 1989. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁷²⁹ Bilan d'activités de l'année 89-90. Archives FA années 90. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁷³⁰ Sans titre. Archives Durruti 1986. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁷³¹ *Ibid.*

⁷³² MANFREDONIA. Gaetano, « Persistance et actualité de la culture politique libertaire », dans BERSTEIN. Serge (dir.), *Les cultures politiques en France*, Éditions du Seuil, Paris, 2003, p. 292.

l'été de cette année-là, une exposition, des ventes de livres et de brochures, des débats et des animations sont organisés à l'Athénée Libertaire⁷³³. Une émission de radio d'une durée de 20 minutes sur l'Espagne 36 est diffusée le 22 juillet 1986 sur la Clé des Ondes⁷³⁴. Les événements de 1968 sont, de la même manière, réintroduits dans le champ militant par la date anniversaire. Ainsi, la Librairie du Muguet est inaugurée le 22 mars 2003 ce qui est une référence manifeste au mouvement d'extrême-gauche étudiant du 22 mars 1968. Idem pour le Ciné-club du 19 juillet. Ces références historiques s'inscrivent dans l'analyse de Gérard Mauger qui met en rapport les notions de génération et d'événement fondateur (c'est-à-dire un changement structural). Il définit trois catégories d'événements fondateurs qui marquent une génération au sens sociologique et non pas biologique du terme⁷³⁵ : les révolutions, les guerres, et les crises politiques comme Mai 68⁷³⁶. Si les nouvelles générations de militants n'ont pas participé la plupart du temps aux événements qu'elles célèbrent, le souvenir est entretenu par les générations contemporaines aux événements ou par le partage et la transmission d'un socle culturel politique. En plus de consolider le réseau par la socialisation ponctuelle et la réaffirmation d'une base identitaire commune entre les milieux libertaires, il s'agit aussi de manière inconsciente de transmettre cet héritage culturel commun entre générations de militants. Gaetano Manfredonia critique ces pratiques courantes dans les milieux militants en disant qu'« il faut que la culture politique anarchiste arrive à se débarrasser de ses oripeaux hérités du XIX^e siècle et de son folklore militant désuet »⁷³⁷. Cette critique générale ne saurait s'appliquer strictement à notre étude ; les sources ne montrent pas une vie militante ancrée dans un passéisme libertaire dogmatique. Pour autant, elle interroge sur la netteté de la limite entre la mémoire dans le militantisme et le folklore militant.

D'autres commémorations s'inscrivent davantage dans le présent puisqu'elles sont le prétexte pour mettre en lumière des luttes contemporaines. Une manifestation place Jean Moulin est organisée le 1^{er} octobre 1999 pour le 40^e anniversaire de l'École Nationale de la Magistrature de Bordeaux au cours duquel sont présents Jacques Chirac, Robert Badinter,

⁷³³ Sans titre. Archives Durruti 86. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁷³⁴ *Ibid.*

⁷³⁵ Selon la définition de Pierre Bourdieu, en opposition à de simples classes d'âge arbitraires, dans MAUGER. Gérard, *Âges et générations*, Paris, La Découverte, 2015, p. 50.

⁷³⁶ *Ibid.*, p. 64.

⁷³⁷ MANFREDONIA. Gaetano, *op. cit.* p. 301.

Élisabeth Guigou et 1500 magistrats. Cette manifestation, qui regroupe plusieurs organisations militantes, dénonce la répression et le système judiciaire en place. La F.A. est cosignataire d'un communiqué de presse et crée un tract au local du syndicat Sud⁷³⁸. Selon le même principe, le collectif « 500 ans » est créé en 1992 à Bordeaux pour critiquer les positions idéologiques autour du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique. Le collectif qui se réunit à l'Athénée Libertaire anime la campagne « 500 ans de résistance indigène, noire et populaire ». Le groupe Emma Goldman fait partie de cette campagne qui cherche par le biais de la commémoration à remettre dans l'actualité des luttes la question des minorités sur le continent américain et à dénoncer le génocide indien⁷³⁹. Ces deux exemples montrent comment les milieux libertaires se servent de la commémoration d'événements pour créer un contexte de lutte favorable à la défense et la promotion de leurs convictions.

La place du souvenir et de la commémoration revêt une utilité pratique dans la mise en place de luttes et dans la stratégie d'opposition des milieux militants et libertaires. Mais elle soulève également une question du lien qu'entretient le militantisme anarchiste, comme les autres militantismes, à son histoire : à partir de quels moments le souvenir se transforme-t-il en construction mémorielle et dans les cas les plus dévoyés de construction, en folklore ?

L'étude de trois supports culturels (le son, l'image, les festivités) permet d'appréhender d'autres canaux de diffusion des idées, de la culture et de l'information libertaire que les vecteurs traditionnels comme le domaine de l'écrit. Le dynamisme de la culture libertaire à Bordeaux semble s'être véritablement constitué dans le temps de notre étude, c'est-à-dire à partir des années 1960. Ce dynamisme n'est pas isolé, à contre-courant ou en parallèle de la société française puisqu'il correspond finalement à la période où le divertissement prend une place de plus en plus importante dans cette même société, à partir de l'après-guerre et des Trente Glorieuses. L'étude des supports montre qu'il fait intégralement partie de cette dynamique mais dans une expression et une portée différente.

⁷³⁸ Compte rendu du 23 septembre 1999 dans le cahier des réunions du groupe EG. Chemise FA Emma Goldman. Fonds de l'Athénée Libertaire.

⁷³⁹ *La Lettre d'Emma*, n°10, avril-mai 1992, Archives FA Bordeaux années 80. Fonds de l'Athénée Libertaire.

Cette effervescence culturelle rallie un grand nombre de sympathisants aux milieux libertaires bordelais et sert de vitrine pour l'anarchisme. La culture libertaire possède donc une fonction primordiale car elle semble jouer le rôle de ciment entre les réseaux, entre les milieux, et d'aimant, même si cette culture demeure en marge de la culture dominante. Elle constitue également une source de stabilité ce qui apporte un élément de réponse sur la longévité de l'anarchisme à Bordeaux. Qu'il soit question de culture libertaire ou de promotion libertaire de la culture, le domaine culturel est le plus explicite sur la porosité des milieux anarchistes bordelais. Il apparaît dans ce travail que ce sont surtout les jeunes générations politiques qui portent la dynamique culturelle anarchiste même si pour autant il ne faut pas minimiser le rôle des militants d'expérience dans le domaine de l'écrit et de la pédagogie. Ainsi, il semble que le militantisme mouvementiste, plus riche par nature, est traversé par une dimension culturelle plus importante et partagée avec d'autres courants.

Conclusion

À la manière d'un archéologue qui étudie les différentes couches du sol pour éclairer l'histoire de l'occupation humaine d'un site, nous avons dégagé quelques axes d'analyse pour appréhender l'évolution de l'histoire politique de l'anarchisme bordelais. Ces axes, qui gravitent autour de la notion des réseaux politiques, ont sorti de l'ombre une pensée politique multifacette et particulière.

En l'absence d'appareil politique national, l'anarchisme est malléable, élastique dans son application, puisqu'il dépend principalement des acteurs politiques qui le portent ainsi que des particularismes géographiques, historiques, culturels, politiques. Il existe alors véritablement une identité libertaire particulière dans le bordelais, moins dans la pensée que dans l'application de cette pensée. Cette identité locale s'est patiemment constituée au fil des décennies du XX^e siècle avec comme facteurs décisifs : l'anticléricisme de la Libre-Pensée, véritable alliée de l'anarchisme bordelais ; la révolution espagnole et les conséquences de la Retirada dans les cercles libertaires au cours des deux derniers tiers du siècle ; la culture qui a accompagné sans discontinuer la réflexion et l'action politiques, jusqu'à nos jours encore avec la culture *underground* et les fantômes de l'anarchisme espagnol. Pourtant, gardons-nous de définir à l'excès des limites politiques trop nettes concernant l'anarchisme bordelais car la nébuleuse est insaisissable parfois tant les contours sont flous et poreux. Il en va de même pour les acteurs qui, s'ils sont libertaires, appartiennent le plus souvent à de multiples cercles militants d'horizons différents. C'est à l'aide de l'étude des acteurs et de l'organisation des acteurs que nous avons esquissé les conjonctures, les trajectoires et les évolutions politiques libertaires dans ce territoire donné au cours des quarante dernières années du deuxième millénaire. L'analyse générationnelle a donné une perspective indispensable à la compréhension de cette histoire du temps présent tandis que l'étude des lieux et des pratiques caractérisait l'anarchisme girondin. Mais, ce sont véritablement les acteurs et les réseaux politiques qui constituent le socle de ce travail. Après des décennies d'historiographie centrées sur la pensée et la théorie anarchiste, l'analyse du militant et de l'organisation concrète des liens politiques constitue le renouveau historiographique du XXI^e siècle dans lequel nous nous inscrivons.

Donner corps et chair à l'anarchisme bordelais local ne signifie pas pour autant négliger les évolutions politiques globales. Il existe toujours des liens d'interdépendance entre le particulier et le général, aussi ténus soient-ils. Les événements de 1968 sont éloquentes à ce sujet car, s'ils n'ont pas eu d'effets directs dans les cercles libertaires définis à cette période, ils produisent un contrecoup politique remarquable. En ce qui concerne les pratiques, la mutation du capitalisme industriel, axé sur la possession physique du capital, en capitalisme financier, axé sur la possession immatérielle du capital et des flux, bouleverse l'organisation générale de la société en introduisant la forme réticulaire. De là, découlent des modifications chez les adversaires de l'hydre capitaliste qui cherchent à se positionner plus efficacement contre ces nouvelles stratégies de domination et d'exploitation. Les modifications des pratiques se cristallisent autour des formes intellectuelle et mouvementiste que nous avons déterminées et s'illustrent aussi par une nouvelle conception de l'internationalisme centrée sur l'altermondialisme. Paradoxalement, ces nouvelles pratiques qui s'apparentent à un renforcement créent des faiblesses dans le militantisme local. Du chevauchement des formes intellectuelle et mouvementiste à Bordeaux résulte une division générationnelle et politique qui a des conséquences néfastes dans la cohésion, l'efficacité et la dynamique militante libertaire. Au reste, la défaite du modèle communiste soviétique, que nous avons peu évoquée car son effet dans les cercles anarchistes est difficilement quantifiable, entérine le regain de la pensée anarchiste après les événements de 1968 et confère une légitimité au discours libertaire. En somme, les milieux libertaires bordelais sont à la fois déterminés par une identité locale mais aussi par les conjonctures politiques globales sans qu'il y ait de liens probants entre les deux. La variation des échelles géopolitiques au cours de ce travail a donc été féconde pour retrouver les mécanismes extrinsèques qui déterminent intrinsèquement l'anarchisme bordelais ; ce qui revient à s'appesantir sur les notions d'en-dehors et d'en-dedans.

S'il a beaucoup été question de la notion de réseau et de relations militantes, peu de place a été accordée à la théorie à ce propos. À l'instar de l'anarchisme comme objet d'étude, le parti pris n'était pas de réaliser une étude sur l'idéologie, de théoriser à outrance la notion au détriment du concret, mais d'utiliser le concept du réseau comme une grille de lecture pour toucher du doigt un état de la réalité. Dans le cas de l'histoire du temps présent, la théorie doit être mesurée pour laisser la place au réel, ici aux acteurs et aux liens. La notion de réseau a été déclinée dans ce travail selon les trois principaux axes à savoir : la transmission des

réseaux entre le passé et la chronologie de l'étude, le réseau comme outil de développement structurel, l'étude des liens au sein de la culture politique. Il ressort de cette déclinaison une complexification de plus en plus importante des relations militantes. En cause, l'ouverture des cercles anarchistes aux autres militantismes ce qui efface les frontières symboliques posées et entretenues par les anciennes générations de militants. C'est le cas de l'ouvriérisme et de l'anticléricalisme par exemple qui sont délaissés au profit d'une réactualisation de la pensée en lien avec la réalité sociale. Cette réactualisation de la pensée s'accompagne d'une réactualisation des rapports et des liens. À l'origine de ces renouvellements se trouve l'idéologie de l'organisation en réseau, en plein essor à partir des années 1970-1980 et développée par le nouvel esprit du capitalisme. Ainsi, à la manière d'un miroir déformant, nous pourrions dire qu'il s'agit-là d'un nouvel esprit de l'anarchisme, que cette étude a mis en lumière.

Dans le cadre d'une étude plus poussée, des parties de ce travail pourraient être enrichies voire reconsidérées par l'analyse de nouvelles sources. Les acteurs politiques disparaissent avec le temps et il est de moins en moins question d'histoire du temps présent. La mémoire vivante s'efface à mesure que le temps s'écoule. Mais, des sources à propos de l'anarchisme bordelais demeurent encore inexploitées comme c'est le cas du côté de la F.A. nationale et de la C.N.T. girondine dont les archives se trouvent principalement à Madrid. La réflexion et le plan du développement s'étant constitués à partir des sources, ils reflètent les apports et les carences des sources. Ainsi, il est beaucoup question de la Fédération Anarchiste et de l'Athénée Libertaire, moins de la C.N.T. et des autres groupements, ce qui aboutit nécessairement à un déséquilibre dans le traitement du sujet. Néanmoins, ce déséquilibre reflète peut-être une certaine réalité dans le militantisme tant la F.A. et l'Athénée Libertaire possèdent un rôle politique majeur dans l'histoire libertaire du bordelais. D'autres méthodes et travaux d'analyse peuvent procurer des résultats pertinents comme une étude prosopographique sur les acteurs libertaires bordelais, une étude dédiée à l'anarchisme espagnol en Gironde, un travail global de recherche de la naissance de l'anarchisme à Bordeaux jusqu'à nos jours.

Il s'agit désormais de répondre au questionnement qui a guidé l'ensemble de ce travail : en quoi l'organisation en réseaux des milieux anarchistes bordelais constitue-t-elle le

facteur principal de leur continuité ? L'anarchisme bordelais possède comme force d'avoir des militants qui se sont investis jeunes jusqu'à un âge avancé. L'investissement sur un temps long permet de transmettre inconsciemment les pratiques, l'habitus politique et culturel mais aussi les réseaux et les atouts de ceux-ci aux prochaines générations. Le statut de Bordeaux acquis dans l'anarchisme national voire international et l'attrait des grandes figures bordelaises en sont quelques éléments. C'est aussi l'investissement dans les lieux, les locaux, qui ouvre la possibilité de tisser de nouveaux liens et de s'intéresser à de nouvelles échelles géopolitiques. L'identification des différents pôles a permis de comprendre la nature et l'organisation des flux militants, des relations sociales et politiques. L'anarchisme espagnol en exil, qui détermine en partie l'identité politique libertaire girondine, contribue à renforcer le militantisme par l'apport et la constitution de réseaux : dans le domaine culturel, dans le domaine politique, dans le domaine de la solidarité, chez les parents comme chez les enfants de libertaires espagnols. Les différents contrecoups ou héritages politiques ont lieu au cours de notre chronologie et bon nombre d'entre eux amènent des réseaux déjà existants ou bien en gestation.

Nous parlons dans le questionnement d'organisation en réseaux mais en réalité il ne s'agit pas d'une organisation volontaire en réseau mais du résultat de l'application de valeurs, d'une culture et d'une pensée politique. C'est au départ un modèle inconscient, intrinsèque à l'anarchisme, qui se conscientise avec l'avènement de l'idéologie mouvementiste. Le modèle du réseau n'est plus au-dedans de l'anarchisme mais au-dehors et il faut donc s'ouvrir aux autres militantismes pour en avoir les avantages. Alors que la forme intellectuelle est sur le déclin, la conception mouvementiste fait perdurer les idées et les initiatives anarchistes à Bordeaux. En s'appuyant sur les réseaux et les différentes échelles géopolitiques, les milieux libertaires mouvementistes tissent un canevas, une toile, une arborescence militante. Le décortilage du processus de tissage indique que la création des réseaux a pour but principal de renforcer les milieux, d'entériner une dynamique, de répondre à un besoin structurel. La coopération et les alliances au sein de réseaux avec d'autres collectifs, qu'ils soient libertaires ou non, assurent la pérennité des milieux libertaires en les faisant exister et participer au mouvement social. La mutation difficile et quelque peu tardive de la forme intellectuelle à la forme mouvementiste est donc bienvenue pour continuer de coller à une réalité sociale. Dans le cas où aucun militant ou groupement n'aurait porté la forme mouvementiste à Bordeaux,

l'anarchisme bordelais aurait périclité et se serait retrouvé isolé, moribond et en décalage avec son temps, chose qui avait déjà commencé. Le facteur principal de cette continuité se trouve donc être le modèle du réseau conscientisé au sein de ce que nous avons appelé la forme mouvementiste.

L'analyse du modèle du réseau ne saurait se restreindre à la seule transmission et à la seule dimension structurelle. L'entraide, la solidarité, l'autogestion, la mutualisation des moyens, l'horizontalité des rapports et la prise de décision collective sont des éléments inhérents à l'anarchisme qui favorisent des rapports réticulaires. Ainsi, l'organisation des rapports en réseaux ne se limite pas uniquement au champ politique mais se décline pour l'ensemble des rapports entretenus par les milieux libertaires bordelais. La culture politique au sens large du terme n'échappe pas à cette logique et nous avons dégagé de multiples liens organisés dans les domaines de la presse, la littérature, l'éducation, la mémoire, la culture *underground*, l'audiovisuel, les fêtes. Grâce au nombre, à la réciprocité, à la diversité des liens et des réseaux entretenus, les milieux libertaires bordelais, pourtant très différents les uns des autres, sont reliés entre eux. Ils s'inscrivent dans des maillages de natures et d'échelles géopolitiques différentes mais complémentaires. Cette diversité de nature et d'échelles de liens constitue la force principale des milieux libertaires bordelais et assurent leur pérennité. La pérennité n'est pas à concevoir individuellement, à l'aune de la vie des groupes dont on a vu que certains pouvaient être éphémères. Il s'agit d'avoir un regard d'ensemble et de concevoir la pérennité de manière collective. Les réseaux procurent une force aux différents militantismes ce qui permet d'obtenir un terreau favorable à l'émergence de groupements, à la renaissance perpétuelle d'entités anarchisantes dans le bordelais. La vigueur de l'arborescence des rapports, des tissus socio-politiques et des réseaux permet la fructification de groupements. Si les groupements meurent, la vigueur générale, libertaire ou non, demeure favorable à l'apparition de nouvelles générations militantes. Ainsi, la force des milieux libertaires bordelais ne viendrait pas du centre, des groupements ou des pôles, mais des marges constituées de réseaux. Plus précisément, la capacité de mobiliser au-delà de ses frontières politiques, de s'ouvrir à d'autres militantismes, de diversifier les fronts de luttes, de s'enrichir au contact de l'altérité militante et de s'insérer dans des réseaux déjà existants représente les atouts principaux de cette pérennité collective.

Ce travail de recherche a identifié la genèse de la généralisation du réseau à Bordeaux au sein des milieux libertaires en tant qu'idéologie et stratégie politique. La chronologie de l'étude s'achève au début du XXI^e siècle qui correspond à la période à partir de laquelle le modèle du réseau occupe une place prépondérante dans la société, à Bordeaux comme ailleurs. L'essor progressif des nouvelles technologies et du capitalisme financier qui les accompagne impose le réseau comme système d'organisation à échelle planétaire. Si tout ne peut pas être qualifié de réseau et si les réseaux ne sont pas forcément de même nature, il résulte une nette tendance à partir des années 2000 à la connexion entre entités, à une nouvelle organisation des rapports chez les alliés comme chez les ennemis du capitalisme et de l'État.

Les milieux anarchistes bordelais connaissent également un renouveau à cette période. Nous ne pouvons affirmer sans hésitation s'il s'agit uniquement du résultat de l'avènement de la forme mouvementiste mais il est certain qu'un nouveau souffle est provoqué par une organisation de plus en plus réticulaire des rapports, notamment à l'Athénée Libertaire. Les changements dans la gestion du lieu et l'ouverture de la Librairie du Muguet débute un nouveau cycle militant qui dure jusqu'à aujourd'hui. Un nouveau G.A.B. est fondé au cours des années 2000 et prend la relève du groupe Emma Goldman qui se dissout dans les années 2003-2004. Les ondes radiophoniques de la Clé des Ondes sont réoccupées par les libertaires avec l'émission Achaïra du Cercle libertaire Jean Barrué. Le collectif Mankind assure la relève d'O.A.F. jusque dans les années 2010 et perpétue l'aura *underground* du 7 rue du Muguet. Alors que la C.N.T. A.I.T. tient toujours son rang, la C.N.T. Vignoles s'implante durablement à Bordeaux et se développe avec une nouvelle génération d'anarcho-syndicalistes. Après la vente de la vieille bourse du travail rue Lalande en 2002, un nouveau projet de bourse autogérée naît à partir de 2004 et se concrétise en 2008. Au-delà du modèle du réseau, ce renouveau militant bénéficie de la montée d'une nouvelle critique anticapitaliste mondialisée à la fin des années 1990 et dans les années 2000. Selon nous, l'idéologie du réseau de plus en plus présente et la montée de la critique anticapitaliste en réponse au durcissement du modèle capitaliste sont les deux principaux facteurs à prendre en compte pour appréhender l'anarchisme pour les décennies du début du XXI^e siècle, à Bordeaux comme dans l'ensemble des milieux libertaires des pays occidentaux financiers.

Annexes

Table des annexes

Annexe I. Un corpus d'affiche p. 301

Annexe II. Les entretiens p. 307

Annexe III. La chronologie du mémoire p. 374

Annexe I. Un corpus d'affiches

La source primaire est le site Placard du F.I.C.E.D.L. pour la totalité du corpus au mot-clé « Bordeaux ». ⁷⁴⁰ Des affiches n'ont pas pu être retenues car elles n'étaient pas datées.

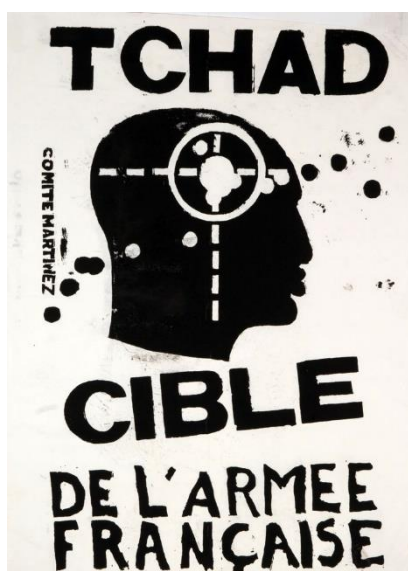
Affiche n°1



Affiche sur les arrestations par le gouvernement de Franco de cinq militants anarchistes. Imprimerie Alex Jarlet, 71 rue Gretiolet à Bordeaux.

Date de diffusion : 1964

Remarque : Une affiche similaire a été imprimée entre 1964 et 1966 à l'imprimerie du Sommet, 3 rue du Sommet-des-Alpes, Paris XV^e.



Affiche n°2

Affiche sérigraphique tirée à 200 exemplaires en juin 1970. Elle est produite par le Comité Martinez de Bordeaux, comité antimilitariste non libertaire mais investis par les militants.

Date de diffusion : 1970

⁷⁴⁰ <https://placard.ficedl.info/>

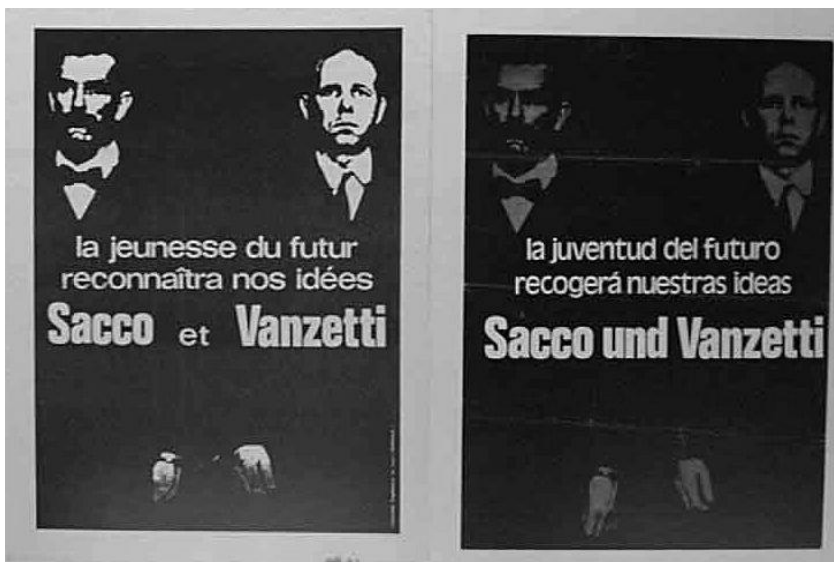


Affiche n°3

Affiche signalée dans *Le Monde Libertaire* n°260 du 16 mars 1978 : « Le groupe libertaire de Bordeaux a édité une affiche sur la dissidence en URSS [...] à commander au Groupe de Bordeaux, 7 rue du Muguet, 33000 Bordeaux ». Le groupe de Bordeaux désigne le groupe Sébastien Faure.

Date de diffusion : 1978

Dessinateur et date de création : Jean-Pierre Ducret, 1977.



Affiche n°4

Affiche du groupe libertaire de Bordeaux (Sébastien Faure) de la Fédération Anarchiste, annoncée dans *Le Monde Libertaire* n°246 du 8 décembre 1977.

Date de diffusion : 1977



Affiche n°5

Affiche du groupe Sébastien Faure de la Fédération Anarchiste à l'occasion d'un meeting sur les accidents du travail.

Date de diffusion : 1977

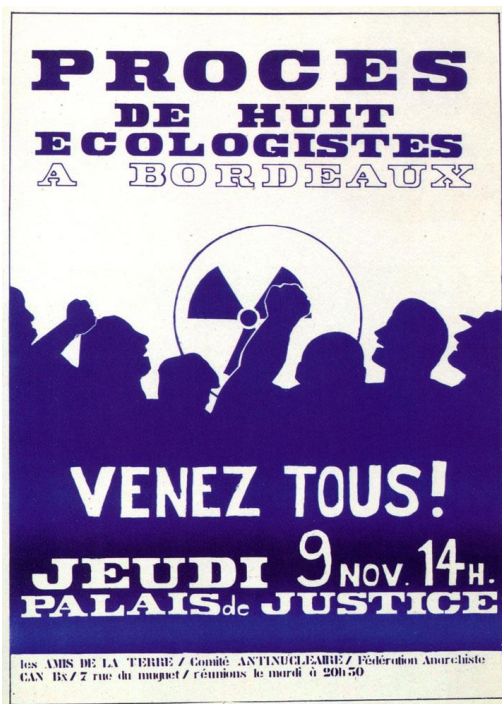


Affiche n°6

Affiche commandée par la Fédération Anarchiste à Paris pour le groupe de Bordeaux et le groupe 1^{er} Mai d'Annecy. Affiche publiée par le groupe de Bordeaux (3 rue du Muguet) annoncée dans *Le Monde Libertaire* n°264 du 13 avril 1978. Imprimerie coopérative du Loup à Bordeaux.

Date de diffusion : 1978

Dessinateur : Jean-Pierre Ducret



Affiche n°7

Affiche du Comité Anti-Nucléaire de Bordeaux du 7 rue du Muguet, en lien avec la Fédération Anarchiste. Promotion du rassemblement autour du procès de huit écologistes.

Date de diffusion : 1978



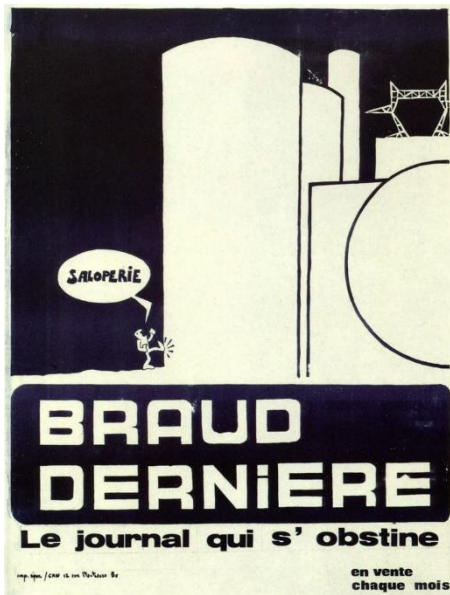
Affiche n°8

Affiche de promotion de la fête populaire anarchiste à Cadillac-sur-Garonne les 21-22 juillet 1979 organisée par les groupes de Bordeaux et Cadillac (Soleil Noir) de la F.A. Affiche annoncée dans *Le Monde Libertaire* n°318 du 14 juin 1979.

Date de diffusion : 1979

Dessinateur : Jean-Pierre Ducret

Remarque : Le motif du soleil noir et des personnages est repris dans d'autres affiches antérieures et postérieures de Jean-Pierre Ducret. Ce n'est pas un motif original.

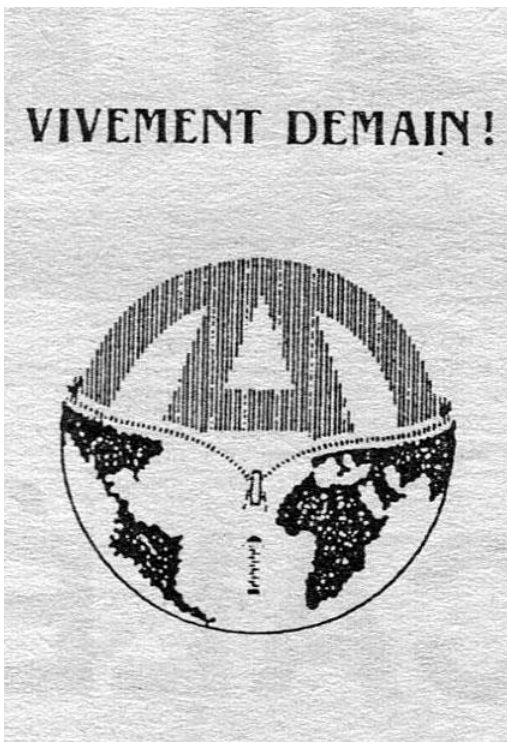


Affiches n°9

Affiche du Comité Anti-Nucléaire de Bordeaux pour la promotion du journal mensuel *Braud dernière : le journal qui s'obstine*.

Date de diffusion : 1985

Remarques : L'adresse du comité est 12 rue Planterose à Bordeaux. Il ne s'agit plus du C.A.N. de la rue du Muguet mais certains libertaires ont continué à avoir des liens avec ce comité.



Affiche n°10

D'après *Le Monde Libertaire* n°676 du 8 octobre 1987 : poster sur papier glacé par le groupe Emma Goldman (Bordeaux) de la Fédération Anarchiste.

Date de diffusion : 1987

Remarque : Le motif reprend celui de l'affiche qui fait la promotion de la journée libertaire organisée par Alternative Libertaire à Bruxelles le 24 mars 1984.

Annexe II. Les entretiens

La chronologie de ce travail a permis de réaliser quatre entretiens avec des acteurs du militantisme libertaire des années 1960 au début des années 2000. Ils ont été menés de façon semi-directive. Tous les témoins ont complété le formulaire ci-dessous et ont autorisé la libre utilisation de leurs propos pour ce travail universitaire.

Les entretiens ont été entièrement recopiés à partir des enregistrements audiovisuels. Le procédé de retranscription a été réalisé avec rigueur mais des noms ont pu être mal orthographiés, des éléments omis, ou corrigés pour faciliter la lecture. Ainsi, l'enregistrement audiovisuel reste plus fiable car il s'agit de la source primaire. En conséquence, une copie de chaque entretien sera jointe au dépôt du mémoire à l'Athénée Libertaire au format CD-ROM.

Vincent Porhel a réalisé une thèse en 2005 sur la construction des représentations sociales et culturelles dans les années 1968 en Bretagne pour laquelle il a effectué de nombreux entretiens. Il les publia dans un volume de la thèse pour permettre aux lecteurs « de juger sur pièces l'usage qui est fait des sources orales »⁷⁴¹. Le travail de retranscription ci-dessous s'inscrit dans cette démarche.

Les différentes contraintes de la réalisation de ce mémoire n'ont pas permis d'inclure toutes les informations évoquées dans les entretiens. La retranscription apporte des éléments supplémentaires à la compréhension du militantisme libertaire bordelais voire national. Aussi, les quatre parcours de vie détaillés ci-après permettent de donner corps et âme aux acteurs politiques, souvent désincarnés dans le traitement scientifique.

⁷⁴¹ ROUSSO. Henry (dir.), *La France du temps présent (1945-2005)*, Paris, Belin, 2010, p. 527.

Formulaire d'entretien en vue d'un mémoire de Master

Les milieux libertaires bordelais (1963-2003) : réseaux, générations, acteurs, lieux, pratiques

Nom :

Date de l'entretien :

Prénom :

Résumé des activités militantes

.....
.....
.....
.....

Configuration de l'entretien

- Filmé et enregistré Seulement enregistré Entretien confidentiel

Autorisation de citation

- Je suis d'accord pour que mes paroles exactes soient retranscrites dans le mémoire
 Je ne veux pas que l'on cite mes paroles exactes mais j'accepte que l'on y fasse allusion

Anonymat à propos de la citation

- J'accepte que l'on associe mon nom à mes paroles/aux allusions à mes paroles
 Je veux garder l'anonymat

Mémoire & Archives

Je suis d'accord pour que l'entretien soit sauvegardé sur un support pour être transmis comme archive ou mémoire (à l'Athénée Libertaire par exemple) : Oui Non

Je possède un fonds privé d'archives : Oui Non

J'accepte de le montrer à l'étudiant-chercheur : Oui Non

J'accepte que le chercheur fasse une copie de certains documents en ma possession (Photographie, numérisation) : Oui Non

Signature

Esmeralda & Progrès Travé

Retranscription de l'entretien du 19 octobre 2020

Question : *Comment êtes-vous devenus anarchistes, quelles expériences avez-vous eu, comment s'est transmis l'anarchisme dans votre cercle familial ?*

Esmeralda Travé : C'est par les parents effectivement. Chacun a une histoire différente, semblable mais différente donc on parlera chacun notre tour. Oui mes parents étaient de culture libertaire et même le père de ma mère était militant, on remonte au début du siècle, du XX^e siècle. Il était militant dans le nord de l'Espagne, il travaillait dans les aciéries et la sidérurgie. C'était un militant déjà de la C.N.T., il se faisait remarquer. À tel point que quand des personnalités venaient dans le coin, il était emprisonné, mis de côté pour pas qu'il ne crée de problème. C'était aussi une personnalité exubérante, un original. C'était un végétarien, un naturiste, il se lavait dans la cour quand il pleuvait, il avait une guitare, il chantait. C'était donc une personnalité locale si l'on peut dire. Mais on a retrouvé sa trace sur internet. Il faisait partie d'un petit groupe avec un anarchiste espagnol très connu dans le nord de l'Espagne, mais son nom m'échappe. Donc ma mère et ses frères ont été élevés dans cette ambiance.

Du côté de mon père, c'était une famille sans engagement politique particulier mais mon père s'était engagé très jeune politiquement. Il est originaire de l'Aragon mais il a immigré à Barcelone, puis au moment de la dictature de Primo de Rivera à Bordeaux avec ses frères où il y avait déjà une petite colonie espagnole. Ma mère est arrivée de son côté avec ses parents. Mes parents se sont connus à ce moment-là et ma sœur aînée est née rue Sainte-Catherine. Ils faisaient partie d'un groupe à Bordeaux très remuant avec du théâtre beaucoup puis de la politique. C'était au moment où les frères Lapeyre organisaient des débats, des rencontres, des controverses, des conférences. Il y avait un milieu militant français et espagnol avec une grande mixité entre les deux milieux.

Cette culture je l'ai retrouvée après. Mes parents ont été mis à la porte plus ou moins parce qu'ils étaient très remuants à Bordeaux. D'autant qu'en Espagne la République était arrivée, les Espagnols n'avaient qu'à retrouver leur pays sous République. Mes parents étaient aux premières loges pendant l'insurrection à Barcelone. Mon père était sur les barricades puis s'est engagé sur le front dans la colonne Durruti. Ma mère est restée à Barcelone puis a rejoint une collectivité avec ma sœur dans le haut-Aragon, dans le village, la petite ville dont son père était originaire jusqu'au moment où la colonne a été dissoute par les communistes qui démantelaient les collectivités d'Aragon et les colonnes. Puis elles sont retournées à Barcelone rejoindre son père qui avait fait toute la guerre d'Espagne jusqu'en janvier 1939. Quand Barcelone était prête à tomber (elle est tombée le 26 janvier 1939), ma mère est venue en France avec ma sœur. Ça a été l'exode, la Retirada, tout ce que l'on en sait. Puis elle a été envoyée dans un centre d'accueil, un camp dans le centre de la France avec ma sœur ne sachant rien de mon père au front qui lui s'est retiré de son côté avec la troupe dans laquelle

il était. Ils se sont retrouvés bien après en France, d'autant qu'il y a eu le contexte de la guerre en France.

Moi quand je suis née, j'ai hérité de tout ça, on en parlait beaucoup dans la famille, ce n'était pas tabou, c'était une fierté. Il y avait des réunions avec d'autres Espagnols dans lesquelles ils se re-racontaient la saga, puisque chacun avait des histoires un peu différentes. Tous ces Espagnols sortaient ensemble, ils faisaient des sorties en été en autobus dans lequel ils chantaient « A las barricadas ». En hiver c'était plutôt des activités culturelles : du théâtre, des conférences, ou des festivals de danse, de chant.

Donc j'ai baigné dans ça et ça m'est venu naturellement mais j'ai adhéré à ces idées aussi. D'autres enfants d'Espagnols n'ont pas cherché à savoir et n'ont pas voulu connaître ça.

Q : Donc c'était plutôt une politisation familiale ?

E.T. : Oui mais aussi environnementale. Ce n'était pas que familial, c'était tout un groupe très solidaire avec toutes ces activités collectives. Et puis après il y a eu avec certains de ces enfants de réfugiés des liens qui se sont tissés. Il y a eu un groupe de jeunes qui a émergé de tout ça et a continué à militer différemment.

Q : Et vous Progrès ?

Progrès Travé : Alors moi c'est du côté de mon père et de ma mère. Du côté de mon père, à 12 ans il a été obligé de quitter l'école donc il est parti travailler dans une usine à 14 ans. Il avait son carnet de la C.N.T. puisque c'était le syndicat qui organisait, structurait un peu tous les ouvriers. Il était dans la région de Barcelone, à Rubi tout près de Barcelone. Il y a eu une grève assez longue, il s'est fait licencier de l'usine et à l'époque quand on était licencié et qu'on cherchait du travail ailleurs, on vous demandait d'où vous veniez, pour qui vous aviez travaillé etc. Suite à la grève il n'était pas repris. Quand la révolution est arrivée en 1936, il avait 20 ans, il vivait de petits boulots : nettoyer des cimetières, des trucs, des machins. Il n'avait pas retrouvé de travail à la suite de la grève. Donc en 1936 quand la révolution a éclaté, ils ont fait des ruptures d'avenues vers Barcelone pour empêcher les fascistes de s'installer. Il est allé à Barcelone et s'est engagé dans le groupe pour défendre les Baléares car Franco les aurait apparemment promises aux Italiens. Sur place, ils n'ont pas bien compris puisqu'après quelques luttes, on les a rapatriés à Barcelone alors que les Baléares étaient encore à prendre, ce n'était pas encore tout à fait républicain. À Barcelone, il s'est engagé dans le front de l'Ebre et aussi dans la colonne Durruti. Il a fait toute la guerre là-bas avec quelques allers-retours à Barcelone mais très peu. Il a été à un moment donné, quand il y a eu la militarisation par le gouvernement espagnol, envoyé par ses camarades de milice pour se former à Barcelone à la condition qu'il soit rapatrié dans la même milice après. Il devait redonner la formation reçue à tous les autres. Revenu sur le front, il y est resté jusqu'à la défaite. Pendant sa période

d'exode, il est passé par Latour-de-Carol et Bourg-Madame. Il est arrivé sur la France au camp de Septfonds puis il est allé travailler à l'usine de Fumel. Il a été repris par les gendarmes après parce qu'ils cherchaient des distributeurs de tracts sur Fumel. Avec son cousin « Borrás », qui habitait Bordeaux aussi, réfugié à Bordeaux, ils ont été pris tous les deux par les gendarmes. Lui n'a pas été torturé mais mon oncle oui. Type de torture : les gendarmes français l'asseyaient sur un genre de commode, ouvraient les tiroirs, lui faisaient pendre les... le sexe et refermaient violemment d'un coup de pied le tiroir. Il ne pouvait plus marcher pendant des jours tellement que son sexe était enflé etc. Ce genre de torture... De là, ils ont été ramenés de Fumel à la base sous-marine de Bordeaux, ils ont été livrés aux Allemands pour travailler à la base sous-marine. Il a travaillé pendant quelques mois là-bas puis il s'est échappé dans le Lot-et-Garonne puisque la ligne de démarcation de la zone libre passait vers Langon. Là ils ont créé du côté de Condat, ils se sont retrouvés à plusieurs et ont créé le bataillon Libertad et sont entrés dans la résistance. Ce sont eux qui ont libéré le front du Médoc puisqu'il y avait trois bataillons : Libertad, Guernica et le troisième était un bataillon de Marocain non-espagnols mais on ne sait pas trop. Mon père a défilé en première ligne à la libération puisqu'il a été démobilisé en tant que lieutenant de l'armée française avec les autres bataillons derrière dont le bataillon marocain mais peu d'informations ont été trouvées sur celui-là. Il a été un peu passé sous silence par rapport aux autres. À la libération, on a demandé à mon père s'il voulait intégrer l'armée française et faire carrière dedans. Il a répondu qu'il avait combattu le fascisme, pour la liberté mais qu'il n'était pas question d'intégrer l'armée. Donc il est revenu travailler à l'usine de Fumel et moi je suis né à ce moment-là, en 1946 et on a vécu là-bas jusqu'à ce qu'il soit amené à quitter l'usine puis on est venu à Bordeaux après-coup.

Ma mère était plus jeune, elle était de 1924, quand Franco a pris les armes. Mon grand-père était anarchiste et dans la ville de Maella près de Caspe, entre l'Aragon et la Catalogne où il parle une espèce d'Aragonais proche du Catalan. À la révolution, ils ont collectivisé toutes les terres. C'était une région où la majorité des paysans était misérable. Les terres appartenaient à des grands propriétaires ou à l'Église. En collectivisant, ils ont laissé la possibilité, mais à condition de ne garder que la portion qui leur revenait, aux propriétaires de ne pas rejoindre la collectivité. Souvent ils ont compris qu'il valait mieux aller travailler avec les autres plutôt que de travailler tout seul du matin au soir pour n'avoir que quelques récoltes. Là mon grand-père a été nommé directeur/rédacteur de *los abastos*. C'est lui qui redistribuait de manière égalitaire : il était responsable de l'approvisionnement. Il recevait l'approvisionnement du village et redistribuait de manière égalitaire selon le nombre de personnes dans la famille. Ça lui a valu d'être condamné à mort sous Franco, il n'est jamais revenu en Espagne. Il avait demandé un passeport pour y retourner et on lui avait accordé un passeport mais que pour l'aller. Si quelqu'un se rappelait de vos activités en 1936 et que vous alliez en procès... ils ne revenaient pas en général. Ceux qui avaient tenté le coup, ils risquaient la prison ou la mort, c'était clair. Donc ma mère avait 12-14 ans à cette période. Quand les colonnes communistes de Lister sont arrivées et qu'elles ont décollectivisé les terres sous l'égide stalinienne, la famille de ma mère a fui Maella car le front se rapprochait. Ils ont fait une première retraite vers Barcelone. Puis en 1939, la deuxième retraite vers la France. Je dis ça parce que ma mère était jeune, 12-15 ans, et ça fait partie du fait que moins elle en parlait, mieux elle se portait. Elle a subi tout ça : la révolution, la retraite. Ce n'était pas un choix. Mon

père au contraire... ça m'a toujours étonné qu'ils aient vécu aussi longtemps ensemble. Mon père, plus il en parlait, plus il était content comme il s'était engagé très vite et que ça avait été un espoir de créer les collectivités, la révolution etc. Ils avaient échoué pour des tas de raisons internationales mais pas par manque de combativité ou de luttes personnelles. Tout ce qu'ils avaient pu faire : c'était une espèce de fierté, au bon sens du terme. « On a perdu mais nous n'avons pas démérité, on s'est battu jusqu'au bout ». L'intrusion des staliniens, la non-intervention, les raisons internationales, tout ça a fait que ça a échoué. Lui en parlait beaucoup mais pas que de cette période-là, de la résistance aussi, il a fait partie de la C.N.T. en France, il a été directeur de *Solidaridad Obrera*, il a milité toute sa vie, à Bordeaux notamment.

E. T. : Oui je ne l'ai pas dit mais moi aussi mon père a milité à la C.N.T., ils ont prolongé en France leur combat.

Q. : *Donc vos pères ont été tous les deux à la C.N.T. à Bordeaux... mais à la C.N.T. française ou espagnole ?*

E.T. : Espagnole. Dans leur idée, c'était de revenir après en Espagne. Mon père n'imaginait pas, il était plus âgé que le père de Progrès, rester en France. Il pensait que les démocraties allaient se liguer et que Franco n'allait pas durer.

P.T. : Même Churchill avait fait un grand discours en disant qu'« on s'occupe d'abord des deux gros : Hitler et Mussolini et après on s'occupera de Franco ». Entre-temps, les Américains avaient des intérêts du côté de l'Espagne, c'était une base pour eux, les anglais aussi donc finalement ça arrangeait tout le monde que Franco reste au pouvoir même s'il était un peu jugulé...

E.T. : ...Et Staline y compris, qui n'avait aucun intérêt à avoir un front révolutionnaire anarchiste qui se développait et qui remettait en cause radicalement le modèle communiste stalinien. Tout ça pour dire que nos parents étaient à la C.N.T. en exil espagnole. Pour mon père, il n'était pas question de revenir en Espagne tant que Franco vivait et il n'était pas question non plus de perdre la nationalité espagnole donc il était toujours réfugié espagnol et il est mort réfugié espagnol. Pour le père de Progrès c'était différent. Son père était plus jeune.

P.T. : On y est revenu. Ma grand-mère était seule du côté de Barcelone. Son frère qui avait été engagé dans les derniers combats par les républicains sur le front de l'Ebre, qui a connu la bataille de l'Ebre en est revenu. Il avait quelques problèmes d'audition déjà mais il est devenu fou, il a été interné dans un asile psychiatrique à Barcelone tenu par des curés. Ma grand-mère était seule avec lui et disait à mon père qu'il fallait qu'il revienne, qu'il ne fallait pas la

laisser seule etc. Finalement il a accepté d'y aller, il a négocié des choses et notamment de pouvoir réaliser un travail clandestin. C'est quand j'ai eu le permis de conduire, lui ne l'avait pas, quand j'ai eu 18 ans. Mon père y allait pour des raisons familiales mais en même temps il fallait compenser par quelque chose. Je me souviens très bien que j'étais complice de tout ça. On remplissait... J'avais une 403, on démontait les tabliers des portières que l'on remplissait de tracts, de brochures, de journaux anti-franquistes, on remettait tout ça en place sans rien dire à ma mère qui aurait eu une peur panique de tout ça. Elle n'était pas au courant. Arrivé en Espagne, on démontait tout ça. On rencontrait des gens, de Tabas notamment, de Barcelone et on leur distribuait les tracts pour qu'ils puissent les échanger, des trucs comme ça quoi. Et moi aussi je l'ai vécu à 18 ans...

E.T. : Et après, ton père il a toujours continué à militer après à la C.N.T. française. Il avait ses idées bien précises et ça clashait souvent avec la C.N.T. française. Son dernier engagement c'était avec le collectif des sans-papiers de Cenon, il était même président. À la fin, il était président d'honneur jusqu'à sa mort à l'âge de 93 ans. Jusqu'à l'âge de 90 ans, il était inscrit dans le militantisme.

P.T. : Il reconnaissait que les travailleurs, les migrants étaient un peu comme ce que lui avait vécu à l'époque. Il fallait faire le même travail que lui aurait voulu trouver au moment des exilés espagnols.

Q : *Et vous, vous avez commencé vers 15-18 ans à fréquenter les libertaires de Bordeaux c'est ça ?*

E.T. : Et bien oui. En fait, c'était la bande des jeunes qui avait grandi plus au moins ensemble. On se connaissait parce que dans les pièces de théâtre des parents, on jouait des rôles mineurs, des rôles d'enfants. Et puis là, se sont agrégées d'autres personnes et puis finalement dans les années 1965 à peu près, j'avais une quinzaine d'années, il y avait un groupe assez consistant. On était une trentaine mais c'était à géométrie variable on n'était pas toujours trente. Ça oscillait entre 20 et 30. Il y avait une certaine effervescence. Les plus âgés nous appelaient « les yéyés ».

Q : *C'était péjoratif dans leur bouche ?*

E.T. : Non ils étaient amusés.

P.T. : Ce n'est pas vraiment péjoratif mais ce n'était pas non plus laudatif. C'était la mode quoi, les yéyés. C'était façon de dire : « on verra bien ce qu'ils vont devenir parce pour l'instant, ils sont dans le vent de l'histoire. De la petite histoire. »

E.T. : C'était parce qu'aussi on avait accès à l'Athénée Libertaire qui venait d'être créé. On y avait accès, on avait le droit d'y être parce qu'on était estampillé, nos parents ceci-cela. Il y avait des cautions. Mais autour de nous, il y en avait d'autres qui n'étaient pas connus. Il y avait même des Espagnols qui étaient immigrés récemment comme Domi qui était une copine qui était immigrée économique du milieu des années 1960. Il y avait aussi une bande d'Espagnols, autour de nous, qui était des copains de copains. On se retrouvait à l'Athénée Libertaire. Le samedi c'était plutôt sérieux. Il y avait des exposés à l'Athénée libertaire mais aussi à la vieille bourse du travail, 42 rue Lalande. C'était celle de F.O. qui abritait la C.N.T. en exil. Ils y faisaient de grandes conférences et assemblées dans un grand amphithéâtre qui était classé mais ça a brûlé. Donc on avait aussi accès à des salles. Moi j'avais fait un exposé sur Lao Tseu.

P.T. : On se cherchait aussi. J'avais fait un exposé sur Georges Bataille et sur Roger Caillois, *L'homme et le sacré*. On cherchait aussi à se différencier, c'était ado aussi. Tout en acceptant l'idéologie des parents, s'en différencier pour essayer de généraliser à autre chose, de voir dans la culture en général. D'autant qu'en plus, on avait été éduqué dans l'idée que la culture... on avait un proverbe espagnol qui nous était dit... ça on l'a recoupé après quand on s'est retrouvé ensemble

E.T. : C'était même écrit sur les programmes de théâtre.

P.T. : C'était : « A la libertad por los senderos de la cultura ». C'est-à-dire « aller vers la liberté par les sentiers de la culture ». Donc on était en plein dans le culturel. Contrairement à certains anars qui prétendaient... Peu... Certains anars disaient « Non il faut que mon fils soit ouvrier parce que s'il n'est pas ouvrier, il va devenir petit bourgeois, il va s'embourgeoiser ». Etc. C'était très prolétarien au sens étroit du terme.

E.T. : Mais la plupart était... il souhaitait... Une fois qu'ils se sont rendus compte qu'ils n'allaient pas revenir en Espagne de sitôt, il y en a beaucoup qui ont naturalisé les enfants pour être français. Comme ça a été fait pour moi. Mes parents ont fait la démarche pour que j'ai la nationalité française parce qu'ils se sont rendus compte qu'ils ne reviendraient pas en Espagne ou très tard.

P.T. : Puis on était engagé pour faire des études en France donc ce n'était plus possible de revenir en arrière.

E.T. : Ce qu'ils approuvaient complètement. La preuve, ils nous poussaient dans cette exigence intellectuelle et culturelle. Il faut y arriver. Il faut montrer. On n'est pas que des « sales Espagnols », des « espingouin », des « espadrilles », ou des « espadres ». On en a entendu de toutes les couleurs. Il faut montrer ce qu'on est. D'autant qu'eux, nos parents, n'avaient pas pu le montrer. Du fait du décalage culturel, du barrage de la langue, beaucoup n'avaient pas retrouvé ... ceux qui avaient une profession un peu intellectuelle n'avaient pas retrouvé l'équivalent. Ceux qui étaient ouvriers avaient retrouvé mais d'autres non. Une perte de statut dans la société. Il y en a beaucoup qui sont venus, des artisans, ils travaillaient à leur compte.

P.T. : Oui. Pour échapper au patronat, au salariat. Essayer de recréer un petit artisanat local.

E.T. : Ils étaient maçons, peintres, menuisiers. Il y avait cette idée toujours, cette culture qu'il fallait continuer à acquérir, à développer, à partager. Il y avait vraiment cette idée. Ils en étaient très fiers de ça.

P.T. : Et la culture au sens large du terme quand ils montaient des pièces de théâtre des grands auteurs espagnols, du répertoire classique. Ce n'était pas que libertaire. Après ils traficotaient les textes parfois pour plusieurs raisons. La première raison, c'était parce qu'ils n'avaient pas assez d'acteurs alors parfois il fallait supprimer un acteur ou 2 ou 3. Donc il fallait réduire tout ça et ramener à quelque chose de plus simple qui pouvait être joué par 8 ou 10 acteurs et pas 12 ou 15. Il y avait aussi une anti-religiosité comme ils avaient subi quand même... Il faut dire aussi que l'Espagne ce n'était pas le catholicisme français, c'était un catholicisme très très puissant, entre l'armée, la grande bourgeoisie latifundiaire et l'Église, l'Église dans le village. Le curé tenait toutes ses ouailles. Si t'étais pas bien, si le curé décidait, tu allais en prison, tu n'avais pas de travail etc. Donc on comprend aussi que le clergé en ait pas mal souffert au début de la révolution parce que c'est vrai que.... Je pourrais raconter les trucs de mon père, c'était assez terrible. Ça c'était la première chose.

E.T. : Tout ça pour dire que dans les pièces de théâtre lorsqu'il y avait des interjections : « ha dieu ! », « ha Jésus ! ». Ils rayaient. Mon père, qui faisait office de directeur du théâtre, rayait tout ça et remplaçait ou il n'y avait que « ha » mais il n'y avait plus ni Jésus ni Dieu. Ils adaptaient.

P.T. : On a 3 ou 4 malles pleines de pièces de théâtre comme ça qui sont raturées, arrangées. On a toutes les pièces, des piles entières de pièces qui sont parfois réécrites tout en

conservant l'idée essentielle. Et mon père aussi... On était dans le Lot-et-Garonne, il y avait aussi une troupe de théâtre et régulièrement ils jouaient une pièce de théâtre, tous les ans. C'était quelque chose d'assez généralisé. Le théâtre c'était une façon de s'impliquer en tant qu'acteur. Et puis le théâtre... il n'y avait pas encore le cinéma, il n'y avait pas de caméra, on ne pouvait pas faire de film. Donc le théâtre c'était l'introduction à la culture la plus vivante. Parce que la littérature... Tu prends un bouquin tu le lis chez toi tout seul. Là c'était quelque chose de collectif. Donc le théâtre était très très important pour tous ces Espagnols. C'était une façon de diffuser la culture au sens très large du terme. Et de se retrouver, d'échanger.

E.T. : C'était festif. Il y avait les familles, les pièces de théâtre.

Q : C'était de ça dont vous vous inspiriez au groupe Yéyé ?

E.T. : Oui. Comme il manquait toujours des éléments pour ces pièces de théâtre, c'est vrai qu'on a commencé à jouer dans les pièces des Espagnols, des plus âgés. On a tenu différents rôles. Et après, on a aussi monté des spectacles en tant que jeunes. On s'inscrivait dans leur programme. On a les programmes. On a mis comme ça en scène une pièce de Garcia Lorca, *Les amours de Don Perlimplin avec Belise en son jardin*, une pièce de Lorca. On s'est beaucoup amusé à monter cette pièce de théâtre.

P.T. : C'est moi qui avais fait la mise en scène.

E.T. : Moi j'étais actrice. On avait fait des décors, c'était des décors très simples.

P.T. : On était très influencé par l'époque aussi. C'était un peu le théâtre de Beckett et des choses comme ça. Il y avait 7 portes, 7 fenêtres. On avait tiré un fil, une corde tout le long et on avait posé 7 portes en carton.

E.T. : En fait on passait plus de temps à changer les décors qu'à jouer les saynètes le jour de la représentation. L'autre pièce c'était Courteline, *Le commissaire est bon enfant*.

Q : Vous faisiez la fête aussi ? Si l'on vous appelait le groupe Yéyé, il devait y avoir de la musique, des danses, ce genre de chose ?

E.T. : C'était par-là que le bât blessait. On nous regardait un peu de travers. Les samedis, il y avait ces conférences et tout ça mais les dimanches après-midi, là on pouvait aller à l'Athénée Libertaire l'après-midi parce que personne ne l'investissait et puis nous toute la bande on y allait. Il y avait les copains des copains etc. On avait un tourne-disque, on portait des disques et puis voilà on dansait, on rigolait, on buvait des orangeades, il y avait un peu de vin rosé, mais ce n'est pas ça qui... On avait quoi, 16 ans, 15 ans moi, 17 ans, jusqu'à 20 ans, toute une bande. On dansait le twist ou le rock n'roll ou je ne sais pas quoi. Ceux qui avaient donc 30 ans et plus nous appelaient « la bande des yéyés ». Ça venait de la chanson qui fait « yéyé ».

P.T. : Moi je suis arrivé en chemin sur ce groupe puisque j'arrivais de Lot-et-Garonne. J'étais en 1^{ère} donc ça devait être en 1963-1964. Quand je suis arrivé à Bordeaux, mon père m'a présenté à Aristide Lapeyre « Voilà c'est mon fils, tout ça ». Et dès que j'ai su qu'il y avait des petits jeunes qui se réunissaient, j'ai rejoint le groupe et c'est comme ça qu'on s'est rencontré, à l'Athénée Libertaire en 1965.

E.T. : Là on passait l'après-midi très agréablement, on rigolait beaucoup. C'était très festif. On faisait aussi des excursions après quand il y en a qui ont commencé à avoir l'âge de conduire. Sinon on partait en bus, on allait sur l'eau de Floirac, des expéditions comme ça. Et après avec les voitures, petit à petit tout le monde avait des guimbardes et puis on partait à la plage. Il y avait aussi cet aspect festif. On est allé à la piscine en été aussi...

Q : *Ce n'était pas que libertaire comme les plus vieux ? C'était élargi ?*

E.T. : Non. C'était une bande de copain avec un socle libertaire. Il y en avait qui étaient vaguement sympathisants mais je ne sais pas finalement, vraiment à quel degré.

P.T. : Tout juste sympathisants mais bon il n'y avait pas de positionnement politique au sens de groupe, ce n'était pas un groupe comme les Jeunesses Communistes ou les Jeunesses Libertaires, c'était assez informel.

E.T. : Mais il y avait un noyau.

P.T. : Du fait qu'on était issu de l'immigration, qu'on était fils de parents ou fille de parents libertaires donc... C'était ça qui faisait aussi que les vieux de l'Athénée Libertaire, qui avaient créé l'Athénée Libertaire, étaient réticents. Ils se demandaient vers quoi ça pouvait tourner : vers la débandade où chacun repartait chez soi après avoir fait cette phase de jeunesse ou se construire autrement. Donc ils étaient très dubitatifs.

Q : Il y avait des tensions générationnelles ?

E.T. : Il y avait une méfiance de leur part, des plus âgés. « Ces jeunes qu'est-ce que c'est », « ils font des boums ».

Q : Ils étaient peut-être davantage dans la démarche intellectuelle ?

E.T. : Il y avait trop de rigolade oui.

P.T. : C'est pour ça aussi que le samedi, on faisait ces réunions, ces rencontres où l'on faisait des exposés. Ce n'était pas très conscient mais je pense que c'était les plus anars, les plus libertaires qui essayaient de construire quelque chose de plus solide, pour prouver que l'on ne faisait pas que s'amuser, chanter, danser.

E.T. : Il nous le disait « Qu'est-ce que vous faite là... », « La liberté oui, le libertinage non ! ». Qu'est-ce qu'on l'a entendu. Il y avait des pères qui venaient chercher leur fille à 18h. Ils étaient là, ils venaient les chercher, ils les emmenaient. On voyait qu'ils n'étaient pas très contents de tout ce qui pouvait se passer par là. Le samedi après-midi, ça avait lieu aussi à la bourse du travail. Il y avait les cours d'espéranto parce qu'il y avait un espérantiste sur Bordeaux qui s'appelait René Damarin qui était une figure très originale parce qu'il était végétarien, il était toujours en short avec des sabots etc.

Q : Après ça, il y a mai 68. Comment voyez-vous Mai 68 en tant que jeune libertaire ?

E.T. : Alors nous dans l'intervalle on est devenu étudiant. C'est vrai que dans ce groupe il y avait un mélange... il n'y avait pas beaucoup d'étudiants. Ils sont devenus soit ouvrier soit technicien. Il y avait un peu toutes les... À la fac, du groupe, il n'y avait que nous qui nous sommes retrouvés en fac. Il y avait des personnes un peu plus âgées qui étaient soit instituteur soit prof. D'ailleurs ceux qui nous appelaient le groupe Yéyé, Germinal Vallés par exemple, certains étaient profs. Nous, on est devenu étudiant et c'était à partir de 1968 qu'on était en fac.

P.T. : En littérature. Esmeralda était destinée à être prof d'espagnol. Mais on ne voulait pas être professeur d'espagnol. C'était trop dans le déterminisme. Tu es fils d'Espagnol donc tu deviens prof d'espagnol. C'était littérature et j'avais convaincu Esmeralda de ne pas faire prof d'espagnol. Donc littérature. On a fait tous les deux des études de lettres.

E.T. : Donc en 1968, moi j'étais en première année de fac et toi t'étais en deuxième année.

Q : *Et vous vous êtes investis dans le mouvement ?*

E.T. : Et oui bien sûr, on était aux premières loges.

P.T. : Le fameux tract... Le resto... c'était déjà en mars ou en avril où on avait fait...où on avait distribué des tracts. Il existait des personnes-navettes entre Paris et Bordeaux pendant Mai 68. Nous sommes allés voir des copains du mouvement du 22 mars, le lendemain de la nuit des barricades.

E.T. : En 1968, il y a eu les mouvements, les grèves à la fac, les occupations d'amphi, bien sûr qu'on y était. Là on a commencé à connaître d'autres étudiants dont on n'aurait pas forcément soupçonné qu'ils pouvaient avoir une démarche réellement libertaire. Donc on a rencontré plein de gens comme ça.

Q : *Ces jeunes, vous les connaissiez d'avant, de l'Athénée ou du groupe Yéyé, voire des Jeunesses Libertaires ?*

E.T. : Non c'était vraiment le milieu étudiant. Dans les manifestations, on retrouvait d'autres membres du groupe Yéyé. On se retrouvait, il y a eu des barricades à Bordeaux, là aussi on s'est retrouvé à ce moment-là.

Q : *Vous agissiez en tant qu'étudiant politisé ou comme militant libertaire ?*

E.T. : Étudiant libertaire parce qu'à la fac, c'était extraordinaire, on a commencé à voir surgir des gens qui étaient en journalisme, en sociologie, qu'on n'avait pas eu encore l'occasion de croiser. Il y a eu tout un groupe qui était les libertaires, les anars à la fac mais qui n'était pas des gens que l'on connaissait d'avant mais qu'on a connu à ce moment-là, qui se sont déclarés à ce moment-là.

Q : *Vous n'aviez pas de nom, ce n'était pas formel ?*

E.T. : Non il n'y avait pas de groupe anar, c'était une nébuleuse par affinité politique. On n'était encarté ni dans un syndicat ni dans un groupe politique identifié.

Q. : *Et après vous avez continué de vous investir dans l'anarchisme bordelais ?*

E.T. : Oui c'est là où il y eu le cinéclub du 19 juillet qui a fonctionné avec quelqu'un qui était plus âgé que nous. Il n'était pas anar, il était marxiste. Il s'appelait Alain Marty et il avait des connaissances en cinéma alors que nous pas forcément. Comme il était prof, il avait accès à la base cinématographique du C.R.D.P. C'est lui qui avait dit qu'il fallait se constituer en cinéclub. Donc on allait cours Alsace-Lorraine au C.R.D.P., qui avait une section cinéma assez importante. On allait emprunter les films.

Q. : *Ce n'était pas que des films politiques ou libertaires...*

E.T. : Non. Il y avait des westerns, des films fantastiques, il y avait toute sorte de choses. L'idée c'était de les passer et de les décortiquer, d'en faire l'analyse. Surtout il fallait voir... On avait créé une espèce de jargon, il fallait étudier la manière dont était véhiculée l'idéologie. Comment était véhiculée l'idéologie. On revenait sur tout ça, il fallait essayer de décrypter comment dans ces films, qui n'étaient pas des films politiques, comment finalement on pouvait voir, soit dans un western, toute la figure des États-Unis triomphants, le libéralisme, le culte de la personne etc, et dans d'autres films fantastiques, des jeux de domination par exemple. Voir donc comment était véhiculée l'idéologie.

Q. : *J'ai entendu dire qu'il y avait eu aussi des films érotiques qui avaient été passés...*

E.T. : Au 19 juillet, je n'ai pas souvenir de ça. Par contre on avait fait une espèce de festival au cinéma Victoria, qui était rue René Roy de Clotte, une rue près de la place de la Victoire. Là il y avait un cinéma de quartier, assez ancien. On avait fait donc un festival où on avait projeté *Les Abysses* et autre chose...

P.T. : Non c'était beaucoup de westerns. Il fallait démonter, déconstruire l'idéologie américaine, du pouvoir étasunien ou capitaliste, l'idéologie dominante. Donc on s'arrangeait pour déconstruire, le mot n'existait pas encore, Dérída n'était pas encore là, mais on déconstruisait l'idéologie dominante qui se trimballait dans les westerns. Dès qu'il y avait un drapeau américain dans les westerns par exemple. C'était notre boulot. L'Athénée Libertaire était ouvert à plein de gens qui venaient. On avait parfois jusqu'à 200 personnes, des environs, avec leurs propres chaises. C'était en 1969, on a commencé le cinéclub en 1969. En 1968 on

est allé à Paris aussi. On montait au moment où il y avait les barricades Gay-Lussac à Paris, on était dans la voiture, on entendait tous les trucs. Pour revenir au cinéclub, c'était ça. On l'avait créé avec Marty. À l'époque, il était encore entre deux eaux, pas trop marqué communiste et plus ouvert aux idées libertaires. Après, il fera partie de ceux qui vont s'encarter dans le parti communiste etc. Mais à l'époque, on était très ouvert. Il était copain avec pas mal de situationnistes.

E.T. : Il habitait avec X, ils avaient un très grand appartement, rue de la Rousselle, à deux pas de la rue du Muguet. On faisait les préparations des séances, on en discutait.

P.T. : On en discutait chez lui autour d'un repas, d'un thé copieux et on revenait le soir pour la projection et là on discutait avec les gens. Et là aussi, les vieux anars ne voyaient pas trop ça d'un bon œil pour d'autres raisons que la raison floue des Yéyés. Pour eux, il y avait beaucoup de trotskystes et de marxistes qui venaient.

E.T. : Et puis Marty n'était pas libertaire. « On nous a dit que c'est un marxiste. »

P.T. : Nous ce qui nous intéressait c'était de créer une dynamique autour des films et que les gens réfléchissent au cinéma, à ce qu'ils avaient vu, ce qu'ils voyaient, échantent.

Q : *Une sorte d'éducation ?*

P.T. : Oui une éducation mais au sens où l'on n'assène aucune idée mais on propose d'en discuter tous ensemble et effectivement le fait qu'il y avait beaucoup de monde, ça faisait que les discussions étaient très vivantes, très fortes.

E.T. : On faisait les affiches à la main. Chaque affiche était différente, on les dessinait. Pendant toute une année, c'était en 1969, un petit peu en 1970.

P.T. : Nous on a arrêté et quelques années après, d'autres ont réouvert un cinéclub 19 juillet autour de Guevara, qui ont repris l'idée du cinéclub mais c'est au moins 5 ou 6 ans après, ou moins peut-être.

E.T. : Pas tant. Mais c'était très bien équipé rue du Muguet, il y avait... à partir de là où est le bar, là il y avait un mur et il y avait une arrière salle et dans cette arrière salle, il y avait l'appareil de projection.

P.T. : Il y avait un petit trou dans le mur pour projeter l'image.

E.T. : Ça faisait beaucoup de bruit. On passait des copies du CRDP de 16mm ou du 35 je ne sais plus.

P.T. : Grâce à Alain Marty, on avait toutes les copies qu'on voulait. Et après une des actions qu'on menait aussi, c'était d'aller dans les cinémas pour dénoncer les films, faire du chahut.

E.T. : En fait je crois qu'on ne l'a fait qu'une seule fois. On a beaucoup parlé mais on l'a fait qu'une seule fois mais c'était parfaitement organisé. Je me souviens : c'était *Le Bal des Voleurs* le film et le cinéma c'était un cinéma de quartier à Bacalan, du côté de la rue Dupaty, il faudrait retrouver exactement comment il s'appelait. On était allé à plusieurs mais on était arrivé séparément. On avait acheté nos places et on s'était disséminé dans la salle. Alors là, à un moment donné, on a commencé à dire des choses, ce qu'il se passait à l'écran et puis les autres répondaient, renchérisaient alors au début les gens...

P.T. : C'était un truand qui était poursuivi par des flics. On prenait parti pour le truand contre les flics. On marmonnait des trucs.

E.T. : Non on le disait fort. Alors les spectateurs étaient un peu étonnés au début, ils étaient embêtés, ils faisaient « chut, chut ». Après ça les faisait rire. Après, il y avait tellement de chahut qu'on parlait, on faisait plus de bruit que le film. Le responsable du cinéma était venu nous dire d'arrêter. On l'avait envoyé balader. Finalement il revient avec deux flics. Il arrive là, les lumières s'allument « qu'est-ce que c'est tout ça ? ». Ce qui était formidable c'est que les spectateurs ont pris fait et cause pour nous. Et il y avait une femme que l'on ne connaissait pas du tout qui insultait les flics.

P.T. : Elle a fait tomber un képi, elle a piétiné un képi.

E.T. : Peut-être pas. Ça prenait des ampleurs incroyables.

P.T. : Au début ils étaient étonnés et puis au bout d'un moment ils disaient « oui ce n'est pas faux ce qu'ils disent sur le film ». Et ils commençaient à prendre des distances avec ce qu'ils étaient en train de voir qu'ils auraient pris au premier degré. Et là du coup ça devenait une mise à distance du film et de l'histoire racontée.

E.T. : Et oui parce qu'on les prenait à témoin, on leur disait « vous avez vu ... ? ». Et puis comme il y avait des copains qui disaient plus loin « et celui-là... ? » finalement il y avait une ambiance... C'était plus rigolo ce qu'il se passait dans la salle que ce qui se passait à l'écran. Et finalement on était reparti, les flics n'avaient rien fait de plus. On n'a même pas vu la fin du film, ça s'est fini en jus de boudin. On était assez content de notre action d'éclat. À ma connaissance il n'y a pas eu d'autres sessions comme ça d'agitation.

Q. : On parlait de l'Utopia... Il y a eu des choses d'organisées entre l'Utopia et l'Athénée Libertaire ? Des collaborations ?

P.T. : Il y a eu des collaborations mais nous on n'était pas impliqué. Ils ont fait quelques séances de projection de certains films à l'Utopia.

E.T. : Ça a ouvert dans les années 1990. Il y a eu des séances à l'Utopia organisées par l'Athénée ou par la librairie, en partenariat, des choses comme ça mais bien après nous. Le cinéclub, il n'a plus vécu. Il aurait pu.

P.T. : Entre-temps, on en a monté le ciné réseau. Pour l'heure, on est en collaboration avec le Jean-Eustache de Pessac. Maintenant ça fait 11 ans ou 12 ans (12 ans), que l'on projette des films, 5 ou 6 films par an que l'on choisit. On le projette toujours en présence du réalisateur. C'est l'esprit cinéclub de l'époque. L'idée est toujours un peu la même : développer cet échange avec le public. Là entre le réalisateur et le public. Le réalisateur disant : « voilà ce que j'ai essayé de montrer, de faire, de dire » et le spectateur lui dire « moi j'y ai vu ça ». Et comme il y a plein de spectateurs, chacun y a peut-être vu quelque chose de différent. C'est tout ce dialogue qu'on essaye de construire entre le public et les réalisateurs à travers ce film.

E.T. : Ceci dit, ce n'est pas une activité libertaire. C'est vrai qu'on le fait toujours avec un arrière fond libertaire mais ce n'est pas une activité estampillée libertaire.

P.T. : C'est l'arrière fond du rapport à la culture, à l'échange, de faire en sorte que les gens ne soient pas passifs quand ils vont au cinéma. On voit un film, on repart chez soi, on se macère son film tout seul.

E.T. : Sortir de la consommation et participer à quelque chose.

P.T. : L'idée fondamentalement est la même, même s'il ne s'agit pas de choisir des films anars ou je ne sais pas quoi. On choisit toujours des films qui soit porteur de quelque chose d'idéologiquement social, d'un fort courant social. Mais souvent, ce sont des premiers films aussi, de jeunes réalisateurs sinon les films qu'ils font vont rester dans les boites en DVD mais sans plus, dans un coin de disque dur. Et le Jean-Eustache qui joue le jeu parfaitement de nous mettre en page ces films comme un film qui vient de sortir à Cannes. Il a la même demi-page dans la gazette.

E.T. : On l'a fait aussi avec l'Utopia mais ça se sont nos activités personnelles, dans lesquelles on s'investit avec notre arrière fond culturel et politique. Mais ceci n'est pas estampillé libertaire.

P.T. : Mais sans vouloir faire du prosélytisme, de la propagande libertaire ou idéologique. Laisser le maximum de libertés aux gens.

E.T. : Aussi parce que ça s'est fait avec des gens qui n'étaient pas libertaires. Qui ne se déclaraient pas libertaires même s'ils pouvaient avoir des comportements, des réactions, des prises de positions dans la vie similaires à des positions libertaires. Il n'y avait pas d'idées politiques contrairement à ce qu'on fait à la radio avec l'émission Achaira avec le cercle libertaire Jean Barrau.

Q : *Depuis combien de temps existe cette émission ?*

E.T. : Elle existe depuis longtemps mais on n'était pas à l'origine du tout.

P.T. : Ça fait 25 ans ?

E.T. : Nous on y est depuis 2013. Mais l'émission, elle, a une vingtaine d'année. Des gens l'ont créée mais il y a eu des relais qui se sont faits et l'équipe de maintenant n'était pas là au départ. Même Philo n'était pas dans l'équipe de départ.

Q : *C'était qui l'équipe de départ ?*

E.T. : Flora, Allain qui est décédé. Flora s'est retirée sur la pointe des pieds. C'est un flambeau qui a été passé de main en main. Un créneau par la Clé des Ondes qui n'a pas failli. Au départ c'était deux émissions par mois, une tous les 15 jours. C'était assez lourd comme travail. Maintenant c'est une fois par mois, 2 heures le premier lundi du mois.

P.T. : Nous on a été invité pour présenter un des festivals puisqu'on a créé 4 festivals de cinéma par rapport au ciné réseau. Donc à un moment donné, on a été invité pour présenter le prochain festival qu'on avait monté. À partir de là, ils nous ont dit « est ce que ça vous intéresserait de revenir, de rester ? ». C'est comme ça qu'on est entré à Achaïra à la Clé des Ondes, par le biais du cinéma. Mais pas par le biais d'une volonté idéologique.

E.T. : C'était par le biais de ce festival où l'on explique en fait qu'il avait été organisé de manière collective, qu'il était réalisé sans subvention. On expliquait comment sans argent on arrivait à faire ce festival, comment on s'y prenait etc. Il y avait aussi des affinités dans le mode d'agir, d'action.

P.T. : Ça voulait dire qu'à une époque, on avait 20 et quelques réalisateurs qui venaient. On leur trouvait des copains qui les hébergeaient. Ils étaient très chouettes. Aucun n'a rechigné en disant « moi je veux un hôtel ». Ils étaient tous très chouettes, casés chez des copains à droite à gauche. On bouffait ce qu'on avait à manger, on les invitait chez les uns, chez les autres, parfois dans un petit resto. Un truc qui était une façon d'organiser un festival qui n'avait rien à voir avec les grands festivals.

E.T. : Ça n'avait pas la prétention non plus d'être un grand festival.

Q : *Pourquoi vous êtes-vous investis dans le cercle Jean Barrau, créé en 2002-2003, pour renouer avec le militantisme libertaire ?*

E.T. : Le militantisme on ne l'a jamais quitté. On s'est seulement... À un moment donné, on a été pris pas d'autres préoccupations, les enfants, on a travaillé, on n'était plus des militants-militants mais on a participé quand il y avait des conférences, ou à la librairie du Muguet puisque c'est Progrès et notre fils qui ont fait le carrelage du sol. On ne s'est jamais éloigné de ce milieu. Même si on était en filigrane, en pointillé à certains moments. Après on est revenu dans le militantisme à partir du moment où l'on a été libéré des obligations professionnelles et on est revenu par le biais de l'émission. Cette émission, c'est l'émission du cercle libertaire Jean Barrau. Pour la préparer, il y a toujours une réunion préalable, une conviviale, avec un partage d'idées et d'amitié, de la nourriture. On parle de l'environnement, des luttes du moment. On fait un tour d'horizon des engagements politiques, syndicaux, tout ce qui se

passé. Après il y a une deuxième phase plus formelle, celle de la préparation de l'émission : le choix des thèmes, le partage des tâches, s'il faut faire un interview, s'il faut écrire quelque chose, si c'est un débat alors quels sont les thèmes qu'on aborde, si l'on invite quelqu'un.

P.T. : Moi j'ai milité assez régulièrement mais de manière... sans m'impliquer vraiment. Une des leçons qu'on avait retenues de 1968... mais peut être que ça venait du fait qu'on était fils de migrants et qu'il fallait distancer un peu les choses. J'ai participé à la LDH d'Eysines. J'ai fait partie du SGEN avec des gens comme Jacques Blaye (?). On a quitté le S.G.E.N. au début des années 1980 quand Mitterrand est arrivé au pouvoir et que le syndicat S.G.E.N. est parti en vrille pas mal. Donc on a quitté... on a essayé, on a rejoint la C.N.T. On a essayé de négocier pendant quelque mois pour créer un syndicat C.N.T. Ça a échoué. Après j'ai participé à la tentative de création de nouvelles bourses du travail sur le modèle de ce qui se faisait autrefois. On se réunissait à Saint Macaire à plusieurs reprises. Je n'étais pas à l'initiative de tout ça mais j'étais proche des gens qui organisaient tout ça. Ça faisait que j'étais à la fois dedans et en même temps un pied dehors. Je crois que c'était la leçon de 1968, le militant d'antan. On ne voulait pas de militantisme au sens pur et dur. Pourquoi ? Je ne sais pas mais on avait une distance vis-à-vis du trop militant qui s'implique corps et âme complètement dans une action politique. On voulait garder ce côté ouverture sur un univers politique, culturel, social, qui soit assez ouvert pour justement permettre à tout le monde de réfléchir, de travailler sur son domaine mais sans pour autant être encarté quelque part. Et peut-être que nos parents ont été très marqués et très encartés dans la C.N.T. et l'anarcho-syndicalisme. Alors c'était peut-être par rapport à ça où l'on avait besoin de garder quelques distances.

E.T. : Ce n'était pas vraiment réfléchi.

P.T. : Ce n'était pas de distance de méfiance, ni de rejet. C'était une distance pour essayer de garder une plus large ouverture possible sur le monde en construction. Ce n'était pas une volonté de voir le monde par une idéologie, fut-elle l'idéologie libertaire.

E.T. : Il y avait Vladimir Charoff, il y avait Josépha Ramine, il y avait Germinal Vallès, Philippe Genest.

P.T. : C'est surtout Philippe Genest qui était à l'origine de tout ce phénomène. Il était très partie prenante. Ils ont créé un syndicat. Ils vivaient vraiment quelque chose de très fort de l'intérieur. C'est un des spécialistes de la littérature prolétarienne, il a écrit des livres de linguistiques au départ et de littérature prolétarienne. À un moment donné, c'est lui qui avait lancé cette idée de reconstruire les bourses du travail où les exclus et les ouvriers pourraient se ressourcer autrement que par la télé, toute l'idéologie qu'on nous déverse dessus, réagir à tout ça.

Q : *Il y avait-il un fond libertaire ?*

P.T. : Oui il y avait un fond libertaire oui. Certains étaient à la C.G.T., d'autres à F.O. Ceci explique le fait que l'anarcho-syndicalisme n'a jamais pris en France l'ampleur qu'il a pris en Espagne par exemple. La C.N.T. restait souvent très minoritaire et donc les gens qui voulaient lutter avec le prolétariat, s'ils s'enfermaient dans une C.N.T. ils restaient à quelques-uns, très peu représentatif d'une bande d'ouvriers. Alors que s'ils entraient à la C.G.T... C'est là qu'il y a les tiraillements : les uns disaient « Oui tu vas à la C.G.T., c'est le P.C. », les autres : « FO ça a beau être neutre par rapport à l'État c'est quand même des subsides américains ou quoique ce soit ». Il y avait quand même cette tension entre des anars. Tous ceux qui voulaient continuer à militer dans le monde ouvrier mais qui n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur qui l'on rejoint. Certains sont partis à F.O., d'autres à la C.G.T. Nous on avait rejoint la C.F.D.T. à l'époque où elle se détachait du syndicalisme croyant, chrétien. En 1964, il y a eu la scission et ils avaient eu l'habileté de récupérer tout le mouvement de 68 avec l'autogestion, Rocard parlait de l'autogestion. Nous on était sans illusion sur le syndicalisme verticale. Mais à la base je ne me voyais pas à F.O., il y avait que des réacs, la C.G.T. c'était un peu pareil. Les seules personnes avec qui je me sentais à l'aise pour essayer de développer un type d'éducation différente parce que j'étais prof, les seuls copains que je pouvais avoir, ils étaient à la C.F.D.T. Aucun n'était croyant. La question ne se posait même pas. On luttait dans le S.G.E.N. C'est avant et après mais surtout après que les instances dirigeantes avaient le projet d'amener progressivement vers quelque chose qui s'apparente à l'église romaine. Nous ce qui nous a intéressé, c'est la lutte à la base, et à la base les liens qu'on avait avec tous les enseignants qui avaient envie de faire bouger les choses. C'était là qu'ils étaient ou s'ils n'étaient pas là, ils étaient proche de ça. Alors que les F.O., j'en ai connu quelques-uns, ce n'était pas... En tout cas dans le domaine de l'éducation.

Q : *Jo Salamero lui était à F.O. par exemple...*

P.T. : Tout en maintenant un équilibre avec l'anarchisme avec l'association Alliance Syndicaliste.

E.T. : Jo s'est toujours déterminé comme anarcho-syndicaliste. Jo, qu'on connaît depuis l'époque, il faisait partie de plus âgés de l'Athénée. Sa femme jouait dans les pièces de théâtre puisqu'elle était espagnole. On la retrouve dans les presses. Lui faisait des conférences à l'époque.

P.T. : Nous on était très distancé à tout ça.

E.T. : Il y avait un rapport de bienveillance. C'était des relations très bienveillantes avec Jo. L'hispanité, cette histoire commune, la grande période du théâtre, des parents etc. Et le fait que F.O. a toujours protégé la C.N.T., avec leur local dans les locaux de F.O. Même si nos parents disaient « Il est à F.O. ». Ils le considéraient comme un bon garçon.

P.T. : Nous on avait une autre histoire aussi avec lui, toutes ces histoires d'origine faisaient qu'on ne pouvait pas le cataloguer uniquement comme le copain de Bergeron, le « réformar » de F.O. C'est que certains, et on peut le comprendre, ne voyaient que son syndicalisme du moment. Pour nous c'était aussi l'avant, l'Espagne, c'était le théâtre, c'était tout un ensemble qui faisait qu'on ne pouvait pas le réduire à cette espèce de militantisme F.O. dans lequel il était devenu le numéro 2 de Bergeron. Pour nous c'était une mise à distance et en même temps on le voyait plus globalement.

E.T. : D'autant qu'il continuait à avoir des actions. Il a fait aussi quelques missions en Espagne pour aider, clandestinement, il a continué à avoir des investissements.

Philippe Arnaud

Retranscription de l'entretien du 21 octobre 2020

Question : Pour commencer, pouvez-vous présenter votre parcours militant depuis le départ ? C'était le groupe Sébastien Faure ?

Philippe Arnaud : Il y a deux étapes avant. J'ai eu une éducation religieuse enfant. C'était dans les années 1960. D'un côté, il y avait le fait que dès qu'on changeait d'endroit pour un week-end par exemple, il fallait pointer pour aller à la messe avec un tampon, c'était assez surveillé. Puis il y avait surtout une image qui m'a perturbé longtemps : il y a un petit garçon, un chien et une horloge. Le commentaire c'était : le petit garçon a une âme, l'horloge n'a pas d'âme, le chien n'a pas d'âme. Autant je comprenais bien chez l'enfant, je voyais bien que l'horloge était un objet fabriqué mais je bloquais sur le chien. C'était vers l'âge de 9-10 ans. À partir de là, il y a eu une rupture un peu progressive avec la religion.

Ensuite, en 1973, je suis au lycée en 1^{ère}, il y avait pour le service militaire un sursis pour ceux qui faisaient des études, c'est-à-dire la possibilité de reporter l'appel pour ceux qui faisaient des études. Donc en 1973, il y avait un projet de supprimer ce report et de faire partir tout le monde à 18 ans. Il y a eu un mouvement important pendant un mois au lycée de Mérignac, avec occupations, des cours parallèles, une certaine agitation à laquelle j'ai participé. Il se trouve que là, les curés ont eu un rôle différent puisqu'ils étaient le relais de documents sur l'objection de conscience par rapport au statut etc. C'était un peu le premier acte militant ou social qui s'est passé à cette époque-là. Il y avait en périphérie du lycée des militants d'extrême gauche, j'ai reçu leurs documents mais ça ne m'a pas vraiment accroché apparemment. Il y avait aussi des journaux lycéens un petit peu alternatifs qui étaient créés à cette époque-là. Les manifestations partaient du lycée de Mérignac pour rejoindre le centre de Bordeaux. L'année d'après, il y a eu un autre mouvement mais il n'a pas fonctionné dans les lycées. Donc j'ai décidé de me mettre en grève tout seul, pendant une semaine dans la cour du lycée. Tout s'est bien passé, je ne me suis pas fait tabasser ou virer. Je rentre à la fac de mathématique en 1976 et vers le printemps, il y a un mouvement mais dont je ne connais plus l'objet. Je rencontre des camarades anarchistes dans les assemblées générales dans l'université qui est aussi occupée. Il y a le barrage de la route de Bayonne à côté du lycée technique. Il y a des préparations de cocktails, moi je me prends une lacrymo dans les jambes, j'en garde des traces pendant quelques mois. Aussi, un autre élément marquant, en plus de ces rencontres avec des camarades qui seront plus tard des camarades du groupe Sébastien Faure, se déroule lors d'une des dernières assemblées générales du mouvement. Il y a un communiqué de l'U.N.I. qui dénonce le mouvement. Le lundi, je vais à l'assemblée générale qui doit voter la reconduction de la grève ou pas, plutôt pas. Et donc je viens plus tôt, déguisé en militant de l'U.N.I. et je lis le communiqué de l'U.N.I. L'assemblée rigole et remonte pour une semaine la grève. C'est un élément marquant puisqu'il y a le discursif mais un mouvement a aussi sa vie collective et le fait de rire ensemble, ça a participé de l'envie de continuer même si la motivation politique était un petit peu tombée. J'ai toujours eu le

sentiment qu'il y avait autre chose d'humain qui se jouait en plus du discursif. Cette année-là, je rencontre aussi les autres mouvements avec des pratiques que je n'apprécie pas nécessairement. Un militant du P.C. a frappé avec une clé à molette un autre maoïste, il y a des guerres inter-sexes, des manœuvres de manipulations d'AG, de noyautage etc ; donc ils se brouillaient un petit peu. En 1975 aussi, une élève m'a fait lire Albert Camus, *L'homme révolté*, ça a aussi joué un rôle important dans la prise de conscience. Plusieurs fois, j'allais à Paris, à la librairie Maspero où j'avais découvert les 4 tomes de Guérin, *Ni Dieu ni Maître*. C'étaient les éléments de politisation, à travers notamment *L'Homme révolté*.

Plusieurs fois j'avais voulu, avant 1974-1976, aller rue du Muguet mais à chaque fois, j'ai buté devant la porte. Ce n'était pas nécessairement très accueillant. Déjà, la porte était en bois et ça ne donnait pas envie de franchir la porte quand on ne connaissait pas l'endroit ou les gens à l'intérieur. En plus en cul de sac, ça participe à ça. Donc ensuite je participe aux réunions Sébastien Faure et je m'implique dans le fonctionnement du cinéclub 19 juillet. Il y avait un film toutes les semaines et j'allais chercher des films cours Alsace-Lorraine, à l'U.F.O.L.E.I.S. Ils avaient un certain nombre de films, il y avait des bandes, des bobines. Il y avait à chaque fois un débat sur le film ou le sujet du film.

En juin, j'ai dû participer à mon premier congrès de la F.A. alors que formellement je n'étais pas encore membre. Le groupe Sébastien Faure fonctionnait comme ça : il payait un nombre forfaitaire d'adhésions, des fois plus, des fois moins. C'était un congrès important puisqu'il y a eu une scission, un des congrès de Ris Orangis (1978). Il y avait un débat depuis plusieurs années autour des principes de bases qui étaient contraignants : le pacte associatif. Il y a la cotisation et l'adhésion aux valeurs des principes de base. Il y avait un débat donc sur ce qui fondait l'anarchisme. Les textes étaient fortement emprunt historiquement d'antimarxisme. Il y a deux chocs dans l'histoire : Marx-Bakounine et au niveau de la F.A. il y a le choc Fontenis après-guerre. Donc c'est un militant communiste-libertaire qui d'une certaine façon a noyauté l'organisation pour faire mettre en œuvre les principes d'Archinov : l'échec du mouvement anarchiste très développé en Russie face à Lénine minoritaire était un problème organisationnel. Il a proposé la Plateforme, une organisation où il y a un engagement de tous ceux qui adhèrent, où les décisions collectives sont contraignantes pour le collectif. Donc il y a eu cette scission là à ce congrès, avec une alliance de marxistes un petit peu. Les textes fondateurs sont les positions d'esprit qui déterminent les positions politiques. Donc il y a eu une bataille pour faire introduire les positions de classes. C'est sur cet élément là qu'un certain nombre de groupes importants ont quitté la F.A., sur ce débat-là au congrès extraordinaire d'Anthony (1979) : Asnières, celui de Maurice Laisant, d'autres à côté de Nantes et à Paris. Ils ont créé l'Union des Anarchistes avec des groupes encore plus autonomes. Après historiquement, ils ont pris le nom du *Libertaire* pris par Fontenis. Les textes évoluent à ce niveau-là en disant que ce qui est le moteur de l'histoire on va dire c'est tant les positions d'esprit que les positions de classe. Les gens sont déterminés par ces deux positions.

J'ai continué de m'engager au groupe S.F. Parallèlement, il y a eu un certain nombre d'actions. En 1976, il y a une personne qui est adhérente à la C.N.T., avec un parcours transversal, qui vient à une AG à la faculté. Semble-t-il, il n'a pas été écouté comme il espérait et donc avec son ouverture d'esprit il dit : « les travailleurs vous emmerdent » et puis il s'en

va. C'est une personne que je retrouve ensuite au groupe S.F., 1 ou 2 ans après. Il y a des campagnes réalisées par le groupe comme le mondial de football en Argentine. Il y a un certain nombre d'actions pour s'opposer : une affiche, une campagne fédérale qui est menée. Sur Bordeaux, avant ça, il y a une action de tractage et une banderole sur un bateau soviétique. Il y a une photo. Le journal de S.F., *La Révolte*, titre « Ni fascisme rouge, ni fascisme brun ». Donc il y avait l'action par rapport au fascisme rouge et le sous-marin militaire à Bordeaux et une action par rapport à l'Argentine. À ce moment-là, on apprend que cette personne qui est passé de la C.N.T. à la F.A., reçoit des lettres de menace et la veille d'un meeting, elle se fait agresser par des militants d'extrême droite. Il se fait taillader le visage. Il y a des gens de la F.A. qui viennent défendre le local pendant le meeting à côté de l'hôpital à la salle Quintin Loucheur. Tout le monde est un peu inquiet par cette situation-là. Certains trouvent que c'est peu crédible : Gilles Durou qui est en conflit avec lui pour des raisons personnelles fait faire une analyse graphologique de ces lettres de menace. On découvre que c'est cette personne qui a monté ça. Donc le groupe décide qu'on ne peut pas mettre une photo pour l'action antifasciste. Cette personne dit « ça sera mon visage lacéré » mais on ne savait pas encore que c'était faux. On a dit « non non, ça ne peut pas être aussi personnel, il faut quelque chose de plus large ». Le lendemain, le journal était tiré avec la photo en couverture de Michel Duchène. Il y a des camarades dont Jean Barrué, Serge Utgé-Royo qui viennent le voir en lui disant « il vaut mieux que tu partes sinon tout ça sera révélé et rendu public ». Il est parti puis il a continué son histoire politique, des Verts à l'U.M.P.

Q : On arrive à l'époque de la scission du G.A.B...

P.A. : Oui. Il y a un congrès à Angers en 1980. Il y a plusieurs choses. Il y a Floréal Melgar qui s'occupait du *Monde Libertaire* qui titre « le triomphe de l'anarcho-syndicalisme » par rapport aux journées de Barcelone où il y a plus d'1 million de personnes. Donc il y a des critiques sur ce titre-là vis-à-vis de l'histoire, pas si triomphant que ça. Est-ce que ce million était le passé ou le futur ? Il y a toujours eu, même si je n'ai jamais su pourquoi, des conflits politiques entre Jean Barrué et Maurice Joyeux. Et surtout, la salle avait été réservée jusqu'à midi le jour du congrès. Mais aucun secrétaire n'est désigné à midi, les débats traînent etc et l'ensemble des décisions se prennent sous un arbre après. Donc il y a certains qui contestent la validité de ces décisions. Deux événements ont lieu : Gilles Durou souhaite que le groupe S.F. quitte la F.A. là-dessus et Jean Barrué, dont l'abonnement au *Monde Libertaire* est suspendu et lui interprète ça comme un acte politique de défiance alors que ça fait très longtemps qu'il était abonné. Jo Salamero s'oppose à ce départ : le groupe S.F. doit rester dans la F.A. Là-dessus, je suis la plupart des jeunes, Jean Barrué est le seul militant âgé de la scission. On crée le G.A.B., je suis le mouvement, le collectif humain. Le G.A.B. se définit comme un groupe anarchiste autonome mais il ne se positionne pas sur les adhésions individuelles à des organisations politiques. Je n'ai pas trop j'ai côtoyé le C.A.N. et le C.L.O. même si j'ai quelques fois participé. Il y a d'autres personnes qui rejoignent le G.A.B., on crée le *Dégel* avec trois numéros en fin de compte puisqu'il y en a qui sont doubles. Quelqu'un nous aide à la mise en page du journal, Gérard Marty, qui était professeur d'université à l'I.U.T. de journalisme de Bordeaux et qui

s'occupait de la mise en page de *Sud-Ouest* à l'époque. Il y a essentiellement une action qui est menée contre le pape avec des flyers qui sont jetés depuis... Un article du *Dégel* revient là-dessus. Il y a après l'En-dehors qui se crée. Le G.A.B. progressivement fait des réunions non plus rue du Muguet mais dans l'arrière salle de la librairie l'En-dehors, rue du Mirail. Il y a quelqu'un de l'O.C.L., enseignant du Lot-et-Garonne, qui rejoint le G.A.B. Peu de temps après, Gilles Durou rejoint l'O.C.L. D'autres militants de la F.A. d'autres villes arrivent sur Bordeaux et rejoignent le G.A.B. Il y a Fernando Bronchal et d'autres. Il y a des tensions. Le bureau n'accepte pas qu'il y ait des militants de la F.A. qui rejoignent le G.A.B. puisqu'ils avaient la double appartenance.

Il y a un épisode dans le mouvement anti-nucléaire rocambolesque. C'est moi qui étais au tribunal... Il y avait une réunion au local des Amis de la terre, par rapport à Golfech pour un déplacement, une manifestation à Golfech. J'avais une moto à l'époque, pourquoi ce jour-là je ne sais pas mais j'ai acheté des armes : un couteau à cran d'arrêt, une matraque télescopique et une fronde. J'ai mis tout ça tout emballé dans le coffre et j'ai fait ma vie normalement sans l'ouvrir. Le soir en revenant de la réunion au groupe anti-militariste, on doit se retrouver chez Gilles Durou. Je vais en moto chez lui, il habitait au-dessus d'un local d'assurance. À peine je me gare, il y a une voiture de policier qui arrive, qui m'arrête en disant « vous allez braquer la banque ? » « Laquelle ? » « Peu importe ouvrez le coffre ». Gilles Durou arrive, ils l'arrêtent. Le policier dit « j'ai entendu du bruit ». Il s'en va et avec mon couteau il crève les pneus de la 2CV de Gilles Durou. Et après, on est embarqué à Castéja. Les policiers nous disent « nous aussi on sait se servir des frondes etc, pour le nucléaire vous n'y arriverez pas ». Le mobile crapuleux est très vite devenu le mobile politique. Au commissariat, il n'y a que moi qui passe la nuit en garde à vue puisqu'il n'y a pas de charges contre Gilles Durou mais il retrouvera quand même les pneus de sa voiture crevés. Au commissariat de quartier, le policier invente une histoire, que j'avais acheté ça parce que c'était un rêve d'enfant je sais pas quoi, un truc insignifiant. Au procès, le procureur ou le juge dit « si l'extrême gauche et l'extrême droite s'entretue, c'est l'anarchie ». Et mon avocat Michel Touzet a fait que j'ai eu un entretien professionnel pour ne pas que ça soit au casier judiciaire, j'ai dû avoir une amende. Tout se dégonfle un peu. Par contre Gilles Durou se fait enlever, menacer de mort sur un canal. Il y a une enquête interne à la police où l'on est entendu sur ces faits-là. C'était un enlèvement de la police. Une campagne d'intimidation par rapport à Golfech.

Q : *Le G.A.B. se dissout en 1985-1986 alors...*

P.A. : Alors ensuite j'arrête de militer en 1981. Je regarde les manifestations en rapport avec l'élection de Mitterrand. J'essaye de parler aux gens pour qu'il continue d'y avoir des mobilisations dans le domaine social. La réaction globale était : « il faut lui laisser le temps etc ». J'en déduis que la période sera peu audible à des mobilisations et donc j'arrête de militer en 1981. Je fais des études, en 1986 je pars à Paris. Pendant toute cette période-là, je n'ai plus aucun contact quasiment, de 1981 à 1986. Si ce n'est à Paris où je rejoins un groupe, Florès Magon. On avait un petit journal local. Entretemps, des anciens du groupe Florès Magon

reviennent et pendant un congrès, il y a un litige avec une personne qui tient des propos sous prétexte d'humour qui sont sexistes et antisémites. Il y a eu un congrès en région parisienne où s'est posée la question de son exclusion. Il s'en va en tout cas. Je reviens à ce moment-là à Bordeaux où je rejoins le groupe Emma Goldman.

Q : Qui naît en quelle année ?

P.A. : A priori c'est la suite des groupes Durruti et Pépin Cadavre. C'est 1991-1992 à peu près le moment où je reviens. Il y a Fernando Bronchal, Catherine Tenneguïn, Philippe Boursier qui a développé un groupe d'écologie sociale vers la Roche-sur-Yon désormais et Willy Pelletier qui s'occupe de Copernic maintenant. Peut-être Sylvie de la Librairie du Muguet... On participe au comité de soutien de Giuliano Cavaterra qui poursuit un mouvement de soutien aux basques. Je me rends pour le comité à Nantes où il y a des réunions de différents comités de soutien. Je suis impressionné par la vie des villages en Bretagne. Une fois la réunion finie, on n'allait pas à Nantes mais dans les villages aux alentours. Il y avait une vie de village contrairement à Bordeaux et ses alentours, ici il n'y avait rien. Le groupe E.G. participait aux collectifs des femmes avec d'autres groupes à Paris de la fédération. Dans ce groupe, certains avaient un discours de rupture vis-à-vis de la F.A. Assez rapidement, une partie du collectif des femmes a quitté le groupe E.G. En même temps, il y avait la marche mondiale des femmes. On a porté une plaquette qui critique la marche mondiale des femmes parce qu'il y a beaucoup d'organisations chrétiennes dans le monde qui étaient participantes de cette marche. Il se trouve que j'étais aussi militant à Sud-P.T.T. et j'ai porté le fait que Sud-P.T.T. cosigne cette plaquette. Je me suis fait agresser par une militante qui trouvait que c'était une démarche sectaire par rapport à la question de la diversité des pratiques féministes dans le monde. Et donc exclure des pratiques féministes, des organisations en lien avec la religion, c'était se couper d'une partie importante du tiers monde entre autres.

Je reviens en arrière. En 1986, je rentre à la poste et 1989 se crée Sud-P.T.T. En allant à Bordeaux en 1991, je crée Sud-P.T.T. dans le service informatique où je suis et je participe à la vie du syndicat et à tous les congrès de Sud-P.T.T.

Q : Mais pas en tant que militant anarcho-syndicalisme, plutôt comme militant Sud-PTT...

P.A. : Oui voilà. Justement, beaucoup de militants de la C.N.T. incitaient à les rejoindre. Je me suis considéré comme syndicaliste anarchiste. Je considérais que, par rapport aux pratiques de la C.N.T., être syndicaliste c'était agir dans l'entreprise. Certains militants C.N.T. disaient qu'il ne fallait pas se dévoiler auprès de l'employeur pour ne pas être victime de répression. Ça ne sert à rien d'être syndicaliste alors si c'est pour attendre la révolution, pour dévoiler tout ce que l'on sait le jour de la révolution, ce n'était pas la peine. Je considérais qu'il y avait un travail de compromis, de gymnastique entre l'action au quotidien et essayer de développer

les pratiques, faire ce qui était possible pour évoluer dans le terrain, dans le syndicat. Il y avait plein de choses sur les questions des pratiques etc. Même dans le syndicat, il y a des gens qui se disent anarchistes mais moi je dis ce n'est pas ce que tu es mais ce que tu fais qui compte. Je mets en avant les pratiques plutôt que les discours. C'étaient les actes qui valorisaient la pensée, qui la mettaient en œuvre. Même si intellectuellement c'est bien, il y a un moment donné où la sanction du réel était importante... Voilà pourquoi j'ai fait ce choix-là. Après ce débat a eu lieu dans les C.N.T. après avec de scissions qui se sont portées sur les élections professionnelles mais les élections étaient le corollaire de l'action de terrain pour beaucoup.

Q : Et la fin d'Emma Goldman ?

P.A. : Toujours dans cet état d'esprit, je porte deux choses dans le groupe :

- Qu'on essaye de se donner un projet politique en quelque sorte, essayer de se donner un laps de temps suffisamment long pour voir comment on peut changer la société, notre environnement, comment on peut être acteur de cette transformation-là.
- Mais en même temps ça voulait dire pour moi être ouvert sur la société et donc se confronter à d'autres militants qui ne pensent pas comme nous. Donc il y avait la participation à des collectifs, des mouvements altermondialistes etc. Il y a eu une ouverture mais en même temps des oppositions à l'intérieur...

La plus grosse ouverture c'est 1995 où beaucoup de manifestants se retrouvaient rue du Muguet, au local après les manifestations syndicales, sociales etc. Il y a eu la création d'un réseau qui s'appelait R.A.I.L. d'information libertaire avec collecte d'informations etc. Le local était un lieu ouvert à des gens qui n'étaient pas forcément anarchistes, comme pendant les 1^{ers} mai. Pour certains militants, cette ouverture-là n'était pas souhaitée et il y avait des conflits. Il y avait un autre conflit un peu plus anecdotique mais qui était important pour moi de fait. On avait des réunions toutes les semaines. À cette époque, l'accessibilité du local était un problème. Moi je mettais une heure pour venir au local, je mettais 1h pour trouver une place. Ça pesait sur mon quotidien, ça prenait trop de place dans ma vie. Alors j'avais demandé si l'on ne pouvait pas passer à tous les 15 jours. Ceux qui voulaient se réunir toutes les semaines n'avaient qu'à se réunir toutes les semaines. On m'a dit « non non, il ne doit pas y avoir de rythmes différents entre les éléments du groupe. ». À partir de là, j'ai décidé de quitter le groupe sur le fait qu'il n'y ait pas de prise en compte de ces difficultés là, sur cette exigence. Donc dans les années 2000, je quitte le groupe Emma Goldman. Un autre élément aussi tournait autour d'une militante car elle était porteuse d'une critique féministe de la F.A. Mais ce n'est pas parce qu'on ne travaillait pas de façon sérieuse les choses que... Il fallait travailler une résolution féministe pendant une année pour la présenter au congrès. Elle replaçait dans l'histoire les grandes femmes du mouvement anarchiste avec un certain nombre de propositions derrière. La résolution est passée mais ces tensions continuaient. Après, il y a eu des critiques sur le *Monde Libertaire*, sur ces couvertures en particulier et les questions du visuel. Il y a aura toujours un litige avec l'image. Le dernier *Monde Libertaire* c'est sur la contraception masculine mais il y a des stéréotypes : Une femme sur une voiture avec

un homme qui soulève des haltères. Il y a donc des camarades de la F.A. qui critiquent cette couverture, trop cliché, d'autres qui disent que c'est tellement cliché que l'on voit que c'est un cliché. Ça dépend de l'interprétation.

En 2000, il y a un congrès à Perpignan. Il n'y a pas de secrétaire aux relations intérieures donc je suis démarché pour le prendre. On discute toute une nuit pour voir si j'accepte ou pas. J'accepte pendant un an de faire ça mais de fait je m'occupe aux relations internes à la F.A. au sein d'un groupe en tension avec l'organisation. Donc ce n'est pas facile à vivre, il y a un certain nombre de conflits avec d'autres groupes à gérer. Ça participe aussi sûrement de la rupture qui vient après.

Je refais un groupe, au début je suis tout seul puis des personnes me rejoignent. Avec le cercle Jean Barrau, l'objectif est justement qu'il soit plus ouvert sur la société. Le local est une richesse mais c'est aussi un enfermement. C'est sa nature quelque part. Il faut un effort pour s'en extraire. C'est pour ça que par la suite on fera l'émission, l'écoute qui veut finalement.

Q : Et pourquoi être resté à la F.A. avec le cercle Jean Barrau ?

P.A. : Pourquoi cette ligne-là ? Il y a le fait de la notion de non-isolément, la nécessité d'être en lien avec d'autres ce qui implique une organisation à ce titre-là. Pas nécessairement pour donner une direction mais pour échanger. Un réseau le pourrait mais il y a la pérennité, la force d'une organisation. Ensuite par rapport aux autres organisations, c'est une organisation qui est incluse dans des cercles internationaux etc. Elle a un potentiel de richesses avec ses militants, plus les militants d'ailleurs que l'organisation en tant que telle. Elle a des difficultés de fonctionnement mais elle a, à l'intérieur, un certain nombre de richesses. Les autres organisations sont soit trop minoritaires (O.C.L., Union des anarchistes) ou au contraire, avec l'U.C.L. ou Alternative Libertaire à l'époque, plus contraignantes avec un pacte collectif et des résolutions contraignantes. En fonction de ça, la F.A. continuait de me convenir avec toutes les déceptions qu'elle peut causer.

Q : C'était un hommage de le nommer Jean Barrau ?

P.A. : Oui. Mais on m'a reproché de l'avoir remis dans la F.A. à titre posthume alors qu'il l'avait quittée. C'est quelqu'un qui a eu un rôle important de formation pour moi et pour d'autres. Avec son humilité et son âge, il se mettait à disposition du groupe pour traiter un thème par exemple. Il a fait un nombre important de formations, comme dans le cercle libertaire où il a formé pas mal de gens de l'Alliance Syndicaliste. C'était à la fois une forme de sagesse, il ne rentrait dans aucune polémique. Un savoir ça se transmettait mais c'était aussi le fruit d'un travail, il y avait une forme d'expression de la raison dans l'action politique. C'était un militant important à Bordeaux. Pour moi c'était faire un éclairage sur son parcours, cette histoire-là.

Lui est venu du marxisme, du guesdisme exactement, à l'anarchisme. Ses relations aussi avec l'Allemagne parce qu'il avait été envoyé prisonnier à Cologne. Il a dû s'évader pendant les bombardements de Cologne, il avait raconté son retour. Il avait gardé des liens en particulier avec le centre de recherche à ? en Allemagne. Il réalisait beaucoup de traductions, il a travaillé sur la pédagogie.

Q : Au même moment, dans les mêmes années, il y a un groupe Aristide Lapeyre à Bègles qui est créé, c'est une coïncidence cette émergence de deux groupes aux noms en hommage ?

P.A. : C'est une autre histoire. Je pense qu'il y a une histoire. Le groupe Lapeyre est plus ou moins une suite du groupe S.F. parce qu'il y avait des problèmes que je ne connais pas précisément, peut-être des dettes avec la F.A. Il se trouve qu'il y a aussi quelqu'un qui a posé des problèmes qui s'appelle Jean-Jacques Réal. A priori, il dit que là où il habite c'est un squat mais dans les problèmes d'héritage personne ne l'expulse... Admettons.

Q : Il était en charge du C.I.R.A.S. de Bègles...

P.A. : Il a créé un centre de documentation oui. Il y a beaucoup de documents qu'il a trouvés chez les bouquinistes, des fonds importants qui ont été dilapidés, vendus. Et par la suite, il y a eu des soupçons qu'il récupère une partie des fonds précieux de l'Athénée.

Q : Sans transition, pouvez-vous m'en dire plus sur Achäira ?

P.A. : L'émission existe depuis 14 ans environ, depuis 2006. Oui c'est nous qui l'avons créée. Au début, l'émission était au moins tous les 15 jours donc c'est pour ça qu'on est à 260 aujourd'hui puis après c'est devenu tous les mois. Des militants du groupe proposent qu'on fasse une émission de radio. On cherchait un petit peu quoi faire, on participait aux manifestations mais bon. On part là-dessus. De fait c'est une émission au début d'auto-formation avec des thèmes que l'on travaille et que l'on présente dans l'émission. Plus tard, avec l'arrivée d'autres personnes, on structure l'émission. Il y a plus d'interviews, c'est plus dynamique.

Q : Il n'y avait pas de précédent, c'était une émission inédite en quelque sorte autant sur le fond que sur la forme ?

P.A. : Le problème de la radio c'était ça : il n'y avait pas beaucoup d'émissions politiques, beaucoup de musique mais pas de politique. Donc je militais à Sud-P.T.T. avec quelqu'un qui s'occupait de la radio. Je lui ai parlé du projet, on a fait une présentation et ça s'est fait rapidement. Au début, c'était un jeudi sur deux et après le premier lundi du mois. On est parti très vite sur cette idée de pollinisation libertaire. La forme a quand même évolué au fil du temps. Il n'y avait pas d'émissions libertaires avant. Patrick Aguiar faisait une émission sur le zapatisme, avant encore l'émission O.A.F., l'émission Prison mais pas du même acabit.

Q : *Dans ces années-là, vous étiez la seule émission libertaire à Bordeaux...*

P.A. : La Clé des Ondes avait besoin d'une caution culturelle donc on a fait la charte avec la librairie du Muguet. Donc il était prévu une chronique de la librairie du Muguet à chaque émission. Ça s'est fait une fois et puis voilà.

Q : *J'avais deux questions qui faisaient appel à votre avis personnel et votre recul. Quelle était la perception des anarchistes de Bordeaux à Bordeaux ? Par la communauté de commune ou le public... Est-ce que vous étiez marginalisés, secrets ou alors redoutés ?*

P.A. : Il y a plusieurs périodes. J'ai un épisode d'une manifestation place de la République. Derrière la banderole de la F.A., il y avait une petite cinquantaine de personnes. Il y avait des conflits avec le service d'ordre de la C.G.T. Il arrive et nous dit vous êtes trop près. Je lui ai dit « à quelle distance vous pensez qu'on ne peut pas se sentir ? ». Et là, j'ai vu un grand bonhomme rouge, quelqu'un lui a dit quelque chose et il ne m'a pas tapé dessus. On arrive à Gambetta, on tourne au cours de l'Intendance. On voit les services d'ordre de la C.G.T. sur les infirmières de Lutte Ouvrière en train de leur taper dessus. Alors on a baissé les drapeaux qui étaient assez longs et ça a calmé un peu, on avançait. Après la manifestation à la Victoire, je vais dans un bar et il y avait des gens de la C.G.T., Dassault ou les dockers, et ils reprochaient que les autres perdaient de leur combattivité. C'est un élément important sur le fait que dans les années 1980-1990, la présence du P.C. est encore forte, ils noyautent, dominent la plupart des collectifs. Ils arrivent à donner un message commun à plusieurs organisations. Il est très difficile d'avoir un autre point de vue. Quand je suis revenu en 1991 à peu près, déjà les choses commençaient à changer du côté du P.C. La fin de la prééminence du P.C. sur toutes les organisations rééquilibre la parole. Par l'affaiblissement de l'un mais pas par la force du militantisme. Il y a eu un autre élément, à l'Athénée Libertaire, à propos d'un affichage sauvage. La mairie a envoyé des factures pour nettoyer. Je m'occupais de l'Athénée à l'époque donc j'avais proposé un certain nombre de courriers à la mairie, une critique un petit peu, en demandant à être reçu. D'un côté, il y avait la non preuve qu'on les ait collées et puis aussi le fait que Bordeaux est une capitale régionale et l'espace d'affichage est le même qu'une commune des Landes. Donc il y a une problématique sur la capacité d'expression insuffisante. Il n'y a pas eu de suite.

Q : Vous n'avez jamais été attaqués par la C.U.B en justice par exemple. Vous avez toujours eu des relations correctes ?

P.A. : On n'utilise peu les services de la mairie. Il y a eu une invitation de Karfa Diallo à l'Athénée Libertaire qui avait fait un hommage à Aimé Césaire et lui, il avait invité Juppé au local. Il y a eu un communiqué pour dénoncer qu'il était invité. C'était pour la mort d'Aimé Césaire en 2008. Il y avait par rapport à l'Utopia des tensions comme quoi ils travaillaient qu'avec des marxistes, des trotskystes, le N.P.A. etc. Quand il y a eu le film de Peter Watkins sur la Commune, il y a eu un travail ensemble sur la Commune, des débats, on a fait venir Claire Auzias sur son livre Louise Michel etc. On a fait ce travail avec eux, ça s'est bien passé.

Q : *Donc pas vraiment mis à la marge mais pas non plus gênés...*

P.A. : Il faudrait voir si ça prenait plus d'importance avant mais aujourd'hui non. S'il y a marginalisation, ça viendrait plus de notre part que des autorités. À ma connaissance il n'y a pas de manifestations pour dire qu'il faut dégager de là, de l'Athénée. Ce que je crains le plus, c'est la question de la rénovation du quartier qui peut menacer le local dans ce cadre-là, l'édiction de règles que le local ne sera pas en capacité de suivre. Ça viendrait plus de ce côté-là. Pour l'instant ça traîne un peu. Il y a eu la petite place à côté qui a été refaite mais pour l'instant rien n'a été entrepris comme ce qui s'est fait pour Saint-Michel.

Q : *La seconde question : Quel regard portez-vous sur la F.A. et sur l'organisation ? Quel bilan de toutes ces années de militantisme dans différents groupes, F.A. ou non F.A., quelle conclusion tirez-vous sur la structure ?*

P.A. : Il y a une bascule quand un mouvement est actif et dynamique, les divisions et les dissensions tombent. Dans les périodes de reflux, les virgules deviennent de plus en plus importantes. L'action unit alors que le texte désunit. Je ne sais pas si c'est une vérité mais c'est quelque chose que j'ai constaté. La dynamique collective dépasse la limite des groupes qui les portent. Ceux qui participent se préoccupent de l'action plutôt que de savoir si les textes sont... Dès que le mouvement arrête d'agir pour se poser, pour faire des textes sur ce qu'il a vécu, là il commence à il y avoir des tensions. Quand il y a des tensions, c'est qu'il y a un manque d'action. Les changements sociaux viennent de facteurs mécaniques selon deux éléments : d'un côté il faut qu'il y ait une insatisfaction d'une situation vécue et de l'autre l'espoir d'un mieux vivre. On peut avoir un très beau projet politique mais s'il n'y a pas une insatisfaction suffisante, il n'y a pas de changement de société. Par contre s'il y a une insatisfaction suffisante mais pas de perspectives d'aller mieux, les gens vont s'entretuer plus facilement que d'être porteur d'un projet de société. Une autre chose que j'ai défendu autour de la notion d'action : c'est que beaucoup d'anarchistes ont la peur du noyautage,

d'infiltrations par la police, ce qui existe, mais cette peur-là fait plus de dégâts que l'infiltration elle-même à mon avis. J'ai lu un exemple qu'un groupe du massif central avait été créé par un policier, pour être sûr de le noyauter. Mais pour le noyauter, il fallait agir et donc il a fait vivre un groupe. Un des groupes de Bordeaux, c'était avant, avait été noyauté. Tout le monde se soupçonnait sauf la personne en question puisque c'était un handicapé et personne ne le voyait. Sauf que tous les soirs, il faisait son rapport. Ils se sont empêchés d'agir par la suspicion. Elle était justifiée mais il ne faut pas que ça devienne un obstacle à accueillir des nouveaux. Je ne pense pas que ça soit propre aux anarchistes, c'est propre à la taille des groupes. Un groupe qui se sent fort, il n'a pas ces problèmes-là. Ce ne sont pas des conséquences idéologiques mais sociologiques.

Q: Pensez-vous que la présence de la F.A. à Bordeaux a été une force ou bien un frein pour l'anarchisme bordelais ?

P.A. : À partir du moment où ça a commencé à se diviser, oui un frein, mais autrement non. Nous, on a repris au cercle Jean Barrué les principes de S.F. selon lesquels il n'est pas nécessaire d'adhérer à la F.A. Il suffit d'accepter que le groupe soit représentant de la F.A. en Gironde. En plus, un des éléments était que quand on était au groupe S.F., on épluchait tous les textes, les débats internes à la F.A. ce qui nous bouffait beaucoup de temps au lieu d'agir. Plus des engueulades entre nous mais surtout avec les autres... Quand j'ai créé le cercle Jean Barrué, j'ai dit que quand on fonctionnera suffisamment on verra si l'on peut s'impliquer dans la F.A. Donc de fait on a été adhérent sans être impliqué dans le vie fédérale. Certains ont participé un peu à l'union régionale mais on n'a jamais dû participer à un congrès. Notre implication fédérale, c'est essentiellement recevoir des contacts locaux etc. On n'a pas une implication fédérale plus importante. Aujourd'hui, je considère que ce n'est pas indispensable vu notre engagement. On relaye un certain nombre d'informations, on reçoit des informations de la F.A. C'est une richesse qui est apportée mais il n'y a pas une nécessité par rapport à notre activité. Il n'y a pas de campagnes particulières qui nous engagent. Là il va y avoir une campagne sur le S.N.U. On va dispatcher du matériel fédéral, il doit y avoir une réunion dans laquelle on va intervenir. On continue à participer à des collectifs. Avec le collectif libertaire, c'est plutôt des choses mémorielles.

Je suis un peu réticent à tout ce qui est identitaire où l'essentiel c'est l'affirmation de l'identité anarchiste. Ce qui compte, c'est les faits. Je considère que les idées libertaires vivent aujourd'hui beaucoup plus en dehors des mouvements anarchistes qu'à l'intérieur : autour des Z.A.D. par exemple. Ce n'est pas des principes libertaires à 100% pour tout mais ils diffusent beaucoup de principes libertaires, les mouvements d'action directe non violente, l'autogestion. Ces questions-là, elles diffusent dans la société les questions de solidarité, sans dire que c'est l'adhésion à une organisation ou avec une étiquette. Ça me semble plus intéressant, plus riche. Pour moi, l'organisation c'est plus un lieu de débat, de sources, d'échanges internationaux pour voir ce qu'il se passe ailleurs, de partage. L'organisation anarchiste n'a pas un rôle d'avant-garde ou de guilde ou quoique ce soit. À partir de là, chacun

peut puiser dedans pour s'en servir si elle n'a pas de rôle directeur. C'est pour ça que c'est un mouvement qui est vivant et qui ne se limite pas à ses contours. C'est aussi une société où il y a beaucoup de conflits sur ce qui est conforme ou pas conforme, il y a des polémiques qui jaillissent, qui n'existaient pas avant. Avant, quand j'ai commencé, il fallait écrire un texte, l'envoyer au bulletin intérieur qui arrivait un mois après, même si on répondait ça arrivait un mois après. Aujourd'hui c'est dans la journée. Il y avait un change sur les listes. Il aurait fallu mettre des freins c'est-à-dire que les listes ne devraient avoir des diffusions que 24h après. Ça laisse le temps, ça ralentit les choses.

Q: Vous pensez que c'est plus difficile d'être militant libertaire aujourd'hui qu'avant par rapport à ça ?

P.A.: C'est plus difficile d'être militant libertaire aujourd'hui pas par rapport à ça mais sur le fait que la société semble beaucoup plus difficile à faire bouger, plus difficile qu'avant. Il y a des signes qui montrent qu'elle est travaillée mais en parallèle il y a des formes de contrôle beaucoup plus importantes. Les marges de manœuvre sont moins larges. C'est possible de s'affirmer libertaire, ce n'est pas la question mais percevoir un changement semble beaucoup plus difficile. Ça reste effectivement la question de notre mission. Est-ce que c'est de garder un projet, des ressources quand ça sera plus clair ? Mais en même temps on voit bien que si le discours que l'on portait dans les années 1980 disait que tout ça serait résolu par le changement de société en société libertaire, aujourd'hui la demande c'est le changement immédiat. Comment peut-on, par des pratiques ici et maintenant sans attendre le changement de société, faire évoluer les choses. Le changement de société est plus difficile à percevoir donc il est plus difficile de s'y référer pour faire une action politique. C'est plus une action au nom de certaines valeurs et d'un projet qui portent sur la défense et l'aide, le soutien à des changements concrets et internes dans les pratiques. Ce sont les questions de féminisme et de sexisme, les mouvements d'action non-violente aussi, qui ont amené à s'interroger sur les rôles de domination qui n'étaient pas nécessairement perceptibles dans les années 1980, sur la fonction tribunicienne par exemple. Ceux qui faisaient des discours pendant une heure parce qu'ils parlaient bien ou autre par exemple. Aujourd'hui, il y a des choses comme ça qui ont évolué, qui interpellent un peu plus sur ça, sur le respect des autres. Difficile de parler d'égalité, de liberté si soit même on ne le pratique pas en son sein, c'est une forme de cohérence.

Q: Je n'avais plus de point précis à évoquer, est-ce que vous souhaitez préciser un point en particulier ?

P.A.: Oui, sur l'action syndicale. J'ai bataillé pour la question des limitations des mandats dans Sud P.T.T. Je me rappelle qu'à un congrès vers Saint-Denis, vers Paris, il y avait un texte pour prolonger un petit peu les mandats etc. Il y avait plusieurs textes qui allaient dans le sens du

principe de rotation, qui posaient les statuts de missions. Mais il y avait des difficultés qui étaient mises pour mettre en œuvre le renouvellement. Donc il y avait un certain nombre de textes aussi qui disaient « on garde le principe mais exceptionnellement on le prolonge ». Il y avait plusieurs aménagements pour modifier ça. Trois textes ont été déposés pour critiquer l'amendement qui prolongeait le mandat. Tous les textes ont été rejetés. Je suis intervenu à un moment donné pour défendre le fait qu'il fallait contrer l'amendement qui prolongeait en disant que les 3 autres textes certes ont été rejetés parce qu'il y avait des défauts dans la solution qu'ils proposaient mais globalement ils représentaient une majorité, dans l'esprit de ne pas le prolonger. Il ne fallait pas qu'il soit prolongé par une non-majorité. Pour défendre ça, le principe c'était qu'il fallait un représentant du pour et du contre pour un débat. Moi j'ai dit que je voulais bien faire le contre. Normalement il y aurait dû y avoir un représentant du pour désigné dans l'immédiat. Là il y a eu un tour de passe-passe dont je ne me suis pas aperçu tout de suite. On m'a fait passer un premier pour défendre le refus de l'amendement. Donc le pour l'amendement ça a été un contre de moi. Normalement, il y a d'abord le pour puis le contre. Cette inversion a permis de faire passer le texte.

Q : J'ai lu que vous étiez référents de AC ! Chômage à la F.A...

P.A. : Oui à la F.A. mais c'est surtout avec Sud. On a créé AC ! Gironde, vers 1993. C'est une période où il y a un chômage de masse de longue durée. L'essentiel de l'expression politique était une expression sur les chiffres du chômage. À la fois ça pèse sur les personnes, sur le quotidien mais ça pèse aussi sur ceux qui sont au chômage, qui sont sans activité puisque l'argument c'était que ceux qui étaient au chômage bloquaient la société. Il y avait des discussions dans Collectif qui regroupait des militants de différents syndicats et des chômeurs mais qui n'existait pas sur Bordeaux. Ils discutaient pour organiser une marche des chômeurs etc. Sur Bordeaux, on a créé un an avant, fin 1992, un mouvement Action chômeurs et précaires, qui se retrouvait à l'Athénée municipal, on avait fait un tract dans les A.N.P.E. C'était essentiellement des chômeurs qui venaient. Juillet 1993, il y a une réunion à l'Athénée Libertaire avec quelqu'un qui était à Sud PTT et qui partira à la C.N.T. après. Mais ça ne marche pas, il y a 3 ou 4 personnes, ça ne donne pas suite pour la création d'AC ! Lui, il s'occupait de la revue Alternative syndicaliste. En décembre 1993, on se réunit à l'Athénée municipal et donc il y a un certain nombre de syndicalistes (Sud P.T.T., S.N.C.F, métaux, C.F.D.T...) et de chômeurs d'Actions chômeurs et précaires. Il y a une quarantaine de personnes. On décide de créer AC ! Gironde et d'accueillir la marche des chômeurs qui doit partir de Toulouse en mars 1994 environ. Un certain nombre d'actions sont réalisées : l'accueil de la marche à sud-Gironde et on les accompagne jusqu'à Bordeaux, des actions devant les Assedic et les A.N.P.E. Il y a pas mal de monde, il y a plusieurs locaux pour AC ! Gironde : l'amicale des Algériens, sur les quais, rue Bouquière... À cette époque-là, il y a des assemblées, une centaine de personnes dans la rue. Des actions régulières : des occupations d'Assedic, des actions dans les bus, on obtient les transports gratuits dans la C.U.B. pour les C.C.A.S. etc. On n'utilise pas le terme mais il y a des formes d'actions directes non-violentes, d'occupations, d'installations, où l'on se fait expulser les pieds en l'air, jusqu'à une occupation à Floirac, l'Assedic de Floirac où c'est

le G.I.G.N. ou la police qui intervient et qui déloge par la force, ils cassent tout. C'est plus ou moins en direct de l'émission « La marche du siècle » de Cavada dans laquelle il y avait Martine Aubry. Mon épouse avait appelé le baron Seillière, Martine Aubry, un certain nombre de personnalités pour leur dire qu'elle était au chômage, pour leur demander ce qu'ils faisaient. La marche du siècle faisait des interviews, des portraits. Là il y a un changement aussi du côté des médias, ils ne parlaient plus de chiffres mais de vécus. Il y avait aussi des reportages sur les chômeurs. Il y a un petit peu des tensions avec la C.G.T. et Paris mais il y a quand même des actions communes. Des conflits entre les termes « privés d'emploi » du côté de la C.G.T. et du terme « Chômeur ». Il y en avait à AC ! qui refusaient le travail, il y avait des débats là-dessus. Il y a eu des actions sur les questions du logement et moi je participe à une émission sur France 3 avec un représentant de la C.N.L. et Simone Noailles adjointe de Bordeaux qui s'occupait des questions sociales, sur la question du logement, de l'accueil etc. À l'hiver 1994-1995, il y a l'occupation de la place Pey-Berland. Un sans-abri était hébergé chez des militants d'AC ! Gironde qui l'on convaincu de faire quelque chose. Donc il y a ce village de tentes sur la place Pey-Berland plus l'occupation de l'immeuble de la rue des Vignes et l'ouverture d'un accueil des sans-logis à côté du marché des Capucins. Il y a eu un mouvement qui a eu des réalisations assez vite.

Q : En lien avec l'investissement de la F.A. ?

P.A. : Oui il y avait des accueils au local. On se mélangeait. Ensuite, il y a eu une rupture sémantique entre actif et inactif dans AC ! Gironde, des actions avec le syndicat des impôts, il y a eu des actions dans les zones défiscalisées pour parler de ces choses-là, vers 1995-1996. On passe d'un chômage de longue durée massif à une précarité massive. Il y a beaucoup moins de chômeurs de longue durée mais par contre il y a beaucoup de gens qui font des boulots précaires et des rotations d'emploi importantes. Il y a un débat sur la question de la prise en charge des revendications des travailleurs précaires. Là on a des tensions entre syndicalistes et chômeurs. Je caricature mais en gros les chômeurs disent que les précaires sont des gens qui ont accepté de se vendre. Là il y a une rupture à AC ! avec ceux qui vont aller à la défense des chômeurs de longue durée, stabilisés dans le chômage, avec des défenses et des installations. Ils ont gagné la participation à des commissions paritaires. Ça n'a pas marché pour organiser les précaires. Les syndicats ont aussi eu des difficultés car pour avoir gagné, il faut une certaine durée. Quelqu'un qui reste un mois dans un emploi ne va pas se syndiquer. Il y avait quelque chose qui était perdu. C'est le territoire qui crée le lieu de rencontre, ce n'est pas l'emploi parce qu'il n'est pas pérenne à l'inverse du lieu de vie qui l'est davantage. On a participé à toutes les assises d'AC ! Gironde, c'était assez riche aussi. Il y en avait avec qui on était pas d'accord, le mouvement CARGO par exemple, avec des débats sur la question du travail, des réflexions sociales. Il y avait des productions de documents avec des données chiffrées, des aides juridiques etc. Ça a été un élément important car on a retrouvé beaucoup de militants libertaires dans ces assises, des vieux de tribunes anarcho-communistes qui intervenaient sur les questions d'autogestion. Ça a servi de creuset à la recomposition

syndicale avec des oppositions de la C.F.D.T., ce qui a aidé en 1995 les anarchistes à quitter la C.F.D.T. Ça a permis ça.

Joachim Salamero

Retranscription de l'entretien du 7 décembre 2020

Question : *Quel est votre parcours militant ? Comment êtes-vous devenu militant anarchiste ?*

Joachim Salamero : Je ne peux pas dire que je suis venu à l'anarchisme par hérédité familiale. Mais l'environnement familial n'y est pas étranger. Je suis né à Bordeaux. Mon père était espagnol, il était très jeune militant libertaire en Espagne et syndicaliste. Sous la dictature de Primo de Rivera, il a été obligé de s'exiler avec d'autres à Bordeaux notamment dans les années 1925-1926. Il y avait déjà des groupes d'Espagnols anarchistes exilés : Bordeaux, Toulouse, Béziers, à Paris etc. Il a été un des membres fondateurs du groupe Cultura Popular à Bordeaux et qui existait il y a encore quelques années sous forme de groupe artistique où militaient beaucoup d'Espagnols exilés après la guerre de 1936-1939. Mon père est décédé en 1942, il avait une quarantaine d'années, j'avais 11 ans. J'ai toujours fréquenté ces milieux-là, quand ils organisaient des sorties, des réunions, etc. Je raconte souvent la première fois que j'ai rencontré un camarade anarchiste bordelais très connu : Aristide Lapeyre. C'était en 1947 lorsqu'un camarade espagnol qui logeait chez ma mère m'avait amené à un meeting des réfugiés espagnols, de la C.N.T. en exil, au cinéma des Capucins où Aristide Lapeyre prenait la parole en français. C'est la première fois que j'entendais parler d'Aristide Lapeyre et que j'entendais parler de la révolution sociale. J'ai continué à suivre les conférences publiques à Bordeaux, il n'y avait pas de télévision à l'époque. Il y avait beaucoup de conférences publiques : de la Libre-Pensée, de la F.A. avec le groupe Sébastien Faure de Bordeaux. J'ai fait mon apprentissage d'ajusteur mécanicien à l'école d'apprentissage de la SNCASO, l'ancêtre de l'aérospatiale pour résumer. J'ai passé mon CAP en 1949. Les 10 premiers reçus à ce CAP étaient embauchés à l'usine mais elle a fermé ces années-là. Donc nous sommes déjà chômeurs avec mes camarades. Parce que quand il y a 2000 métallos sur le marché du travail, on n'avait peu de chance de trouver du travail. J'ai travaillé 2 jours sur les quais de Bordeaux, on déchargeait des bateaux mais j'ai tenu que deux jours. J'ai fait des petits boulots : vendeurs dans une quincaillerie etc. J'ai été appelé au régiment, au service militaire obligatoire à l'époque, j'avais 20 ans. On m'envoie au Maroc. C'est au Maroc que j'ai fait ma première grève, à l'armée. On travaillait sur une base aérienne, l'école de pilotage pour les futurs officiers ou sous-officiers. Nous, on était chargé d'entretenir les avions dans les hangars. On travaillait de 8h à 14h. Un jour, au rapport, on nous a dit : « on a pris trop de retard, vous travaillerez en plus de 16h à 18h le soir ». En plein été. À partir d'un petit groupe qui s'était déjà reconnu et constitué... Par exemple aux douches, j'ai vu un camarade, soldat comme moi, qui avait une médaille : la médaille du Mouvement Indépendant des Auberges de Jeunesse, qui était une scission de la fédération nationale des auberges de jeunesse. Il était surtout composé de jeunes plutôt libertaires, trotskyste etc. Nous avons sympathisé puis on a formé un petit groupe. On s'habillait en civil le soir en cachette pour sortir en ville etc. Le lendemain de cette annonce, dans les 3 dortoirs où nous étions (150 soldats environ, 50 par chambrée), personne ne s'est levé pour aller travailler. On a fait savoir qu'on irait travailler quand la

consigne de l'après-midi serait levée. Au deuxième jour, nous avons le téléphone arabe, on nous a fait savoir que le service de santé de la base, des officiers et le médecin-chef, n'était pas d'accord avec ce que le colonel avait proposé : travailler l'après-midi. Deux jours après, alors que tout le monde était dans les dortoirs, sans manger, on nous a annoncé que la consigne de l'après-midi était levée. Donc est allé travailler le lendemain matin. On a fait grève à l'armée. Le jour de la reprise du travail, les ateliers étaient à peu près à 10 min à pied de nos chambres. On y allait au pas. À mi-parcours, la jeep avec la patrouille et l'officier de jour : « section halte, à droite droite, repos, Vous, vous et Salamero, sortez du rang ». Je me suis dit « Là t'es bon pour 6 mois de plus ». Normalement, c'était 6 mois de prison et après il fallait continuer le temps du service militaire qu'on n'avait pas fini. Ça ne s'est pas du tout passé comme ça. On a juste eu le temps de dire que ce n'était pas nous, que c'était spontané. On était interrogé un par un correctement. Il n'y a pas eu de baffes ou autre chose. À un moment donné, l'officier qui m'interrogeait me dit « Vous vous rendez-compte Salamero, vous devriez avoir honte. Votre père qui a sûrement fait la guerre de 1914, vous croyez qu'il sera fier de vous quand il apprendra ça ? ». Le temps d'un instant, je me suis dit « ça va, leurs fiches ne sont pas à jour ». Ils ne connaissent rien de mon passé etc parce que sinon... Par contre, on nous a changé de base, nous étions à trois mois de la quille, la fin du service. On est parti de Marrakech à Meknès. Pendant trois mois, sérieux, le lit au carré tous les matins, le calot bien droit sur la tête, les cheveux qui ne dépassaient pas etc. Ça, ça a été ma première grève. Je reviens à Bordeaux.

Je suis libéré du service militaire, je cherche du travail, ce n'était pas évident : je n'avais pas touché une lime depuis quelques temps, j'étais juste mécanicien. Dans mon quartier, je rencontre des anciens camarades qui étaient apprentis avec moi. Un jour, j'apprends que chez Dassault à Mérignac-Talence on embauche. Je me présente et je passe un essai. Moi qui n'avais pas touché une lime, je réussis et je suis embauché chez Dassault. J'ai commencé à travailler comme ajusteur à l'usine de Mérignac. Je suis syndiqué à la C.G.T. à l'époque par ce que je lisais déjà *Le Libertaire* et c'était l'époque où il était sous l'influence de Georges Fontenis. J'assiste à nouveau aux réunions et conférences publiques. J'adhère après une réunion publique d'Aristide Lapeyre au groupe Sébastien Faure de la F.A. à Bordeaux. À côté de nous, il y avait un groupe qui s'appelait le groupe Jeunes Libertaires où il y a une collection rue du Muguet. Là ça commençait... J'ai fait une expérience... C'était une époque où il existait l'école rationaliste Francisco Ferrer à Bordeaux que le groupe Sébastien Faure avait créée. C'était dans les années 1955-1960. C'était une école un peu en concurrence avec l'école laïque officielle. C'étaient des cours du soirs. L'école rationaliste était une expérience extrêmement intéressante. Au mois de septembre, en début d'année scolaire, les camarades du groupe se réunissaient et préparaient un programme pour l'école rationaliste à raison d'une soirée par semaine d'abord à l'Athénée municipal de Bordeaux et après rue du Muguet. On faisait un programme pour toute l'année. Dans les années où ça existait jusque dans les années 1975 si je me souviens bien. C'était animé par Aristide et Paul Lapeyre, Jean Barrué, des camarades espagnols responsables de la C.N.T. en exil à Bordeaux. Ça allait de l'histoire du mouvement ouvrier, à l'anarchisme, le marxisme, la révolution russe, la Commune de Paris, sur la révolution espagnole 1936-1939 pour laquelle on avait fait 6 séances, 6 jeudis, avec des pour et des contre. Il y avait des partisans parmi les libertaires de toutes les tendances, des

différents courants qui avaient existé au cours de la révolution espagnole. C'était une expérience extrêmement enrichissante parce qu'on a beaucoup appris. En plus, c'était accompagné de lecture. Il y avait une bibliothèque où l'on prenait des bouquins. J'ai eu aussi une autre expérience. Aristide Lapeyre avait monté un cours sur « Apprendre à devenir orateur » parmi les études ou les cours de l'école. Les conférences publiques avaient lieu à l'Athénée municipal qui était toujours plein : 150-200-300 personnes à chaque fois avec la F.A., la Libre-Pensée etc. J'avais aussi adhéré au groupe Lucifer de la Libre-Pensée. Un soir de conférence publique à Bordeaux, il me dit « Jo tu vas présider ». Je n'avais jamais pris la parole en public encore, sauf devant des groupes de camarades, dans le syndicat mais c'était de petites assemblées. Alors il m'a feinté. Je lui ai dit « Pas ce soir, je ne suis prêt, un autre moment ». Il a dit « bon d'accord ». Il prend la parole pendant 10 min et après il dit « Je donne la parole maintenant à Joachim Salamero, secrétaire du groupe Sébastien Faure de Bordeaux ». J'ai eu les genoux qui ont tremblé. Alors je l'ai fait mais je me rappelle plus ce que j'ai dit, c'était improvisé. Les copains m'ont dit après que c'était pas mal. Alors je suis devenu, petit à petit orateur. Ce qui est important, c'est d'apprendre à construire un exposé, avec un plan pour le présenter en public. C'est comme ça que ça a commencé vraiment.

Je reviens un peu en arrière pour expliquer qu'il y a deux ans, une radio qui interrogeait des anciens militants avait organisé à la bourse du travail une rencontre entre anciens militants avec pour thème principal « Quels sont les principaux éléments qui vous ont aidé dans votre parcours militant, qui ont déterminé votre parcours militant ? ». J'en ai cité 3. J'ai 11 ans, nous sommes en 1942, mon père est décédé en mai et un mois après, notre mère avec mon frère nous amène tous les deux, habillés en dimanche, au cimetière de la Chartreuse à Bordeaux où était la tombe de mon père. On y est allé à pied, il faisait très chaud. Nous étions habillés avec une veste très épaisse qui avait été taillée dans une grosse couverture par une amie couturière de ma mère. On transpirait. En arrivant place Bey-Berland, ma mère s'arrête devant un bar, elle demande un verre d'eau pour les enfants qui ont très chaud. Je n'ai jamais oublié ça. Le monsieur lui répond « ici si on veut boire même de l'eau, on rentre et on paye ». Je me souviens que j'ai serré les poings et que je me suis dit un truc du genre « je ne serai jamais du côté des salauds ». En 1943, je suis en classe de 6^{ème}, j'avais passé l'examen pour y rentrer. À côté de moi, il y a Alazraki avec une étoile jaune. Un jour les gendarmes français sont venus le chercher un après-midi. Il est parti avec sa grand-mère, son grand-père, son père, sa mère, sa sœur. On ne les a jamais revus, ils sont restés là-bas. Ça m'a marqué aussi.

Q : *Et le troisième moment ?*

J.S : Ça me reviendra peut-être plus tard.

Q : *Parlons de l'anarcho-syndicalisme. Pourquoi vous êtes-vous engagé à F.O. et pas à la C.N.T., pourquoi ce choix ?*

J.S. : D'abord je suis à la C.G.T. en raison du *Libertaire* que je lisais, qui préconisait l'unité d'action. Je suis déjà dans l'opposition à la C.G.T. : j'ai tout un tas de documents écrits... Je suis exclu de la C.G.T. en 1962. Dans l'opposition au sein de la C.G.T. parce qu'elle était dirigée par les staliniens du P.C.F., je ne dis pas les communistes de manière générale. Il ne faut pas faire d'amalgame. Je suis exclu d'abord en raison du contexte de la guerre d'Algérie. La S.F.I.O. et le P.C. votent les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour continuer la guerre en Algérie. Au sein de la section syndicale de la C.G.T. de Mérignac (Dassault), plusieurs camarades n'étaient pas d'accord. C'était un des motifs d'opposition, on l'a écrit. Il y a eu 1956 aussi, la révolution des conseils ouvriers en Hongrie. La section syndicale C.G.T. à Mérignac, sur mon impulsion, a fait une proposition différente alors que le bureau politique des staliniens et le bureau confédéral de la C.G.T. déclaraient que « c'est la droite et les fascistes qui reviennent etc ». Nous avons proposé à la majorité, pas toute la section syndicale, la constitution d'une commission d'enquête indépendante pour se rendre là-bas pour discuter avec les camarades, pour voir ce que c'est réellement. Je me souviens aussi du congrès de l'U.D. C.G.T. cours Aristide Briand. Il y a une grande salle des congrès, avec une allée centrale qui descend vers les tribunes. Avec les copains de chez Dassault, on était en haut derrière, pas loin de la porte au cas où. J'avais le mandat de la section syndicale pour poser 5 questions sur la Hongrie 1956. À l'époque, j'étais un lecteur de la revue *Socialisme ou Barbarie*. À la tribune, je pose mes 5 questions y compris sur la constitution d'une commission indépendante. Quand je suis remonté dans la travée, à chaque rangée que je passais « Salaud, fasciste, enculé, voyou etc ». J'ai eu droit à toutes les insultes. Avec les camarades en haut on est parti tranquillement. Je me souviens, à cette réunion du congrès, de Jean Bonneville qui était secrétaire permanent à l'U.D. C.G.T. et qui était un militant de l'action catholique ouvrière. Il a justifié l'intervention, sans exagérer, de l'armée soviétique au nom du respect des traités entre les États. Tous ces éléments ont fait qu'à un moment donné le syndicat des métaux de Bordeaux C.G.T. m'a convoqué d'abord. J'ai eu mon petit procès de Moscou. J'étais assis dans le couloir, par moment on me faisait rentrer devant la commission des conflits du syndicat, ils étaient majoritaires donc ils avaient décidé ça. On me posait des questions etc. Tout ça, ça a été écrit. Ils ont fini en proposant à la commission exécutive du syndicat l'exclusion de Salamero du syndicat à l'unanimité sauf une abstention et un camarade de Sogerma qui était anar comme moi qui avait voté contre. Il avait eu des ennuis après lui aussi. J'étais officiellement exclu du syndicat des métaux C.G.T. en mars 1962.

Je vais arriver à la C.N.T. J'ai donc décidé d'adhérer à la C.G.T. F.O. en Gironde parce que j'appartenais au courant du *Libertaire* qui disait « En France, actuellement, malgré la présence des camarades espagnols à la C.N.T. en exil, il n'y a pas de place ». Ils avaient fait l'expérience d'organiser la C.N.T. française en 1946, ça avait un peu pris au début mais quand la C.G.T. F.O. s'est constituée en 1947-1948, c'était pratiquement terminé. Il n'y a pas eu de développement de la C.N.T. et beaucoup de camarades libertaires français, à Paris dans le syndicat du bâtiment, en Gironde, dans l'Aude, en Haute-Garonne, à Brest etc ont rejoint cette scission. Paul Lapeyre, qui était un des fondateurs de la C.N.T. française nous avait dit « On n'en pouvais plus ». L'idée s'est développée qu'il fallait qu'on soit en tant que courant libertaire, en tant anarcho-syndicalistes, là où sont syndiqués massivement à l'époque les salariés. La C.G.T. pour les uns et la C.G.T. F.O. pour d'autres. À l'époque, c'était là C.F.T.C.

encore donc il n'était pas possible d'aller dans ce syndicat pour les libertaires. Je les connaissais en plus de chez Dassault d'ailleurs, on avait fait des grèves ensemble, celles de 1966-1967, avec les camarades de F.O. Je les rencontre dans les commissions paritaires par rapport à la fédération patronale. On se croisait souvent dans les meetings, les grèves etc. On se connaissait dans le milieu syndical.

Q : De toute façon la C.N.T. à Bordeaux était surtout espagnole...

JS : Le contact avec la C.N.T. espagnole continue comme d'habitude. Ils disaient « Joachim, on sait que tu n'y vas pas pour la soupe, tu vas rejoindre tes camarades ». On a toujours été en contact avec eux. J'ai de la correspondance des années après la mort de Franco. J'ai adhéré à la C.G.T. F.O., au syndicat dans la métallurgie F.O. de la région bordelaise. Il y a une section syndicale chez Dassault où je suis devenu rapidement le secrétaire de la section syndicale C.G.T. F.O. de chez Dassault. J'ai été élu le congrès suivant à la commission administrative départementale du syndicat et puis au bureau départemental du syndicat. Je suis devenu le secrétaire général vers l'année 1965-1970. À un congrès deux ou trois ans après, j'ai été élu à la commission administrative nationale de la fédération de la métallurgie. J'ai été élu aussi, à un congrès en 1970 environ, à la commission exécutive de l'union départementale des syndicats F.O. de la Gironde et puis au bureau. En 1975, les camarades m'ont élu secrétaire adjoint permanent à l'U.D. C.G.T. F.O. de la Gironde. Donc j'ai démissionné de chez Dassault et mon patron c'était le syndicat, l'U.D., c'est eux qui payaient. Quand on partait d'une usine du privé pour aller dans une permanence d'un syndicat, c'est plus la boîte qui paye. Au bout de quelques années, je suis devenu secrétaire général, plus adjoint au moment de la retraite de mon prédécesseur, en accord avec le bureau confédéral. À l'époque c'était Bergeron qui était tout à fait d'accord. Une autre anecdote, quand l'union patronale girondine a appris que j'allais devenir secrétaire permanent à l'U.D. F.O. en 1975, ils ont dit à Jean-Marie Lafont, secrétaire général S.F.I.O. : « Salamero... Vous savez qui c'est ? ». Ils s'attendaient à quelqu'un d'autre. Il a répondu « c'est justement pour ça... ». Parce que le lien permanent entre des camarades politiquement de différents bords, c'est l'indépendance du syndicat par rapport à tous les partis, à l'État, au patronat bien sûr. Et le refus de toutes les formes d'intégration du syndicat à la cogestion de l'entreprise ou à l'intégration à l'État, ce que de Gaulle avait voulu faire avec son projet de référendum en 1969. Je me souviendrai longtemps du congrès confédéral de la C.G.T. F.O. à Paris en mars 1969. Ce congrès à 83 % des voix des délégués présents a appelé à voter non au référendum de de Gaulle. Il a fallu expliquer à quelques irréductibles anarcho-gauchos, ou je ne sais pas quoi, que ce n'était pas une élection législative ou présidentielle. Il fallait se positionner pour savoir si le syndicat serait un appendice de l'État ou non. Avec des camarades de tendances différentes, trotskyste, socialistes de gauche conduits par Hoffman etc on a toujours bataillé et on a eu souvent la majorité avec des réformistes qui sont toujours d'accord pour dire que le syndicat doit être indépendant, c'est l'affaire des travailleurs, il n'a rien à voir avec l'État.

Q : *C'est la charte d'Amiens de 1906...*

J.S. : Il m'est arrivé d'écrire que ce n'est pas une Bible la charte d'Amiens. L'expérience syndicale et la guerre d'Espagne nous ont appris qu'il faut qu'il y ait un organisme des travailleurs indépendants de ceux qui dirigent l'organisation à la production. À part ça, on se dit toujours fidèle à la charte d'Amiens. Ce référendum était un crime de lèse-majesté à la C.G.T.

Q : *Il y a eu des alliances syndicalistes, des unions syndicalistes : l'A.S.R.A.S., U.A.S. Pouvez-vous m'en dire plus ?*

J.S. : Nous avons constitué avec des camarades de Bordeaux, de Paris, de Nantes, de Niort, de Marseille etc, autour d'Alexandre Hebert, Marc Prévôtel, de moi-même, l'Union des Anarcho-Syndicalistes. Il y avait des camarades de la F.A., d'autres qui n'en faisaient pas partie.

Q : *C'était quand ça ?*

J.S. : À partir de 1962. Et puis arrive la grève générale de 1968. En résumé, la classe ouvrière se met en grève à partir du 13 et 14 mai. Des millions de grévistes en une semaine ou 10 jours. Ce n'est pas venu par hasard. Ce n'est pas seulement par rapport à la répression brutale et massive contre les étudiants. Pour comprendre ce qu'il s'est passé en Mai 68, il faut remonter au moins 5 ans avant, à la grève générale illimitée des mineurs en France C.G.T. F.O. et même la C.F.T.C. à l'époque. Il y avait encore 150 000 mineurs en France. Cette grève a connu un immense succès populaire de soutien : des collectes dans les usines, prise en charge des enfants des mineurs en grève pour qu'ils puissent aller en colonie de vacances grâce aux comités d'entreprise. C'était extraordinaire. Ça a été le début d'une période de grands mouvements revendicatifs comme les métallos de Saint-Nazaire avec 60 jours de grève en 1963-1964, grève générale chez Dassault fin 1966-début 1967. Pour celle de Dassault, on n'occupait pas la nuit, on arrivait le matin mais on ne travaillait pas, on repartait le soir. L'après-midi on manifestait dans Bordeaux pour la parité des salaires avec Paris. Il y a eu une grande quantité de mouvements revendicatifs et il ressortait toujours de ces mouvements une nette tendance à l'alliance avec les autres, avec des mots d'ordre centraux. Ça explique en partie l'irruption de Mai 1968. Les confédérations en solidarité avec les étudiants appellent à la grève générale de 24h pour le 13 mai en espérant pour beaucoup de dirigeants d'entre elles que le 14 mai le travail reprendrait. Le 14 mai, l'usine sud-aviation de Bouguenais à Nantes se met en grève illimitée, s'enferme avec le patron dans l'usine. C'était le point de départ d'un mouvement qui s'est étendu à toute la France. On attendait le bon moment et ça l'a été. On en reparle dans beaucoup de milieux aujourd'hui... On n'était pas en grève contre la société de consommation, on était en grève pour avoir davantage de moyens pour pouvoir

consommer davantage. On n'était pas en grève contrairement à ce que d'autres ont écrit, contre la société de consommation.

L'A.S.R.A.S., c'est après 1968, compte tenu que les idées libertaires, semblait-il, avaient pris un peu de ressort. L'U.A.S. prend l'initiative de convoquer une assemblée nationale à Paris avec d'autres camarades invités de la C.N.T., de la C.G.T. etc. On décide de se rencontrer un jour, deux jours, trois jours s'il fallait et de recommencer pour voir ce que l'on pouvait faire ensemble, avec la F.A. aussi. C'est de là qu'est sortie l'Alliance Syndicaliste Révolutionnaire et Anarcho-Syndicaliste. Il y avait des camarades qui étaient à la C.F.D.T. Il se disait selon la formule de la camarade Federica Montseny : « La C.F.D.T., c'est la chance de l'anarcho-syndicalisme en France ». Tout le monde a le droit de se tromper, moi y compris. Les dissensions sont apparues rapidement avec certains camarades par rapport à l'analyse que les uns et les autres nous avions sur l'origine réelle de la C.F.D.T. et qui l'a faite naître. On retombe sur le travail qu'avec quelques-uns ont fait à la Libre-Pensée sur l'origine réelle des militants qui ont organisé la C.F.D.T. C'était une forme de syndicalisme qui nous amène au corporatisme pour aller très vite. La séparation s'est faite à partir de là sur la conception et la compréhension de la nature de la C.F.D.T. On a donc décidé de reconstituer l'U.A.S. Ça s'est fait à Limoges en 1970, avec Serge Mahé, Alexandre Hébert, Marc Prévôtel, moi et quelques autres. On a reconstitué U.A.S. et republié le bulletin. L'U.A.S. a continué son développement. On était reconnu comme alliance, pas comme une tendance organisée mais comme militants se réclamant de l'anarcho-syndicalisme. On s'est opposé au référendum de 1969 et on était très critique contre l'union de la gauche en 1981 etc. En 1982, François Mitterrand a supprimé l'application de la loi de 1950 sur les conventions collectives. C'était déjà une offensive de plus contre les conventions collectives de branches au bénéfice des seuls accords d'entreprise, ce qui permet de favoriser la notion de « syndicalisme » d'entreprise en opposition au syndicalisme confédéré.

Q : Et donc l'Alliance Syndicaliste ? C'était un autre nom ?

J.S. : Oui, le vrai nom de l'Alliance Syndicaliste c'était l'A.S.R.A.S.

Q : Quelles actions faisiez-vous ?

J.S. : On essayait de faire venir des militants d'autres organisations syndicales, on bataillait contre les autres confédérations syndicales qui étaient incapables d'organiser les travailleurs. Les grandes grèves générales n'ont jamais été décidées par les appareils confédéraux. Y compris en 1936 ou en 1945-1946, en 1968 comme dans une période plus récente, en 1995 pour le plan Juppé sur la sécurité sociale et la suppression des régimes spéciaux : cheminots, postiers etc.

Le secrétaire général de la confédération était Marc Blondel qui m'a succédé à la présidence nationale de la Libre-Pensée. J'étais à l'époque secrétaire général de la confédération. Avec lui, on avait toujours travaillé le courant anarcho-syndicaliste. Il n'était pas anar mais il connaissait bien ce courant. Donc les anarcho-syndicalistes à la confédération étaient mandatés par nos syndicats de base, par nos U.D. ou par les fédérations, de la chimie par exemple. On décide qu'il fallait s'opposer à fond au plan Juppé. Meeting national F.O. à Bercy, archi plein. Des militants de toute la France étaient venus, 15 000 personnes. Quand Marc Blondel déclare à la tribune « La sécu elle est à nous etc etc, s'il faut faire une grève générale pour la défendre, on la fera ». La salle s'est levée enthousiaste, il y avait un climat d'unité et de confiance. Il est décidé d'organiser plus de 300 réunions et meetings en France. On décide une journée d'action nationale pour le 26 ou 27 novembre. C'est de là qu'est parti le grand mouvement de 1995. Petite anecdote : je suis secrétaire général de l'U.D. en Gironde et on travaillait en collaboration pour les manifs avec l'U.D. C.G.T. de la Gironde. Le responsable du service d'ordre de l'U.D. C.G.T. c'était Régis Lafont. Un jour je lui ai dit « écoute Régis, nous on est en grève contre le premier ministre, pas contre le maire de Bordeaux, on n'ira pas manifester devant la mairie, on ira manifester à la préfecture. ». Alors on a fait un accord là-dessus. Il y avait une autre raison pour avoir cette position... Nous étions logés l'U.D. F.O. rue de Lalande à Bordeaux avec la C.N.T. espagnole, dans l'ancienne bourse du travail. On était en négociation avec la mairie de Bordeaux qui nous avait déjà accordé un autre immeuble, quai de la Monnaie et on était en fin de discussion. Le conseil avait voté oui à l'unanimité et on négociait toujours avec le responsable de la mairie pour l'aménagement intérieur etc. Donc nous on ne manifestait pas contre la mairie de Bordeaux parce qu'on était en pleine négociation pour nos locaux. Il ne fallait pas exagérer. Ça n'a pas empêché quand même qu'après ce mouvement, fin janvier 1996, je reçois un coup de téléphone à l'U.D. de quelqu'un de la mairie qui me dit « Salamero, je vous préviens, faites attention, il y a une partie de la majorité de Juppé qui vient de décider qu'avec le mouvement social par rapport au plan Juppé, ils n'auront plus rien. Ils vont reposer la question au prochain conseil municipal pour les locaux ». Juppé a répondu au conseil municipal « Non, on a pris une décision, on la maintient ». Donc on a eu les locaux.

Q. Vous étiez avec la C.N.T. espagnole en exil rue Lalande, comment ça se passait ?

J.S. : Ça se passait bien sauf avec quelques jeunes de la C.N.T. française. On a fait des meetings communs avec la C.N.T. en exil, à la bourse du travail, contre la répression en Espagne, l'U.D. s'est manifestée. Quand Franco est mort et que la C.N.T. se reconstitue en Espagne et qu'elle tient son premier meeting national dans la banlieue de Madrid, on a pris la voiture avec quelques camarades pour y aller. On est allé après à Barcelone aussi où il y avait le premier meeting de la C.N.T. à Barcelone place d'Espagne. On a calculé avec un camarade, par rapport à la place, qu'il y avait à peu près 150 000 personnes. En accord avec le bureau confédéral F.O. et notamment Antoine Laval qui était en charge au bureau des relations internationales, on part à Madrid avec Alexandre Hebert rencontrer le secrétariat national de la C.N.T. espagnole qui était en pleine construction pour faire la proposition suivante. La confédération F.O., c'est

une majorité réformiste, traditionnelle. Nous on est quelques-uns libertaires. On explique tout ça à l'U.D. et ils sont d'accord pour qu'on les aide financièrement, sur fond de soutien sur des affaires juridiques etc. Parce que le bureau confédéral F.O. considère qu'ils ont intérêt par rapport au syndicalisme en Europe, par rapport aux chrétiens et aux staliniens, que se reconstitue en Espagne une centrale syndicale indépendante. On rencontre alors ce camarade, le secrétaire national, à deux reprises. Il nous a dit d'un air sûr de lui « Mais non camarades, bientôt c'est vous qui aurez besoin de nous ». Ça en est resté là. J'ai toute la correspondance là-dessus, ça va aller aux archives de l'U.D., c'est prévu, entre le bureau confédéral, Alexandre Hébert, l'Espagne. Alors aujourd'hui, depuis 3 ans environ, l'U.A.S. en tant que telle a connu une crise interne par rapport aux liens que nous avons quelques-uns avec d'autres groupes pour travailler ensemble, pour l'indépendance et contre le corporatisme. Notamment des camarades trotskystes du groupe Lambert. Ça ne passait pas pour quelques-uns donc il y a eu une crise interne à l'U.A.S. mais selon moi elle n'existe plus. Le bulletin sort une fois tous les trois mois et c'est une attaque en permanence, en règle, contre la confédération F.O. Nous aujourd'hui par exemple, à la C.G.T. F.O., anarcho-syndicalistes, le secrétaire général Pascal Pavageau a été obligé de démissionner, malgré le discours très gauche qu'il tenait. Il s'est révélé être un secrétaire général ultra autoritaire qui a mis un avertissement à notre membre du bureau confédéral comme si c'était lui le patron etc. Il y a eu l'histoire des fichiers qu'on avait tenu. Je cite qu'un exemple : X est la maîtresse de Y, vie privée etc. D'ailleurs ça a permis à X de dire « ces fiches ne sont pas à jour puisque ça fait longtemps qu'on n'est plus ensemble ». On ne l'a pas accepté. Certains camarades qui se réclament encore de l'U.A.S. moribonde disent que c'est Pavageau qui avait raison.

...

Aujourd'hui, je ne manifeste plus. J'y vais pour saluer les camarades mais physiquement je ne peux plus faire la manifestation en entier.

Q: J'ai lu que vous aviez encadré les Jeunes Libertaires dans les années 1960, vous en étiez responsables avec Yves Peyraut...

J.S. : Oui avec Christian Mériot aussi. Au début des années 1960 et peut-être avant, le premier groupes J.L. c'est à Paris. Tous les ans, les camarades espagnols de la F.I.J.L. en exil en France organisaient un camping, dans le midi en général. Un jour, à Saint-Ferréol, pour leur camping, on y a été avec deux ou trois camarades. C'est là que j'ai rencontré les J.L. de Paris. C'est à partir de là qu'on a essayé de faire à Marseille, Toulouse ou Bordeaux des petits groupes J.L. C'étaient des jeunes, essentiellement des Espagnols, des fils voire petits-enfants d'Espagnols. On a constitué le groupe J.L. à Bordeaux mais on n'avait pas d'activités à proprement parler. On avait une présence, on éditait un bulletin et on participait à des réunions coorganisées avec la C.N.T. espagnole, la C.N.T. française, les syndicats, Solidarité avec l'Espagne etc. À part le bulletin, on n'avait pas d'intervention spécifique en tant que J.L. Ils n'ont pas organisé de conférences publiques à l'Athénée municipal. Par contre on organisait un ciné-club. Le fameux ciné-club du 19 juillet en référence au 19 juillet espagnol, rue du Muguet. Et là, c'était plein

chaque fois avec une séance tous les samedis soir. On ne passait pas n'importe quoi. C'était une activité des J.L. à Bordeaux.

Q : *Ils étaient indépendants de toute organisation ?*

J.S. : Individuellement, certains adhéraient à la F.A., d'autres pas, les jeunes Espagnols étaient quelques-uns à la C.N.T. française, à la C.N.T. espagnole.

C'est dans le groupe J.L. de Paris que le A cerclé a été inventé. Il y avait René d'Arras. C'est lui, Renato, qui nous a dit lors d'une réunion des J.L. dans un camping : « j'ai pensé qu'on aurait pu faire ce signe ». C'est comme ça que c'est né.

Le groupe de la F.I.J.L. en exil, c'était avant les années 1960. En tant que militant reconnu, accepté, malgré mes appartenances à un syndicat réformiste, en accord avec mes camarades espagnols, j'ai fait quelques voyages en Espagne sous Franco. Je suis français de naissance. Au service militaire, ils m'ont posé la question si je voulais choisir la nationalité espagnole ou française pour faire le régiment en France ou en Espagne. J'ai choisi la France. La question se posait aussi pour les jeunes libertaires ou anarchistes d'objecter ou de ne pas objecter. Aristide Lapeyre a rédigé un courrier à Marc Prévôtel pour expliquer qu'il fallait faire très attention avant d'objecter. Même si c'est embêtant le régiment, la prison l'est plus.

Q : *Pouvez-vous m'en dire plus sur Jean Barrué ?*

J.S. : Il venait du marxisme et du P.C. avant la guerre. Il était prof de maths. Il a rompu en 1936. Il a participé à la construction de la C.N.T. française en 1946-1947. Il a fait beaucoup de réunions, de conférences à Bordeaux et il a surtout animé l'école Francisco Ferrer. Au moment des discussions de la nature de la C.F.D.T., je devais faire une réunion d'information à l'école rationaliste. La C.F.D.T. était déjà constituée et avant la réunion, Jean Barrué m'a dit « Jo, sur la C.F.D.T. vas-y mollo parce qu'il y en a quelques-uns qui aimeraient y être là ce soir, ce n'est pas la peine de les brusquer trop ». Je lui ai dit que je savais faire ça.

J'ai écrit des tas d'articles sur la pénétration cléricale dans le monde ouvrier. Il y a un excellent bouquin là-dessus de Marc Prévôtel sur le cléricisme moderne dans le mouvement ouvrier. Marc Prévôtel avait écrit beaucoup d'articles là-dessus, il les avait appelés les « envahisseurs » du monde ouvrier. Il a publié une série d'articles dans la revue du groupe anarchiste de Fresne-Anthony et dans *L'Anarcho-Syndicaliste*. Un jour, on lui a proposé de les rassembler, de les actualiser puis on a décidé à la Libre-Pensée de coéditer ça avec les Éditions Libertaires.

Q : *Pour revenir à Jean Barrué, avez-vous eu des dissensions, des divergences ?*

J.S. : Pas de divergences profondes, non.

Q : Je pense notamment à la scission entre le groupe Sébastien Faure et le Groupe Anarchiste Bordelais, comment ça s'est passé ?

J.S. : Il y avait des désaccords de quelques-uns avec ce que l'on appelait improprement la direction de la F.A. nationalement : le comité des relations, sa gestion de la librairie/boutique Publico etc. J'étais de ceux qui expliquaient que si l'on continue à se séparer les uns des autres, ça sera encore plus merdique et plus faiblard. Il y a des discussions, des divergences sur tel et tel point. On continue de discuter mais il fallait qu'on reste dans la même association. Ils ont fait le G.A.B. avec Gilles Durou, qui a tenu une librairie après rue du Mirail. Certains disaient : « F.O. réformistes etc » et moi je répondais « C.F.D.T. cléricale ». On discutait quoi. Il n'y avait pas de raison à mon avis pour cette scission. J'ai fait une expérience rue du Muguet il y a deux ans, fin 2018. Au moment de l'anniversaire des 80 ans de la Retirada, Esméralda et Progrès me disent un jour qu'« ils organisent une soirée pour la Retirada, veux-tu venir causer ». J'ai accepté bien sûr. J'ai raconté comment s'est passée l'arrivée des Espagnols à Bordeaux.

C'est mon troisième point, en 1939. Avec ma famille, nous habitons dans une petite échoppe à Bordeaux, derrière la rue de Bègles, à la frontière de la petite Espagne, le quartier espagnol. Ce qui m'a marqué aussi, pendant plusieurs jours, c'est que j'ai vu arriver plein d'hommes et de femmes qui dormaient par terre avec ce qu'on avait à la maison, avec de vieilles couvertures etc. Pendant quelques nuits. Ça fait partie de mes trois souvenirs que j'évoquais plus tôt. Ça aide à prendre conscience d'un certain nombre de choses quand on est gamin, en 1939 j'ai 8 ans.

Avec Barrué, il n'y a pas eu de divergence fondamentale, il y avait eu une divergence sur la tactique. Je ne suis plus à la F.A. depuis quelques années parce que l'on ne peut plus être partout. J'ai quitté la F.A., contrairement à mon très cher ami et camarade Marc Prévôtel qui est décédé en 2010. Lui est quand même resté à la F.A. À un moment donné, la question s'est posée du local de la rue du Muguet. J'étais de ceux, qui avec Marc Prévôtel et d'autres, disaient qu'on était dans un quartier... on ne sort pas de Saint-Michel. Est-ce qu'on ne pourrait pas essayer de déménager dans un quartier plus accessible etc. On nous a répondu « non parce qu'ici avec tous les immigrés qu'il y a, c'est bien ». J'ai répondu « s'il y avait des immigrés dans la lune, on irait là-bas ». C'était con. Il y a eu des désaccords sur le local donc j'ai quitté le groupe Sébastien Faure de la F.A. à la fin des années 1990.

Q : Par rapport à la question de la gestion de l'Athénée Libertaire, pouvez-vous préciser le système de la S.C.E.G.I. ?

J.S. : Je n'ai plus de parts à l'Athénée Libertaire, je les ai léguées. Pour l'acquisition du local, un soir à une réunion du groupe Sébastien Faure, Aristide Lapeyre arrive et nous dit « J'ai une

proposition à vous faire ». On était 10 ou 15 à la réunion dans une salle à l'Athénée municipal, salle qui était retenue au nom de l'école rationaliste. C'était une association déclarée. « Il y a un ami qui tient à garder l'anonymat et qui fait un don au groupe de ? telle somme, à une condition : qu'on décide entre nous et avec tous ceux qui voudront de lancer une souscription où X, Y, Z s'inscriront et s'engageront à verser tant par mois, ceux qui peuvent, 10 francs, 15 francs à la trésorerie du groupe. Quand on décidera qu'on a assez d'argent, on se mettra en quête d'un local. » C'est comme ça qu'en 1962, on a acheté le local. On a constitué avec un avocat la S.C.E.G.I., pour pas faire une coopérative. C'est quelque chose de très légal, avec des statuts déposés. Ça s'est fait dans les règles pour ne pas être emmerdé. Dans le conseil d'administration, on a eu chacun des parts en fonction de ce qu'on avait versé. La règle interne, qui n'était pas dans les statuts, c'est que si un camarade décède, il faut qu'on prenne des précautions, qui sont écrites mais entre nous, parce que juridiquement des actions reviennent à tes héritiers. Moi j'avais dit que je ne savais pas ce qu'en ferait ma fille. Donc il y avait un système de transmission de parts, interne, à des camarades du mouvement libertaire. Cette maison est un local mis à disposition de tous les mouvements libertaires de la Gironde, y compris à la C.N.T., à la F.A. Ce qui après n'a plus été tellement le cas. Donc ça s'est fait comme ça. Après, il a fallu faire des travaux avec des camarades spécialistes du bâtiment qui les ont faits.

Fin 2018, lors de la causerie sur la Retirada, c'était archi plein. Ils avaient mis des affiches partout, même une affiche où j'avais fait une conférence un jour au café espagnol Los dos Hermanos, cours Victor Hugo où les camarades du Centre d'Études Sociales espagnol se réunissait des fois le dimanche matin. L'affiche c'était « la liberté dans le couple et la famille ». Vaste sujet après 1968, sur les camarades et la famille espagnole. Par exemple, mon beau-père de la C.N.T. espagnole en exil m'en a voulu un peu parce que je n'ai pas été lui demander la main de sa fille. Lors de la réunion de 2018, j'ai expliqué un certain nombre de choses et on a tout dit, y compris la participation gouvernementale en Espagne, y compris les divisions et scission à la C.N.T., y compris les divergences à la F.A.I. ou le fait qu'en 1938 les responsables de la F.A.I., de la C.N.T. et les autres décident entre eux de constituer un comité exécutif pour faire face à la nécessité de la guerre. Ce comité exécutif a cette particularité que c'est le comité exécutif qui décide et les militants qui sont au front qui appliquent. Ça pose le problème du pouvoir, c'est-à-dire même dans une révolution sociale comme celle d'Espagne.

Q : Vous étiez donc militant au groupe Sébastien Faure, est-ce qu'il y avait des tensions, des conflits générationnels au local entre les anciens militants, les fondateurs et les nouveaux militants qui arrivaient ?

J.S. : S'il y avait plusieurs groupes, c'était qu'on n'était pas sur la même longueur d'onde. Ce n'était pas forcément une question de génération. Enfin si, par rapport aux expériences vécues par les uns et par les autres. Les divergences qu'il y a pu avoir, ce sont les divergences traditionnelles que l'on connaît depuis le début des organisations libertaires en France : organisation, pas organisation, statut ou pas statut, comité de relation désigné ou pas,

contrôle des finances, la gestion de la librairie. Ce ne sont pas des divergences majeures, ce sont des discussions sur tel ou tel point parce que certains sont d'accord et pas d'autres, certains voient les choses différemment. Là où ça fait des différences plus nettes, c'est quand on constitue l'A.S.R.A.S. Par exemple, expérience ce soir-là de la Retirada, je rentre à la librairie et je m'aperçois qu'à la rue du Muguet il n'y a pas le *Monde Libertaire*. Ce n'est pas normal. Comme on parle de l'Espagne, je regarde et je dis « il y a un ouvrage pour bien connaître ou pour mieux connaître la révolution espagnole, la C.N.T. et la F.A.I. en 1936-1939, édité en 1950 par la C.N.T. espagnole en exil, 3 volumes de 300 pages chacun de José Peirats. » ça n'avait jamais été traduit en Français. Le groupe J.L. de Bordeaux a essayé de le traduire. On se réunissait chez moi, il y avait Christian Mériot. On avait traduit 4 ou 5 chapitres. C'était énorme. Il vient juste d'être traduit. Le premier tome était sorti en 2018. Il ne l'avait pas. Ce n'est pas possible. Ils avaient sorti le premier tome aux éditions Noir et Rouge. Depuis les deux autres tomes sont sortis. C'est contraire à l'esprit qui a constitué la fondation du local, c'est pour tous les courants du mouvement libertaire. J'achète maintenant tous les mois à Carrefour dans le stand presse *Alternative Libertaire* de l'U.C.L. Il n'y était pas non plus rue du Muguet. Ce n'est pas normal. Alors ça, je l'ai répété quelques fois à des membres du collectif libertaire de Bordeaux, c'est-à-dire à Esmeralda et à Progrès et je l'ai dit aussi à Philippe Arnaud. J'ai rappelé aussi autre chose.

Je reviens en arrière. En 1947-1948, ce sont des militants anarchistes et anarcho-syndicalistes de Bordeaux de la Gironde et de la C.N.T. qui ont participé à la constitution de la C.G.T. F.O. Gironde. Au premier congrès constitutif officiel en février 1948, dans la commission exécutive départementale qui a été élue au congrès, il y avait 7 C.N.T., 15 ou 20 membres de ce que l'on appelait les groupes F.O. dans la C.G.T. et d'autres camarades. Mais ce sont les camarades espagnols de la centrale de la C.N.T. en exil qui leur ont interdit d'y rester, ce qui a fait prendre position aussi à la petite C.N.T. française : « rien avec les réformistes ».

Certains des camarades espagnols avaient constitué en scission par rapport à la C.N.T. en exil le Centre d'Études Sociales de Bordeaux dans les années 1965. Ils ont eu une activité importante surtout après la mort de Franco. Ils m'ont invité à faire une conférence sur le syndicalisme en France : F.O., C.N.T., C.F.D.T. etc. Une autre fois, j'ai pu choisir le sujet de la conférence et comme je connais bien le milieu familial espagnol, j'ai proposé ma conférence sur la liberté dans le couple et la famille. J'y suis allé à fond la caisse. Il n'y avait que des Espagnols mais aucune femme ce dimanche matin. Liberté générale mais aussi par rapport au sexe, tout y est passé. Il y avait un jeune copain au fond de la salle, M. Guevara. À un moment du débat, il se lève et il dit « mais vous n'avez pas honte ? » il était très jeune à ce moment-là, les autres c'étaient des camarades déjà du second voire du troisième âge « vous discutez de la liberté mais où elles sont vos femmes, il n'y a pas une ici, elles sont toutes à la maison en train de vous préparer la paëlla ». Je me suis marré.

Q : Est-ce que c'est plus compliqué d'être anarchiste aujourd'hui qu'avant, entre les années 1960 et les années 2000 ?

J.S. : Ça dépend. Il y a eu des périodes faciles et plus difficiles. Le procès d'Aristide Lapeyre ça n'a pas été facile. À condition aujourd'hui de ne pas confondre anarchisme avec black-bloc. Là aussi, il y a de quoi dire, quand je vois des A partout dans les magasins cassés, je pense que c'est contre-productif.

Q : *Vous êtes plus partisan d'un anarchisme intellectuel ?*

J.S. : Non et oui. Il faut lire, il faut essayer de comprendre, de discuter, il faut lire, il faut lire, il faut lire, ça c'est clair. Mais autant pratique qu'intellectuel finalement, il faut la présence active dans des associations, dans des syndicats, à la Libre-Pensée par exemple. Le rôle des anarchistes dans la Libre-Pensée a été considérable, y compris à Bordeaux.

Q : *Quels étaient les liens entre la Libre-Pensée et les milieux militants libertaires bordelais ?*

J.S. : Il y avait des choses communes à travers les militants, c'étaient eux qui faisaient les ponts bien sûr. Celui qui a joué un très grand rôle, c'est Aristide Lapeyre. Lors de son procès, j'étais avec Marc Prévôtet et quelques autres au congrès confédéral à Paris de la Libre-Pensée en 1972 je pense. À un moment donné, un camarade du service d'ordre vient nous avertir tous les deux « il y a quelqu'un qui vous demande à l'entrée de la salle ». C'était la compagne d'Aristide : Odette Lapeyre. Elle nous dit « Aristide est en prison, il a été dénoncé, il y a eu un accident, un avortement ». Un accident en 50 ans. Le mari l'a dénoncé. Dès qu'on est rentré, deux jours après on s'est entretenu avec l'avocat, le même avec qui on avait réalisé les statuts. La première chose qu'on a fait avec Jean-Marie Lafont, secrétaire général de l'U.D. F.O. a été de voir le directeur de la prison à Gradignan et il a été d'accord pour mettre Aristide à la bibliothèque. On a discuté avec les matons, certains étaient syndiqués à F.O., il y en a un qui m'a dit « tu sais moi j'étais sidérurgiste dans l'est il y a trois ans encore quand ça a fermé. J'ai trouvé que ça pour venir bosser et j'ai peur tous les matins quand je fais les couloirs ». Ça existe ça aussi. Quand il a été emprisonné, d'abord il a été mis en liberté provisoire en attendant le procès et quand il y a eu le procès, sont intervenus comme témoins à décharge ou de moralité : Federica Montseny en tant qu'ancienne ministre de la santé publique en Espagne, Alexandre Hébert, secrétaire de l'U.D. F.O. de Loire Atlantique, Georges Martron, président de la fédération girondine de la Libre-Pensée et président de sa mutuelle nationale, à l'époque à la Libre Pensée avec une maison de retraite dans le Maine-et-Loire, le secrétaire départemental du Syndicat National des Instituteurs en Gironde Georges Fumé et puis moi en tant que secrétaire de l'école rationaliste Francisco Ferrer. Je me souviens que j'étais en train de parler sur cet homme qui nous a tant appris, le président me coupe et me dit « y compris ses connaissances médicales », j'ai botté en touche mais je me rappelle plus ce que j'ai dit. Mais oui il m'avait appris, c'est clair. Il est condamné à 5 ans de prison ferme et nous on prend avec Christian Mériot notamment qui avait fait la page du *Monde Libertaire* à l'époque. On a préparé la campagne de solidarité, avec les groupes de la F.A., la Libre-Pensée nationale, la

L.D.H. Celui qui est le plus intervenu pour obtenir ce que l'on appelait à l'époque, quand il est tombé malade avec son hémorragie, la grâce médicale, c'est Bergeron. Parce qu'il faisait partie de ces réformistes qui d'abord savaient le nombre de camarades femmes qui avaient eu besoin des manœuvres abortives comme on disait d'Aristide Lapeyre. Puis parce qu'il était d'accord avec nous quoi. Il a eu la grâce médicale et c'est deux mois après qu'il est décédé chez lui. Il habitait avec Odette avenue des Trois Collines et c'est souvent là qu'on a tiré les bulletins intérieurs de la F.A. à un moment donné à Bordeaux. Il avait une pièce avec ce que l'on appelait les planches à livre, où il avait classé tous les plans de ses conférences parce qu'Aristide Lapeyre était conférencier national de la Libre-Pensée. Il a fait des tournées. Ils avaient avec ses frères Paul et Laurent un salon de coiffure rue de la Fusterie. Je suis allé au salon de coiffure d'Aristide mais je n'y retournerai pas, il ne pensait qu'à la prochaine conférence tout en coiffant. J'ai les titres des conférences mais on n'a rien retrouvé parce qu'Odette Lapeyre avait fait le ménage et on n'a jamais su où c'était parce qu'elle est décédée 2 ou 3 ans après. Elle était fâchée avec nous parce qu'elle pensait qu'on n'en avait pas assez fait pour Aristide Lapeyre. Fallait pas déconner comme on dit. On ne sait pas où sont parties ses archives.

Q : *Une partie n'est pas à l'Athénée Libertaire ?*

J.S : Non. Parce que quand j'ai voulu m'en occuper, je suis allé voir Odette, elle m'a reçu très froidement et on n'a jamais retrouvé les archives.

Q : *Même avec l'association des Amis d'Aristide Lapeyre, vous n'avez pas essayé de rassembler ces archives ?*

J.S. : Non. Enfin si mais ce n'est pas chez Aristide. Marc Prévôtel, ses parents Andrée et André Prévôtel avait une maison à Langon. Marc Prévôtel a beaucoup navigué parce qu'il travaillait comme ingénieur chimiste dans les centres de l'énergie atomique, il a été à Cherbourg, à la Hague mais là il était... Il y avait dans les archives de Marc Prévôtel à Langon... c'était énorme. Mais on avait juré qu'on ne parlerait jamais de notre vie privée, parce que c'est privé. Mais sa compagne du moment, Anna, qui est décédée depuis, il y a trois ans, elle avait mis de l'ordre, un travail extraordinaire, il y a eu des cartons entiers et on a respecté les volontés de Marc et une partie est allée à Nantes parce qu'à Nantes, la F.A. a un local important et une autre partie est allée à Paris. Une autre partie est à l'U.D. F.O. de la Gironde et moi il me reste des correspondances de Marc que je dois finir de trier parce que certaines vont aller à F.O. chimie puisqu'il était syndiqué et militant à la branche nationale de F.O. relative à l'énergie atomique et chimique, et d'autres à l'U.D. F.O. On a retrouvé des numéros de *l'Espagne Nouvelle*, de *l'Espagne Antifasciste* etc chez Marc Prévôtel, à Langon et on s'en est servi. C'est publié d'ailleurs dans la collection des Amis d'Aristide Lapeyre. Alors les plans de conférence ne sont pas retrouvés. On n'a pas retrouvé non plus sa collection de livres. J'ai une idée mais ce n'est

qu'une idée : un des grands amis d'Aristide Lapeyre, Pedro Buron, camarade espagnol qui a 16 ans en Espagne. Comme dans son petit village, c'était le seul pratiquement qui savait lire et écrire, il a été secrétaire ? de la collectivité agricole. Il s'est réfugié à Bordeaux, je l'ai bien connu parce qu'il était délégué syndical F.O. dans une usine de chaudronnerie industrielle. Mais on était fâché, enfin lui était fâché avec moi.

Q : Donc c'est peut-être lui qui les a ?

J.S. : Oui c'est peut-être lui mais j'ai été en contact avec sa fille qui est à Niort, qui est venu bien sûr à ses obsèques il y a trois ou quatre ans environ. On se connaissait mais elle m'a dit « Jo, j'ai rien de papa à la maison ». On était très amis, avec d'autres on était à table ici et là, avec les rallonges, on faisait la paëlla de temps en temps avec les camarades. Je ne sais pas, je l'ai insulté, on se disputait : « toi maintenant tu vas devenir un vrai bureaucrate etc », enfin un truc... Alors je me suis levé et j'ai dit « tu m'emmerdes, t'es vraiment un con d'Aragonais ! ». Alors l'insulter de ça... Il ne m'a plus jamais parlé, il s'est levé et il est parti. Sa compagne qu'on a bien connue m'a dit « c'est comme ça Jo, tu ne peux rien y faire ». Le syndicat de la métallurgie F.O. de Bordeaux organise en 1998 l'anniversaire de sa création à Bordeaux. Donc il vient, un copain commun l'a amené. Il est déjà très affaibli, il est au fond de la salle pendant le congrès. C'était moi qui étais en train de parler : « en parlant de quelqu'un qui est là, je salue l'arrivée de notre ami Pedro Buron qui a été délégué syndical etc etc ». À la fin de la réunion, je me lève je m'avance vers lui, j'ai dit « Alors ? », il tourne la tête « j'ai rien à te dire ». 40 ans après quand même. C'est un con d'Aragonais ! Je plaisante, mon père était Aragonais. Si tu ne veux rien dire tu ne dis rien.

...

Il y a deux ans, le conseil général de Gironde, après une exposition, a édité un gros bouquin sur Bordeaux et l'Espagne républicaine. Il y a des trucs intéressants.

Rémi Philton

Retranscription de l'entretien du 27 janvier 2021

Question : *Pourriez-vous revenir sur votre parcours militant ?*

Rémi Philton : Alors moi je viens d'une famille de gauche, pas militante. Mes parents n'étaient pas des militants. Ils étaient un peu engagés à la F.C.P.E. Donc j'ai pas du tout baigné là-dedans mais j'avais par contre des oncles qui étaient au P.C. et des cousines qui avaient fait Mai 68. Et quand j'étais jeune, j'ai très vite été attiré par cette révolte et la révolution. J'ai eu un parcours scolaire un peu difficile aujourd'hui on pourrait dire. Mes parents, qui dans les années 1980, avaient eu accès à un pouvoir d'achat assez important, m'ont payé ce qui pour eux était une boîte à Bac parce que j'étais en échec scolaire toute une partie du collège. Ils m'ont inscrit dans ce qu'ils pensaient être une boîte à Bac mais c'était l'école Jacques Prévert. Dans l'école Jacques Prévert, l'école émancipée, c'était de la pédagogie alternative, un rapport à l'élève différent, d'essayer de développer des séances pédagogiques où l'élève était un peu au centre. Donc ça s'influçait de Freinet, de tout un tas de choses. Des fois, ça reproduisait aussi des schémas qui étaient propres à des cours un peu institutionnels de l'éducation nationale mais avec des gens qui avaient un autre rapport, une autre relation avec les élèves. J'ai baigné là-dedans pendant 4 ans et j'ai pu avoir mon Bac. C'est là où j'ai rencontré des militants de la F.A. J'ai eu deux professeurs qui m'ont très influencé : Dominique Montentou, qui était mon prof d'histoire et de français, et Fernando Bronchal, qui était militant de la F.A. J'avais entre 16 et 19 ans. Tout était politique c'est-à-dire qu'à Jacques Prévert on parlait politique. J'étais vraiment très animé par cette façon de penser et de se dire qu'on pouvait militer, qu'on pouvait changer les choses. Ça, en revenant sur moi, j'ai été aussi éclaireur de France, un mouvement de scoutisme laïc, à Pessac. C'était un courant donc du scoutisme qui était bercé par l'éducation populaire, par les idées autogestionnaires, sans forcément avoir une empreinte politique, mais avec un discours : on fait des choses ensemble, on construit, on produit, on vit ensemble, la vie en collectivité, le rapport à l'autre. J'avais eu ce parcours là quand j'étais jeune, de 7 à 13 ans. J'avais été aussi bercé par cette possibilité de faire des choses ensemble. Et donc quand j'arrive à Jacques Prévert, j'étais réellement en opposition, j'étais pas bien, j'étais en opposition avec ce monde, le monde des adultes. J'étais révolté et Dominique Montentou a mis des mots sur ma révolte et Fernando Bronchal m'a montré que, par le fait qu'il était à la F.A., on pouvait faire des choses. Fernando Bronchal est un jeune enseignant, ce sont tous des jeunes enseignants qui ont à peine 10 ans de plus que moi donc ce sont des jeunes trentenaires. On est à la sortie des années 1980, il y a eu le mouvement étudiant de 1986 qui fait qu'on passe une partie du mois de décembre dans la rue en étant lycéen. On rencontre d'autres militants et Fernando fait aussi une émission qui s'appelle On a Faïm qui est vraiment inscrite dans un mouvement culturel, ce que l'on pouvait appeler à l'époque le punk alternatif. Et forcément, j'ai adhéré à cette culture ou cette contre-culture. Il y avait l'Athénée Libertaire et il y avait aussi une librairie qui s'appelait l'En-dehors. Très vite, j'ai commencé à tourner autour de la librairie, à y passer, à lire des livres, à rencontrer des

militants. La librairie l'En-dehors, c'était un projet qui s'était construit à la fin des années 1970, au début des années 1980 où il y avait eu plusieurs équipes et il y avait pas mal de jeunes étudiants qui avaient été des animateurs du mouvement de novembre-décembre 1986. Donc c'était assez dynamique et il y avait des gens de la C.N.T., des jeunes de la C.N.T., des militantes et des militants qui avaient essayé de construire une structure de lutte sur le quartier, qui s'appelait le Front de Libération de Saint-Michel (F.L.S.M.). Il y avait l'A.S.T.I. aussi et moi de suite, quand j'ai eu mon Bac, j'ai fait deux ans d'objection de conscience où j'étais objecteur de conscience et je faisais des permanences juridiques à l'A.S.T.I. Je suis rentré à la librairie de l'En-dehors dans un projet autogestionnaire avec des militants libertaires. Puis on se retrouvait souvent avec les membres de la F.A. où il y avait un tout petit groupe qui était là. En 1989, il y a eu un gros mouvement lycéen et on s'est retrouvé avec plusieurs lycéens pour créer la Coordination Lycéenne Étudiante Anarchiste. C'était un groupe de copains plutôt chouette qui sortait des tracts un peu punks. Il y avait beaucoup de manifestations et il y avait un cortège un peu libertaire, jeune. Moi, j'ai commencé à être étudiant et je suis rentré à la librairie l'En-dehors et là vraiment j'ai milité à l'En-dehors : je faisais des tables, j'ai beaucoup lu de livres, en fait je me suis formé politiquement là-dedans. En même temps, il y avait tout une dynamique de gens qui étaient proches, qui venaient du mouvement libertaire et qui essayaient de construire des structures de résidence, d'organisations de masse et c'étaient eux qui avaient monté le F.L.S.M. Il y avait tout une bande de gens qui étaient proches des idées libertaires, proches aussi des luttes de libération nationale, des Basques. Il y avait aussi des mouvements de solidarité avec le Nicaragua. Il y avait tout un tas de choses qui se passaient, qui se construisaient, tout une dynamique de gens. Il y avait les gens qui étaient un peu plus pro-basques, donc nationalistes, d'autres qui étaient libertaires mais pro-basques, bon voilà. Il y avait on va dire une sorte de biotope de révoltés dans un Saint-Michel qui n'avait pas été requalifié à l'époque, qui était en travaux et où beaucoup d'étudiants habitaient. On faisait tous partie d'un corps social. Il y avait des enfants d'ouvriers et surtout de la classe moyenne blanche et de la petite bourgeoisie intellectuelle. On a grandi un peu ensemble et on a milité ensemble. Il y avait vraiment des militants qui étaient des animateurs quoi, et notamment Yannick Odot (?) qui était un ancien de la C.N.T. et qui a créé plein de dynamiques au début des années 1990 notamment le mouvement du Ras le Bol. Et moi je passais à l'Athénée Libertaire, je voyais Fernando, on se retrouvait sur des manifestations anti-militaristes, tous les 11 novembre il y avait une manifestation anti-militariste, il y avait le premier mai aussi. On se retrouvait tous à l'En-dehors parce que l'En-dehors était un endroit ouvert tous les jours, où il y avait plein de militants qui passaient. C'était un espace où les gens laissaient des affaires, les mettaient. On croisait un peu de tout : des situationnistes, des militants de la C.N.T.

Q : Et pas à l'Athénée Libertaire ?

R.P. : Et pas à l'Athénée non. C'est-à-dire que l'Athénée c'était fermée tout le temps alors que l'En-dehors était ouvert tout le temps. Mais l'Athénée, à cette époque-là, était toujours géré par les membres fondateurs c'est-à-dire qu'il y avait Gérard Escoubet et d'autres...

Q : Joachim Salamero ?

R.P. : Salamero on ne le voyait pas beaucoup, il n'y était pas trop. On voyait beaucoup Gérard Escoubet. L'Athénée était vraiment dans un état... c'était pas très accueillant. Ils logeaient des chats, une trentaine, ils venaient leur donner à manger tous les jours. Ça puait la pisser. Il y avait des travaux, il y avait un tas de sable quand on rentrait parce que les travaux devaient être fait. Il y avait au départ un locataire puis il n'y était plus. Après il y a eu quelques locataires qui ont permis à ce que la société immobilière puisse régler. Je sais par ailleurs que ces membres fondateurs mettaient de l'argent de leurs poches pour s'arranger, pour faire tous les travaux qu'il fallait. Donc en fait l'Athénée c'était pas un endroit des possibles parce que les membres fondateurs étaient encore là et On a Faim organisait des concerts à l'intérieur puisque Fernando Bronchal y était, il y avait des réunions, il y avait tout un tas de choses. Il y avait certains nouveaux qui étaient membres de la S.C.E.G.I. mais il n'y avait pas la possibilité d'avoir un peu la main libre parce qu'on avait ces personnes qui étaient assez âgées qui nous disait qu'il fallait faire ça et pas ça. Il y avait un énorme déficit générationnel entre Fernando qui devait avoir une trentaine d'années et les anciens qui en avaient plutôt 60 – 70. Il manquait une génération, la génération de 1968. Ceux qui avaient fait 1968 n'étaient pas là, il manquait ce lien.

Q : Comment ça s'explique ?

R.P. : Ce qui s'explique parce que la génération des fondateurs n'a jamais laissé la place à la génération de 1968 qui est partie ailleurs ou qui a fait autrement et autre chose. C'est-à-dire que l'Athénée c'est quand même le local de la F.A. et c'est pas un local ouvert. C'était leur local. La librairie de l'En-dehors était un projet où il y avait des membres de l'O.C.L., des membres de la C.N.T., des gens proches de la F.A., des individualistes après. Donc l'En-dehors était un creuset où ça se retrouvait. On n'était pas beaucoup au groupe Emma Goldman.

Q : D'après ce que j'ai trouvé, c'était une dizaine en 1993-1995 et 2-3 personnes à la fin des années 1990 puis ça remonte après...

R.P. : J'y suis rentré mais je sais plus quand. Il y a eu un moment où j'étais au mouvement du Ras le Bol donc c'était mouvementiste, associatif, c'était pas proprement libertaire et moi j'avais ce besoin d'avoir un fond politique et une réflexion et de pouvoir réellement réfléchir avec des gens qui partageaient les mêmes valeurs que moi. Je suis rentré, et après être rentré vraiment, j'ai été un militant de la F.A., où on a essayé de construire des choses politiques. Parce que le mouvement du Ras le Bol est un mouvement qui a duré à peine deux ans et demi – trois ans, où je me suis retrouvé à être le dernier à tenir ce mouvement. Tout le monde est parti mais on avait fait des choses, on avait milité comme des dingues pour le droit au

logement, on avait ouvert un squat. C'était assez générationnel, on devait avoir entre 24 et 30 ans. Il y a des gens qui sont passés à autre chose, des fins d'étude, des vies qui se sont construites ailleurs. Et puis ça demandait tellement d'énergie que c'était assez essoufflant. Justement, je trouvais que pour avoir cet engagement militant associatif, il fallait que j'aie une base politique, une réflexion et c'était pour ça que j'étais rentré à la F.A. Donc à la F.A., on se retrouve vraiment au groupe Emma Goldman et c'est très fluctuant, puis on n'a aucune stratégie de développement. On est un groupe mouvementiste à l'époque c'est-à-dire qu'on est dans les mouvements sur l'immigration, sur l'antimilitarisme, sur les prisons, sur tout ça. On est présent à toutes les manifestations avec des tracts et des choses comme ça. On est inscrit, on est reconnu, il y avait une reconnaissance des anarchistes puisqu'on allait dans des collectifs pour le droit des femmes, sur la question des sans-papiers, on était là. On était dans un mode militant où l'on se retrouvait et on faisait un état des lieux des luttes, une analyse. On essayait de voir ensemble si les positions et les analyses des positions des collectifs dans lesquels on était allaient dans un sens qui nous intéressait et on essayait à chaque fois en bataillant avec d'autres personnes. On était beaucoup en relation avec toute l'extrême gauche.

Q : Une ouverture militante que n'avait pas forcément d'autres groupes, comme le groupe Sébastien Faure ?

R.P. : Voilà. Mais Sébastien Faure, quand moi je suis arrivé à la fin des années 1980, n'avait plus d'existence. Ils se réunissaient de temps en temps mais je crois que ça faisait des années et des années que... C'était un groupe d'amis libertaires et ça leur suffisait.

Q : Il n'y avait pas d'action politique ?

R.P. : C'est pas vrai. Il y a eu des actions politiques sur la question du 11 novembre par exemple. Il y avait des actions politiques sur des campagnes politiques et on relayait des campagnes politiques de notre organisation quand j'étais à la F.A. Mais la F.A. proposait des campagnes que l'on relayait et après nous on intervenait. On avait du matériel politique : on collait des affiches, sur la question du mal-logement etc. On était un groupe politique avec du matériel de propagande. C'est surtout qu'on est avant l'arrivée d'internet. On essaye donc de faire ça. Dans ces années 1990, le mouvement du Ras le Bol se passe à un moment qui est clé dans le mouvement libertaire. C'est le mouvement de novembre-décembre 1995 sur la sécurité sociale du gouvernement Juppé. On est un peu inscrit là-dedans et on est en train de se poser la question... On est à la fin du mouvement du Ras le Bol, on est à la F.A. et on essaye réellement de se dire « bon il y a un mouvement dans lequel on est pleinement inscrit ». Philippe Arnaud était à Sud Solidaire, moi j'étais encore un peu étudiant, jeune travailleur précaire. Je faisais une émission de radio qui s'appelait à l'époque Kolkhose. On était toujours présent dans les mouvements, on organisait les mouvements. En tant que militant, j'ai

organisé avec d'autres camarades d'extrême gauche tout un tas de mouvements étudiants. Là, 1995 est quelque chose qui est assez extraordinaire parce que c'est un mouvement syndical d'une puissance que je n'avais jamais vu. Je n'avais jamais pris conscience du nombre de militants, notamment cette génération manquante. Et là je me disais « Il manque des gens ». On m'avait parlé de Christian Chanteau, de Charov, d'un groupe de certaines personnes qui étaient proches de l'O.C.L.

Puis après, il y avait eu une histoire de livres qui avaient été volés donc on était vraiment dans un état de scission permanent, d'oppositions et puis de vieilles histoires d'oppositions. Jean-Jacques Réal qui était membre du groupe Sébastien Faure avait monté son propre centre de documentation. Gilles Durou qui était à l'O.C.L., était accusé par les membres de la F.A. d'avoir volé une partie des archives. Moi j'ai 19-20 ans là-dedans où à chaque fois que je rencontre des gens, les gens s'insultent. En 1993, je crois qu'il y a une affiche à l'Athénée qui s'appelle les rencontres libertaires. C'est l'O.C.L. qui le propose avec la C.N.T. et tous les courants libertaires essayent de faire des journées libertaires et d'aborder des schémas de chantier. Ils louent l'Athénée municipal et il y a plein de débats qui se construisent, il y a une soirée, il y a un concert avec Utgé-Royo je crois ou un autre chanteur à texte je ne sais plus. C'est une tentative du mouvement libertaire. On se retrouve dans les luttes que ça soit la F.A., l'O.C.L. ou d'autres. Alors l'O.C.L. c'est deux-trois personnes, la F.A. ça oscille entre 10 et 3 personnes selon les années. Ça se passe très bien aux journées, il y a plein de gens qui viennent, qui parlent de leurs luttes, des gens qui viennent d'ailleurs, qui font des choses. Et le soir, ça finit pratiquement en bagarre parce que ça se passe à l'Athénée Libertaire : Gilles Durou de l'O.C.L. essaye de rentrer puisque qu'il était l'un des organisateurs et il y a Pépito Duran qui veut lui casser la gueule. C'est un vieil espagnol et il lui dit « tu es le voleur ». Je ne l'ai pas vu, c'est ce que l'on m'a raconté. Et Fernando Bronchal à l'époque aussi avait été un des témoins parce qu'ils ont pris... après il l'assume. Ils sont venus avec des estafettes et ils ont pris des mètres cubes d'archives qui étaient à l'Athénée Libertaire.

Q : Avec Gilles Durou ?

R.P. : Avec Gilles Durou voilà. Donc ça si je me souviens bien, c'était sous prétexte que, ce qui était vrai, la toiture n'était pas tout à fait terminée. Il y avait des dégâts des eaux et il y a eu un dégât des eaux où certaines archives étaient en péril. Sauf qu'ils ont fait ça comme des voleurs, c'est-à-dire que certains me l'on raconté. J'étais un petit peu « manipulé » par Gilles Durou à l'époque mais en tout cas ils ont fait ce coup-là. Ils ont volé les archives, ils les ont récupérées.

Q : Ils ne les ont jamais rendues ?

R.P. : Alors, il me semble qu'il y a des archives qui sont revenues dernièrement mais je ne sais pas. Moi je peux le dire, j'ai vu Jean-Jacques Réal sortir des valises de livres de l'Athénée Libertaire. Moi je l'ai vu faire. À l'époque j'étais là donc tu peux avoir énormément de suspicion quand tu le vois. C'est quelqu'un qui avait une position à la S.C.E.G.I. qui disait « il faut vendre l'Athénée Libertaire, on arrête de se faire chier avec ce local ». Ça a toujours été un local problématique dans son entretien. Donc on est dans une situation qui de ce côté-là est moribonde où tout ce qui se passe ça ne se passe pas du côté libertaire. Il y a des gens qui sont proches des idées libertaires mais il y a ces vieilles histoires qui s'arrêtent à la mi-temps des années 1990, c'est-à-dire qu'on passe à autre chose.

En 1995, il y a ce mouvement-là quoi. Et ce mouvement-là, il est impressionnant parce qu'on voit ressurgir tout un tas de militants qui se disent ouvertement libertaires. Là avec Philippe Arnaud et le groupe Emma Goldman on dit « Il y a un truc à faire. Il faut qu'on fasse une proposition d'une causerie, d'une discussion sur l'état des lieux, sur la situation de ce mouvement-là ». Par le réseau de Sud Solidaires par Philippe Arnaud puis par d'autres personnes, on fait une rencontre pour l'analyse de la situation à l'Athénée Libertaire. Et là, la salle est comble, elle est pleine de gens qui sont en lutte, en grève et qui commence à parler de la situation et c'était concrètement : « on est libertaire, on est sur des terrains de luttes, qu'est-ce qu'il se passe, est-ce qu'on est dans un mouvement, est-ce qu'il y a quelque chose qui peut dépasser ça, est-ce qu'on peut y arriver, est-ce que ça peut changer les choses ? ». En 1995, on a la peau de Juppé, on gagne quoi. Même si on ne gagne pas tout, on gagne. À la sortie de cette réunion, on propose donc – il n'y a toujours pas internet mais on commence à avoir des ordinateurs, on commence à savoir faire nous-même des compositions – d'écrire un petit journal : le R.A.I.I. en référence à l'énorme grève des cheminots de cette année 1995 : le Réseau d'Action et d'Information Libertaire. On décide de faire une petite feuille, distribuée largement dans le milieu libertaire, avec des analyses de la situation, avec des articles à l'intérieur sur la situation, des choses comme ça. Et on retrouve des anciens qui viennent, qui sont intéressés. À cette même période, Gérard Escoubet va mourir, je ne sais plus quand, et ça laisse une possibilité. C'est-à-dire que jusque-là on ne pouvait pas faire grand-chose mais là ça voulait dire qu'on pouvait penser « l'Athénée Libertaire peut être un outil militant pour les libertaires à partir de maintenant, si nous on décide et si on essaye de changer les choses ». Donc on opère une stratégie avec le groupe Emma Goldman d'avoir une réflexion sur qu'est-ce que peut être l'Athénée Libertaire. Donc on ouvre au départ très largement aux débats de gens qui pouvaient... Voilà. On était un tout petit groupe, on n'avait pas la capacité d'ouvrir tous les soirs, d'en faire un lieu... Mais on commence à dire « est-ce qu'il y a des gens qui ont des projets ? » des choses comme ça. Il y a des gens qui ont eu des projets, qui ont monté le Zoo Bizarre, qui étaient venus au départ. Le Zoo Bizarre c'est le lieu le Void. C'est un lieu culturel, *underground*. En fait, moi en tout cas dans ma position, il faut absolument que ça soit vivant, pêchu, que les gens viennent même s'ils ne sont pas libertaires. Je pense que là c'est difficile mon témoignage parce qu'il n'est pas vraiment chronologique mais il y a beaucoup de choses qui se passent et se construisent en même temps. C'est-à-dire que de 1995 à 1998, il y a des gens qui interviennent et on essaye de réfléchir à une structure qui s'appelle l'Athénée Libertaire et qui serait une structure ouverte dans lequel on pourrait s'intégrer, qui soit inclusif

et accueillant, et qui puisse permettre à des groupes d'intervenir à l'intérieur. On est le groupe Emma Goldman nous et moi je suis au groupe Emma Goldman jusqu'en 2003 à peu près.

Q : *Il se dissout sans tarder après ?*

R.P. : Je crois que j'ai poussé à la dissolution et je suis parti pour des raisons personnelles qui n'ont rien de politique. J'étais dans l'incapacité psychologique à un moment donné de continuer à avoir cet investissement qui était un investissement lourd : c'était une réunion par semaine, c'était régulièrement les samedis à être dans les manifs, une réunion par semaine de groupe, une réunion par semaine dans un collectif, représenter la F.A. J'étais militant à mi-temps, à réfléchir, à écrire des articles, faire une émission de radio, je remplissais ma vie de plein de choses. Et dans l'animation du R.A.I.L. et en plus de ça, on commence à réfléchir à faire une lettre, on vendait le *Monde Libertaire* et on fait la *Lettre d'Emma*. Donc la *Lettre d'Emma* où l'on réfléchit à ce qu'elle soit distribuée à tous les abonnés du *Monde Libertaire* de la Gironde. On commence à faire des stratégies de communication, à essayer en tout cas d'avoir une certaine reconnaissance, de faire du journalisme, de faire des choses. La librairie l'En-dehors est complètement terminée en 1994-1995, il n'y a plus grand-chose qui se passe. Donc il y a toute une génération de militants qui commence à bosser, à partir. Et il y a une nouvelle génération qui arrive entre 1997 et 2000 et qui commence à construire un groupe libertaire : la C.L.É. En même temps, il y avait eu la logique où l'on avait fait tout le travail de la nouvelle structuration de l'Athénée Libertaire avec une charte. Il y avait le groupe Emma Goldman à l'époque qui y était, il y avait la cantine Mc No, il y avait tout un tas de jeunes qui étaient sur des principes d'ouverture, il y avait des concerts qui s'organisaient, il y a toujours eu des concerts le dimanche avec On a faim dans ces années 1990 qui continuait. On a faim était présent à un moment donné où il y avait peu de militants : c'étaient eux qui ont fait que l'Athénée a existé. D'ailleurs les gens ne l'appelaient pas l'Athénée, ils l'appelaient la F.A. J'ai encore des gens de ma génération qui disent « on va la F.A. ? ». Nous on a cassé ce truc là en disant « c'est pas que la F.A. mais ça doit être aussi... il faut que ça soit un lieu de rencontre. ». Et puis, en même temps, on est présent dans les débats internes de la F.A. et ça devient compliqué là.

Q : *Il y a des frictions dans les années 2000 entre Emma Goldman et la F.A. ? Je sais par exemple que Philippe Arnaud s'en va aussi dans ces années-là du groupe Emma Goldman...*

R.P. : C'est là où ma mémoire chancèle.

Q : *En réalité, il s'en va pour des raisons personnelles. Il va créer en 2002-2003 le groupe Jean Barrué qui est aussi à la F.A. Puis Emma Goldman, d'après les sources, a des tensions avec la*

FA et s'en sépare dans les années 2000, elle s'éloigne : organisation des congrès, participation aux différentes campagnes...

R.P. : Je ne sais plus pourquoi.

Q. : *C'était par rapport au respect de la pluralité, des différentes tendances anarchistes, l'esprit de synthèse n'était pas respecté d'après les sources étudiées...*

R.P. : Dans les années 1990, la F.A. fait un bon en termes de militants. On va à un congrès à Montpellier, on était plus de 250, ce qui est énorme, de Bordeaux on était 3-4 à y aller. Puis on était allé à Périgueux. Il y avait quelque chose, une présence avec des groupes à Lyon qui tenait... On sortait un journal, un hebdo (*Le Monde Libertaire*). Il y avait vraiment des militants qui étaient encore sur des modes moines-soldats, qui bossaient énormément pour l'organisation. La F.A. dans sa structuration s'oblige de faire la synthèse, elle est synthésiste, et donc ça n'avance pas. C'est-à-dire qu'il y a les moyens militants pour lancer des campagnes, pour structurer, ça attire du monde, il y a des gens qui rentrent à la F.A. et ça n'avance pas, ça se tire dans les pattes déjà au départ sur la question du féminisme et du féminisme radical. On se retrouve avec une génération militante qui refuse de penser l'émancipation des femmes ou comme lutte en soi on va dire. On est quand même dans des discours où les gens disent « c'est l'émancipation des travailleurs et quand il y aura l'émancipation des travailleurs, il y aura ensuite l'émancipation des femmes ». Les féministes avaient déjà eu ce débat dans les années 1970 avec le M.L.F. Les femmes ne se libéreront que par l'action des femmes et c'est pas parce qu'il y aura une révolution... Il y a ce débat-là qui intervient et le groupe Emma Goldman est sur une position assez avancée sur cette question du féminisme. Il se retrouve forcément dans des conflits où l'on a des militants qui non seulement ne le reconnaissent pas mais assument aussi des postures qui étaient très entendues dans les années 1970 mais qui étaient complètement remises en question par l'affaire Dutroux sur la question de la pédocriminalité. Donc on est traversé par une transition sociétale que l'on n'arrive pas à régler et qui crée des tensions et ça n'avance pas. C'est une organisation politique pour moi qui n'avancait pas. Justement, on est à un moment donné une génération de jeunes trentenaires, où moi j'ai envie que ça avance et il y a plein de dynamiques qui se créent : il y avait le local rue de Tauzia, des dynamiques culturelles et politiques, il y avait plein de squats, de lieux associatifs. Sur Bordeaux ça rayonnait autour des cultures *underground* qui étaient vraiment très dynamiques. On avait le sentiment, en tout cas moi, que si on arrivait à coordonner ça ou à proposer une structure politique, donc l'Athénée Libertaire, on pourrait rassembler encore plus de gens. Mais c'était pas à la F.A., c'était pas dans cette organisation. Je crois que j'ai écrit un texte là-dessus en disant « on n'y arrivera pas, il faut qu'on arrive à ouvrir plus largement, même si les gens ne sont pas complètement libertaires ». Du jour au lendemain, je me sépare avec la mère de mes enfants et je ne peux pas suivre quoi. Je dois d'abord régler mes problèmes personnels. Je lance peut-être une dynamique de rupture mais je ne la tiens pas. Je laisse mes camarades qui étaient à l'intérieur justement se sortir de la F.A., réfléchir à

construire avec la C.G.A. et à partir de ce moment-là, j'arrête d'être dans un groupe politique. En fait, étonnamment, ton travail il s'arrête aussi avec pour moi une période. Une période politique parce qu'on est en train de créer une dynamique autour de l'Athénée Libertaire qui est une dynamique qui est très intéressante et qui agrège de plus en plus de gens, qui intéresse de plus en plus de gens. C'est-à-dire qu'on se sent peut-être en capacité, sans être dans une organisation politique, d'arriver à créer une dynamique sur la ville. En tout cas, ça donne espoir. Dans toutes ces années, on commence à faire des travaux à l'Athénée Libertaire. On a la main sur la S.C.E.G.I., il y a le nouveau gérant de la S.C.E.G.I. qui est Germinal Vallès qui rentre à l'Athénée Libertaire et il y a toute une dynamique des possibles. Parce que cette génération de 1995, qui fait 1995, arrive avec Jean-Claude, Chanteau, Germinal Vallès. Ils ramènent tous leurs copains là-dedans. Et nous, à l'époque on avait fait un truc qui était assez sympa parce qu'on s'était dit que pour arriver à agréger ces gens-là, il fallait aussi faire des lieux et des soirées dynamiques et donc on organisait tous les ans une soirée Garbure mais qui était pleine à craquer. Tous ces gens qui aimaient chanter en fait étaient issus du mouvement libertaire et avaient plaisir à nous retrouver. Et avec une jeune génération, avec des jeunes qui ont 22-23 ans, qui sont pratiquement les enfants de cette génération manquante. Il y a des choses qui se construisent et il y a le projet de la Librairie du Muguet qui commence à se lancer. On voit bien qu'il y a la possibilité de faire un local qui a une salle, qui peut faire des concerts, qui peut accueillir, faire des débats, des rencontres, une librairie, tout ça. On voit bien qu'on va arriver à faire un centre social comme il y a en Italie, une maison du peuple comme tu peux en trouver au pays basque, des choses comme ça qu'on avait dans cet angle-là, se dire « l'Athénée Libertaire peut vraiment être un centre autogéré, d'expérimentation et surtout un outil pour toutes les luttes ».

Q : Est-ce que ça veut dire qu'il y avait une certaine position de pouvoir de la S.C.E.G.I. sur la créativité, l'expérimentation ?

R.P. : Concrètement au départ oui bien sûr. La mort de Gérard Escoubet et l'arrivée de Germinal Vallès fait qu'on a concrètement les mains libres pour construire l'Athénée Libertaire, la construire selon nos désirs. C'est-à-dire qu'on n'a plus de grands-pères qui nous disent « non vous ne faites pas comme ça, comme ça ».

Q : La façon dont vous racontez la mort de Gérard Escoubet sonne un peu comme la mort d'un tyran...

R.P. : Mais parce qu'on ne pouvait pas faire un trou dans un mur sans dire les choses, on ne pouvait pas casser un mur, on pouvait rien faire quoi. À la limite on pouvait repeindre un truc. Ils avaient totalement squatté... en mettant 30 chats qui puaien, l'espace leur appartenait. Tous les jours, avec des vieux du quartier, ils venaient, t'avais des boulettes de Whiskas qui traînaient partout, t'avais des rats. C'était encore leur projet, leur projet il était plus proche

de la S.P.A. que de la F.A. C'était leur lieu, ils nous acceptaient parce que concrètement ils disaient que c'était normal et qu'on faisait partie de la F.A., de la même organisation qu'eux. Après, ils ont eu des dérives négationnistes, Escoubet n'était pas très clair. Je ne sais pas si t'as vu certaines choses trainer à l'Athénée Libertaire mais certains étaient proches de la Vieille Taupe, ils étaient complètement à l'ouest des mouvements politiques. Ils étaient à la Libre-Pensée, en fait on avait des gens qui étaient âgés mais qui étaient d'un autre monde que le nôtre.

Q : *D'une autre époque aussi...*

R.P. : Oui d'une autre époque aussi. Mais ils nous laissaient quand même. On y était parce qu'il y a eu une passation à un certain moment. Je le dis comme je l'ai vécu : la mort de Gérard Escoubet, c'est la fin d'une période et le début d'une nouvelle et comme le début de toute nouvelle période, c'est un moment des possibles. Ça fait longtemps qu'on rumine, qu'on a envie de faire des choses, qu'on a envie que ça soit comme ça, comme ça.

Q : *Une frustration qui se libère ?*

R.P. : Voilà c'est ça. On essaye à chaque fois de créer et par exemple l'apéro du premier mai c'est dans cette logique. On fait la Garbure, on fait un apéro après le premier mai, on trouve un espace qui fait qu'on arrive à rassembler tous les libertaires qui se retrouvent à l'Athénée Libertaire. C'est dans des moments forcément conviviaux qu'on arrive à attirer sur des dynamiques « Tu veux faire des travaux, je peux vous aider, tu nous aides et tout ça ». Donc du départ des années 2000 jusqu'à 2010 on va dire, l'Athénée est un chantier permanent : on construit la salle, on construit surtout la Librairie du Muguet. La librairie va permettre une ouverture régulière de l'Athénée Libertaire.

Q : *On parlait de On a Faim tout à l'heure, est-ce que vous connaissez Mankind ? Pouvez-vous m'en dire un peu plus sur eux ?*

R.P. : Mankind, on va dire que c'est dans la droite ligne d'On a Faim puisque certains membres étaient proches d'O.A.F. Mankind est une association, un groupement de gens qui font de la musique, qui est plutôt du hardcore on va dire. Ils sont concrètement des groupes qui se disent libertaires, qui sont dans une idéologie du D.I.Y. donc contre le système capitaliste et contre les *majors* et tout ça, de créer des espaces de concerts à prix libre, très influencés par le mouvement des squats, très influencés par la culture berlinoise, anar, libertaire, très influencés là-dedans. Il y a certains membres de O.A.F. qui commencent à organiser des

concerts et demandent à organiser des concerts régulièrement. C'est-à-dire qu'O.A.F. arrête d'organiser des concerts et Mankind est en train de se créer.

Q: Il y a une passation ?

R.P.: Voilà. Il y en a un ou deux qui font le lien et qui organisent des concerts de temps en temps puis après régulièrement et puis très régulièrement à l'Athénée. Ils arrêtent sur un problème interne de l'Athénée où ils ne sont plus trop d'accord, ils trouvent que c'est compliqué à l'Athénée, ils arrêtent en 2014-2015. C'est toute une mouvance de gens, d'amis, de copains qui organisent des événements culturels autour de la culture punk-rock, largement. Ce sont des gens qui vont, à la création de l'Athénée Libertaire et dans les années 2000, rentrer dans la structure, dans l'association de l'Athénée libertaire et participer à la gestion de l'Athénée Libertaire en tant que Mankind. Ce sont des gens avec qui on va militer. Il va y avoir des gens de Mankind qui vont rentrer à la Librairie du Muguet, des gens qu'on retrouve à toutes les manifestations, ce sont des camarades. Mais avec une identité, une mode de s'habiller qui leur appartient qui les singularise. Ils ont été très actifs pendant plusieurs années à l'Athénée Libertaire.

Q: On avait rapidement parlé une autre fois de l'évolution des relations militantes par l'apparition d'internet, des listes de mails, ce genre de chose. Est-ce que vous pouvez développer ?

R.P.: 1997, c'est le début où beaucoup de militants commençaient à avoir des adresses mails, soit à leur travail, soit ils se payent eux-mêmes un abonnement internet. Jusque-là, entre 1996 et 1998, la plupart des gens qui travaillent dans des bureaux ou dans des lieux ont un accès internet et commencent à avoir une adresse mail. Très vite, le mouvement libertaire commence à faire une liste de diffusion pour discuter. Là ça ouvre un champ des possibles de dingue. C'est-à-dire que jusque-là on envoyait par la poste des courriers à des gens pour expliquer le R.A.I.L., on mettait sous plis, on essayait de trouver des systèmes par la poste et tout ça. Et là du jour au lendemain, on arrive à pouvoir toucher une partie des gens, puis tout le monde commence à discuter. Très vite, ça permet de voir aussi les caractères de certains militants de la F.A.

Q: Ça débride ?

R.P.: Ça débride et c'est des gens qui commencent à s'exprimer un peu sur tout comme aujourd'hui on le sait. On le voit très bien sauf qu'au départ, c'est le début. On les connaît parce qu'on les voit mais on voit à quel point ils peuvent manipuler la langue, jouer de l'insulte,

il y a toute cette tendance libertaire qui aime bien manier l'insulte, le parler franc. Maintenant on le sait très bien que c'est un mode d'expression qui crée de la souffrance chez les gens. Très vite, on a vite vu qu'il fallait des modérateurs, qu'il fallait des choses. Ça n'a pas fait du bien forcément. Je ne pense pas que ça a fait du bien parce que ça a mis à jour aussi... Tu te dis : « il y a telle personne, j'ai pas aimé ce qu'il a dit au congrès ». Et après chacun rentre dans sa ville. En fait ça réduit les distances et on voit qu'on se retrouve avec des gens dont on est très loin dans le mode de pensée. Si ça permet aux outils de communication du journal, des choses comme ça : d'écrire des mails, d'envoyer, d'écrire des articles, c'est bien plus facile. On écrivait des articles, on les envoyait par fax et eux les recopiaient, ou on les envoyait par courrier et ils les retapaient. C'était un boulot dingue. Donc très vite les choses font qu'on peut arriver à faire quelque chose mais ça prend énormément de temps en groupe de discuter de ce qui s'est dit, de ce que les gens pensent etc. Ça fait que tu passes énormément de temps à gérer des conflits en interne de ton organisation politique et ça t'éloigne du développement local. Mais nous à cette même période, on était tellement convaincu du développement au niveau du local que c'est pour ça que ça a participé aussi à ce départ. Et puis il y a vraiment des oppositions politiques qui sont très très fortes justement sur des questions sociétales et notamment sur le féminisme.

Q : *Cette évolution des relations contribue aussi à cette fracture ?*

R.P. : Et bien oui. C'est ce qui fait le plus de mal les mails. Ça fait très mal. Ça fait qu'on se retrouve dans des postures de petits commissaires du peuple qui sont là et qui disent ce qu'il faut penser au lieu de discuter. C'est un travers qui existe encore aujourd'hui. Malgré le fait qu'au regard du nombre de militants qu'il y a à l'Athénée Libertaire et des organisations politiques qui y sont en interne, on voit bien que les années fastes, les années 2009-2010 sont derrière nous. Où il y a eu plus de 50 adhérents qui gérait des soirées, des rencontres, des luttes. Aujourd'hui c'est plus comme ça. Mais je crois beaucoup aussi à des générations qui ont vécu un mouvement social fort. Donc la génération de 1995 mais il y a aussi la génération du C.P.E. en 2006 où l'on retrouve des choses assez fortes. Il y a eu des mouvements de grèves en 2003, 2010 et puis encore là dernièrement sur les retraites, des très très forts mouvements et on n'a jamais pu refaire ce que l'on avait réussi à faire en 1995. Mais parce que c'était générationnel, parce qu'il y avait eu des retours, des choses qui étaient possibles. Et puis peut-être qu'il y avait aussi vraiment la volonté de le faire. Mais ça je laisse l'histoire aux historiens.

Q : *Est-ce que vous savez quand se dissout le groupe Sébastien Faure ?*

R.P. : Concrètement non je ne sais pas parce que Sébastien Faure c'est une association qui a une reconnaissance et qui paye des cotisations à la F.A. Certains vont payer des cotisations jusqu'à la fin de leur vie. Quand un groupe anarchiste n'a plus d'activités politiques est-ce qu'on peut considérer qu'il est dissout ? Ça c'est une question qui se pose. C'est-à-dire qu'il y

a par exemple des groupes libertaires qui n'ont plus d'activités depuis des années et des années mais qui continuent de signer, à dire « je fais partie du G.A.B. » mais ils n'ont plus d'activité. À partir du moment où ils disent qu'ils existent, ça existe. Donc le groupe Sébastien Faure à partir du moment où il y a eu encore un seul vivant qui a dit « je fais partie du groupe Sébastien Faure », il est existant. Sauf qu'à quel moment on considère qu'un groupe politique n'existe plus ? On peut très bien mettre des critères d'évaluation c'est-à-dire le dernier tract qu'il a sorti, la dernière animation qu'il a faite, les dernières réunions qu'ils font.

Q : Ou quantitatif. S'il n'y plus qu'une seule personne, ça ne peut plus être un groupe...

R.P. : Oui mais ils avaient encore des adhérents, des amis des choses comme ça. Tu sais moi quand j'étais à l'Athénée, c'était une causerie c'était pas forcément quelque chose qui ressemblait à une organisation politique mais plutôt à de la causerie philosophique, des amis qui avaient fait la guerre ensemble, qui avait vécu des choses. Moi concrètement Sébastien Faure, quand j'étais à la fin des années 1980 et au début des années 1990, je les voyais les dimanches manger ensemble à l'Athénée Libertaire avec leurs femmes qui leur faisaient à manger et qui leur faisaient la vaisselle. Et eux discutaient et ils passaient un moment ensemble, agréable. Fernando Bronchal a un meilleur souvenir de cette période, il était vraiment acteur, il s'en souvient. Dans les années 1980, ils étaient encore présents et encore assez jeunes mais ils géraient l'Athénée Libertaire, les travaux. Je sais qu'en 1991, ils ont sorti un tract contre la guerre du golfe. On va dire que 1991, dernier tract sur la guerre du golfe. Tant que Jean-Jacques Réal était là et qu'il faisait des supers banderoles – sa femme aussi faisait des banderoles – il y avait une présence, il y avait une activité. Alors que nous Emma Goldman en était plus dans le gauchisme, dans l'extrême gauche, on était dans les luttes concrètes des choses comme ça. Eux n'y étaient pas, mais pas du tout. Donc c'était un autre mode. Il peut y avoir différentes façons de militer et différentes façons d'être ensemble et de vivre l'anarchie. Mais générationnellement, il y avait un fossé, culturellement aussi. Et puis après, dans les modes militantes, on était plutôt bercé par l'extrême gauche on va dire, par les modalités d'extrême gauche. Un groupe, présent, manifs, on colle les affiches, on diffuse des tracts, on essaye de faire passer nos idées dans les assemblées générales, voilà.

Q : Je n'ai plus de question mais voulez-vous aborder un autre point ?

R.P. : Pour la conclusion, c'est que la mémoire est à tiroir et que je souligne ce qui m'animait. Dans les années 1990 et au début des années 2000. Mais par exemple, pour moi la Librairie du Muguet, c'était pas forcément mon projet de départ. C'était vraiment Benjamin, Hellène, Julien qui avaient envie de faire ça et ils m'ont poussé à le faire par amitié et parce qu'ils savaient que j'avais une expérience là-dedans. Mais je crois que ça m'a permis de trouver une autre place, une autre position, de vivre une autre expérience dans le mouvement libertaire sur Bordeaux. Je crois que je l'ai fait avec toute la détermination de réussir à faire quelque

chose. Et j'en ai vu les limites et c'est pour ça qu'aujourd'hui je suis rentré à l'U.C.L. qui se réunit à l'Athénée. Mais ça c'est une autre histoire.

Annexe III. La chronologie du mémoire

La chronologie présentée reprend les dates et les événements en rapport avec les milieux et acteurs proprement libertaires et non l'ensemble des dates évoquées dans le mémoire. Elle sert avant tout de point de repère et permet d'indiquer nos hypothèses à propos des naissances ou des disparitions de groupements.

1962 :

- Participation bordelaise à la création de l'U.A.S. à Niort le 21 janvier.
- Achat du local au 7 rue du Muguet et statuts de la S.C.E.G.I. déposés le 29 octobre.
- Début des J.L. pour l'année 1962-1963 à Bordeaux.

1963 :

- Ouverture du local du 7 rue du Muguet.

1964 :

- Création en février de l'école rationaliste Francisco Ferrer.
- Action antifranquiste des J.L. au consulat d'Espagne le 10 octobre.
- Existence d'un Cercle des étudiants libertaires à Bordeaux.
- Création du Ciné-club du 19 juillet au 7 rue du Muguet (peut-être en 1965).
- Début estimé du groupe Yéyé.

1967 :

- Le 21^e congrès de la F.A. se déroule à Bordeaux du 13 au 15 mai.
- Arrestation de Jean Coulardeau le 27 novembre pour renvoi de son livret militaire et refus de réaliser le service national.

1968 :

- Procès de Jean Coulardeau le 25 avril.

1969 :

- Intervention d'un groupe anarchiste étudiant au bal du 1^{er} mai au campus de Talence.
- Naissance de l'A.S.R.A.S. à la suite des conférences du 7 et 8 juin.

1970 :

- L'A.S.R.A.S. devient l'Alliance Syndicaliste lors d'une conférence à Paris le 31 janvier à laquelle participe des anarcho-syndicalistes de Bordeaux.
- Fin supposée (et définitive) des J.L. de Bordeaux.

1971 :

- Décès d'une patiente d'Aristide Lapeyre le 6 novembre au cours d'une manœuvre abortive.

1972 :

- Groupe La Vérole au cours de l'année universitaire 1972-1973.

1973 :

- Comparution le 14 juin d'Aristide Lapeyre à la cour d'Assises de Bordeaux pour avortement clandestin.
- Condamnation et emprisonnement le 19 juin d'Aristide Lapeyre à 5 ans de prison ferme.

1974 :

- Décès d'Aristide Lapeyre le 23 mars après la grâce médicale.

1975 :

- Fin supposée des cours de l'école rationaliste Francisco Ferrer.
- Participation d'anarcho-syndicalistes bordelais à la création de la deuxième U.A.S. à Limoges.
- Création supposée du groupe libertaire lycéen de Libourne (F.A.) en septembre-octobre 1975.

1976 :

- Grève dans le secteur du bâtiment en Gironde menée entre autres par des cénétistes ce qui entraîne la création d'une section C.N.T. dans le bâtiment.

1977 :

- Disparition du premier C.A.N. bordelais et création du C.A.N. de la rue du Muguet, probablement après la « bataille de Malville » fin juillet 1977.
- Fin supposée du groupe libertaire lycéen de Libourne (F.A.) en fin d'année ou en 1978.

1978 :

- Création du groupe Soleil Noir (F.A.) à Cadillac en septembre.
- Menace de mort et simulation d'agression par Michel Duchène au groupe Sébastien Faure.
- Campagne de boycott de la coupe du monde de football en Argentine, boycott des navires russes au port de Bordeaux, campagne sur la dissidence en U.R.S.S. par le groupe Sébastien Faure.
- Licenciement d'Alexandre Yotis, militant du groupe Sébastien Faure.
- Première trace trouvée du Centre d'Étude et de Documentation Anarchiste à l'Athénée Libertaire.
- Réouverture du C.E.L. (école rationaliste Francisco Ferrer).

1979 :

- Fête anarchiste à Cadillac les 21-22 juillet.
- Création du Comité de Lutte des Objecteurs à Bordeaux (C.L.O.) à la rentrée scolaire.

1980 :

- Scission après le congrès d'Angers au groupe Sébastien Faure menée par Jean Barrué et Gilles Durou.
- Création de la librairie l'En-dehors (octobre) et du G.A.B. (novembre-décembre).

1981 :

- Création en janvier du Groupe d'Étudiants Libertaires (G.E.L.) à Bordeaux.
- Disparition supposée du C.L.O.
- Rencontres libertaires à Bordeaux les 17 et 18 octobre.
- Enlèvement de Gilles Durou le 3 décembre par des policiers en civil dans le cadre de la lutte antinucléaire à Golfech et dans le sud-ouest.

1982 :

- Existence du Collectif Ouvriers Paysans Anarchistes (C.O.P.A.) de Cadillac (aucune information trouvée à son sujet).
- Création d'une section cénétiste à la clinique des Orangers de Mérignac.
- Naissance d'une section syndicale C.N.T. à l'usine S.A.F.T. de Bordeaux en juillet et conflit autour de sa représentativité.

1983 :

- Dissolution supposée du groupe Soleil Noir de Cadillac en mai.
- Conflit syndical mené par la C.N.T. à la clinique des Orangers et grève à partir du 3 octobre. Convergence avec le conflit syndical de la société S.O.S. Ambulance à partir du 19 octobre.
- Conflits syndicaux menés par la C.N.T. dans les cinémas de quartier bordelais.
- Dernière trace du G.E.L. en novembre.
- Existence de l'Union locale C.N.T. à Bordeaux (première trace trouvée).
- Fondation officieuse du C.I.R.A.S. de Bègles.

1984 :

- Action du G.A.B./C.H.R.I.S.T. le 22 janvier contre une manifestation pour l'école libre.
- Création du groupe Durruti (F.A.) à Bordeaux en mai.
- Le syndicat C.N.T. P.T.T. est créé en Gironde.
- Ouverture de l'école Jacques Prévert à Bordeaux.

1985 :

- Création de la liaison Saint-Médard-en-Jalles (F.A.) après la réunion du 7 septembre.
- Création du groupé étudiant Pépin-Cadavre (F.A.) en octobre.
- Création de l'Union régionale F.A. du sud-ouest après la réunion du 8 et 9 novembre à Angoulême.
- Relance estimée des Jeunesses Libertaires de Bordeaux par la C.N.T.
- Création de l'association des Amis d'Aristide Lapeyre.
- Création de O.A.F. Bordeaux, première émission de radio le 26 novembre.

1986 :

- Dissolution du G.A.B. en cours d'année.
- Inauguration de l'Athénée Libertaire le 10 mai après 6 mois de travaux et constitution supposée de l'association Athénée Libertaire à ce moment-là.
- Commémoration du centenaire des martyrs de Chicago par la F.A. bordelaise en pendant 5 mannequins au pont de Mériadeck.
- Rencontres régionales des autogestionnaires à Bordeaux du 17 au 19 mai organisées par la C.N.T.

- Le bulletin intérieur de la F.A. national est confié à l'Union régionale Aquitaine-Poitou au 42^e congrès de la F.A. à Perpignan.
- Création de l'Union locale de la F.A. bordelaise après l'A.G. du 25 août.
- Le S.G.E.N. girondin de la C.F.D.T. implose et une grande partie des démissionnaires s'implique au S.S.E. de la C.N.T.

1987 :

- Dernière trace trouvée de la liaison Saint-Médard-en-Jalles (F.A.) en mai. Il se peut que la liaison existe jusqu'en 1988 car c'est un collectif pour lequel nous avons peu d'informations.
- Un congrès de l'A.I.T. se déroule à Bordeaux du 1^{er} au 4 avril.
- Le groupe Pépin-Cadavre change de nom en raison de l'arrivée de nouveaux membres non-étudiants et devient le groupe Emma Goldman en septembre
- Rencontres libertaires de Bordeaux du 31 octobre au 1^{er} novembre
- Participation du S.S.E. de la C.N.T. aux élections de la Commission Administrative Paritaire Départementale en décembre. Succès de la participation avec 5,4 % obtenus parmi les suffrages exprimés.

1988 :

- Le 18^e congrès de l'A.I.T. se déroule à Bordeaux en avril.
- Fin supposée du groupe Durruti (F.A.) dans le deuxième semestre.
- Éventualité de la vente de l'Athénée Libertaire mais les militants gardent le local.
- Licenciement de Fernando Bronchal.
- Création d'une section syndicale cénétiste P.T.T. au centre de tri Jean-Jacques Bosc à Bègles (peut-être en 1989).

1989 :

- Création estimée de la C.L.É.A. Bordeaux pendant/après le mouvement étudiant contre la loi Jospin.
- Licenciement de Patrick Aguiar et d'une autre militante du groupe Emma Goldman, Dominique.
- Disparition estimée de l'Union locale F.A. de Bordeaux.

1990 :

- Organisation de trois journées contre la réhabilitation du quartier Saint-Michel par le F.L.S.M. du 8 au 10 mars.

1991 :

- Rencontres libertaires de Bordeaux les 12 et 13 janvier à l'Athénée municipal.
- Disparition supposée du Centre de Documentation Anarchiste à l'Athénée Libertaire.

1992 :

- Recréation de la C.L.É.A. Bordeaux lors d'une réunion le 24 mars.

1993 :

- Le 50^e congrès de la F.A. se tient à Cenon du 29 au 31 mai.

1994 :

- Création de la première C.L.É. bordelaise fin novembre – début décembre.

1995 :

- Existence du groupe étudiant libertaire et occitan B.A.R.J.O.
- Création du R.A.I.L. en novembre-décembre.

1996 :

- Il existe le groupe libertaire Le Père Peinard à Budos (dernière trace trouvée en 1997, aucune information sur ce collectif).
- Fondation supposée du comité Chiapas.
- Première trace trouvée d'une Union régionale C.N.T. avec Bordeaux.
- Création de Mankind qui remplace progressivement O.A.F. à l'Athénée Libertaire.

1997 :

- Conflit syndical cégétiste dans deux Mac Donald bordelais en février.
- Fin estimée de la C.L.É. bordelaise (dernière trace trouvée fin mars).
- Création du Cercle Athénée Libertaire.
- Création supposée de Nick Latol.

1998 :

- Fin estimée du R.A.I.L. dans le deuxième semestre.
- Rencontre des différentes C.N.T. du grand sud-ouest à Auch le 14 mars.
- Relance du C.D.E.S. par la C.N.T. A.I.T.

1999 :

- Création du Collectif Jeunes Libertaires (C.J.L.) à l'occasion du lancement du *Croche-Pattes* (n°0 d'avril-mai)
- Mort de Gérard Escoubet et Germinal Vallès devient le nouveau président de la S.C.E.G.I. à l'Athénée Libertaire.
- Naissance de la Cantine Mc No après le débat du 27 novembre « Les résistances au néolibéralisme ».

2000 :

- Dernière trace trouvée de la section bordelaise de l'O.C.L. et du C.E.L.
- Élection du nouveau bureau de l'Association de Réflexion Libertaire début juillet (aucune information sur ce collectif).
- Création supposée du groupe Aristide-Paul Lapeyre qui remplacerait le groupe Sébastien Faure.
- Création supposée de la C.N.T. Vignoles à Bordeaux.

2002 :

- Occupation de la vieille bourse du travail en janvier en opposition à sa vente.
- Première mise à jour des statuts de la S.C.E.G.I. de l'Athénée Libertaire le 11 juin.
- Création du Cercle Jean Barrué (F.A.).

2003 :

- Inauguration de la Librairie du Muguet le 22 mars.
- Fin éventuelle du groupe Emma Goldman (peut-être en 2004).

2004 :

- Début du projet des nouvelles bourses du travail à Saint-Macaire. Il se concrétise en 2008 à Bègles.
- Mort de Jean-Jacques Réal et fermeture du C.I.R.A.S. Le fonds est envoyé à Madrid.

Sources

Sources

Archives Départementales de la Gironde

- 1419 AW 36
- 1979/022 art.18
- Fonds Drouin 45 J 226
- Fonds du SRPJ Série 74 W : dérogation de la liasse 74 W 586 à la liasse 74 W 768.
Statut : Dérogation rejetée

Archives Municipales de Bordeaux

- Pessac 29 W 2 : grèves (1977-1983). [Sans intérêt]
- Pessac 36 W 3 : grèves (1989-1990). [Sans intérêt]
- Pessac 40 W 27 : grèves (1993). [Sans intérêt]
- Pessac 43 W 24 : dossiers individuels d'agents (dont objecteurs de conscience). [Sans intérêt]
- Pessac 48 W 5 : élections professionnelles (1971, 1977, 2001). [Sans intérêt]

C.I.R.A de Marseille

LAREYNIE. Bernard, *Documents pour servir à l'histoire du Groupe Anarchiste de Bordeaux [GAB] [1980-1985]*, Th245, C.I.R.A. Marseille.

Statut : Obtenu

Fédération Anarchiste – Secrétariat Histoire Archives

Statut : Demande réalisée, n'a pas abouti.

Fondation Anselmo Lorenzo – Madrid

Statut : Aucun sondage, aucune consultation.

Fonds privés

Fonds privé numérique de Thomas Aimar

Statut : Obtenu.

Fonds privé de Philippe Arnaud

Statut : Consulté.

Fonds privé audio-visuel de Jean-Pierre Ramine

Statut : Demande réalisée, n'a pas abouti.

Fonds privé de l'Athénée Libertaire

Ce fonds privé est composé de liasses hétérogènes, non classées, parfois sans titre. Elles peuvent avoir plusieurs formes : des cartons, chemises, caisses et autres. Le classement qui suit est arbitraire pour permettre une meilleure lecture des liasses mais ne reflète en aucun cas un quelconque classement ou forme d'inventaire du fonds lui-même.

Le groupe Emma Goldman

- Relations Intérieurs E.G. 1987
- Relations Extérieures E.G 1987
- Activités 1987 E.G
- Contacts du groupe E.G. année 1989
- Circulaire F.A. 1989
- Relations Intérieures année 1989 E.G.
- Relations extérieures E.G. 1989
- Activités E.G. année 1989
- F.A. E.G.
- F.A. Emma Goldman
- Groupe Emma G. Bordeaux 33

Le groupe Sébastien Faure

- Archives S.F.
- Sébastien Faure F.A. 1960-1970
- Local. Presse Mai 68. Gr. S. Faure

Le groupe Buenaventura Durruti

- Archives Durruti 1985
- Archives du secrétariat du groupe. Année 1985
- Archives Durruti 1986
- Archives Durruti 1987
- Durruti A

La Fédération Anarchiste

- Archives F.A. Bordeaux années 80

- Archives 1988
- Archives F.A. années 90
- Courrier fédéral divers
- Courrier 97
- Circulaire 97
- Courrier FA 1999
- Fonctionnement fédéral
- FA

On a Faim

- Archives OAF ! Fanzines Maloka
- On A Faim
- OAF

Coordination des Lycéens et Étudiants Anarchistes/Coordination Libertaire Étudiante

- CLÉA 1981-1994
- CLÉA MRLB
- CLÉA
- Archives CLÉ
- Archives CLÉ N°1
- Matos CLÉ

Journaux, revues, tracts, fanzines

- Archives divers journaux/zines F.A.
- Le Croche-Pattes
- Influences/Liaison anarcho-syndicaliste/Les Cahiers d'Aristide Lapeyre (CAAL)/Sud-Ouest Alternatives
- Les réalités de l'écologie, Agora Libertaire, La Mémoire Sociale, Le Réfractaire...
- Revues/Brochures/Journaux de lutte
- Tracts 1976-1981 (1)
- Tracts 1976-1981 (2)
- Tract Divers
- Zines Anti-Prisons

Le local de la rue du Muguet

- Archives SCEGI (1)
- Archives SCEGI (2)
- Archives Statuts

Dossier de travail

- Archives Antimilitariste – Objecteur de Conscience
- Archives Immigration
- Avortement – Contraception
- Dossier Travail et Immigration

Autres

- Archives CNT
- Association les bourses
- Autres Collectifs
- Cantine Mc No
- Carton rose et blanc (non identifié)
- Chemise A2 (non identifiée)
- Chemise Blanche
- Divers Bordeaux
- Jean Barrué – Archives courriers F.O.
- Liasse sans nom (x 2)
- Libre Pensée Girondine
- Mémoire du groupe anar de Bonleux
- MRLB Clé des Ondes
- Porte-vue noir (non identifié)

Presse & Revues

L'Anarchie. Le Journal de l'Ordre

- Numéro spécial 107 (1976)

L'Anarcho-syndicaliste

- Numéro 17 (Première série)
- Numéro 88 (Première série)
- Numéro 91 (Première série)
- Numéro 9 (Deuxième série)
- Numéro 1 (Troisième série)
- Numéro 55 (Troisième série)
- Numéro 56 (Troisième série)
- Numéro 58 (Troisième série)

Basta

- Numéro 2 (s.d.)
- Numéro 4 (s.d.)

Brûlons toutes les prisons

- Numéro 4 (Octobre 1997)

Les Cahiers des Amis d'Aristide Lapeyre

- Numéro 1 (1985)
- Numéro 2 (1986)
- Numéro 3 (1986)

- Numéro 4 (1987)
- Numéro 5 (1988)
- Numéro 6 (1991)

Le Canard Noir

- Numéro unique (Février 1995)

Le Chat Noir

- Numéro 1 (20 juin 1986)
- Numéro 2 (10 octobre 1986)

CNT Info

- Numéro 2 (Juin 1997)
- Numéro 3 (Janvier 1998)
- Numéro 4 (Juin 1998)

Le Combat Syndicaliste

- Numéro 49 bis (2^{ème} quinzaine de mai 1985)

Le Combat Syndicaliste Aquitaine

- Numéro de janvier-février 1996

Courant Alternatif

- Numéro 28 (Été 1983)
- Numéro 32 (Janvier 1984)
- Numéro 38 (Été 1984)
- Numéro 46 (Mai 1985)
- Numéro 72 (Janvier 1988)
- Numéro 74 (Mars 1988)
- Numéro 75 (Avril 1988)
- Numéro 92 (Janvier 1990)
- Numéro 95 (Avril 1990)
- Numéro 1 de la nouvelle série (Été 1990)
- Numéro 9 (Mai 1991)

Le Croche-Pattes

- Numéro 0 (Avril-Mai 1999)
- Numéro 1 (Mai-Juin 1999)
- Numéro 3 (Novembre-Décembre 1999)
- Numéro 4 (Janvier-Février 2000)
- Numéro 5 (Février-Mars 2000)
- Numéro 6 (Avril-Mai 2000)
- Numéro 7 (Été 2000)
- Numéro 8 (Décembre 2000)

- Numéro 9 (Mars 2001)

Le Dégel

- Numéro 4 (Octobre-Novembre 1983)
- Numéro 5 (Février-Mars 1984)
- Numéro 6 (Mai-Août 1984)

Espagne Révolutionnaire

- Numéro 0 (1977)

Feuille du Comité Espagne Libre 74

- Sans titre (Juillet 1975)

Idées Noires

- Numéro 1 (Septembre-octobre 1987)
- Numéro 2 (Mars 1988)

Infos et Analyses Libertaires

- Numéro 29 (1991)

La Lettre du CDES

- Numéro 4 (Avril-Mai 1987)
- Numéro ? (8 mars 1989)

La Lettre d'Emma

- Numéro 1 (Septembre 1989)
- Numéro 2 (Novembre 1989)
- Numéro 3 (Décembre 1989)
- Numéro 8 (1990)
- Numéro 10 (Avril-Mai 1992)
- Numéro 19 (Juillet-Août 1996)
- Numéro 21 (Février-Mars 1997)

La Lettre du RAIL

- Numéro 8 (Décembre 1996)
- Numéro 8 (Mars 1997) [Nouvelle Série]
- Numéro 9 (Avril 1997) [Nouvelle Série]

La Lettre du réseau

- Numéro 11 (Mars 1998)

Libérations

- Numéro 1 (1985)
- Numéro 2 (1985)

- Numéro 3 (1985)
- Numéro 4 (s.d.)

Libre Opinion

- Sans numéro (1979)

Le Lien

- Numéro 175 (Octobre 1980)
- Numéro 263 (Septembre 1989)

Maquisard

- Numéro 0 (s.d.)
- Numéro 1 (2-16 mars 1989)
- Numéro 2 (15-30 mars 1989)
- Numéro 3 (4-19 avril 1989)
- Numéro 4 (25 avril-9 mai 1989)

La Mère Michel

- Numéro 1 (s.d.)

Le Monde

- 16 novembre 1995

Le Monde Diplomatique

- Septembre 1992

Le Monde Libertaire

Le choix de consultation des numéros ci-dessous a été déterminé par le mot-clé « Bordeaux » saisi dans la base du F.I.C.E.D.L.⁷⁴² à propos du *Monde Libertaire*. Selon les numéros, la consultation concernait la rubrique des groupes existants, l'agenda, les communiqués (2^{ème} de couverture) ou bien des articles entiers écrits par les milieux libertaires bordelais. Les exemplaires consultés se trouvent dans le fonds de l'Athénée Libertaire.

Année 1964 :

- N°98, N°107

Année 1969 :

- Numéro 150

Année 1970 :

- N°159, N°160

⁷⁴² <https://ml.ficedl.info/> [Consultations multiples]

Année 1975 :

- Numéro 217

Année 1977 :

- Numéro 229

Année 1978 :

- N°253, N°260, N°263, N° 267, N°269, N°277 (marqué n°276), N°280, N°284, N°286, N°287, N°289

Année 1979 :

- N°307, N°309, N°317, N°327, N°329

Année 1980 :

- N°345, N°347, N°348, N°363

Année 1981 :

- N°387, N°389, N°392

Année 1982 :

- Numéro 447

Année 1983 :

- Numéro 505

Année 1984 :

- N°512, N°514, N°518, N°531, N°534, N°547

Année 1985 :

- N°558, N°565, N°567, N°576, N°581, N°584, N°586, N°596

Année 1986 :

- N°602 (marqué N°601), N°604, N°605, N°606, N°610, N°614, N°618, N°625

Année 1987 :

- N°664, N°672, N°677

Année 1988 :

- N°691, N°694, N°696, N°697, N°703, N°704, N°705, N°715, N°719, N°720, N°721, N°723, N°726, N°729

Année 1989 :

- N°733, N°742, N°749, N°761, N°764, N°768, N°769, N°770

Année 1990 :

- N°774, N°785, N°793

Année 1991 :

- N°825, N°830, N°849

Année 1992 :

- Numéro 876

Année 1993 :

- N°905, N°918

Année 1994 :

- N°986, N°992

Année 1995 :

- Numéro 1011

Année 1996 :

- Supplément « Un logement pour tous » – Janvier 1996, N°1033, N°1039, Supplément « Service public » – Octobre 1996, N°1053, N°1057, N°1064

Année 1997 :

- N°1065, N°1067, N°1074, N°1092, N°1094

Année 1998 :

- N°1117, N°1118, Hors-Série n°10 – Juillet 1998, N°1133, N°1137

Année 1999 :

- N°1154, N°1176

Année 2000 :

- N°1202, N°1203, N°1207, Hors-Série n°15 – Juillet 2000, N°1216

Année 2001 :

- N°1235, N°1242, N°1250, N°1254, N°1257

Année 2002 :

- N°1264, N°1267, N°1270, Hors-Série n°22 – 19 décembre 2002

Année 2003 :

- N°1303, N°1305, N°1315, N°1317, N°1320

La Nouvelle République

- Numéro 7.481 (8 mai 1968)

La Nouvelle République du Centre Ouest

- 28 janvier 1967
- 29 janvier 1967

Nouvelles du Front

- Numéro 1 (25 février 1991)

On a faim, Anarchy and Musik

- Numéro 4 (Novembre 1993)

Le Parisien

- Numéro du 15 novembre 1995

La Peau de ça craint

- Numéro 0 (Décembre 1986)
- Numéro 1 (Mars 1987)

Poivre Rouge

- Numéro 4 (Avril 2003)
- Numéro 5 (Décembre 2003)
- Numéro 7 (Avril-Mai 2004)

Ras le Bol

- Numéro 6 (Janvier 1995)

La Révolte

- Numéro 1 (1976)
- Numéro 2
- Numéro 3 (Avril 1977)
- Numéro 5 (Juin 1977)
- Numéro 6
- Numéro 7
- Numéro 8 (Novembre 1977)
- Numéro 9 (1978)
- Numéro 10 (1978)

Sud-Ouest

- 13 mai 1968
- 15 mai 1968
- 20 juin 1973
- 30 juin 1973
- 21 juillet 1979

- 18 mai 1991
- 24 mai 1991
- 25 mai 1991
- 10 octobre 1991

Le Temps des Radis

- Numéro 3 (1^{ère} quinzaine de février 1998)
- Numéro 5 (1^{ère} quinzaine de mars 1998)
- Numéro 6 (2^{ème} quinzaine de mars 1998)
- Numéro 29 (2^{ème} quinzaine d'avril 1999)
- Numéro 74 (1^{ère} quinzaine de mars 2003)

Sources en ligne

Antimythes : Le lien renvoie à des documents sur l'histoire de l'U.A.S. et de l'A.S.R.A.S. provenant de la revue *L'Anarcho-syndicaliste* et du Centre d'Histoire du Travail de Nantes. Les numéros de *L'Anarcho-syndicaliste* sont également en accès libre et gratuits dans une autre rubrique du site.

<http://www.antimythes.fr/organisations/uas/uas.html> [Consulté le 24 février 2021]

Entreprises – Le Figaro : le lien renvoie à l'historique de la S.C.E.G.I. de 2002 à 2018. Différents actes sont numérisés et librement consultables dont la mise à jour des statuts du 11 juin 2002.

<http://entreprises.lefigaro.fr/soc-civile-expansion-gestion-immobilier-scegi-33/entreprise-429132061> [Consulté le 11 avril 2021]

GOUARDES. Guillaume, « Bordeaux », *Tranzophobia*, n°7, mai 1997.

https://fanzinotheque.centredoc.fr/doc_num.php?explnum_id=1000

Témoignages & Entretiens

CD-ROM

- *Germinal Vallès & Michel Caravera, Athénée Libertaire, 15 mars 2013*. Entretien réalisé par Thomas Aimar, images Jean-Pierre Ramine
- *Michel Caravera, Athénée Libertaire, 1^{er} mai 2013*. Entretien réalisé par Thomas Aimar, images Jean-Pierre Ramine
- *40 ans de l'Athénée Libertaire, 17 mai 2003*. Images et montage par Jean-Pierre Ramine

Entretiens personnels

- Jean-Pierre et Josefa Ramine. Entretien informel le 13 octobre 2020. *Statut* : Non enregistré et non retranscrit.
- Ludovic Bonleux. Entretien informel le 17 octobre 2020. *Statut* : Non enregistré et non retranscrit.
- Progrès et Esmeralda Travé. Entretien filmé et enregistré le 19 octobre 2020. *Statut* : Retranscrit et au format CD-ROM.
- Philippe Arnaud. Entretien filmé et enregistré le 21 octobre 2020. *Statut* : Retranscrit et au format CD-ROM.
- Joachim Salamero. Entretien filmé et enregistré le 7 décembre 2020. *Statut* : Retranscrit et au format CD-ROM.
- Rémi Philton. Entretien filmé et enregistré le 21 janvier 2021. *Statut* : Retranscrit et au format CD-ROM.
- Demande d'entretien auprès de Fernando Bronchal. *Statut* : Sans réponse.

Témoignages & Entretiens en ligne

- Interview de Pierre Ramine
<http://imprimerienocturne.com/2017/02/01/pierre-ramine-interview-rennes-dessin/>
[Consulté le 9 octobre 2020]
- Histoire de On a Faim !
<http://www.nyarknyark.fr/spip.php?article22> [Consulté le 16 novembre 2020]
- Autobiographie de Jean-Pierre Levaray
http://www.cret-culturecommune.fr/bio_levaray.htm [Consulté le 3 novembre 2020]
- *L'ère du globocus*, fanzine vidéo sur la plateforme en ligne Vimeo :
 - * *L'ère du globocus*, Hors-série n°1, partie 1
 - * *L'ère du globocus*, Hors-série n°1, partie 2
 - * *L'ère du globocus*, Hors-série n°1, partie 3
 - * *L'ère du globocus 2*, partie 2

Réalisation pour toutes les parties :

- *Prises de vues et montage : Frédéric Lavoix & Éric Bordenave
- *Interviews : Pedro Goorgh!!
- *Génériques : Christophe Labarte

Bibliographie

Bibliographie

Ouvrages méthodologiques et outils de travail

CHAUVEAU. Agnès, TÉTART. Philippe (dir.), *Question à l'histoire des temps présents*, Bruxelles, Complexe, 1992.

DAVRANCHE. Guillaume, DUPUY. Rolf, ENCKELL. Marianne, LENOIR. Hugues (et al.), *Les anarchistes : Dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2015.

DESCAMPS. Florence, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, HEFF, 2001.

JIPÉPAK, *Abécédaire de la pensée anarchiste. Tome I : La parole est aux anarchistes*, Orthez, Abécédaire Éditions, 2010.

MANFREDONIA. Gaetano, *Quelques remarques préalables sur la constitution du corpus de militants anarchistes*, dans *Prosopographie des militants*, doc de travail n° 4, CNRS, Sept 1996. (Non consulté)

Histoire et idéologie de l'anarchisme

Actes du colloque international, Grenoble, Mars 1996, *La culture libertaire*, Lyon, Ateliers de création libertaire, avril 2007.

BAILLARGEON. Normand, *L'ordre moins le pouvoir : Histoire & actualité de l'anarchisme*, Marseille, Agone, 2008.

BIANCO. René, *Un siècle de presse anarchiste d'expression française : 1880-1983*, thèse de doctorat sous la direction d'Émile TEMIME, université d'Aix-Marseille, 1987.

BONLEUX. Ludovic, *Le mouvement libertaire à Bordeaux, 1914-1968*, mémoire de maîtrise sous la direction de Bernard LACHAISE, Bordeaux III, 1998.

CNT-AIT, *Histoire de la CNT française. Première partie (1945-1993)* [en ligne], CNT-AIT Toulouse, 2018.⁷⁴³

CROZETIÈRE. Philippe, *Le mouvement anarchiste en France après mai 1968*, mémoire de DES, Bordeaux I, 1974. (Non consulté)

GBENOU. Jacques-Henri, *Les anarchistes bordelais, 1880-1914*, mémoire de maîtrise sous la direction de Georges DUPEUX, Bordeaux III, 1975.

⁷⁴³ Cette étude a été réalisée en collaboration avec Julien Loncle et adapte son étude : *Histoire d'un courant anarcho-syndicaliste français : la CNT de 1945 à 1995*, mémoire de maîtrise sous la direction de Georges UBBIALI et Jean VIGREUX, Université de Bourgogne, 2002.

GIL DE MURO. Luis, *Anarchisme et antimilitarisme à Bordeaux, 1900-1914*, mémoire de maîtrise sous la direction de André-Jean TUDESQ, Bordeaux III, 1976.

GUÉRIN. Cédric, *Pensée et action des anarchistes en France de 1950 à 1970*, mémoire de maîtrise sous la direction de Robert VANDENBUSSCHE, Lille III, 2000.

GUÉRIN. Daniel, *L'anarchisme. De la doctrine à l'action*, Paris, Gallimard, édition revue et augmentée, 2009.

GUÉRIN. Daniel, *Ni Dieu ni maître. Anthologie historique du mouvement anarchiste*, Paris, La Découverte, 2011.

LONCLE. Julien, *Histoire d'un courant anarcho-syndicaliste français : la CNT de 1945 à 1995*, mémoire de maîtrise sous la direction de Georges UBBIALI et Jean VIGREUX, Université de Bourgogne, 2002. (10% consultés)

MAITRON. Jean, *Le mouvement anarchiste en France : anarchisme et marxisme bibliographie. De 1914 à nos jours*, Tome II, Paris, François Maspero, 1975.

MANFREDONIA. Gaetano, *L'anarchisme en Europe*, Paris, PUF, 2001.

MANFREDONIA. Gaetano, *Histoire mondiale de l'anarchisme*, Paris, Textuel, 2014.

PERROT. Francis, *L'administration face à la menace anarchiste : surveillance et contrôle du mouvement anarchiste girondin (1890-1902)*, mémoire de maîtrise sous la direction de Bernard LACHAISE et Sébastien LAURENT, Bordeaux III, 2004.

RAMONET. Tancredi (réalisateur), *Ni Dieu ni maître, une histoire de l'anarchisme* [DVD], Temps noir et Arte France, 2016, 221 minutes.

SAGAERT. Théo, *Les mouvances libertaires dans le Bordeaux de l'entre-deux-guerres*, mémoire de maîtrise sous la direction de Dominique PINSOLLE, Bordeaux III, 2021.

SIMMAT. Benoist, *L'anarchisme à Bordeaux*, mémoire de maîtrise sous la direction de Jean PETAUX, Bordeaux IEP, 1995.

WOODCOCK. George, *L'anarchisme : une histoire des idées et mouvements libertaires*, Montréal, Lux, 2019.

Les acteurs politiques

AZÉMA. Jean-Pierre, « La clef générationnelle », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1989, n°22, p. 3-10.

GARNIER. Jean-Pierre, « Les anarchistes. Appellations peu contrôlées », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2009, p. 17.

KNOERR-SAULIÈRE. Sylvie, KAIGRE. Francis, *Jean-René Saulière dit André Arru, un individualiste solitaire 1911-1999*, Marseille, CIRA, 2004.

STEINER. Anne, *Les En-dehors : Anarchistes individualistes et illégalistes à la « Belle Époque »*, Paris, L'Échappée, 2019.

L'histoire de Bordeaux

AGARD-LAVALLÉ. Francine, LAVALLÉ. Bernard, LAVALLÉ. Christophe, « *Car ce combat est aussi le nôtre* » : *Bordeaux, les Bordelais et la guerre d'Espagne*, Pessac, PUB, 2018.

Archives Départementales de la Gironde, *Mai 68 en Gironde*, Exposition du 1^{er} décembre 2018 au 12 avril 2019.

BRANA. Pierre, DUSSEAU. Joëlle, *Mai 68 à Bordeaux*, Paris, La Geste, 2017.

CASTRO. Pierre, « Les révoltes des classes intermédiaires en Aquitaine. Période 1968-1996 », dans BERCE. Yves-Marie, CHAMP. Nicolas, CHAUME. Alain (*et al.*), *L'Aquitaine révoltée*, Actes du 66^e Congrès d'Études régionales de la Fédération Historique du Sud-Ouest, Bordeaux, FHSO, 2016.

COULARDEAU. Jean, *111 jours à la prison modèle de Bordeaux-Gradignan*, Coulardeau, 1972, Bordeaux.

Institut Aquitain d'Études Sociales, *Mai 68 à Bordeaux : chronologie et documents*, Bordeaux, IAES, 1974. Livre extrait des bulletins n°17/18 du 1^{er} semestre 1974.

Institut Aquitain d'Études Sociales, *Jeunesses*, bulletin n°61, Bordeaux, IAES, novembre 1993.

Institut régional CGT d'histoire sociale d'Aquitaine, *1968. 30 ans après*, n°49-50-51 (numéro spécial), Bordeaux, Institut régional CGT d'histoire sociale d'Aquitaine, décembre 1998.

LAJUGIE. Joseph, *Bordeaux au XX^e siècle*, Bordeaux, FHSO, 1972.

VILLENEUVE. Muriel, « Heurs et malheurs d'une mobilisation inattendue : le mouvement des squatters de Bordeaux », *Revue française des affaires sociales*, n°2, 2002, p. 23-43.

La vie politique et sociale en France

CRETTEZ. Xavier, SOMMIER. Isabelle (dir.), *La France rebelle. Tous les foyers, mouvements et acteurs de la contestation*, Paris, Michalon, 2002.

DEBOUZY. Marianne, *La désobéissance civile aux États-Unis et en France, 1970-2014*, Rennes, PUR, 2016.

LIEFOOGHE. Christine, « Le tiers-lieu, objet transitionnel pour un monde en transformation », *L'Observatoire*, n°52, 2018, p. 9-11.

MANFREDONIA. Gaetano, « Persistance et actualité de la culture politique libertaire », dans BERSTEIN. Serge (dir.), *Les Cultures politiques en France*, Paris, Éditions du Seuil, 2003, p. 291-301.

MANFREDONIA. Gaetano, « L'anarchisme », dans BECKER. Jean-Jacques, CANDAR. Gilles (dir.), *Histoires des gauches en France. Volume 1. L'héritage du XIX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2005, p. 444-462.

MANFREDONIA. Gaetano, « L'anarchisme au XX^e siècle : de la crise au renouveau », dans BECKER. Jean-Jacques, CANDAR. Gilles (dir.), *Histoires des gauches en France. Volume 2. XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Paris, La Découverte, 2005, p. 135-145.

NOIRIEL. Gérard, *Une histoire populaire de la France. De la guerre de Cent Ans à nos jours*, Marseille, Agone, 2018.

PIGENET. Michel, TARTAKOWSKY. Danielle (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France. De 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2014.

ROUSSO. Henry (dir.), *La France du temps présent (1945-2005)*, Paris, Belin, 2010.

VERGNAUD. Laurent, « Les lieux intermédiaires et indépendants », *L'Observatoire*, n°52, 2018, p. 26.

VERPEAUX. M, *Institutions et vie politique sous la V^e République*, Paris, La Documentation française, 2012.

ZANCARINI-FOURNEL. Michelle, *Les luttes et les rêves. Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2016.

Études sociologiques

BOLTANSKI. Luc, CHIAPELLO. Ève, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

BOURDIEU. Pierre, PASSERON. Jean-Claude, *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Minuit, 1970.

LUCK. Simon, *Sociologie de l'engagement libertaire dans la France contemporaine. Socialisations individuelles, expériences collectives et cultures politiques alternatives*, thèse de doctorat sous la direction d'Yves DÉLOYE, Paris I, 2008. [Consultable en ligne]

MAUGER. Gérard, *Âges et générations*, Paris, La Découverte, 2015.

MERCKLÉ. Pierre, *La sociologie des réseaux sociaux*, Paris, La Découverte, 2016.

ROBINE. Nicole, THIBAUT. Georges, « Radios locales privées : le public aquitain », *Communication & Langages*, n° 80, 1989, p. 90-105.

TISSOT. Sylvie, « Entre soi et les autres », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 204, 2014, p. 4-9

L'organisation en réseaux

BASCHET. Jérôme, *La rébellion zapatiste*, Paris, Flammarion, 2019. (Pour la définition du réseau)

FRÈRE. Bruno, « Une organisation politique libertaire est-elle possible ? », *Contretemps* [en ligne], Mai 2010. (Consulté le 14/11/19)

LEMERCIER. Claire, « Analyse de réseaux et histoire », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 52-2, 2005, p. 88-112.

PÉPIN LEHALLEUR. Marielle, « Pour une mise en questions de l'appellation "réseau" », *Cahiers des Amériques latines*, n° 51-52, 2007, p. 17-23.

PEREIRA. Irène, « La fédération libertaire contre le réseau. Des pratiques organisationnelles anarchistes dans le renouveau de la contestation. », *Réseaux*, n° 181, 2013, p. 147-176.

PLEYERS. Geoffrey, « Horizontalité et efficacité dans les réseaux altermondialistes », *Sociologie et sociétés*, vol. 41, n° 2, automne 2009, p. 89-110.

SKIRDA. Alexandre, *Autonomie individuelle et force collective : les anarchistes et l'organisation de Proudhon à nos jours*, Paris, A. S., 1987.

Sitographie

Sitographie

Bases de données

Les références suivantes sont des bases de données pour lesquelles les saisies de recherche sont très régulières. Il serait donc inapproprié de préciser toutes les dates de consultation.

Anarlivres – Site bibliographique des ouvrages anarchistes ou sur l’anarchisme en français

<http://anarlivres.free.fr/>

Bianco : presse anarchiste

<https://bianco.ficedl.info/>

Le Catalogue Général des Éditions et Collections Anarchistes Francophones (Cgécaf)

<https://cgecaf.ficedl.info/>

Le Centre International de Recherches sur l’Anarchisme – Lausanne

<https://www.cira.ch/catalogue/?lang=fr>

Le Centre International de Recherches sur l’Anarchisme – Marseille

https://bibliotheque.cira-marseille.info/opac_css/

Dictionnaire des militants anarchistes

<http://militants-anarchistes.info/>

Fédération Internationale des Centres d’Études et de Documentation Libertaires – Affiches

<https://placard.ficedl.info/>

Le Maitron – Dictionnaire biographique. Mouvement ouvrier. Mouvement social.

Dictionnaire des anarchistes :

<https://maitron.fr/spip.php?mot28>

Le Monde Libertaire (Archives en ligne)

<https://ml.ficedl.info/>

REBAL – Rete delle Biblioteche e Archivi Anarchici e Libertari

<http://www.rebal.info/vufind/>

Recherche sur l'Anarchisme

<http://raforum.site/>

Ressources en ligne

Acratie

ANTONY. Michel, *Chronologie de l'anarchisme francophone et des mouvements et activités utopiques et libertaires*, mise à jour le 19/01/2021.

<http://www.acratie.eu/Biblio.htm> [Consulté le 10 mars 2021]

Le Cercle Libertaire Jean Barrué 33 – CLJB 33

<https://cerclelibertairejb33.wordpress.com/nos-documents/les-anars-a-bordeaux/> [Consulté le 16 juillet 2019]

Coordination Libertaire Étudiante de Pau

<https://www.univ-pau.fr/fr/vie-associative/annuaire-alphabetique/cle.html> [Consulté le 25 juin 2021]

Fédération Anarchiste – Mode d'emploi

https://www.federation-anarchiste.org/?g=FA_mode_emploi [Consulté le 11 mai 2021]

Informations sur Radio Oxygène et La vie au Grand Hertz

https://www.schoop.fr/ficheradio.php?id_radio=2210 [Consulté le 27 septembre 2020]

https://www.schoop.fr/histos/33_lavieaugrandhertz.php [Consulté le 27 septembre 2020]

Informations sur l'école A.D.E.A. Jacques Prévert de Bordeaux

<http://prevert.canalblog.com/> [Consulté le 4 mai 2021]

Infos pratiques C.I.R.A. Limousin

https://ciralimousin.ficedl.info/IMG/pdf/depliant_acces_cira_limousin_modif_jln_3-2.pdf

[Consulté le 22 février 2021]

Site Internet de Radio Libertaire

<https://www.radio-libertaire.net/historique/> [Consulté le 29 octobre 2020]

Site Internet de l'Athénée Libertaire, à propos de Mankind

<http://www.atheneelibertaire.net/index.php/mankind> [Consulté le 17 juin 2020]

Site Internet de la Clé des Ondes

<https://www.lacledesondes.fr/la-radio> [Consulté le 15 août 2020]

Tchernoblaye

<http://tchernoblaye.free.fr/coltcher/coltcher.htm> [Consulté le 1^{er} juillet 2021]

Wikipédia – C.N.T. (France) – Les Scissions

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Conf%C3%A9d%C3%A9ration_nationale_du_travail_\(France\)#Les_scissions](https://fr.wikipedia.org/wiki/Conf%C3%A9d%C3%A9ration_nationale_du_travail_(France)#Les_scissions) [Consulté le 31 mai 2021]

Table des matières

Table des matières

Remerciements	p. 5
Liste des principaux sigles utilisés	p. 7
Sommaire	p. 9
Introduction	p. 11

PREMIÈRE PARTIE.

Héritage, continuité, longévité : « un anarchisme typiquement bordelais ? »	p. 29
<u>Chapitre 1.</u> De la suite logique aux renouveaux : « historiquement ça continue »	p. 33
I – Les évènements de 1968 : un point de départ ?	p. 33
<i>A/ Mai 68 : la faillite des organisations anarcho-syndicalistes</i>	p. 33
<i>B/ Les étudiants anarchistes et Mai 68 : du réveil à l'effervescence</i>	p. 37
<i>C/ L'anarchisme en-dehors et en-dedans de la contestation</i>	p. 44
II – Les liens indissolubles avec l'Espagne	p. 48
<i>A/ La deuxième génération : transmission et militantisme</i>	p. 48
<i>B/ La lutte contre le franquisme et l'autoritarisme franco-espagnol</i>	p. 53
<i>C/ La fin du régime franquiste : un bouleversement des rapports entre la C.N.T. espagnole et la C.N.T. française ?</i>	p. 57

III – Bordeaux : une place forte de l’anarchisme ?	p. 61
<i>A/ Les rassemblements libertaires et militants à Bordeaux</i>	p. 61
<i>B/ Le quartier Saint-Michel : la place dans la place</i>	p. 67
<i>C/ Un cercle réduit de militants : estimations et limites méthodologiques</i>	p. 69
<i>D/ Le charisme et le rayonnement de certaines figures libertaires de Bordeaux :</i> <i>le cas particulier du procès d’Aristide Lapeyre</i>	p. 73
<u>Chapitre 2.</u> L’Athénée Libertaire : lieu historique et pôle de l’anarchisme bordelais	p. 79
I – Étude de cas d’une structure libertaire : essai d’histoire politique générationnelle	p. 79
<i>A/ L’achat d’un local rue du Muguet : un investissement politique</i>	p. 79
<i>B/ La S.C.E.G.I. et la génération : de la forme intellectuelle à la forme</i> <i>mouvementiste.....</i>	p. 84
<i>C/ L’avènement de la forme mouvementiste à l’Athénée Libertaire : une nouvelle</i> <i>période politique</i>	p. 90
II – Le fonctionnement d’un local libertaire : une histoire humaine	p. 96
<i>A/ Un pôle de regroupement ou une pépinière ?</i>	p. 96
<i>B/ L’entre-soi supposé de la Fédération Anarchiste</i>	p. 98
<i>C/ Les travaux et la course après l’argent</i>	p. 101
<i>D/ Des affaires militantes et des tensions personnelles : des repoussoirs pour la création</i> <i>de liens</i>	p. 104

DEUXIÈME PARTIE

Les réseaux de la colère organisés en une arborescence large, dense et solide p. 111

Chapitre 1. Des groupes aux unions locales : une première échelle de structuration politiquep. 115

I – La Fédération Anarchiste : le vivier bordelais p. 115

A/ De l'unité fédérative du groupe Sébastien Faure à la scission p. 115

B/ L'essor du militantisme mouvementiste à la F.A. bordelaise p. 119

C/ La Fédération Anarchiste, une organisation au service d'un militantisme mouvementiste ? p. 123

D/ La communication au sein de la F.A. et l'arrivée des nouvelles technologies dans le militantisme p. 129

II – La C.N.T. : entre essor et scission p. 133

A/ Les premiers succès syndicaux après la mort de Franco p. 133

B/ La faillite des centrales syndicales au bénéfice de la C.N.T. p. 138

C/ De l'élan à la perte de vitesse p. 142

III – Le regroupement en Unions locales et en alliances : de nouveaux outils au service de nouveaux besoins p. 147

A/ L'Union locale de la F.A. bordelaise p. 147

B/ L'Union locale C.N.T. : étude comparative avec l'Union locale F.A. p. 150

C/ Les alliances syndicalistes : une structure-organisation originale p. 152

Chapitre 2. Agrandir son réseau : l'organisation régionale et les liens internationaux p. 159

I – La constitution d'une toile régionale : un réseau de coopération p. 159

A/ L'Union régionale de la F.A. sud-ouest p. 160

B/ L'Union régionale de la C.N.T. sud-ouest p. 165

II – Les liens hors métropole : l'internationalisme politique p. 167

A/ Les luttes, le syndicalisme et l'anarcho-syndicalisme à l'étranger p. 168

B/ L'Outre-mer français dans l'internationalisme ? p. 172

Chapitre 3. En-dehors des organisations bordelaises, en dehors des réseaux ? p. 177

I – La constante renaissance de l'anarchisme étudiantin : notions de temps et de coordination..... p. 177

A/ Les groupes étudiants éphémères p. 178

B/ Les coordinations étudiantes libertaires : la structuration des militants et des liens..... p. 181

1) Les Coordinations Lycéennes et Étudiantes Anarchistes p. 181

2) La Coordination Libertaire Étudiante p. 182

II – L'indépendance et l'autonomie : étude de deux cas particuliers p. 186

A/ Le Groupe Anarchiste Bordelais : indépendance et créativité p. 187

B/ L'Organisation Communiste Libertaire : une organisation autonome locale..... p. 190

III – Être constamment sur la brèche : la transversalité des luttes, des réseaux, des idées et des acteurs politiques	p. 192
<i>A/ Le C.A.N. et le C.L.O : deux comités investis par les libertaires</i>	p. 193
1) Le Comité Anti-Nucléaire	p. 193
2) Le Comité de Lutte des Objecteurs	p. 197
<i>B/ Des luttes significatives d'un contexte tournée vers la convergence : le cas du Mouvement du Ras Le Bol et des sans-logis</i>	p. 200
<i>C/ La répression des idées ou le risque de l'engagement : les réseaux de solidarité et de défense</i>	p. 205

TROISIÈME PARTIE

Promotion libertaire de la culture et importance des lieux de savoir	p. 211
<u>Chapitre 1.</u> Du caractère politique de l'écrit : la littérature comme outil et action politique.....	p. 216
I – Le livre et l'édition : des outils politiques au service d'une autre culture	p. 216
<i>A/ L'En-dehors : librairie libertaire et creuset de la forme mouvementiste</i>	p. 216
<i>B/ Des prémices à la Librairie du Muguet : l'influence de l'En-dehors</i>	p. 220
<i>C/ De la conférence publique à l'invitation d'auteurs, de la pédagogie orale à la pédagogie par le livre</i>	p. 222
<i>D/ Les centres de documentation, les bibliothèques et l'édition libertaire à Bordeaux : un militantisme littéraire</i>	p. 225

II – La presse et les bulletins : relais de l’information et organisations des liens p. 233

A/ Un groupe, un journal, une identité : essor de la presse libertaire et multiplicité des supports p. 233

B/ Un outil de structuration des réseaux p. 237

Chapitre 2. La diffusion du savoir et la conservation de la mémoire ou la condition de l’émancipation..... p. 240

I – La pédagogie et l’éducation : deux expériences autogérées p. 240

A/ L’école Jacques Prévert : une expérience d’inspiration libertaire p. 241

B/ De l’école rationaliste Francisco Ferrer au C.E.L. p. 243

II – Les archives libertaires bordelaises : quels enjeux et quels liens ? p. 247

A/ Les déménagements et les scissions : des pertes collatérales p. 247

B/ Les fonds Lapeyre et Barrué : étude de deux cas particuliers p. 251

1) Le fonds Lapeyre : de Bègles à Madrid p. 251

2) Jean Barrué : « comme un vol de charognard » p. 253

C/ Les lieux de valorisation des fonds : projets, réalisations et liens p. 254

Chapitre 3. Le dynamisme culturel de l’anarchisme bordelaisp. 260

I – La musique et la radio : des vecteurs de la culture et de l’information p. 260

A/ On a faim ! Bordeaux p. 261

B/ Une scène underground bordelaise : relais des valeurs et des convictions libertaires..... p. 266

C/ Les Radio Locales Privées : le cas particulier de la Clé des Ondes p. 268

II – Le cinéma et l’iconographie : l’utilisation politique de l’image	p. 271
<i>A/ Le Ciné-club du 19 juillet</i>	p. 271
<i>B/ Le cinéma comme outil politique</i>	p. 274
<i>C/ La production iconographique : un corpus d’affiches</i>	p. 277
III – Les festivités comme facteurs d’unité et de transmission	p. 280
<i>A/ Les fêtes libertaires et élargies</i>	p. 280
<i>B/ Le groupe Yéyé : le rapport espagnol à la culture</i>	p. 283
<i>C/ La place de la commémoration et du souvenir</i>	p. 286
Conclusion	p. 291
Annexes	p. 297
Table des annexes	p. 299
Annexe I. Un corpus d’affiches	p. 301
Annexe II. Les entretiens	p. 307
Annexe III. La chronologie du mémoire	p. 374
Sources	p. 381
Bibliographie	p. 395
Sitographie	p. 403
Table des matières	p. 409

